



Panorama des régions de l'OCDE

Panorama des régions de l'OCDE

2007



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

Publié en anglais sous le titre :

OECD Regions at a Glance

2007

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.

© OCDE 2007

Toute reproduction, copie, transmission ou traduction de cette publication doit faire l'objet d'une autorisation écrite. Les demandes doivent être adressées aux Éditions OCDE rights@oecd.org ou par fax 33 1 45 24 99 30. Les demandes d'autorisation de photocopie partielle doivent être adressées au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France, fax 33 1 46 34 67 19, contact@cfcopies.com ou (pour les États-Unis exclusivement) au Copyright Clearance Center (CCC), 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923, USA, fax 1 978 646 8600, info@copyright.com.

Avant-propos

Ces dernières années, les questions de développement régional sont revenues à l'ordre du jour dans beaucoup de pays de l'OCDE. Le mouvement d'intégration suscité par les processus institutionnels (Union européenne, Organisation mondiale du commerce) et par l'évolution économique (la mondialisation) estompe les frontières nationales et induit sur le marché mondial une concurrence à l'échelle régionale. Dans le même temps, la persistance de fortes disparités entre les régions limite la capacité des pays à promouvoir la croissance économique tout en préservant la cohésion sociale.

Afin d'évaluer les stratégies innovantes en matière de développement régional et de diffuser les politiques les plus efficaces, l'OCDE a créé en 1999 le Comité des politiques de développement territorial (TDPC), lieu privilégié d'échanges et de débats au niveau international.

Les activités du TDPC ont suscité une nouvelle demande d'indicateurs statistiques au niveau infranational. Les responsables politiques ont besoin d'informations statistiques valables sur les sources de la compétitivité régionale, mais ce type d'information n'est pas toujours disponible. Les données infranationales sont limitées et les indicateurs régionaux difficiles à comparer d'un pays à l'autre. C'est pourquoi le Groupe de travail sur les indicateurs territoriaux (WPTI) mène depuis quelques années des travaux statistiques sur la mesure des économies régionales.

Le Panorama des régions de l'OCDE fait la synthèse des principaux résultats de ces travaux. D'une part, il illustre l'utilisation des indicateurs territoriaux pour la mise au point et l'évaluation des politiques de développement territorial dans le cadre élaboré par le TDPC. De l'autre, il a pour but de diffuser les outils statistiques élaborés par le WPTI pour l'analyse des économies régionales.

Dans le cadre de la stratégie définie par la Réunion à haut niveau de l'OCDE sur l'innovation et l'efficacité dans les politiques de développement territorial (les 25-26 juin 2003 à Martigny, Suisse), le Panorama des régions de l'OCDE s'articule autour de trois grands thèmes :

1. Les régions, ressorts de la croissance nationale.
2. Exploiter au mieux les atouts locaux.
3. Le bien-être régional, facteur de compétitivité.

Le premier thème montre que les facteurs de la croissance nationale tendent à se concentrer dans un nombre restreint de régions, et que par conséquent, stimuler cette croissance passe par une meilleure utilisation des facteurs en question au niveau des régions. Le deuxième thème analyse les performances économiques des régions et recense les ressources inutilisées qui peuvent être mobilisées pour améliorer la compétitivité régionale. Enfin, le troisième thème passe en revue différents paramètres du bien-être, en considérant que c'est un facteur déterminant d'une meilleure compétitivité régionale.

Chaque édition du « Panorama des régions » comporte un coup de projecteur sur un sujet de première importance pour le développement régional. Ici, il s'agit de l'équité géographique en matière de santé.

La publication du « Panorama des régions » est coordonnée par Vincenzo Spiezia, chef de l'Unité des statistiques et des indicateurs territoriaux à la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial. L'édition 2007 a été préparée par Brunella Boselli, Carine Ferretti, Enrique Garcilazo et Vincenzo Spiezia, avec l'aide d'Angela Cataldi.

Table des matières

Synthèse	7
Symboles et abréviations	11
I. Les régions, ressorts de la croissance nationale	
1. Concentration géographique de la population	14
2. Concentration géographique de la population âgée	20
3. Concentration géographique du PIB	26
4. Contribution régionale à la croissance du PIB national	32
5. Concentration géographique des activités économiques	38
6. Contribution régionale aux variations de l'emploi	44
7. Concentration géographique des brevets	50
II. Exploiter au mieux les atouts locaux	
8. Disparités régionales du PIB par habitant	58
9. Disparités régionales de la productivité du travail	64
10. Disparités régionales de spécialisation	70
11. Disparités régionales des niveaux d'études supérieures	76
12. Disparités régionales des taux de chômage	82
13. Disparités régionales des taux d'activité	88
Les principaux moteurs de la croissance régionale	
14. Facteurs de la performance régionale	96
15. La croissance régionale dans la zone de l'OCDE	98
16. Facteurs nationaux et performances régionales	102
17. Facteurs régionaux : PIB par habitant et population	106
18. Facteurs régionaux : productivité et spécialisation	110
19. Facteurs régionaux : emploi, taux d'activité et vieillissement	114
III. Le bien-être régional, facteur de compétitivité	
20. Accessibilité : temps de déplacement jusqu'au centre urbain le plus proche ...	120
21. Éducation : inscriptions dans l'enseignement supérieur	124
22. Taux de participation aux scrutins nationaux	128
23. Sécurité : délits déclarés contre les biens	132
24. Sécurité : meurtres déclarés	136
25. Propriété du logement	140
26. Environnement : véhicules particuliers par habitant	144
27. Environnement : déchets municipaux	148

IV. Coup de projecteur : la santé dans les régions

28. État de santé : taux de mortalité ajusté selon l'âge	154
29. État de santé : mortalité prématurée	160
30. État de santé : incidence du cancer	166
31. Ressources de santé : nombre de médecins	172
32. Ressources de santé : nombre d'infirmiers	178
33. Ressources de santé : nombre de lits hospitaliers	182
34. Ressources de santé : technologies médicales	188
35. Déterminants non médicaux de la santé : prévalence du tabagisme	194
36. Déterminants non médicaux de la santé : prévalence de l'obésité	198

Sources et méthodologie

Grilles territoriales et typologie régionale	205
Grilles régionales	205
Typologie régionale	205
Population – Chapitres 1, 8, 17, 21, 23, 24, 26, 27, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36	214
Population par âge et par sexe – Chapitres 2, 11, 13, 19, 28	215
États-Unis : population au 1er avril. Produit intérieur brut – Chapitres 3, 4, 8, 9, 15, 16, 17, 18, 19	217
Emploi par branche d'activité – Chapitres 5, 10, 18	219
Population active, emploi, chômage et chômage de longue durée Chapitres 6, 9, 12, 13, 18, 19	220
Emploi au lieu de travail – Chapitre 9	222
Dépôts de brevets – Chapitre 7	223
Niveau d'instruction – Chapitre 11	224
Temps de déplacement vers le centre urbain le plus proche – Chapitre 20	226
Nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur – Chapitre 21	228
Nombre de votants aux élections nationales – Chapitre 22	229
Délits déclarés contre les biens – Chapitre 23	230
Meurtres déclarés – Chapitre 24	232
Nombre de logements occupés par leur propriétaire; nombre total de logements occupés – Chapitre 25	234
Nombre de véhicules particuliers – Chapitre 26	235
Volume de déchets municipaux produits – Chapitre 27	236
Nombre de décès par l'âge et par sexe – Chapitres 28, 29	237
Nombre de nouveaux cas de cancers – Chapitre 30	239
Nombre de médecins – Chapitre 31	240
Nombre d'infirmières – Chapitre 32	242
Nombre de lits d'hôpital – Chapitre 33	244
Nombre de scanners et d'IRM – Chapitre 34	246
Nombre de fumeurs âgés de 15 ans et plus – Chapitre 35	247
Nombre de personnes obèses – Chapitre 36	248
Indices et formules	249
Les moteurs de la croissance régionale	251

Synthèse

On procède souvent à des comparaisons internationales des performances économiques nationales, qui mettent en évidence les pays dont les politiques nationales favorisent le plus la croissance et le développement. Cependant, les moyennes nationales peuvent masquer de grandes disparités régionales de la situation et des performances économiques. C'est pourquoi le *Panorama des régions de l'OCDE* présente une série d'indicateurs régionaux, essentiellement sous forme de graphiques et de cartes, afin de déterminer quelles sont les régions qui ont des performances meilleures que la moyenne nationale ou celle de l'OCDE et celles qui au contraire ont de moins bonnes performances. Les modèles de développement peuvent être très différents en zone urbaine et en zone rurale par exemple, et certaines régions peuvent rester en arrière même lorsque la performance économique nationale est bonne.

La population est inégalement répartie

La première partie présente un certain nombre de grands indicateurs macroéconomiques du développement régional, tels que : dispersion de la population, production, concentration industrielle, croissance de l'emploi et innovation. Dans les pays membres de l'OCDE, la population est en général assez inégalement répartie entre les régions : en 2003, environ 40 % de la population de l'OCDE étaient concentrés dans à peine 10 % des régions. C'est en Australie et au Canada que la concentration était la plus forte, 10 % de régions représentant 64 et 61 % respectivement de la population nationale.

L'urbanisation a augmenté la concentration et les taux de dépendance des régions non urbaines

Par ailleurs, dans la plupart des pays, la concentration de la population s'est accentuée ces dernières années, en partie du fait de l'urbanisation croissante, renforcée par la plus forte présence des opportunités économiques et des services dans les zones urbaines. En 2003, près de la moitié de la population totale de l'OCDE (46 %) vivait en zone urbaine, et la concentration était particulièrement forte aux Pays-Bas, en Belgique et au Royaume-Uni. Du même coup, la proportion de la population vivant en zone rurale a diminué. Le fait que les jeunes tendent à émigrer des zones rurales vers les zones urbaines davantage que les plus âgés a en outre contribué à accroître la concentration de la population âgée dans les régions rurales et intermédiaires. Dans la plupart des pays, les taux de dépendance économique (ratio de la population âgée à la population d'âge actif) sont déjà élevés en zone rurale, avec ce que cela implique sur le plan de la capacité de ces régions à assurer convenablement les soins de santé et autres services à mesure que la population continue de vieillir.

Performances économiques régionales

La deuxième partie passe en revue quelques-uns des facteurs qui peuvent expliquer les variations régionales de performance économique et de PIB par habitant. Ce sont les différences de productivité de la main-d'œuvre, les degrés de spécialisation de l'activité, les niveaux d'instruction de la population active, et les taux d'emploi et d'activité. Bien qu'importantes, les disparités internationales du PIB par habitant le sont souvent moins que les différences entre régions d'un même pays. Au Royaume-Uni, par exemple, le PIB par habitant varie entre cinq fois la moyenne nationale dans la région la plus riche et à peine plus de la moitié de la moyenne nationale dans la région la plus pauvre. Ce n'est pas là un exemple isolé; il existe aussi des disparités territoriales importantes en Turquie, aux États-Unis, en France, en Pologne et au Mexique. Dans ces pays, le revenu par habitant dans la région la plus riche est au moins quatre fois plus élevé que dans la région la plus pauvre.

Ces différences tiennent aussi au phénomène de l'urbanisation. En 2003, le PIB par habitant dans les régions urbaines de l'OCDE était supérieur de 51 % à la moyenne nationale; dans les régions intermédiaires et rurales en revanche il ne représentait que 77 et 64 % respectivement de la moyenne nationale. Le fait que le PIB par habitant est plus élevé dans les régions urbaines tient aux « économies d'agglomération ». La concentration d'entreprises et de population dans les régions urbaines et les grandes villes améliore l'efficacité de l'économie locale et permet une plus forte productivité.

Les individus les plus instruits tendent à graviter vers les zones urbaines

Dans l'économie d'aujourd'hui fondée sur le savoir, les perspectives de croissance d'une région dépendent en partie de sa capacité à générer des innovations et à les exploiter. Cette capacité dépend du niveau de compétences de la main-d'œuvre régionale. Celui-ci est couramment mesuré par la proportion de la population adulte qui possède un niveau d'études supérieures – depuis les formations courtes et moyennes jusqu'aux plus hautes qualifications dans le domaine de la recherche. Les variations régionales du niveau d'instruction sont considérables. En France, en Australie, au Royaume-Uni et au Canada les écarts de niveau d'études supérieures entre les régions affichant la meilleure et la moins bonne performance dépassent 30 points de pourcentage. Les écarts sont considérables aussi (entre 20 et 30 points) en Nouvelle-Zélande, au Japon, aux États-Unis, au Mexique, en Hongrie, en Norvège, en Corée, en Pologne, en Espagne et au Danemark. Ici encore, les régions urbaines tendent à être en meilleure position que les zones intermédiaires ou rurales : en moyenne, 57 % de la population adulte de l'OCDE ayant un niveau d'études supérieures vivent en région urbaine, 19 % dans des régions intermédiaires et 24 % dans des régions rurales. La concentration dans les régions urbaines résulte souvent de l'exode rural. L'existence d'importants différentiels du rendement de l'éducation entre les zones rurales et les zones urbaines est pour les individus ayant un haut niveau d'études une raison majeure de migrer vers les régions urbaines.

Nettes disparités des taux de chômage

Les différences de performances régionales s'expliquent aussi par la capacité de l'économie régionale à utiliser la main-d'œuvre disponible. Les taux de chômage et les taux

d'activité constituent à cet égard des indicateurs utiles. Les taux de chômage varient beaucoup selon les régions et, dans de nombreux pays, les disparités régionales persistent depuis longtemps. Ces disparités persistantes devraient normalement encourager les individus à quitter les régions à fort chômage pour des régions à faible chômage. Cependant, la mobilité a son prix et, même si à long terme l'avantage est supérieur au coût, la mobilité peut être freinée par les imperfections des marchés des capitaux, l'aversion au risque ou les liens sociaux. La rigidité salariale est une autre cause potentielle des disparités régionales des taux de chômage. Si les salaires sont fixés au niveau national, les différences régionales de productivité devraient théoriquement se traduire par des taux de chômage plus élevés dans les régions à faible productivité. En réalité, ce n'est pas aussi net, même si dans 17 des 25 pays pour lesquels on dispose de données il y a une corrélation négative entre les taux de chômage et les niveaux de productivité, ce qui donne à penser que la rigidité salariale peut effectivement être une des causes du fort taux de chômage dans les zones à faible productivité.

Les principaux moteurs de la croissance régionale

La deuxième partie est suivie d'une analyse des principaux moteurs de la croissance économique dans les régions, qui met en lumière les différents rôles joués par les facteurs nationaux et régionaux, les politiques économiques et l'existence de ressources naturelles. La croissance du PIB régional peut en effet être considérée comme résultant de plusieurs facteurs. Premièrement, la performance régionale dépend beaucoup de facteurs spécifiques au pays considéré, tels que les politiques nationales et la conjoncture économique. Deuxièmement, elle dépend de facteurs spécifiques de la région, tels que les tendances démographiques et les ressources naturelles. Enfin, la performance régionale dépend des politiques régionales, c'est-à-dire de la capacité de la région à augmenter la productivité, à changer de spécialisation pour profiter de nouveaux débouchés, à accroître l'efficacité du marché du travail local et à investir dans les qualifications et l'innovation. La performance des régions de l'OCDE sur la période 1998-2003 donne à penser que les facteurs spécifiques de la région contribuent beaucoup à susciter des taux de croissance économique supérieurs à la moyenne, et que l'inverse est également vrai, c'est-à-dire que les facteurs régionaux peuvent beaucoup nuire à la croissance.

Qualité de la vie

Bien entendu, les mérites relatifs des différentes régions ne tiennent pas seulement à des indicateurs macroéconomiques tels que la croissance, le revenu et les possibilités d'emploi, mais aussi à une série d'autres facteurs qui contribuent à la qualité de la vie. La troisième partie examine les profils régionaux d'un certain nombre d'indicateurs de la qualité de la vie, tels que le temps de déplacement, l'éducation, les taux de criminalité, les taux de propriétaires occupants, et l'environnement. Cette liste ne comprend pas la santé, qui est un aspect si important et si complexe qu'il mérite d'être traité séparément dans la quatrième partie.

Les temps de déplacement varient beaucoup selon les régions. Ce sont les pays à faible densité de population comme l'Australie, les États-Unis et le Canada qui présentent les plus grands écarts de temps de déplacement (environ 34, 30 et 25 heures respectivement). Dans la plupart des pays européens, les différences de temps de déplacement sont moins

grandes, mais la Turquie et le Royaume-Uni font exception. L'accessibilité tend naturellement à être plus faible dans les régions rurales. En moyenne, les temps de déplacement sont supérieurs à 3.5 heures à partir des régions rurales, deux heures environ à partir des zones intermédiaires et à peine 37 minutes à partir des régions urbaines.

Les niveaux de compétences varient considérablement

Une main-d'œuvre très instruite est un facteur majeur de compétitivité régionale et pour mesurer les niveaux de compétences on utilise couramment les taux d'inscription dans l'enseignement supérieur. Ces taux varient beaucoup d'une région à l'autre, mais la Corée se distingue non seulement par le taux d'inscription moyen le plus élevé au niveau national, mais aussi par la région où le taux d'inscription est le plus élevé de toutes les régions de l'OCDE. De plus, son taux régional d'inscription le plus bas est supérieur au taux régional le plus élevé de plusieurs pays de l'OCDE, ce qui montre que le niveau élevé d'études a été un facteur majeur du développement économique de ce pays. La sécurité est un autre facteur important de l'attrait relatif des régions, et les statistiques régionales montrent que les taux de criminalité varient beaucoup selon les régions d'un même pays. Cependant, ces statistiques sont difficiles à comparer d'un pays à l'autre, car elles dépendent de la définition de la criminalité dans la législation nationale et des critères statistiques utilisés pour comptabiliser les infractions pénales. En outre, la propension à déposer plainte varie beaucoup, non seulement entre les pays, mais aussi entre les régions d'un même pays. Cela dit, les données régionales montrent, et ce n'est peut-être pas étonnant, que les délits contre les biens sont surtout nombreux dans les zones urbaines.

Indicateurs de santé

La quatrième partie examine sous l'angle régional une série d'indicateurs de santé, à savoir : taux de mortalité, mortalité précoce, incidence du cancer, du tabagisme et de l'obésité, ressources en santé (nombre de médecins, d'infirmières et de lits d'hôpital; accès aux technologies médicales). Il est intéressant de constater que dans la majorité des pays de l'OCDE, c'est en région rurale que la population masculine affiche les taux de mortalité ajustés selon l'âge les plus élevés. Pour les femmes, dont les taux de mortalité globaux sont plus faibles que les hommes, le profil selon le type de région des taux ajustés de mortalité ne se distingue pas clairement. Au plan international, c'est en Europe orientale que les taux de mortalité globaux sont les plus élevés, du fait que le tabagisme, l'obésité et la consommation d'alcool y sont très présents.

Symboles et abréviations

Moyenne OCDE25	Moyenne non pondérée de 25 pays de l'OCDE.
Total OCDE25	Somme pour l'ensemble des régions de 25 pays de l'OCDE.
OCDE25	Variabilité sur l'ensemble des régions de 25 pays de l'OCDE.
TL2	Niveau territorial 2.
TL3	Niveau territorial 3.
GNO	Grille non officielle.
*	Différences de définition des données ou des régions. Se reporter à la section « Sources et méthodologie ».
EU	Essentiellement urbaine.
IN	Intermédiaire.
ER	Essentiellement rurale.
PPA	Parités de pouvoir d'achat.
USD	Dollars des États-Unis.



I. LES RÉGIONS, RESSORTS DE LA CROISSANCE NATIONALE

1. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION
2. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION ÂGÉE
3. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DU PIB
4. CONTRIBUTION RÉGIONALE À LA CROISSANCE DU PIB NATIONAL
5. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES
6. CONTRIBUTION RÉGIONALE AUX VARIATIONS DE L'EMPLOI
7. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DES BREVETS

1. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION

La population des pays membres de l'OCDE n'est pas répartie également entre les régions. En 2003, 40 % environ de la population de la zone OCDE occupaient 10 % seulement des régions (graphique 1.1). La concentration de la population est la plus forte en Australie et au Canada, où 10 % des régions rassemblent 64 % et 61 % respectivement des habitants du pays. Viennent ensuite l'Islande (50 %), les États-Unis (49 %) et le Mexique (47 %) où la moitié environ de la population vit dans 10 % des régions. En revanche, la répartition est plus équilibrée en République slovaque (12 %), en République tchèque (17 %) et en Belgique (17 %) et au Danemark (18 %).

La concentration s'accroît...

De 1998 à 2003, la concentration de la population s'est accrue dans toutes les régions de l'OCDE d'un demi-point de pourcentage environ (0.6). Elle a particulièrement augmenté en Turquie (+1.8 point de pourcentage) et Nouvelle-Zélande, Canada (+1.6) et en Islande (+1.3), et baissé en Irlande (-0.7) et en Hongrie (-0.4).

L'indice de concentration géographique compare la répartition géographique de la population à la superficie de l'ensemble des régions, et non seulement aux 10 % des régions ayant la plus forte concentration (graphique 1.2). D'après cette statistique, en 2003, le Canada (82), l'Australie (81) et l'Islande (67) présentaient la répartition de la population la plus déséquilibrée. À l'inverse, les pays présentant une concentration géographique plus équilibrée étaient la République slovaque (12), la République tchèque (20), la Hongrie (21), la Belgique (23), les Pays-Bas et la Pologne (25). Pendant la période 1998-2003, la concentration de la population s'est atténuée dans seulement sept pays mais s'est accentuée de façon particulièrement prononcée en Islande (1.7), en Corée (1.3), en Nouvelle-Zélande et en Turquie (1.1).

... et l'urbanisation a accéléré cette tendance

La répartition géographique de la population dans un pays est déterminée par des facteurs comme

les conditions climatiques et l'environnement, qui tendent à décourager les habitants de s'établir dans certaines zones et favorisent leur concentration autour d'un petit nombre de centres urbains. Les perspectives économiques plus favorables et la plus grande diversité des services proposés dans les zones urbaines renforcent ce processus. En 2003, près de la moitié de la population totale de la zone OCDE (46 %) vivait dans des zones urbaines (graphique 1.3). La concentration dans les régions urbaines était particulièrement marquée aux Pays-Bas (85 %), en Belgique (83 %) et au Royaume-Uni (70 %).

Les régions intermédiaires attirent aussi une part importante de la population des pays de l'OCDE (31 %). C'est le cas en particulier en République tchèque (84 %), en République slovaque et en Islande (63 %), en Nouvelle-Zélande (57 %), en Espagne (52 %) et en Suisse (50 %). Les régions essentiellement rurales représentent une part plus faible mais néanmoins significative de la population de la zone OCDE (23 %). Elles accueilleraient en 2003 un pourcentage particulièrement élevé de la population (graphique 1.4) en Irlande (72 %) et en Finlande (62 %).

Les populations rurales sont en diminution

De 1998 à 2003, la part de la population urbaine a augmenté de plus d'1 point de pourcentage en Nouvelle-Zélande, au Canada, en Turquie et en Finlande, et baissé d'1 point de pourcentage au moins en Corée et en Hongrie. La part de la population des régions intermédiaires s'est accrue de plus d'1 point de pourcentage en Corée, en Islande et en Hongrie et n'a baissé de plus d'1 point de pourcentage qu'en Nouvelle-Zélande. Enfin, la population des zones rurales n'est en hausse qu'en Irlande, en Hongrie et au Royaume-Uni, alors qu'elle a diminué ou est restée stable dans tous les autres pays de l'OCDE.

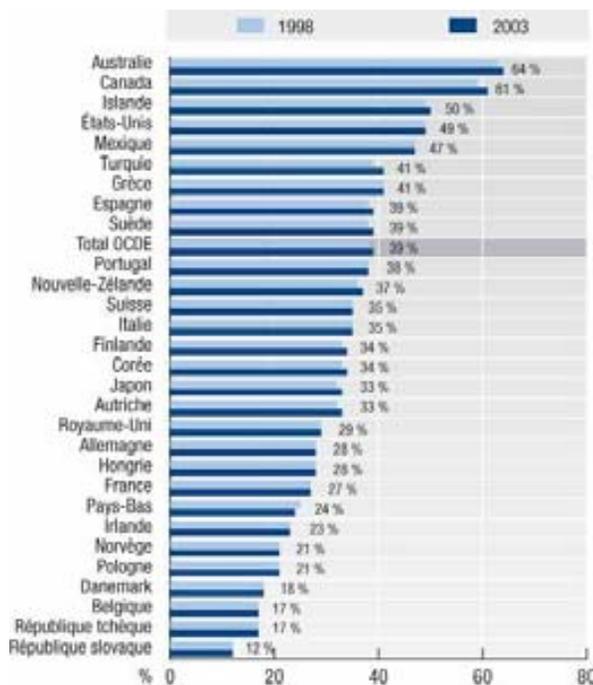
Définition

Le nombre d'habitants d'une région donnée, autrement dit sa population totale, peut être défini comme la population annuelle moyenne de cette région ou la population à une date donnée de l'année considérée. On calcule généralement la population moyenne d'une année civile en établissant la moyenne arithmétique de la population au 1^{er} janvier de deux années consécutives.

1. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION

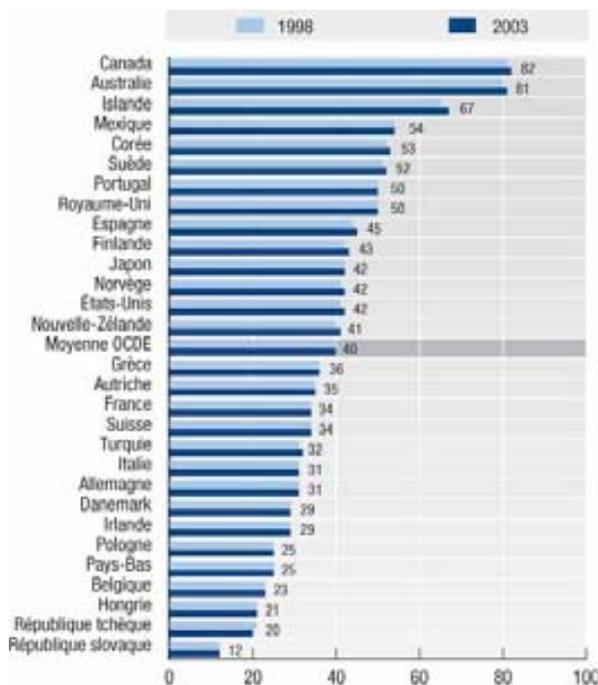
1.1. En 17 pays de l'OCDE plus d'un tiers de la population était concentré dans 10 % seulement des régions en 2003

Part de la population des 10 % de régions présentant la plus forte concentration de population (TL3)



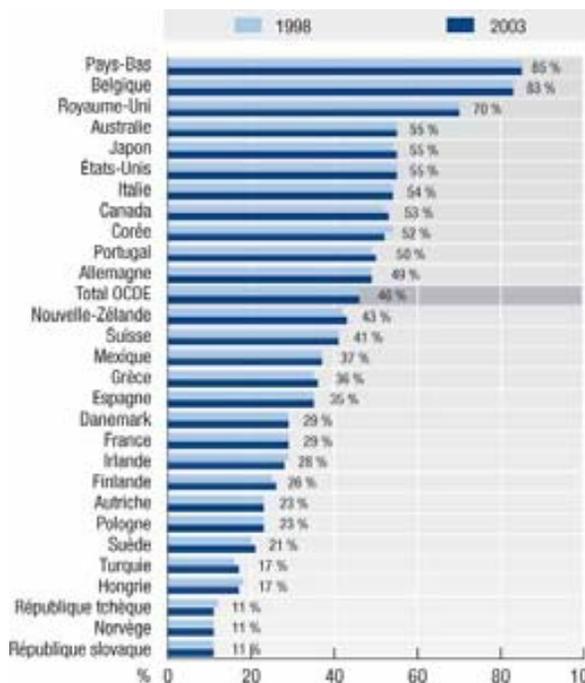
1.2. Le Canada, l'Australie et l'Islande présentent la plus forte concentration géographique de population

Indice de concentration géographique de la population (TL3)



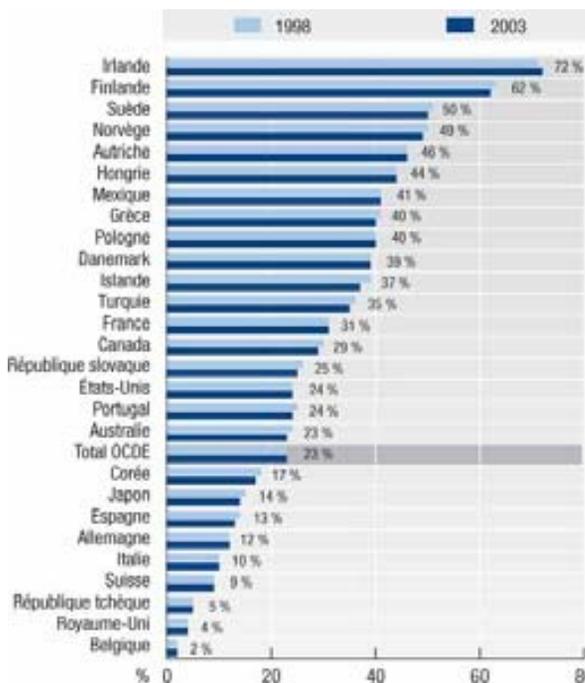
1.3. De 1998 à 2003, la part de la population vivant dans des régions urbaines a progressé dans 18 pays de l'OCDE sur 30

Répartition de la population nationale dans les régions essentiellement urbaines (TL3)



1.4. Seule l'Irlande a connu une augmentation de la part de sa population rurale entre 1998 et 2003

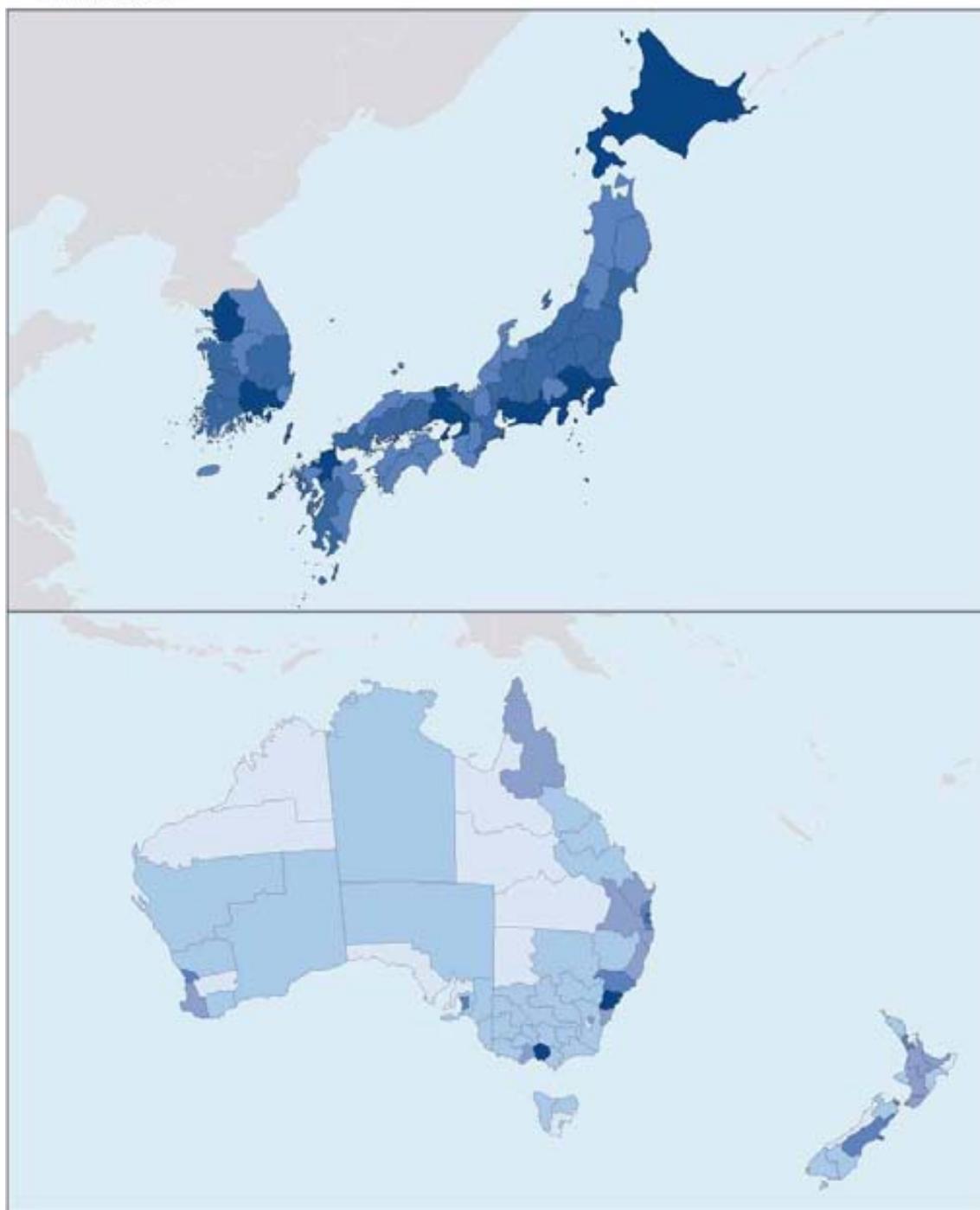
Répartition de la population nationale dans les régions essentiellement rurales (TL3)



1. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION

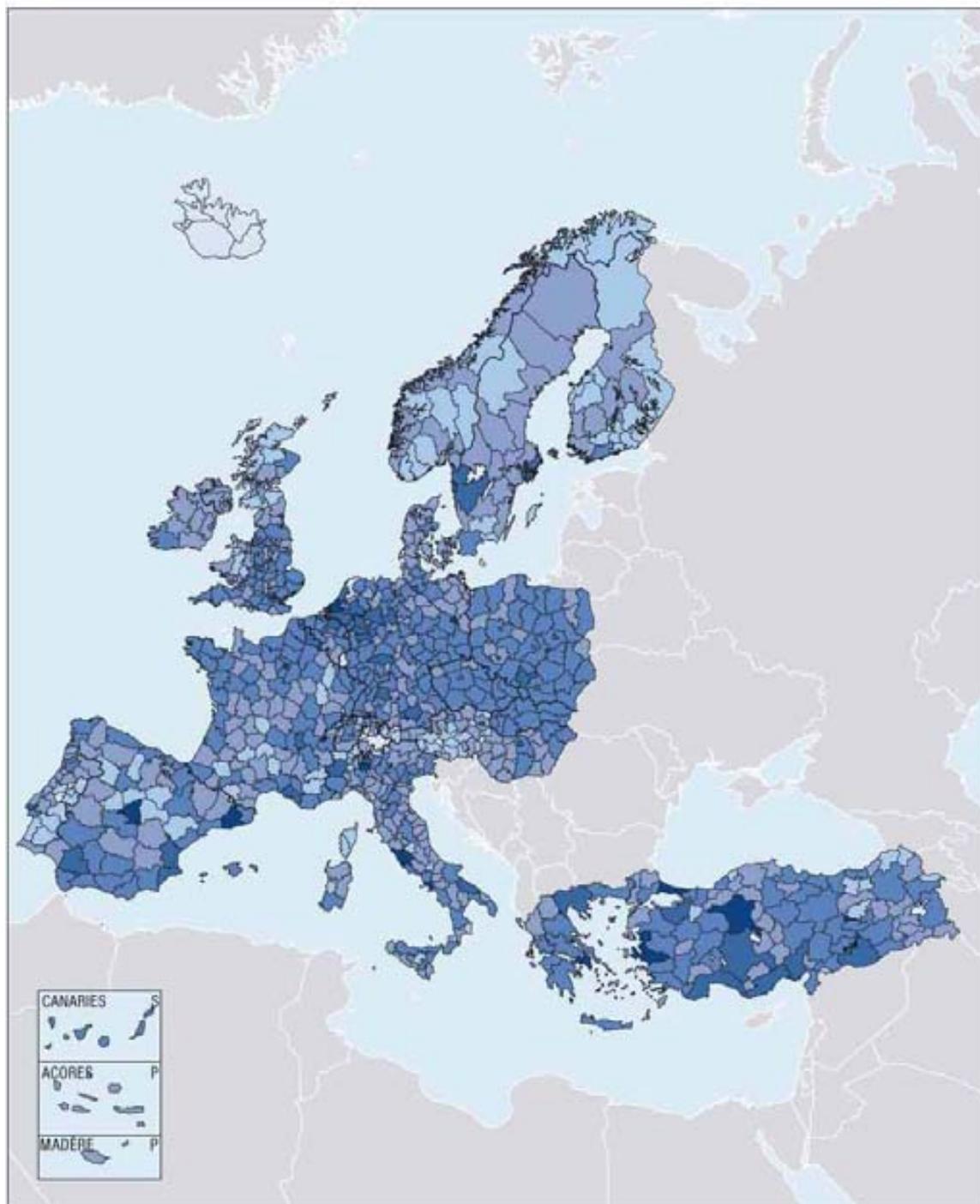
1.5. Population régionale : Asie et Océanie

2003



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146658562156>

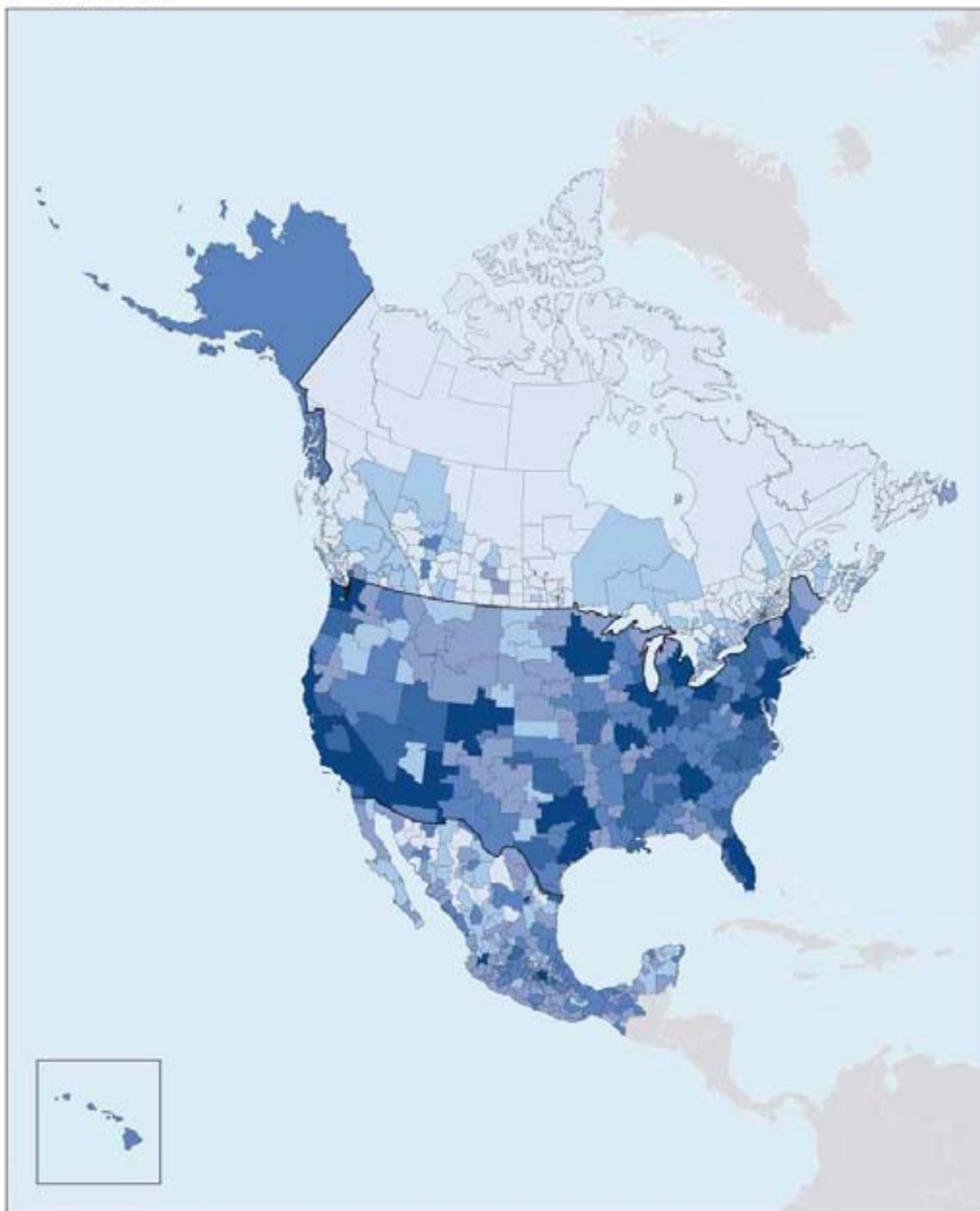
1.6. Population régionale : Europe 2003



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146658562156>

1. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION

1.7. Population régionale : Amérique du Nord 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146658562156>

Les grandes agglomérations urbaines peuvent-elles continuer de s'étendre ?

La population des pays de l'OCDE a tendance à se concentrer fortement dans les régions urbaines. En 2003, près de la moitié de la population totale de la zone OCDE (46 %) vivait dans une région urbaine. Cette concentration est due essentiellement aux avantages que procurent les « économies d'agglomération ». D'une part, la population souhaite vivre aux endroits où se concentrent les possibilités d'emplois – donc les entreprises. D'autre part, les entreprises cherchent à s'implanter là où la demande – donc la population – est importante. L'installation d'entreprises et de travailleurs dans une région urbaine attire ainsi d'autres entreprises et d'autres travailleurs venus d'autres régions, ce qui accentue encore la concentration.

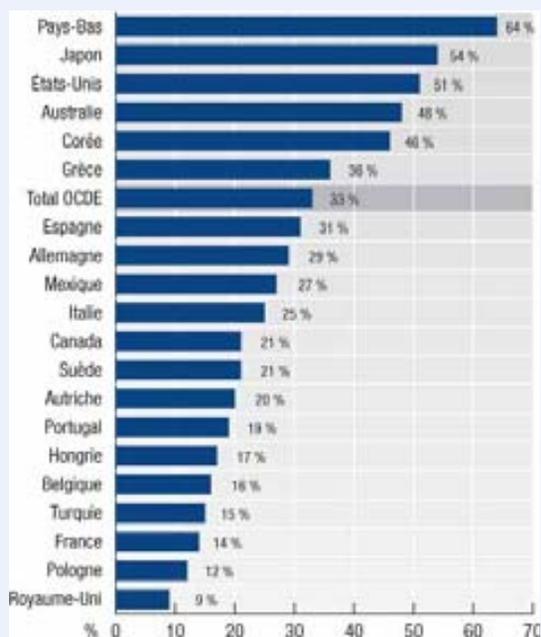
Ce cercle vertueux peut continuer de fonctionner jusqu'à un certain seuil, au-delà duquel risquent de se produire des « déséconomies d'agglomération ». Lorsque la densité de population et d'entreprises dans un même endroit devient trop élevée, l'accroissement de la pollution, les encombrements, la hausse des prix de l'immobilier et les tensions sociales génèrent des coûts qui peuvent, à terme, dépasser les avantages qui résultaient au départ de la concentration.

En 2003, un tiers de la population des pays de l'OCDE vivait dans de grandes agglomérations urbaines, c'est-à-dire des régions comptant plus d'1.5 million d'habitants. L'importance du phénomène d'agglomération varie cependant beaucoup selon les pays. La même année, aux Pays-Bas, les deux tiers de la population nationale vivaient dans des régions urbaines densément peuplées, alors que la proportion était de la moitié environ de la population totale au Japon, aux États-Unis, en Australie et en Corée (graphique 1.8). En revanche, il n'existait pas en 2003 de région urbaine de plus d'1.5 million d'habitants au Danemark, en Finlande, en Islande, en Irlande, en Nouvelle-Zélande, en Norvège, en République slovaque, en République tchèque ou en Suisse.

La région de New York, qui compte 22 millions d'habitants, est la plus peuplée de toutes les régions urbaines de la zone OCDE, et représente 8 % environ de la population totale des États-Unis (graphique 1.9). La plus forte concentration de population dans une région urbaine est observée en Grèce, où plus d'un tiers de la population totale (36 %) vit dans la région urbaine de l'Attique (Athènes).

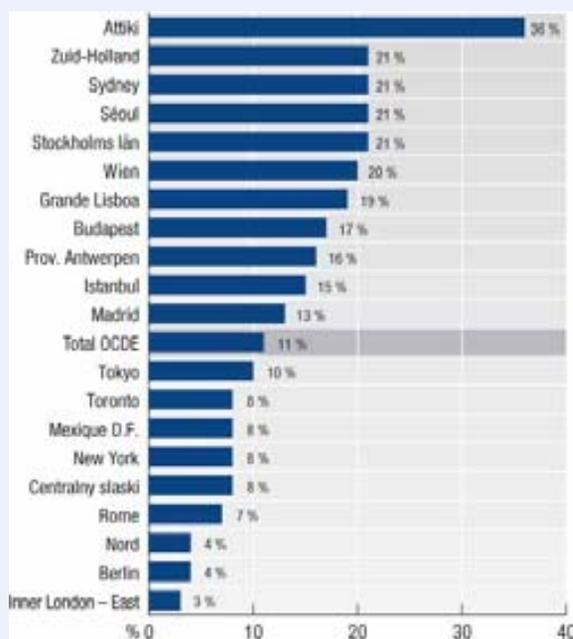
1.8. La moitié environ de la population totale des Pays-Bas, du Japon, des États-Unis, de l'Australie et de la Corée vit dans de grandes agglomérations urbaines

Part de la population vivant dans des régions urbaines comptant plus d'1.5 million d'habitants rapportée à la population nationale, 2003 (TL3)



1.9. En 2003, il existait dans six pays une vaste région urbaine rassemblant plus d'un cinquième de la population nationale

Part de la population vivant dans la plus grande région urbaine comptant plus d'1.5 million d'habitants, 2003 (TL3)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145488186753>

2. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION ÂGÉE

Ces 30 dernières années, le nombre des personnes de 65 ans et plus a fortement augmenté dans tous les pays de l'OCDE. En 2003, leur part dans la population totale des pays de l'OCDE s'établissait à 14 % (graphique 2.1).

Le poids du vieillissement est réparti de façon inégale

Dans chaque pays, les personnes âgées tendent à se concentrer dans un petit nombre de régions, qui doivent faire face aux problèmes sociaux et économiques résultant du vieillissement de la population. En 2003, 35 % de la population âgée vivait dans 10 % seulement des régions de l'OCDE (graphique 2.2). Cette proportion était beaucoup plus élevée en Australie (61 %), au Canada (58 %) et en Islande (59 %) où 10 % des régions rassemblaient plus de la moitié de la population totale de personnes âgées. En revanche, la répartition des personnes âgées était plus uniforme en République slovaque, en République tchèque, au Danemark, en Belgique et en Norvège, où 10 % des régions rassemblaient moins de 20 % de la population totale de personnes âgées.

L'indice de concentration géographique compare la répartition géographique de la population âgée à la superficie de l'ensemble des régions, et non seulement aux 10 % des régions ayant la plus forte concentration (graphique 2.3). D'après cet indicateur, le Canada et l'Australie (82) sont les pays qui, en 2003, présentaient la plus forte concentration de personnes âgées. Par ailleurs, les indices de concentration du Mexique (52), de la Suède (49), et du Royaume-Uni (47) étaient sensiblement supérieurs à la moyenne de l'OCDE (38). Ils étaient en revanche plus faibles en République slovaque (14), en République tchèque

(20), en Hongrie (22), aux Pays-Bas (24), en Belgique (24) et en Irlande (25). Pour la période 1998-2003, c'est au Japon (2), en Corée, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Islande, en Turquie et en Italie (1) que l'on observe le renforcement le plus marqué de la concentration géographique des personnes âgées, et en Suisse, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Hongrie (-1) que le fléchissement est le plus sensible.

Les taux de dépendance sont plus élevés dans les régions périphériques

La concentration de personnes âgées peut s'expliquer par la concentration de la population totale – population plus nombreuse et donc davantage de personnes âgées – ou par les disparités de taux de dépendance des personnes âgées – même population mais personnes âgées plus nombreuses.

Une comparaison des indices de concentration de la population totale et de la population de personnes âgées révèle qu'en 2003 la première était plus concentrée que la seconde au Royaume-Uni, au Portugal, en Espagne, en Norvège, en Corée, au Japon, en Nouvelle-Zélande, en Grèce, en France et en Irlande (graphique 2.4). Les taux de dépendance des personnes âgées tendent à être plus élevés là où la population est moins concentrée, c'est-à-dire dans les régions « périphériques ».

La Pologne est le seul pays où la population de personnes âgées est plus concentrée que la population totale. Par conséquent, dans ce pays les taux de dépendance tendent à être plus élevés dans les zones où l'on observe une forte concentration de la population, qui sont généralement des régions urbaines.

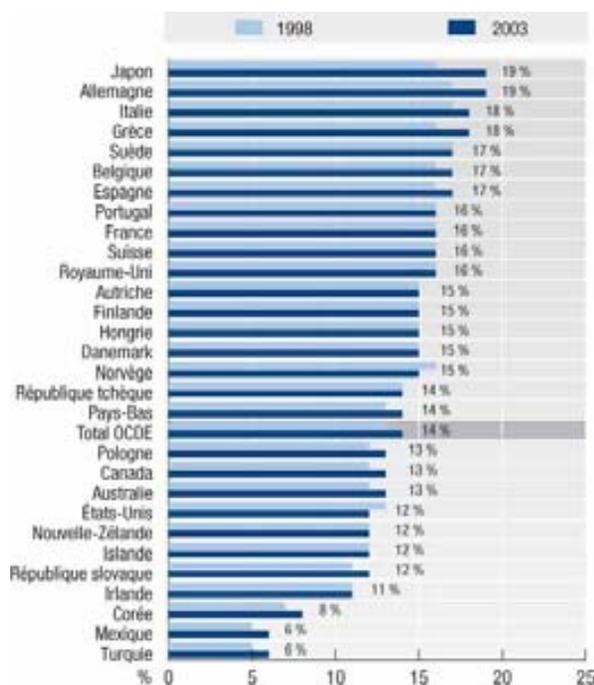
Définition

La population âgée d'une région donnée est définie comme le nombre d'habitants de 65 ans et plus; il peut s'agir de la population moyenne au cours d'une année donnée, ou de la population enregistrée à une date précise de l'année. Le taux de dépendance des personnes âgées est le rapport entre les personnes âgées de 65 ans et plus et la population en âge de travailler (15 à 64 ans).

2. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION ÂGÉE

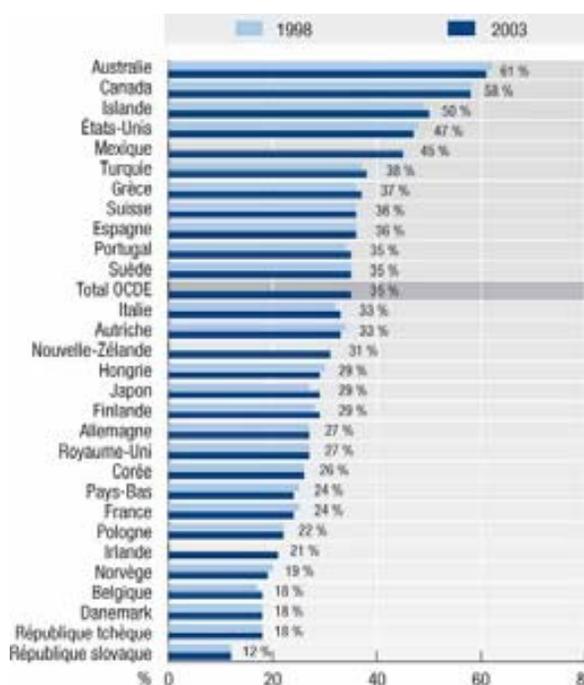
2.1. La proportion de personnes âgées varie beaucoup d'un pays de l'OCDE à l'autre

Pourcentage de la population de 65 ans et plus dans la population totale



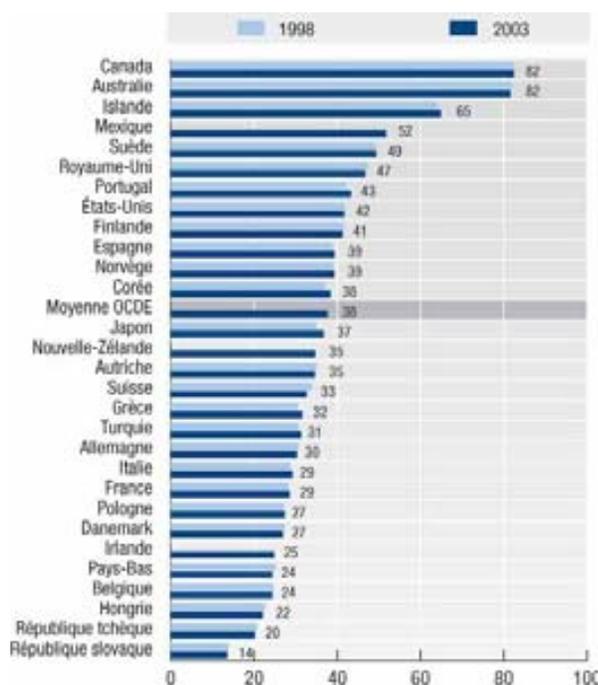
2.2. 35 % de la population âgée totale de la zone OCDE vivent dans 10 % seulement des régions

Part des 10 % des régions présentant la plus forte concentration de population de personnes âgées dans la population nationale des 65 ans et plus (TL3)



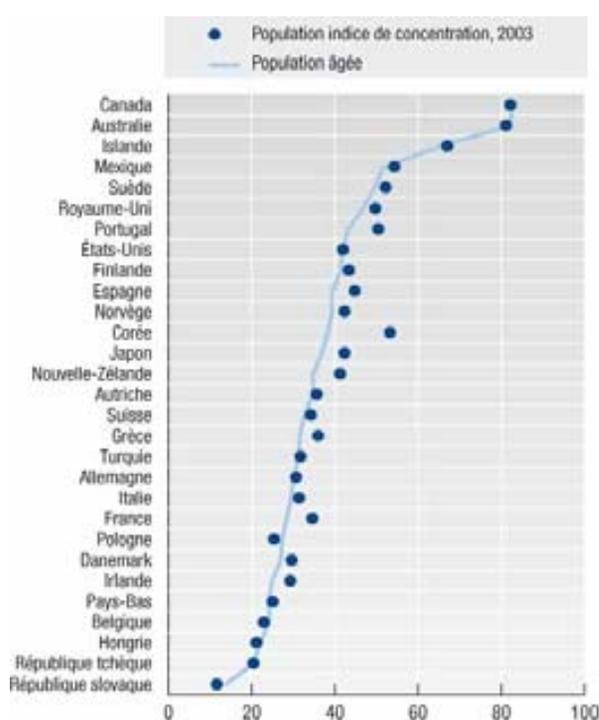
2.3. Le Canada et l'Australie sont les pays qui présentaient la plus forte concentration de personnes âgées en 2003

Indice de concentration géographique de la population âgée (TL3)



2.4. En général, la population de personnes âgées est moins concentrée que la population totale

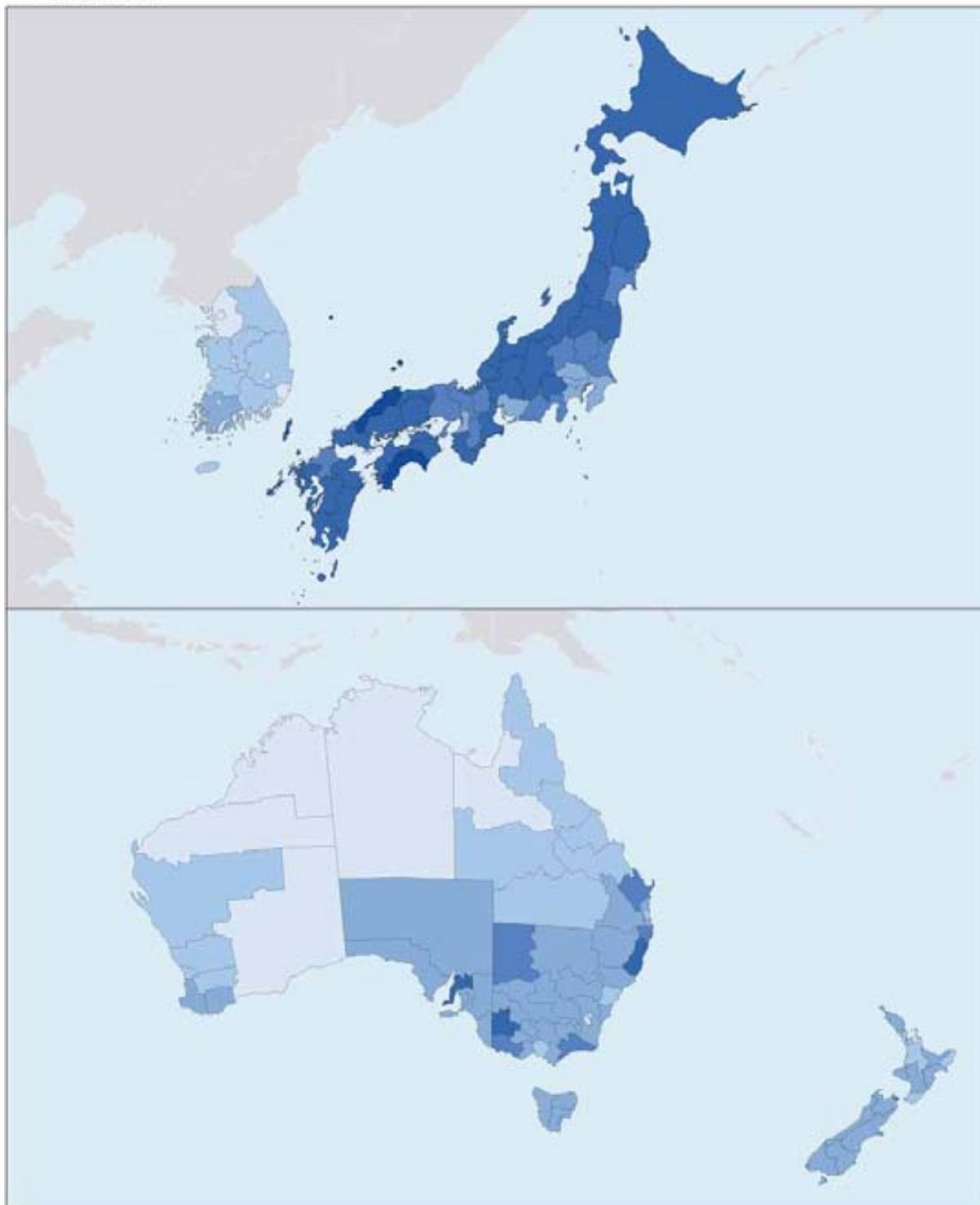
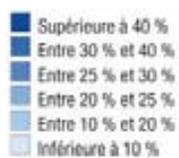
Indice de concentration, 2003 (TL3)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145543278036>

2.5. Population régionale âgée : Asie et Océanie

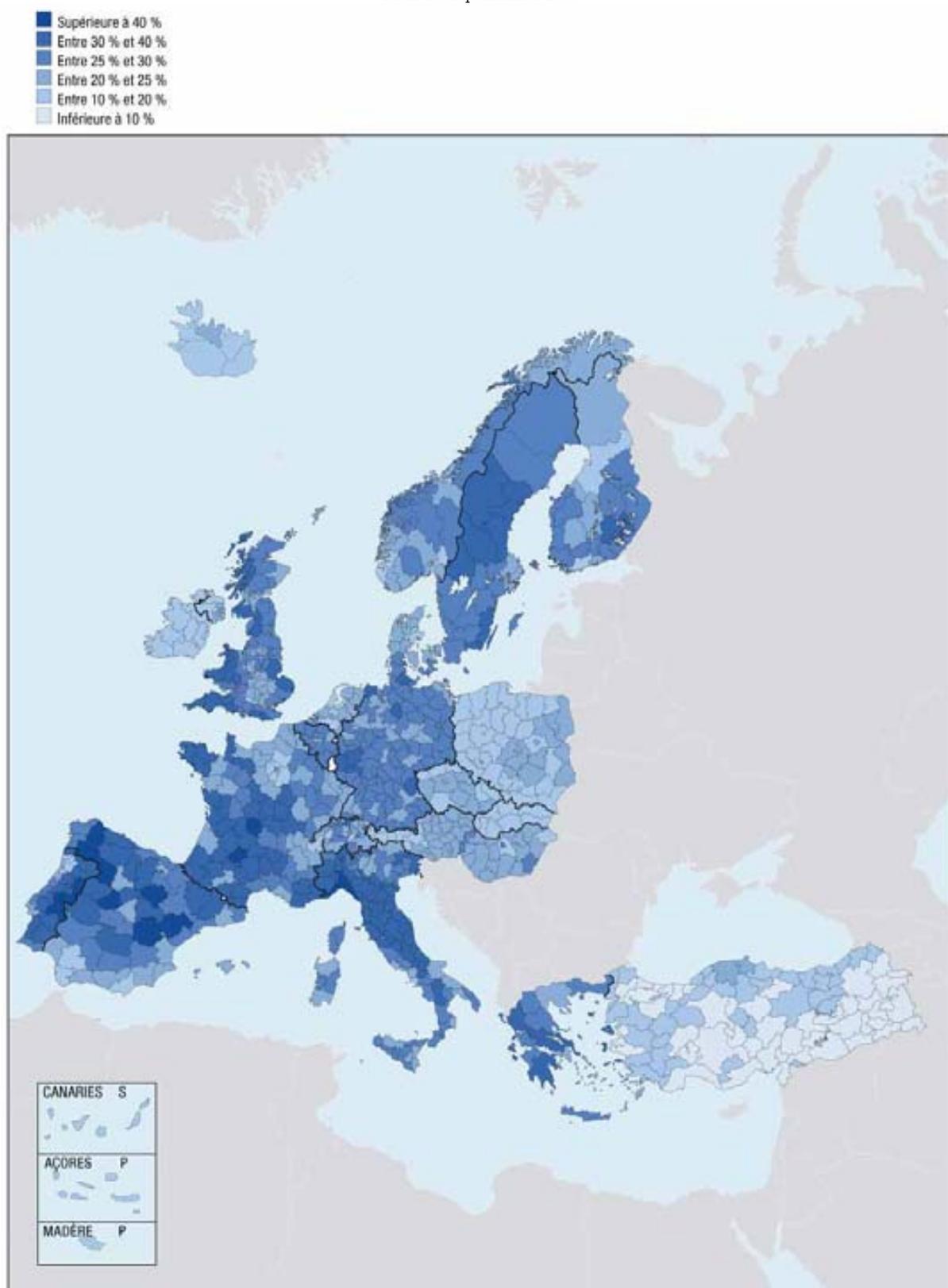
Taux de dépendance 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146658728215>

2.6. Population régionale âgée : Europe

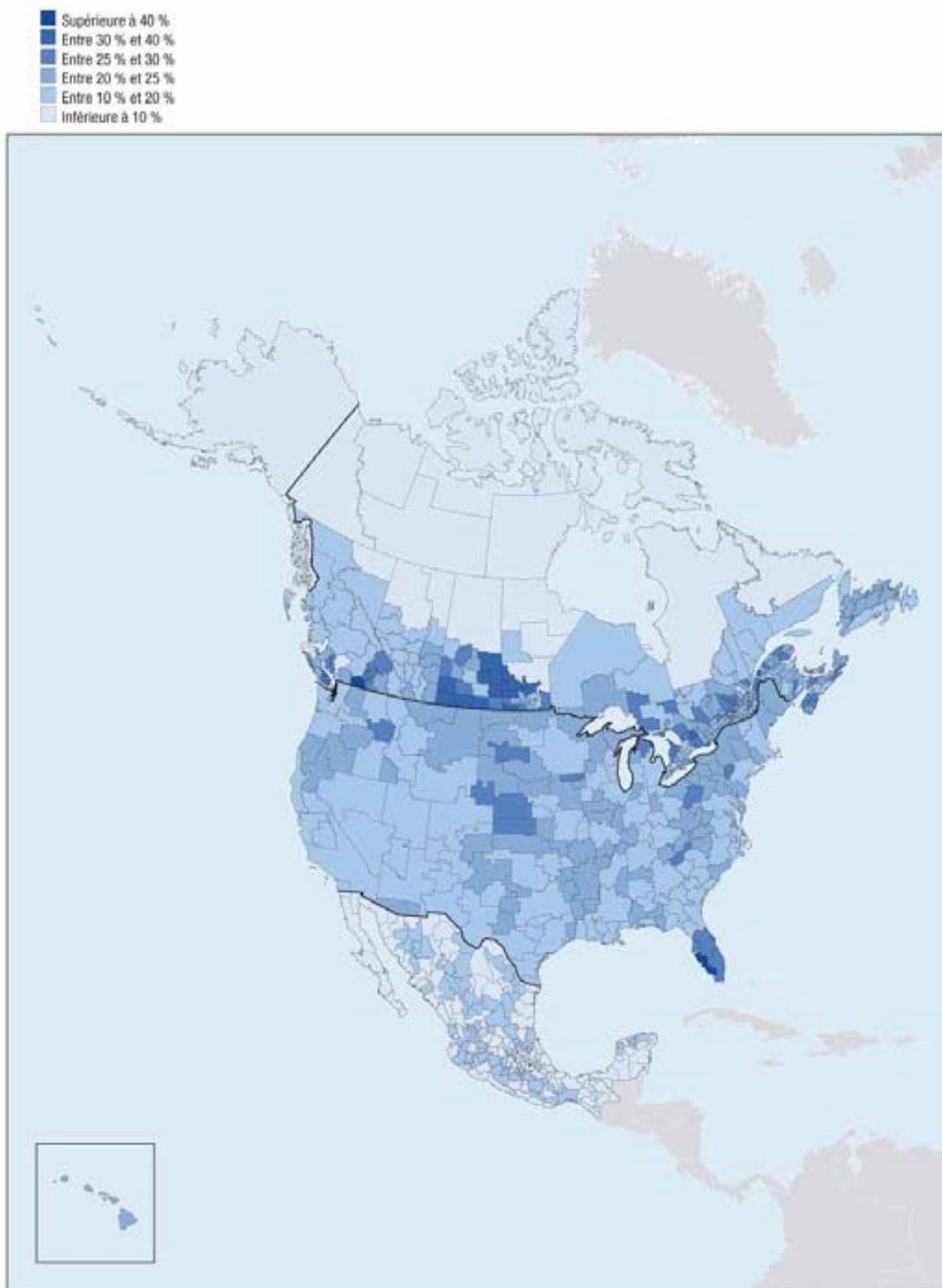
Taux de dépendance 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146658728215>

2. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION ÂGÉE

2.7. Population régionale âgée : Amérique du Nord Taux de dépendance 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146658728215>

Les régions intermédiaires et rurales vont être confrontées aux problèmes liés au vieillissement de la population

La population de personnes âgées s'est progressivement accrue ces 30 dernières années dans tous les pays de l'OCDE. Certaines régions sont cependant mieux placées que d'autres pour relever les défis du vieillissement des sociétés.

Le premier facteur est la capacité d'une région à produire suffisamment de ressources pour pourvoir aux besoins des personnes âgées (santé, aide et soins à domicile, transport, par exemple). Cette capacité dépend de l'équilibre entre la population économiquement active qui contribue à la création de richesse et la population qui n'exerce plus d'activité en raison de son âge. Le taux de dépendance des personnes âgées, c'est-à-dire le rapport entre la population âgée de 65 ans et plus et la population d'âge actif (de 15 à 64 ans), est un indicateur statistique couramment utilisé pour mesurer cet équilibre. Dans la mesure où les ressources régionales sont insuffisantes, l'offre de services aux personnes âgées dépendra des transferts du gouvernement national ou fédéral.

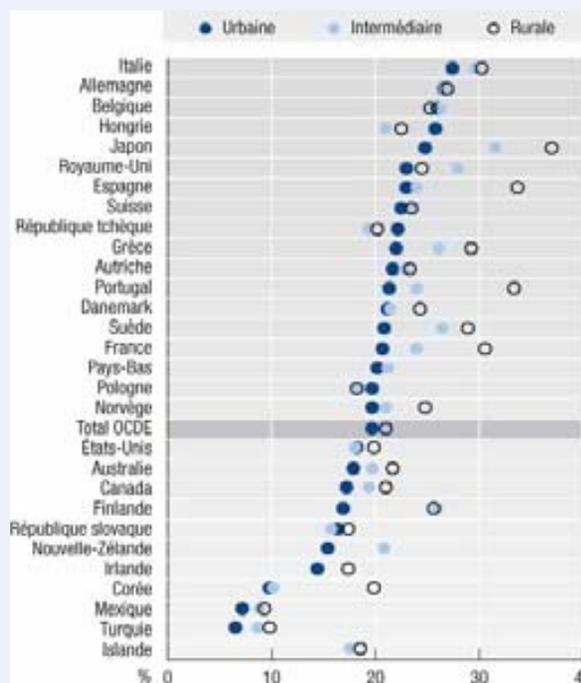
En 2003, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux de dépendance des personnes âgées était plus élevé dans les régions rurales et intermédiaires (21 %) que dans les régions urbaines (20 %) (graphique 2.8). Ce schéma général était particulièrement visible dans certains pays (Japon, Espagne, Portugal, France et Italie) où dans les régions rurales le taux de dépendance des personnes âgées était supérieur à 30 %. La République tchèque, la Hongrie et la Pologne étaient les seuls pays où les régions urbaines présentaient les taux de dépendance les plus élevés.

Le second facteur influant sur la capacité à faire face au vieillissement de la société est la concentration des personnes âgées. Les régions où cette population est nombreuse peuvent tirer profit d'économies d'échelle dans la fourniture de services à la personne (aide et soins à domicile, par exemple) et de soins de santé (hôpitaux, équipement médical, par exemple). Les régions où la population de personnes âgées est peu nombreuse sont parfois amenées à assumer des coûts plus élevés en matière de services à la personne et de soins de santé car elles n'ont pas la possibilité de réaliser des économies d'échelle.

Dans la logique de la tendance mondiale à l'urbanisation, en 2003, seule une faible proportion de la population des personnes âgées (23 %) des pays de l'OCDE vivait dans les régions rurales tandis que la grande majorité de ces personnes vivait dans des régions urbaines (31 %) ou intermédiaires (46 %) (graphique 2.9). Toutefois, compte tenu des taux de dépendance plus élevés et de la plus faible concentration de la population âgée, les problèmes engendrés par le vieillissement de la population vont vraisemblablement être plus aigus dans les régions rurales que dans les régions urbaines et intermédiaires.

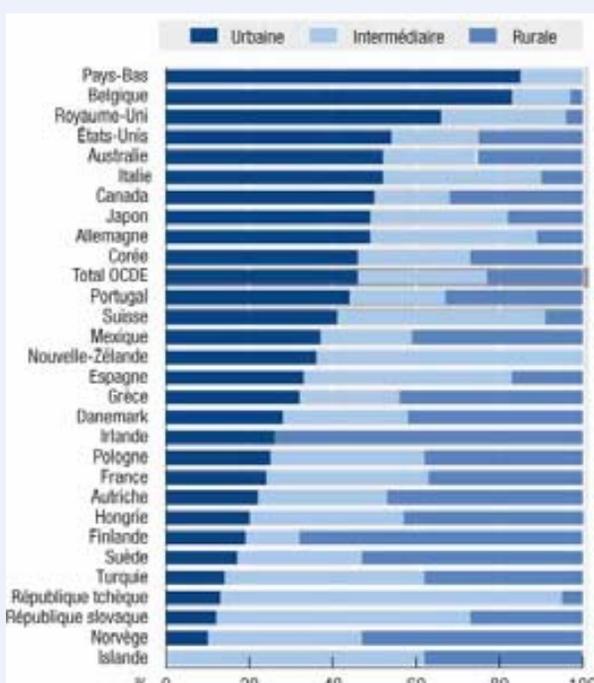
2.8. Dans 18 pays de l'OCDE, c'est dans les régions rurales que le taux de dépendance des personnes âgées est le plus élevé...

Taux de dépendance des personnes âgées dans les régions urbaines, intermédiaires et rurales, en 2003 (TL3)



2.9. ... même si 23 % seulement de la population âgée des pays de l'OCDE vivent dans des régions rurales

Répartition de la population âgée entre les régions urbaines, intermédiaires et rurales, en 2003 (TL3)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145543278036>

3. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DU PIB

À l'intérieur des pays, le produit intérieur brut (PIB) n'est pas réparti de façon égale entre les régions. Ainsi, en 2003, dans les pays de l'OCDE, 38 % du PIB total étaient produits dans seulement 10 % des régions (graphique 3.1).

La production est très concentrée

Cette concentration du PIB dans un petit nombre de régions est particulièrement marquée en Turquie et au Portugal, où 10 % des régions représentaient plus de la moitié du PIB national en 2003. En Suède, au Canada, en Hongrie, en Espagne, en Autriche, en Finlande, en Grèce, au Mexique et au Japon, ces 10 % entrent pour plus de 40 % dans le PIB. En revanche, la répartition territoriale du PIB est moins inégale en République slovaque, en Belgique et au Danemark, où les 10 % de régions de tête contribuent pour à peine un quart au PIB national.

L'indice de concentration géographique compare la répartition géographique du PIB à la superficie de l'ensemble des régions, et non seulement aux 10 % des régions ayant la plus forte concentration (graphique 3.2). Selon cet indice, en 2003, la plus forte concentration du PIB a été observée au Portugal (56), en Suède (55) et au Royaume-Uni (54) (graphique 3.2). Suivent de près la Corée (51), l'Australie et la Finlande (50). La répartition territoriale du PIB est moins inégale en République slovaque (24), en République tchèque (27), aux Pays-Bas (29), en Belgique (33) et au Danemark (35).

Durant la période 1998-2003, c'est en Hongrie (+3) et en Pologne (+2) que cette concentration s'est le plus renforcée. À l'inverse, c'est en République tchèque (-2) et au Portugal (-1) qu'elle a le plus diminué.

Il apparaît que ce sont les régions essentiellement urbaines qui attirent la plus forte part de l'activité économique (graphique 3.3). En 2003, plus de la moitié (53 %) du PIB total de l'OCDE était produite par les régions urbaines (graphique 3.3). C'est ce type de région qui a produit la plus forte part du PIB national en Belgique (88 %), aux Pays-Bas (87 %), au Royaume-Uni (74 %), au Japon, en Italie (59 %), au Portugal (58 %), et en Allemagne (55 %).

Les régions rurales contribuent le moins

Bien qu'à un degré moindre, les régions intermédiaires contribuent encore notablement (31 %) au PIB global de l'OCDE. En République tchèque (72 %), en République slovaque (53 %), en Turquie et en Espagne (47 %), leur contribution a été d'au moins 47 % du PIB national. Enfin, les régions essentiellement rurales n'ont représenté que 15 % du PIB. Néanmoins, leur contribution a été considérable en Irlande (62 %), en Finlande (53 %) et en Suède (43 %).

La production est plus concentrée que la population

Si l'on compare les indices de concentration géographique du PIB et de la population, on constate que dans presque tous les pays le premier est davantage concentré que la seconde (graphique 3.4). La Corée est le seul pays où la concentration de la population est supérieure à celle du PIB.

Ces résultats témoignent de l'existence d'importantes « économies d'agglomération » : le PIB tend à être plus élevé dans les régions à forte concentration de population. Cette tendance semble être confirmée dans plusieurs pays où de grandes régions urbaines ou capitales (Attique, Uusimaa, Dublin, Budapest, Grand Lisbonne) sont devenues le moteur de l'économie nationale.

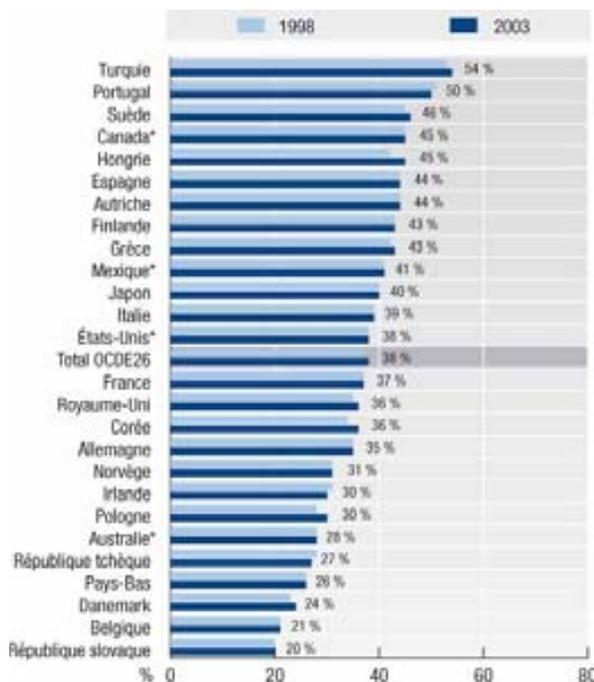
Définition

Le produit intérieur brut (PIB) est le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il est exprimé en prix constants (2000) pour les comparaisons dans le temps et en parités de pouvoir d'achat (PPA) pour les comparaisons internationales.

3. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DU PIB

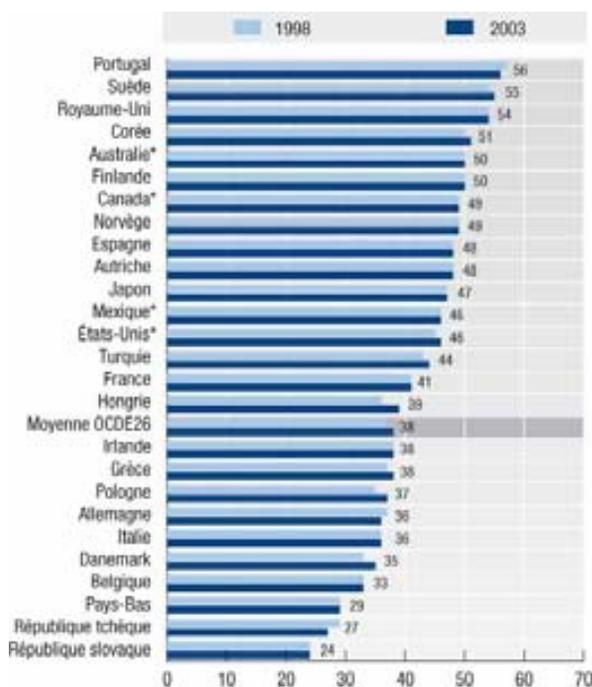
3.1. Dans 11 pays, plus de 40 % du PIB national sont concentrés dans 10 % des régions

Part dans le PIB des 10 % des régions présentant la plus forte concentration du PIB (TL3)



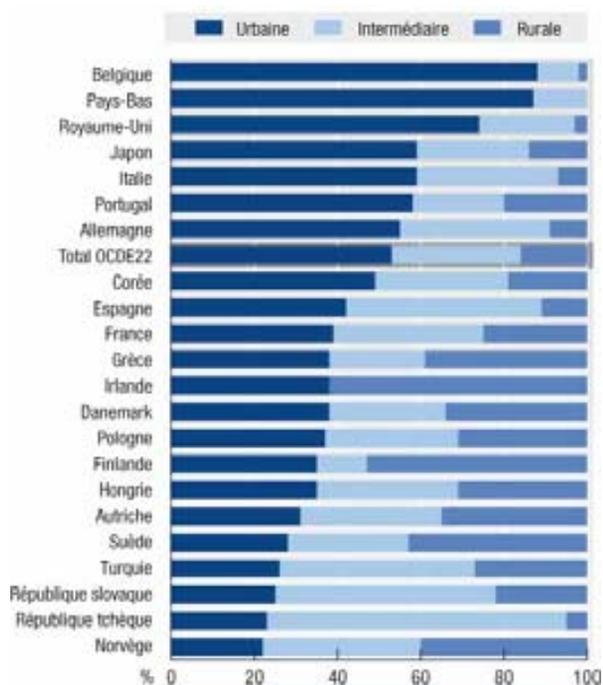
3.2. En 2003, c'est au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni que la concentration géographique du PIB était la plus forte

Indice de concentration géographique du PIB (TL3)



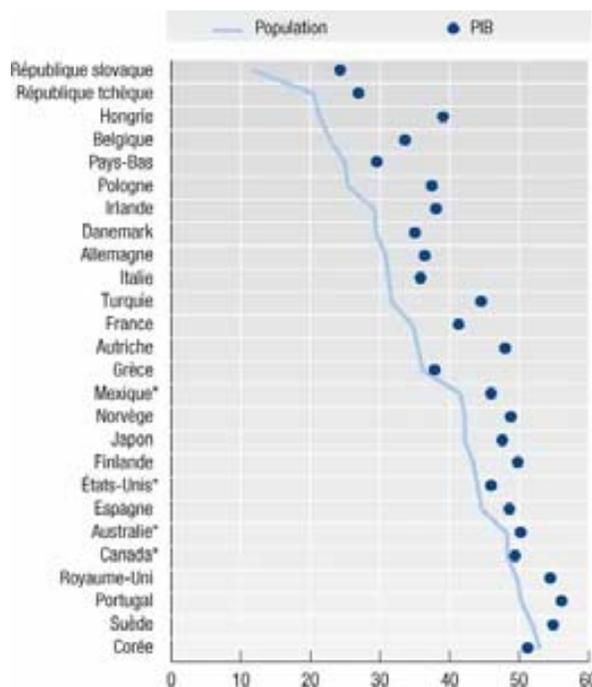
3.3. En 2003, plus de la moitié du PIB de l'OCDE était produite dans des régions essentiellement urbaines

Répartition du PIB national entre les régions essentiellement urbaines, intermédiaires et rurales, 2003 (TL3)



3.4. La répartition territoriale du PIB ne reflète pas la répartition géographique de la population

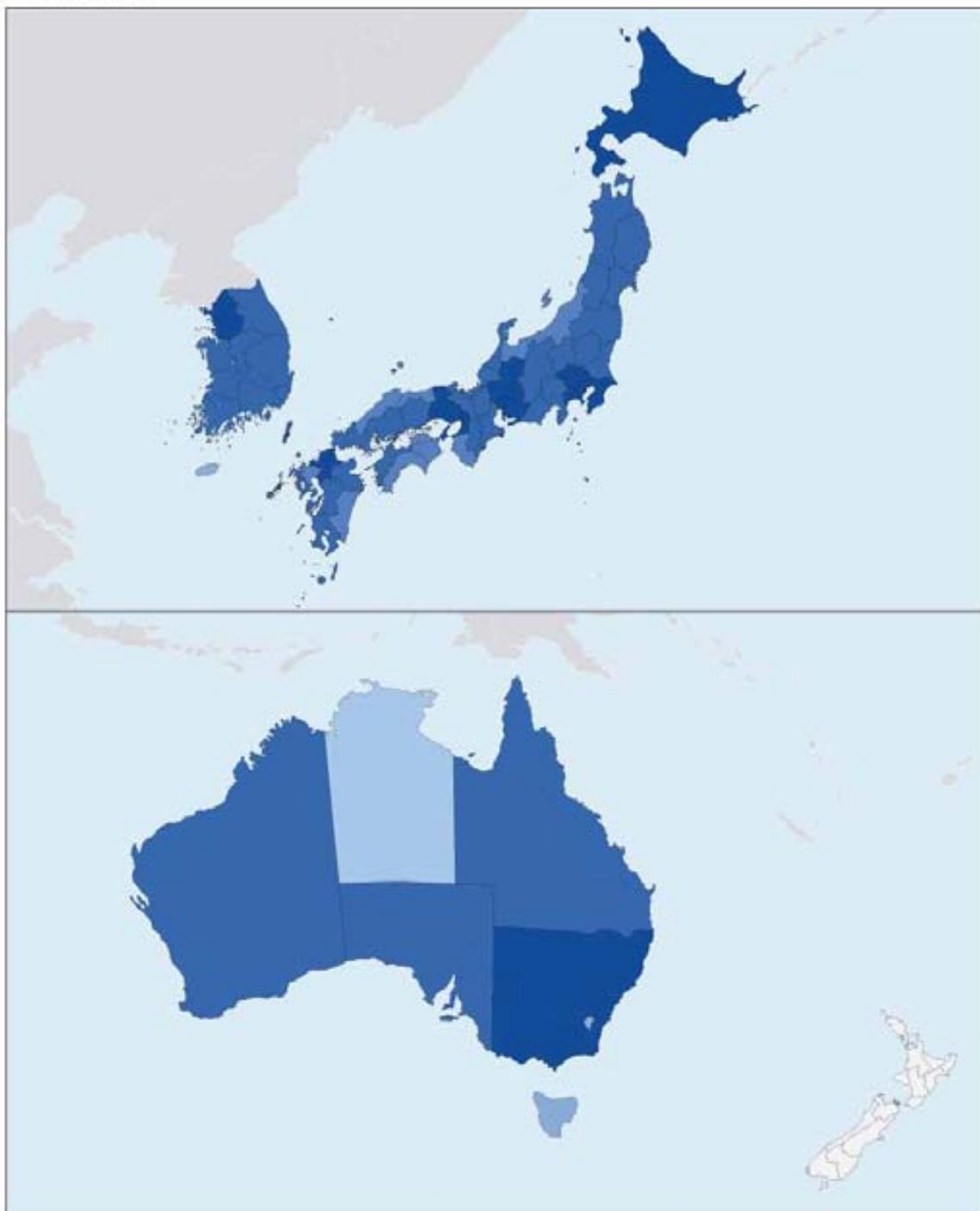
Indice de concentration, 2003 (TL3)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145560713086>

3.5. PIB régional : Asie et Océanie

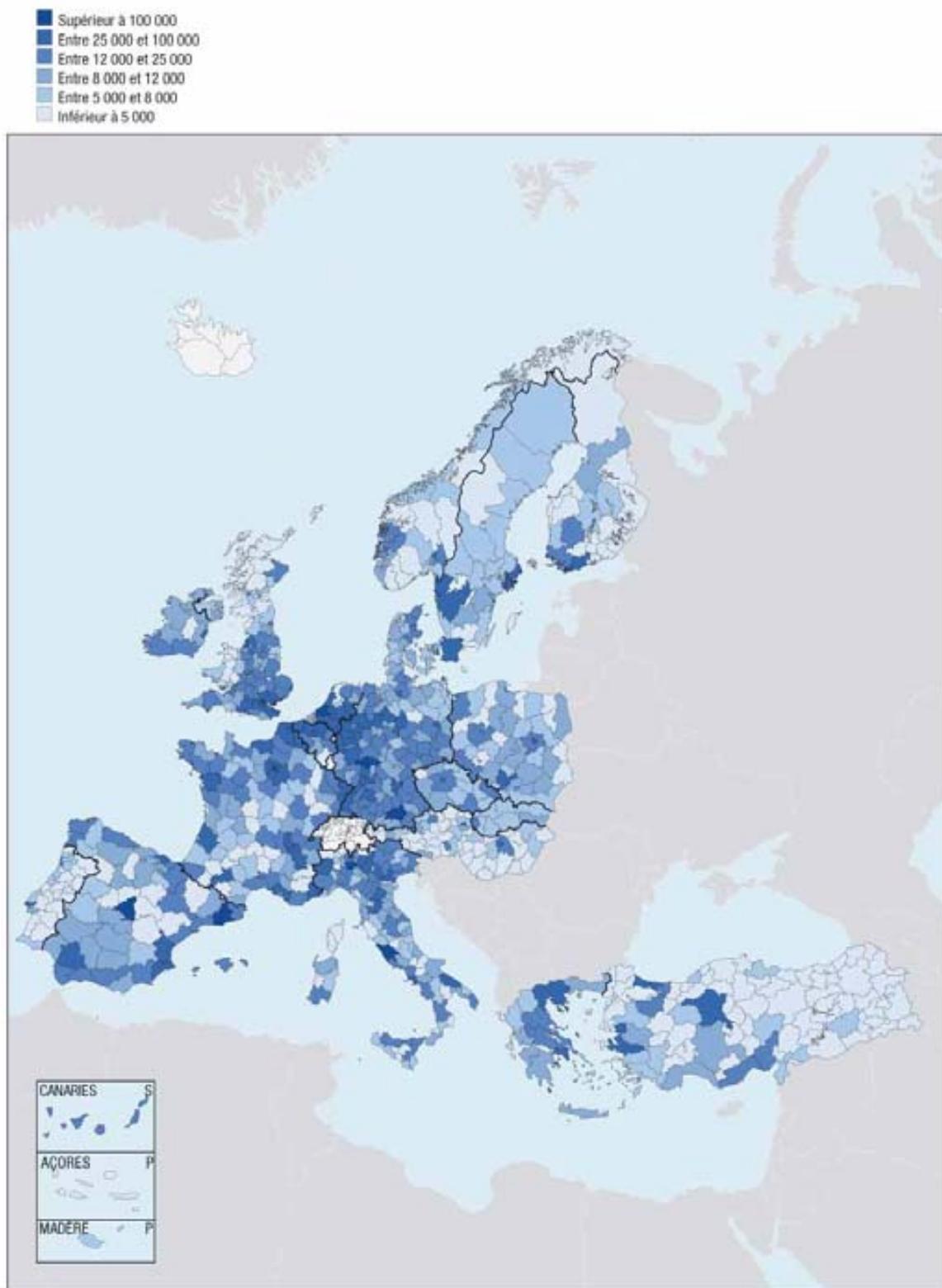
Millions USD en prix constants 2000 (PPA), 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146686534154>

3.6. PIB régional : Europe

Millions USD en prix constants 2000 (PPA), 2003

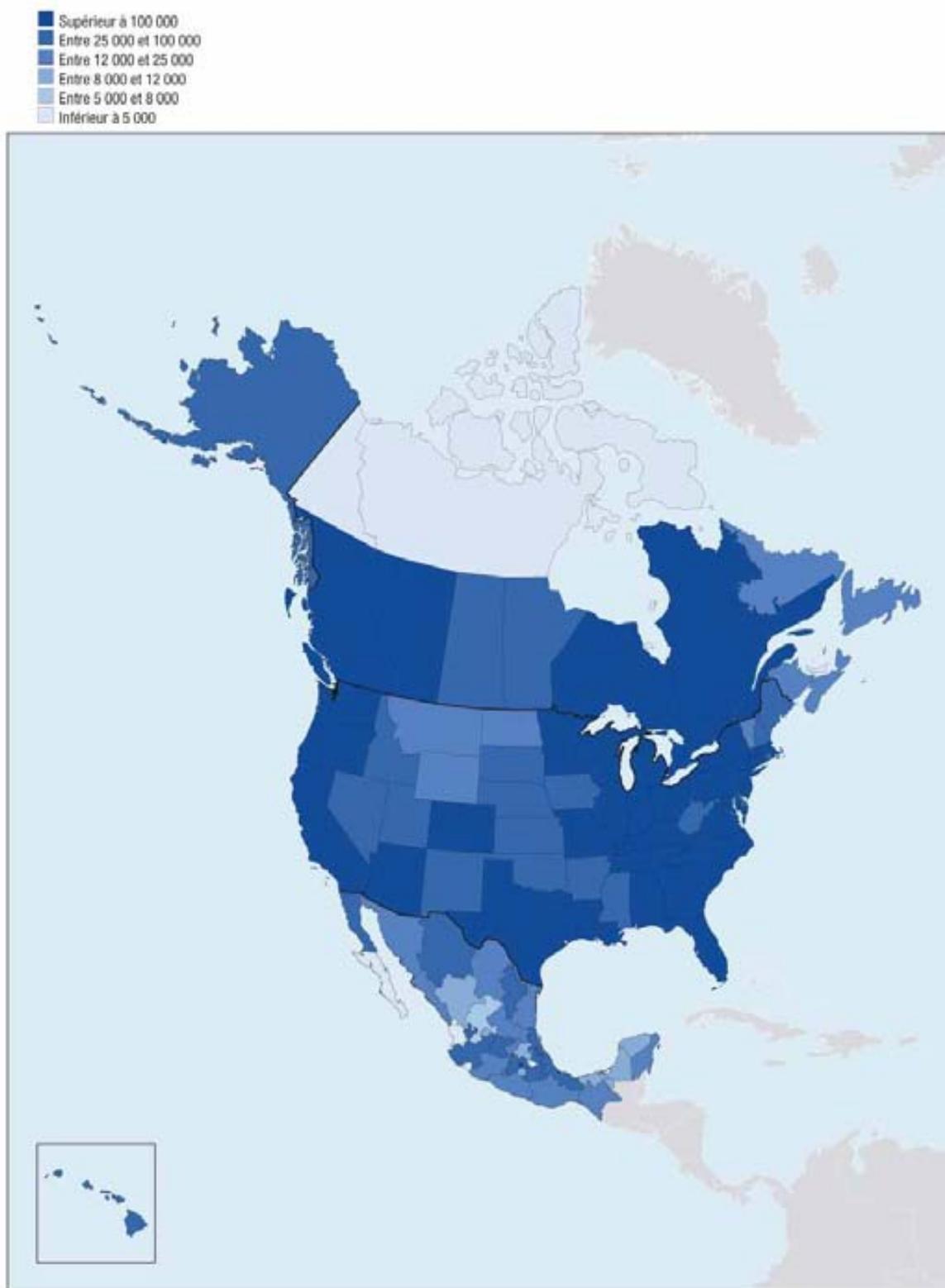


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146686534154>

3. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DU PIB

3.7. PIB régional : Amérique du Nord

Millions USD en prix constants 2000 (PPA), 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146686534154>

Concentration du PIB et économies d'agglomération

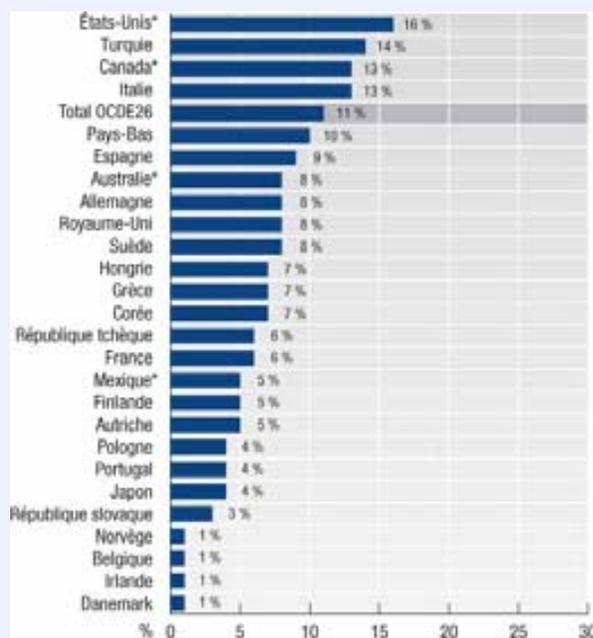
Un aspect intéressant de la répartition géographique du PIB est qu'elle tend à être concentrée dans une petite partie du territoire national. Au Danemark, en Irlande, en Belgique, en Norvège, en République slovaque, au Japon, au Portugal et en Pologne, les 10 % de régions affichant la plus forte part du PIB national représentent moins de 5 % de la superficie du pays (graphique 3.8). Dans les pays où ces régions représentent une fraction plus importante du territoire national, il reste évident qu'une part importante de l'activité économique nationale se situe dans des zones restreintes ou pôles de développement.

Les zones urbaines et les grandes villes des régions intermédiaires constituent des pôles de développement national. Le regroupement d'entreprises et de population dans un espace restreint améliore l'efficacité de l'économie locale et permet de générer un niveau plus élevé de PIB par tête. La graphique 3.9 montre que, dans tous les pays, les 10 % de régions affichant la concentration la plus élevée du PIB affichent un niveau de PIB par habitant nettement au-dessus de la moyenne nationale.

Les économies d'agglomération sont considérées comme le moteur principal du regroupement des activités économiques. Ce concept a été élaboré il y a plus d'un siècle par Alfred Marshall, qui a identifié trois sources d'agglomération. D'abord, les avantages qu'un grand marché du travail procure à la fois aux entreprises (plus grande facilité à trouver du personnel spécialisé) et aux travailleurs qualifiés (plus grande facilité à trouver un emploi). Deuxièmement, les liens étroits entre producteurs de biens intermédiaires et finals qui permettent aux entreprises de bénéficier de la spécialisation dans certaines fractions du processus de production et d'un plus grand volume de production. Troisièmement, les transferts de connaissances qui découlent de la fécondation croisée des idées en matière d'innovation. À partir de ce concept, les économistes modernes ont mis en lumière le rôle du partage (infrastructure, risques, diversité, spécialisations, etc.), les complémentarités (entre entreprises ou entre entreprises et travailleurs) et de l'apprentissage (création, accumulation et diffusion de savoir) comme mécanismes fondamentaux des économies d'agglomération.

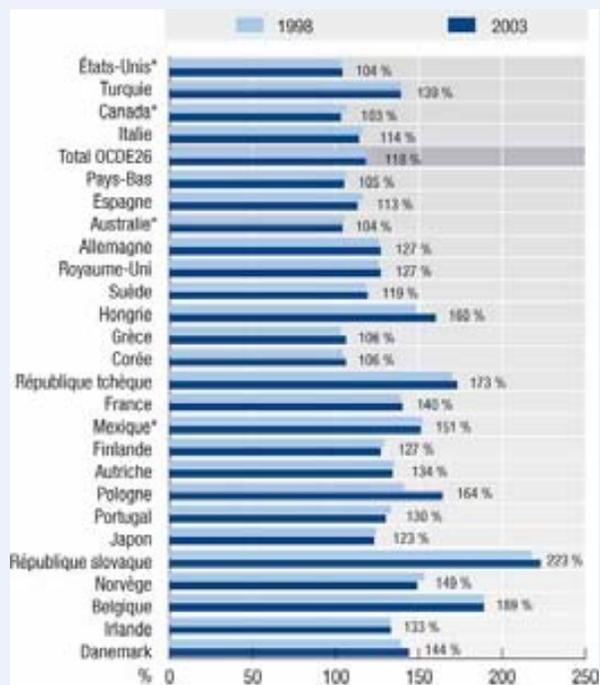
3.8. Les 10 % de régions à plus forte concentration du PIB représentent une faible fraction du territoire national

Part du territoire représentée par les 10 % de régions affichant la plus forte concentration du PIB (TL3)



3.9. et leur PIB par habitant est nettement supérieur à la moyenne nationale

PIB par habitant (% du PIB national par habitant) des 10 % de régions à plus forte concentration du PIB (TL3)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145560713086>

4. CONTRIBUTION RÉGIONALE À LA CROISSANCE DU PIB NATIONAL

Entre 1998 et 2003, le produit intérieur brut (PIB) des pays de l'OCDE s'est accru en moyenne de 3.1 % par an en termes réels (graphique 4.1). Les écarts entre pays ont atteint 7.5 points de pourcentage : 1 % au Japon et 8.5 % en Irlande. Bien que sensibles, ces écarts sont assez modestes comparés à ceux enregistrés entre les régions d'un même pays.

Le plus fort différentiel de croissance a été observé en Turquie

Durant la période 1998-2003, le plus fort différentiel de croissance entre les régions a été observé en Turquie (19.7 points de pourcentage), suivie de la Hongrie (12.9), du Royaume-Uni (10.8), du Canada (9.7) et de la Pologne (9.4) (graphique 4.2). En Espagne, en République tchèque, en Corée, aux États-Unis et au Mexique, les écarts entre régions ont été plus faibles mais restent sensibles (6.2 à 8 points de pourcentage). La répartition de la croissance du PIB a été plus uniforme en République slovaque (1.0 %), au Danemark (2.5 %), au Japon (2.7 %) et en Belgique (3.3 %).

Les variations régionales ne sont pas liées à la croissance du pays

Il ne semble pas y avoir de lien entre l'ampleur des écarts de croissance entre les régions et la rapidité de la croissance au niveau national. La Turquie, par exemple, a affiché la plus forte variation régionale des taux de croissance du PIB mais le taux de croissance nationale a été parmi les plus faibles des pays de l'OCDE. De son côté le Canada, qui a lui aussi affiché l'une des variations régionales les plus fortes de la croissance du PIB, a connu l'une des croissances nationales les plus élevées des pays de l'OCDE (graphique 4.2).

Un différentiel de croissance important entre les régions signifie que les performances du pays doivent beaucoup au dynamisme d'un nombre restreint de régions. En moyenne, 10 % des régions ont contribué à hauteur de 43 % à la croissance totale du PIB dans les pays de l'OCDE entre 1998 et 2003 (graphique 4.3). Cette contribution a été plus prononcée dans un certain nombre de pays où plus de la moitié de la croissance du PIB national est à mettre à l'actif de 10 % des régions. C'est le cas en Turquie (88 %), en Hongrie (56 %), en Suède (55 %), en Norvège (54 %), en Finlande et au Portugal (52 %). Ailleurs, les 10 % des régions qui ont apporté la contribution la plus importante au PIB national ont joué un rôle moins marqué, quoique significatif, dans le PIB national, oscillant entre 25 % (Belgique et Australie) et 51 % (Grèce). Seuls la République slovaque (19 %) et les Pays-Bas (23 %) ont affiché une répartition régionale plus équilibrée de la croissance du PIB national.

Des baisses du PIB sont fortement corrélées aux performances régionales

Les régions qui ont enregistré un recul de leur PIB sont rares – on n'en a dénombré que dans dix pays et le phénomène est généralement localisé. En moyenne dans la zone de l'OCDE, 91 % de la baisse du PIB survenue entre 1998 et 2003 (graphique 4.4) sont à mettre au compte de 10 % seulement des régions. En République tchèque, en France, en Allemagne, en Hongrie, en Italie, au Japon, en Pologne et au Royaume-Uni, il s'agissait de seulement une ou deux régions.

Ces tendances montrent que la croissance du PIB national est alimentée par les performances de quelques régions. Les facteurs de croissance au niveau national résident donc souvent dans les atouts spécifiques des régions.

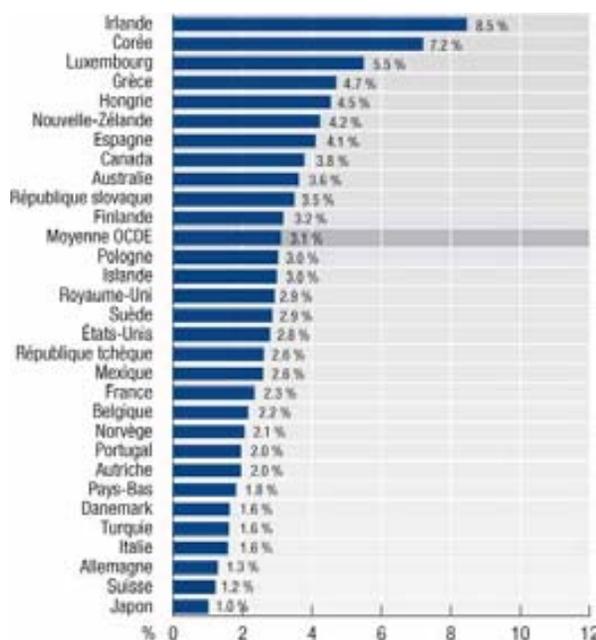
Définition

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) est le taux de croissance annuelle sur la période 1998-2003 déflaté aux prix constants de 2000. Le PIB est le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

4. CONTRIBUTION RÉGIONALE À LA CROISSANCE DU PIB NATIONAL

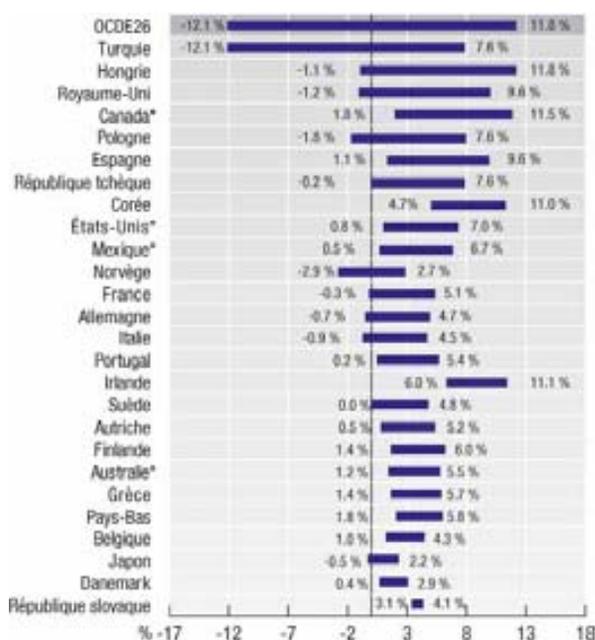
4.1. De 1998 à 2003, la croissance du PIB a varié sensiblement entre pays de l'OCDE...

Taux de croissance annuelle moyen du PIB, 1998-2003



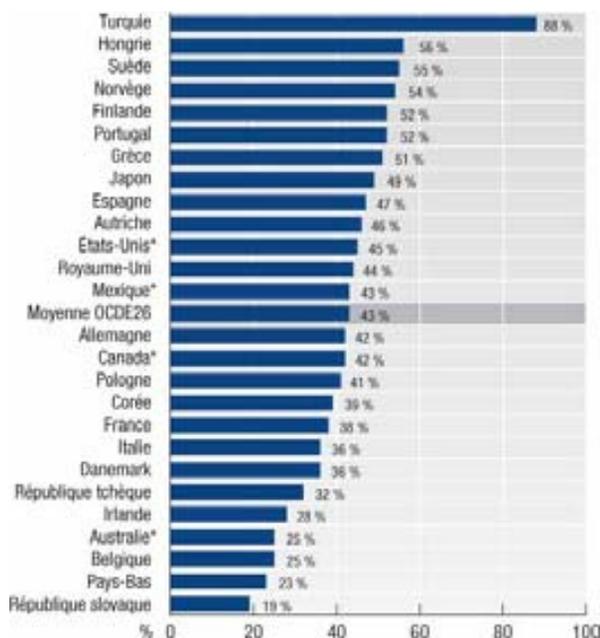
4.2. ... mais cette variation a été encore plus marquée entre les régions à l'intérieur d'un même pays

Fourchette de variation de la croissance annuelle du PIB entre régions d'un même pays, 1998-2003 (TL3)



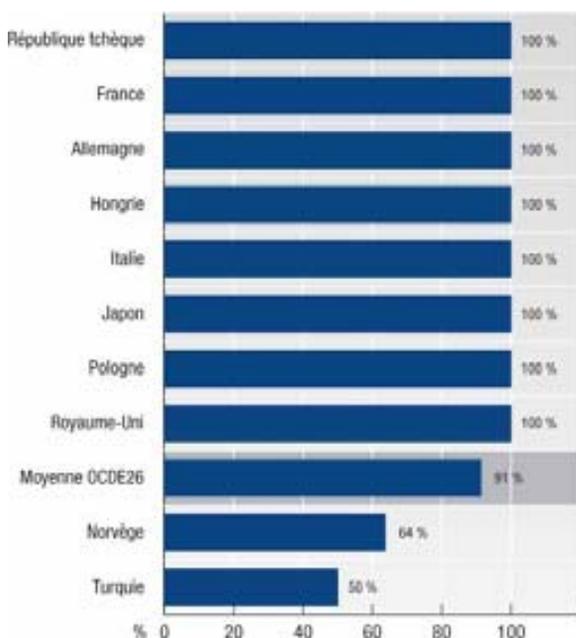
4.3. En moyenne 10 % des régions ont contribué à hauteur de 43 % à la croissance globale du PIB

Proportion de la croissance du PIB national due aux 10 % de régions affichant la plus forte croissance du PIB, 1998-2003 (TL3)



4.4. 91 % du recul global du PIB sont intervenus dans à peine 10 % des régions

Proportion du déclin du PIB national dû aux 10 % de régions représentant le recul du PIB le plus fort, 1998-2003 (TL3)

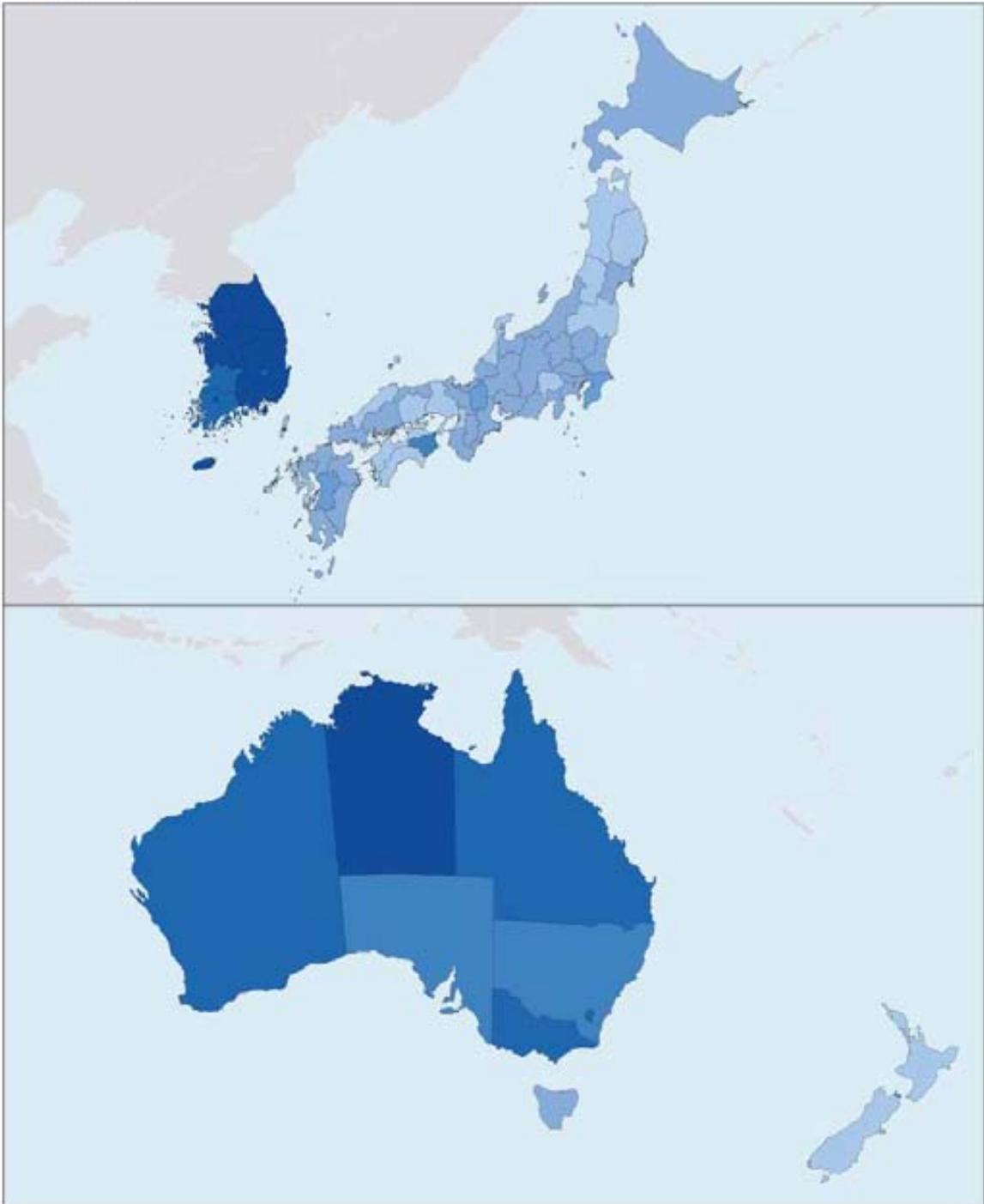


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145566261472>

4. CONTRIBUTION RÉGIONALE À LA CROISSANCE DU PIB NATIONAL

4.5. Croissance du PIB régional : Asie et Océanie

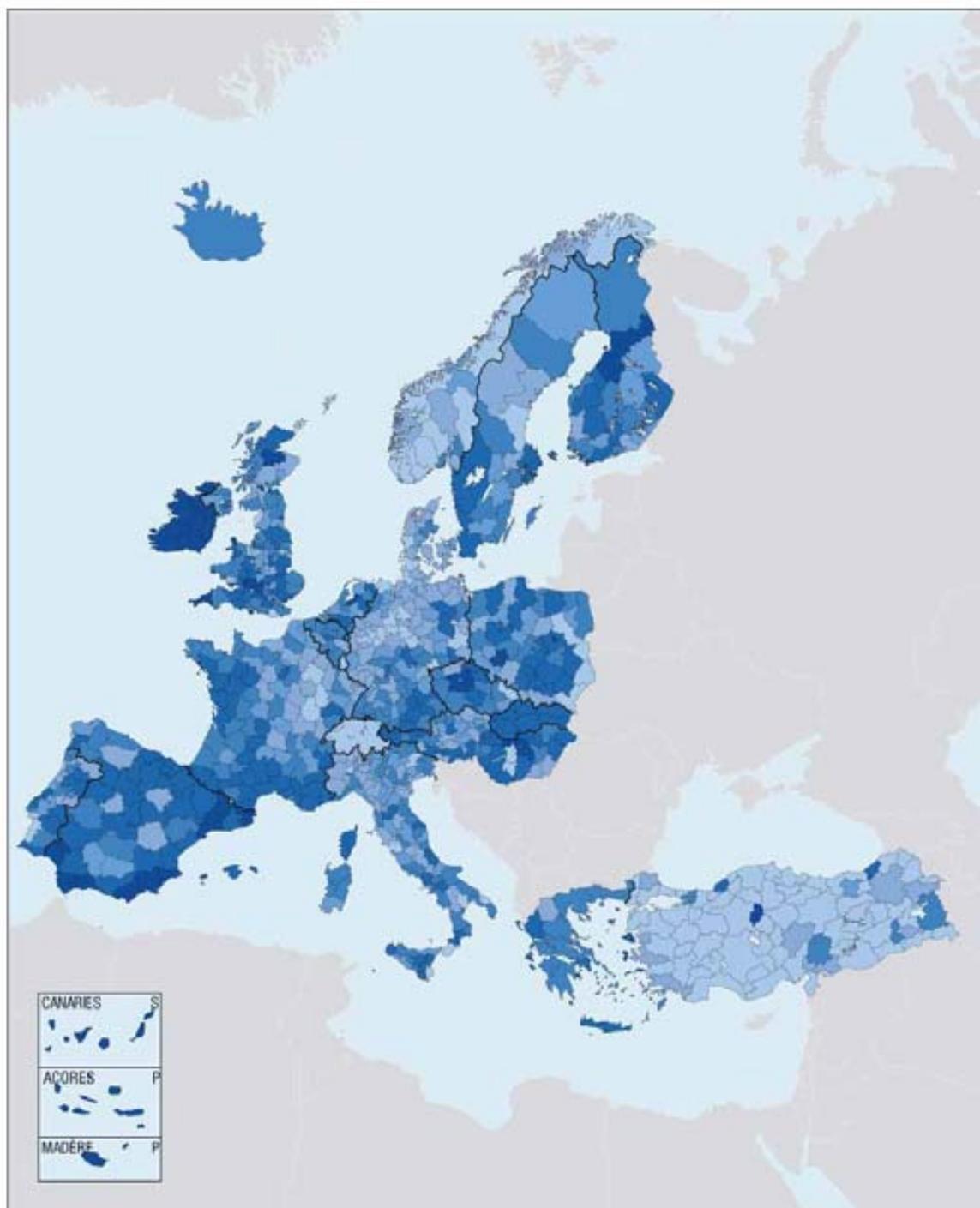
Taux de croissance moyen en prix constants 2000, 1998-2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146725430677>

4.6. Croissance du PIB régional : Europe

Taux de croissance moyen en prix constants 2000, 1998-2003

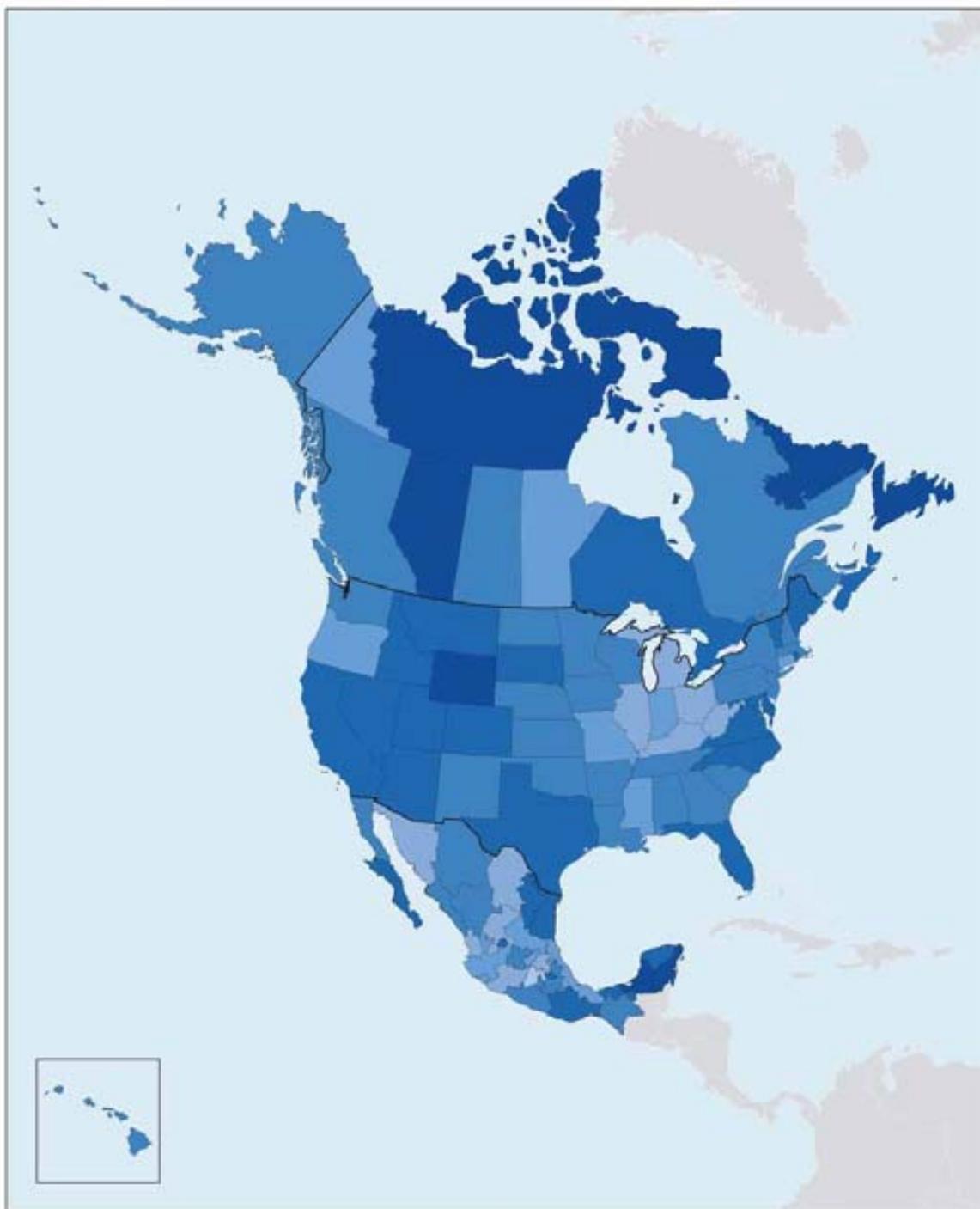


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146725430677>

4. CONTRIBUTION RÉGIONALE À LA CROISSANCE DU PIB NATIONAL

4.7. Croissance du PIB régional : Amérique du Nord

Taux de croissance moyen en prix constants 2000, 1998-2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146725430677>

La concentration est-elle bonne pour la croissance ?

Entre 1998 et 2003, la croissance du PIB a été en moyenne plus forte dans les régions essentiellement urbaines (2.4 %) et intermédiaires (2.1 %) que dans les régions rurales (1.7 %) (graphique 4.8).

Non seulement les régions urbaines et intermédiaires concentrent une part très importante du PIB national (chapitre 3) mais aussi la croissance tend à y être plus forte que dans les régions rurales. Cette tendance à la concentration de l'activité économique et à une forte croissance semble être le résultat des « économies d'agglomération ».

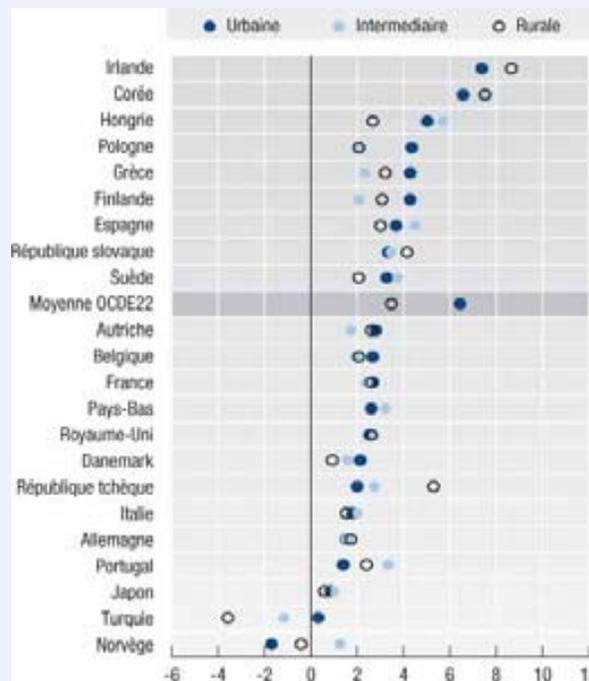
Premièrement, les entreprises bénéficient de coûts de transports plus bas lorsqu'il y a à proximité d'autres entreprises et une population importante (demande locale). Deuxièmement, l'information circule localement plus facilement que sur les grandes distances, et les entreprises ont plus de possibilités d'échanger leurs expériences et de reprendre à leur compte les méthodes de production les plus efficaces. Troisièmement, les plus fortes possibilités d'emplois créées par la concentration des entreprises attirent les travailleurs qualifiés et la plus large disponibilité de compétences spécialisées augmente la productivité des entreprises. Enfin, l'utilisation plus intensive des infrastructures par un plus grand nombre d'entreprises augmente la productivité globale du système économique régional. De ce fait, le PIB tend à croître plus vite dans les régions urbaines et intermédiaires, où l'activité économique et la main-d'œuvre sont plus concentrées que dans les zones rurales.

Dans 8 pays de l'OCDE sur 22, ce sont les régions urbaines qui ont affiché les plus forts taux de croissance moyens du PIB (graphique 4.8), tandis que dans 10 pays, ce sont les régions intermédiaires qui ont eu les meilleures performances. Les régions essentiellement rurales n'ont été en tête qu'en République tchèque, en Allemagne, en Irlande et en République slovaque.

Si la croissance du PIB tend à être plus rapide dans les régions urbaines et intermédiaires, les régions rurales ne sont pas nécessairement enfermées dans une croissance lente. En fait, dans 9 pays de l'OCDE sur 22, la région qui a affiché la plus forte croissance du PIB a été une région rurale (graphique 4.9).

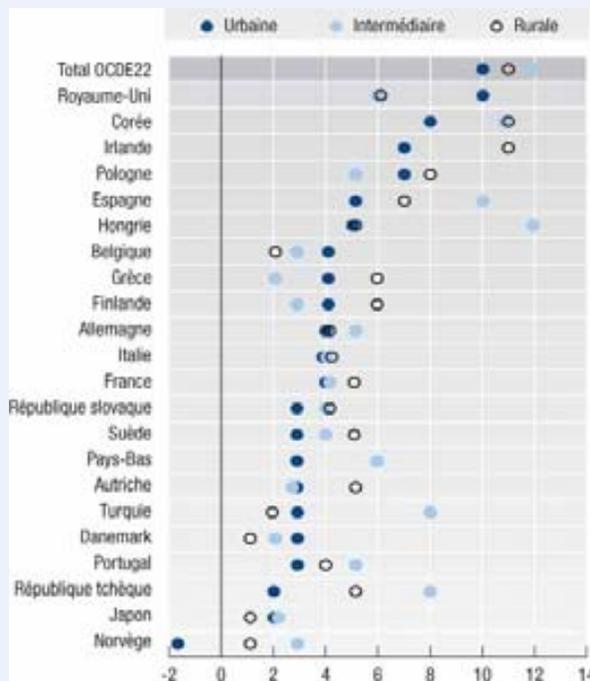
4.8. Le PIB a augmenté plus vite sur la période 1998-2003 dans les régions urbaines et intermédiaires que dans les zones rurales...

Taux de croissance moyen du PIB par type de région, 1998-2003 (TL3)



4.9. ... néanmoins, dans 9 pays, c'est une région rurale qui a affiché la plus forte croissance du PIB

Taux de croissance du PIB de la région affichant le plus fort taux de croissance annuel, 1998-2003 (TL3)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145566261472>

Les services financiers sont les plus concentrés

Les activités économiques sont inégalement réparties dans les pays de l'OCDE. Selon l'indice de concentration géographique, le secteur qui présentait en moyenne la plus forte concentration géographique de l'emploi dans tous les pays de l'OCDE en 2003 (graphique 5.1) était l'intermédiation financière (45), suivi des secteurs immobilier, location et services aux entreprises (43) et transports, entreposage et communications (37). À l'autre extrême, les secteurs qui en moyenne sur l'ensemble des pays de l'OCDE présentaient la plus faible concentration étaient l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (20) et la construction (31).

La concentration de l'agriculture est très variable

Ces chiffres globaux masquent cependant d'importantes différences de concentration des activités économiques entre régions d'un même pays. En 2003, la plus forte concentration du secteur agriculture, chasse, sylviculture et pêche était observée au Mexique, en Suède, aux États-Unis, et en Australie, avec des indices de concentration géographique de 46, 44, 42 et 38 respectivement (graphique 5.2). En Finlande (27), Belgique et Corée (26), Portugal et Canada (22), Italie et Pologne (21), ce secteur était plus concentré que la moyenne de l'OCDE (20). En revanche, il était plus également réparti au Danemark, en Grèce (3), en Irlande (9), en Hongrie et en République tchèque (10).

Au cours des 30 dernières années, l'importance du secteur manufacturier s'est progressivement réduite; néanmoins, cette branche emploie encore 16 % de la main-d'œuvre

des pays de l'OCDE. Selon l'indice de concentration de 2003, la plus forte concentration du secteur manufacturier (graphique 5.3) était observée en Suède (54), en Australie (51), en Islande (49), en Finlande (47), aux États-Unis et en Corée (46), en Espagne (45) et au Mexique (44); les plus faibles ont été enregistrées au Danemark et en République tchèque (15), en République slovaque (17), en Pologne et aux Pays-Bas (20), en Irlande (22) et en Hongrie (23).

Les changements structurels ont eu un impact

Le changement structurel de l'activité économique qui voit se réduire la place de l'agriculture et de l'industrie au profit des services a eu des effets contrastés sur les régions. C'est le cas dans la branche intermédiation financière, secteur qui présente l'indice de concentration le plus élevé (en valeur moyenne) dans les pays de l'OCDE. Les plus fortes concentrations de ce secteur ont été enregistrées au Mexique (80), en Islande (76) et en Suède (64), suivis de la Grèce, de l'Australie (58), du Portugal (56) et de la Finlande (55) (graphique 5.4). La concentration de l'intermédiation financière en Belgique (48), au Danemark (47) et en Espagne (46) a elle aussi été supérieure à la moyenne de l'OCDE (45). Seuls la Pologne (26), l'Italie (27), le Canada (29), l'Allemagne (31), l'Irlande, les Pays-Bas et la Suisse (33) ont affiché une répartition de l'emploi plus homogène dans ce secteur.

Ces chiffres mettent en lumière des différences considérables de la dynamique de concentration des branches d'activité; par conséquent, les facteurs régionaux tendent à jouer un rôle prédominant dans les indices nationaux de concentration des branches d'activité.

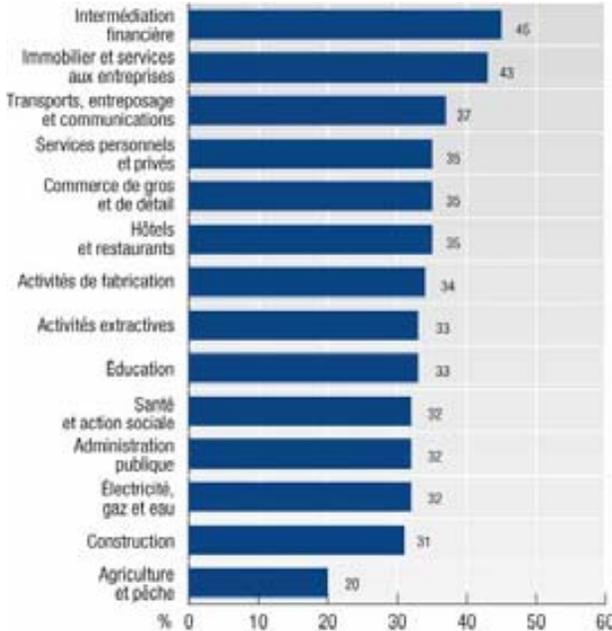
Définition

Les branches d'activité sont définies selon la Classification internationale type des industries (CITI) Rév. 3.1 (à un chiffre). Leur taille est définie par le nombre total de personnes qu'elles emploient.

5. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

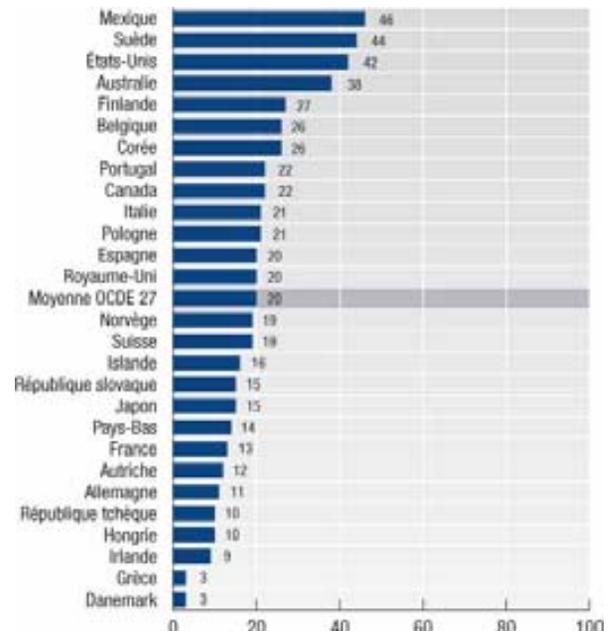
5.1. L'intermédiation financière est la branche d'activité la plus concentrée dans les pays de l'OCDE

Indice de concentration moyen OCDE pour chaque branche d'activité,* 2003 (TL2)



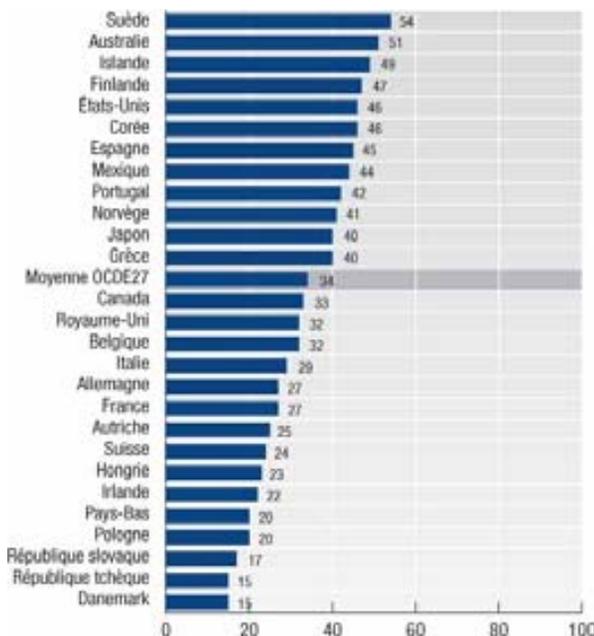
5.2. En 2003, c'est au Mexique, en Suède et aux États-Unis que le secteur de l'agriculture, de la chasse, de la sylviculture et de la pêche était le plus concentré

Indice de concentration géographique Secteur de l'agriculture, de la chasse, de la sylviculture et de la pêche, 2003 (TL2)



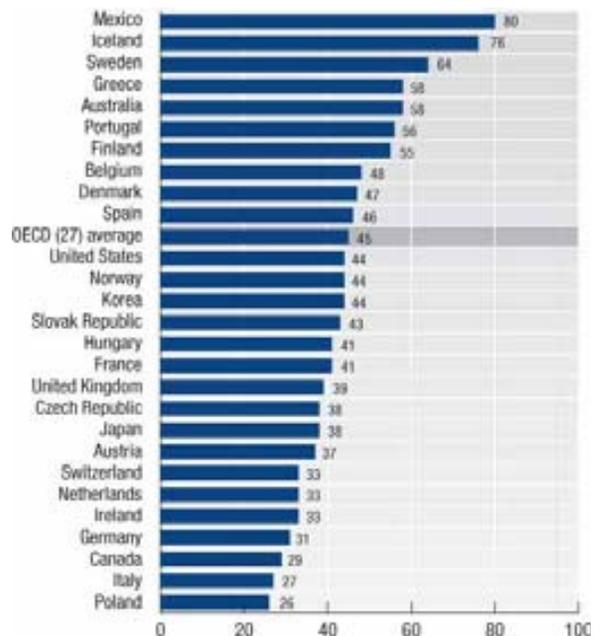
5.3. C'est en République tchèque, au Danemark et en République slovaque que le secteur manufacturier est le moins concentré

Indice de concentration géographique Secteur manufacturier 2003 (TL2)



5.4. Ce sont le Mexique et l'Islande qui affichent la plus forte concentration de l'intermédiation financière

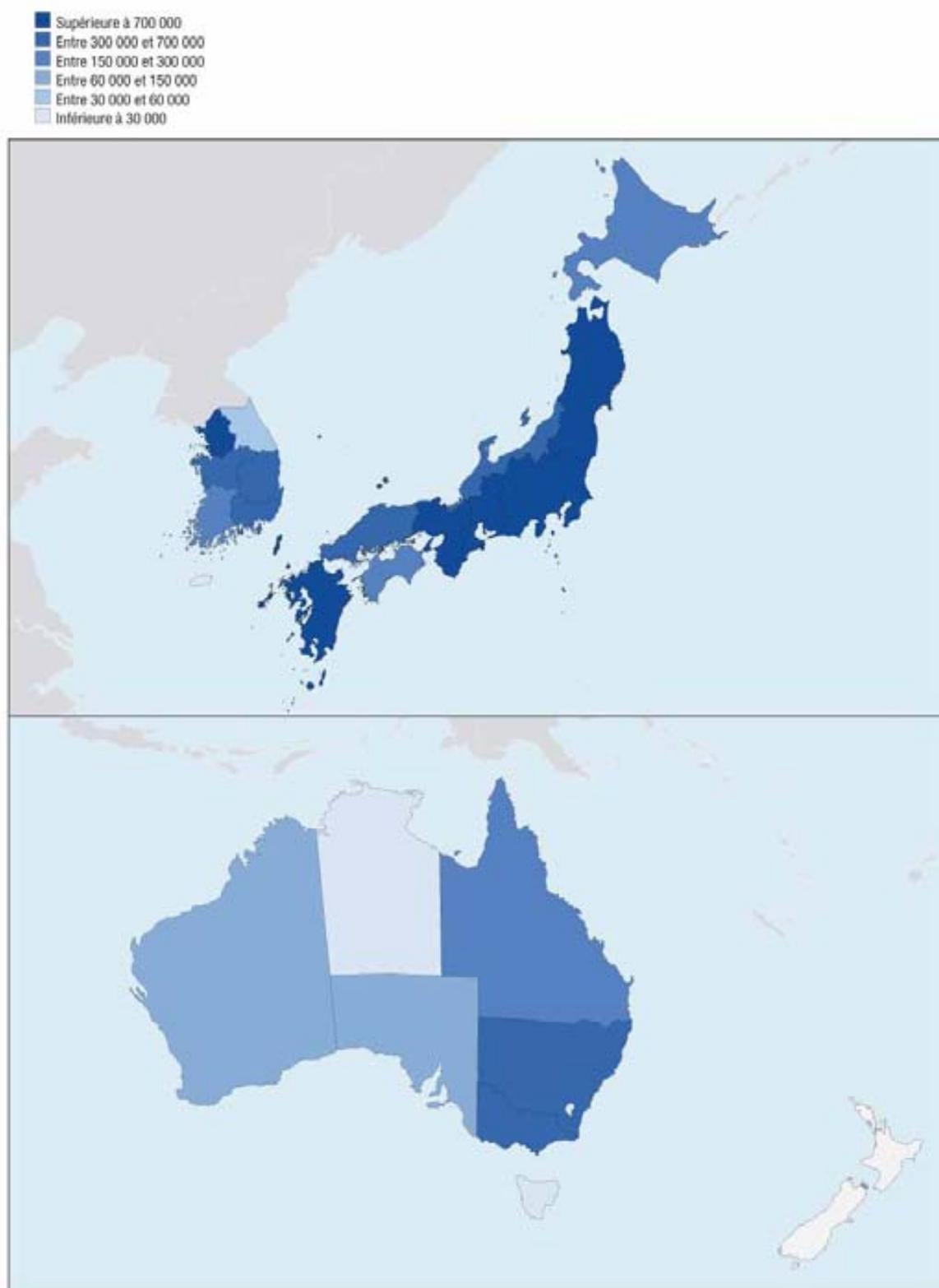
Indice de concentration géographique Intermédiation financière, 2003 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145582400312>

5.5. L'emploi régional dans le secteur manufacturier : Asie et Océanie

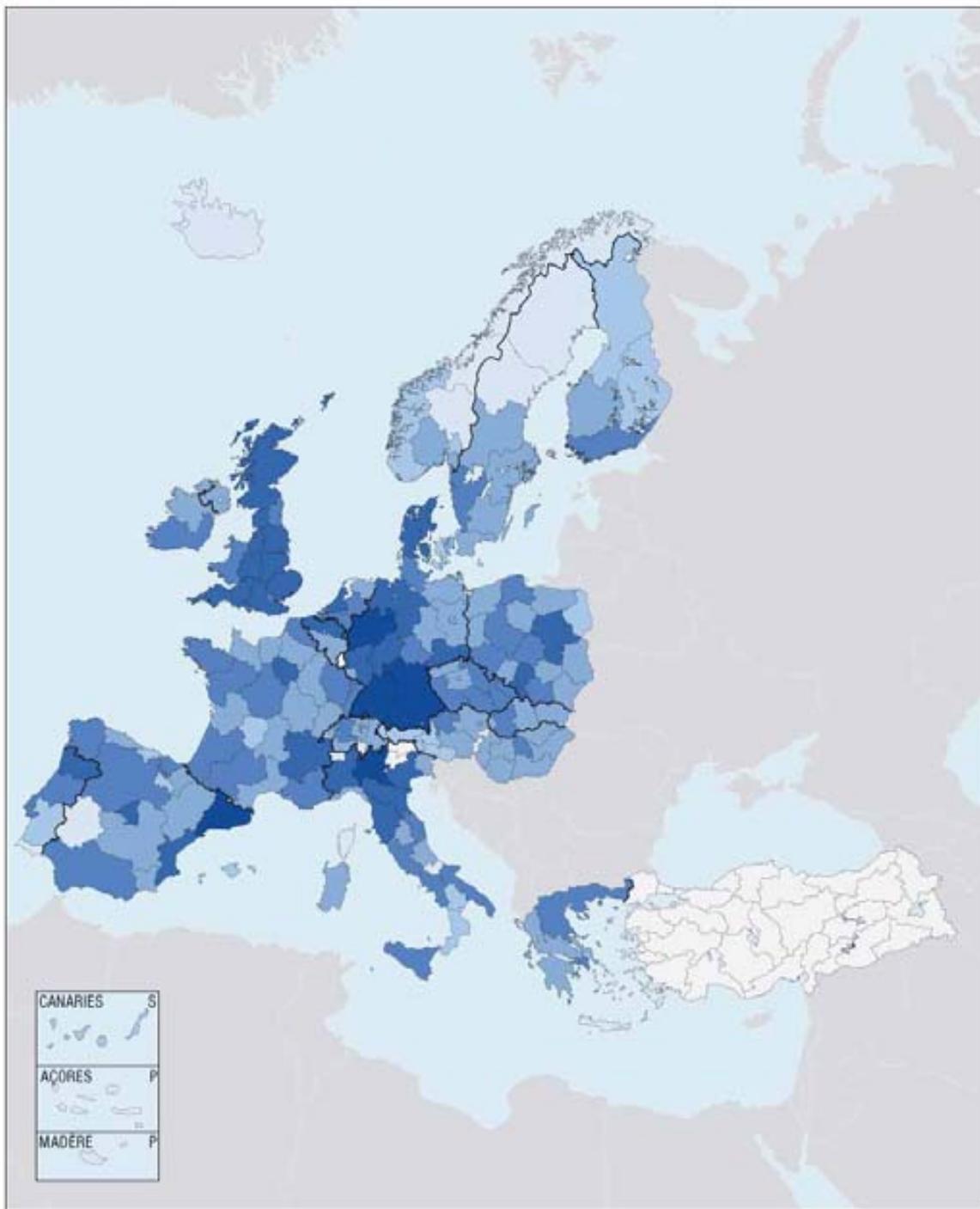
Nombre total de salariés, 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146772108787>

5.6. L'emploi régional dans le secteur manufacturier : Europe

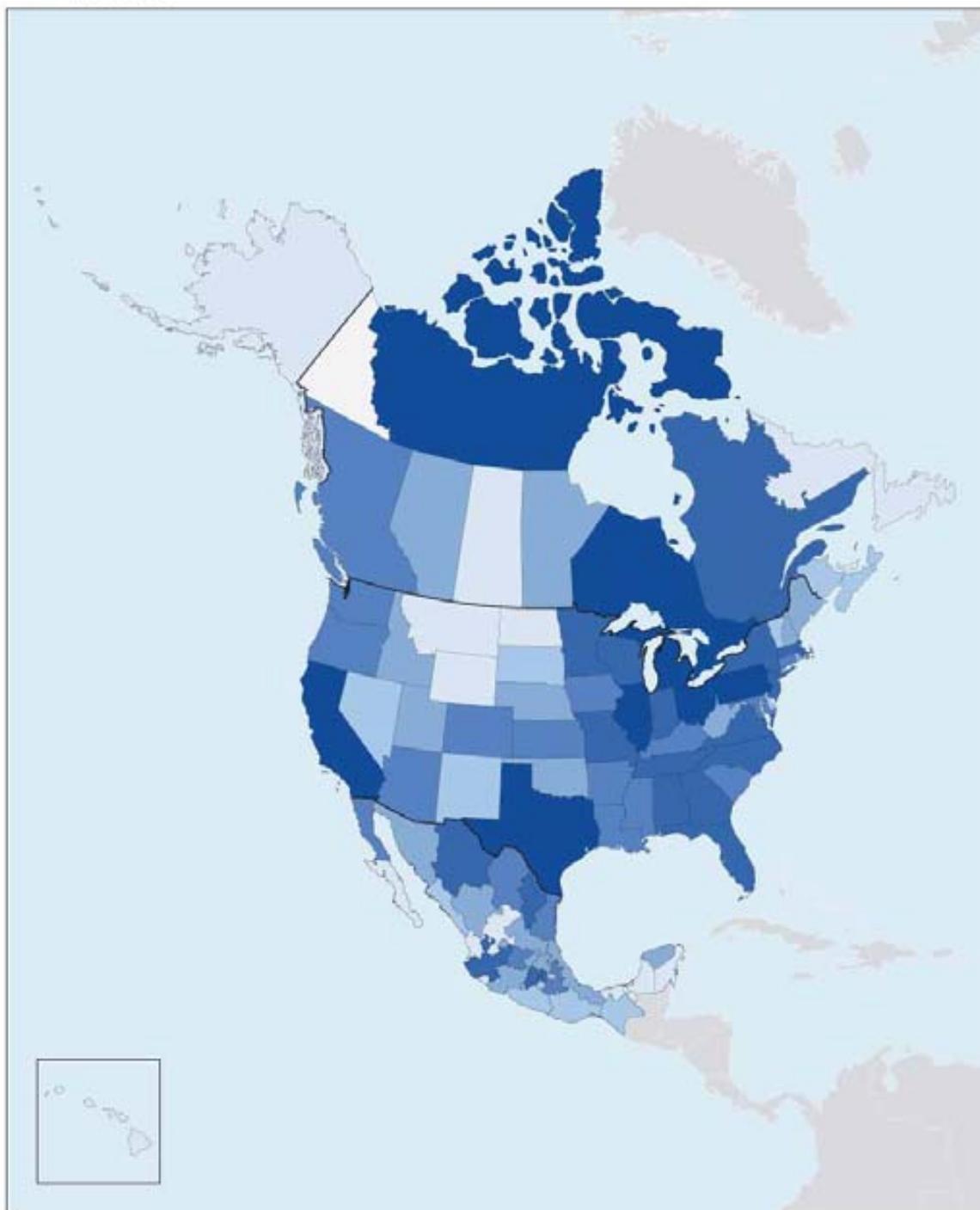
Nombre total de salariés, 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146772108787>

5.7. L'emploi régional dans le secteur manufacturier : Amérique du Nord

Nombre total de salariés, 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146772108787>

L'indice de concentration varie beaucoup selon les branches d'activité et les pays

L'indice de concentration géographique varie beaucoup selon les pays et selon les branches d'activité (tableau 5.8). Le secteur le plus également réparti entre les régions est l'agriculture, chasse, sylviculture et pêche (a+b); dans 15 des 27 pays, il présentait l'indice de concentration le plus bas, et la moyenne OCDE la plus basse (20). Ce résultat tient en partie au niveau territorial plus élevé (TL2) et à la faiblesse de la part de l'emploi agricole (moins de 3 %).

En moyenne, le secteur des activités extractives (c) présente lui aussi une répartition équilibrée; dans six pays de l'OCDE, il affiche l'indice de concentration le plus bas. Enfin, la branche la moins concentrée est l'hôtellerie et la restauration (h) aux États-Unis (41), l'administration publique, la défense et la sécurité sociale obligatoire (l) en Pologne (17); l'éducation (m) en Italie (19) et la santé et l'action sociale (n) en République slovaque (10).

À l'autre bout de l'échelle, l'intermédiation financière (j) est la branche qui présente l'indice de concentration le plus élevé; il est le plus élevé dans 12 pays sur 27, et la moyenne de l'OCDE est également la plus élevée (45). Ce secteur tend à se concentrer principalement dans les grandes villes et les zones fortement urbanisées.

Les branches immobilier, location et services aux entreprises (k) et les industries extractives (c) sont également très concentrées : ce sont les plus concentrées respectivement dans 7 et dans 6 des 27 pays de l'OCDE. Enfin, c'est le secteur manufacturier (d) qui est le plus concentré en Italie (29) et l'éducation (m) aux États-Unis (50).

Les pays affichant en 2003 la plus forte concentration (en valeur moyenne) de l'ensemble des activités économiques étaient l'Islande (60), la Suède (52), le Mexique (48), l'Australie (46), les États-Unis et la Finlande (44), tandis que les pays où la concentration était la plus faible sont la République slovaque (21), l'Irlande (22), l'Italie (23), les Pays-Bas et la Pologne (25). L'écart entre l'indice de concentration le plus faible et le plus élevé était le plus grand en Islande (62), Grèce (55), République tchèque et Pologne (51), et le plus petit aux États-Unis (9), en Italie (11), Canada (12), aux Pays-Bas (19) et en Belgique (25).

5.8. Indice de concentration par branche d'activité et par pays

Classification internationale type, par industrie (CITI) Rév. 3.1

Pays	a + b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o + p	Moyenne	Écart
Australie	38	20	51	50	47	48	48	49	58	50	45	47	47	47	46	38
Autriche	12	16	25	28	24	26	26	28	37	41	28	27	30	32	27	29
Belgique	26	23	32	23	25	29	31	30	48	33	26	24	25	26	29	25
Canada	22	34	33	28	30	29	28	28	29	31	27	27	27	29	29	12
République tchèque	10	61	15	25	18	21	24	24	38	33	22	18	21	28	26	51
Danemark	3	9	15	28	23	29	32	34	47	43	36	28	28	.	27	44
Finlande	27	24	47	47	44	49	46	48	55	53	43	43	41	45	44	31
France	13	29	27	33	25	29	37	36	41	40	29	28	25	31	30	28
Allemagne	11	52	27	28	19	.	.	28	31	31	21	.	.	.	28	40
Grèce	3	19	40	32	37	41	33	49	58	52	44	35	42	48	38	55
Hongrie	10	38	23	17	29	32	26	32	41	49	24	22	24	38	29	39
Islande	16	.	49	57	57	71	66	70	76	79	49	66	69	.	60	62
Irlande	9	6	22	24	19	23	25	28	33	33	22	23	21	23	22	27
Italie	21	21	29	22	20	20	26	24	27	25	21	18.6	18.8	25	23	11
Japon	15	20	40	30	28	36	39	39	38	45	.	45	33	.	34	30
Corée	26	21	46	30	40	43	39	44	44	55	33	37	39	.	38	34
Mexique	46	42	44	43	40	44	42	48	80	52	.	52	44	.	48	40
Pays-Bas	14	24	20	23	22	25	26	31	33	30	26	22	22	.	25	19
Norvège	19	53	41	29	35	40	37	39	44	46	35	34	35	41	38	34
Pologne	21	68	20	20	23	21	24	21	26	27	17.09	17.12	19	26	25	51
Portugal	22	14	42	40	36	40	41	42	56	54	43	36	36	41	39	42
Republique slovaque	15	36	17	18	15	17	17	18	43	32	20	11	10	26	21	33
Espagne	20	31	45	41	39	41	46	47	46	52	35	39	39	45	40	31
Suède	44	35	54	50	51	56	54	56	64	61	51	50	49	55	52	29
Suisse	19	64	24	20	22	24	19	26	33	29	36	23	24	22	28	45
Royaume-Uni	20	48	32	25	32	33	30	37	39	41	28	31	29	35	33	28
États-Unis	42	46	46	43	42	43	41	43	44	44	42	50	44	46	44	9
Moyenne OCDE	20	33	34	32	31	35	35	37	45	43	32	33	32	35	34	25

La croissance de l'emploi varie sensiblement selon les pays de l'OCDE. Sur la période 1998-2003, l'écart international des taux moyens de croissance a atteint environ 6.2 points de pourcentage, les taux variant de -2.2 % en Pologne à 4 % en Espagne (graphique 6.1).

Les performances des marchés du travail diffèrent sensiblement

L'écart international des taux de croissance de l'emploi masque des disparités régionales encore plus marquées. En Italie (15 points de pourcentage), en France et en Pologne (11), au Portugal et aux États-Unis (10), l'écart des taux de croissance régionaux dépasse 10 points de pourcentage (graphique 6.2). En Australie, Royaume-Uni et au Canada (9), en Allemagne (8), Corée (7), Nouvelle-Zélande, Espagne et Suède (6), cet écart est inférieur, mais reste significatif. Seules la Belgique (1) la Norvège, la Danemark, la République tchèque, la Suisse et la Grèce (2) présentent des taux régionaux de croissance de l'emploi plus uniformes.

Les tendances régionales déterminent la dynamique nationale

La disparité des taux de croissance régionaux ne semble pas liée au rythme national de croissance. Ainsi, les écarts régionaux sont comparables en Espagne (6 %), où la croissance nationale de l'emploi était la plus forte, à ce qu'ils sont en Allemagne (5 %), l'un des pays où l'emploi a diminué le plus.

Ainsi, l'évolution de l'emploi au niveau national ne résulte pas d'une croissance régionale uniforme, mais représente des créations d'emplois dans certaines régions et un recul de l'emploi dans d'autres.

Il apparaît que la création d'emplois au niveau national est largement le fait d'un petit nombre de régions. Au cours de la période 1998-2003, 10 % des régions ont contribué à hauteur de 51 % à la croissance de l'emploi dans les pays de l'OCDE (graphique 6.3).

La contribution régionale à la création d'emplois est souvent importante

La contribution régionale à la création d'emplois a été particulièrement marquée dans certains pays. Ainsi au Japon, 10 % des régions ont contribué pour la totalité de la croissance de l'emploi au niveau national. En Islande, République slovaque, Danemark, Japon et République tchèque 60 % environ de la croissance de l'emploi été poussé par une seule région.

Il en va de même pour les pertes d'emplois

Le phénomène est encore plus prononcé pour les diminutions d'emplois. Durant la période 1998-2003, 44 % des réductions d'emplois de la zone OCDE se sont concentrées dans 10 % seulement des régions (graphique 6.4). En Autriche et en Corée une seule région a même représenté l'intégralité de la baisse de l'emploi national, tandis qu'en Australie et en Italie, la totalité des pertes s'est concentrée dans 10 % des régions. Au Portugal, Royaume-Uni, Grèce, Suisse, Canada et en Nouvelle-Zélande, la proportion des disparitions d'emplois totales dues au 10 % des régions a été égale ou supérieure à 87 %.

Ces chiffres montrent que l'évolution de l'emploi au niveau national est dans une large mesure déterminée par un petit nombre de régions. Les facteurs régionaux paraissent donc compter au moins autant que les facteurs nationaux dans la croissance totale de l'emploi.

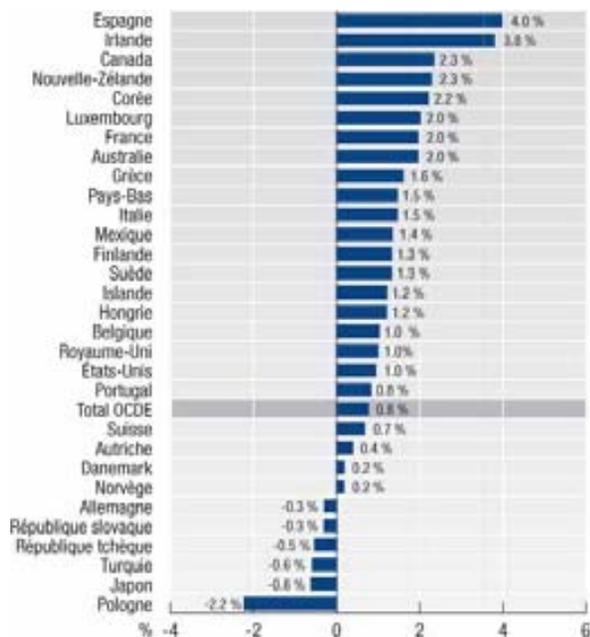
Définition

Le taux de croissance de l'emploi est le taux de croissance moyen annuel. Les personnes ayant un emploi sont celles qui, au cours de la semaine de référence, ont effectué un travail d'une durée d'au moins une heure contre rémunération ou en vue d'un bénéfice, ou qui occupaient un emploi mais en étaient temporairement absentes. Les travailleurs familiaux sont inclus.

6. CONTRIBUTION RÉGIONALE AUX VARIATIONS DE L'EMPLOI

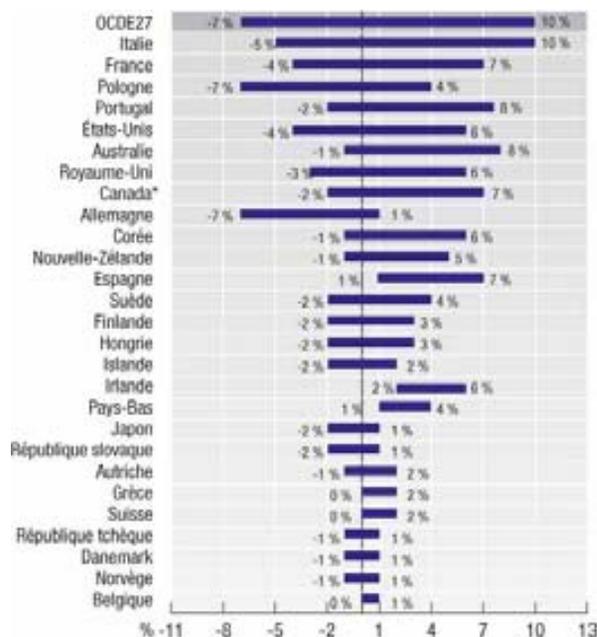
6.1. De 1998 à 2003, la croissance de l'emploi a beaucoup varié entre pays de l'OCDE

Taux de croissance annuelle moyen de l'emploi, 1998-2003 (TL3)



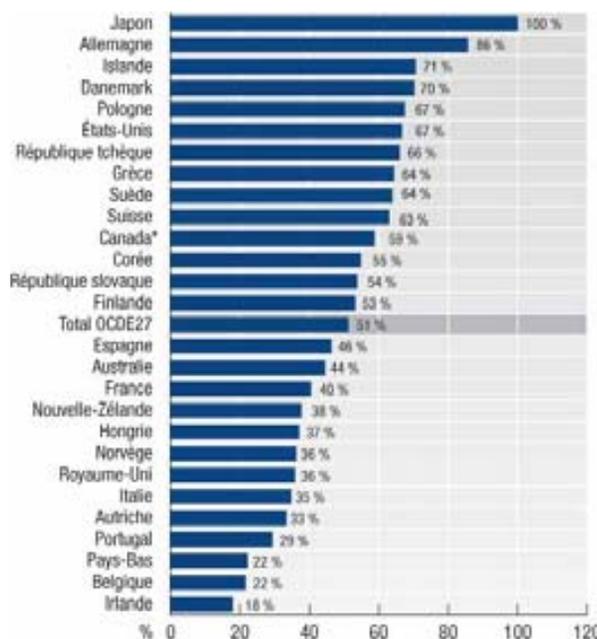
6.2. Les écarts de croissance de l'emploi ont été importants entre régions d'un même pays

Fourchette de variation de la croissance annuelle de l'emploi entre régions d'un même pays, 1998-2003 (TL3)



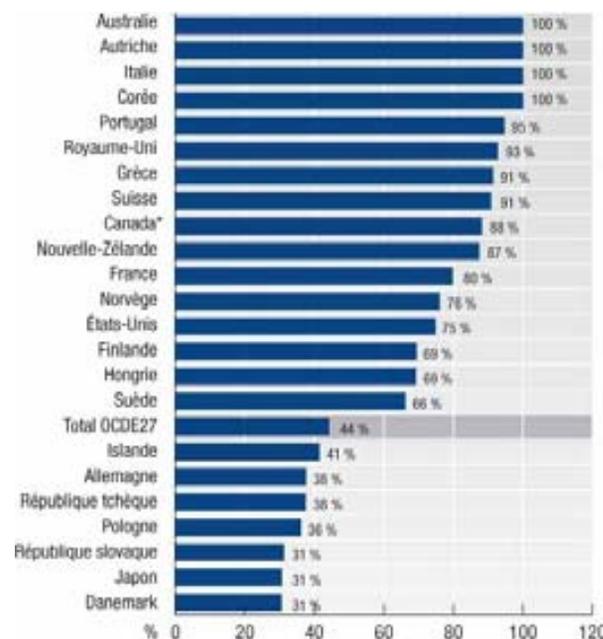
6.3. Plus de la moitié des emplois de la zone OCDE créés entre 1998 et 2003 l'ont été dans 10 % des régions

Proportion de l'accroissement de l'emploi national dû aux 10 % de régions présentant la plus forte augmentation, 1998-2003 (TL3)



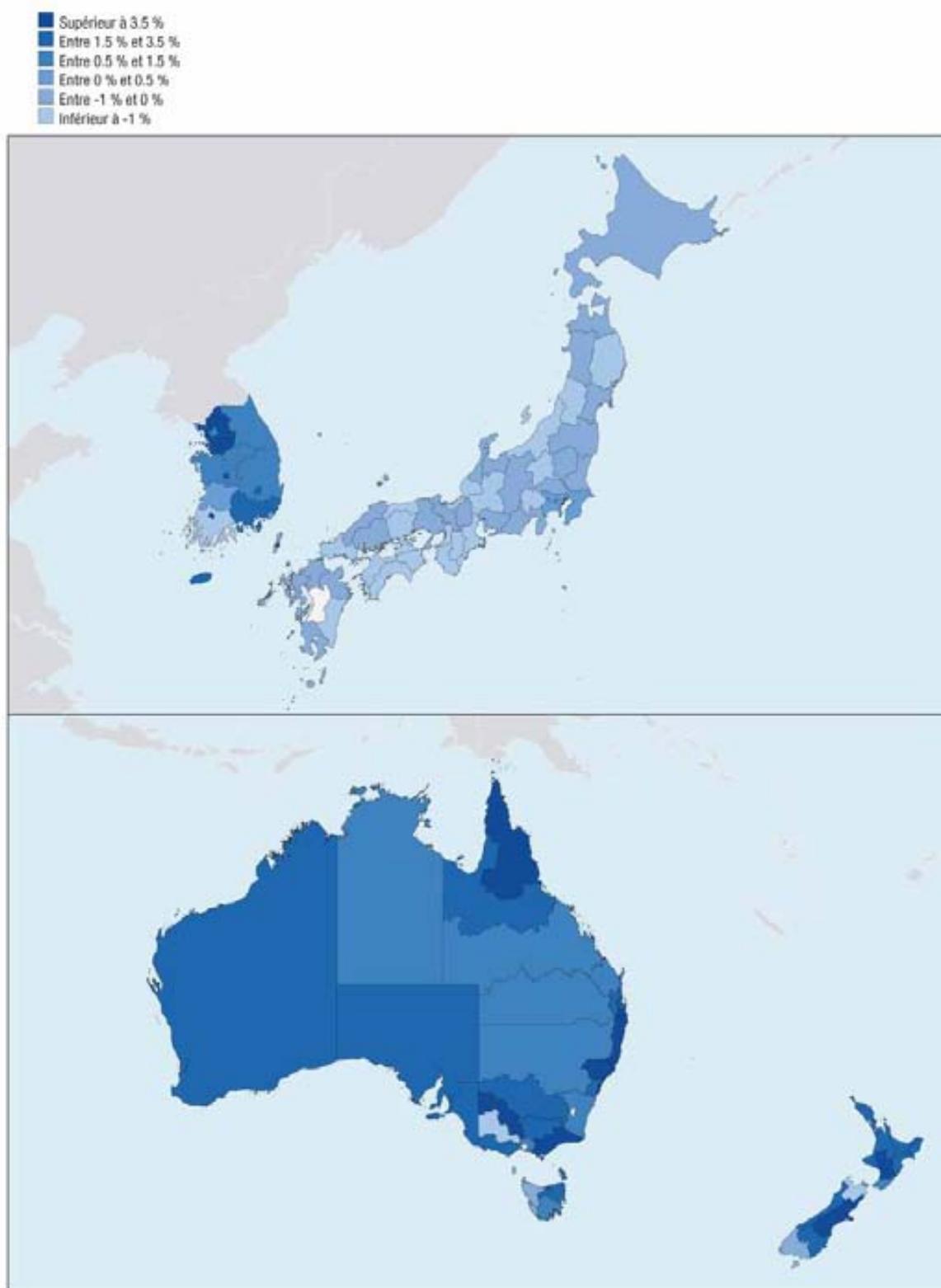
6.4. 44 % des disparitions d'emplois dans les pays de l'OCDE ont été dus à 10 % seulement des régions

Proportion du recul de l'emploi national dû aux 10 % de régions affichant la plus forte réduction, 1998-2003 (TL3)



6.5. Croissance de l'emploi régional : Asie et Océanie

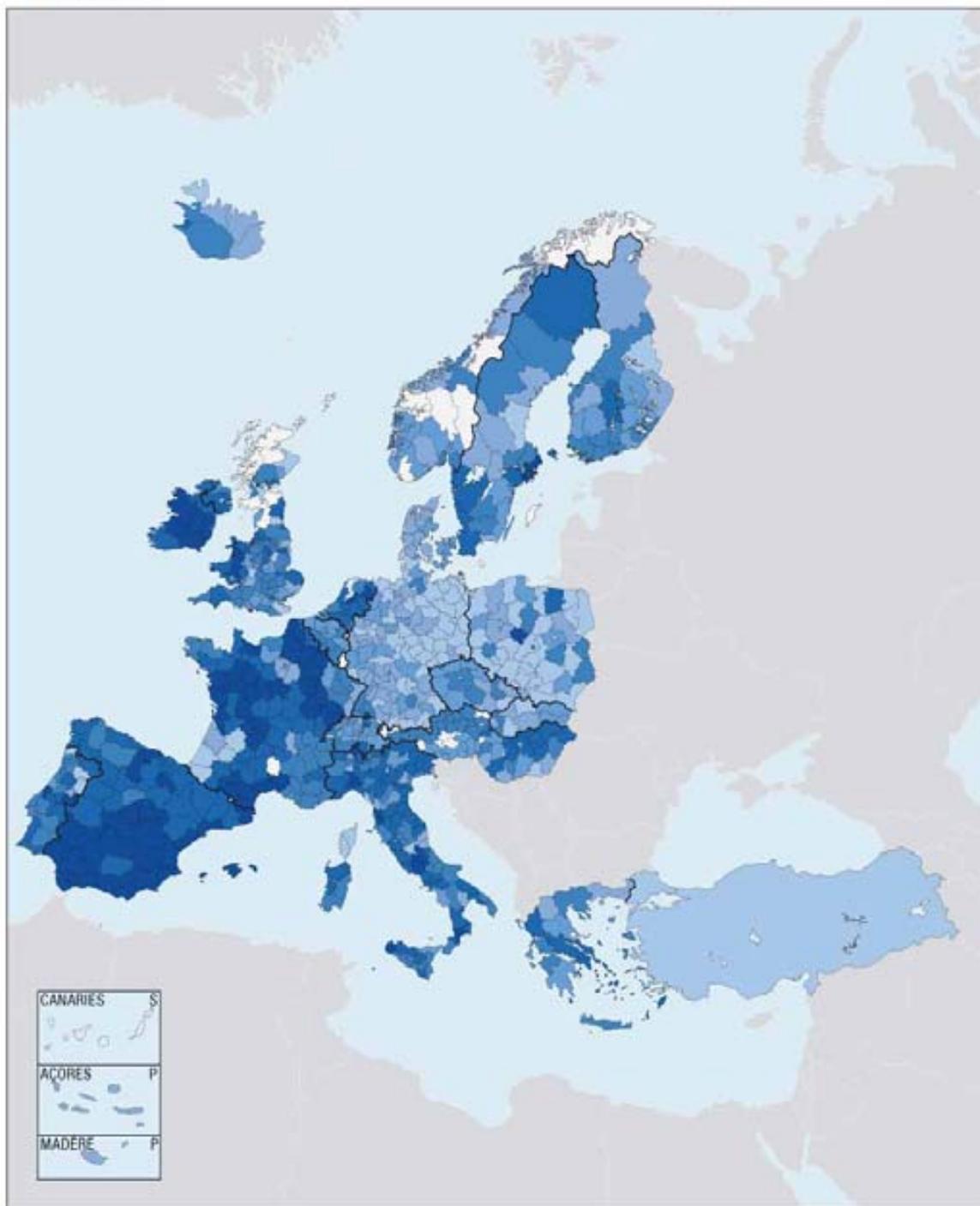
Taux de croissance annuel moyen de l'emploi, 1998-2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146855642033>

6.6. Croissance de l'emploi régional : Europe

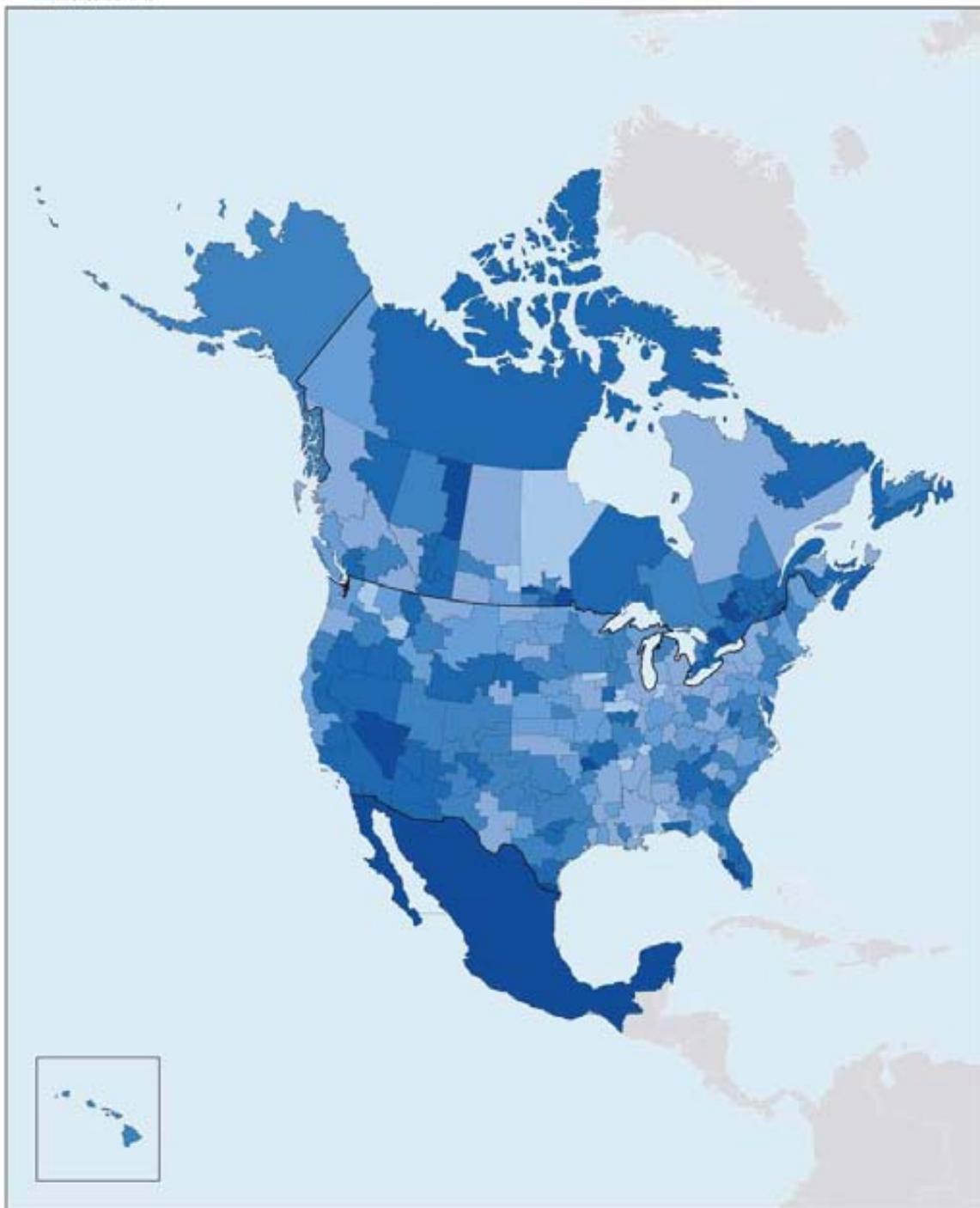
Taux de croissance annuel moyen de l'emploi, 1998-2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146855642033>

6.7. Croissance de l'emploi régional : Amérique du Nord

Taux de croissance annuel moyen de l'emploi, 1998-2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146855642033>

Stimuler la croissance de l'emploi : une mission pour les régions rurales ?

Le glissement structurel vers les services au détriment de l'agriculture et des industries manufacturières a eu des effets inégaux sur les régions. Traditionnellement tournées vers les activités primaires, les régions rurales ont fortement pâti du déclin tendanciel de l'emploi agricole, de sorte qu'au cours des dernières décennies l'activité économique s'est déplacée vers les régions urbaines et intermédiaires.

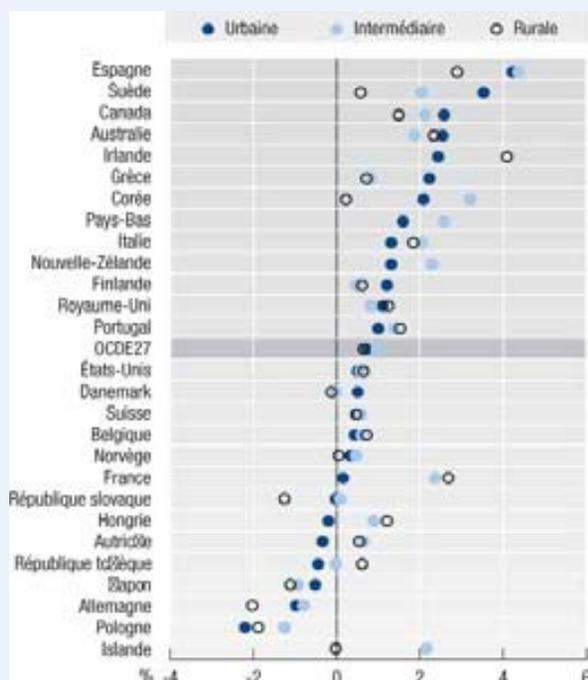
Durant la période 1998-2003, c'est dans les régions intermédiaires que les taux moyens de croissance de l'emploi ont été les plus élevés (0.93 %) (graphique 6.8); viennent ensuite les zones urbaines (0.69 %) et les régions rurales (0.64 %).

Si la croissance moyenne de l'emploi est plus faible dans les zones rurales que dans les zones intermédiaires et urbaines en Belgique, en République tchèque, en France, en Hongrie, en Irlande, au Portugal, au Royaume-Uni et aux États-Unis, c'est dans les régions rurales qu'on a observé le plus fort taux d'emploi moyen (graphique 6.8), et dans un nombre assez important de pays (12 sur 27), c'est une région rurale qui a affiché le taux le plus élevé de croissance de l'emploi (graphique 6.9).

Cela semble indiquer que les régions rurales « dynamiques » ont su créer des emplois à un rythme plus soutenu que les régions urbaines « dynamiques ». Autrement dit, même si elles éprouvent éventuellement des difficultés à se reconverter dans des activités plus dynamiques, les régions rurales conservent un potentiel significatif de création d'emplois.

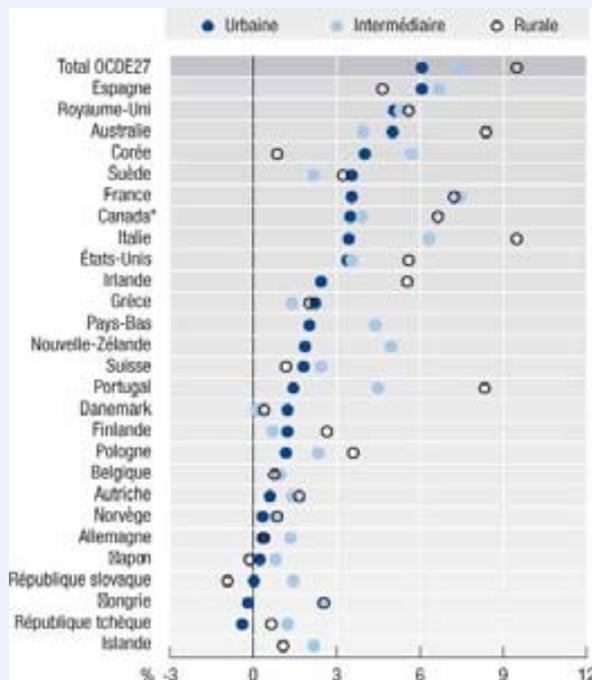
6.8. L'emploi a progressé moins vite en moyenne dans les régions rurales que dans les régions urbaines et intermédiaires, mais...

Taux de croissance annuel moyen de l'emploi par type de région, 1998-2003 (TL3)



6.9. dans 9 pays, c'est une région rurale qui a connu la plus forte croissance de l'emploi

Taux de croissance de l'emploi de la région affichant le taux de croissance le plus élevé par type de région, 1998-2003 (TL3)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145642203618>

7. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DES BREVETS

Les statistiques des brevets sont un indicateur des résultats de l'activité d'innovation et sont révélatrices des performances inventives des pays, des régions et des entreprises. La répartition géographique des brevets indique donc le degré de diffusion des technologies et des connaissances dans les régions.

L'innovation est très concentrée...

Le graphique 7.1 tend à démontrer qu'à l'intérieur des pays les brevets sont concentrés dans un petit nombre de régions. En 2003, 57 % des brevets déposés dans les pays de l'OCDE provenaient de 10 % seulement des régions.

L'indice de concentration géographique montre que c'est en Suède et en Corée (66), au Japon et en Grèce (65), en Turquie (63) et en Hongrie (60) que cette concentration a été la plus forte en 2003 (graphique 7.2). Viennent ensuite, juste derrière, l'Espagne (58), le Mexique (56), le Danemark et la Finlande (54), la Norvège et le Portugal (53), le Canada et l'Australie (52). La plus faible concentration géographique des brevets a été observée en Belgique (28), en Autriche et en Pologne (32), en République tchèque et en Allemagne (35).

Sur la période 1998-2003, c'est en République slovaque (18) et au Portugal (11) que la concentration géographique des brevets a le plus augmenté, et en Pologne (-12) et en Hongrie (-8) qu'elle a le plus diminué.

... surtout dans les régions urbaines

Ce sont les régions essentiellement urbaines qui paraissent être le terrain le plus fertile pour l'activité d'innovation. En 2003, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, la corrélation entre le nombre de brevets et la part de la population dans les zones urbaines était positive (graphique 7.3). La corrélation était particulièrement marquée aux Pays-Bas (0.92), au Danemark (0.86), et au Portugal (0.81).

Les régions intermédiaires, bien qu'à un degré moindre, contribuent elles aussi notablement à l'activité globale de brevets. Dans 10 des 21 pays de l'OCDE la corrélation entre le nombre de brevets et la population dans les régions intermédiaires était positive.

Enfin, la corrélation entre le nombre de brevets et la part de la population dans les régions rurales était négative dans tous les pays de l'OCDE excepté la Corée (0.77), la République tchèque (0.37) et la Pologne (0.01). La corrélation négative était particulièrement marquée au Canada (-0.90), au Royaume-Uni (-0.76) et en Suède (-0.74).

L'innovation ne reflète pas toujours le niveau de compétences...

L'activité en matière de brevets étant toujours très intensive en compétences, on pourrait s'attendre à ce que la répartition régionale des brevets reflète celle des travailleurs hautement qualifiés. Or, si l'on compare l'indice de concentration géographique des brevets et celui de la population ayant fait des études supérieures, on constate que la concentration des brevets est plus élevée dans la plupart des pays (graphique 7.4). L'Australie est le seul pays où la population ayant fait des études supérieures est plus concentrée que les brevets.

... car elle nécessite aussi du capital physique

Ainsi, la répartition géographique de la création de savoir, mesuré par les brevets, ne correspond pas nécessairement à celle des personnes hautement qualifiées, mesurés par la proportion de la population active ayant fait des études supérieures. L'innovation nécessite d'autres ressources (par exemple, capital physique) et des infrastructures (par exemple, laboratoires) qui ont tendance à être davantage concentrées géographiquement que le capital humain.

Définition

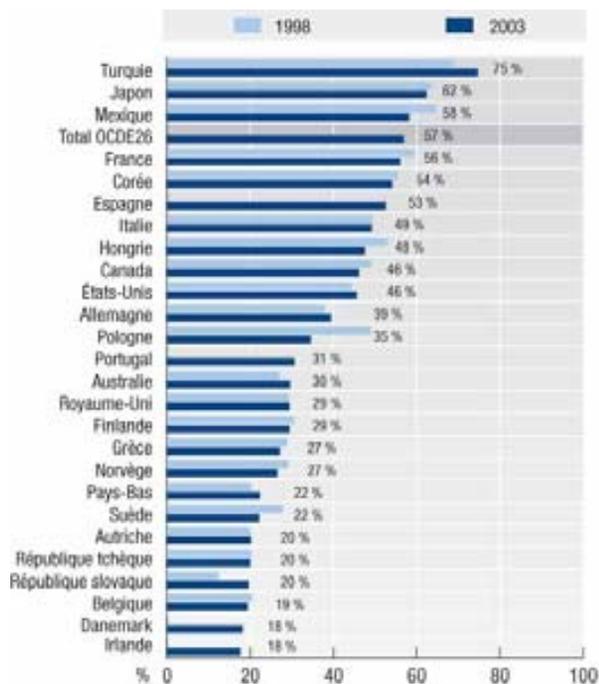
Un brevet est le droit accordé par un État à un inventeur, en échange de la publication de son invention, qui interdit à tout tiers d'exploiter son invention d'une quelconque façon pendant une période donnée.

Les données sur les brevets concernent la date de priorité, qui correspond au premier dépôt de la demande. La répartition régionale des dépôts de brevets est fonction de la région de résidence de l'inventeur. Si un brevet a plus d'un inventeur, il est également réparti entre tous les inventeurs et par conséquent entre les régions de résidence, de façon à éviter les doubles comptages.

7. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DES BREVETS

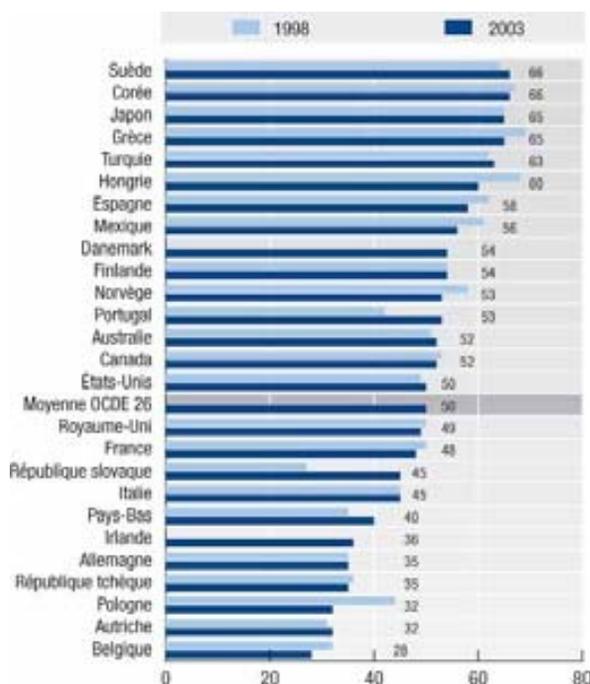
7.1. En 2003, 57 % des brevets étaient concentrés dans 10 % seulement des régions

Proportion de brevets dans les 10 % de régions où la concentration de brevets est la plus forte (TL2)



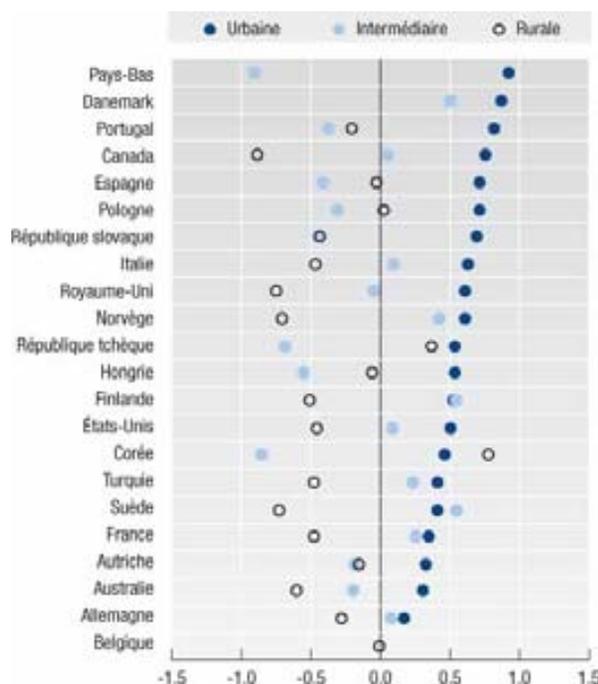
7.2. C'est en Suède, en Corée, au Japon et en Grèce que la concentration géographique des brevets était la plus forte

Indice de concentration géographique des brevets (TL2)



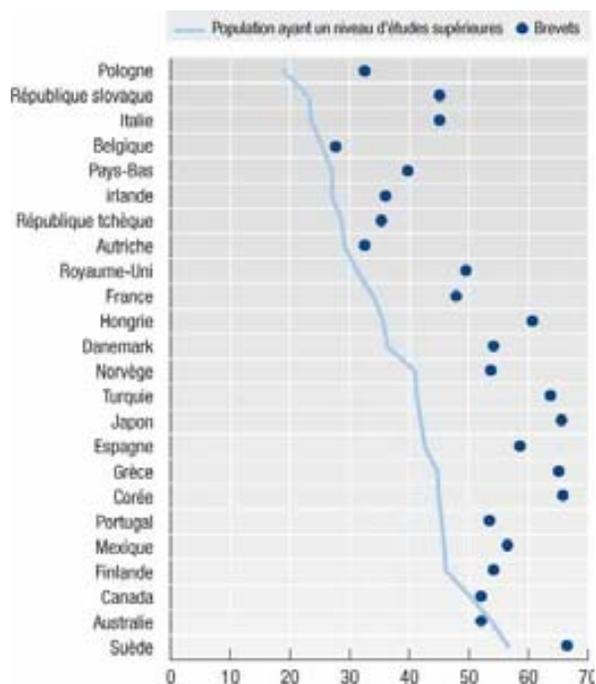
7.3. Les régions essentiellement urbaines offrent le terrain le plus fertile pour l'activité d'innovation

Corrélation de Spearman entre les dépôts de brevets et la part de la population, par type de région, 1998-2003 (TL2)



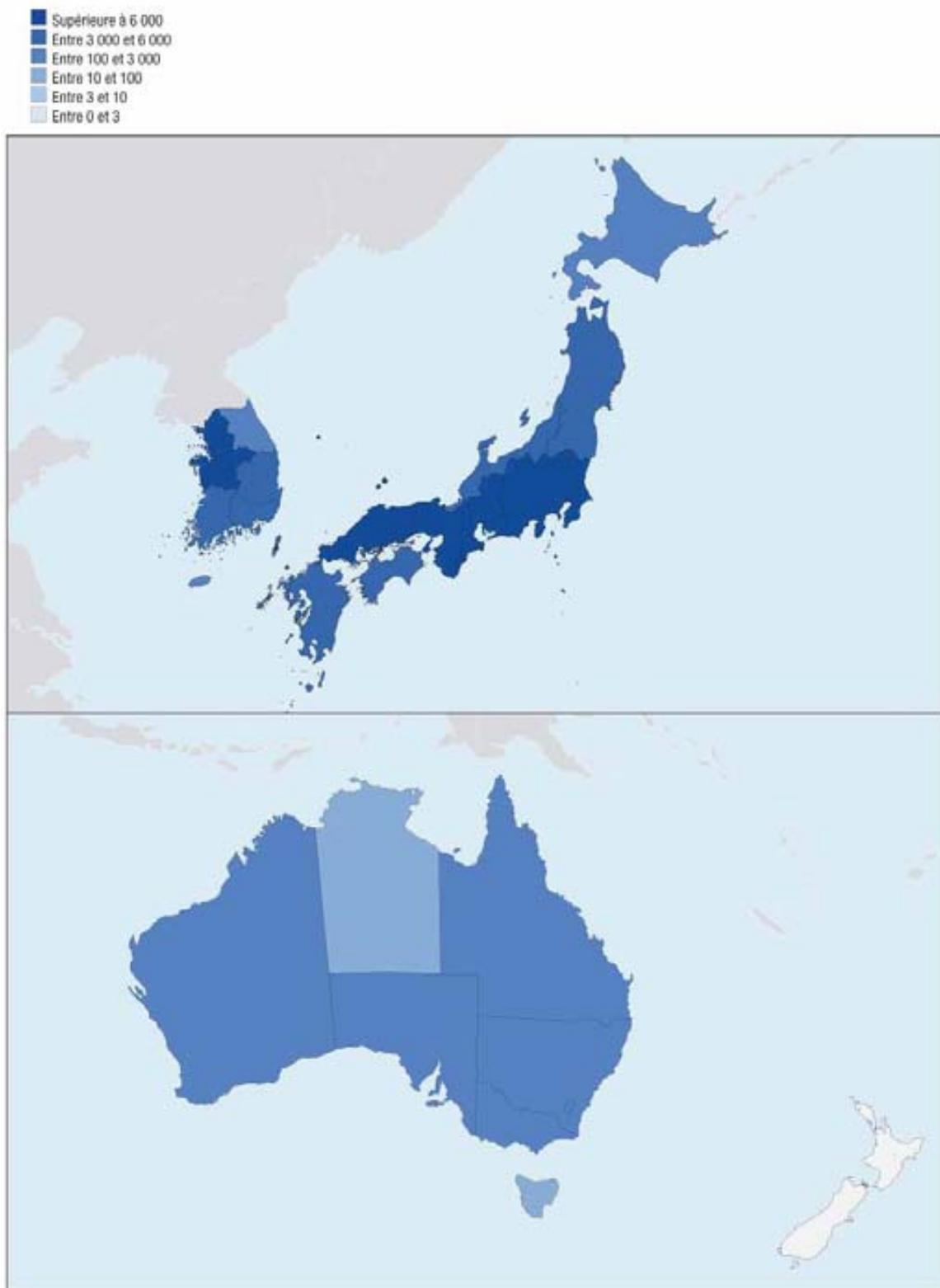
7.4. Les brevets sont plus concentrés que la population hautement qualifiée

Indice de concentration en 2003 (TL2)



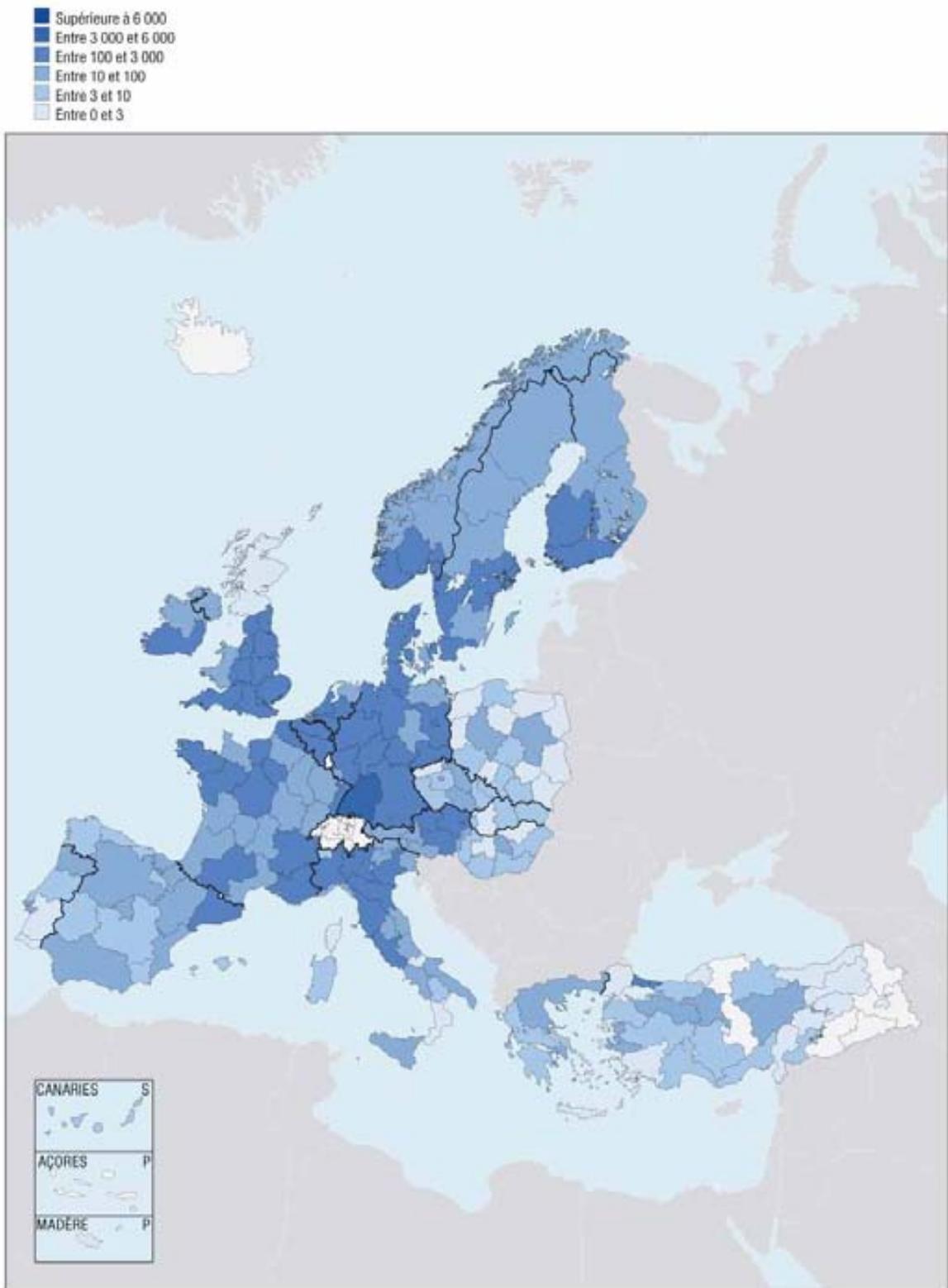
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145645286103>

7.5. Nombre de brevets déposés par région : Asie et Océanie 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147007331888>

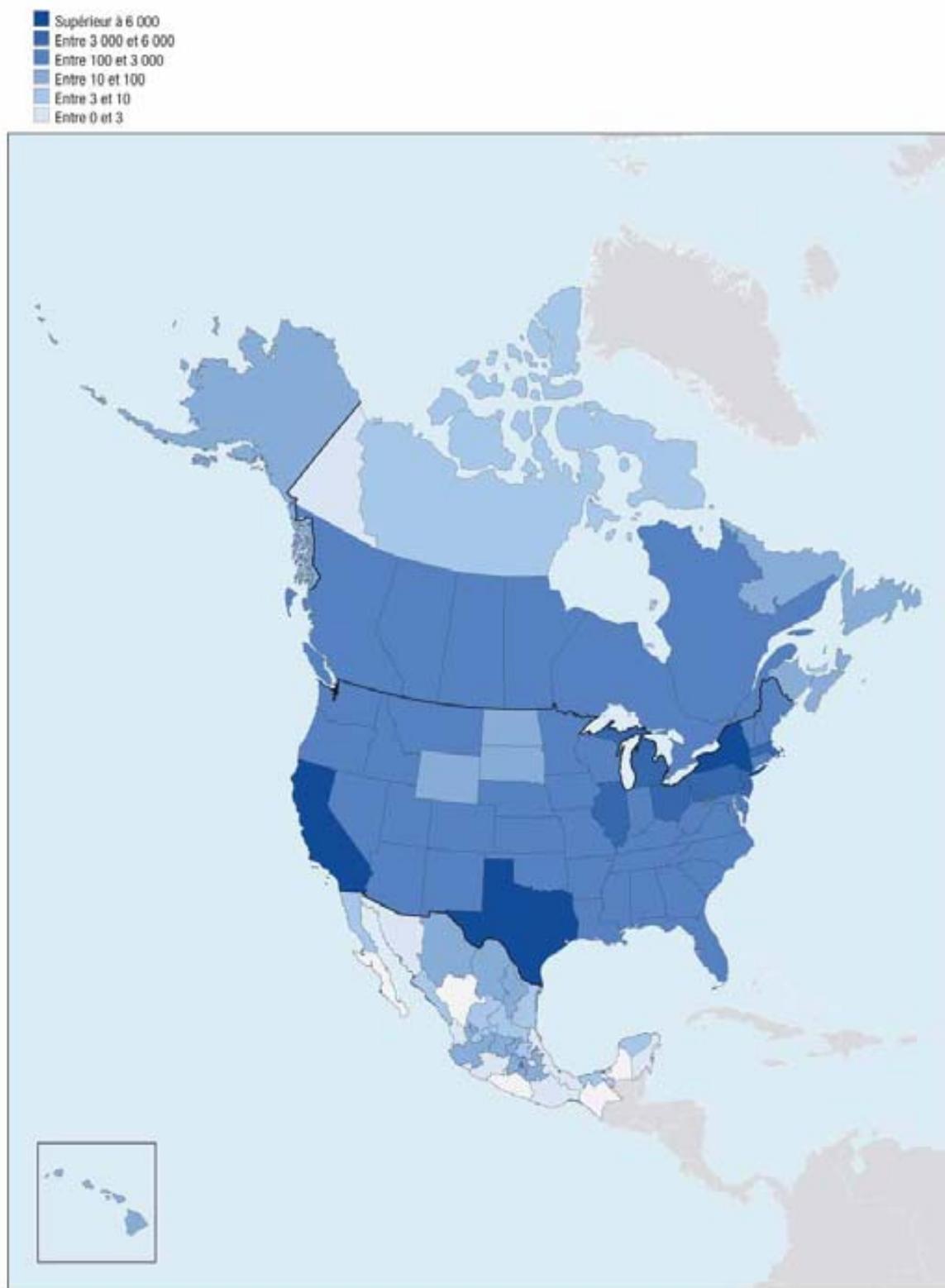
7.6. Nombre de brevets déposés par région : Europe 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147007331888>

7. CONCENTRATION GÉOGRAPHIQUE DES BREVETS

7.7. Nombre de brevets déposés par région : Amérique du Nord 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147007331888>

Le nombre de brevets est-il corrélé positivement avec la productivité de la main-d'œuvre?

On peut s'attendre à ce que l'innovation augmente la productivité des entreprises. En fait, sur la période 1998-2003, la corrélation entre les dépôts de brevets et la productivité du travail dans les régions est positive dans 19 pays de l'OCDE sur 22 (graphique 7.8). Elle n'est négative à un degré significatif qu'en Belgique et en Grèce.

Cette corrélation positive était particulièrement marquée au Japon (0.82), en Norvège (0.79) et en Finlande (0.64). Viennent ensuite la France (0.59), le Royaume-Uni (0.56), la République slovaque (0.54), les États-Unis (0.49), l'Allemagne, la Turquie et la Pologne (0.47) et enfin la Suède (0.45). Dans tous ces pays, elle était statistiquement significative.

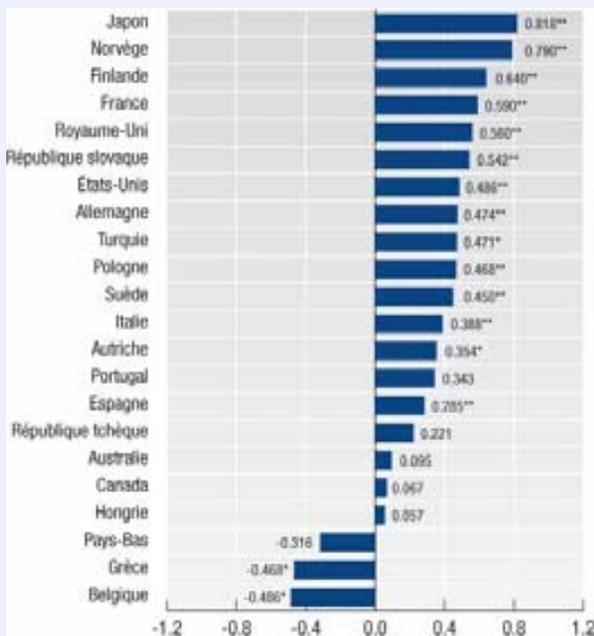
La capacité d'innovation peut donc avoir une incidence sur la compétitivité des différents types de régions.

La corrélation entre le nombre de brevets déposés et la population était positive dans les régions rurales dans 14 pays de l'OCDE (graphique 7.9). En revanche, la corrélation entre le nombre de brevets et la population dans les régions urbaines et intermédiaires était positive dans sept et neuf pays, respectivement.

Sur la période 1998-2003, les dépôts de brevets ont donc augmenté plus rapidement dans les régions essentiellement rurales que dans les régions urbaines et intermédiaires. Néanmoins, en Autriche, en Italie, au Japon, aux Pays-Bas, au Portugal, en République slovaque et en Turquie, les régions essentiellement urbaines sont restées les zones les plus propices à l'activité d'innovation.

7.8. Dans 19 pays de l'OCDE sur 22, la corrélation entre la productivité de la main-d'œuvre et les dépôts de brevets est positive

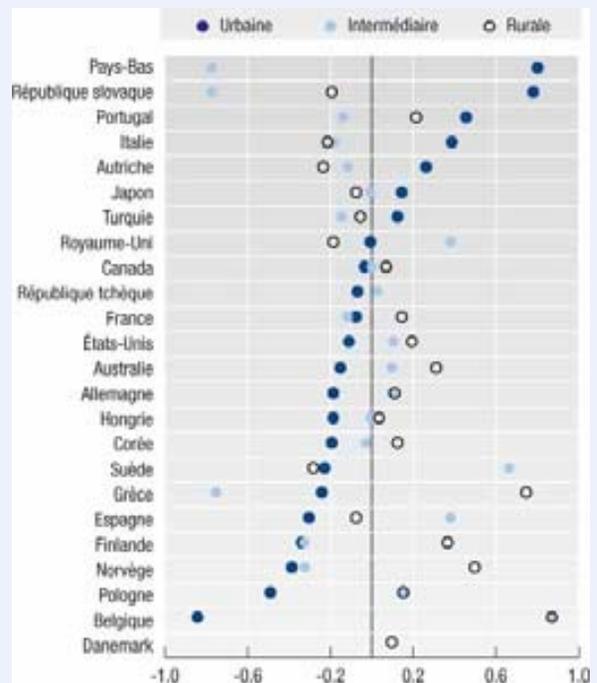
Coefficient de corrélation des rangs de Spearman entre la productivité de la main-d'œuvre et les dépôts de brevets à l'échelle régionale, 1998-2003 (TL2)



* Significatif au seuil de 5 %
** Significatif au seuil de 1 %

7.9. Sur la période 1998-2003, la proportion de brevets déposés par les régions urbaines a augmenté surtout au Pays-Bas et en République slovaque

Corrélation de Spearman entre l'augmentation du nombre de brevets déposés et la part des différents types de région dans la population, 1998-2003 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145645286103>



II. EXPLOITER AU MIEUX LES ATOUTS LOCAUX

8. DISPARITÉS RÉGIONALES DU PIB PAR HABITANT
9. DISPARITÉS RÉGIONALES DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL
10. DISPARITÉS RÉGIONALES DE SPÉCIALISATION
11. DISPARITÉS RÉGIONALES DES NIVEAUX D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
12. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX DE CHÔMAGE
13. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX D'ACTIVITÉ

LES PRINCIPAUX MOTEURS DE LA CROISSANCE RÉGIONALE

14. FACTEURS DE LA PERFORMANCE RÉGIONALE
15. LA CROISSANCE RÉGIONALE DANS LA ZONE DE L'OCDE
16. FACTEURS NATIONAUX ET PERFORMANCES RÉGIONALES
17. FACTEURS RÉGIONAUX : PIB PAR HABITANT ET POPULATION
18. FACTEURS RÉGIONAUX : PRODUCTIVITÉ ET SPÉCIALISATION
19. FACTEURS RÉGIONAUX : EMPLOI, TAUX D'ACTIVITÉ ET VIEILLISSEMENT

8. DISPARITÉS RÉGIONALES DU PIB PAR HABITANT

Le PIB par habitant varie sensiblement selon les pays de l'OCDE (graphique 8.1). En 2003, le PIB par habitant du Luxembourg (53 390 USD) était plus de deux fois supérieur à celui de l'ensemble de l'OCDE (24 824 USD) et plus de sept fois plus élevé que celui de la Turquie (6 910 USD).

Les disparités régionales sont plus fortes que celles entre les pays

Quoique considérables, ces disparités internationales sont souvent moins grandes que celles que l'on observe entre les régions d'un même pays (graphique 8.2). Au Royaume-Uni, par exemple, en 2003, le PIB par habitant était égal à cinq fois la moyenne nationale dans l'Inner London-West mais à peine plus de la moitié de la moyenne nationale dans l'île d'Anglesey. En Turquie, le PIB régional par habitant s'échelonne entre 3.5 fois la moyenne nationale (Koaceli) et moins du tiers de cette moyenne (Agri).

Ces deux pays ne sont pas des cas isolés, puisqu'on relève aussi des disparités territoriales notables aux États-Unis, en France, en Pologne et au Mexique. Dans tous ces pays, en 2003, le PIB par habitant de la région la plus « aisée » était au moins le quadruple de celui de la région la plus « pauvre ».

Les migrations alternantes peuvent altérer les chiffres

Les écarts régionaux de PIB par habitant peuvent s'expliquer pour partie par les migrations alternantes. Travailler dans une région et habiter dans une autre a généralement pour effet d'augmenter le PIB par habitant dans la région du lieu de travail et de le diminuer dans celle du lieu de résidence. On dénombre plusieurs régions urbaines (par exemple, Inner London – West, District of Columbia, Paris) où le PIB par habitant apparaît nettement « surdimensionné » si l'impact des migrations alternantes n'est pas pris en compte.

Alors que la fourchette de variation montre l'écart entre les régions affichant le plus fort et le plus faible PIB par habitant, l'indice de Gini mesure les disparités entre les régions d'un même pays. L'indice prend des valeurs situées entre 0 et 1 : plus la valeur est élevée, plus les disparités régionales du PIB par habitant sont importantes.

Entre 1998 et 2003, les disparités entre les pays sont restées stables (graphique 8.3) mais les disparités régionales se sont accentuées dans 11 pays sur 26. Le Canada, la Turquie, l'Irlande et la Hongrie affichent la plus forte montée de l'indice de Gini (0.02). L'augmentation des disparités régionales a été plus limitée en Australie, en Belgique, au Danemark, en Corée, en République slovaque, en Pologne et aux États-Unis (0.01). L'Autriche, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, la Norvège et le Portugal ont été les seuls pays à présenter une réduction modeste des disparités régionales (-0.01). La Suède est restée le pays où les disparités régionales du PIB par habitant étaient les plus faibles.

Pour permettre de mesurer les implications économiques de cet état de choses, le graphique 8.4 indique le pourcentage de la population nationale qui vit dans des régions où le PIB par habitant est inférieur à la moyenne nationale. Alors que l'indice de Gini mesure l'importance des disparités régionales, cet indicateur montre combien de personnes sont concernées par ces disparités.

Un nombre croissant de personnes est touché par les disparités régionales

En 2003, plus de la moitié de la population de l'OCDE (52 %) vivaient dans des régions où le niveau de PIB par habitant était inférieur à la moyenne nationale, soit 1 point de pourcentage de plus qu'en 1998. L'augmentation a été particulièrement marquée en Grèce et au Canada (15), en Irlande (10), en Allemagne (9), et au Portugal (8). La Hongrie (-9 %) et la République tchèque (-5 %) ont enregistré une réduction sensible de la proportion de leur population touchée par les disparités régionales.

La comparaison des graphiques 8.2 et 8.3 montre que les disparités régionales dans le PIB par habitant peuvent augmenter alors que la population résidant dans des régions à faible PIB par habitant diminue. Cela semble être le cas de la Hongrie et de la Pologne entre 1998 et 2003 : les régions fortement peuplées ont amélioré leur position par rapport aux régions moins peuplées. De ce fait, les disparités se sont creusées mais elles concernent moins de gens. Le Portugal, la Grèce et la Finlande sont les seuls pays où le PIB par habitant a augmenté plus lentement dans les régions très peuplées, de sorte que les disparités se sont réduites mais qu'elles touchent désormais plus de gens.

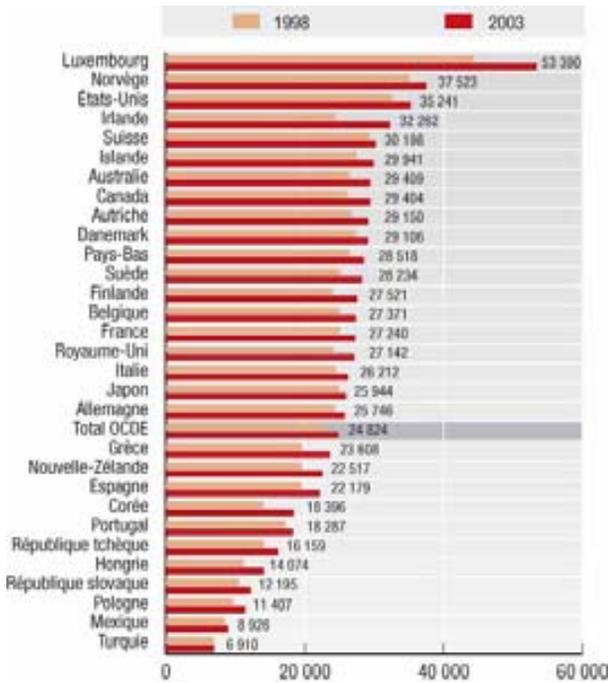
Définition

Le PIB par habitant est calculé en divisant le PIB d'un pays ou d'une région – mesuré aux parités de pouvoir d'achat constantes (PPA 2000) – par sa population.

8. DISPARITÉS RÉGIONALES DU PIB PAR HABITANT

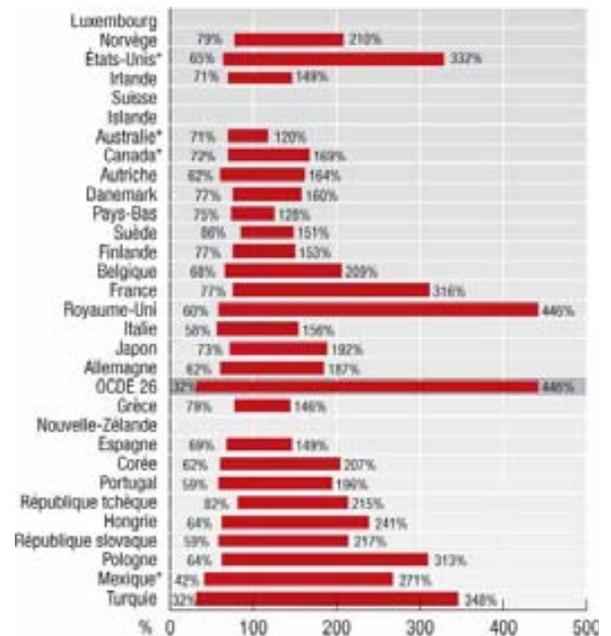
8.1. Le PIB par habitant varie d'un pays de l'OCDE à l'autre...

PIB national par habitant
(en USD aux PPA constantes 2000)



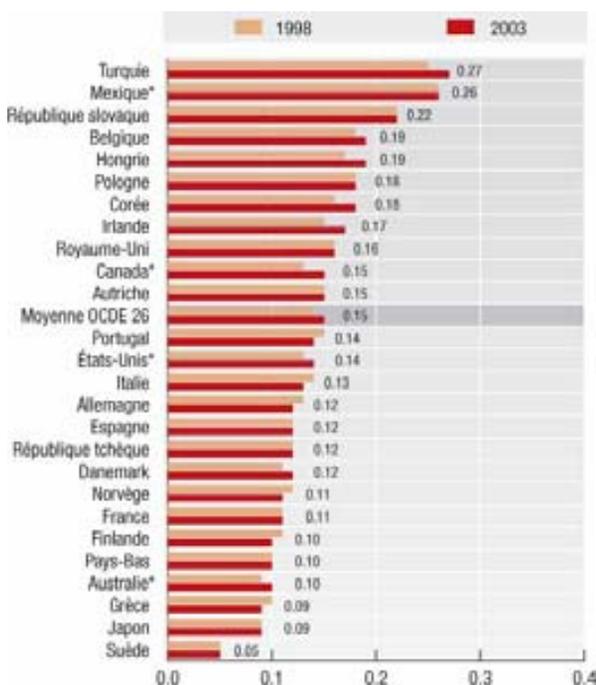
8.2. ... mais la variation est encore plus accentuée entre régions d'un même pays

Variation du PIB régional par habitant 2003 (TL3)
(en % de la moyenne nationale)



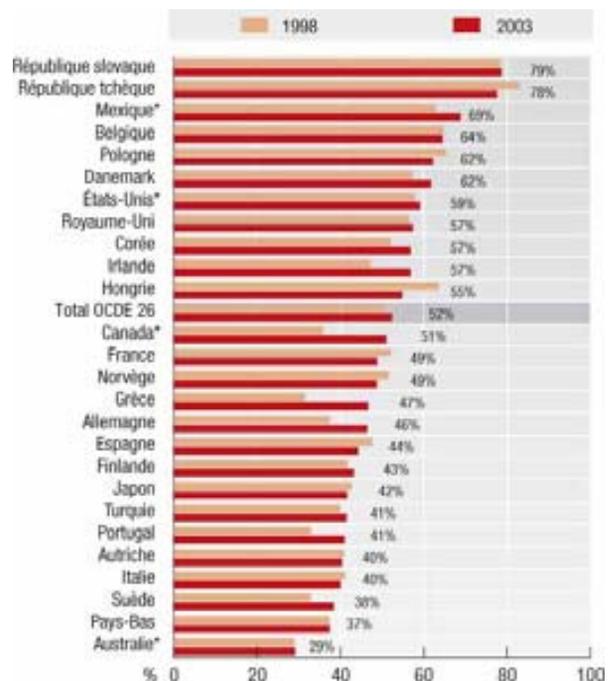
8.3. Entre 1998 et 2003 les disparités régionales se sont accrues dans 10 pays...

Indice de Gini des disparités régionales du PIB par habitant (TL3)



8.4. ... mais elles touchent moins de gens en Hongrie, en République tchèque, en France et en Norvège

Pourcentage de la population vivant dans des régions où le PIB par habitant est inférieur à la moyenne nationale (TL3)

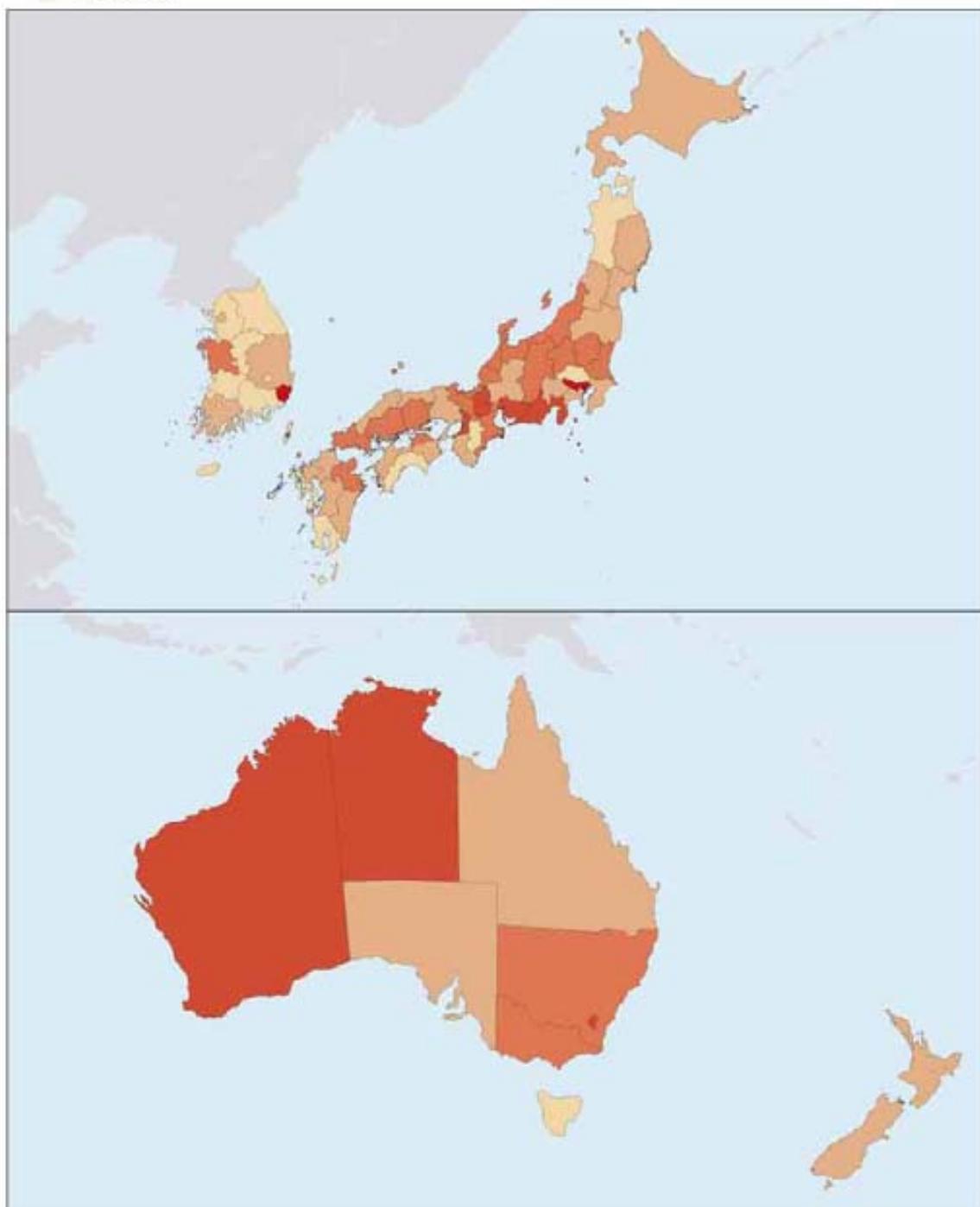


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145666845171>

8. DISPARITÉS RÉGIONALES DU PIB PAR HABITANT

8.5. PIB régional par habitant : Asie et Océanie

En USD aux PPA constantes (2000), 2003

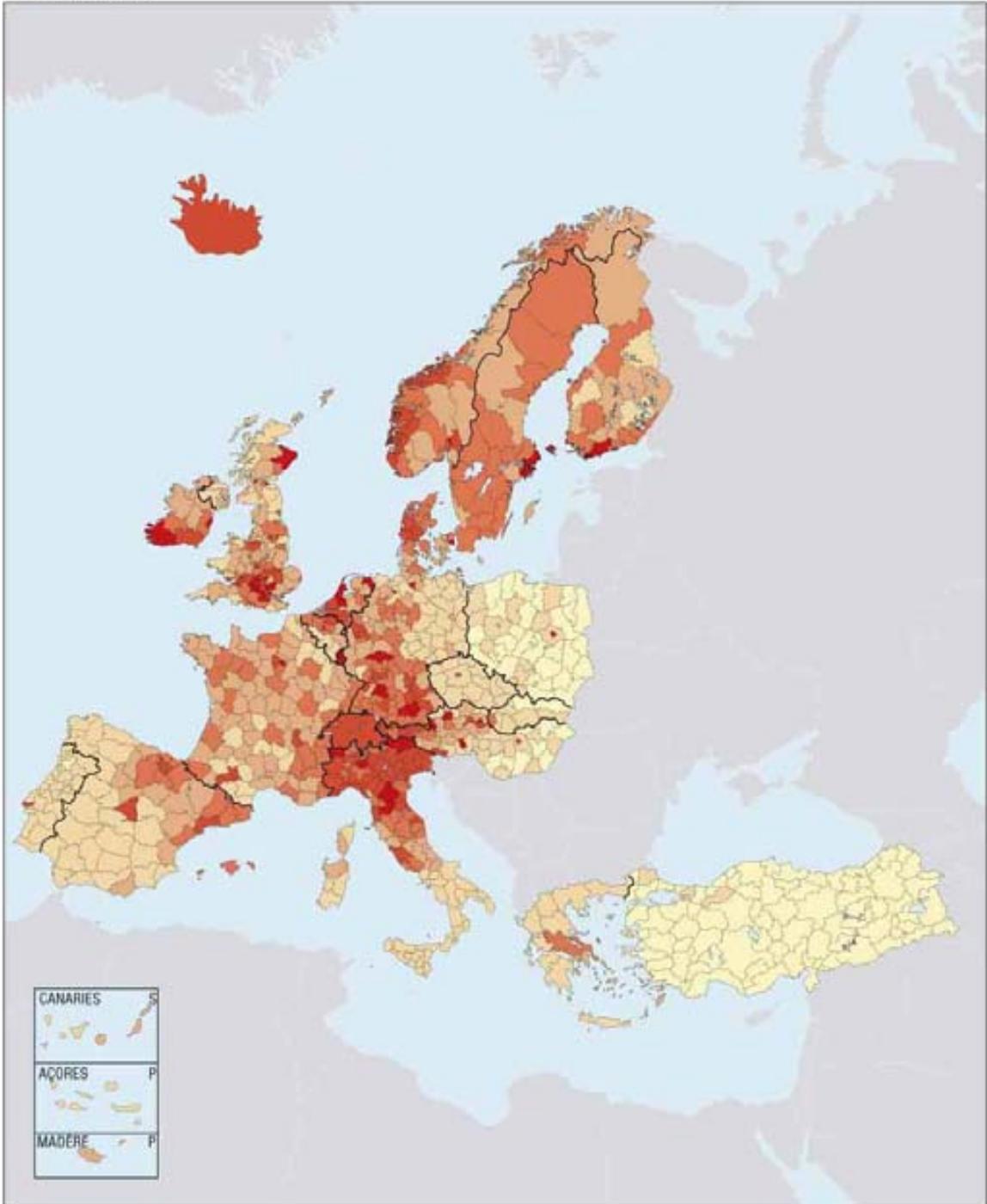


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147011752167>

8. DISPARITÉS RÉGIONALES DU PIB PAR HABITANT

8.6. PIB régional par habitant : Europe

En USD aux PPA constantes (2000), 2003

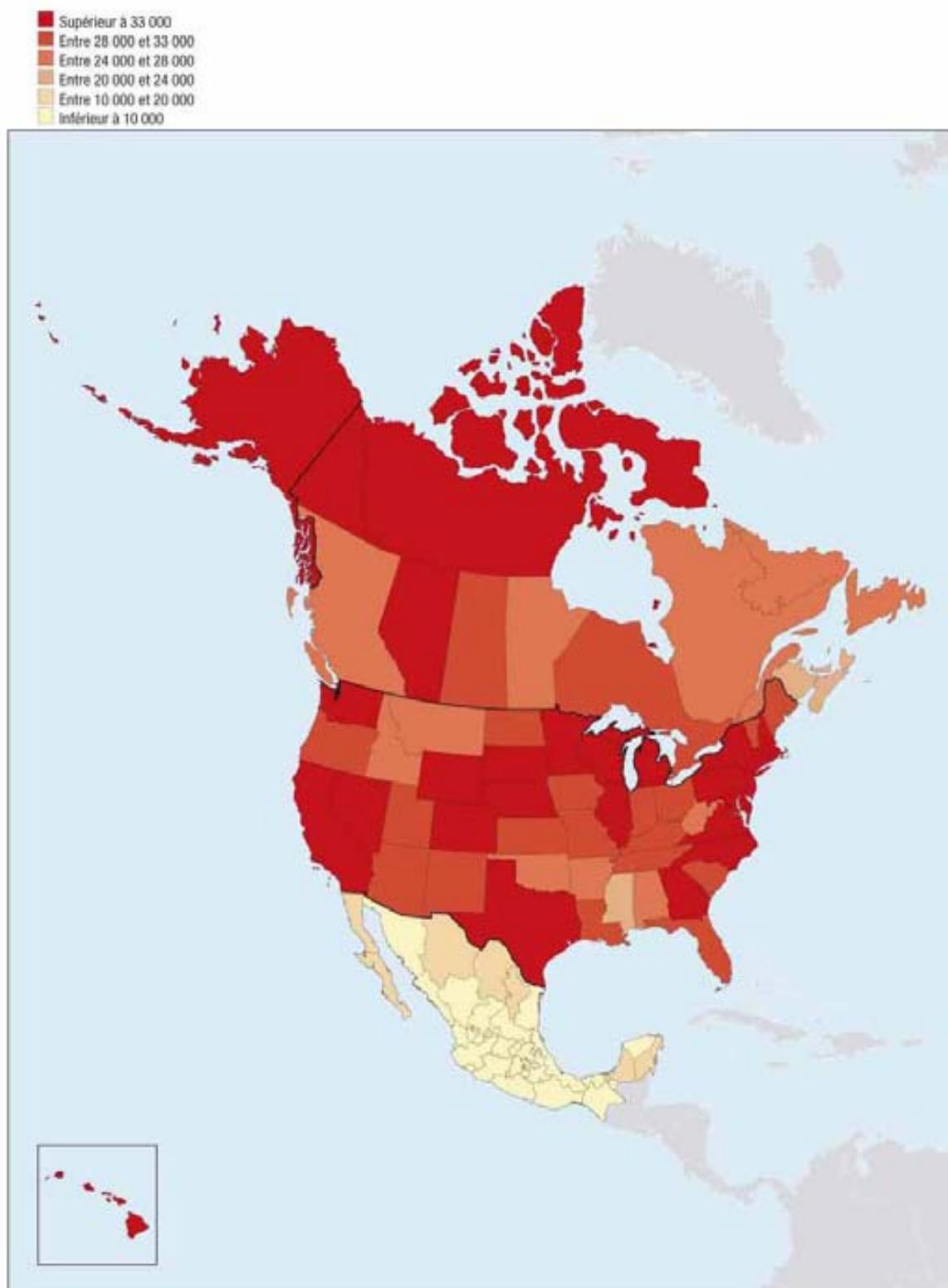


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147011752167>

8. DISPARITÉS RÉGIONALES DU PIB PAR HABITANT

8.7. PIB régional par habitant : Amérique du Nord

En USD aux PPA constantes (2000), 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147011752167>

Régions urbaines et régions rurales : le fossé se creuse

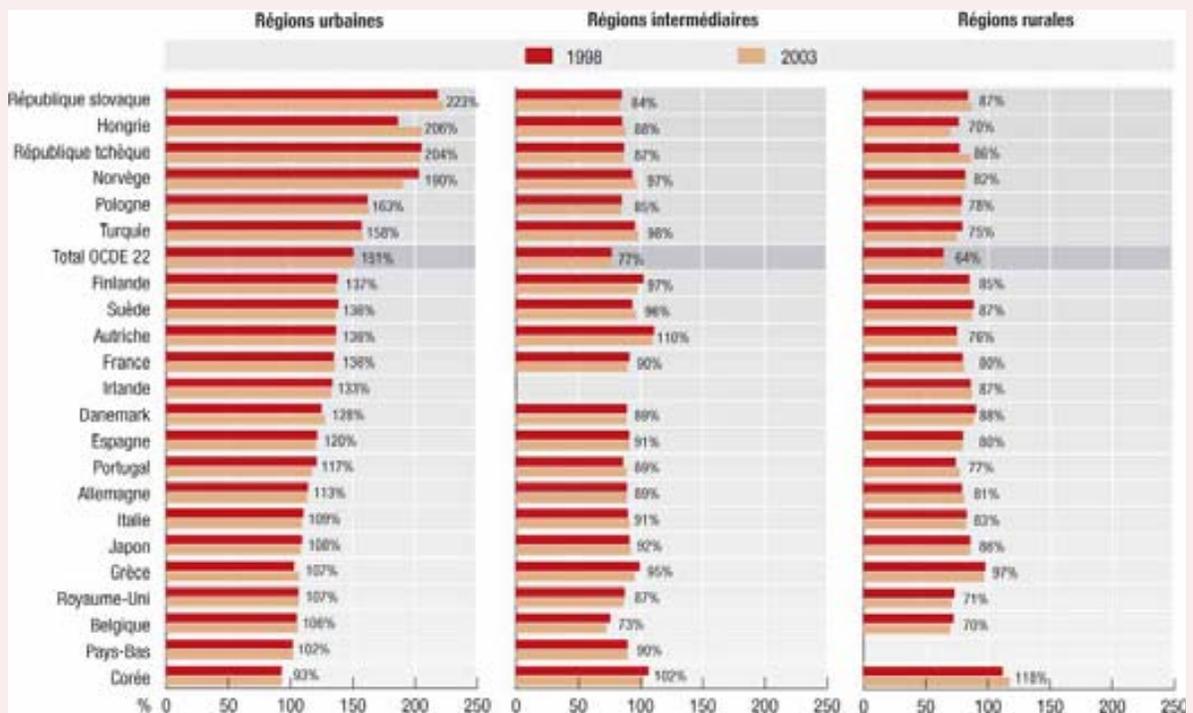
Le PIB par habitant tend à être plus élevé dans les régions urbaines que dans les régions rurales et intermédiaires. En 2003, le PIB par habitant dans les régions urbaines de l'OCDE dépassait de 51 % la moyenne nationale; dans les régions intermédiaires et rurales, il n'en représentait que 77 % et 64 % respectivement (graphique 8.8).

Le fossé s'est creusé entre 1998 et 2003. Les régions urbaines ont accru leur avantage par rapport aux régions intermédiaires et rurales dans 9 pays de l'OCDE sur 22, alors que les régions rurales ont vu le fossé se creuser dans 5 pays. L'augmentation dans les régions urbaines a été particulièrement importante en Hongrie (19 points de pourcentage), en République slovaque (5), en Grèce (4) et au Danemark (3). La Norvège (-13), le Portugal (-4), la Suède et la République tchèque (-2) sont les seuls pays où l'on a observé une réduction notable de l'écart de PIB en faveur des régions urbaines.

La baisse relative du PIB par habitant a été particulièrement marquée dans les régions intermédiaires de la Finlande (-5 points de pourcentage), de la Corée et de la Grèce (-4) et de la Belgique (-3). En revanche, on note une amélioration sensible de la position relative des régions intermédiaires en Norvège, en Hongrie, au Portugal en Suède et en Turquie (3).

La Hongrie et la Turquie sont les deux pays qui accusent la plus forte baisse du PIB relatif par habitant dans les régions rurales (-7 et -4 points de pourcentage respectivement) alors que la République tchèque (9) et la Corée (6) affichent une amélioration sensible dans ces mêmes régions rurales.

8.8. Entre 1998 et 2003, les régions urbaines ont accru leur avance sur les régions intermédiaires et rurales dans 9 pays de l'OCDE sur 22



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145666845171>

La productivité du travail, qui est l'un des principaux indicateurs des performances économiques, varie beaucoup d'un pays à l'autre. En 2003, c'est le Luxembourg qui a affiché le PIB par travailleur le plus élevé (aux PPA en prix constants de 2000), supérieur d'environ 47 % à la moyenne de l'OCDE. Le taux le plus bas en 2003 était celui de la Turquie, qui était inférieur d'environ 39 % à la moyenne de l'OCDE (graphique 9.1).

La productivité varie beaucoup d'une région à l'autre

Les écarts sont plus prononcés encore entre régions d'un même pays (graphique 9.2). Aux États-Unis, par exemple, le District of Columbia affichait en 2003 un PIB par travailleur 2.8 fois plus élevé que la moyenne nationale, tandis que celui du Montana était environ la moitié de cette moyenne nationale. En Turquie, la productivité du travail dans la région de Mus était d'environ le tiers de la moyenne nationale, tandis que dans la région de Kocaeli, elle était plus de trois fois supérieure à cette moyenne. On observe une situation comparable au Mexique, en Pologne, en France, au Canada et en Corée. Au Danemark, en Suède, en Finlande et en Belgique les écarts régionaux entre le PIB par travailleur le plus fort et le plus faible sont moins grands.

Au cours de la période 1998-2003, l'écart entre la productivité du travail la plus faible et la plus forte s'est creusé surtout aux États-Unis (0.21 point de pourcentage), au Mexique et en Australie (0.17) et en Irlande (0.16). Il a au contraire diminué surtout en Pologne (-0.40), en Hongrie (-0.35), en Espagne (-0.18), en République slovaque et en Grèce (-0.17).

Alors que la fourchette de variation montre l'écart entre les régions affichant la plus forte et la plus faible productivité du travail, l'indice de Gini mesure les disparités entre les régions d'un même pays. L'indice prend des valeurs situées entre 0 et 1 : plus la valeur est élevée, plus les disparités régionales du PIB par travailleur sont importantes.

Les indices de Gini les plus élevés sont au Mexique, en Turquie et aux États-Unis

Le Mexique, la Turquie et les États-Unis sont les pays présentant en 2003 les plus fortes disparités régionales de la productivité du travail, avec des indices de Gini respectivement de 0.26, 0.26 et 0.20 (graphique 9.3). La Corée et le Canada (0.16), la Pologne (0.14), l'Irlande (0.13), la Hongrie et le Portugal (0.12) et la République slovaque (0.11) enregistrent également des disparités régionales supérieures à la moyenne de l'OCDE (0.10). Selon ce même indice, la Suède et le Danemark (0.04), l'Espagne et l'Italie (0.05), la Norvège, les Pays-Bas, le Japon et la Finlande (0.06) sont les pays de l'OCDE où les écarts de productivité du travail entre les régions étaient les plus faibles.

Durant la période 1998-2003, c'est en Australie, en Irlande et au Canada (0.03) ainsi qu'en Corée (0.02) que l'indice de Gini a le plus augmenté; c'est en Pologne (-0.5), en République slovaque et en Espagne (-0.02) qu'il a le plus diminué.

La moitié des travailleurs se trouvent dans des régions à faible productivité

Pour permettre de mesurer les implications économiques de cette répartition, le graphique 9.4 indique le pourcentage de travailleurs employés dans les régions où la productivité est inférieure à la moyenne nationale. Cette statistique donne par conséquent des indications sur la proportion de la population active nationale qui est touchée par les disparités régionales de productivité du travail : en 2003, 50 % des travailleurs des pays de l'OCDE étaient actifs dans une région où la productivité était inférieure à la moyenne nationale.

Ce pourcentage était particulièrement élevé en Grèce (89 %), au Canada (88 %), en Corée (82 %), au Mexique (68 %), en République tchèque (63 %) et au Danemark (62 %). À l'inverse, au Japon, en Finlande, en Autriche, au Portugal, en Australie, en Suède et en Irlande, moins de 35 % de la main-d'œuvre étaient employée dans des régions à faible productivité.

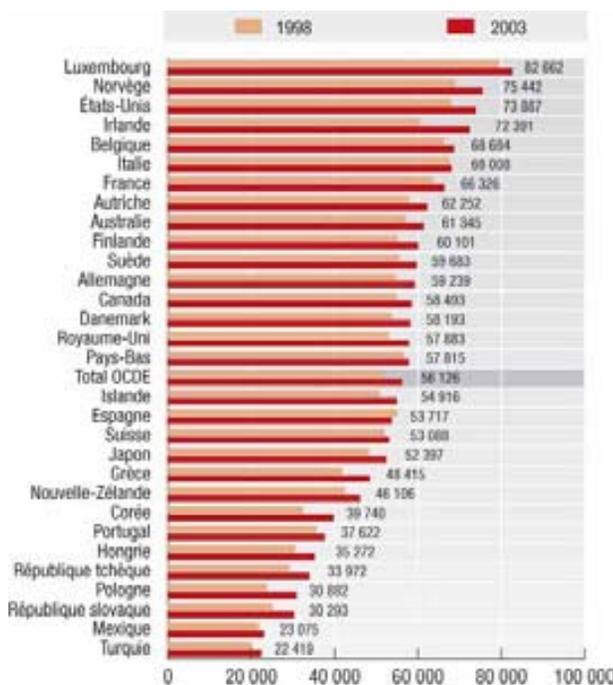
Définition

La productivité du travail est le rapport entre le PIB constant, mesuré aux prix de 2000 et l'emploi, ce dernier étant mesuré sur le lieu de travail.

9. DISPARITÉS RÉGIONALES DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

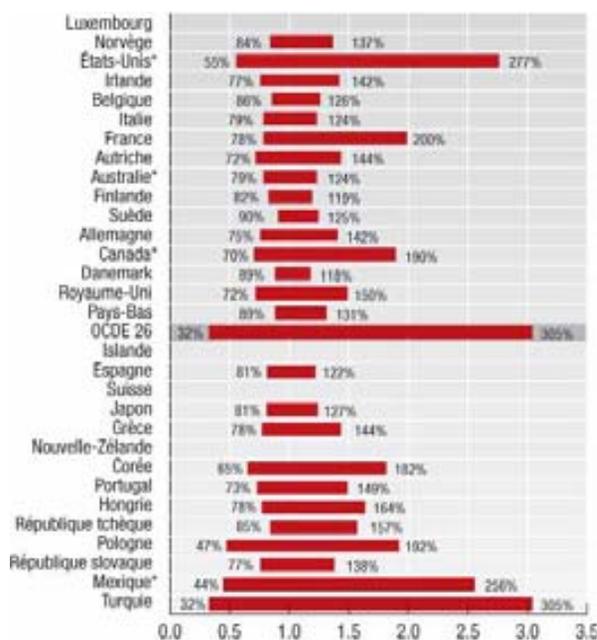
9.1. La productivité du travail varie notablement selon les pays de l'OCDE...

PIB par travailleur (USD, PPA constantes, 2000)



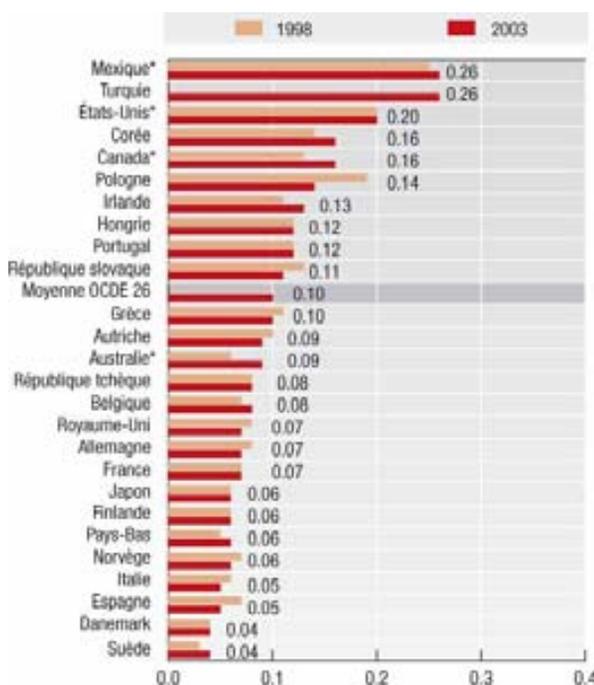
9.2. ... mais les écarts de productivité entre régions sont plus importants encore

Variation de la productivité régionale du travail, en pourcentage de la productivité nationale, 2003 (TL3)



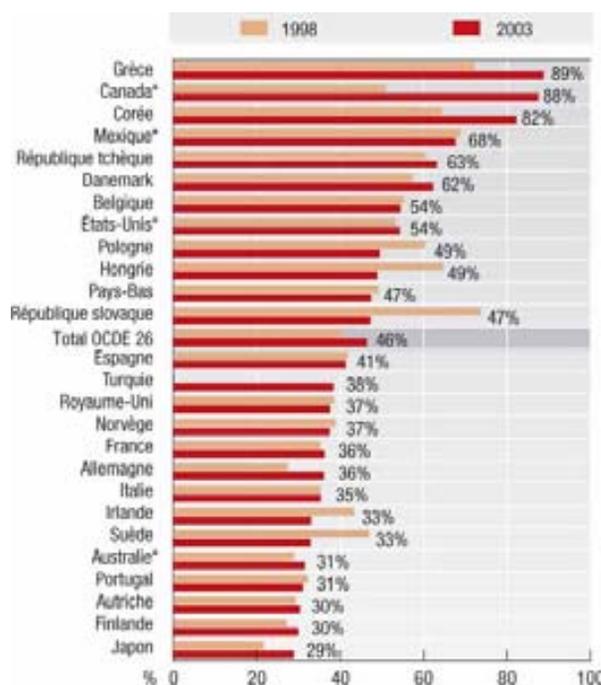
9.3. En 2003, c'est en Turquie, au Mexique et aux États-Unis que les disparités régionales du PIB par travailleur étaient les plus fortes

Indice de Gini des disparités régionales du PIB par travailleur (TL3)



9.4. 50 % des travailleurs de l'OCDE sont employés dans des régions où le PIB par travailleur est inférieur à la moyenne nationale

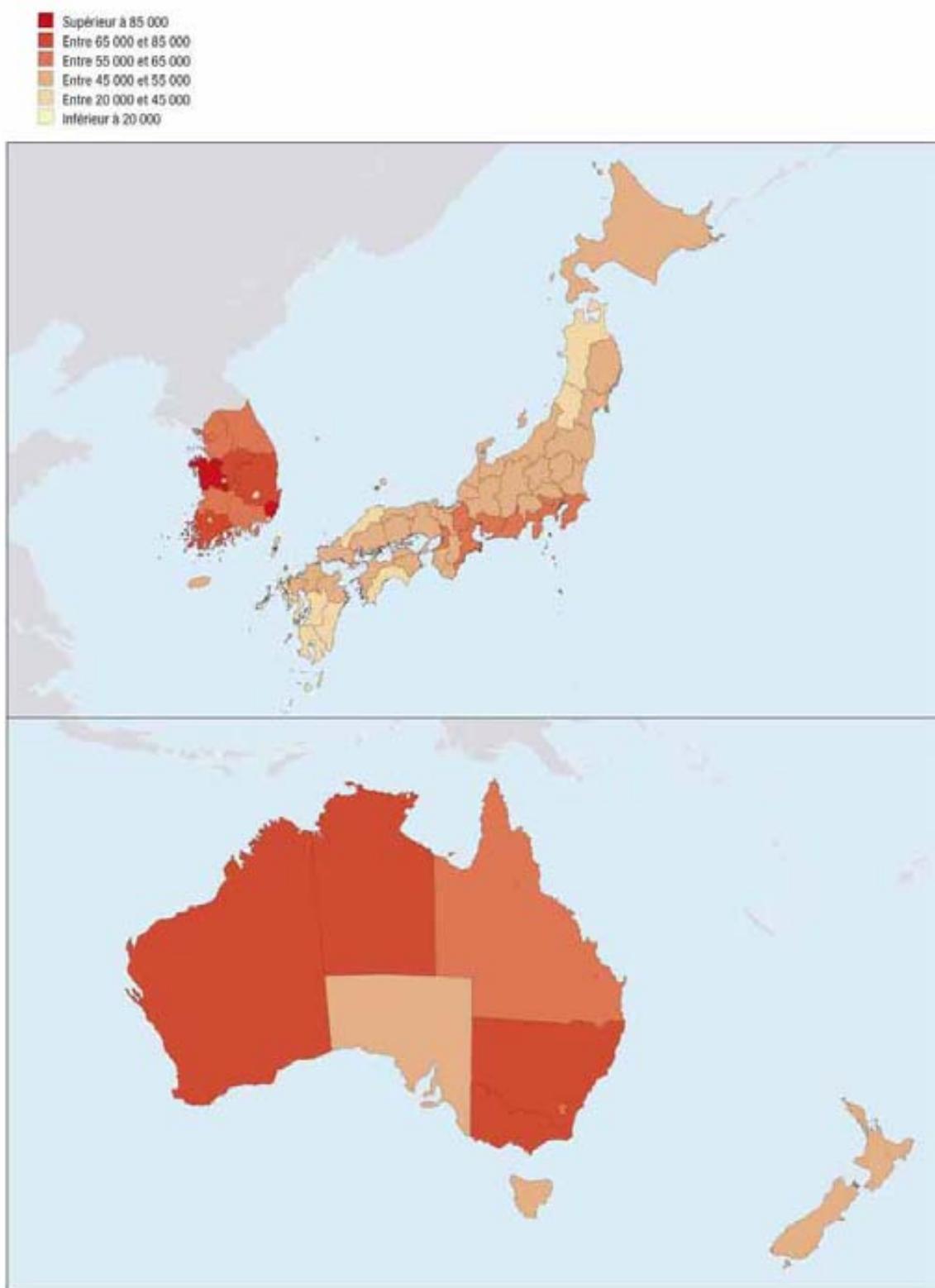
Pourcentage des travailleurs dans les régions où la productivité est inférieure à la moyenne nationale (TL3)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145681045174>

9.5. Productivité régionale : Asie et Océanie

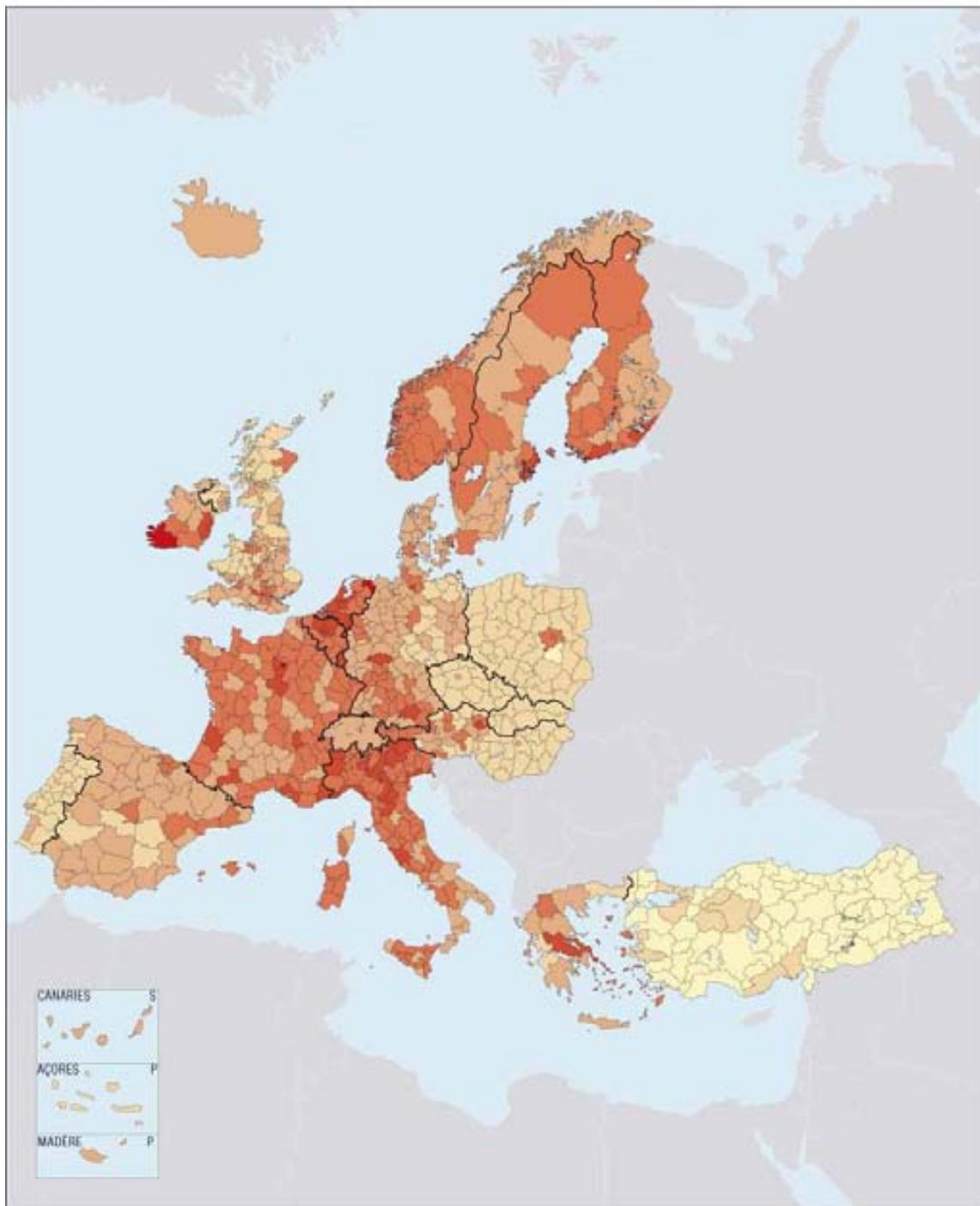
PIB par travailleur en USD aux PPA constantes (2000), 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147030164746>

9.6. Productivité régionale : Europe

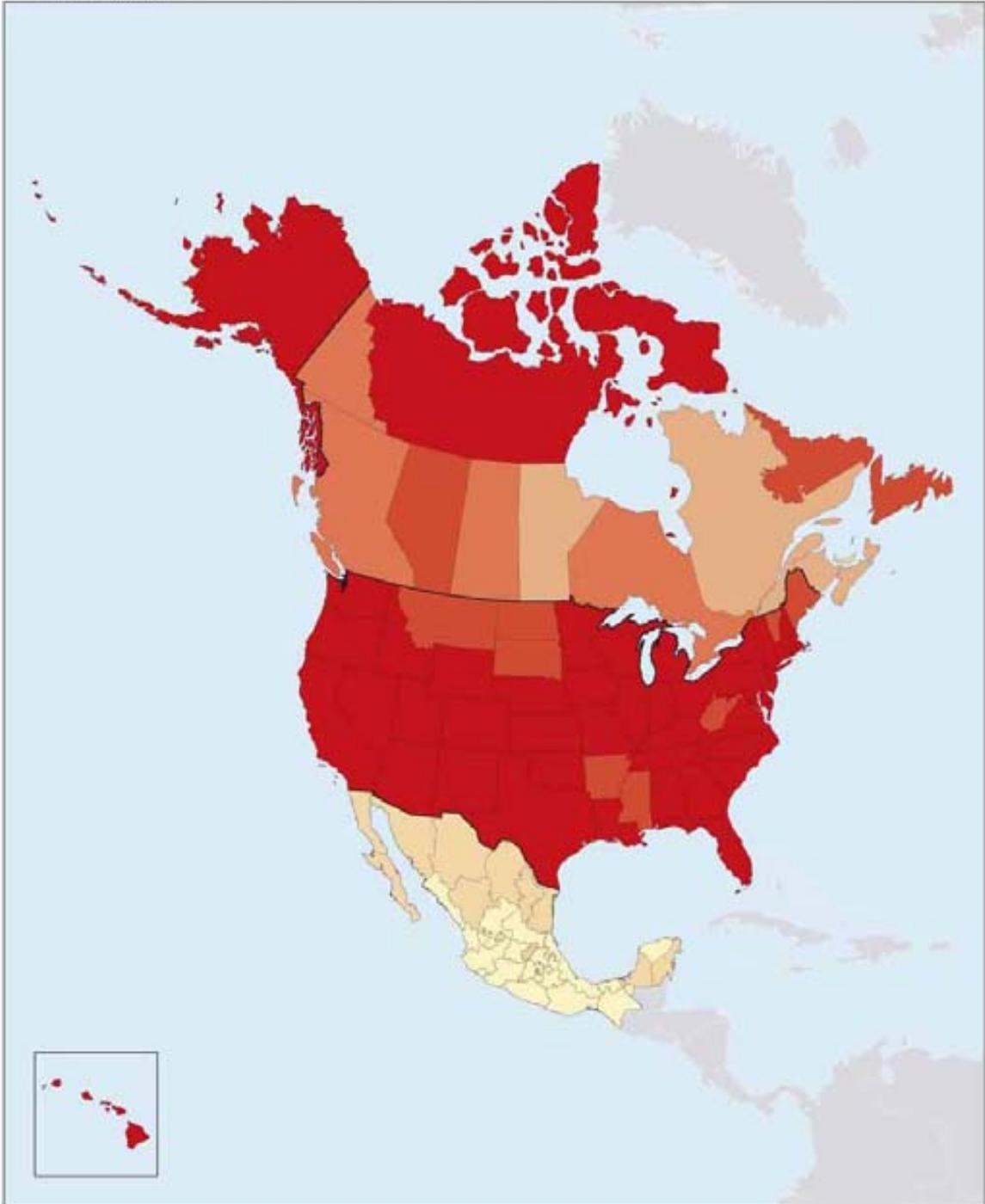
PIB par travailleur en USD aux PPA constantes (2000), 2003



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/147030164746>

9.7. Productivité régionale : Amérique du Nord

PIB par travailleur en USD aux PPA constantes (2000), 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147030164746>

La croissance de la productivité régionale du travail est la clé de l'augmentation du niveau de vie

La croissance du PIB par travailleur sert souvent d'indicateur clé de la compétitivité des régions. La croissance à long terme dépend de la capacité à augmenter la production par travailleur pendant des périodes prolongées.

Durant la période 1998-2003, la productivité du travail dans les régions de l'OCDE a augmenté de 1.9 % en moyenne annuelle (graphique 9.8), dans une fourchette située entre 5.3 % de baisse annuelle dans la région de Vest-Agder en Norvège à 16.4 % d'augmentation annuelle dans la région de Pest en Hongrie. À l'exception de la Norvège, la croissance moyenne annuelle de la productivité régionale du travail a été positive dans tous les pays durant la période 1998-2003.

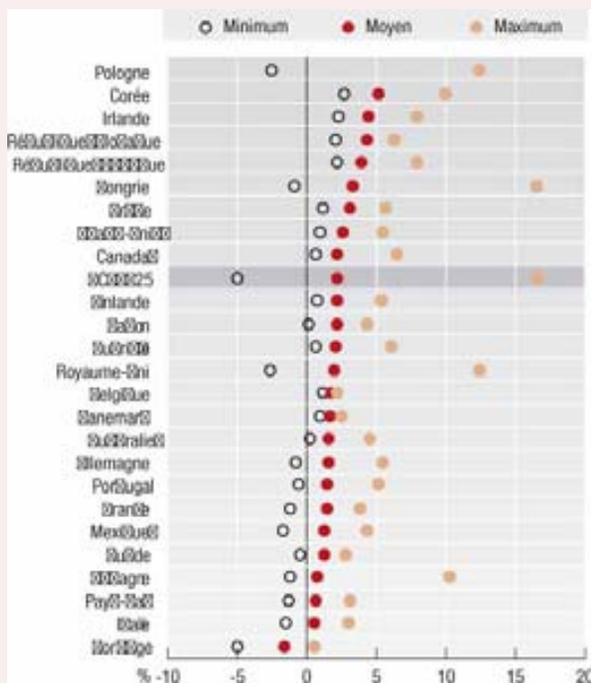
Les augmentations de la productivité du travail sont surtout intéressantes lorsqu'elles sont dues à l'augmentation simultanée du taux d'emploi et du PIB. Si au contraire elles sont dues à une réduction du taux d'emploi, elles ne sont pas soutenables à long terme, car les recettes fiscales vont diminuer et la demande de soutien du revenu (indemnités de chômage par exemple) va augmenter.

Le graphique 9.9 illustre la corrélation entre la croissance du taux d'emploi et celle de la productivité du travail. Lorsque la croissance de la productivité s'accompagne d'une augmentation du taux d'emploi, la corrélation est positive; au contraire, lorsqu'elle est suscitée par des réductions d'emplois, la corrélation est négative.

La corrélation n'est négative et statistiquement significative qu'en Australie, en République tchèque, en Grèce, en Hongrie, en Corée et en Italie. Il semblerait donc que dans ces pays les régions ont obtenu des gains de productivité au prix d'une réduction de l'emploi. Dans tous les autres pays, la corrélation n'est pas statistiquement significative, ce qui veut dire que certaines régions ont réussi à augmenter à la fois le taux d'emploi et la productivité tandis que d'autres ont augmenté leur productivité en réduisant l'emploi. On peut donc s'interroger sur la capacité de ces régions à soutenir la croissance de la productivité pendant une durée prolongée.

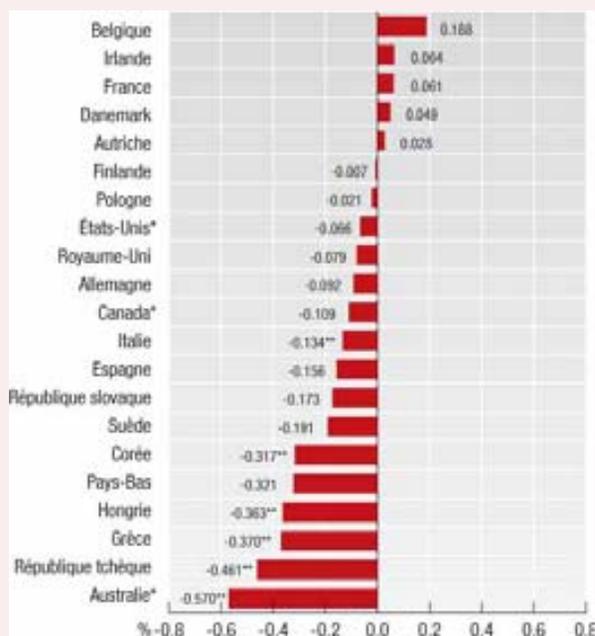
9.8. La croissance de la productivité varie sensiblement entre pays de l'OCDE

Croissance de la productivité du travail, 1998-2003 (TL3)



9.9. La corrélation entre la croissance du PIB et celle du taux d'emploi est significativement négative dans six pays de l'OCDE

Corrélation de Spearman entre la croissance du taux d'emploi et celle de la productivité du travail, 1998-2003 (TL3)



- * val. significative à 95 %
- ** val. significative à 99 %

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145681045174>

10. DISPARITÉS RÉGIONALES DE SPÉCIALISATION

La spécialisation régionale varie beaucoup selon les pays de l'OCDE. Elle est couramment mesurée par l'indice de Balassa-Hoover : le rapport entre le poids d'une branche d'activité dans une région et son poids dans l'ensemble du pays. On dit qu'une région est spécialisée dans une branche d'activité lorsque l'indice est supérieur à 1 et qu'elle ne l'est pas lorsque l'indice est inférieur à 1. Le degré de spécialisation d'une région peut donc se mesurer comme la moyenne pondérée de ses degrés de spécialisation dans les différentes branches d'activité. Plus cette valeur est élevée, plus la région est spécialisée.

En 2003, les différences internationales de spécialisation régionale – degré moyen de spécialisation pour l'ensemble des régions d'un pays donné – s'échelonnaient entre 0.21 au Danemark et 0.62 en Corée (graphique 10.1).

Différences régionales importantes

Ces chiffres globaux masquent des différences encore plus importantes entre les régions d'un même pays. En 2003, le plus faible degré de spécialisation régionale était observé en Suède dans la région de Sydsverige (0.08), tandis qu'au Mexique la région de Campeche (1.87)

affichait le degré de spécialisation le plus élevé (graphique 10.2). En Corée, au Mexique, aux États-Unis et en Suède, la différence entre le plus bas et le plus haut degré de spécialisation était au moins d'1. Les différences étaient moins importantes mais encore considérables en Espagne, en Italie, en Belgique et en République tchèque (entre 0.37 et 0.55). C'est en Grèce (0.11), au Danemark (0.12), en Islande et en Hongrie (0.13) qu'elles étaient les plus faibles.

Tandis que ces écarts révèlent la différence entre la région qui possède le plus faible degré de spécialisation et celle qui présente le degré le plus élevé, l'indice de Gini mesure les disparités entre toutes les régions d'un pays donné. Sa valeur se situe entre 0 et 1 : plus elle est élevée, plus les différences régionales sont importantes.

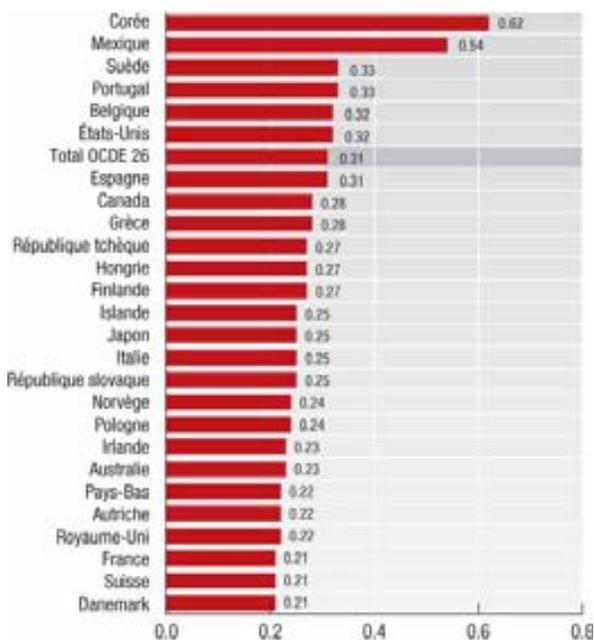
En 2003, l'indice de Gini (graphique 10.3) montrait que les pays où les différences de degré de spécialisation régionale étaient les plus marquées étaient la Corée (0.60), la Suède (0.48), l'Irlande (0.44) et la Belgique (0.38). Ceux où les différences étaient les moins marquées étaient la Grèce et la Hongrie (0.11), le Portugal (0.17), la France (0.18) et le Danemark (0.18).

Définition

La spécialisation dans une branche d'activité se mesure par le rapport de la part de cette activité dans l'emploi d'une région à sa part dans l'ensemble du pays (indice de Balassa-Hoover). Si l'indice est supérieur à 1, la spécialisation de la région est plus forte que dans l'ensemble du pays et s'il est inférieur à 1, la spécialisation est moins forte. Le degré moyen de spécialisation d'une région est la moyenne de la somme des écarts absolus par rapport à 1 de l'indice de Balassa-Hoover pour l'ensemble des branches d'activité (Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique CITI Rév. 3.1 à un chiffre).

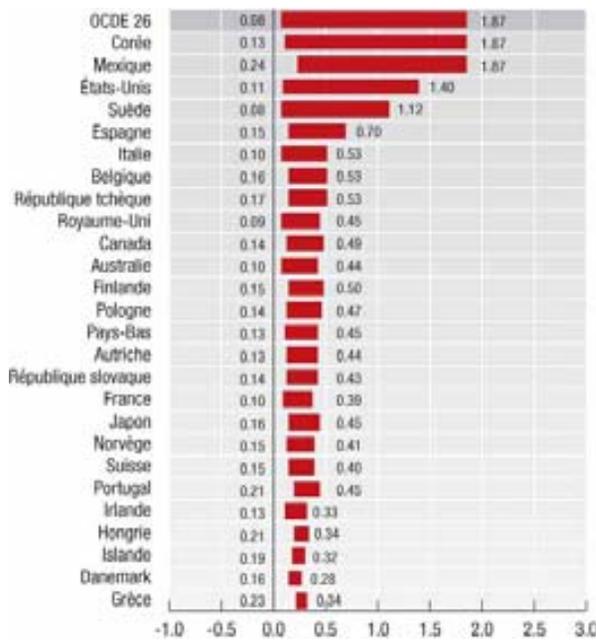
10.1. En 2003, ce sont la Corée, le Mexique et la Suède qui affichaient en moyenne le plus fort degré de spécialisation dans les régions

Spécialisation régionale moyenne, 2003 (TL2) (au niveau des branches d'activité CITI à 1 chiffre)



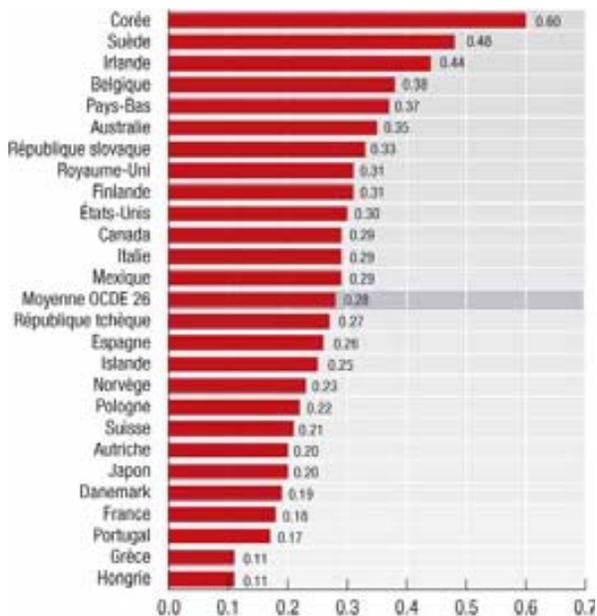
10.2. Le degré de spécialisation varie beaucoup selon les régions d'un même pays

Écart de degré de spécialisation entre les régions d'un même pays, 2003 (TL2)



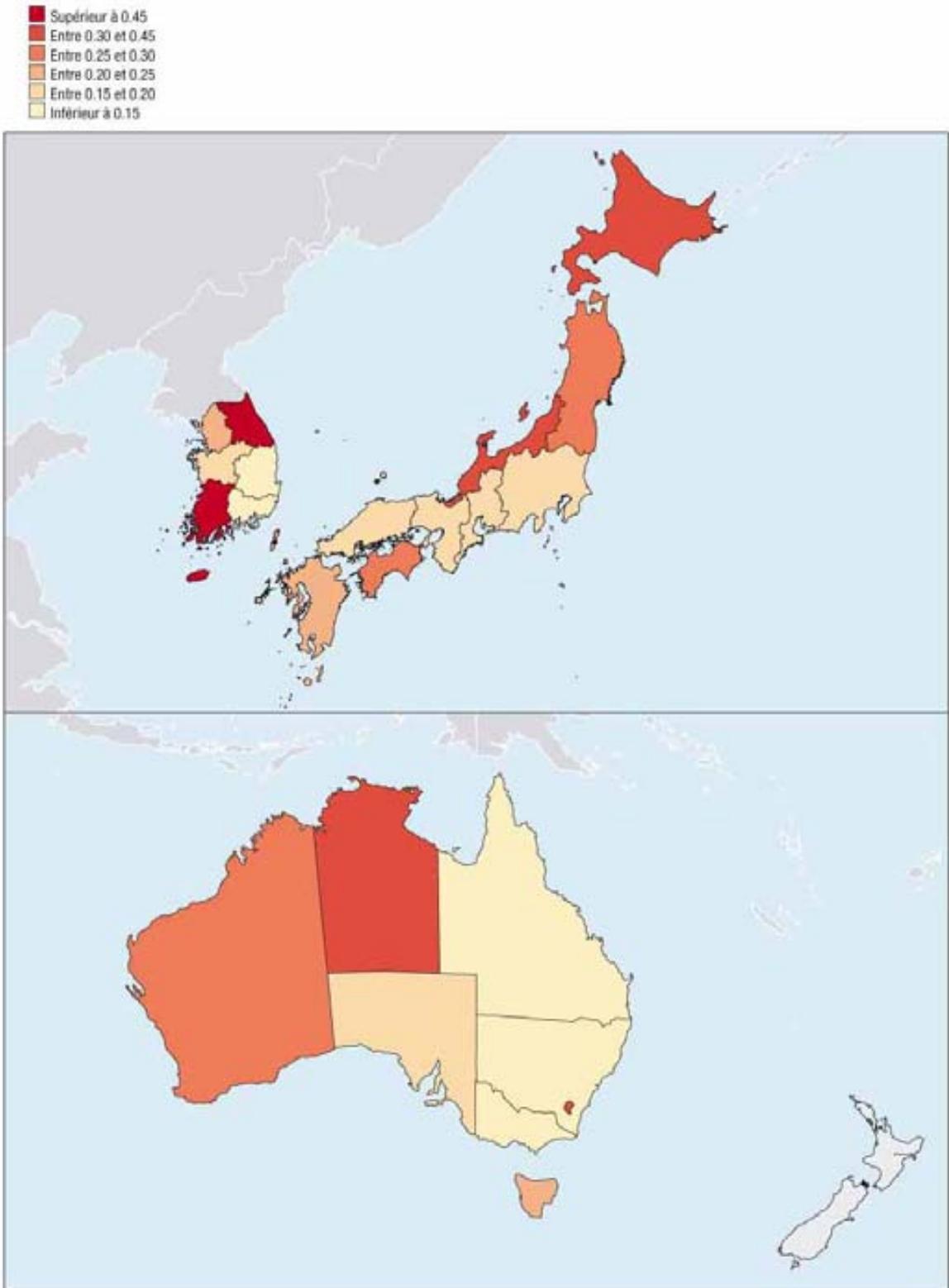
10.3. Ce sont la Corée, la Suède et l'Irlande qui affichent les plus grandes différences de degré de spécialisation régionale

Indice de Gini de l'inégalité des spécialisations selon les régions, 2003 (TL2)



10.4. Spécialisation régionale : Asie et Océanie

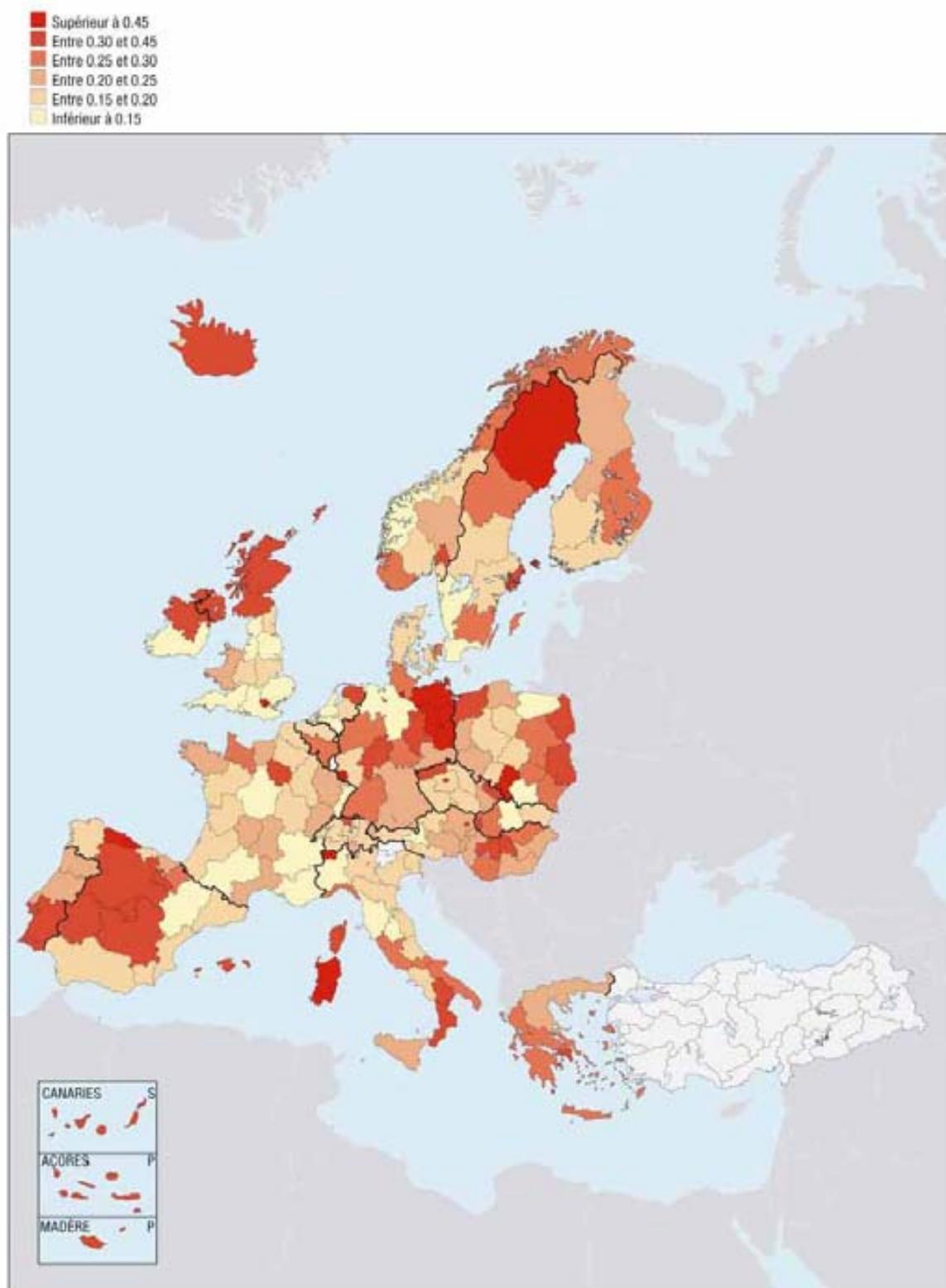
Degré moyen de spécialisation, 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147058513334>

10.5. Spécialisation régionale : Europe

Degré moyen de spécialisation, 2003

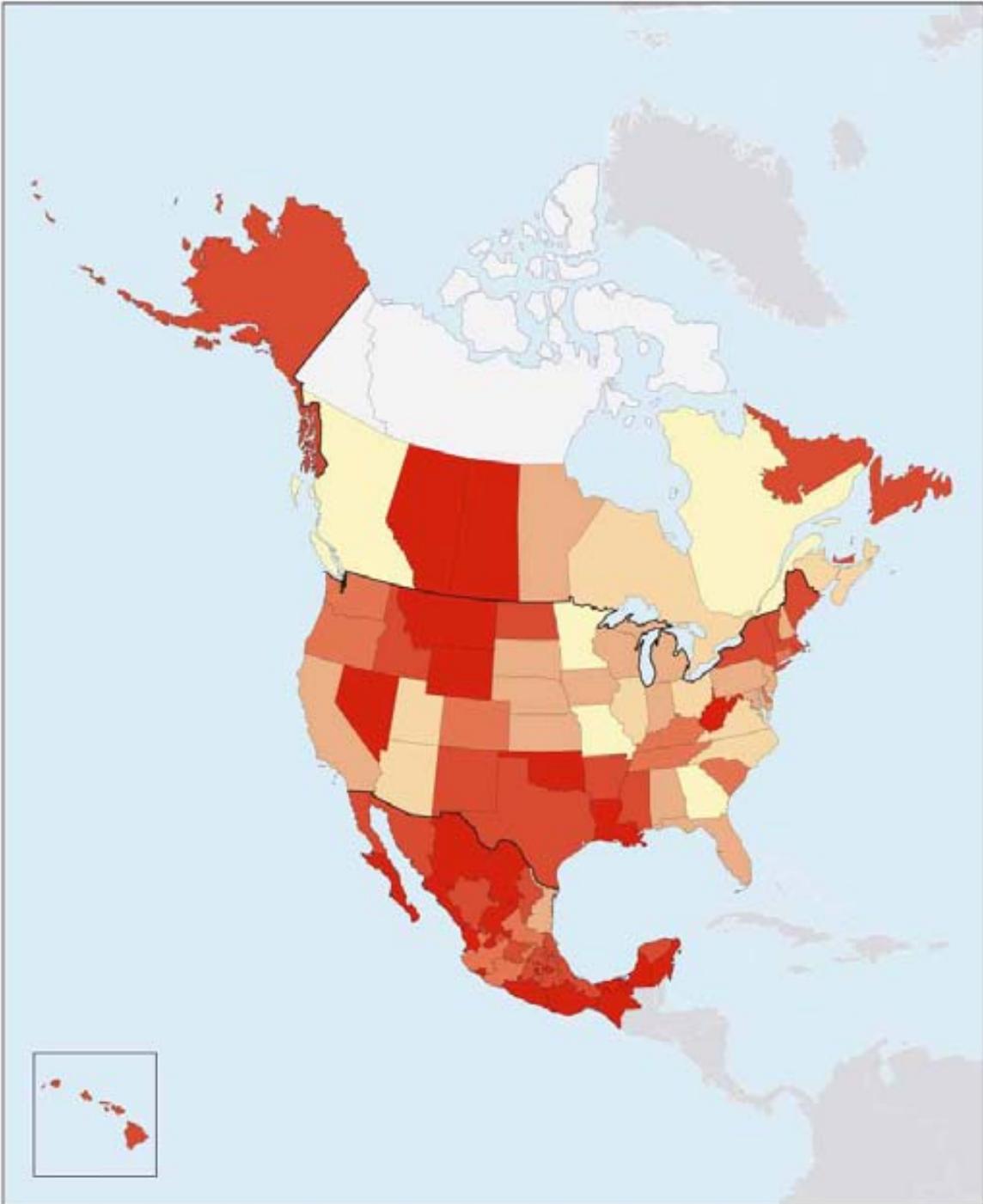


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147058513334>

10.6. Degré régional de spécialisation : Amérique du Nord

Degré moyen de spécialisation, 2003

- Supérieur à 0.45
- Entre 0.30 et 0.45
- Entre 0.25 et 0.30
- Entre 0.20 et 0.25
- Entre 0.15 et 0.20
- Inférieur à 0.15



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147058513334>

La construction et l'intermédiation financière sont les branches qui présentent les indices de spécialisation les plus élevés

Le degré de spécialisation d'une région dans une branche d'activité donnée se mesure par la différence entre l'indice de Balassa-Hoover et 1. Les valeurs supérieures à 1 reflètent une plus forte spécialisation et les valeurs inférieures à 1 indiquent une plus faible spécialisation que la moyenne nationale. Le degré moyen de spécialisation d'une région s'obtient par conséquent en faisant la moyenne des écarts absolus par rapport à 1 des indices de Balassa-Hoover de toutes les branches d'activité de la région.

Le tableau 10.1 indique la région qui possède le plus haut degré de spécialisation dans chaque pays de l'OCDE et l'indice de Balassa-Hoover correspondant pour l'ensemble des branches d'activité pour 2003. Dans beaucoup de ces régions, le plus fort degré de spécialisation se situe dans l'intermédiation financière (j) et la construction (c). L'indice de spécialisation le plus élevé est celui de l'intermédiation financière en Belgique, en République tchèque, au Danemark, en Grèce, en Norvège, au Portugal, en République slovaque et au Royaume-Uni, et celui de la construction au Mexique, aux Pays-Bas, en Pologne, en Espagne, en Suède, en Suisse et aux États-Unis.

Les régions qui présentent le plus fort degré de spécialisation au Canada, en Islande, au Japon et en Corée sont spécialisées dans l'agriculture, la chasse, l'exploitation forestière/sylviculture et la pêche (a+b), tandis qu'en Irlande et en Italie, les régions les plus spécialisées le sont dans l'hôtellerie et la restauration (h) et en Autriche et en Hongrie dans les activités immobilières et les services aux entreprises (k).

Enfin, en France, en Finlande et en Australie, les régions les plus spécialisées le sont dans l'électricité, le gaz et l'eau (e), les transports, l'entreposage et les communications (i) et la santé et l'action sociale (o+p) respectivement.

10.7. Régions présentant le plus fort degré de spécialisation

Région (TL2)		Degré moyen de spécialisation régionale	Classification internationale type, par industrie, des branches d'activité (CITI), Rév. 3.1												
			a + b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	m	n	o + p
Australie	Australian Cap. Territory	0.44	0.10	0.06	0.40	1.16	0.91	0.88	1.33	0.85	0.50	1.53	1.50	1.14	1.80
Autriche	Vienne	0.44	0.05	0.07	0.57	1.15	0.88	1.11	0.87	1.30	1.72	1.82	1.19	1.33	1.53
Belgique	Bruxelles	0.53	0.04	0.20	0.44	1.42	0.52	0.92	1.17	1.30	3.25	1.21	0.98	0.83	1.47
Canada	Saskatchewan	0.49	3.64	2.90	0.39	1.04	0.86	1.06	1.09	0.96	1.06	0.64	1.25	1.13	0.96
Rép. tchèque	Prague	0.53	0.09	0.04	0.36	0.87	1.02	1.19	1.25	1.37	2.50	2.14	0.93	1.05	1.71
Danemark	Hovedstadsregionen	0.28	0.21	0.46	0.63	1.01	0.87	1.05	1.14	1.20	1.58	1.47	1.02	1.01	.
Finlande	Aland	0.50	1.10	.	0.44	0.95	0.87	0.75	1.39	4.05	1.51	0.43	0.93	0.79	0.94
France	Corse	0.39	1.19	0.70	0.34	1.72	1.69	1.27	1.69	1.33	0.64	0.57	1.28	1.11	0.95
Grèce	Attique	0.34	0.07	0.24	1.15	0.94	1.07	1.19	0.82	1.39	1.63	1.49	1.01	1.21	1.38
Hongrie	Kosep-Magyarország	0.34	0.27	0.18	0.75	0.60	1.10	1.19	0.94	1.18	1.48	1.70	0.90	0.96	1.39
Islande	Autres régions	0.32	2.22	.	1.33	1.12	1.13	0.75	0.89	0.78	0.63	0.55	0.90	0.82	.
Irlande	Border, Midlands and Western	0.33	1.38	1.48	0.91	0.85	1.00	0.87	2.60	0.71	0.52	0.54	0.89	0.95	0.88
Italie	Vale d'Aoste	0.53	1.22	2.41	0.55	2.37	1.73	0.79	2.44	1.18	0.80	0.74	1.13	1.20	0.95
Japon	Hokkaido	0.45	3.30	2.31	0.55	1.20	1.37	1.08	1.10	1.14	1.01	0.97	0.79	1.17	.
Corée	Jeju	1.87	19.80	0.95	0.23	1.25	1.21	1.17	1.80	1.28	1.30	0.61	1.14	1.23	.
Mexique	Campeche	1.87	5.43	15.37	0.43	0.89	1.69	0.89	1.34	0.95	0.13	1.18	0.62	0.68	.
Pays-Bas	Noord-Nederland	0.45	1.50	4.43	1.14	1.16	1.05	0.91	1.01	0.80	0.83	0.74	1.16	1.18	.
Norvège	Oslo	0.41	0.02	0.24	0.62	0.46	0.73	1.16	1.05	1.21	1.67	1.66	0.91	0.91	1.44
Pologne	Slaskie	0.47	0.34	5.24	1.04	1.31	1.21	1.09	1.10	1.06	0.80	1.09	0.95	1.07	1.02
Portugal	Lisbonne	0.45	0.11	0.33	0.58	1.29	0.89	1.20	1.29	1.45	2.10	2.00	1.01	1.08	1.33
Rép. slovaque	Bratislav Kraj	0.43	0.29	0.29	0.60	0.66	0.95	1.03	1.05	1.15	2.45	1.86	0.73	0.75	1.38
Espagne	Asturies	0.70	0.83	8.81	0.95	1.27	1.07	1.06	0.91	0.94	0.85	0.86	1.13	1.02	0.98
Suède	Oevre Norrland	1.12	1.14	13.23	0.79	1.24	1.08	0.76	0.94	0.98	0.62	0.73	1.33	1.28	0.95
Suisse	Nordwestschweiz	0.40	0.68	4.96	1.14	1.20	0.99	1.04	0.72	1.05	0.99	1.04	0.93	1.03	0.92
Royaume-Uni	Londres	0.45	0.12	0.25	0.48	0.42	0.73	0.85	1.04	1.29	1.95	1.60	0.78	0.76	1.38
États-Unis	Wyoming	1.40	1.51	14.41	0.38	2.00	1.49	1.07	1.48	1.19	0.73	1.11	0.45	0.82	0.72

Dans l'économie d'aujourd'hui basée sur le savoir, les perspectives de croissance d'une région dépendent en grande partie de sa capacité à générer des innovations et à les exploiter. Cette capacité dépend, entre autres, du niveau de qualification de la population active régionale. La proportion de la population adulte ayant accompli des études supérieures est couramment utilisée comme variable indicative du niveau de qualification présent dans une région. Elle englobe les études de niveau universitaire courtes, moyennes et longues (chercheurs de haut niveau).

Le graphique 11.1 fait apparaître de grandes disparités des niveaux d'études supérieures entre les pays de l'OCDE. En 2001, c'est au Canada (42 %) et aux États-Unis (37 %) que la proportion de la population adulte ayant accompli des études supérieures était la plus élevée. En Italie, au Portugal et en Turquie, au contraire, elle était inférieure à 11 %.

Les différences régionales sont considérables

Si les écarts entre pays sont importants, les disparités entre régions le sont encore plus. En France, en Australie, au Royaume-Uni et au Canada, en 2001, les écarts étaient de plus de 30 points de pourcentage (graphique 11.2). Ils étaient considérables aussi (entre 20 et 30 points) en Nouvelle-Zélande, au Japon, aux États-Unis, au Mexique, en Hongrie, en Norvège, en Corée, en Pologne, en Espagne et au Danemark. Seules la Suisse et l'Autriche présentaient un tableau plus équilibré.

Si la fourchette de variation montre l'écart entre les régions affichant le plus faible et le plus fort taux de population ayant accompli des études supérieures, l'indice de Gini mesure les disparités entre les régions d'un même pays. L'indice prend une valeur située entre 0 et 1 : plus cette valeur est élevée, plus sont grandes les disparités régionales.

C'est le Mexique qui affiche les plus fortes disparités

En 2001, le pays pour lequel l'indice de Gini était le plus élevé était le Mexique (0.33), suivi de la Nouvelle-Zélande, de la Pologne et de la République tchèque (0.20). Pour la plupart des pays, cet indice se situait entre 0.10 et 0.20, seules la Finlande (0.07), la Suisse (0.08) et la Suède (0.09) affichaient une valeur de Gini inférieure à 0.10 (graphique 11.3).

En moyenne, 57 % de la population adulte de l'OCDE ayant accompli des études supérieures réside dans des régions urbaines, 19 % dans des régions intermédiaires et 24 % dans des régions rurales (graphique 11.4). C'est la Pologne et le Danemark qui affichent la répartition la plus équilibrée des compétences entre les trois types de régions : respectivement 37 et 38 % dans les régions urbaines, 34 et 32 % dans les régions intermédiaires et 29 et 30 % dans les régions rurales. Pour la plupart des autres pays, les proportions de la population ayant accompli des études supérieures sont nettement plus élevées dans les régions urbaines, les Pays-Bas et la Belgique atteignant respectivement 88 et 85 %. Dans quelques pays seulement, la proportion de la population ayant accompli des études supérieures est plus élevée dans les régions rurales ou intermédiaires. C'est le cas pour les régions rurales en Irlande (59 %), en Finlande (55 %), en Autriche (46 %) et en Suède (42 %) et pour les régions intermédiaires en République tchèque (70 %), en Suisse (66 %), en République slovaque (55 %), en Turquie (51 %) et en Espagne (46 %).

Les migrations accentuent les disparités

La concentration de la population ayant accompli des études supérieures dans les régions urbaines résulte souvent de l'exode rural. En effet, l'existence d'importants différentiels de rendement de l'éducation entre zones rurales et urbaines incite fortement les personnes ayant un niveau élevé d'études à migrer vers les régions urbaines.

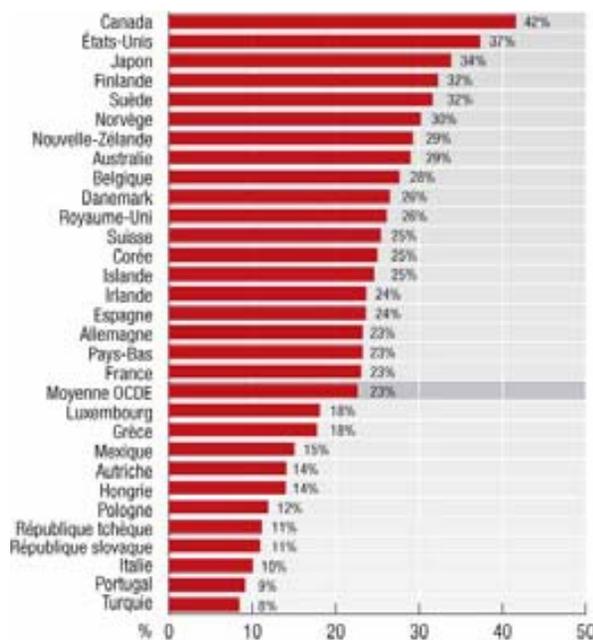
Définition

Le taux de population ayant fait des études supérieures est défini comme le nombre de personnes dans la tranche d'âge 25-64 ans ayant accompli des études supérieures en pourcentage du nombre total de personnes de cette tranche d'âge. Les études supérieures comprennent aussi bien les études universitaires que les études professionnelles avancées.

11. DISPARITÉS RÉGIONALES DES NIVEAUX D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

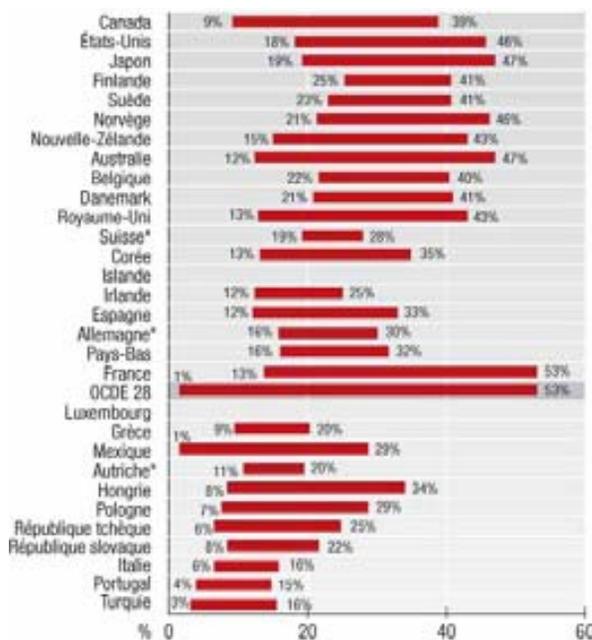
11.1. Les taux de population ayant accompli des études supérieures varient beaucoup selon les pays de l'OCDE...

Taux national de population ayant accompli des études supérieures, 2001 (TL3)



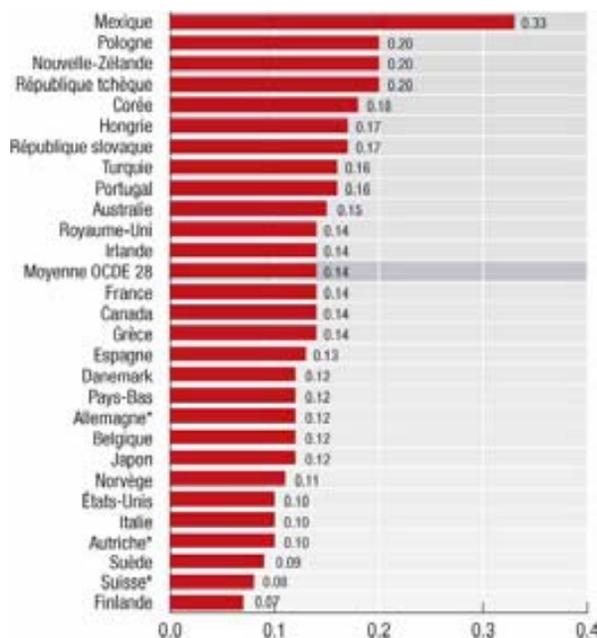
11.2. ... mais les disparités entre régions sont encore plus marquées

Variation régionale des taux de population ayant accompli des études supérieures dans chaque pays, 2001 (TL3)



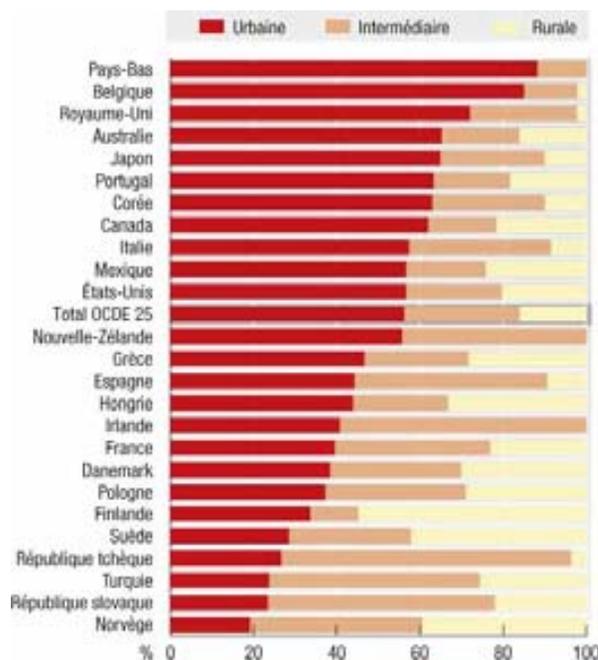
11.3. Les plus fortes disparités régionales dans le pourcentage de la population ayant accompli des études supérieures en 2001 ont été observées au Mexique

Indice de Gini des disparités régionales du taux de population ayant accompli des études supérieures, 2001 (TL3)



11.4. 57 % de la population ayant accompli des études supérieures étaient concentrés en 2001 dans les régions urbaines

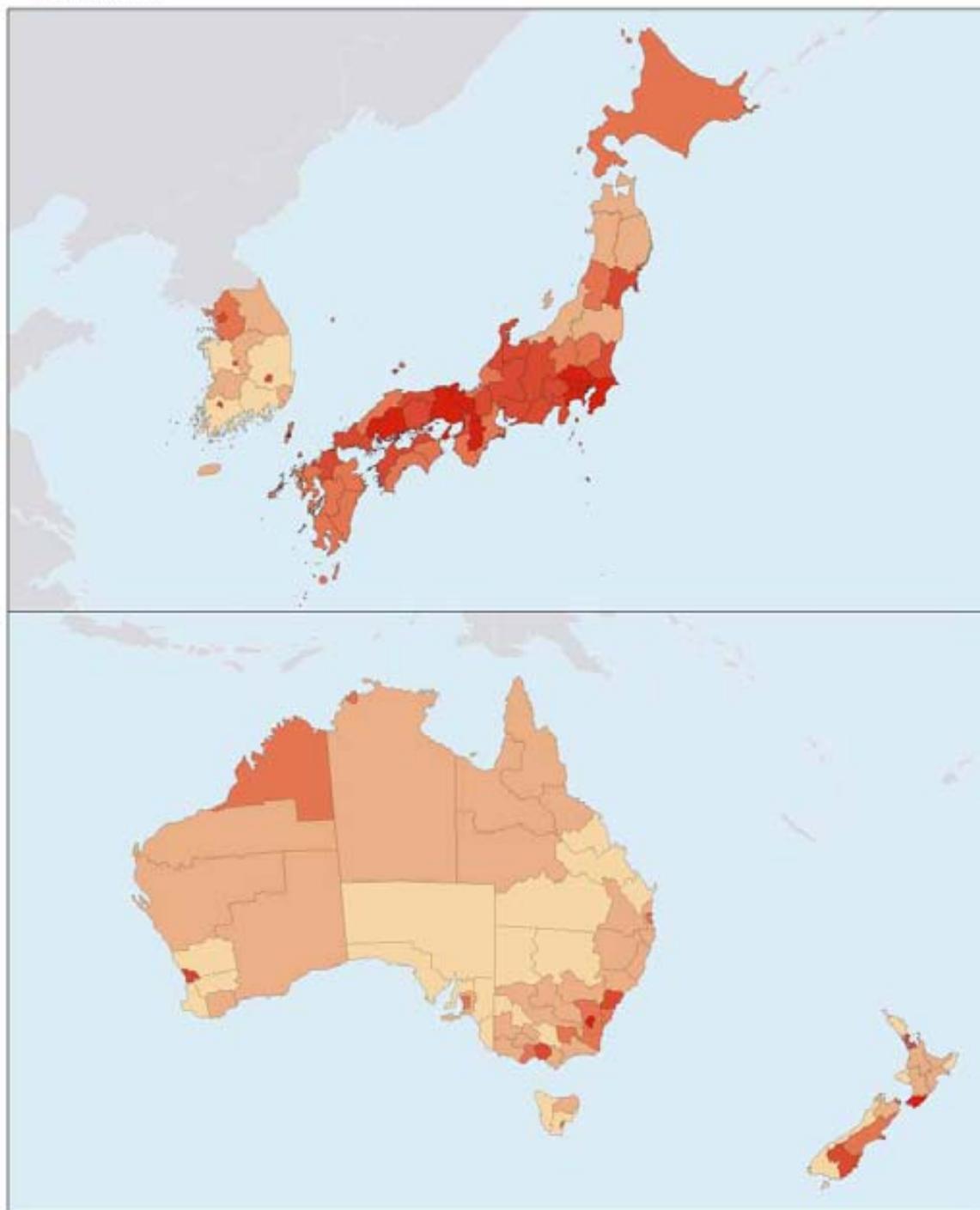
Taux de population ayant accompli des études supérieures par type de régions, 2001 (TL3)



11.5. Population ayant accompli des études supérieures : Asie et Océanie

En pourcentage de la population dans la tranche d'âge 25-64 ans, 2001

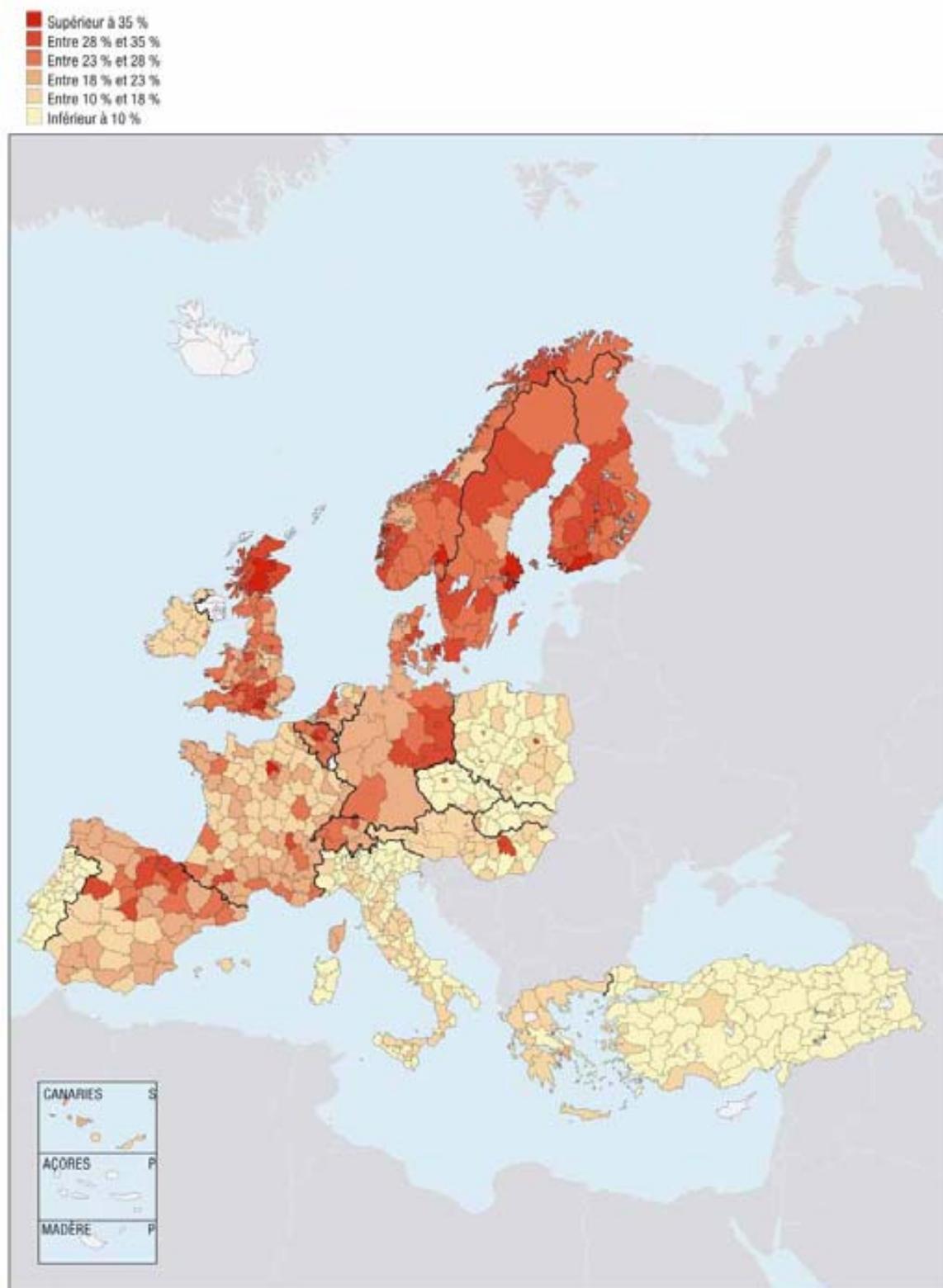
- Supérieur à 35 %
- Entre 28 % et 35 %
- Entre 23 % et 28 %
- Entre 18 % et 23 %
- Entre 10 % et 18 %
- Inférieur à 10 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147080374773>

11.6. Population ayant accompli des études supérieures : Europe

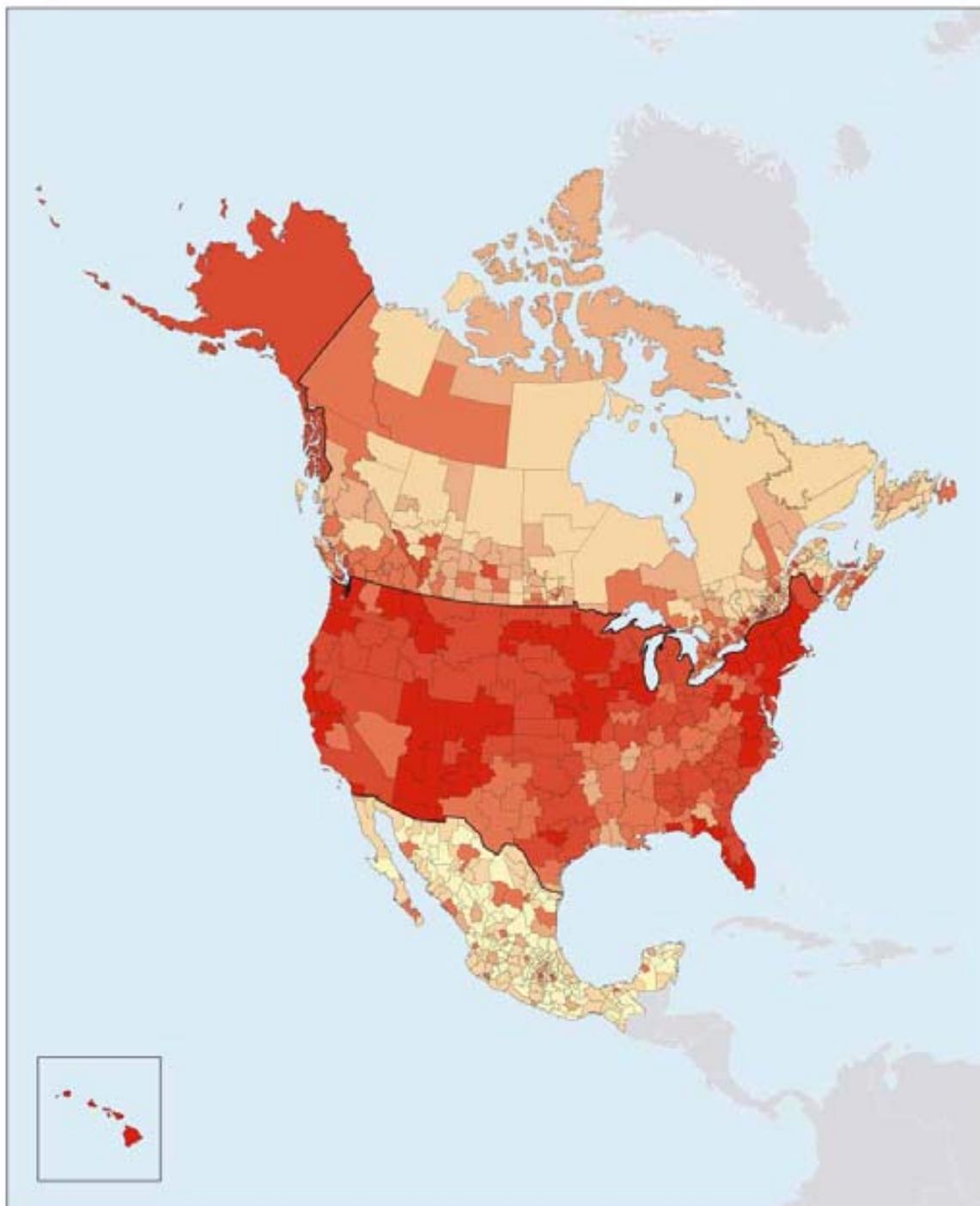
En pourcentage de la population dans la tranche d'âge 25-64 ans, 2001



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147080374773>

11.7. Population ayant accompli des études supérieures : Amérique du Nord En pourcentage de la population dans la tranche d'âge 25-64 ans, 2001

- Supérieur à 35 %
- Entre 28 % et 35 %
- Entre 22 % et 28 %
- Entre 18 % et 22 %
- Entre 8 % et 18 %
- Inférieur à 8 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147080374773>

Nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur et niveaux d'études supérieures : quelle relation?

Un bon niveau d'études et de formation est déterminant pour le bien-être social et économique des régions comme des individus. L'éducation joue un rôle clé en apportant aux individus les connaissances, les qualifications et les compétences nécessaires pour jouer un rôle efficace dans la société. Les niveaux d'études supérieures et le nombre d'étudiants de l'enseignement tertiaire constituent des indicateurs du stock actuel et futur de « capital humain » d'une région.

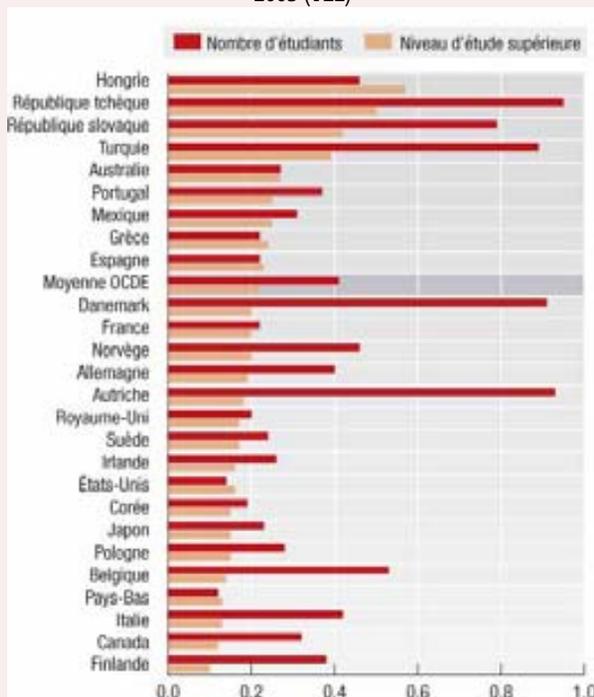
La répartition de la population à hautes qualifications dépend essentiellement du rendement salarial de l'éducation. Les personnes qui possèdent ces qualifications sont attirées vers les lieux à forte concentration d'individus hautement qualifiés. D'un autre côté, le nombre d'étudiants dans l'enseignement tertiaire est fonction des lieux où sont situées les universités. Dans certains pays, celles-ci tendent à être concentrées dans quelques grandes villes, tandis que dans d'autres elles tendent à être beaucoup plus décentralisées.

Dans de nombreux pays les étudiants de l'enseignement tertiaire sont moins également répartis que la population à hautes qualifications (graphique 11.8). Cependant, pour la plupart des pays, le coefficient de variation ne présente pas de grandes différences. Seuls quelques pays (Autriche, Belgique, République tchèque, Danemark, République slovaque et Turquie) affichent de très importants écarts des coefficients de variation, ce qui, comme on l'a dit, peut être symptomatique d'une concentration des universités dans quelques régions.

D'une façon générale, il semble y avoir une corrélation positive entre les niveaux d'études tertiaires atteints et le nombre d'étudiants (graphique 11.9), ce qui indiquerait une relation entre le nombre d'étudiants présents à l'université et le marché du travail pour les hautes qualifications. Cependant, cette corrélation n'est significative que pour la République tchèque, la France, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Suède, la Turquie et le Royaume-Uni.

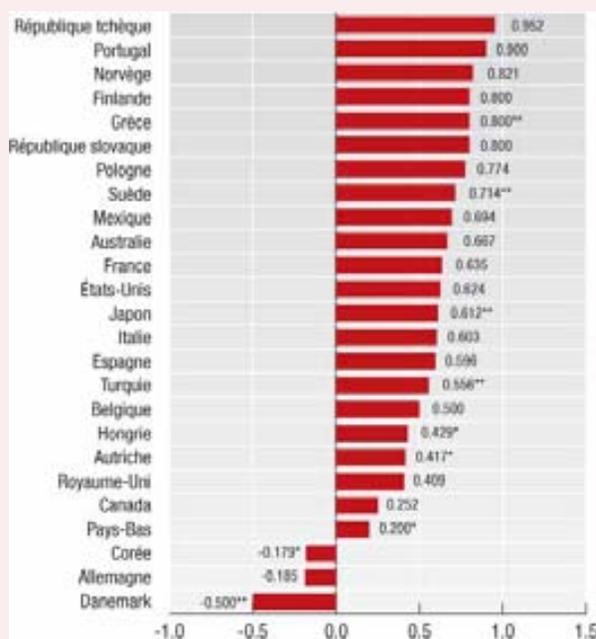
11.8. Les étudiants de l'enseignement tertiaire sont moins également répartis que la population à hautes qualifications

Coefficient de variation, niveaux d'études supérieures atteints et nombre d'étudiants de l'enseignement tertiaire, 2003 (TL2)



11.9. La corrélation de Spearman entre les niveaux d'études tertiaires atteints et le nombre d'étudiants est positive dans la plupart des pays

Corrélation de Spearman entre les niveaux d'études supérieures atteints et le nombre d'étudiants de l'enseignement tertiaire, 2003 (TL2)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/145783786152>

12. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage varie sensiblement selon les pays de l'OCDE. En 2003, un écart de 17 points de pourcentage séparait le plus faible taux de chômage (2.5 % au Mexique) du plus fort (19.6 % en Pologne) (graphique 12.1).

Le chômage régional est un enjeu important

Cette importante disparité des taux de chômage nationaux masque des disparités régionales plus marquées encore. Ainsi, en 2003, en Italie, en Pologne, en Espagne et en Allemagne, la variation régionale des taux de chômage était supérieure à 19 points de pourcentage (graphique 12.2). Seuls les Pays-Bas, la Corée et l'Irlande présentaient une plus grande homogénéité de leurs taux de chômage régionaux (moins de 3 points de pourcentage d'écart).

Si la fourchette de variation montre l'écart entre les régions affichant le plus fort et le plus faible taux de chômage, l'indice de Gini mesure les disparités entre les régions d'un même pays. L'indice prend une valeur située entre 0 et 1 : plus cette valeur est élevée, plus les disparités régionales sont importantes.

En 2003, ce sont l'Italie (0.43), l'Islande (0.34), l'Allemagne (0.28), le Canada, la Belgique et l'Espagne (0.24) qui ont affiché les indices de Gini les plus élevés, tandis que les Pays-Bas (0.09), l'Irlande et le Japon (0.11), la Suède, les États-Unis et la Grèce (0.12) affichaient les indices les plus faibles (graphique 12.3).

Presque la moitié de la population active de l'OCDE vit dans des régions à fort taux de chômage

En 2003, 49 % de la population active de l'OCDE se situaient dans des régions où les taux de chômage étaient supérieurs à la moyenne nationale. Ce pourcentage était particulièrement élevé en Islande (75 %), en Suisse (74 %), en Corée (66 %), au Mexique

(65 %), au Portugal (64 %), en Turquie (60 %), en Autriche, en France et aux États-Unis (58 %), aux Pays-Bas (57 %) et au Danemark (56 %). Le Canada et l'Australie s'avèrent être les pays où la plus forte proportion de la population active vit dans des régions à faible taux de chômage (78 % et 76 % respectivement).

Durant la période 1998-2003, la proportion de la population active résidant dans des régions à chômage élevé a augmenté le plus aux Pays-Bas (41 points de pourcentage), aux États-Unis (23), en Suisse (16), en République slovaque (13), en Norvège (12), en France (11), en République tchèque et en Pologne (10). Les plus fortes réductions ont été observées en Grèce (-28 points de pourcentage), au Japon (-18), en Allemagne (-14) et en Italie (-10).

Le chômage de longue durée varie sensiblement aussi

On observe aussi des écarts notables des taux de chômage de longue durée entre les régions d'un même pays.

En 2003, le pays qui a affiché l'indice de Gini des taux de chômage de longue durée le plus élevé (graphique 12.4) a été l'Italie (0.55), suivie de l'Autriche (0.43), de la Belgique (0.38), de la République tchèque (0.35) et de la Finlande (0.34). Les pays qui ont affiché l'indice de Gini le plus faible sont la Pologne et les Pays-Bas (0.12), la Suède (0.14) et l'Irlande (0.15).

En 2003, 57 % de la population active de l'OCDE vivaient dans des régions où le taux de chômage de longue durée était supérieur à la moyenne nationale. Ce pourcentage était particulièrement élevé en Grèce (90 %), en République slovaque (87 %), au Canada (79 %), au Portugal (68 %) et en Espagne (61 %). Les Pays-Bas (10 %), l'Allemagne (22 %) et l'Irlande (25 %) sont les pays où le plus faible pourcentage de la population active réside dans des régions à fort taux de chômage de longue durée.

Définitions

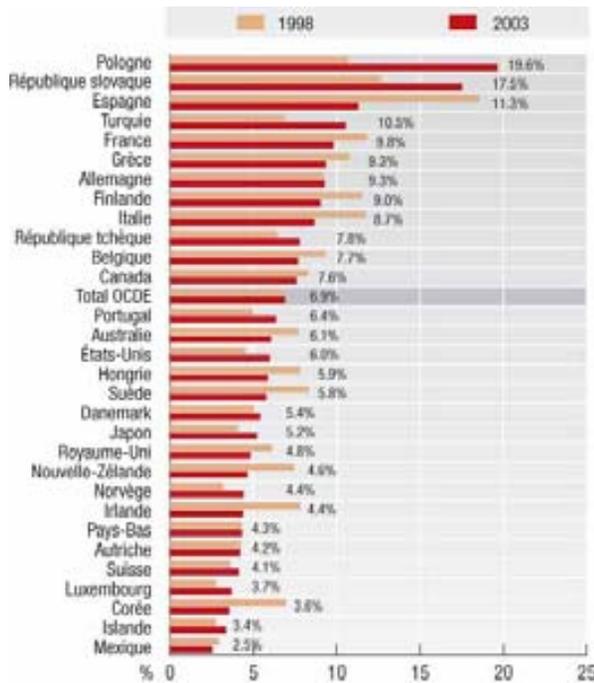
Le taux de chômage est le rapport des chômeurs à la population active, c'est-à-dire les actifs occupés plus les chômeurs. Une personne est définie comme chômeur si elle est sans emploi, disponible pour travailler et qu'elle cherche activement un emploi.

Le taux de chômage de longue durée est le rapport du chômage de longue durée à la population active. Il comprend l'ensemble des personnes qui sont au chômage et à la recherche d'un emploi depuis au moins 12 mois.

12. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX DE CHÔMAGE

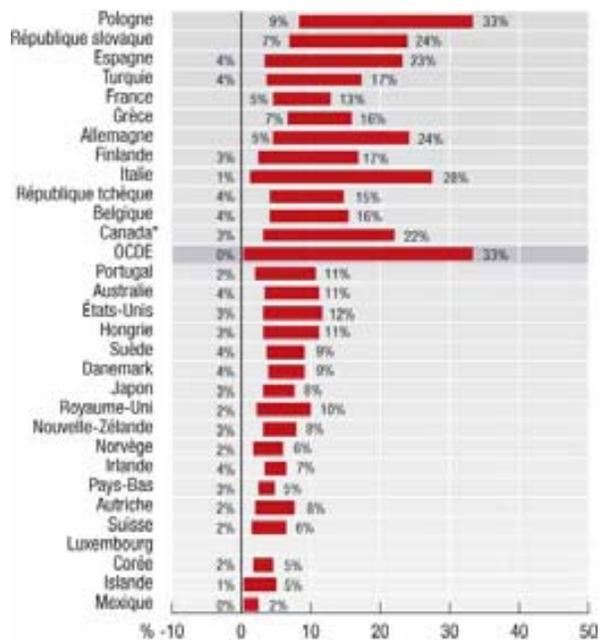
12.1. Les taux de chômage varient notablement selon les pays de l'OCDE...

Taux de chômage national



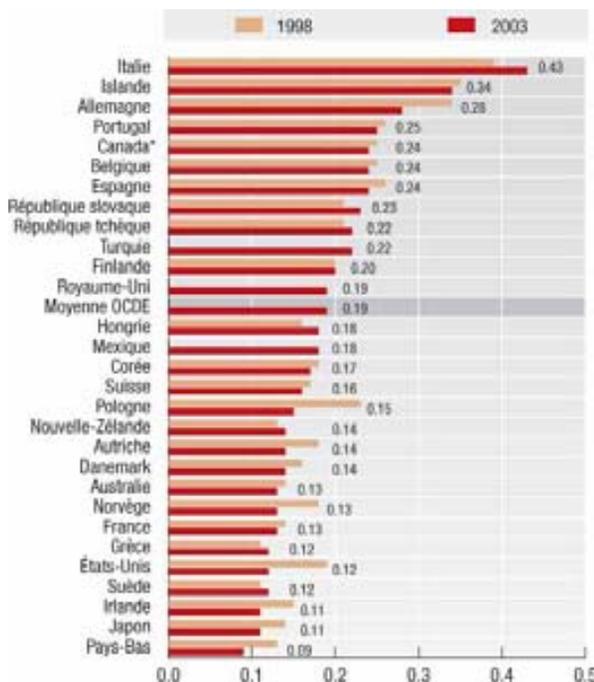
12.2. ... mais les disparités de taux de chômage sont encore plus marquées entre régions

Variation des taux de chômage régionaux dans chaque pays, 2003 (TL3)



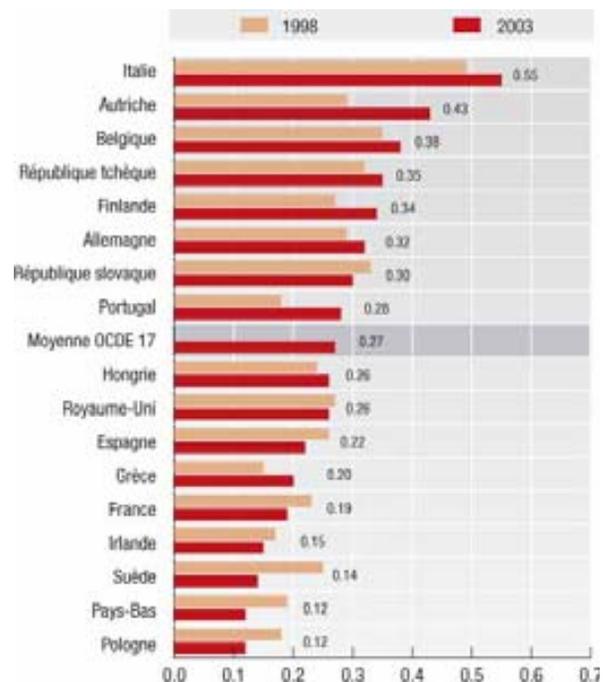
12.3. En 2003, c'est en Italie et en Islande qu'on a observé les plus fortes disparités régionales des taux de chômage

Indice de Gini des disparités régionales des taux de chômage (TL3)



12.4. En 2003, c'est en Italie qu'on a observé les plus fortes disparités régionales des taux de chômage de longue durée

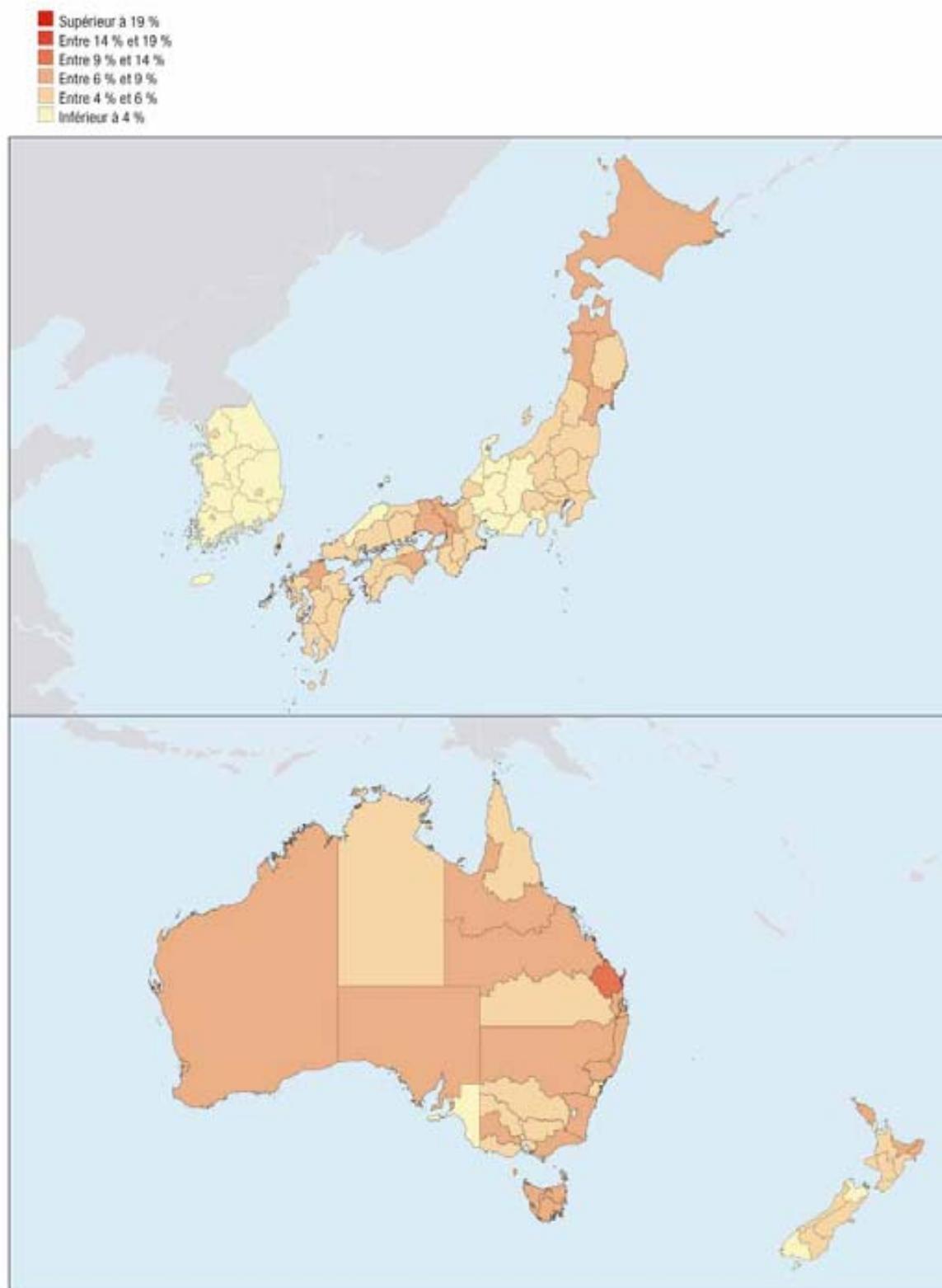
Indice de Gini des disparités régionales des taux de chômage de longue durée (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145788538618>

12. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX DE CHÔMAGE

12.5. Taux de chômage régional : Asie et Océanie 2003

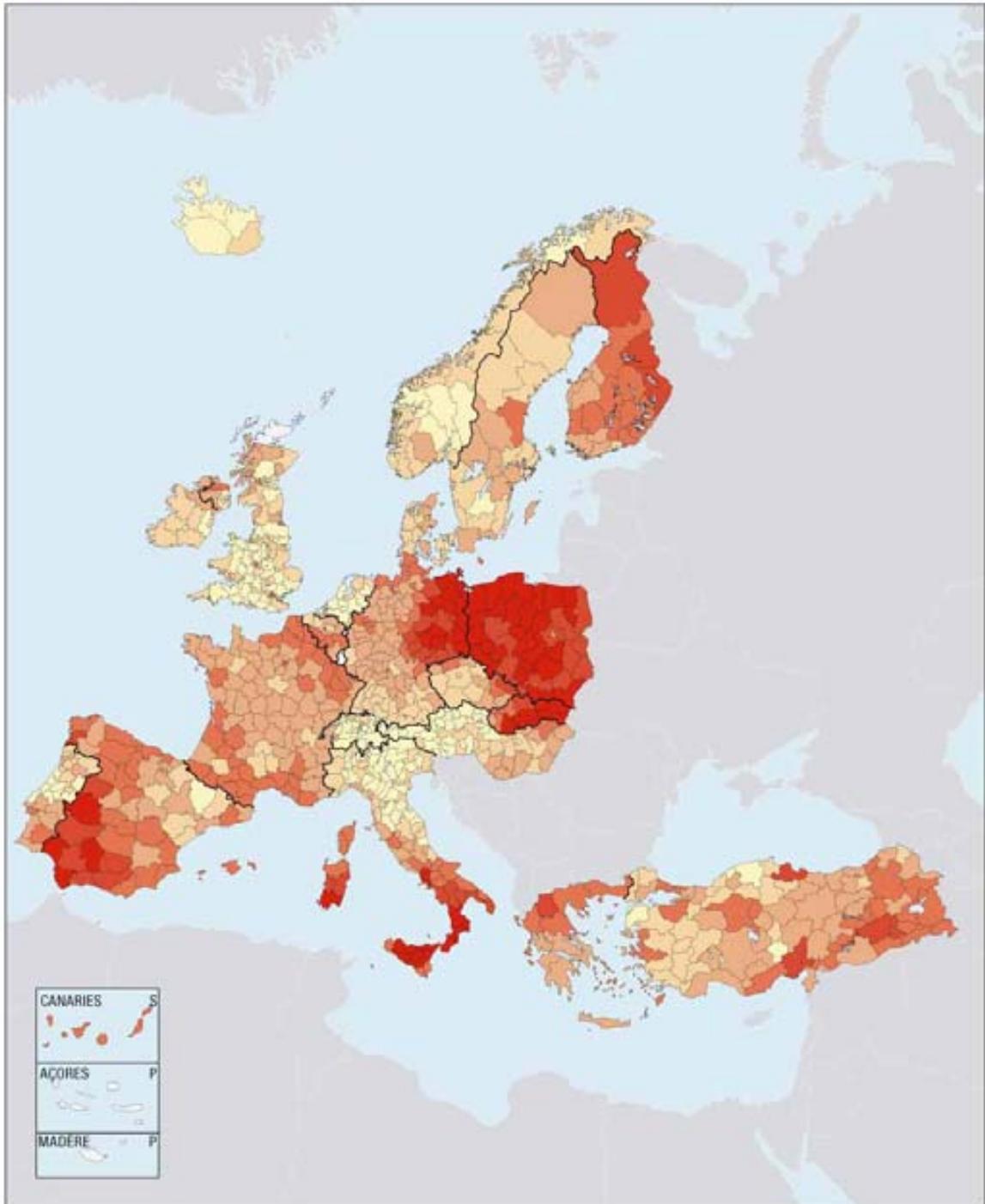


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147084121022>

12. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX DE CHÔMAGE

12.6. Taux de chômage régional : Europe 2003

- Supérieur à 19 %
- Entre 14 % et 19 %
- Entre 9 % et 14 %
- Entre 6 % et 9 %
- Entre 4 % et 6 %
- Inférieur à 4 %

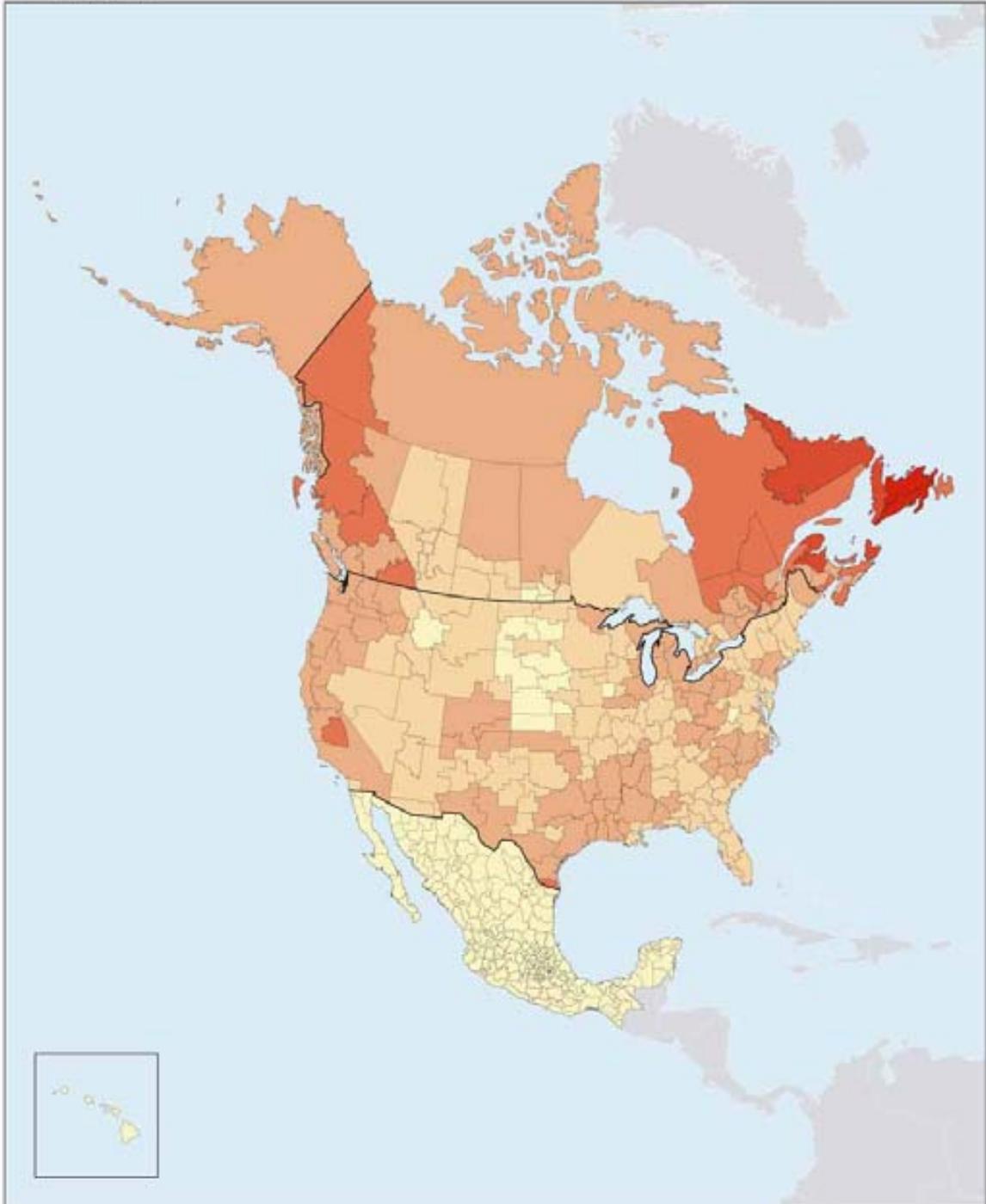


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147084121022>

12. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX DE CHÔMAGE

12.7. Taux de chômage régional : Amérique du Nord 2003

- Supérieur à 19 %
- Entre 14 % et 19 %
- Entre 9 % et 14 %
- Entre 6 % et 9 %
- Entre 4 % et 6 %
- Intérieur à 4 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147084121022>

Le chômage régional : défaillance du marché ou rigidité des salaires?

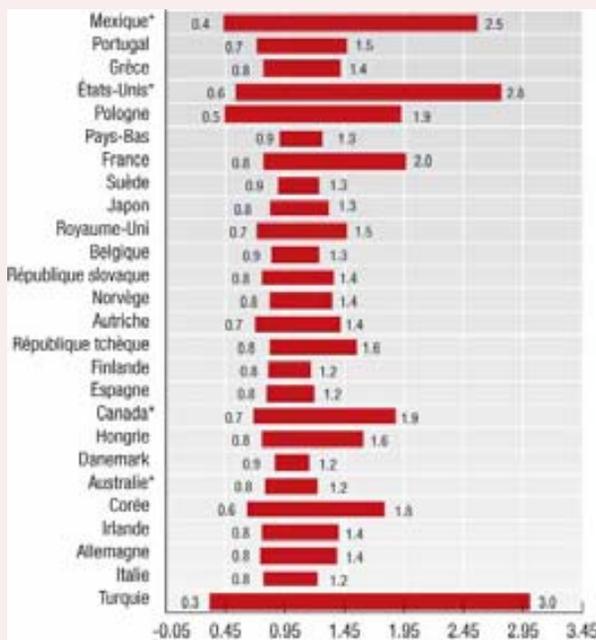
Les taux de chômage varient sensiblement selon les régions et, dans beaucoup de pays, ces disparités persistent depuis longtemps. La persistance des disparités régionales devrait pousser les individus à quitter les régions où le taux de chômage est élevé pour s'installer dans les régions où il est faible afin de profiter de plus larges opportunités d'emploi. La mobilité, cependant, implique des coûts et même si à long terme les gains monétaires du déplacement devaient excéder les coûts monétaires, l'imperfection des marchés financiers, l'aversion au risque ou l'importance des liens sociaux peuvent rendre les bénéfices économiques et sociaux nets de la mobilité insuffisants pour attirer les personnes des régions à fort chômage vers les régions à faible chômage.

Si une « défaillance du marché » empêche l'ajustement entre les régions, la flexibilité des salaires devrait assurer l'équilibre du marché du travail à l'intérieur des régions. En effet, tant que le salaire correspond à la productivité marginale du travail, la demande de main-d'œuvre s'ajustera toujours à l'offre dans chaque région. C'est pourquoi la rigidité salariale est souvent considérée comme la cause principale des disparités régionales de taux de chômage. Si par exemple, les salaires sont fixés au niveau national, les différences régionales de productivité (graphique 12.8) se traduiront nécessairement par un taux de chômage plus élevé dans les régions à faible productivité.

Le graphique 12.9 indique les coefficients de corrélation entre les taux de chômage et la productivité dans chaque pays. Un coefficient négatif – indiquant que le chômage est élevé dans les régions à faible productivité – serait cohérent avec l'hypothèse selon laquelle la rigidité salariale ou le manque de mobilité des travailleurs entre les régions constitue un facteur significatif des disparités régionales. Dans 17 pays sur 25, la corrélation est négative; dans 11 d'entre eux elle est également statistiquement significative. Ces résultats doivent être interprétés avec prudence pour au moins deux raisons. D'abord, il y a des écarts considérables de niveaux de prix entre les régions mais, faute de données statistiques, la productivité régionale est mesurée aux prix nationaux. Deuxièmement, la théorie économique prédit le rapport entre la productivité marginale et les salaires, tandis que la corrélation est basée sur la productivité moyenne. Malgré cela, les chômages régionaux observés ne semblent pas incompatibles avec l'hypothèse selon laquelle les disparités du chômage résultent de la rigidité salariale ou du manque de mobilité des travailleurs.

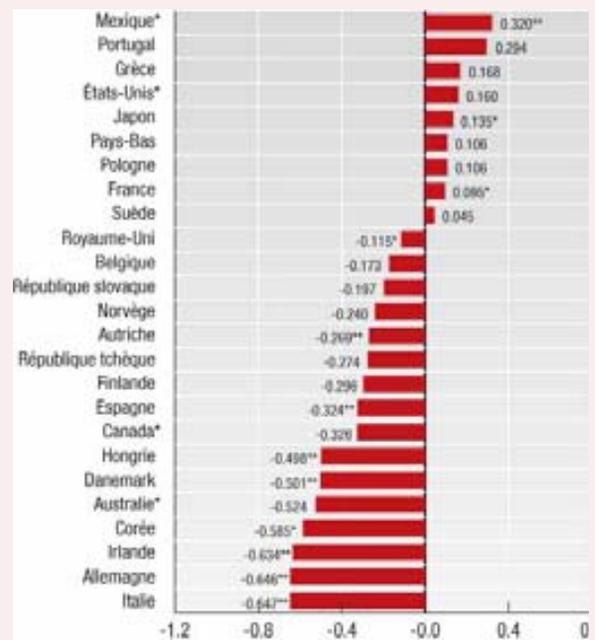
12.8. Il existe des différences significatives de productivité du travail selon les régions

Variation de la productivité régionale du travail par rapport à la productivité nationale, 2003 (TL3)



12.9. Dans plusieurs pays, les régions à faible productivité tendent à accuser des taux de chômage plus élevés

Coefficient de corrélation de Spearman entre taux de chômage régional et PIB régional par travailleur, 1998-2003 (TL3)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145788538618>

13. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX D'ACTIVITÉ

Les taux d'activité varient considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. En 2003, les disparités entre pays atteignaient 36 points, avec des taux compris entre 51 % en Turquie et 87 % en Islande (graphique 13.1).

Des variations marquées en France, en Turquie et en Australie

Ces différences internationales marquées cachent des différences régionales plus grandes encore. En 2003, les écarts de taux d'activité entre régions dépassaient 40 points de pourcentage en France (49), en Turquie (44) et en Australie (42) (graphique 13.2). Seuls les Pays-Bas, la Norvège (6 points de pourcentage), le Danemark (7), la Suède, la République tchèque, la République slovaque (8), l'Islande (10) et la Belgique (9) affichaient une plus grande homogénéité entre les régions.

Tandis que ces écarts révèlent la différence entre la région qui accuse le plus faible taux d'activité et celle qui affiche le taux le plus élevé, l'indice de Gini mesure les disparités entre toutes les régions d'un pays donné. L'indice peut prendre une valeur de 0 à 1 : plus cette valeur est élevée, plus les disparités régionales sont grandes.

En 2003, les pays qui affichaient l'indice de Gini le plus élevé étaient la Pologne et l'Irlande (0.07), et la Turquie, l'Italie et le Mexique (0.06) (graphique 13.3). Les pays ayant la plus faible dispersion régionale des taux d'activité étaient la Norvège, la République tchèque, la Suède et les Pays-Bas (0.01).

Les faibles taux d'activité touchent plus de la moitié de la population

En 2003, plus de la moitié (53 %) de la population de l'OCDE était située dans des régions où les taux d'activité étaient inférieurs à la moyenne nationale. Ce pourcentage était particulièrement élevé en Islande (85 %), en République slovaque (78 %), en Corée (76 %), au Japon (72 %), en Grèce (71 %) et en Turquie (68 %). En revanche, une majorité de la population d'âge actif était située dans des régions à fort taux d'activité en Australie (82 %), en Autriche

(80 %), au Canada (77 %), au Mexique (74 %), au Portugal et en Suisse (69 %).

Durant la période 1998-2003, la proportion de la population d'âge actif vivant dans des régions où le taux d'activité est inférieur à la moyenne nationale a augmenté surtout en Corée (21 points de pourcentage), au Portugal (19), en France (15) et en République slovaque (14), tandis qu'elle a diminué surtout en Suède (-18), en Belgique (-16), en Espagne (-11) et au Canada (-10).

Les taux d'activité des femmes varient encore plus

En 2003, le taux d'activité des femmes dans l'ensemble des pays de l'OCDE s'établissait à 61 %, avec un minimum de 29 % en Turquie et un maximum de 87 % en Islande. Selon l'indice de Gini, en 2003 les plus fortes disparités régionales des taux d'activité des femmes étaient observées en Italie (0.12), en Irlande (0.08), en Espagne et en Pologne (0.07) (graphique 13.4). Les pays où les disparités étaient les plus faibles sont la République tchèque, la Suède, le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas, tous avec un indice de Gini de 0.02.

En 2003, plus de la moitié (59 %) de la population féminine d'âge actif de l'OCDE vivait dans des régions où le taux d'activité était inférieur à la moyenne nationale. Ce pourcentage était particulièrement élevé en Grèce (83 %), aux États-Unis (72 %), au Japon (71 %), en République tchèque (69 %), en République slovaque (65 %), en Nouvelle-Zélande (64 %) et en Belgique (63 %). En Australie, au Canada, en Autriche, en Norvège, en Finlande, en Espagne, en Hongrie et en Irlande, une majorité de la population féminine d'âge actif était basée dans des régions à fort taux d'activité féminine.

Durant la période 1998-2003, la proportion de femmes de 15 à 64 ans vivant dans des régions à faible taux d'activité a augmenté surtout en Grèce (13 points de pourcentage), en Belgique (10), aux Pays-Bas (6), en République tchèque et en Autriche (5) et au Royaume-Uni (4). Elle a diminué surtout en Suède (-29), en Hongrie (-8), en Italie (-5), en Finlande (-4), aux États-Unis, en Australie et en Norvège (-3).

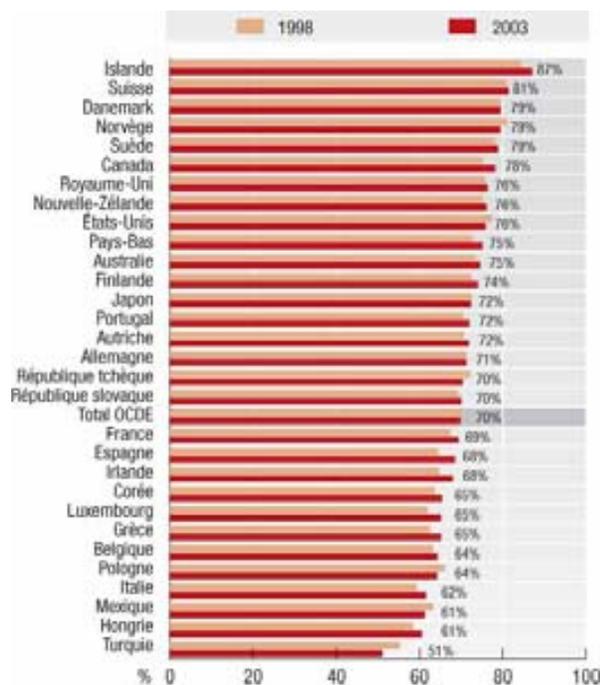
Définition

Le taux d'activité est le rapport de la population active à la population d'âge actif (15-64 ans). La population active est définie comme la somme des actifs occupés et des chômeurs. Le taux d'activité des femmes est le rapport de la population féminine active à la population féminine d'âge actif.

13. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX D'ACTIVITÉ

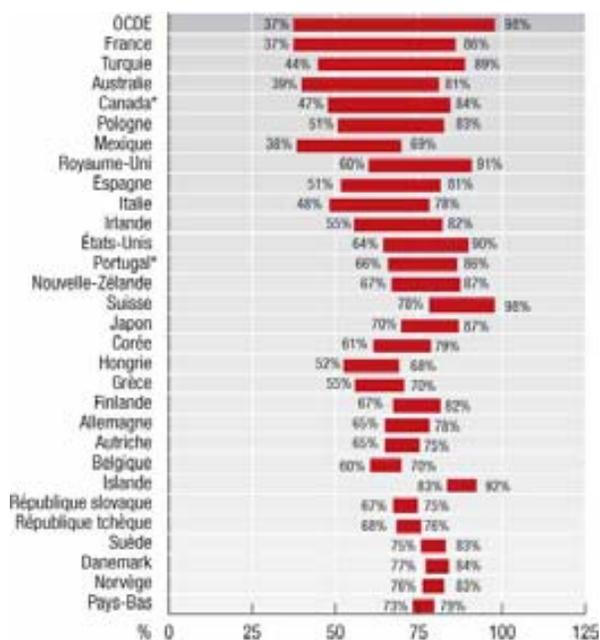
13.1. Les taux d'activité varient notablement selon les pays de l'OCDE...

Taux d'activité nationaux



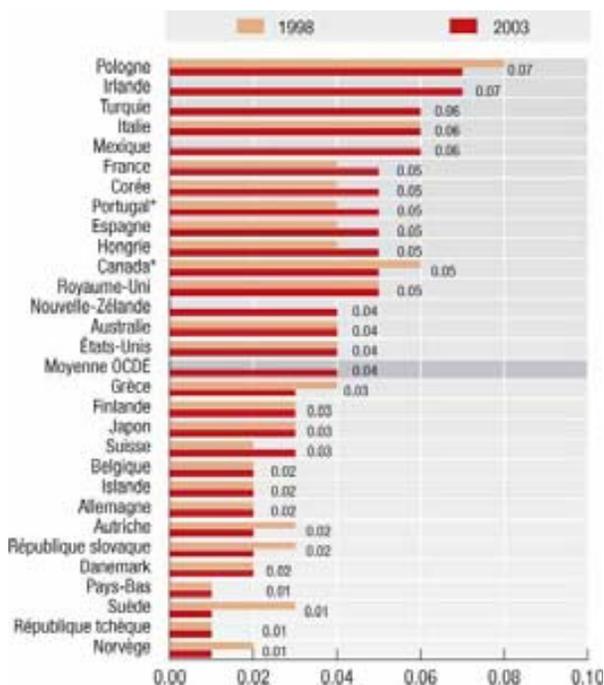
13.2. ... mais les disparités sont encore plus marquées d'une région à l'autre

Variation des taux d'activité entre les régions d'un même pays, 2003 (TL3)



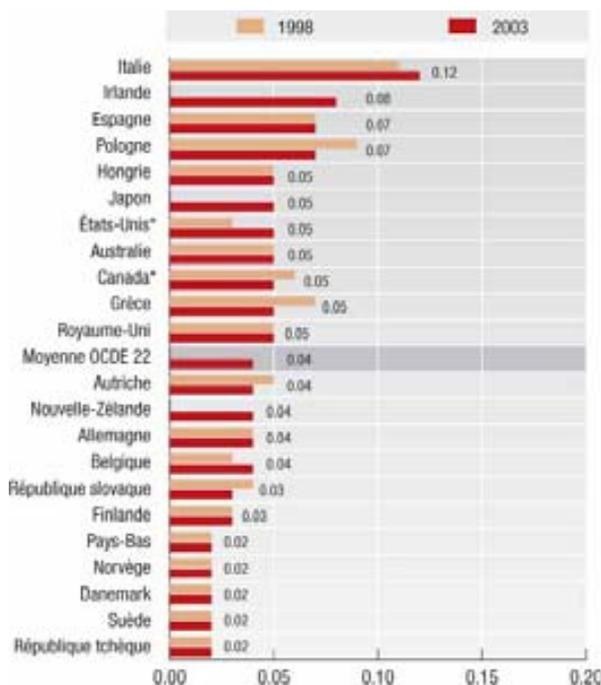
13.3. En 2003, c'est en Pologne, en Irlande, en Turquie et en Italie qu'ont été observées les plus fortes disparités régionales des taux d'activité

Indice de Gini des disparités régionales des taux d'activité (TL3)



13.4. En 2003, les plus fortes disparités des taux d'activité des femmes étaient observées en Italie, en Irlande, en Espagne et en Pologne

Indice de Gini des disparités régionales des taux d'activité féminine (TL3)



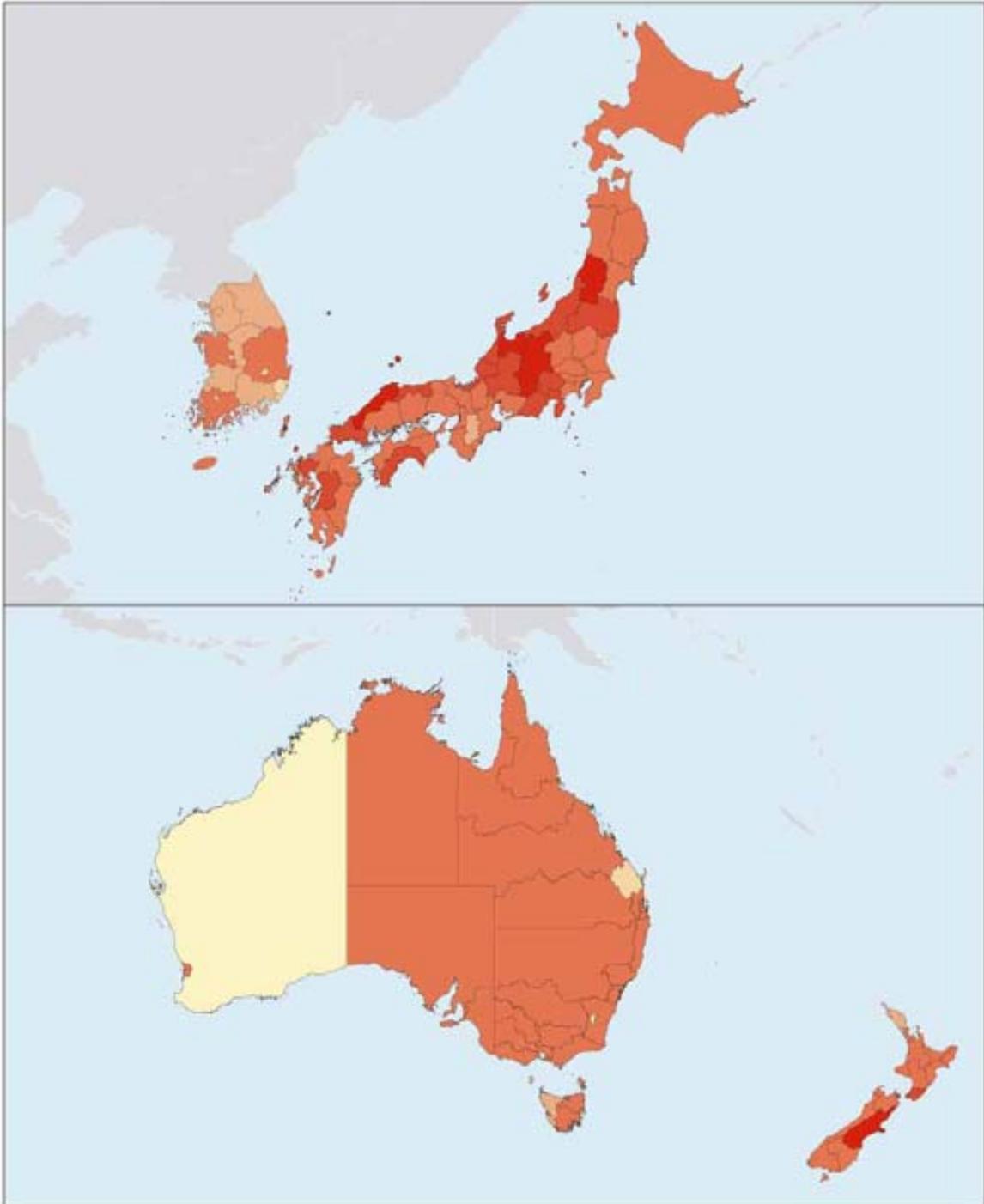
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145870157662>

13. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX D'ACTIVITÉ

13.5. Taux d'activité régional : Asie et Océanie

Hommes et femmes, 2003

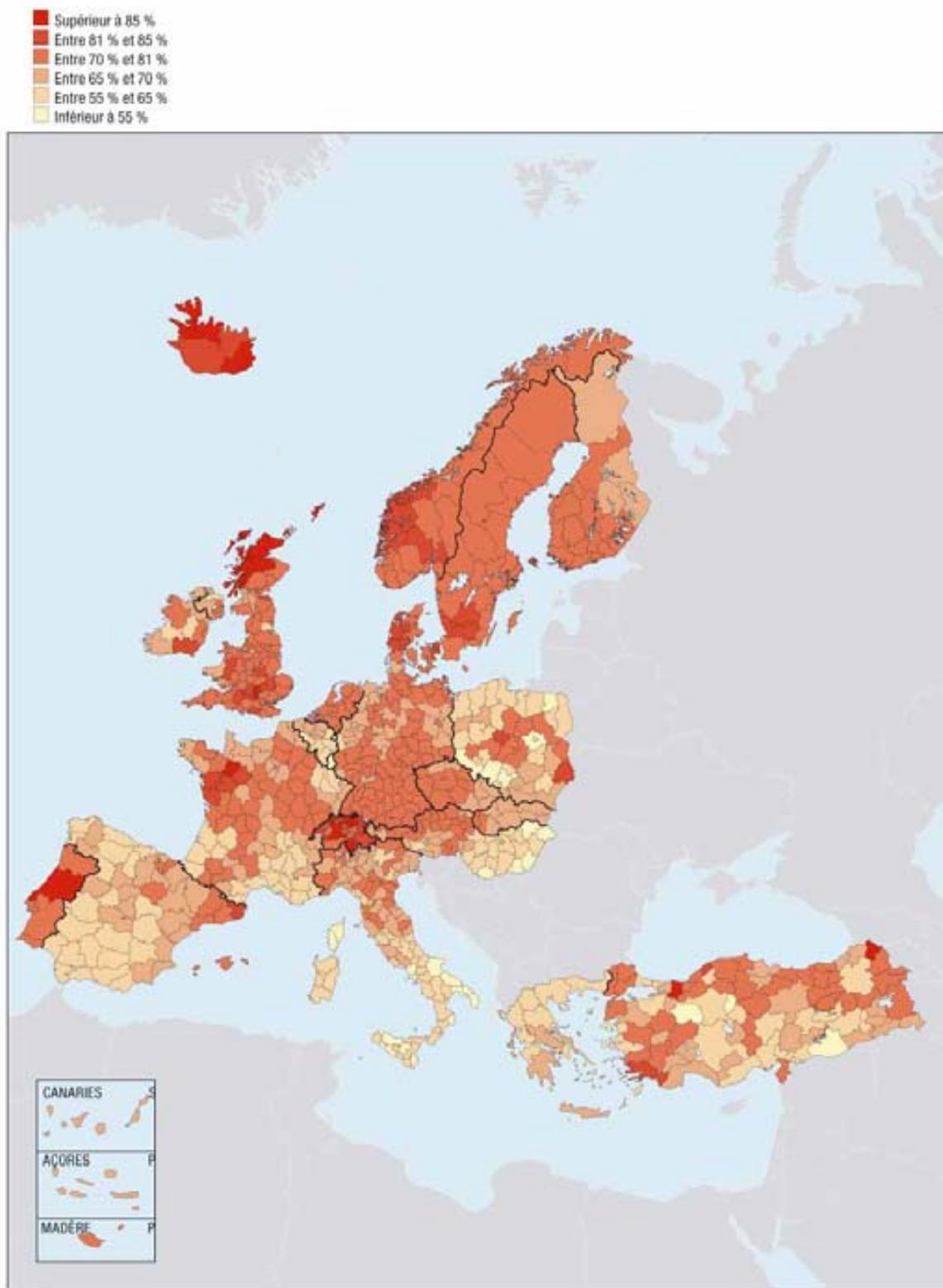
- Supérieur à 85 %
- Entre 81 % et 85 %
- Entre 70 % et 81 %
- Entre 65 % et 70 %
- Entre 55 % et 65 %
- Inférieur à 55 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147102213440>

13. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX D'ACTIVITÉ

13.6. Taux d'activité régional : Europe Hommes et femmes, 2003



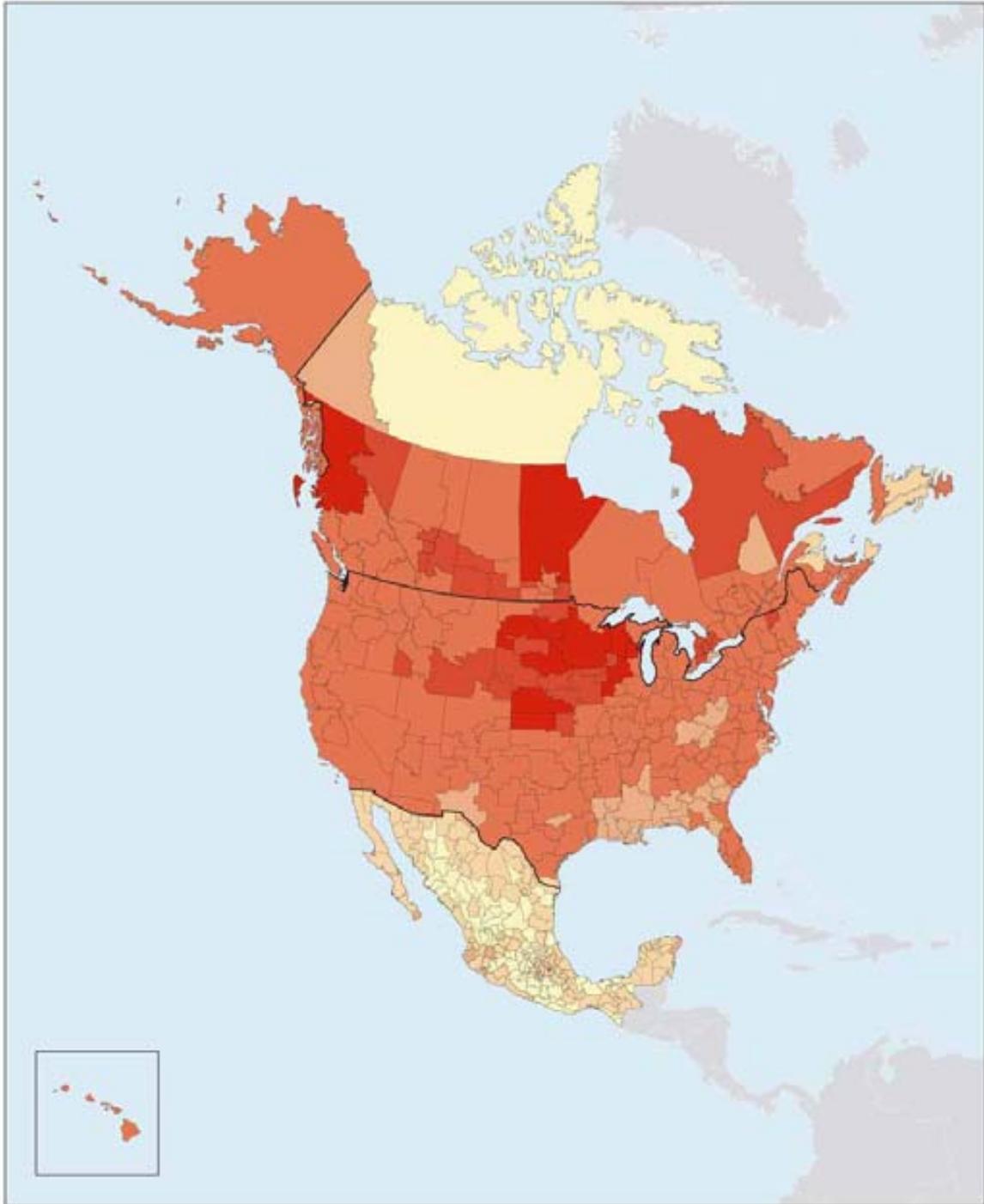
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147102213440>

13. DISPARITÉS RÉGIONALES DES TAUX D'ACTIVITÉ

13.7. Taux d'activité régional : Amérique du Nord

Hommes et femmes, 2003

- Supérieur à 85 %
- Entre 81 % et 85 %
- Entre 70 % et 81 %
- Entre 65 % et 70 %
- Entre 55 % et 65 %
- Inférieur à 55 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147102213440>

Entrée sur le marché du travail : opportunités d'emploi et disparités régionales

Les taux d'activité, c'est-à-dire le rapport entre la population active et la population d'âge actif, varient de manière significative d'une région à l'autre. Ces différences peuvent être le résultat de trois facteurs : la structure démographique, les normes sociales (par exemple, le rôle de la femme dans la société) et les opportunités économiques.

La propension à participer au marché du travail tend à évoluer avec l'âge : elle est faible pour les jeunes pendant les études, augmente pour les adultes et diminue à nouveau avec l'âge du fait de la retraite. Par conséquent, plus le pourcentage de jeunes ou de personnes âgées dans la population est élevé, plus les taux d'activité sont faibles.

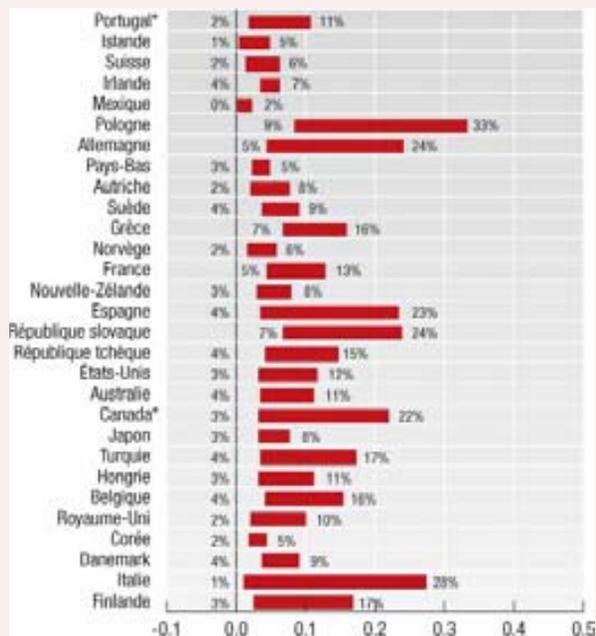
Les taux d'activité sont également fonction de la composition par sexe de la population. Du fait des coutumes sociales, la participation au marché du travail tend à être plus faible pour les femmes que pour les hommes, de sorte que plus le pourcentage de femmes dans une région est élevé, plus le taux d'activité sera faible. Cependant, leur propension à participer au marché du travail augmente lorsque les services sociaux adéquats sont disponibles dans les régions (dispositifs d'accueil des enfants, congé parental, etc.). Les taux d'activité des femmes tendent aussi à être plus élevés lorsque davantage d'opportunités économiques s'offrent à elles; on peut donc s'attendre à ce que leurs taux d'activité soient plus élevés dans les régions urbaines et intermédiaires. De fait, en 2003, dans 13 pays de l'OCDE sur 19, c'est dans les régions essentiellement urbaines que le taux d'activité des femmes était le plus élevé.

Les opportunités économiques sont le troisième facteur qui influe sur les taux d'activité. Des disparités régionales importantes des taux de chômage (graphique 13.8) indiquent que les opportunités d'emploi peuvent varier sensiblement d'une région à l'autre : plus le taux de chômage est élevé, plus faible est la probabilité pour un individu donné de trouver un emploi et par conséquent moins il est incité à entrer sur le marché du travail. En fait, le graphique 13.9 fait apparaître une corrélation négative significative entre taux d'activité et taux de chômage régionaux dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception du Portugal, de l'Islande, de la Suisse et de l'Irlande (où les chiffres ne sont pas statistiquement significatifs).

Dans les 25 pays restants, la corrélation est négative et statistiquement significative, sauf pour la Nouvelle-Zélande, le Mexique et les Pays-Bas, ce qui indique que les taux d'activité sont faibles dans les régions où le chômage est élevé. Le schéma général montre que les disparités régionales d'opportunités d'emploi constituent une explication majeure des différences de taux observées.

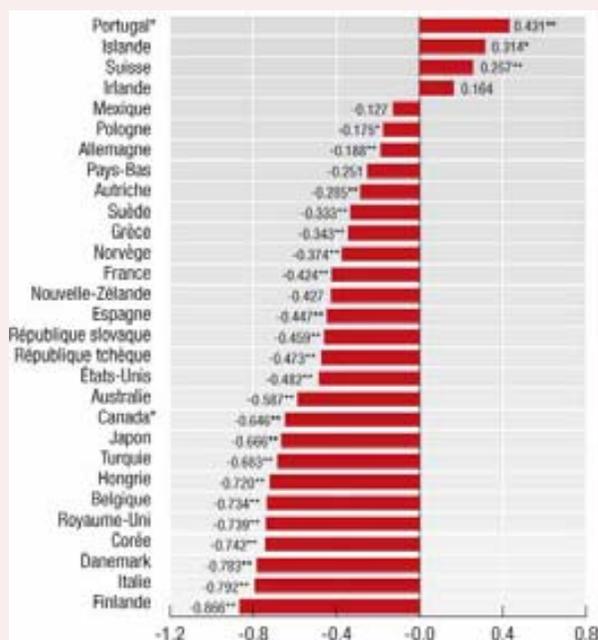
13.8. Les taux de chômage varient notablement selon les régions

Variation des taux de chômage entre régions d'un même pays, 2003 (TL3)



13.9. Les taux d'activité sont faibles dans les régions à chômage élevé

Corrélation de Spearman entre taux d'activité et taux de chômage régionaux, 1998-2003 (TL3)



* val. significative à 95 % ** val. significative à 99 %

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145870157662>

LES PRINCIPAUX MOTEURS DE LA CROISSANCE RÉGIONALE

Les performances économiques varient considérablement d'une région de l'OCDE à l'autre. Mais pourquoi certaines régions sont-elles plus compétitives que d'autres? L'analyse comparative régionale permet d'identifier les facteurs de réussite de certaines régions et de détecter l'existence de ressources inexploitées dans d'autres.

L'analyse comparative régionale consiste à comparer le taux de croissance d'une région à celui de toutes les autres régions de l'OCDE. Les régions qui réussissent croîtront plus vite que les autres régions de l'OCDE et verront leur part de PIB dans le total de l'OCDE augmenter. Au contraire, la croissance du PIB sera plus lente dans les régions moins compétitives, de sorte que leur part dans le PIB total de l'OCDE diminuera.

Sources nationales et régionales de croissance

La croissance du PIB régional peut être considérée comme résultant de plusieurs facteurs. Premièrement, les performances régionales dépendent dans une large mesure de facteurs propres au pays considéré, comme les politiques nationales et la conjoncture économique. Deuxièmement, elle dépend de facteurs propres à la région, tels que les tendances démographiques et les ressources naturelles régionales. Enfin, elle dépend des politiques régionales, c'est-à-dire de la capacité de la région à accroître sa productivité, à changer de spécialisation pour saisir de nouvelles possibilités de marché, à accroître l'efficacité du marché du travail local et à investir dans les compétences et dans l'innovation.

Pour tenir compte de la contribution de ces différents facteurs, on peut décomposer les variations de la part du PIB de chaque région dans le PIB total de l'OCDE en :

- **Facteurs nationaux** : variations de la part du PIB du pays dans le PIB total de l'OCDE.
- **Facteurs régionaux** : variations de la part du PIB de la région dans le PIB du pays.

Si toutes les régions d'un pays ont une croissance plus rapide que les régions des autres pays de l'OCDE, alors on peut attribuer cette plus

grande rapidité aux bonnes performances de l'ensemble du pays (facteurs nationaux).

Dans la mesure où une région croît plus rapidement que toutes les autres régions de l'OCDE, y compris celles du même pays, on peut imputer cette plus grande rapidité de croissance à la bonne performance de la région (facteurs régionaux).

Les six facteurs clés de la croissance

Les facteurs régionaux eux-mêmes résultent des variations de six grandes composantes :

- **La productivité**
- **La spécialisation des activités économiques**
- **Les taux d'emploi**
- **Les taux d'activité**
- **Les taux d'activité en fonction de l'âge**
- **La population**

On trouvera une explication détaillée de cette méthodologie dans la section « Sources et méthodologie ».

Chacune de ces composantes peut être considérée comme un indicateur des déterminants de la performance économique régionale. La productivité moyenne du travail est indicative de la productivité du système régional de production; la spécialisation indique l'apport des activités économiques à forte valeur ajoutée; les taux d'emploi mesurent l'efficacité du marché du travail local; les taux d'activité résument les caractéristiques de la population active régionale; les taux d'activité en fonction de l'âge et la population rendent compte de l'évolution régionale de la population d'âge actif et de la population en général.

Ressources naturelles et atouts régionaux

Ces six composantes sont influencées par deux types de ressources : les dotations naturelles et les atouts régionaux. Les dotations naturelles sont les caractéristiques d'une région qui ne peuvent pas être modifiées ou seulement à long terme : par exemple le lieu géographique, les ressources naturelles, le caractère urbain ou rural

et la démographie. Les atouts régionaux sont toutes les ressources qui pourraient être mieux utilisées et réparties de façon à générer un PIB par habitant plus élevé : par exemple, transports, infrastructures générales, infrastructures de tourisme, paramètres du marché du travail, capital humain et social. Cette distinction a des implications importantes pour la politique à suivre : si les dotations naturelles sont « une donnée » de la région, les atouts régionaux, eux, peuvent être mobilisés par des politiques appropriées.

Le rôle de la spécialisation

Les variations de la part du PIB d'une région dans le PIB total du pays peuvent par conséquent s'expliquer selon la méthodologie illustrée au tableau 14.1. Une croissance rapide du PIB par travailleur – par rapport au taux du croissance du pays – peut être due à la spécialisation ou à sa réorientation vers des secteurs caractérisés par une plus forte croissance de la productivité, à de meilleures infrastructures, des compétences élevées ou une technologie de production plus efficiente. La spécialisation étant le fruit des avantages comparatifs, la proportion de la croissance de la productivité qui est due à des facteurs non reproductibles (par exemple, terres, pétrole, etc.) peut s'interpréter comme résultant des dotations naturelles. Au contraire, dans la mesure où les infrastructures, les technologies et les compétences sont des ressources reproductibles, la proportion restante de la croissance de la productivité peut

être considérée comme résultant des politiques de la région.

L'efficacité du marché du travail peut être améliorée

Une forte croissance des taux d'emploi peut être due à un relèvement des niveaux de compétences ou à une plus grande efficacité du marché du travail local. Ces deux composantes peuvent être considérées comme résultant des atouts régionaux : les compétences, en effet, peuvent être améliorées par la formation et l'éducation, et des changements de la réglementation de l'emploi et des institutions du travail augmentent l'efficacité du marché du travail régional.

Une augmentation relative des taux d'activité peut résulter d'une augmentation de la population d'âge actif ou d'un accroissement des taux d'activité dans tous les groupes d'âge. Comme les jeunes et les personnes âgées tendent à avoir des taux d'activité plus faibles, la différence des taux d'activité due au profil d'âge de la population peut s'interpréter comme le résultat des dotations naturelles. Au contraire, des taux d'activité élevés dans tous les groupes d'âge sont un indicateur des atouts régionaux, par exemple moins de travailleurs découragés. Enfin, des taux élevés de croissance de la population peuvent suivre les tendances démographiques naturelles ou bien être le résultat de politiques visant à attirer des migrants d'autres régions et d'autres pays.

14.1. Les facteurs de la compétitivité régionale

Les variations de la part régionale du PIB sont dues aux variations de :	Dotations naturelles	Atouts régionaux
Productivité		Technologie, compétences + Infrastructures
Spécialisation des activités économiques	Intrants non reproductibles (ressources naturelles)	Intrants reproductibles (compétences, capitaux)
Taux d'emploi		Compétences de la main-d'œuvre + Efficacité du marché du travail
Taux d'activité		Participation au marché du travail
Taux d'activité en fonction de l'âge	Variations de la population d'âge actif (15-64 ans)	
Population	Démographie	Migrations

15. LA CROISSANCE RÉGIONALE DANS LA ZONE DE L'OCDE

La performance économique d'une région peut se mesurer par la différence entre son taux de croissance et celui de l'ensemble des régions de l'OCDE. Les régions compétitives croîtront plus vite que les autres et augmenteront leur part dans le PIB global de l'OCDE. Au contraire, dans les régions moins compétitives, la croissance du PIB sera plus lente, de sorte que leur part du PIB dans le total de l'OCDE diminuera.

Les régions à croissance rapide sont nombreuses...

Durant la période 1998-2003, la moitié environ des régions de l'OCDE – 149 sur 297 – ont augmenté leur part dans le PIB total de l'OCDE. Les 20 régions à la croissance la plus rapide ont été les suivantes : au **Canada** : les Territoires du Nord-Ouest et l'Alberta; en **Irlande** : le Sud, l'Est et la frontière, les Midlands et l'Ouest; en **Corée** : la région de Séoul, Chungcheong, Gyeongbuk, Jeju, Gyeongnam et Gangwon; en **République tchèque** : la Bohême centrale-ouest; au **Mexique** : Quintana

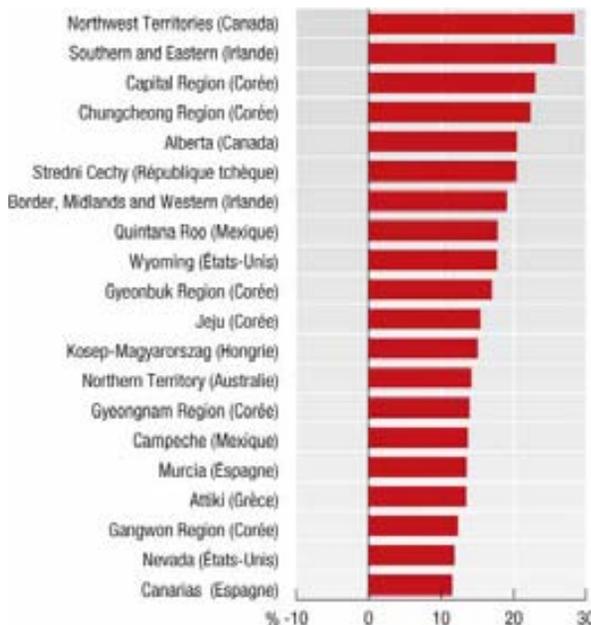
Roo et Campeche; aux **États-Unis** : Wyoming et Nevada; en **Hongrie** : Kosep-Magyarország; en **Australie** : le Territoire du Nord; en **Espagne** : la région de Murcie et les Canaries; et en **Grèce** : la région d'Athènes (graphique 15.1).

... comme celles qui affichent des performances faibles

Dans la même période, l'autre moitié des régions ont vu diminuer leur part dans le PIB total de l'OCDE. Les 20 régions qui ont accusé la plus forte baisse ont été : en **Allemagne** : Berlin, la Rhénanie du Nord-Westphalie, le Mecklembourg-Poméranie, la Basse-Saxe et la Sarre; en **République tchèque** : la Moravie/Silésie; en **Espagne** : Ceuta et Melilla; en **Pologne** : la voïvodie d'Opole; en **Norvège** : la Norvège du Nord; en **France** : Bourgogne et Champagne-Ardenne; au **Japon** : Tohoku, Kinki, Hokuriku, Shikoku et Hokkaido; en **Italie** : la Basilicate; au **Mexique** : Mexico et aux **États-Unis** : l'Ohio (graphique 15.2).

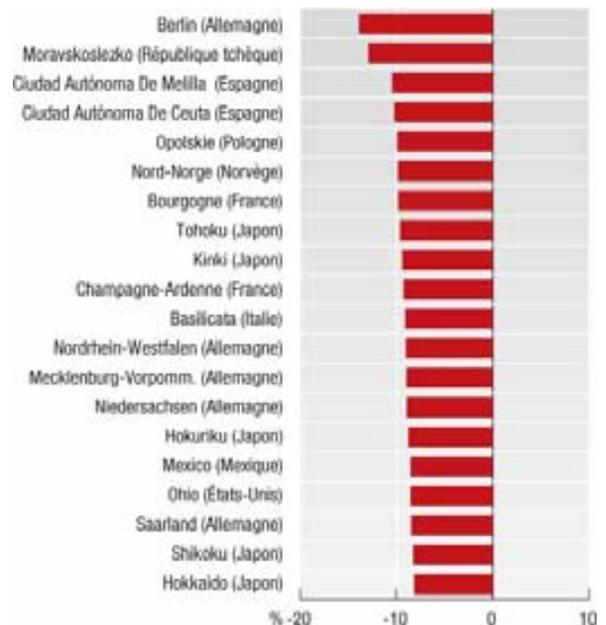
15.1. Croissance de la part du PIB des 20 régions de l'OCDE affichant la croissance la plus rapide (1998-2003)

Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE (1998-2003)



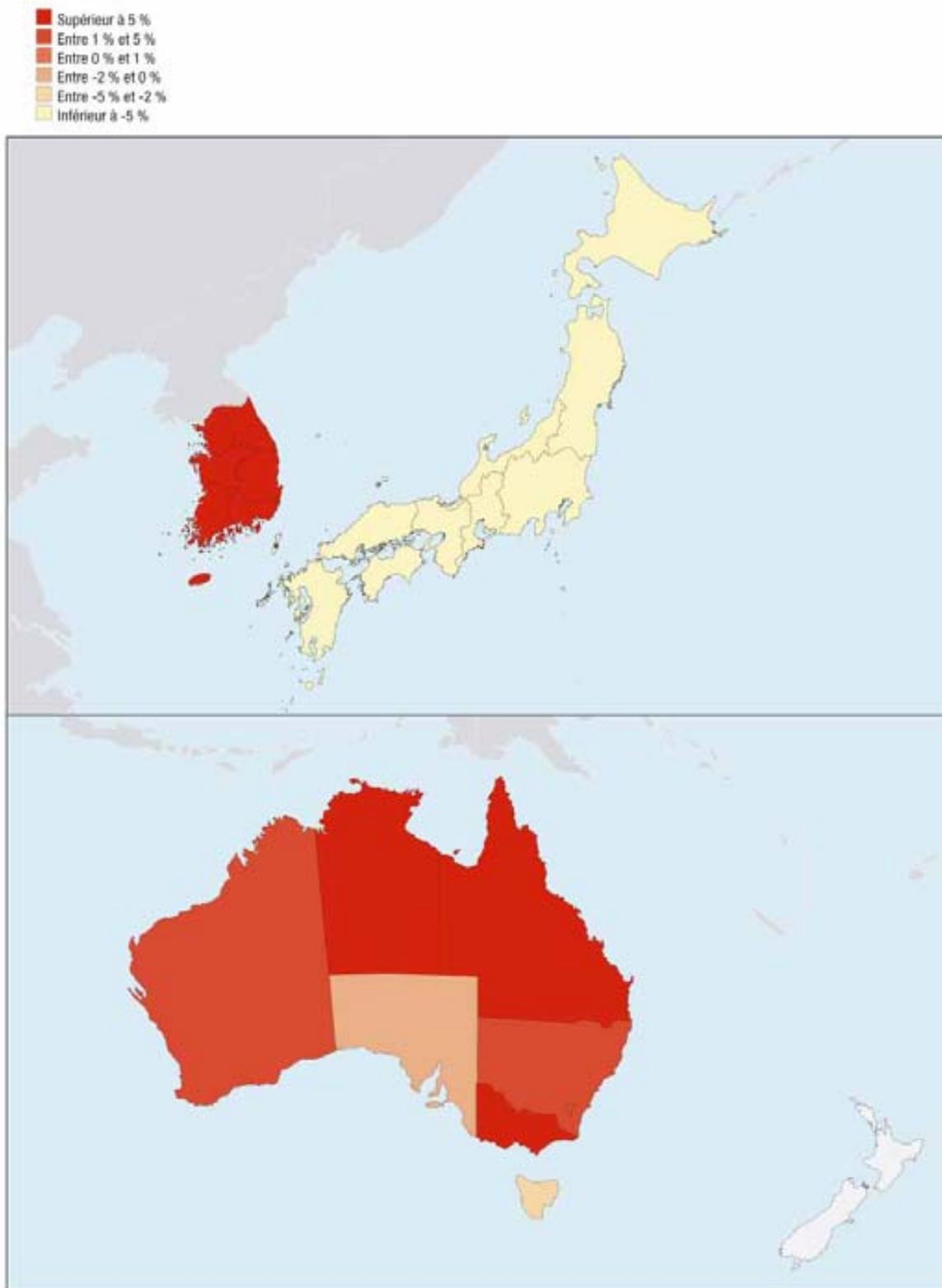
15.2. Diminution de la part du PIB des 20 régions de l'OCDE affichant la croissance la plus lente (1998-2003)

Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE (1998-2003)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145872370377>

15.3. Variation de la part du PIB régional dans le total de l'OCDE : Asie et Océanie 1998-2003

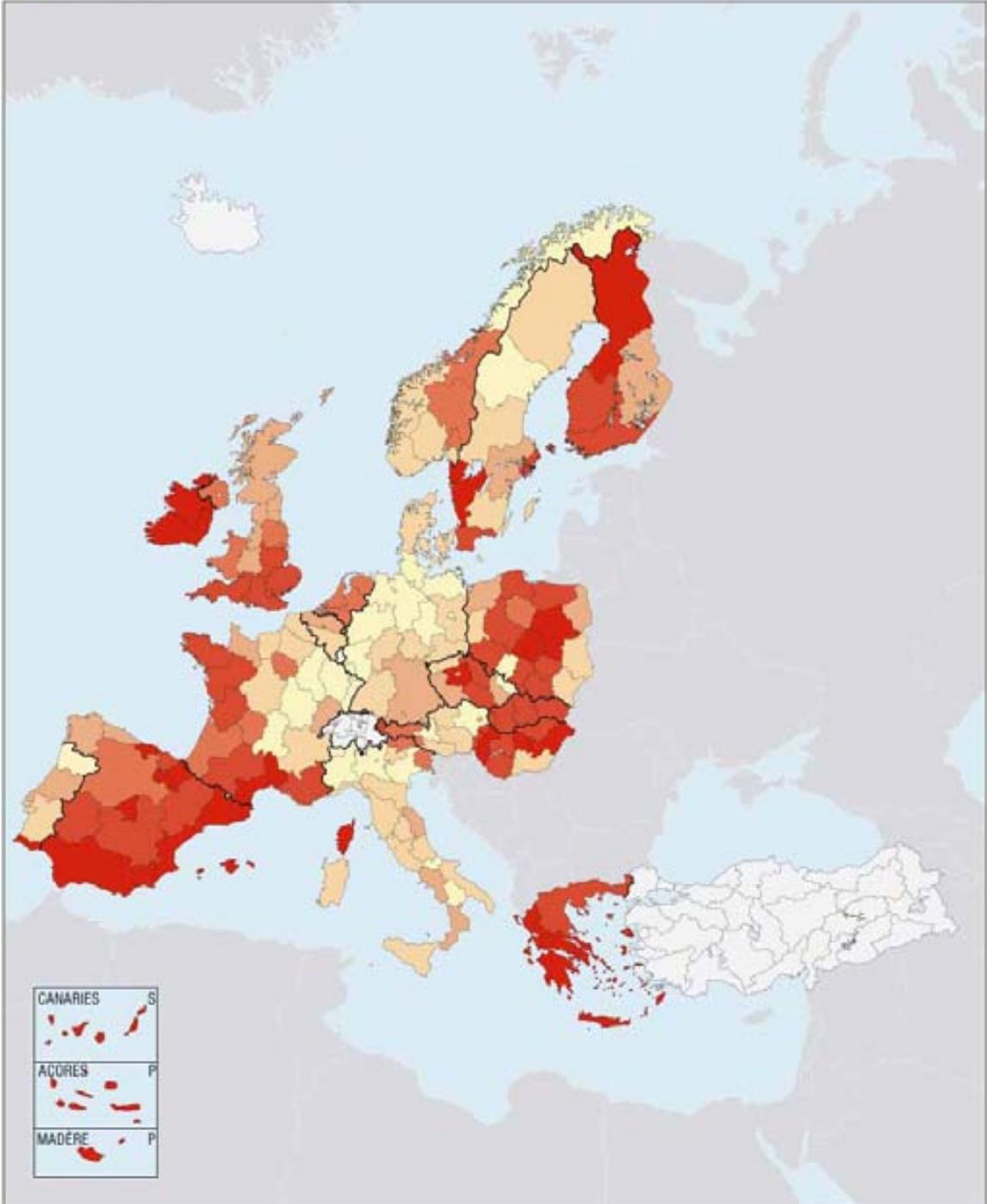


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147140187188>

15. LA CROISSANCE RÉGIONALE DANS LA ZONE DE L'OCDE

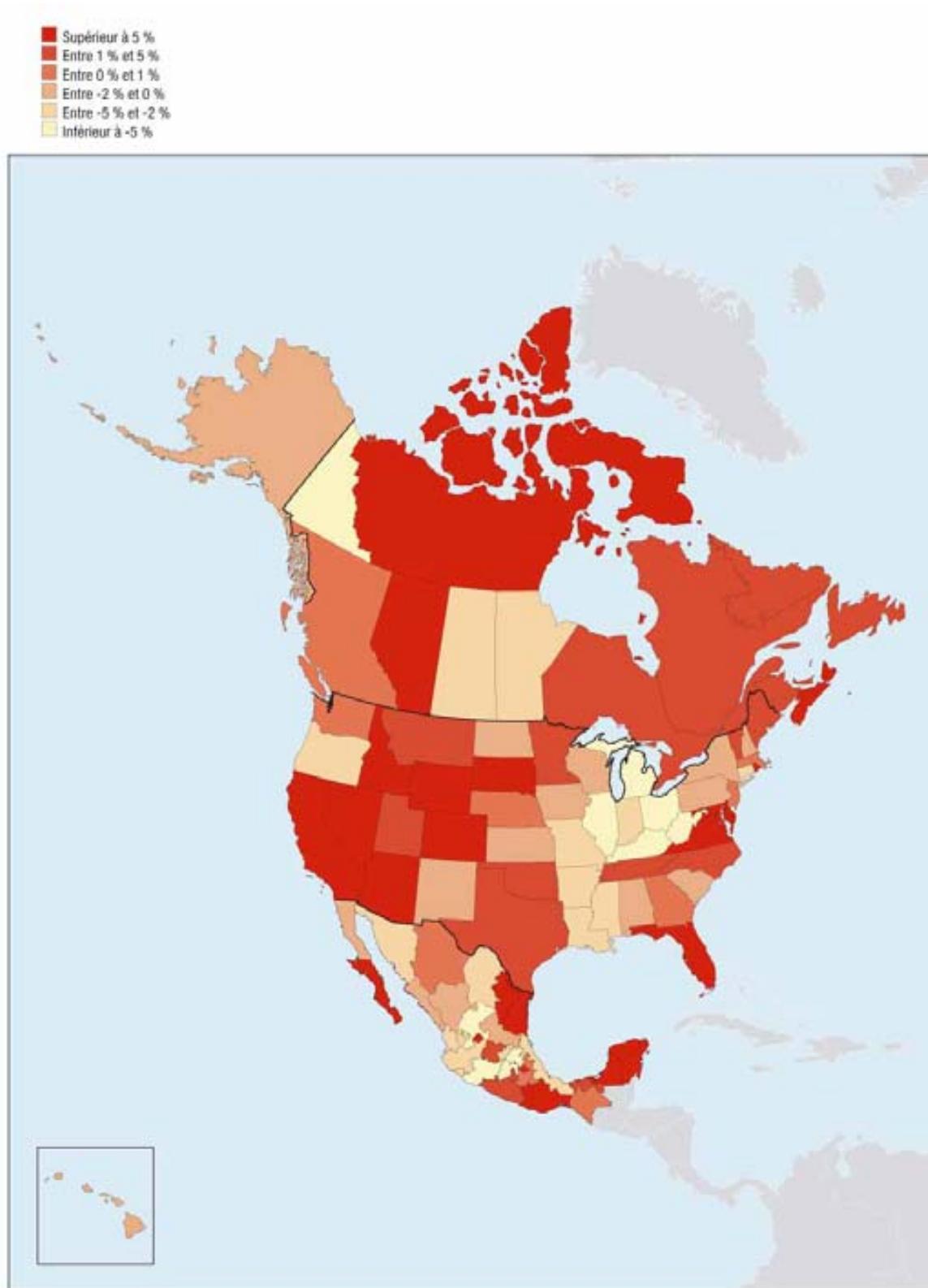
15.4. Variation de la part du PIB régional dans le total de l'OCDE : Europe 1998-2003

- Supérieur à 5 %
- Entre 1 % et 5 %
- Entre 0 % et 1 %
- Entre -2 % et 0 %
- Entre -5 % et -2 %
- Inférieur à -5 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147140187188>

15.5. Variation de la part du PIB régional dans le total de l'OCDE : Amérique du Nord 1998-2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147140187188>

16. FACTEURS NATIONAUX ET PERFORMANCES RÉGIONALES

Les performances régionales résultent à la fois de facteurs nationaux – comme les politiques nationales et le cycle conjoncturel – et de facteurs régionaux – comme l'évolution démographique et les politiques régionales. Si toutes les régions d'un pays croissent plus rapidement que celles des autres pays de l'OCDE, on peut attribuer cela à des facteurs nationaux. Au contraire, si une région croît plus rapidement que toutes les autres régions de l'OCDE, y compris celles du même pays, on peut imputer cela à une bonne performance de la région elle-même (facteurs régionaux).

Les facteurs régionaux ont un impact considérable

Durant la période 1998-2003, la moitié environ des régions de l'OCDE – 149 sur 297 – ont augmenté leur part dans le PIB total de l'OCDE. Pour plus des deux tiers de ces régions – 68 %, ou 101 régions – les facteurs régionaux expliquent plus de 10 % de l'accroissement de leur part dans le PIB total de l'OCDE. Dans la majorité des cas, par conséquent, les

bonnes performances internationales des régions semblent être dues à leur propre réussite plutôt qu'à celle de leur pays.

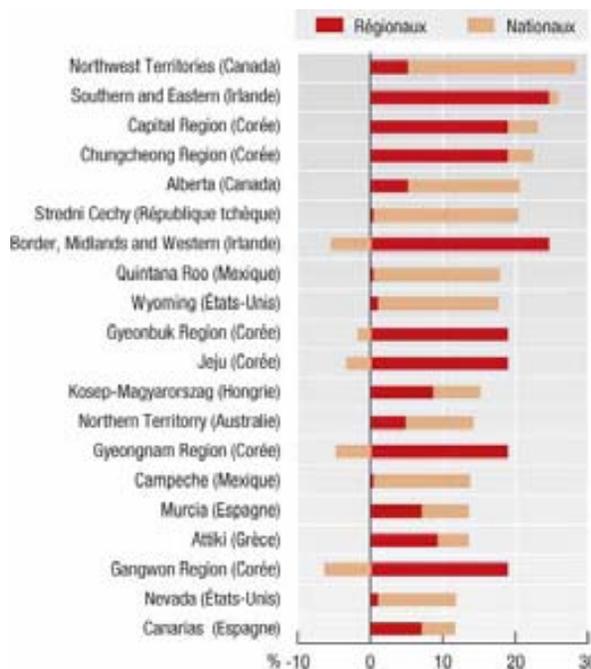
Les facteurs nationaux sont dominants en Irlande et Corée

Parmi les 20 régions dont la croissance est la plus rapide (graphique 15.1), la bonne performance des régions irlandaises semble essentiellement due aux bonnes performances nationales; il en va de même de quatre régions de Corée : Gyeonbuk, Jeju, Gyeongnam et Gangwon (graphique 16.1).

Dans 76 % des régions à croissance lente (c'est-à-dire 112 régions), les facteurs spécifiquement régionaux expliquent plus de 10 % de la réduction de leur part dans le PIB total de l'OCDE. En particulier, dans aucune des 20 régions à croissance la plus lente (graphique 15.2) les facteurs nationaux n'expliquent plus de 90 % de la baisse de leur part dans le PIB total de l'OCDE (graphique 16.2).

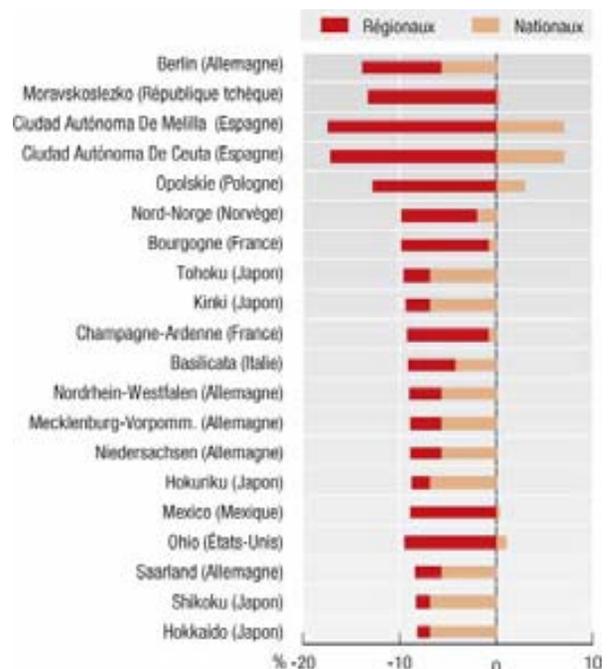
16.1. Facteurs expliquant la croissance plus rapide du PIB des 20 régions de tête

Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE (1998-2003) due à des facteurs :



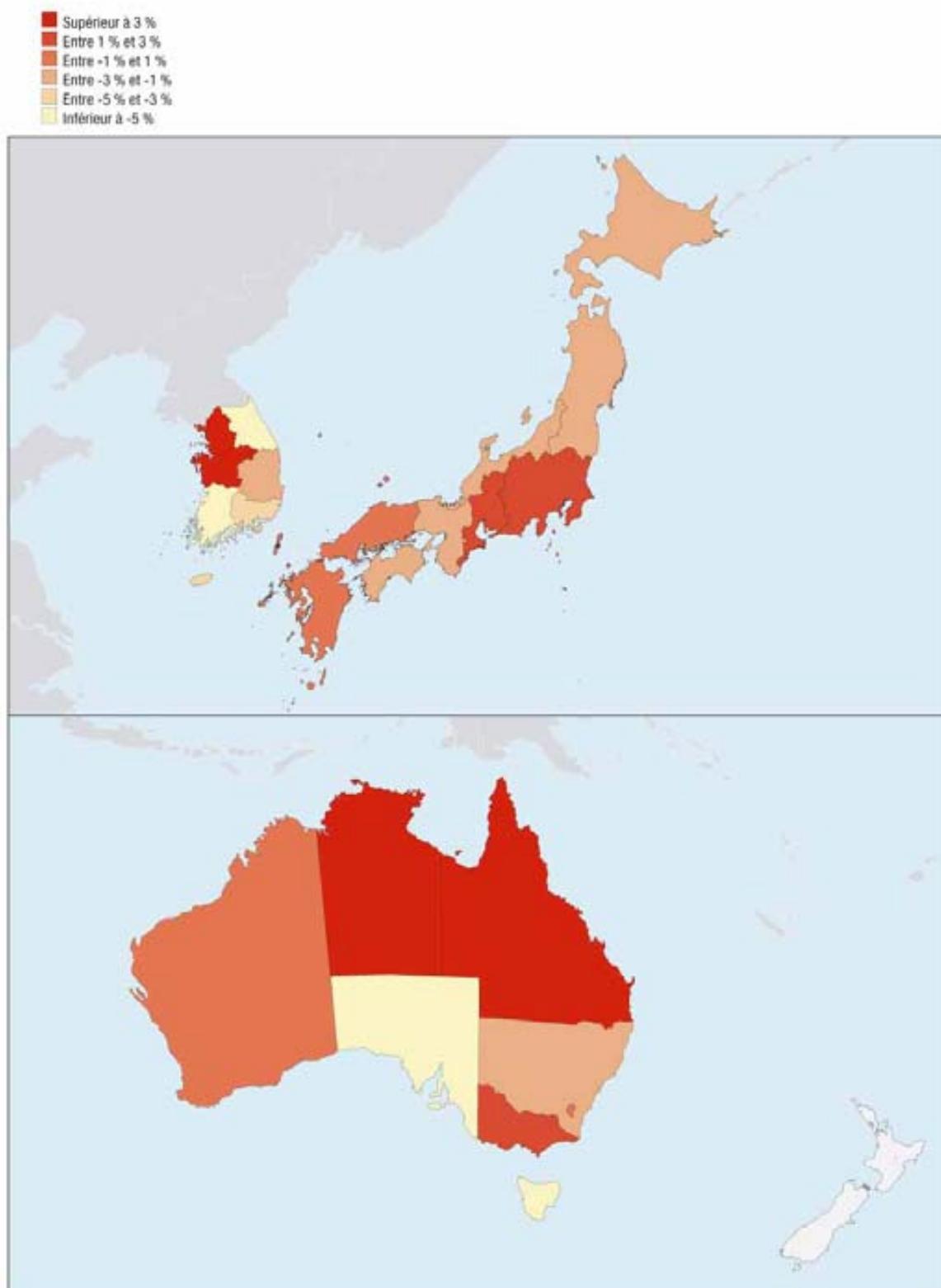
16.2. Facteurs expliquant la croissance plus lente du PIB des 20 régions de queue

Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE (1998-2003) due à des facteurs :



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145875738006>

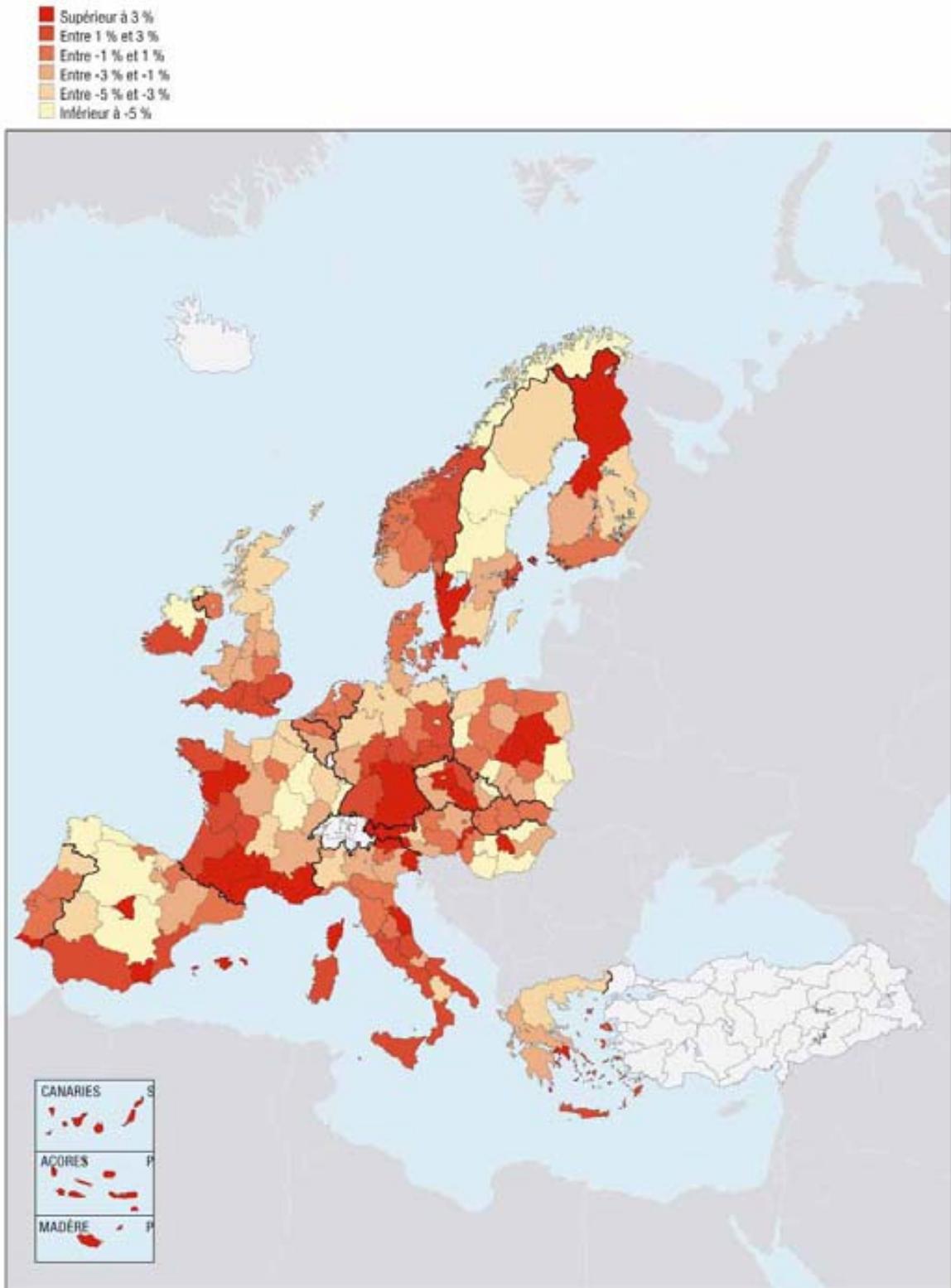
16.3. Variation de la part du PIB régional dans le total de l'OCDE due à des facteurs régionaux : Asie et Océanie 1998-2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147143253352>

16. FACTEURS NATIONAUX ET PERFORMANCES RÉGIONALES

16.4. Variation de la part du PIB régional dans le total de l'OCDE due à des facteurs régionaux : Europe 1998-2003

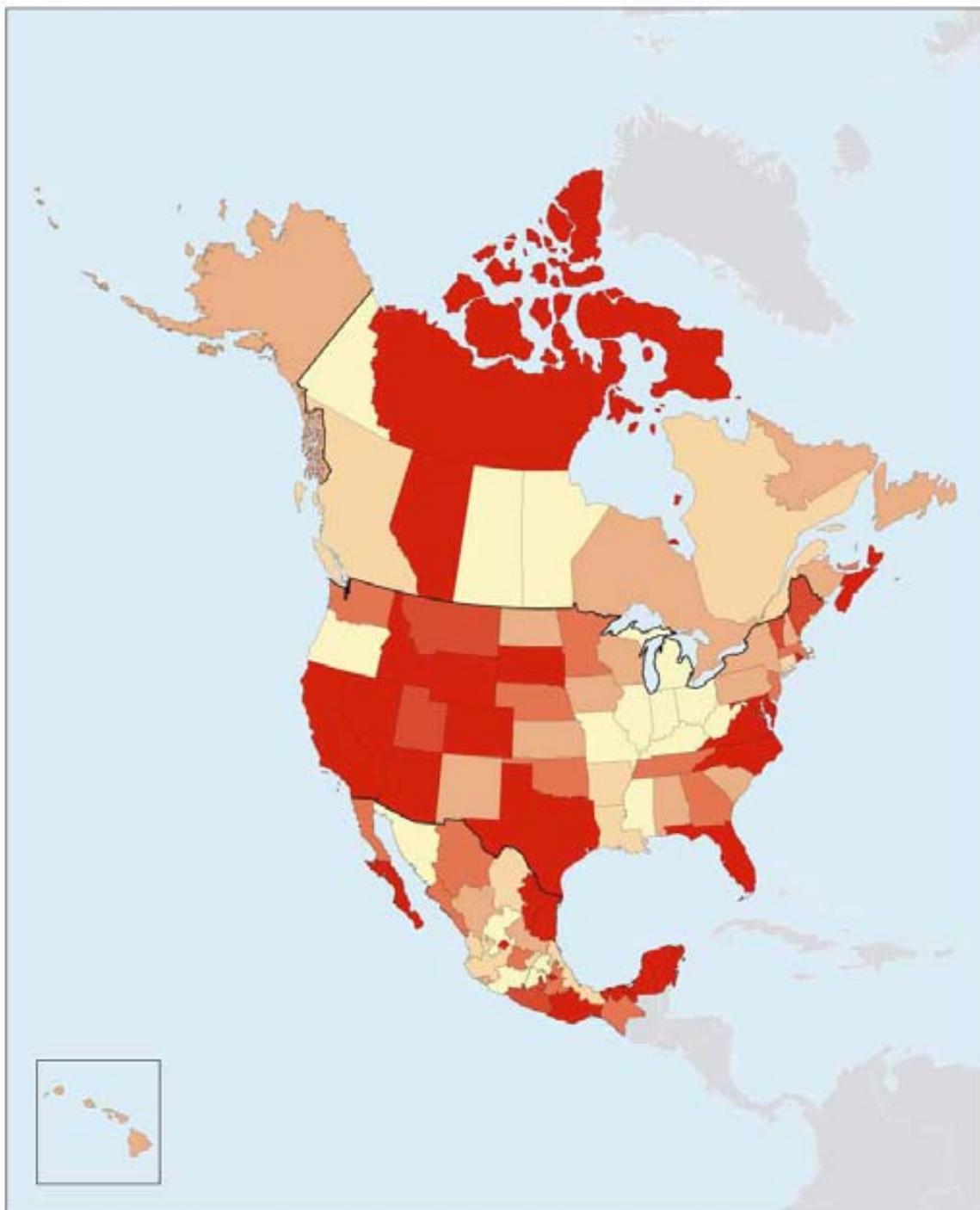


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147143253352>

16.5. Variation de la part du PIB régional dans le total de l'OCDE due à des facteurs régionaux : Amérique du Nord

1998-2003

- Supérieur à 3 %
- Entre 1 % et 3 %
- Entre -1 % et 1 %
- Entre -3 % et -1 %
- Entre -5 % et -3 %
- Inférieur à -5 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147143253352>

17. FACTEURS RÉGIONAUX : PIB PAR HABITANT ET POPULATION

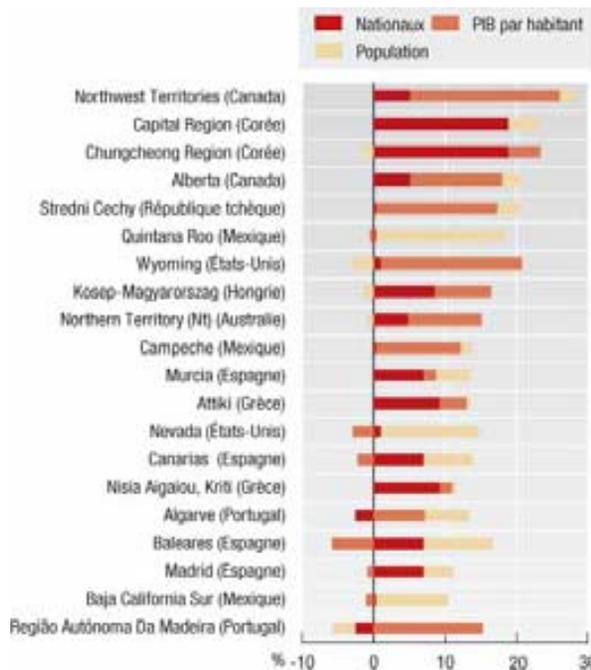
Sur la période 1998-2003, un tiers environ des régions de l'OCDE – 34 %, soit 101 régions – ont vu augmenter leur part dans le PIB total de l'OCDE pour des raisons spécifiquement régionales. Cette augmentation a été due à un accroissement relatif de la population dans 37 % de ces régions, à un accroissement relatif du PIB par habitant dans 22 % et à un accroissement relatif de ces deux composantes dans les 41 % restants.

L'augmentation relative de la population a été la principale source de croissance rapide dans plusieurs des 20 régions de tête (graphique 17.1). C'est le cas de la région capitale (Corée), de Quintana Roo et Baja California Sur (Mexique), du Nevada (États-Unis), des Canaries, des Baléares et de Madrid (Espagne), où l'accroissement démographique (relatif) a été suffisamment important pour compenser la diminution (relative) du PIB par habitant.

Malgré leur recul démographique, certaines régions de tête doivent leur réussite entièrement à une croissance plus rapide du PIB par habitant, c'est le cas particulièrement de la région de Chungcheong (Corée), du Wyoming (États-Unis), du Kosep-Magyarország (Hongrie), du Territoire du Nord (Australie) et de Madère (Portugal).

17.1. Facteurs expliquant une croissance plus rapide du PIB dans les 20 régions de tête

Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE (1998-2003) due à des facteurs :



Durant la période 1998-2003, 38 % des régions – 112 – ont vu leur part dans le PIB total de l'OCDE diminuer en raison de facteurs spécifiquement régionaux. Ce recul a été dû à une baisse relative de la population dans 18 % de ces régions, à une baisse relative du PIB par habitant dans 22 % et à une baisse relative des deux composantes dans les 60 % restants.

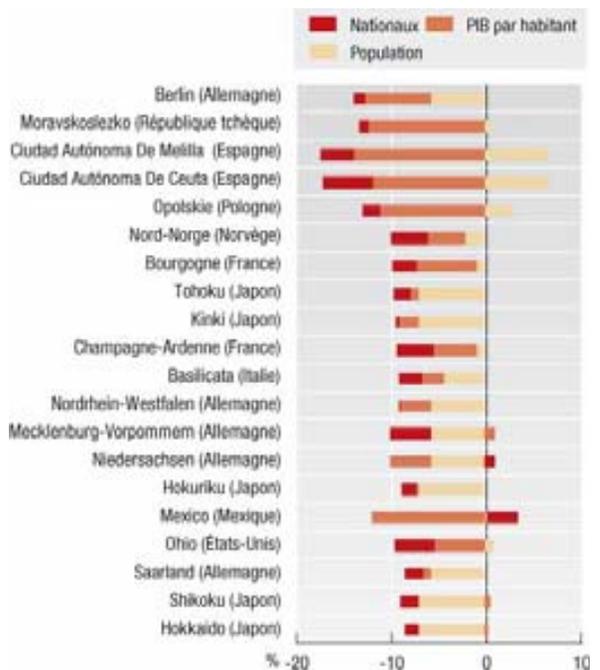
D'une façon générale, la baisse de la part régionale dans le PIB total de l'OCDE a été faible lorsqu'elle était due exclusivement à un recul démographique (graphique 17.2). Ce facteur n'a été la cause unique de la faible croissance du PIB que dans trois des 20 régions les moins performantes : Mecklembourg-Poméranie (Allemagne), Shikoku (Japon) et Hokkaido (Japon).

Mexico (Mexique), la Basse Saxe et le Schleswig-Holstein (Allemagne) ont été les seules régions où une croissance plus rapide de la population a été associée à un recul sensible de la part dans le PIB total de l'OCDE (supérieur à -8 %) en raison d'une baisse relative du PIB par habitant.

La grande majorité des régions les moins performantes, par conséquent, ont enregistré une diminution relative à la fois du PIB par habitant et de la population.

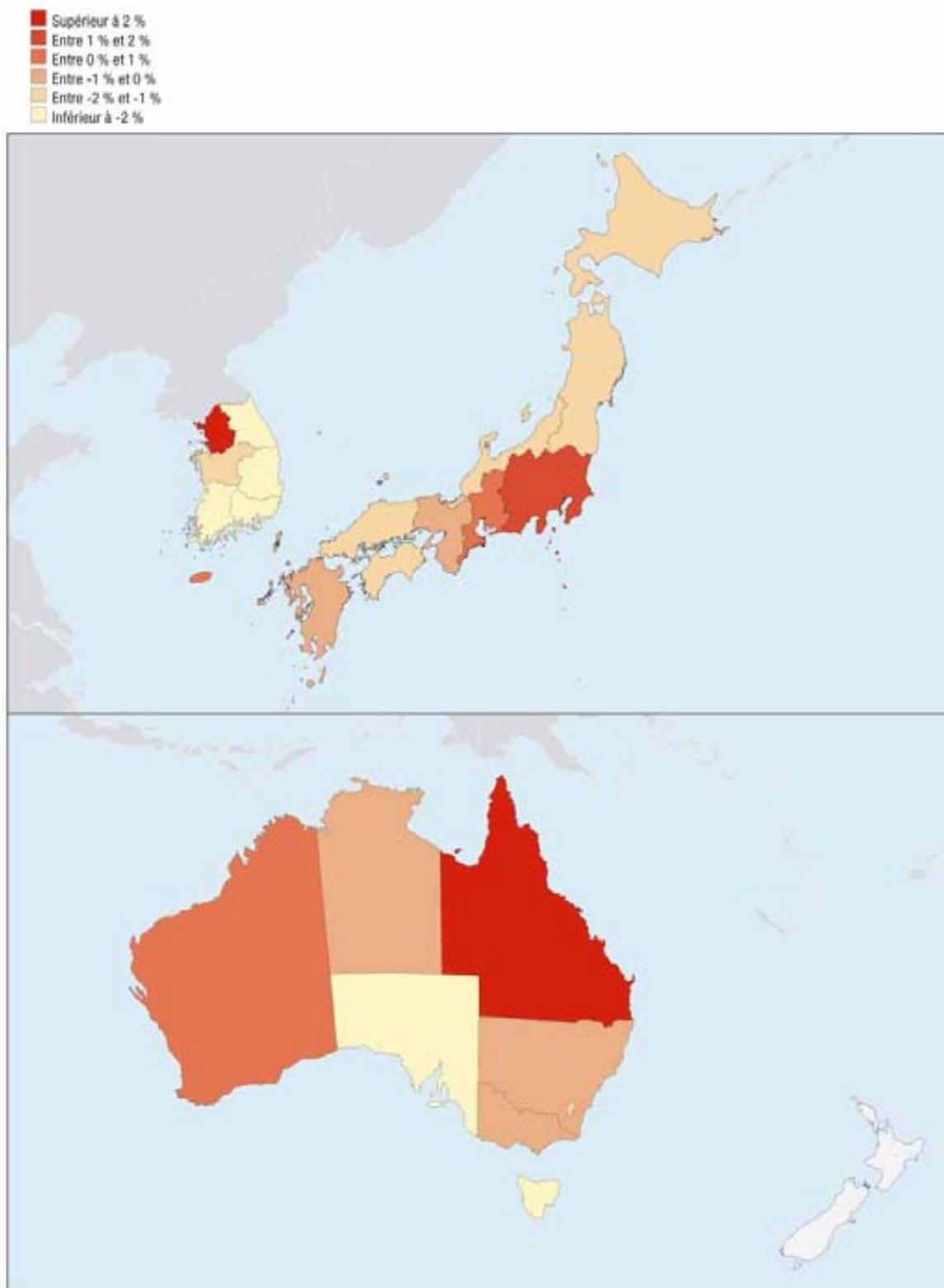
17.2. Facteurs expliquant une croissance plus lente du PIB dans les 20 régions de queue

Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE (1998-2003) due à des facteurs :



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/145883680687>

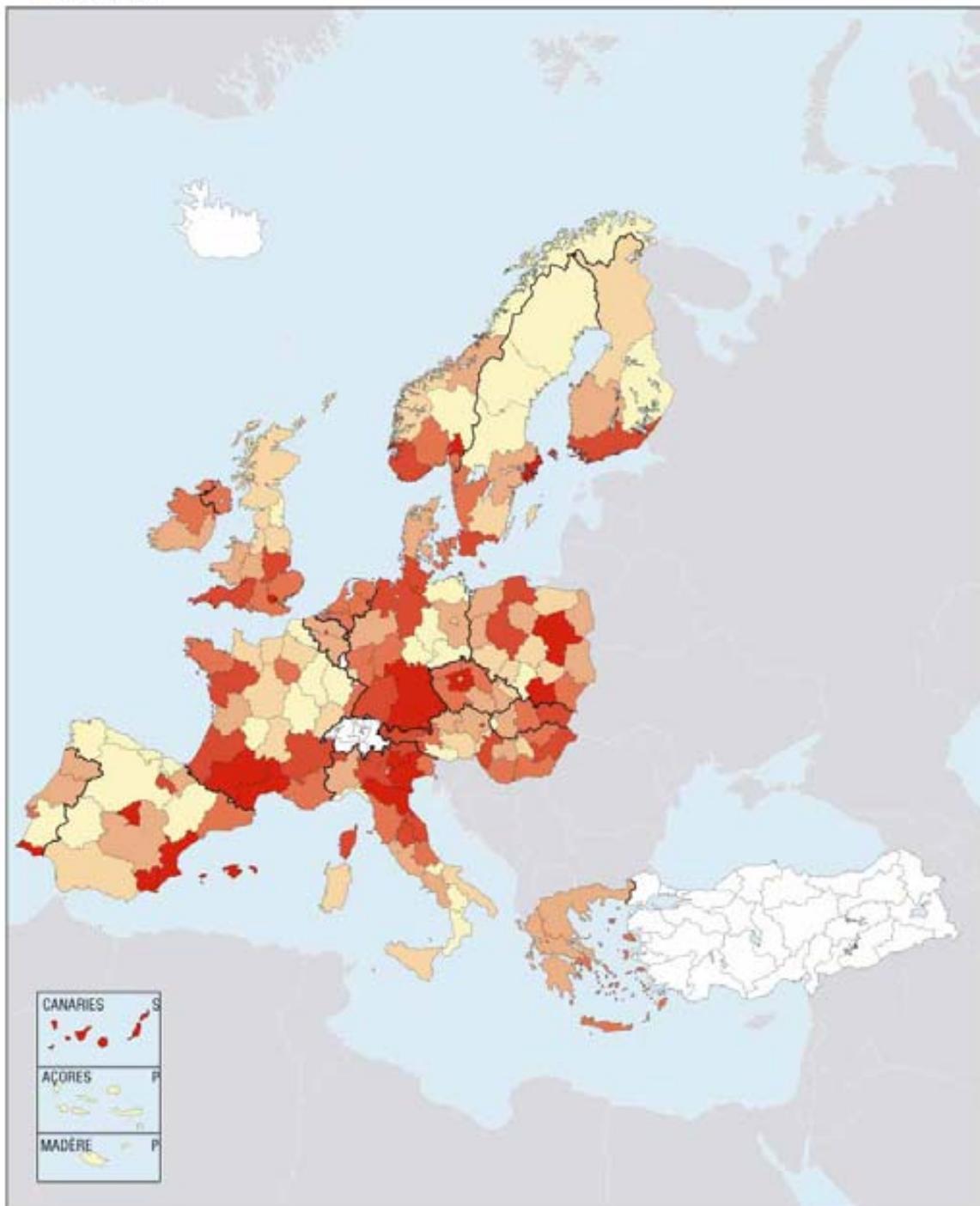
17.3. Variation de la part du PIB régional dans le total de l'OCDE due à la variation de la population : Asie et Océanie 1998-2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147156387256>

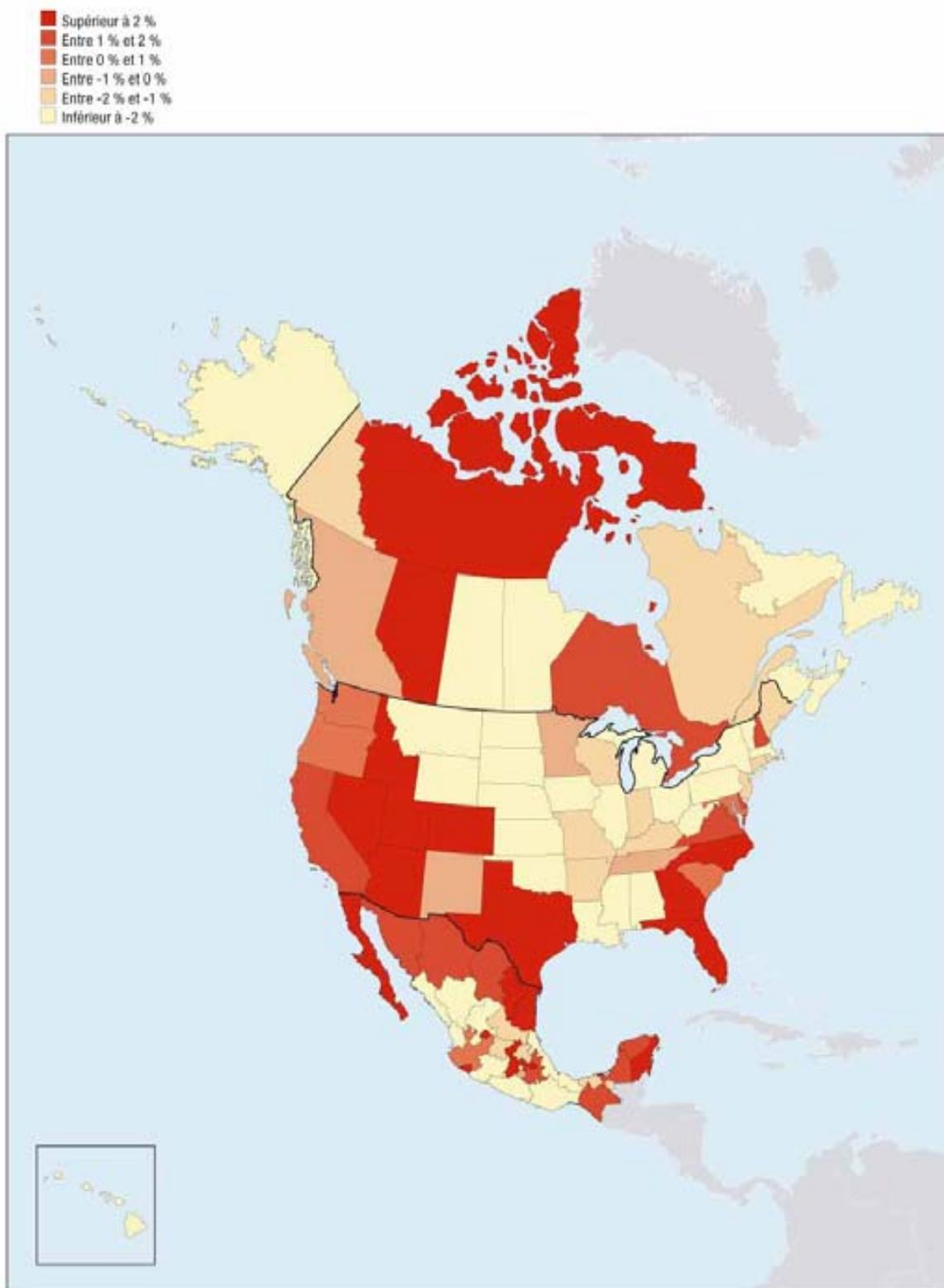
17. FACTEURS RÉGIONAUX : PIB PAR HABITANT ET POPULATION

17.4. Variation de la part du PIB régional dans le total de l'OCDE due à la variation de la population : Europe 1998-2003



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/147156387256>

17.5. Variation de la part du PIB régional dans le total de l'OCDE due à la variation de la population : Amérique du Nord 1998-2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147156387256>

18. FACTEURS RÉGIONAUX : PRODUCTIVITÉ ET SPÉCIALISATION

La forte croissance du PIB par habitant observée sur la période 1998-2003 reflète une augmentation relative du PIB par travailleur dans une grande majorité des régions de l'OCDE (77 %).

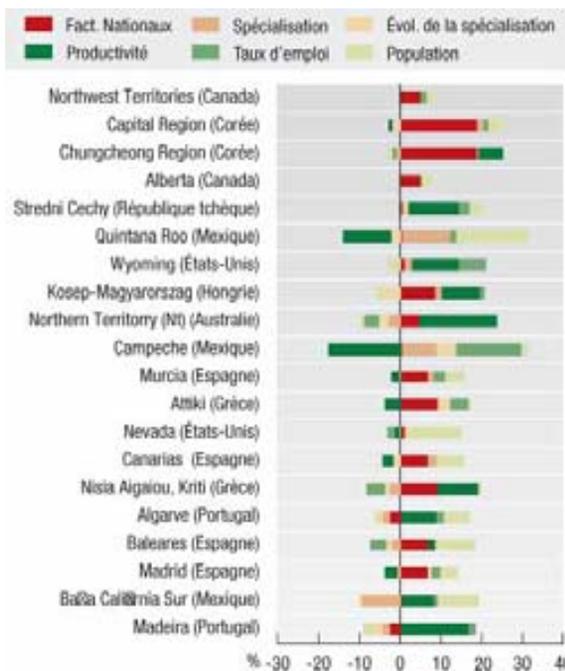
Les gains de productivité sont favorisés par la spécialisation

La hausse du PIB par travailleur a été due à une augmentation relative de la productivité moyenne dans 53 % des régions, la spécialisation intervenant seulement dans les 47 % restants. Plus spécifiquement, la spécialisation dans les branches à forte croissance de la productivité a contribué à la hausse du PIB par travailleur dans 17 % des régions, l'évolution de la spécialisation vers des branches à forte productivité dans 10 % et ces deux facteurs dans les 20 % restants.

Parmi les 20 régions à la croissance la plus rapide (graphique 18.1), le plus fort impact de la croissance de la productivité sur le PIB par travailleur a été observé dans les Territoires du Nord (19 %), à Madère (16 %), en Bohême centrale Ouest et dans le Wyoming (12 %). C'est dans le Quintana Roo (12 %) et le Campeche (9 %) que la spécialisation dans les branches à forte croissance de la productivité a eu le plus d'impact. Enfin, une évolution de la spécialisation vers des branches à haute productivité a entraîné une augmentation de 5 % du PIB par travailleur au Campeche et de 3 % en Attique.

18.1. Facteurs expliquant la croissance plus rapide du PIB dans les 20 premières régions de l'OCDE

Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE (1998-2003) due à :



La baisse relative du PIB par habitant sur la période 1998-2003 traduit une baisse relative du PIB par travailleur dans 80 % des régions.

Les secteurs à faible productivité freinent la croissance

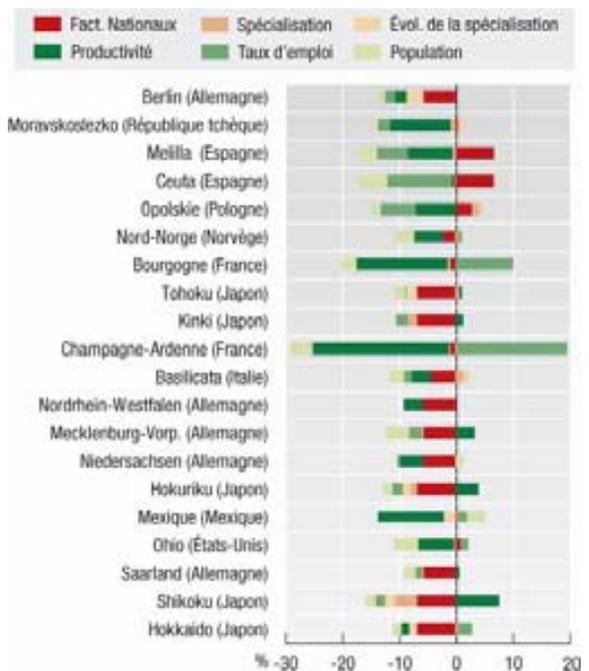
Le recul du PIB par travailleur a été dû à un déclin relatif de la productivité moyenne dans 35 % de ces régions. La spécialisation et les changements de spécialisation ont contribué à la baisse du PIB par travailleur dans les 65 % restants.

En particulier, la spécialisation dans des branches à faible croissance de la productivité a été un facteur de baisse dans 25 % des régions, l'évolution de la spécialisation vers des branches à faible productivité l'a été dans 15 %; dans les 25 % restants, les deux facteurs sont intervenus.

Parmi les 20 régions à la croissance la plus lente (graphique 18.2), le plus fort impact de la baisse de productivité sur le PIB par travailleur a été observé en Champagne-Ardenne (-24 %) et en Bourgogne (-16 %). L'effet le plus marqué de la spécialisation dans les branches à faible croissance de la productivité a été constaté dans le Shikoku (-4 %) et le Kinki (-1.5 %). Enfin, une évolution de la spécialisation vers des branches à faible productivité s'est traduite par une baisse de 3 % du PIB par travailleur à Berlin et de 2 % au Mexique et dans le Shikoku.

18.2. Facteurs expliquant la croissance plus lente du PIB dans les 20 dernières régions de l'OCDE

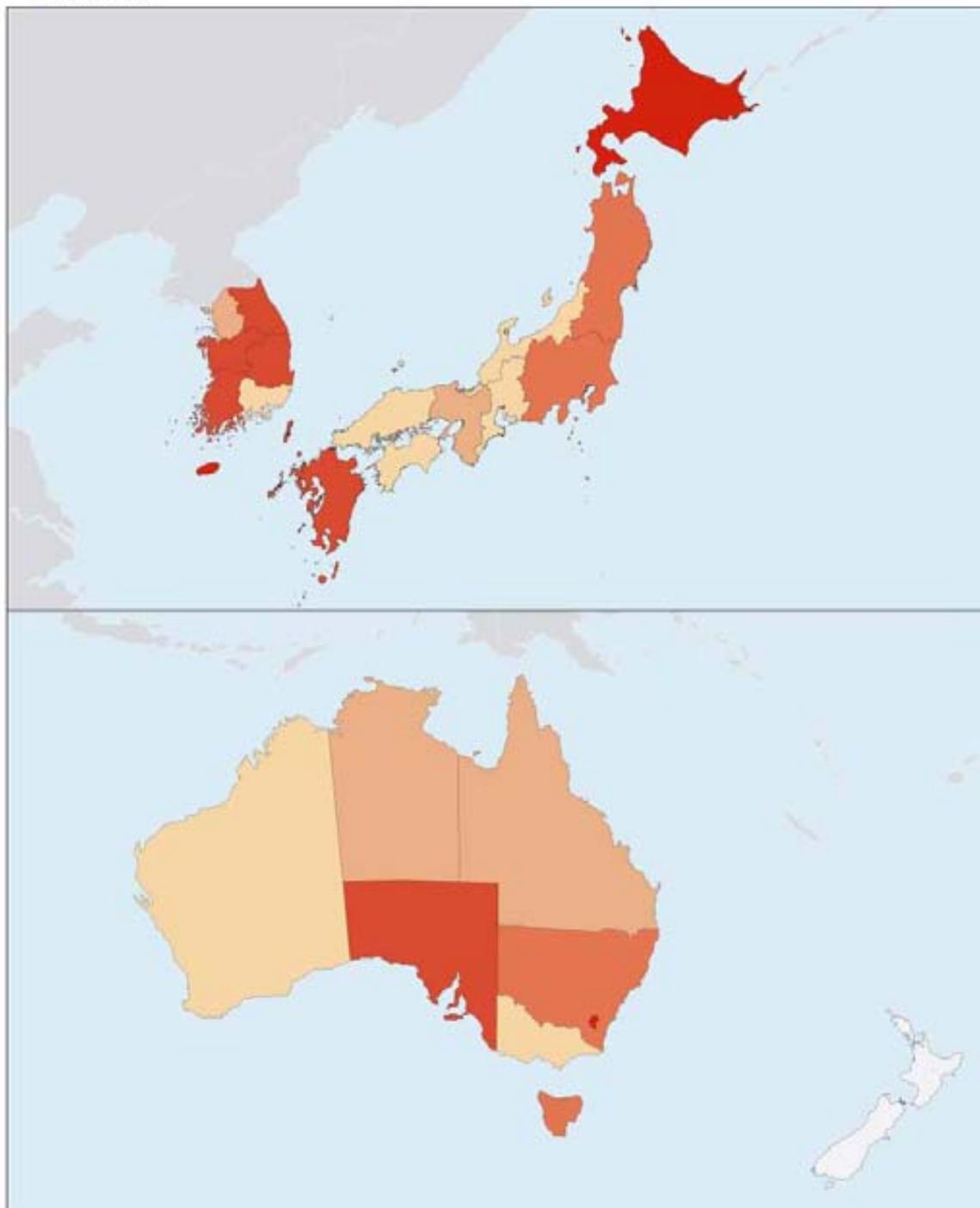
Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE (1998-2003) due à :



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146014704884>

18.3. Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE due à la variation de la productivité : Asie et Océanie 1998-2003

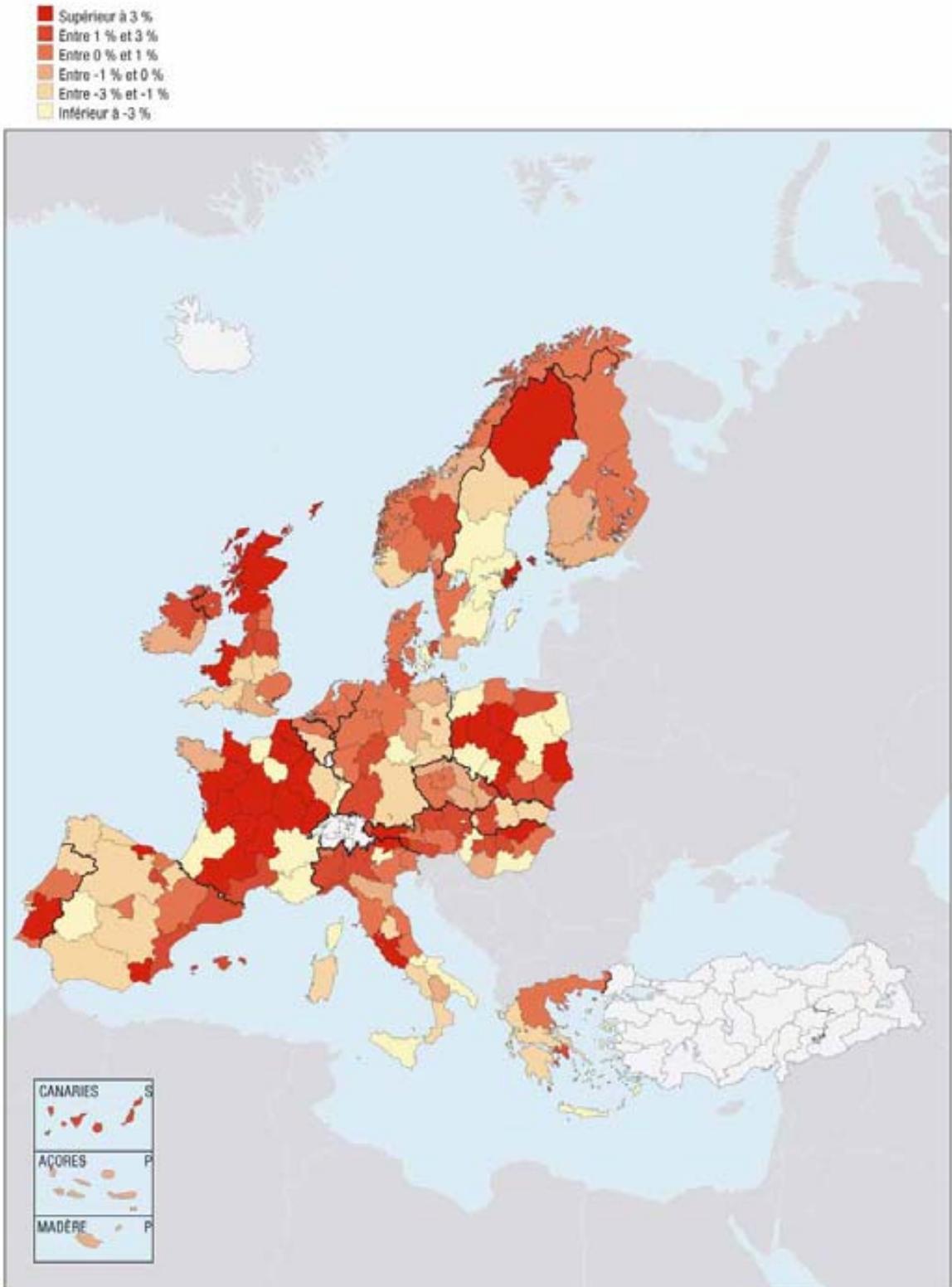
- Supérieur à 3 %
- Entre 1 % et 3 %
- Entre 0 % et 1 %
- Entre -1 % et 0 %
- Entre -3 % et -1 %
- Inférieur à -3 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147168655047>

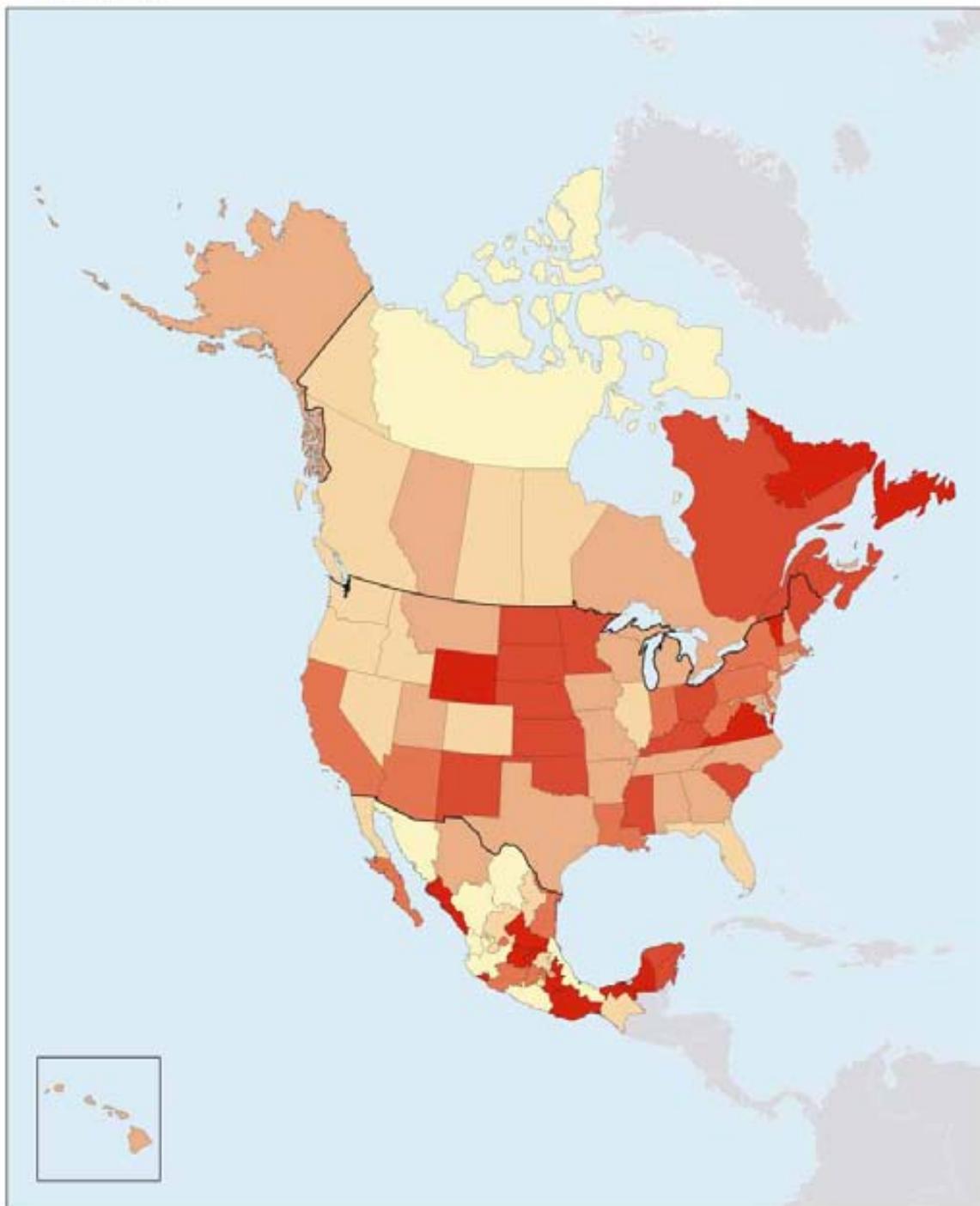
18. FACTEURS RÉGIONAUX : PRODUCTIVITÉ ET SPÉCIALISATION

18.4. Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE due à la variation de la productivité : Europe 1998-2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147168655047>

18.5. Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE due à la variation de la productivité : Amérique du Nord 1998-2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147168655047>

19. FACTEURS RÉGIONAUX : EMPLOI, TAUX D'ACTIVITÉ ET VIEILLISSEMENT

La rapidité de la croissance du PIB par habitant constatée sur la période 1998-2003 a été due à une forte augmentation de la productivité dans 77 % des régions. Dans les 23 % restants, l'accélération relative du PIB par habitant a été due à une augmentation relative de l'une ou plusieurs des variables suivantes : taux d'emploi, taux d'activité et population d'âge actif.

Démographie et population active

Parmi les 20 régions affichant la croissance la plus rapide (graphique 19.1), c'est dans les Territoires du Nord-Ouest (4 %) et en Bohême centrale Ouest (3 %) que l'augmentation des taux d'emploi a eu le plus fort impact sur le PIB par habitant. L'impact le plus important de la hausse des taux d'activité a été observé dans le Campeche (14 %), en Murcie (4 %) et dans le Wyoming (4 %). Enfin, l'augmentation de la population active explique une hausse de 2 % du PIB par habitant aux Baléares et à Madère.

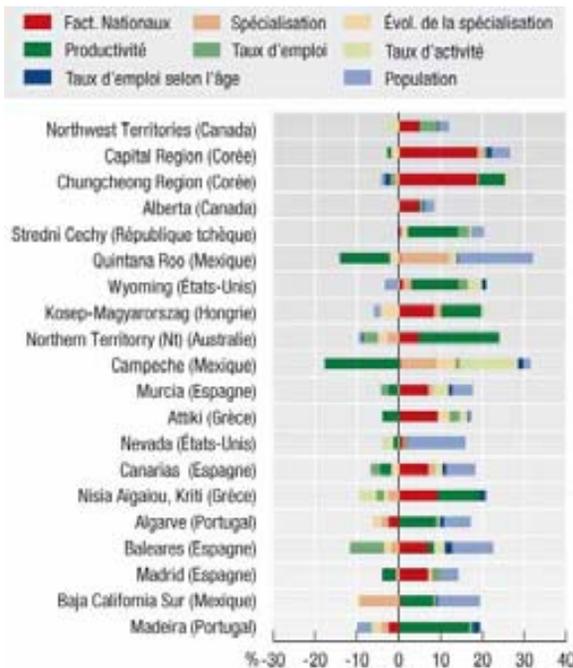
La baisse relative du PIB par habitant sur la période 1998-2003 a été due à un recul relatif de la productivité dans 80 % des régions, mais dans les 20 % restants elle a été due à une baisse relative des taux d'emploi, des taux d'activité et/ou de la population active. En général, cependant, la diminution régionale du PIB par habitant a été faible quand elle n'était pas due à une baisse de productivité.

Les taux d'activité ont leur importance

Parmi les 20 régions à plus faible croissance (graphique 19.2), c'est en Moravie (-4 %), dans le Mecklembourg-Poméranie (-3 %) et à Berlin (-3 %) que la diminution des taux d'emploi a eu le plus fort impact. L'effet de la baisse des taux d'activité le plus important a été observé à Ceuta (-24 %), à Melilla (-16 %) et dans la voïvodie d'Opole (-9 %). Enfin, la baisse de la population active a été notable dans le nord de la Norvège, le Kinki, la Basse-Saxe, la voïvodie d'Opole et l'Ohio.

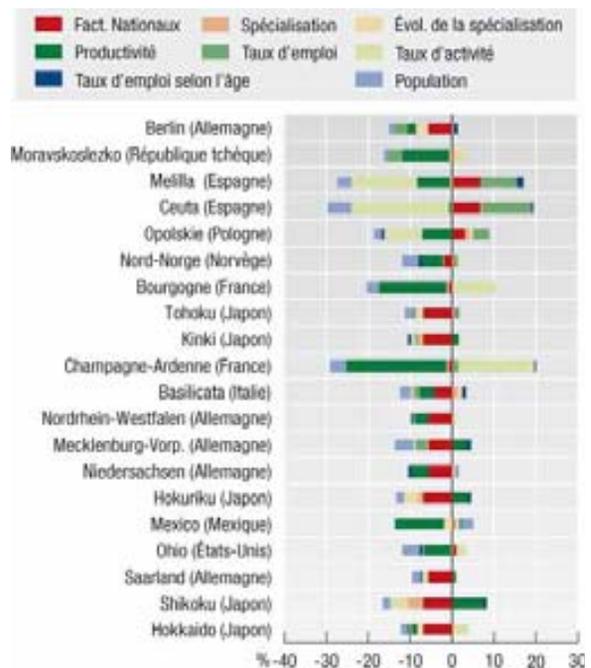
19.1. Facteurs expliquant la croissance plus rapide du PIB dans les 20 premières régions de l'OCDE

Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE (1998-2003) due à :



19.2. Facteurs expliquant la croissance plus faible du PIB dans les 20 dernières régions de l'OCDE

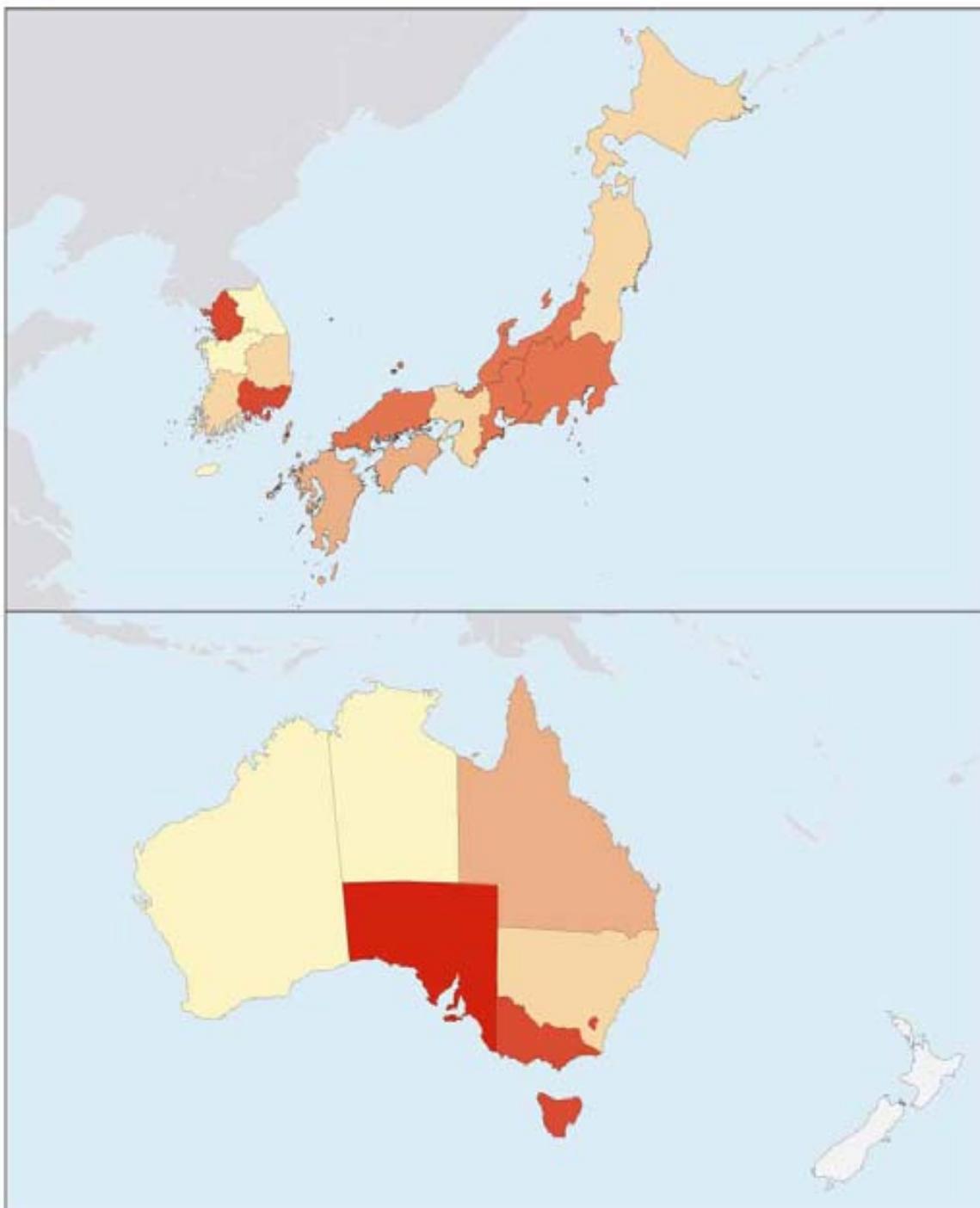
Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE (1998-2003) due à :



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146028563406>

19.3. Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE due à la variation des taux d'emploi : Asie et Océanie 1998-2003

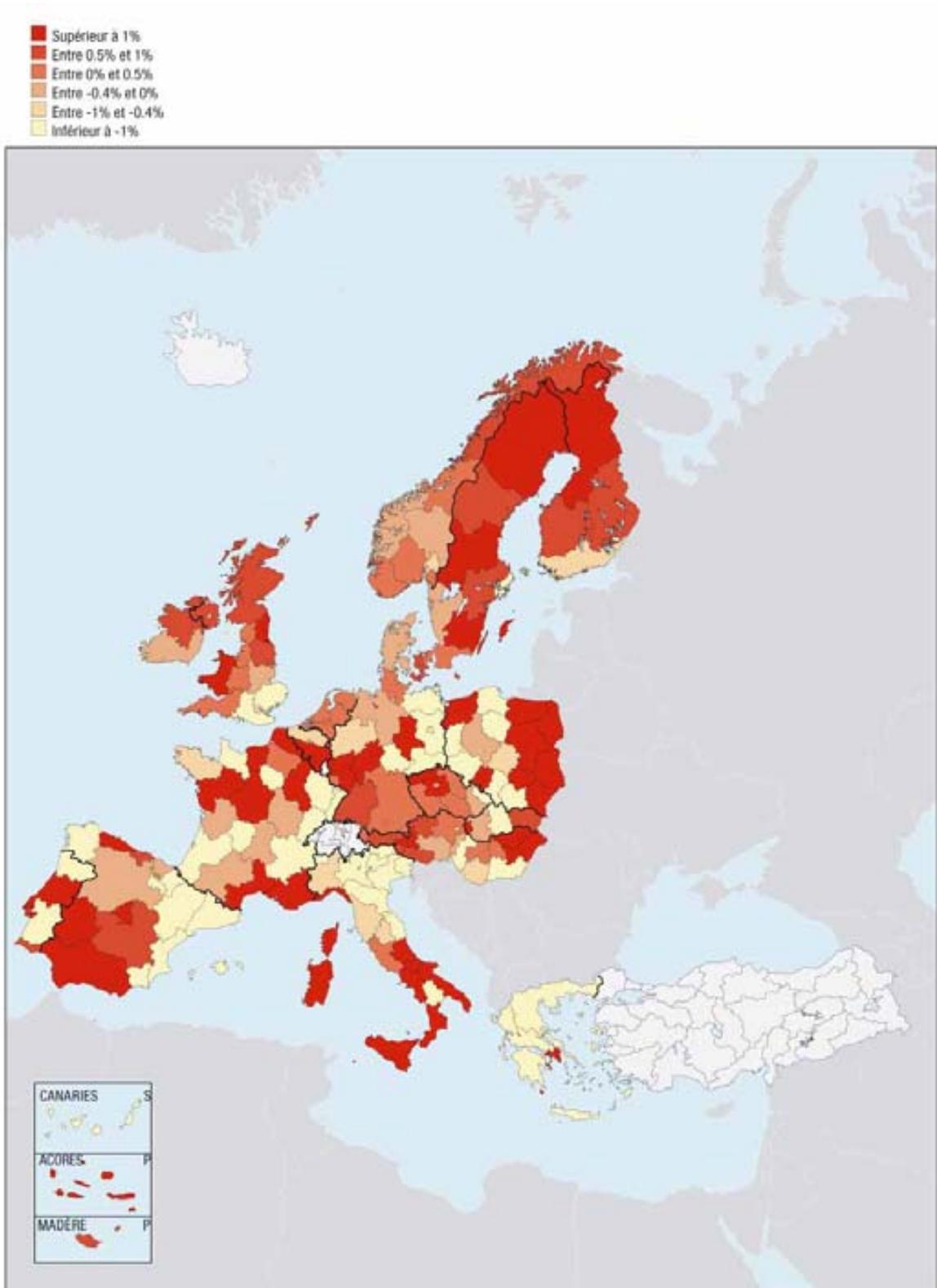
- Supérieur à 1 %
- Entre 0.5 % et 1 %
- Entre 0 % et 0.5 %
- Entre -0.4 % et 0 %
- Entre -1 % et -0.4 %
- Inférieur à -1 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147175504700>

19. FACTEURS RÉGIONAUX : EMPLOI, TAUX D'ACTIVITÉ ET VIEILLISSEMENT

19.4. Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE due à la variation des taux d'emploi : Europe 1998-2003

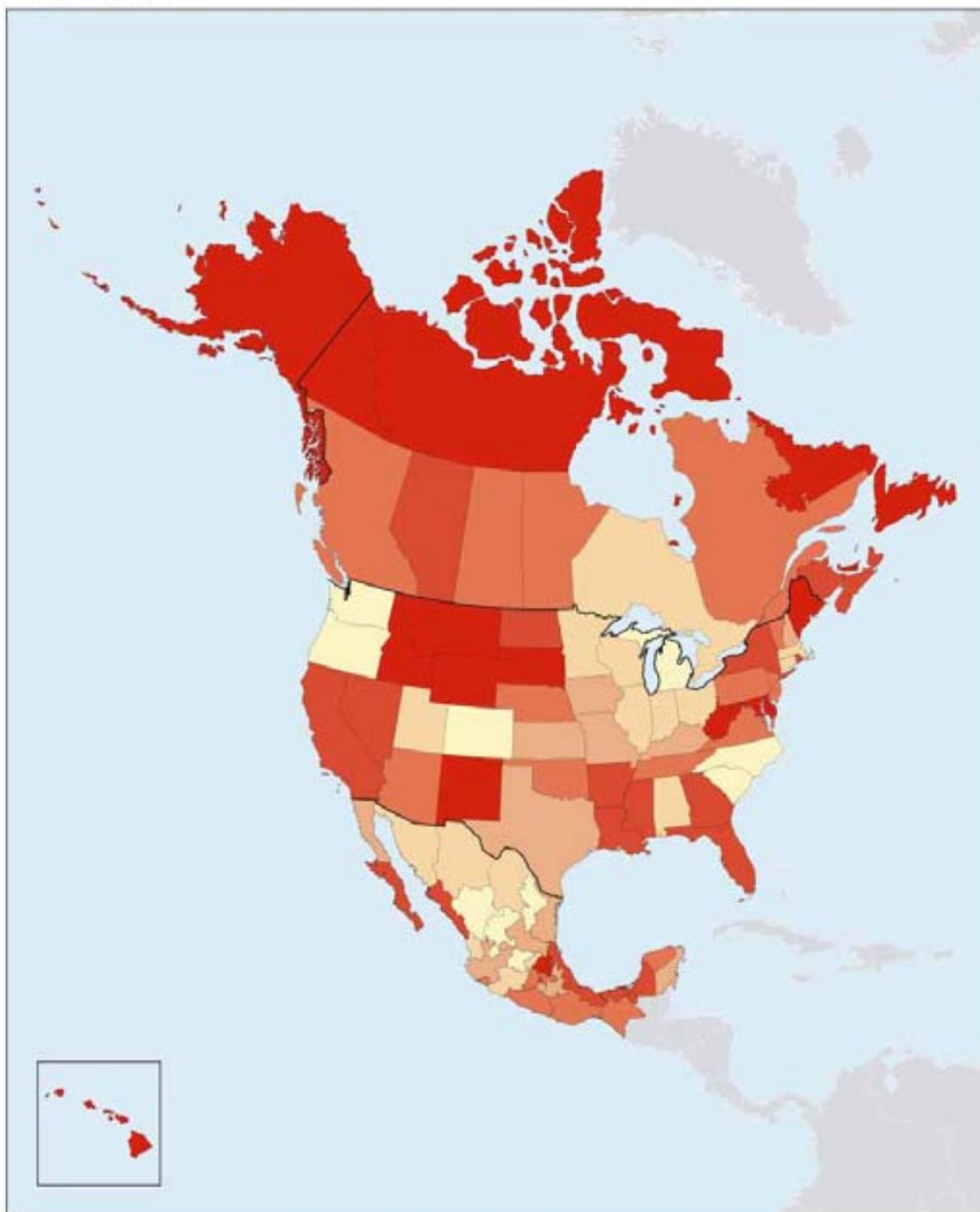


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147175504700>

19.5. Variation de la part régionale dans le PIB de l'OCDE due à la variation des taux d'emploi : Amérique du Nord

1998-2003

- Supérieur à 1 %
- Entre 0.5 % et 1 %
- Entre 0 % et 0.5 %
- Entre -0.4 % et 0 %
- Entre -1 % et -0.4 %
- Inférieur à -1 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147175504700>



III. LE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL, FACTEUR DE COMPÉTITIVITÉ

20. ACCESSIBILITÉ : TEMPS DE DÉPLACEMENT JUSQU'AU CENTRE URBAIN LE PLUS PROCHE
21. ÉDUCATION : INSCRIPTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
22. TAUX DE PARTICIPATION AUX SCRUTINS NATIONAUX
23. SÉCURITÉ : DÉLITS DÉCLARÉS CONTRE LES BIENS
24. SÉCURITÉ : MEURTRES DECLARÉS
25. PROPRIÉTÉ DU LOGEMENT
26. ENVIRONNEMENT : VÉHICULES PARTICULIERS PAR HABITANT
27. ENVIRONNEMENT : DÉCHETS MUNICIPAUX

20. ACCESSIBILITÉ : TEMPS DE DÉPLACEMENT JUSQU'AU CENTRE URBAIN LE PLUS PROCHE

Le bien-être des habitants d'une région dépend notamment de la possibilité d'accéder à des ressources et des services que l'on ne trouve souvent que dans les grands centres. La possibilité d'accéder rapidement à des ressources et des services dans une région se mesure par le temps nécessaire pour rallier l'agglomération la plus proche.

Des variations significatives de l'accessibilité

Le temps de déplacement varie considérablement selon les régions (graphique 20.1). C'est dans les pays à faible densité de population comme l'Australie, les États-Unis et le Canada que les écarts sont les plus prononcés (environ 34, 30 et 25 heures respectivement). Les écarts sont importants aussi en Grèce (environ 21 heures), au Mexique et en Norvège (20 heures environ dans les deux cas).

Dans la plupart des pays européens, les écarts sont beaucoup plus serrés. En Belgique, en Suisse et aux

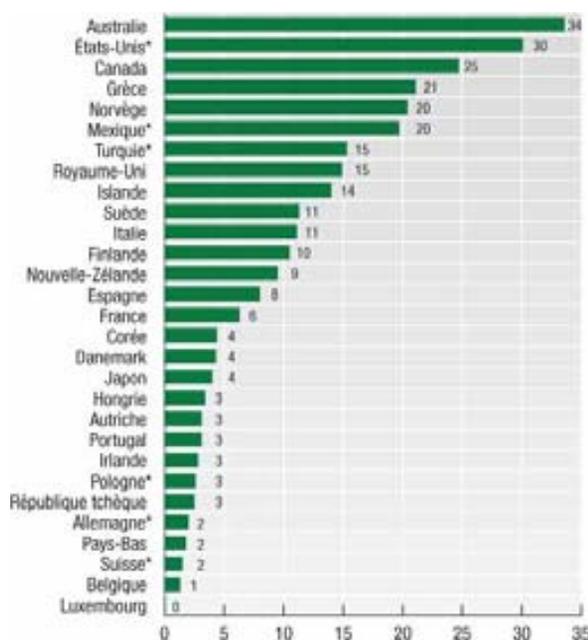
Pays-Bas, aucune région ne se trouve à plus de deux heures du centre le plus proche. La Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni font exception : le temps de déplacement de la région la plus éloignée est beaucoup plus élevé.

Les populations rurales font face à des déplacements plus longs

Comme on pourrait s'y attendre, l'accessibilité tend à être inférieure dans les régions rurales (graphique 20.2). En moyenne, pour rallier le centre le plus proche, un citoyen des pays de l'OCDE doit voyager plus de 3.5 heures s'il habite une région rurale, environ 2 heures s'il habite une région intermédiaire et 37 minutes seulement s'il habite une région urbaine. En Australie, même les régions intermédiaires font face à une accessibilité limitée : le temps moyen de déplacement pour atteindre le centre le plus proche est plus long d'environ une heure à partir des régions intermédiaires qu'à partir des régions rurales.

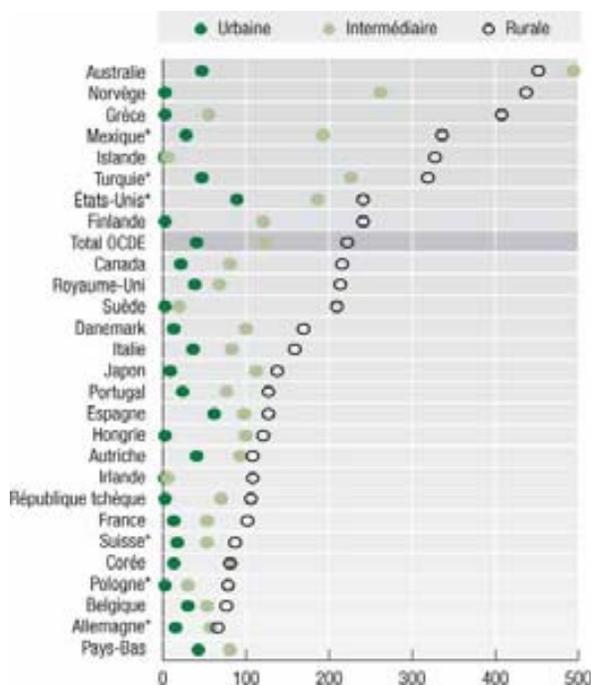
20.1. Le temps de déplacement pour atteindre le centre le plus proche est le plus élevé dans les pays à faible densité démographique

Variation régionale du temps de déplacement (en heures) pour atteindre le centre le plus proche, 2001 (TL3)



20.2. En moyenne, les temps de déplacement pour les régions rurales dans les pays de l'OCDE dépassent 3.5 heures

Temps moyen (en minutes) de déplacement pour atteindre le centre le plus proche, par type de région, 2001 (TL3)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146118600850>

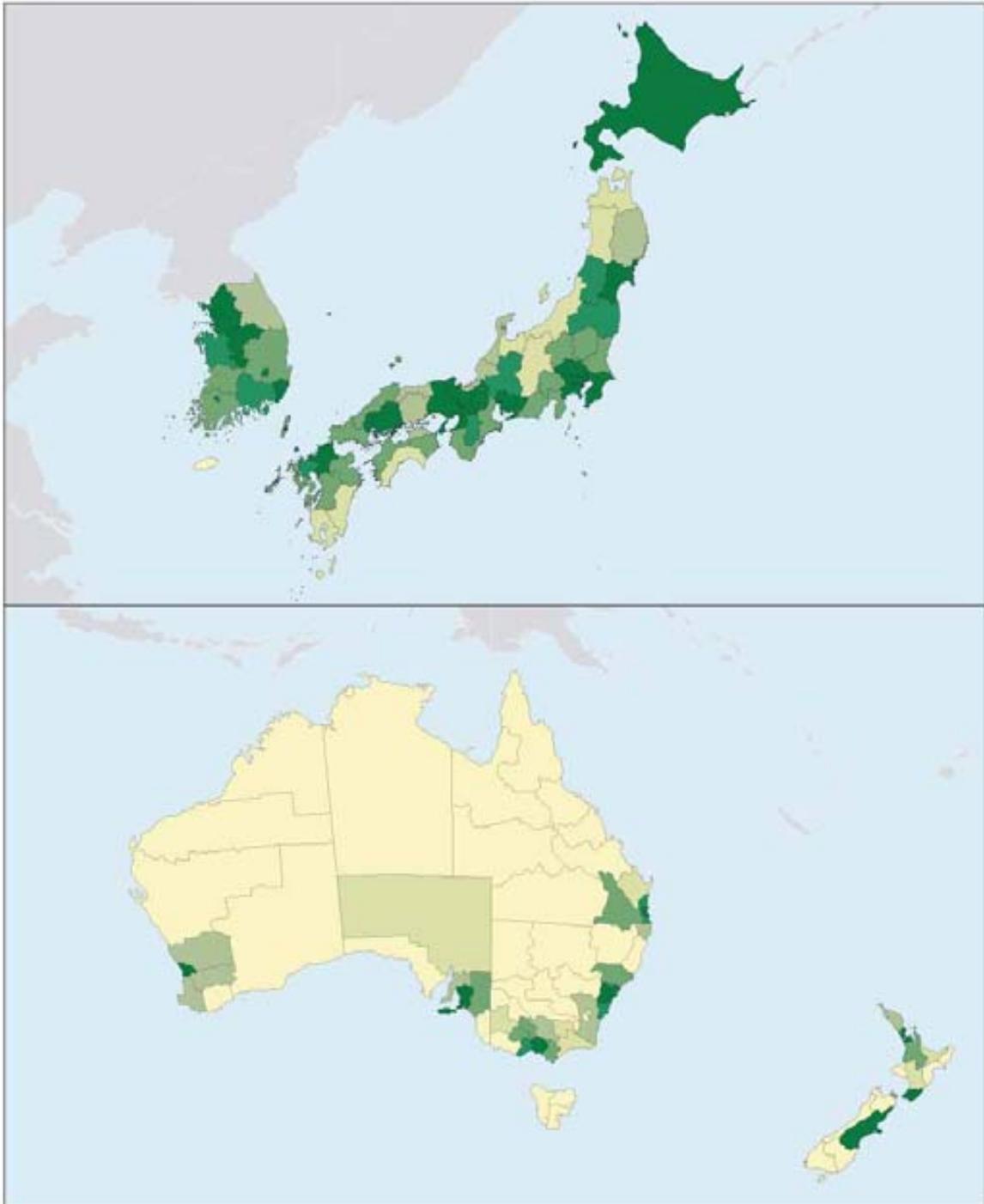
Définition

L'accessibilité est le temps de déplacement nécessaire pour atteindre le centre urbain le plus proche. Ce centre est défini soit comme une ville d'au moins 300 000 habitants, soit comme une agglomération urbaine d'au moins 500 000 habitants. Ces définitions sont conformes aux *Principes et recommandations des Nations Unies concernant les recensements de la population et de l'habitat*.

20. ACCESSIBILITÉ : TEMPS DE DÉPLACEMENT JUSQU'AU CENTRE URBAIN LE PLUS PROCHE

20.3. Temps de déplacement jusqu'au centre urbain le plus proche : Asie et Océanie 2001

- Inférieur à 30 min.
- Entre 30 et 60 min.
- Entre 60 et 120 min.
- Entre 120 et 180 min.
- Entre 180 et 240 min.
- Supérieur à 240 min.

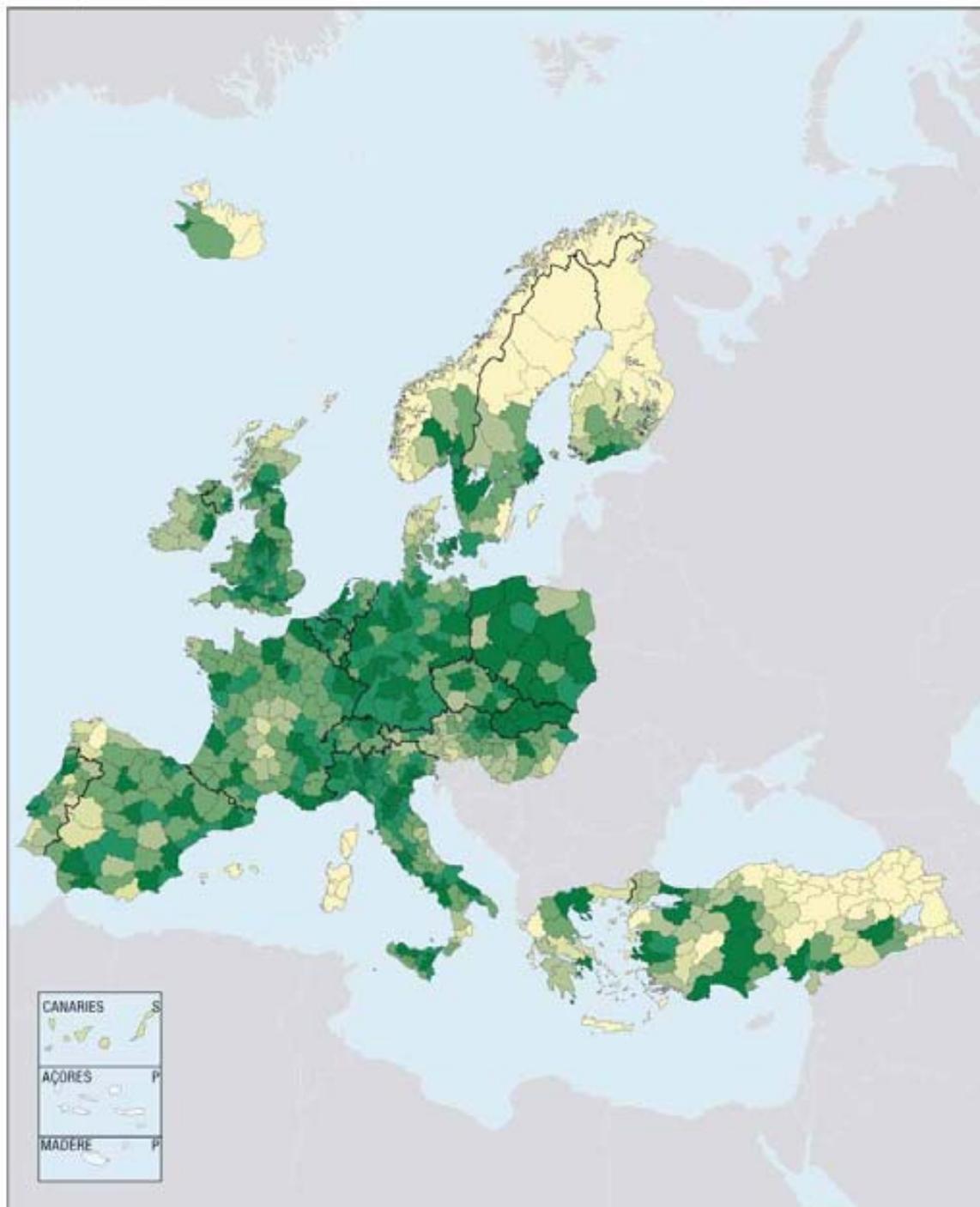


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147208462364>

20. ACCESSIBILITÉ : TEMPS DE DÉPLACEMENT JUSQU'AU CENTRE URBAIN LE PLUS PROCHE

20.4. Temps de déplacement jusqu'au centre urbain le plus proche : Europe 2001

- Inférieur à 30 min.
- Entre 30 et 60 min.
- Entre 60 et 120 min.
- Entre 120 et 180 min.
- Entre 180 et 240 min.
- Supérieur à 240 min.

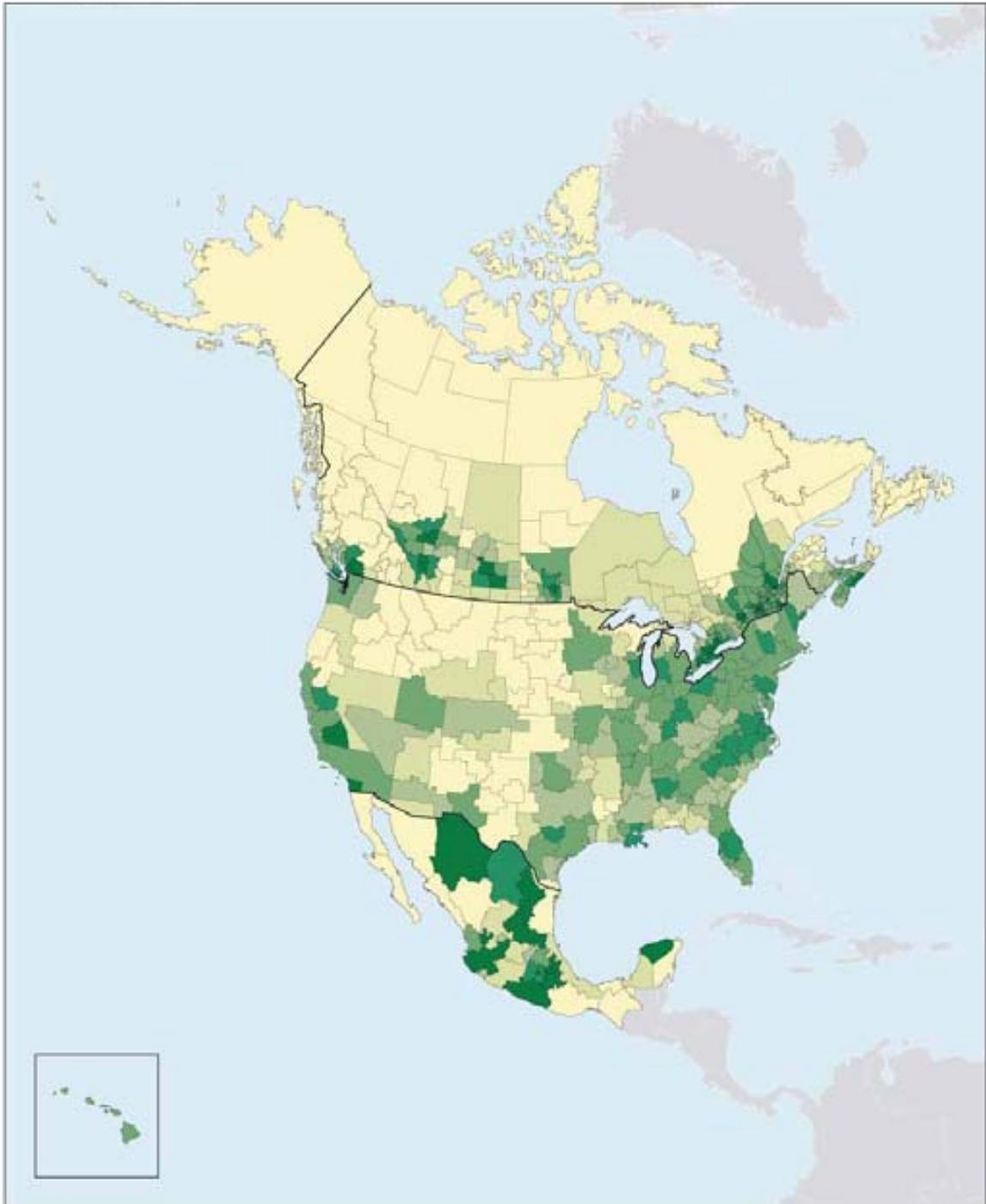


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147208462364>

20. ACCESSIBILITÉ : TEMPS DE DÉPLACEMENT JUSQU'AU CENTRE URBAIN LE PLUS PROCHE

20.5. Temps de déplacement jusqu'au centre urbain le plus proche : Amérique du Nord 2001

- Inférieur à 30 min.
- Entre 30 et 60 min.
- Entre 60 et 120 min.
- Entre 120 et 180 min.
- Entre 180 et 240 min.
- Supérieur à 240 min.



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147208462364>

21. ÉDUCATION : INSCRIPTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un niveau élevé d'instruction de la population active est un facteur majeur de compétitivité régionale. Le taux d'inscriptions est une mesure couramment utilisée du niveau de participation à l'enseignement supérieur.

La Corée excelle dans l'éducation

Le graphique 21.1 montre les variations régionales des taux d'inscriptions d'étudiants dans l'enseignement supérieur en 2003. Le pays qui présente les plus forts écarts de taux d'inscriptions est la République tchèque, où la capitale (Prague) affiche le taux le plus élevé (94 étudiants pour 1 000 habitants) et la région qui l'entoure (Bohême centrale) le taux le plus bas (3). Au contraire, les pays où la disparité est la plus faible sont les Pays-Bas et le Japon. La Corée compte la région au plus fort taux d'inscriptions de toutes les régions de l'OCDE (96 pour 1 000 à

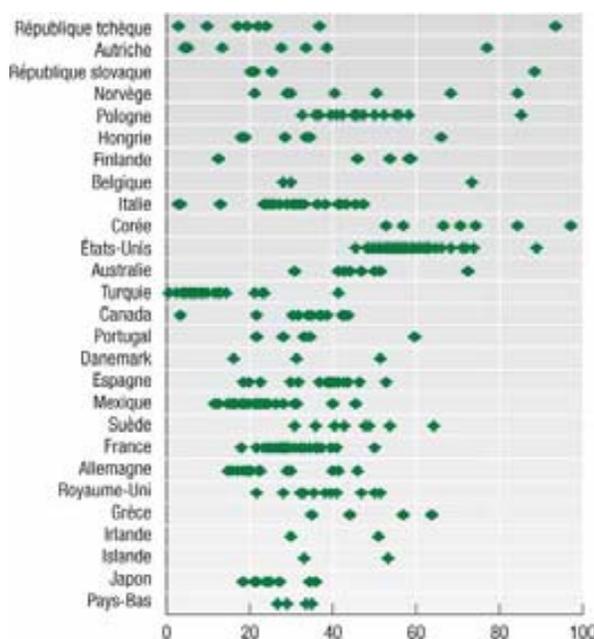
Chungcheong). De plus, le taux d'inscriptions régional le plus bas (52) y est supérieur au taux régional le plus élevé de plusieurs pays de l'OCDE.

Les régions urbaines bénéficient des taux d'inscriptions les plus élevés

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la corrélation entre les taux d'inscriptions des étudiants dans l'enseignement supérieur et la part de la population qui vit dans les régions urbaines est positive (graphique 21.2), du fait que les universités tendent à être concentrées dans les grands centres urbains. Au contraire, la corrélation est négative pour les régions rurales dans la plupart des pays (à l'exception de la République slovaque, de la République tchèque, du Royaume-Uni, de la Corée, de l'Espagne et du Mexique), alors qu'elle est positive pour les régions intermédiaires dans 12 pays sur les 27 considérés.

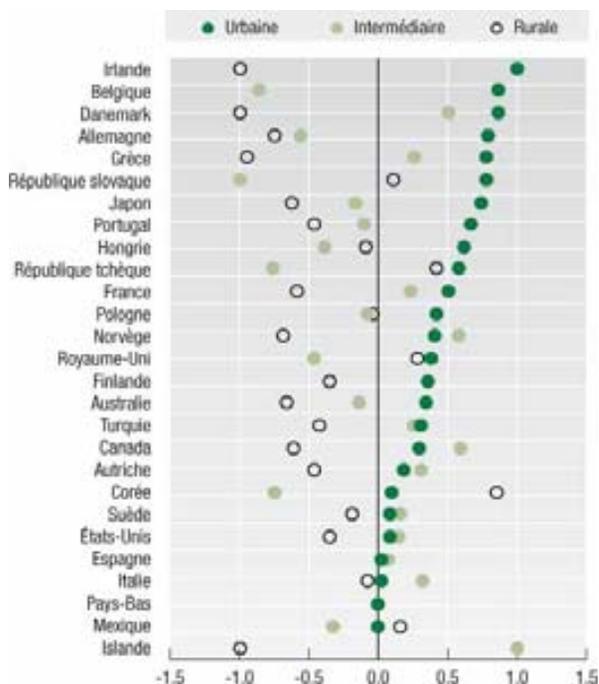
21.1. La République tchèque est le pays où les écarts de taux d'inscriptions sont les plus grands

Fourchette de variation du taux d'inscription dans l'enseignement supérieur pour 1 000 habitants, 2003 (TL2)



21.2. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les universités tendent à être concentrées dans les grands centres urbains

Corrélation de Spearman entre le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur et la proportion de la population par type de région, 2003 (TL2)



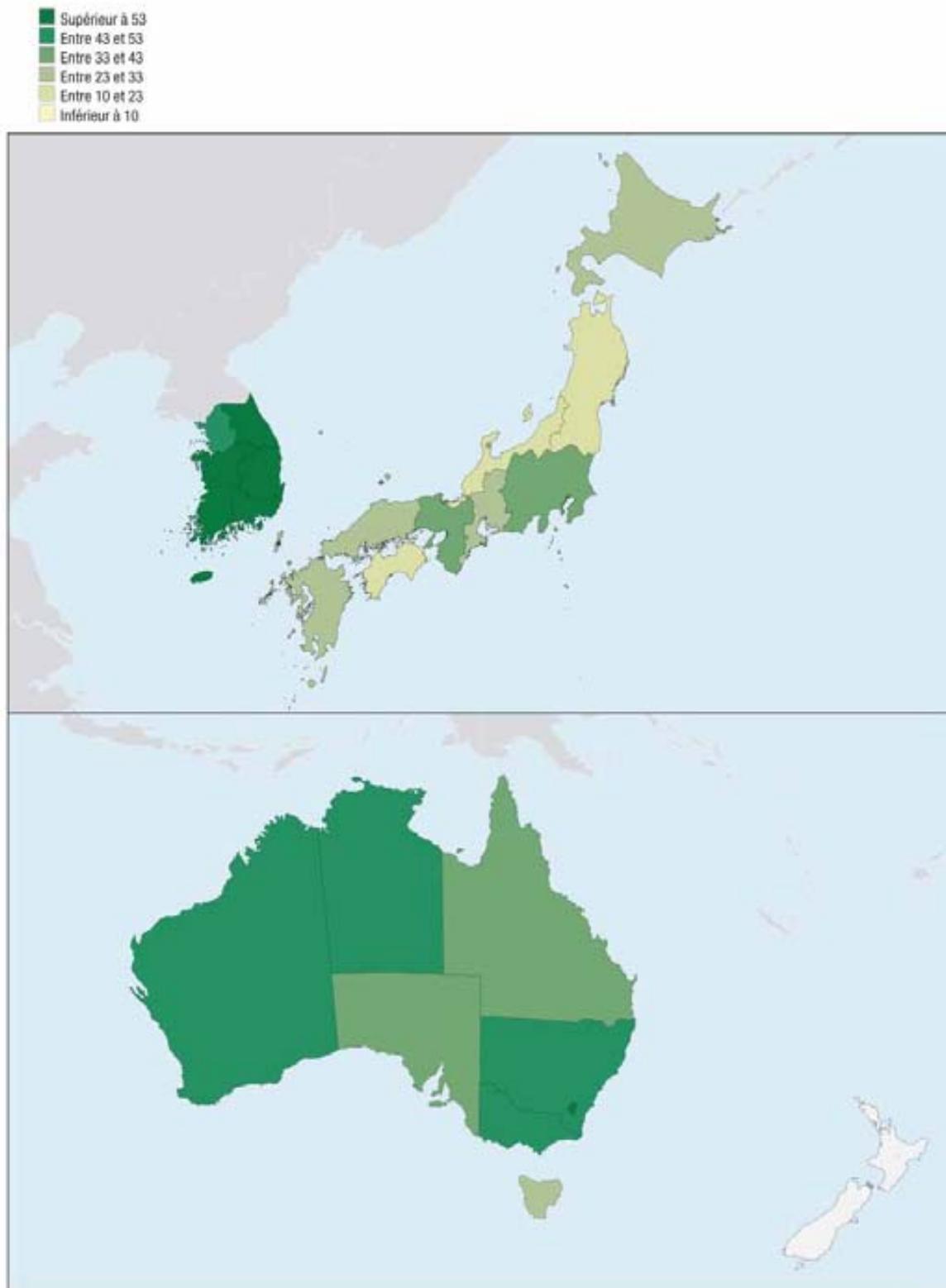
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146173735023>

Définition

Le nombre total d'inscriptions est le nombre total d'étudiants inscrits dans tous les types d'établissements publics et privés d'enseignement supérieur et autres établissements dispensant un enseignement supérieur structuré (CITE 5- 6).

21.3. Taux d'inscriptions d'étudiants dans l'enseignement supérieur : Asie et Océanie

Nombre d'étudiantes pour 1 000 habitants, 2003

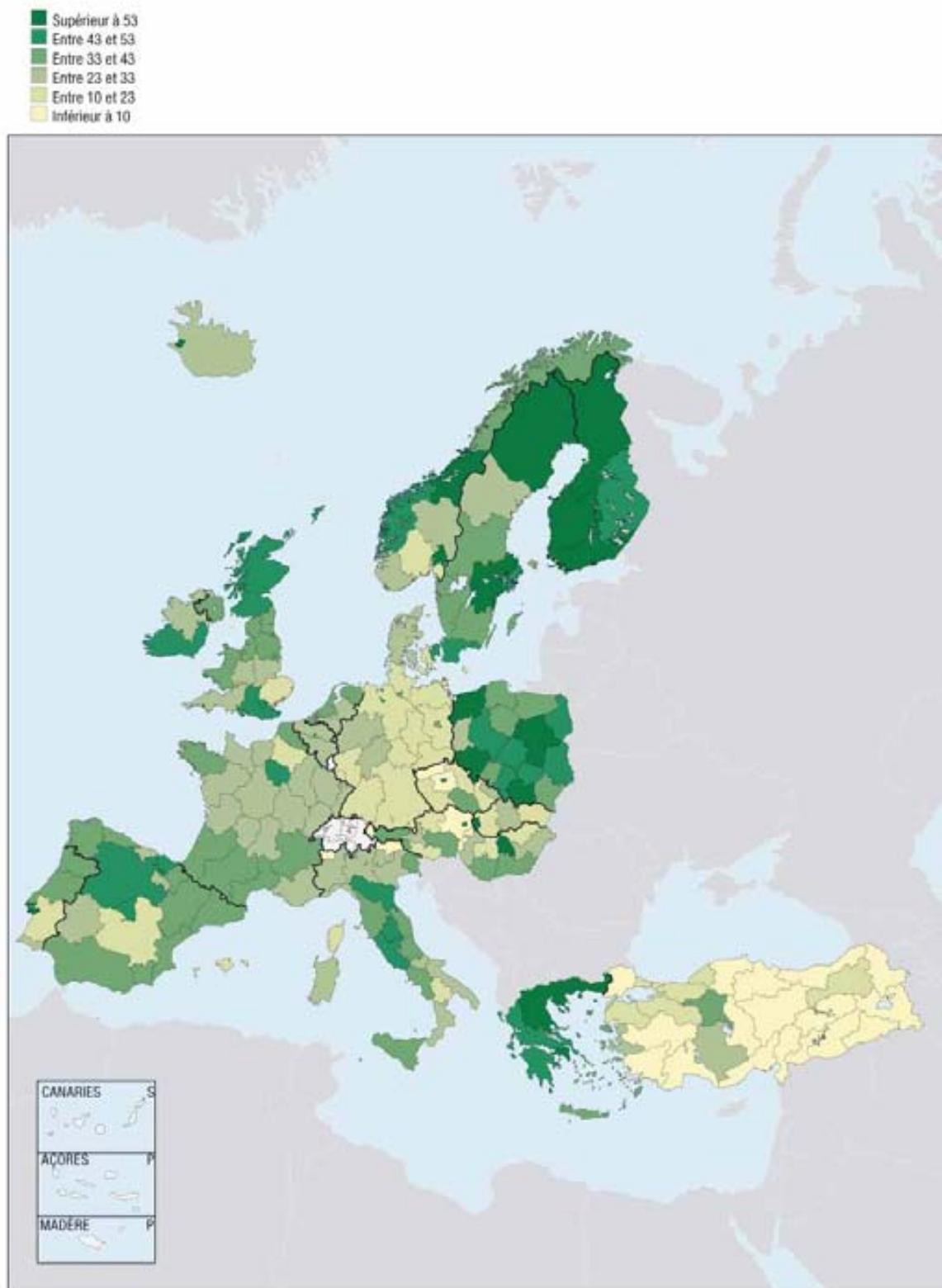


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147380223740>

21. ÉDUCATION : INSCRIPTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

21.4. Taux d'inscriptions d'étudiants dans l'enseignement supérieur : Europe

Nombre d'étudiantes pour 1 000 habitants, 2003

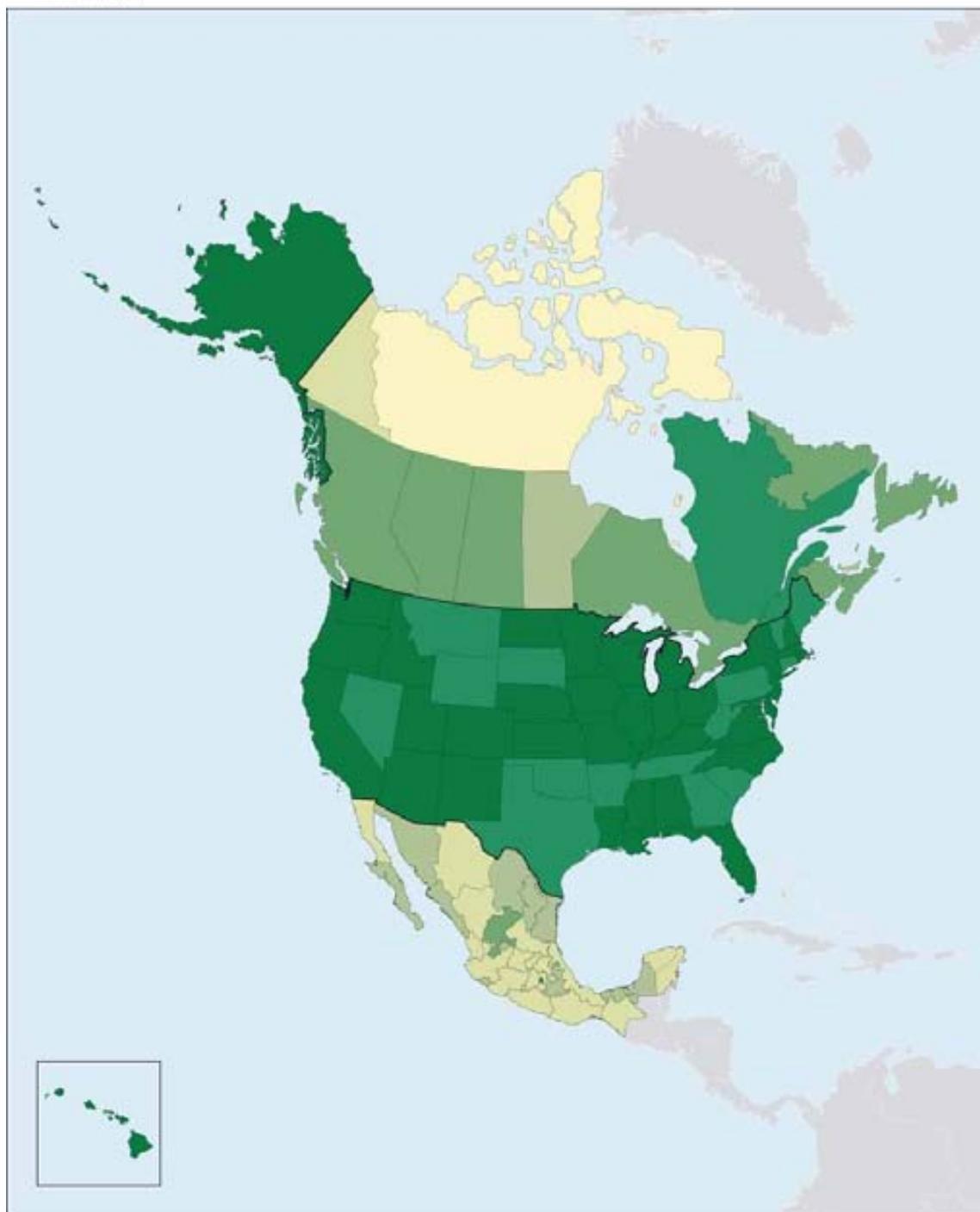


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147380223740>

21.5. Taux d'inscriptions d'étudiants dans l'enseignement supérieur : Amérique du Nord

Nombre d'étudiantes pour 1 000 habitants, 2003

- Supérieur à 53
- Entre 43 et 53
- Entre 33 et 43
- Entre 23 et 33
- Entre 10 et 23
- Inférieur à 10



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147380223740>

22. TAUX DE PARTICIPATION AUX SCRUTINS NATIONAUX

Le taux de participation au vote donne une indication du degré de confiance des citoyens dans l'État et de leur engagement dans la vie politique.

La graphique 22.1 montre la fourchette des variations régionales des taux de participation au vote dans les pays de l'OCDE au derniers scrutins nationaux. En Australie, où le vote est obligatoire, c'est la région de Tasmanie qui enregistre le taux le plus élevé de l'OCDE (96 %). La Belgique, l'Autriche, l'Italie et la Turquie affichent aussi des taux de participation très élevés dans certaines de leurs régions. Parmi ces pays, c'est la Belgique qui affiche la plus faible variation régionale (87-93 %).

Les variations régionales sont grandes aux États-Unis

La plus forte variabilité régionale est observée aux États-Unis, avec un écart d'environ 31 points entre le taux le plus bas et le plus élevé; viennent ensuite l'Espagne (24 points), le Mexique (22 points), la Finlande et l'Italie (20 points). Les régions qui affichent le plus bas taux de participation se trouvent en Pologne (34 % en Opolskie) et en Suisse (43 % en Ostschweiz). Ce sont la Nouvelle-Zélande, la

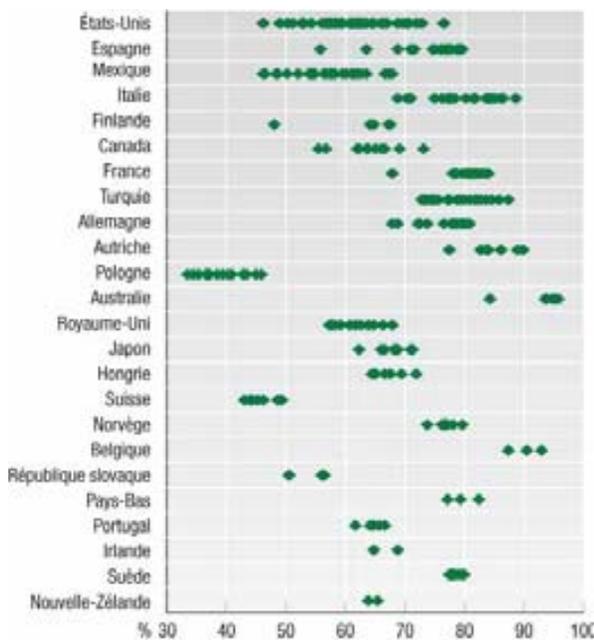
Suède et l'Irlande qui affichent les plus petites disparités régionales de taux de participation.

Les taux de participation varient selon le type de région

La corrélation entre les taux de participation au vote et la part de la population selon le type de région (urbaine, intermédiaire et rurale) ne révèle pas de tendance claire dans les pays de l'OCDE (graphique 22.2). Dans les régions urbaines, la corrélation est positive pour 11 pays (le Portugal, la Finlande, la Pologne, la Hongrie, la Norvège, l'Italie, l'Australie, le Mexique, l'Allemagne, la Turquie et la Suède) et elle est négative pour les autres. Dans les régions rurales, la corrélation est positive pour 12 pays (l'Australie, la Turquie, la Suède, la Canada, le Japon, l'Espagne, la République slovaque, les États-Unis, la France, l'Autriche, le Royaume-Uni et l'Irlande). En Australie, en Suède et en Turquie, le taux de participation au vote est corrélé positivement à la part de la population dans les régions urbaines ainsi que dans les régions rurales, mais en Suède le coefficient est plus élevé pour les régions rurales.

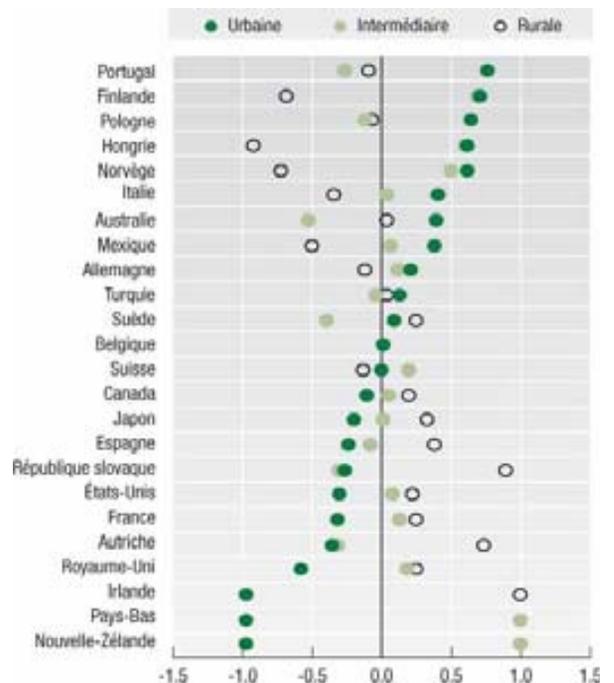
22.1. Les États-Unis affichent la plus forte variabilité régionale du taux de participation au vote

Fourchette de variation des taux de participation aux derniers scrutins nationaux (TL2)



22.2. Les taux de participation au vote varient selon le type de région dans les pays de l'OCDE

Coefficient de corrélation de Spearman entre le taux de participation au vote et la part de la population selon le type de région, dernier scrutin national (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146225886434>

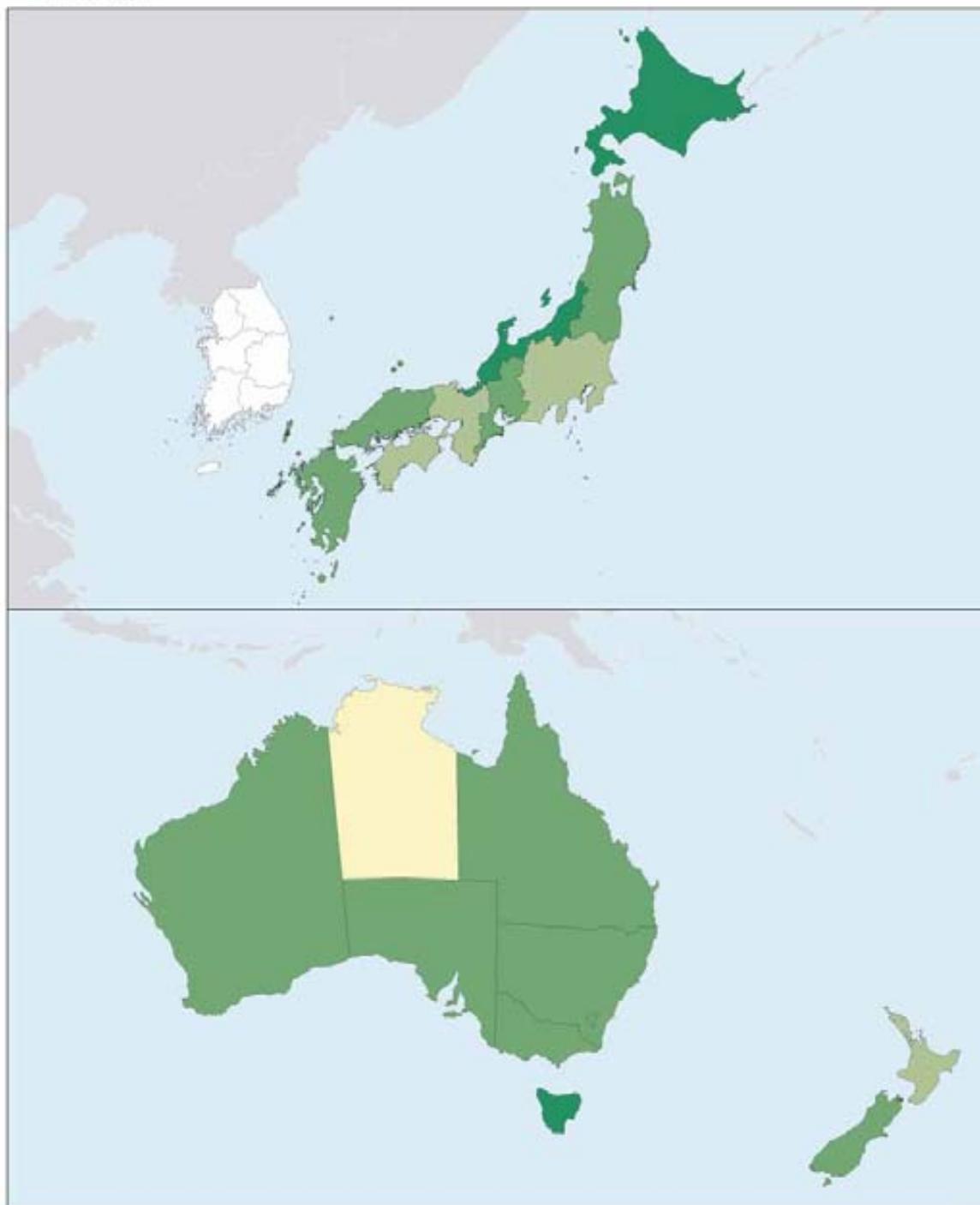
Définition

Le taux de participation est le rapport entre le nombre de votants et le nombre d'électeurs au dernier scrutin national.

22.3. Taux de participation au vote par région : Asie et Océanie

Pourcentage de la moyenne nationale au dernier scrutin national/fédéral

- Supérieur à 106 %
- Entre 102 % et 106 %
- Entre 100 % et 102 %
- Entre 97 % et 102 %
- Entre 93 % et 97 %
- Inférieur à 93 %



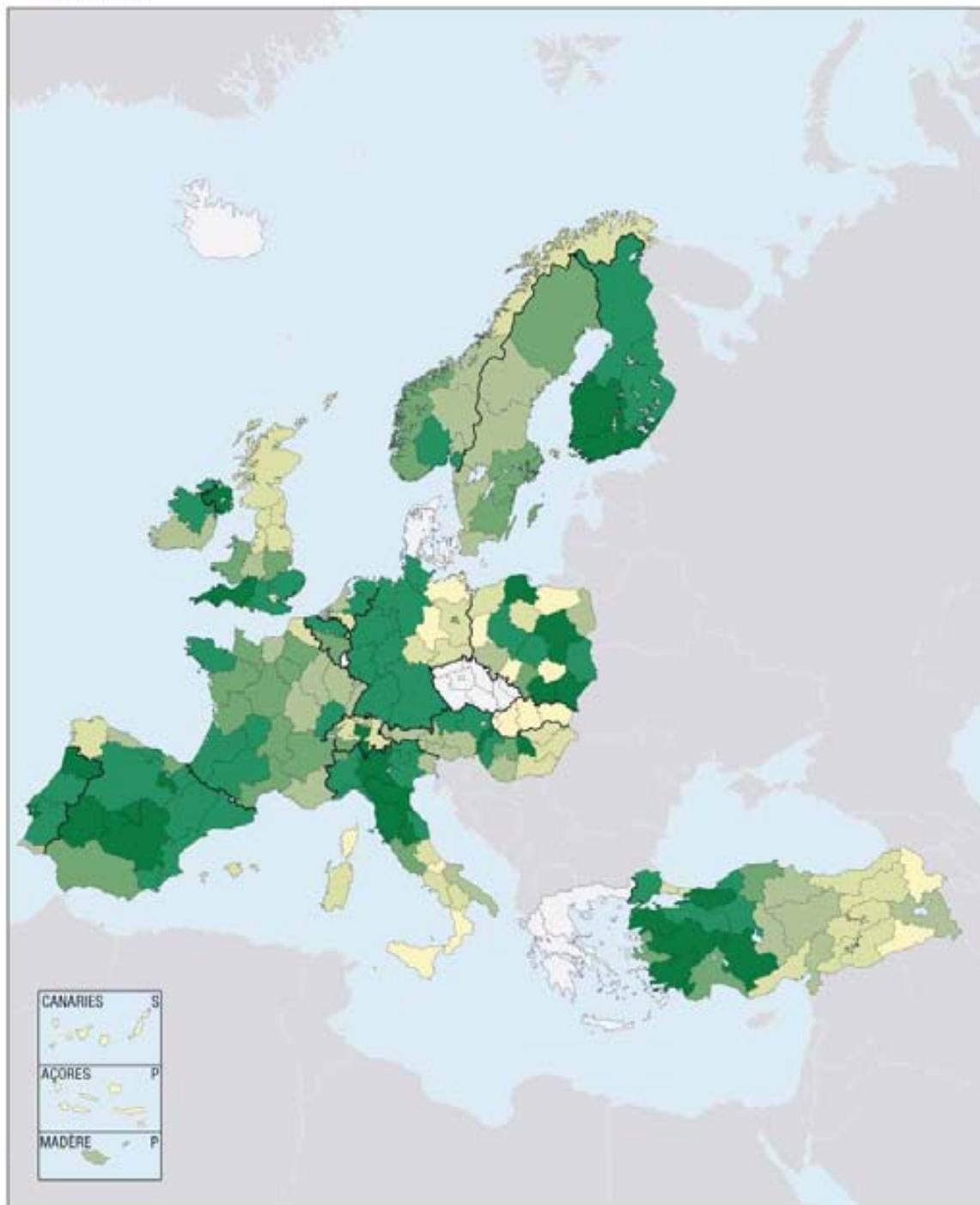
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147381442234>

22. TAUX DE PARTICIPATION AUX SCRUTINS NATIONAUX

22.4. Taux de participation au vote par région : Europe

Pourcentage de la moyenne nationale au dernier scrutin national/fédéral

- Supérieur à 106 %
- Entre 102 % et 106 %
- Entre 100 % et 102 %
- Entre 97 % et 102 %
- Entre 93 % et 97 %
- Inférieur à 93 %

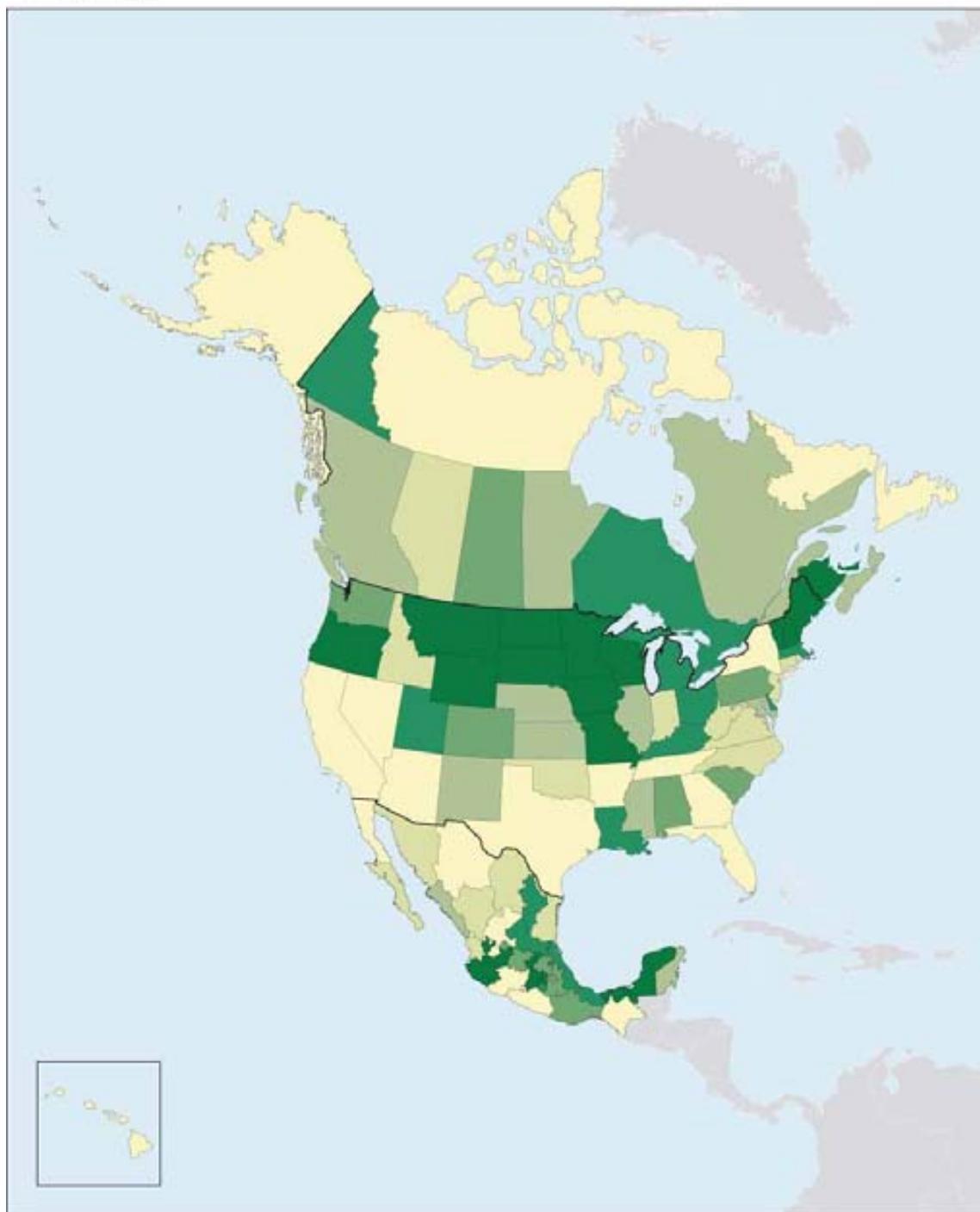


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147381442234>

22.5. Taux de participation au vote par région : Amérique du Nord

Pourcentage de la moyenne nationale au dernier scrutin national/fédéral

- Supérieur à 106 %
- Entre 102 % et 106 %
- Entre 100 % et 102 %
- Entre 97 % et 102 %
- Entre 93 % et 97 %
- Inférieur à 93 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147381442234>

23. SÉCURITÉ : DÉLITS DÉCLARÉS CONTRE LES BIENS

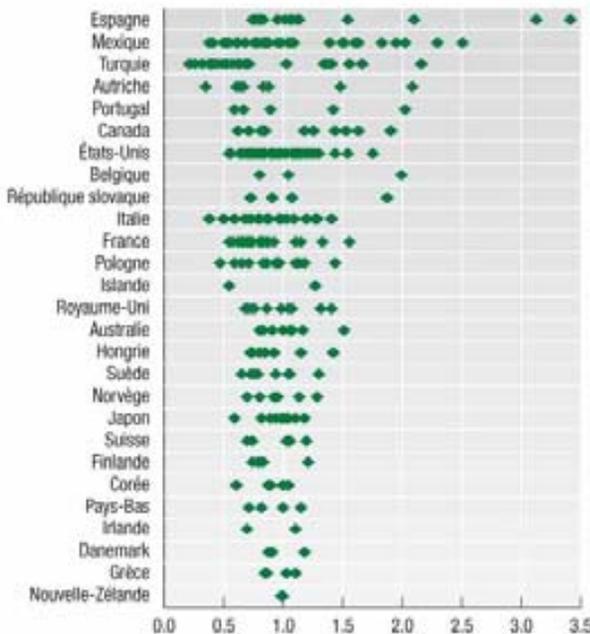
La sécurité est un élément important de l'attractivité des régions. L'absence de normes internationales pour les statistiques de la criminalité rend les comparaisons internationales difficiles. En effet, ces statistiques dépendent de la façon dont la législation nationale définit la criminalité et la délinquance et des critères statistiques retenus pour comptabiliser les actes de délinquance. De plus, la propension de la population à porter plainte varie beaucoup, non seulement d'un pays à l'autre, mais aussi d'une région à l'autre à l'intérieur d'un même pays.

Les taux de criminalité varient pour plusieurs raisons

Le graphique 23.1 illustre les variations autour de la moyenne nationale du nombre de délits contre les biens. L'Espagne, le Mexique et la Turquie affichent les variations régionales les plus marquées et la Nouvelle-Zélande, la Grèce et le Danemark les plus faibles disparités. L'importante variation observée en Espagne est principalement due à deux régions (Melilla et Aragon) où le

23.1. L'Espagne affiche les disparités régionales les plus marquées du taux de délits contre les biens signalés

Variations autour de la moyenne nationale du taux de délits contre les biens signalés, 2003 (TL2)



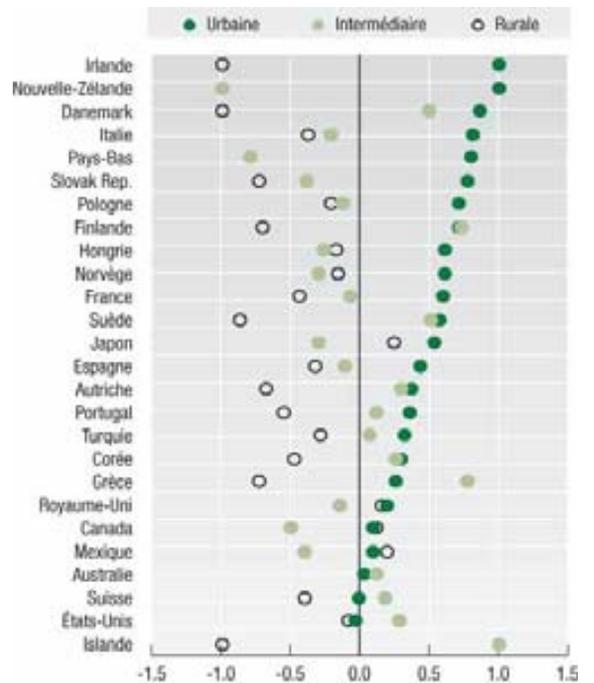
taux de criminalité est trois fois supérieur à la moyenne nationale. Dans plusieurs pays, certaines régions ont un taux deux fois supérieur à la moyenne nationale : l'Autriche (Vienne), la Belgique (Bruxelles), le Mexique (Baja California Norte, Baja California Sur, Colima), le Portugal (Algarve), l'Espagne (Ceuta) et la Turquie (Istanbul).

Les taux de criminalité sont plus faibles dans les régions rurales

La corrélation entre les taux de délits contre les biens et la part de la population selon le type de région (urbaine, intermédiaire et rurale) est positive pour les régions urbaines dans tous les pays considérés sauf la Suisse et les États-Unis (graphique 23.2). Le coefficient de corrélation est négatif pour les régions rurales dans la majorité de pays, à l'exception de l'Australie, du Canada, du Japon, du Mexique et du Royaume-Uni. Au Mexique et au Canada, la corrélation est positive à la fois pour les régions rurales et urbaines; néanmoins, le coefficient est plus élevé pour les régions rurales.

23.2. Les délits contre les biens sont plus fréquents dans les régions urbaines

Coefficient de corrélation de Spearman entre le taux de délits contre les biens et la part de la population selon le type de région, 2003 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146228526767>

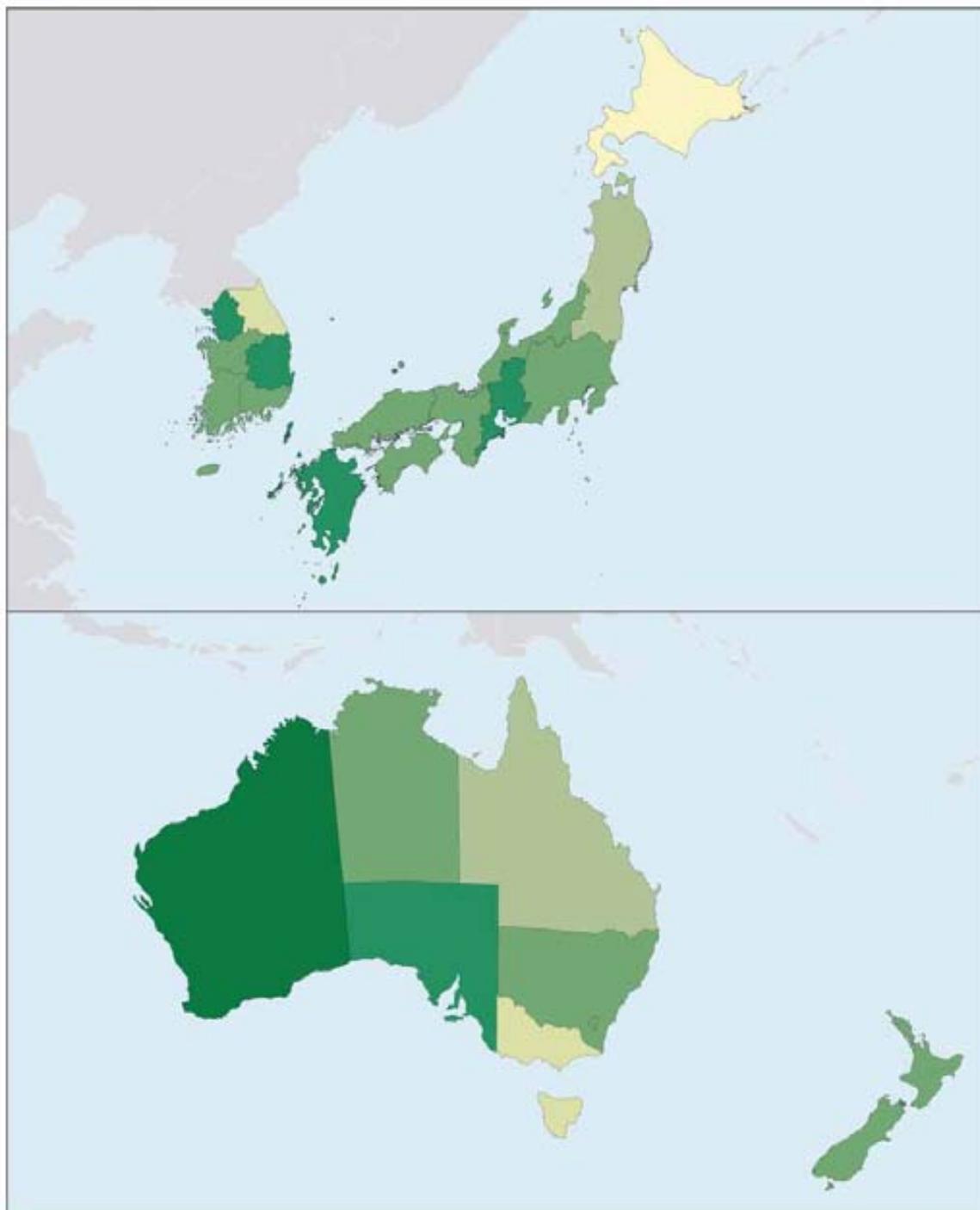
Définition

Le taux de délits contre les biens correspond au nombre de crimes déclarés pour 100 habitants. Les délits contre les biens signalés sont le nombre de délits signalés à la police. Les délits contre les biens comprennent : les faux, les incendies volontaires, les cambriolages, les vols, les escroqueries, les vols qualifiés, les actes de malveillance.

23.3. Délits contre les biens déclarés par région : Asie et Océanie

Par habitant, en pourcentage de la moyenne nationale 2003

- Supérieur à 130 %
- Entre 110 % et 130 %
- Entre 95 % et 110 %
- Entre 80 % et 95 %
- Entre 65 % et 80 %
- Inférieur à 65 %

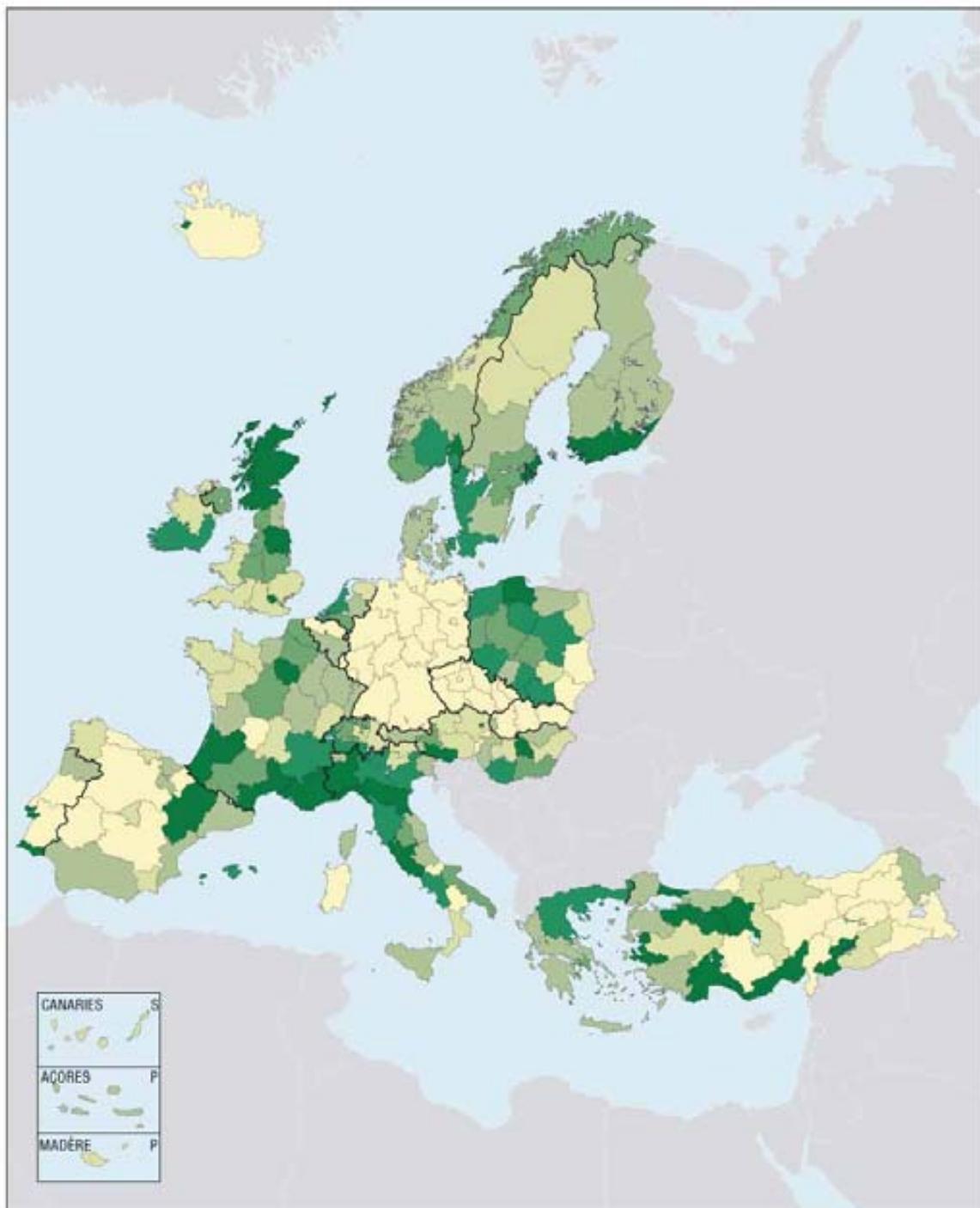


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147407103784>

23.4. Délits contre les biens déclarés par région : Europe

Par habitant, en pourcentage de la moyenne nationale 2003

- Supérieur à 130 %
- Entre 110 % et 130 %
- Entre 95 % et 110 %
- Entre 80 % et 95 %
- Entre 65 % et 80 %
- Inférieur à 65 %

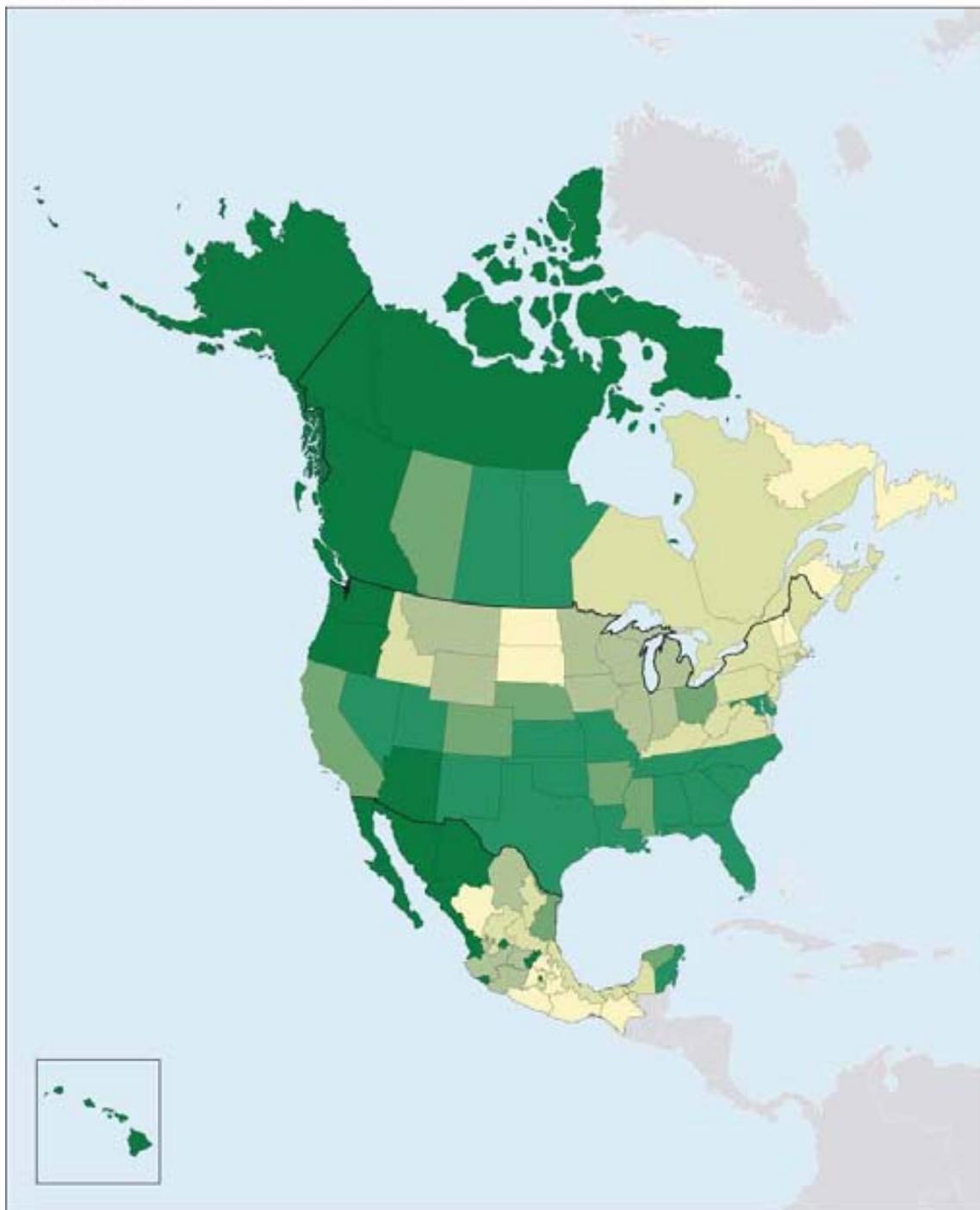


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147407103784>

23.5. Délits contre les biens déclarés par région : Amérique du Nord

Par habitant, en pourcentage de la moyenne nationale 2003

- Supérieur à 130 %
- Entre 110 % et 130 %
- Entre 95 % et 110 %
- Entre 80 % et 95 %
- Entre 65 % et 80 %
- Inférieur à 65 %



24. SÉCURITÉ : MEURTRES DÉCLARÉS

Le nombre de meurtres par habitant est un indicateur du degré de sécurité d'une région. Contrairement à d'autres indicateurs de la sécurité comme le nombre de délits déclarés contre les biens, le nombre de meurtres déclarés n'est pas fonction de la propension du public à porter plainte. Il se prête donc mieux aux comparaisons internationales.

C'est le Mexique qui accuse le taux de meurtres le plus élevé

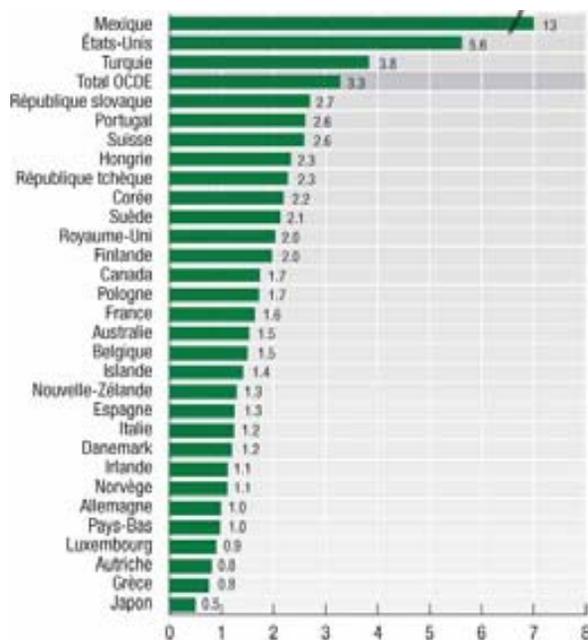
Selon la huitième Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale, en 2002, le Mexique était le pays de l'OCDE où le taux de meurtres était le plus élevé (13 pour 100 000 habitants), suivi des États-Unis (5.6) et de la Turquie (3.8). Le Japon, avec l'Autriche, la Grèce et le Luxembourg, étaient les pays où le taux de meurtres était le plus faible (graphique 24.1).

Les États-Unis affichent les disparités régionales les plus fortes

Les taux de meurtres aux États-Unis et au Canada accusent la plus forte variation régionale autour de la

24.1. Le Mexique affiche le nombre le plus élevé de meurtres déclarés pour 100 000 habitants

Taux de meurtres par pays, 2003 (TL2)

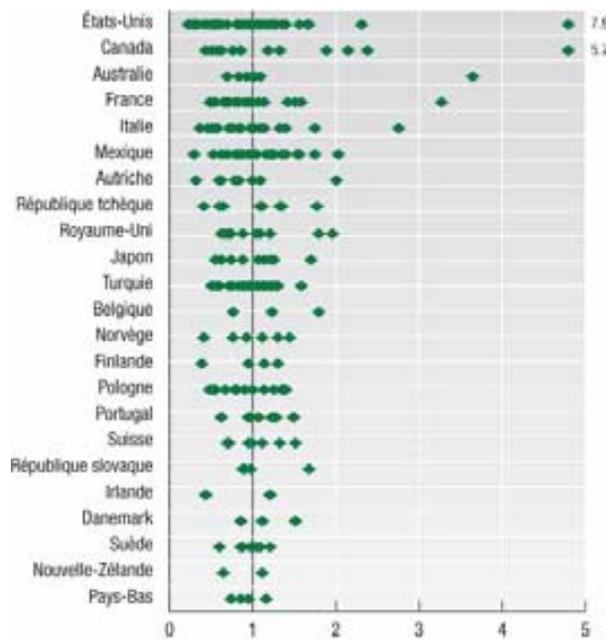


moyenne nationale (graphique 24.2). Dans les deux pays, la variation est due à une seule région qui affiche un taux très élevé. Aux États-Unis, il s'agit du District of Columbia avec un taux 7.9 fois supérieur à la moyenne nationale; au Canada il s'agit des Territoires du Nord-Ouest (5.7). L'Australie, la France et l'Italie présentent également des écarts importants par rapport à la moyenne nationale. En Australie, le taux des Territoires du Nord-Ouest est 3.6 fois supérieur à la moyenne nationale et en France le taux de la Corse est 3.3 fois la moyenne nationale. En Italie et aux États-Unis, respectivement la Calabre (2.7) et la Louisiane (2.3) enregistrent un taux de meurtres qui est plus de deux fois la moyenne nationale.

Les pays qui enregistrent la plus faible variation régionale du nombre de meurtres par habitant sont les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande et la Suède. Le Maine aux États-Unis et le Yucatan au Mexique affichent des valeurs jusqu'à 80 % inférieures à la moyenne nationale.

24.2. Les États-Unis et le Canada affichent les plus fortes variations régionales des taux de meurtres

Variation régionale autour de la moyenne nationale du taux de meurtres pour 100 000 habitants, 2003 (TL2)



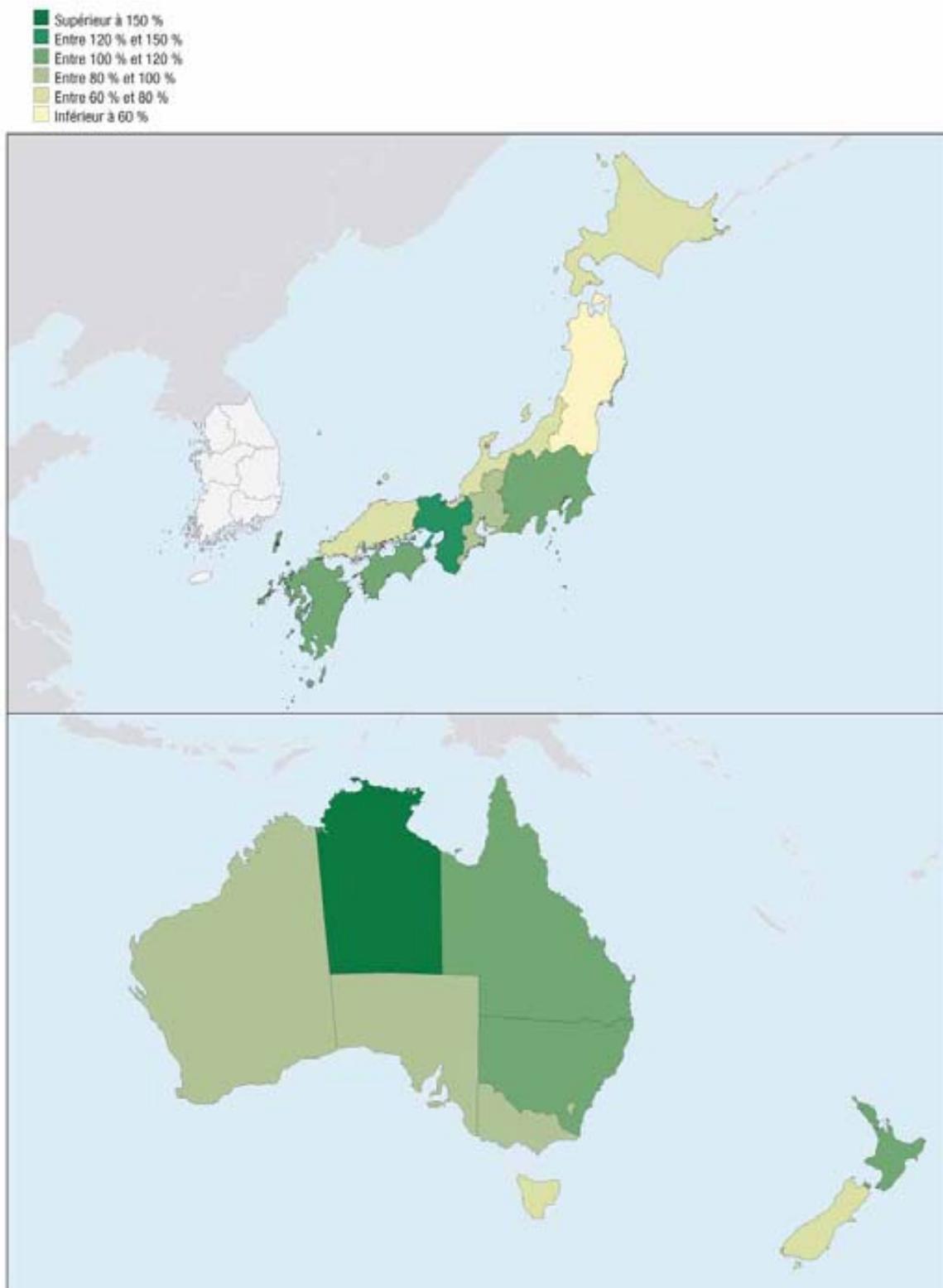
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146230053541>

Définition

Le taux d'homicide correspond au nombre de meurtres pour 100 000 habitants. Les meurtres sont les meurtres signalés à la police. Action de donner la mort illégalement et intentionnellement, encore appelée homicide volontaire.

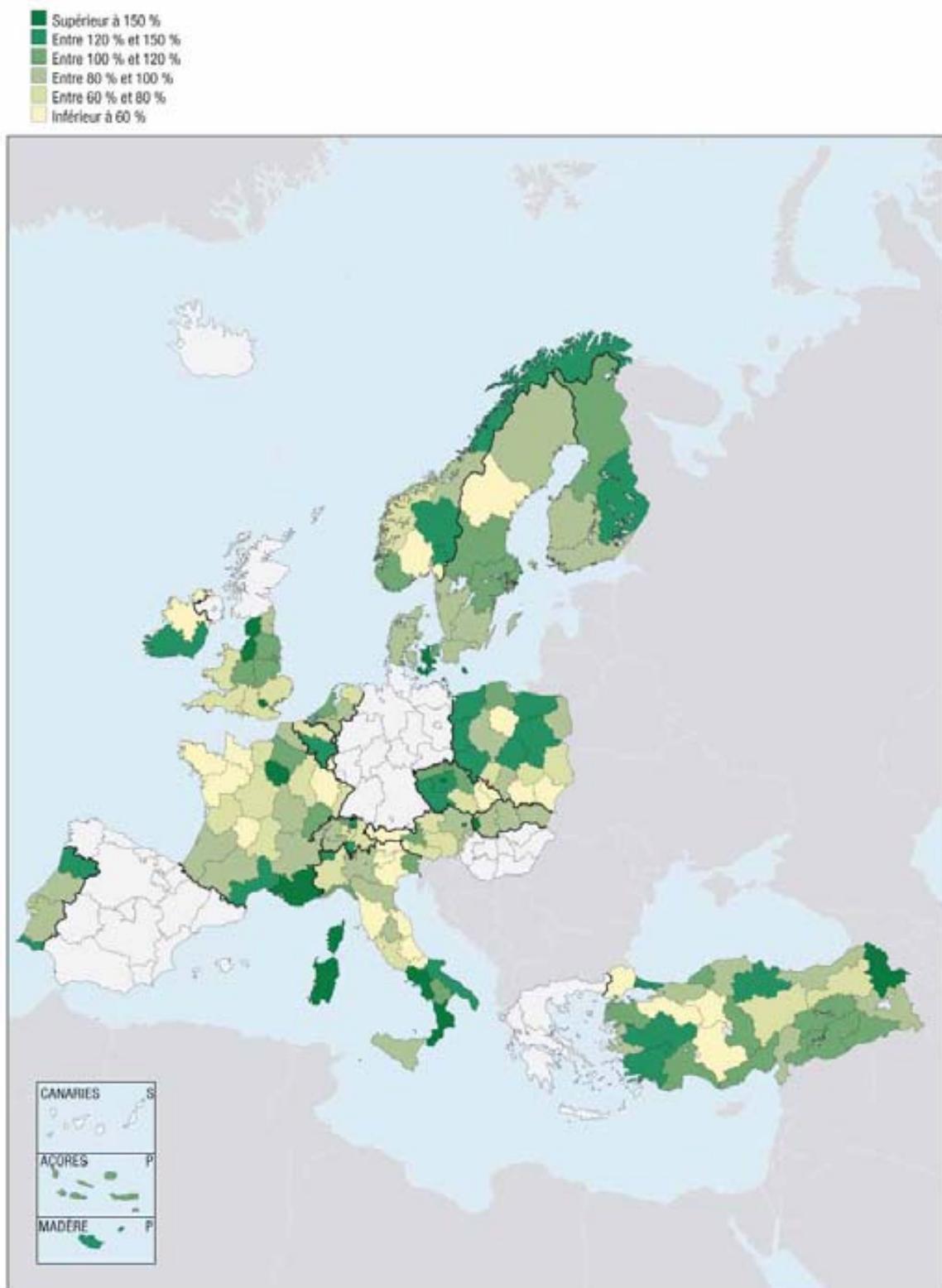
24.3. Meurtres déclarés par région : Asie et Océanie

Par habitant, en pourcentage de la moyenne nationale 2003

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147448878821>

24.4. Meurtres déclarés par région : Europe

Par habitant, en pourcentage de la moyenne nationale 2003

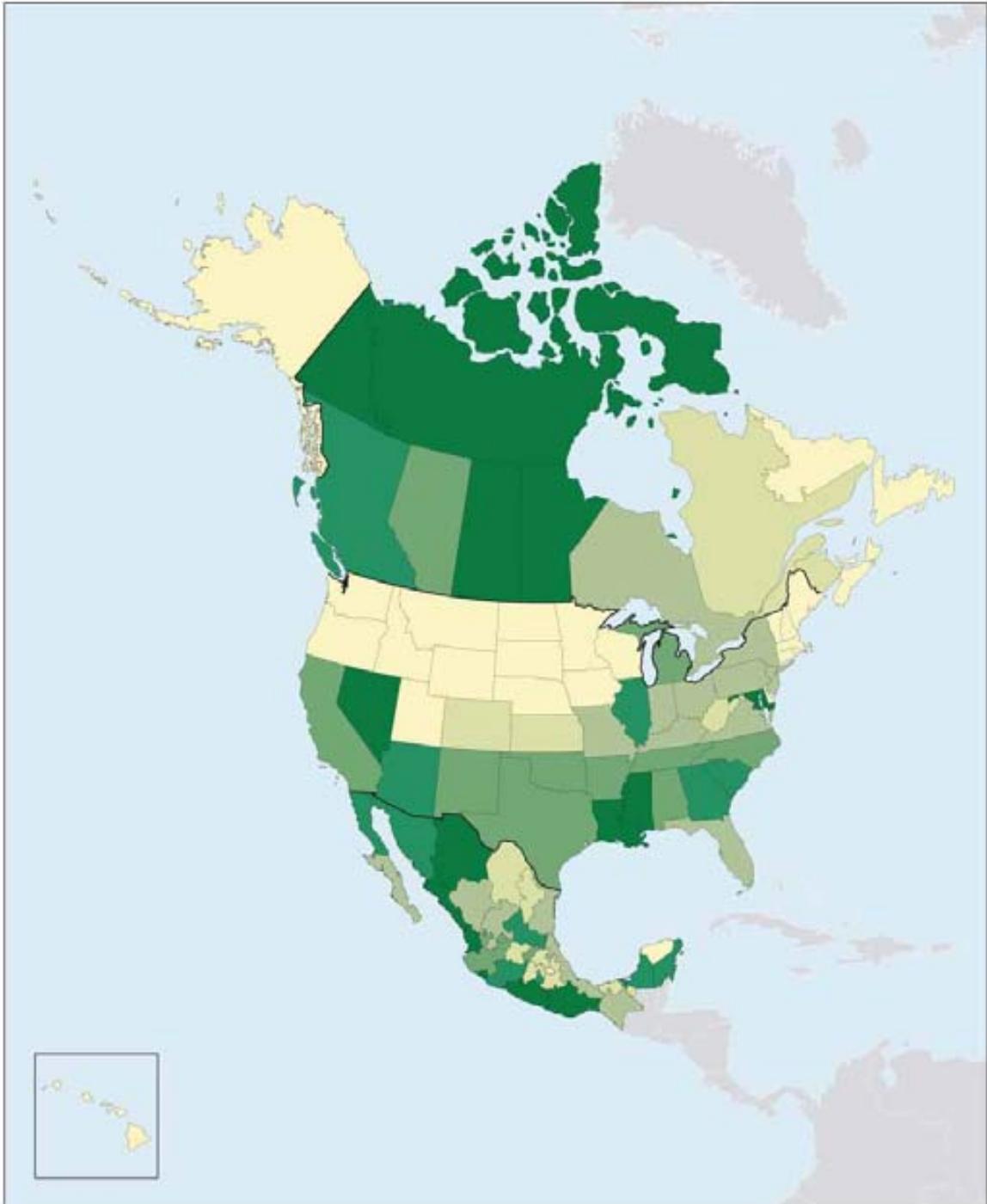


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147448878821>

24.5. Meurtres déclarés par région : Amérique du Nord

Par habitant, en pourcentage de la moyenne nationale 2003

- Supérieur à 150%
- Entre 120% et 150%
- Entre 100% et 120%
- Entre 80% et 100%
- Entre 60% et 80%
- Inférieur à 60%



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147448878821>

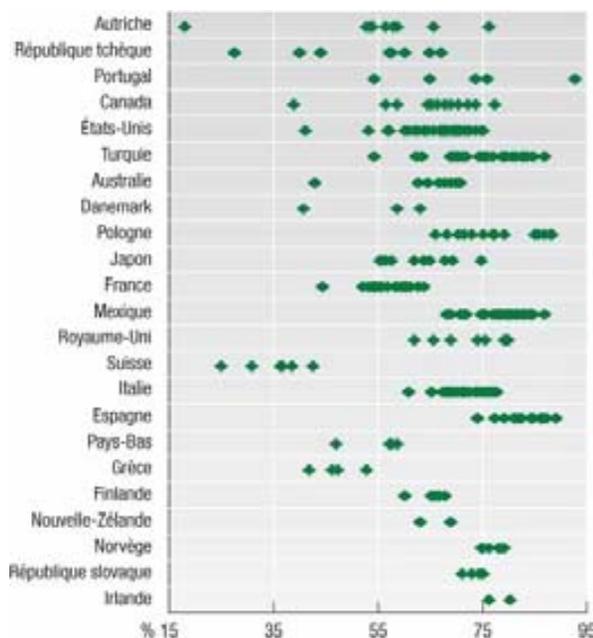
Dans beaucoup de pays de l'OCDE, la propriété du logement est un facteur important de bien-être. Elle protège les propriétaires contre la hausse des loyers et assure aux familles un abri stable et sûr. En outre, la valeur du bien représente un élément majeur du patrimoine des ménages. Les différences de taux de propriété du logement selon les pays de l'OCDE dépendent en grande partie de facteurs tels que les aides au logement locatif, l'existence de logements sociaux de qualité et la déductibilité du revenu imposable des intérêts des prêts.

Les taux de propriété du logement varient beaucoup en Autriche

Le graphique 25.1 illustre les variations régionales du taux de propriété du logement autour de la moyenne nationale. La plus forte variation régionale est observée en Autriche et en République tchèque, où la proportion de logements occupés par le propriétaire varie entre 17 % et 76 % et 27 % et 67 % respectivement. Dans les deux pays, le

25.1. L'Autriche et la République tchèque affichent la plus forte variation régionale des taux de propriété du logement

Fourchette de variation des taux de propriété du logement par région, 2001 (TL2)



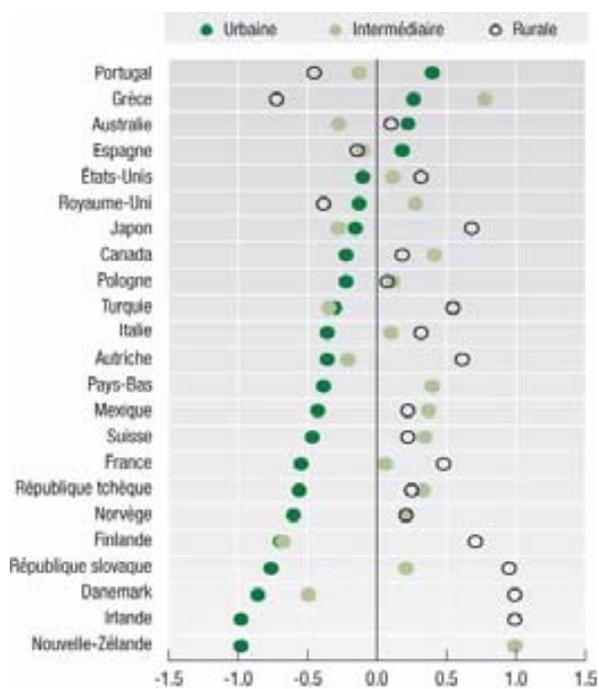
taux le plus faible de propriété du logement est celui de la région capitale, probablement en raison des prix élevés de l'immobilier.

Le taux de propriété du logement est plus élevé dans les régions rurales

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la corrélation entre les taux de propriété du logement et la part de la population par type de région (urbaine, intermédiaire et rurale) est négative pour les régions urbaines, où les prix de l'immobilier sont plus élevés (graphique 25.2). La corrélation pour les régions urbaines n'est positive qu'au Portugal, en Grèce, en Australie et en Espagne. En revanche, dans la plupart des pays, la corrélation est positive pour les régions rurales. En Australie, elle est positive à la fois pour les régions urbaines et rurales tandis qu'au Royaume-Uni elle n'est positive que pour les régions intermédiaires; elle est négative pour les régions urbaines et rurales.

25.2. Dans la plupart des pays de l'OCDE le taux de propriété du logement tend à être plus faible dans les régions urbaines

Coefficient de corrélation de Spearman entre le taux de propriété du logement et la part de la population selon le type de région, 2001 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146244560826>

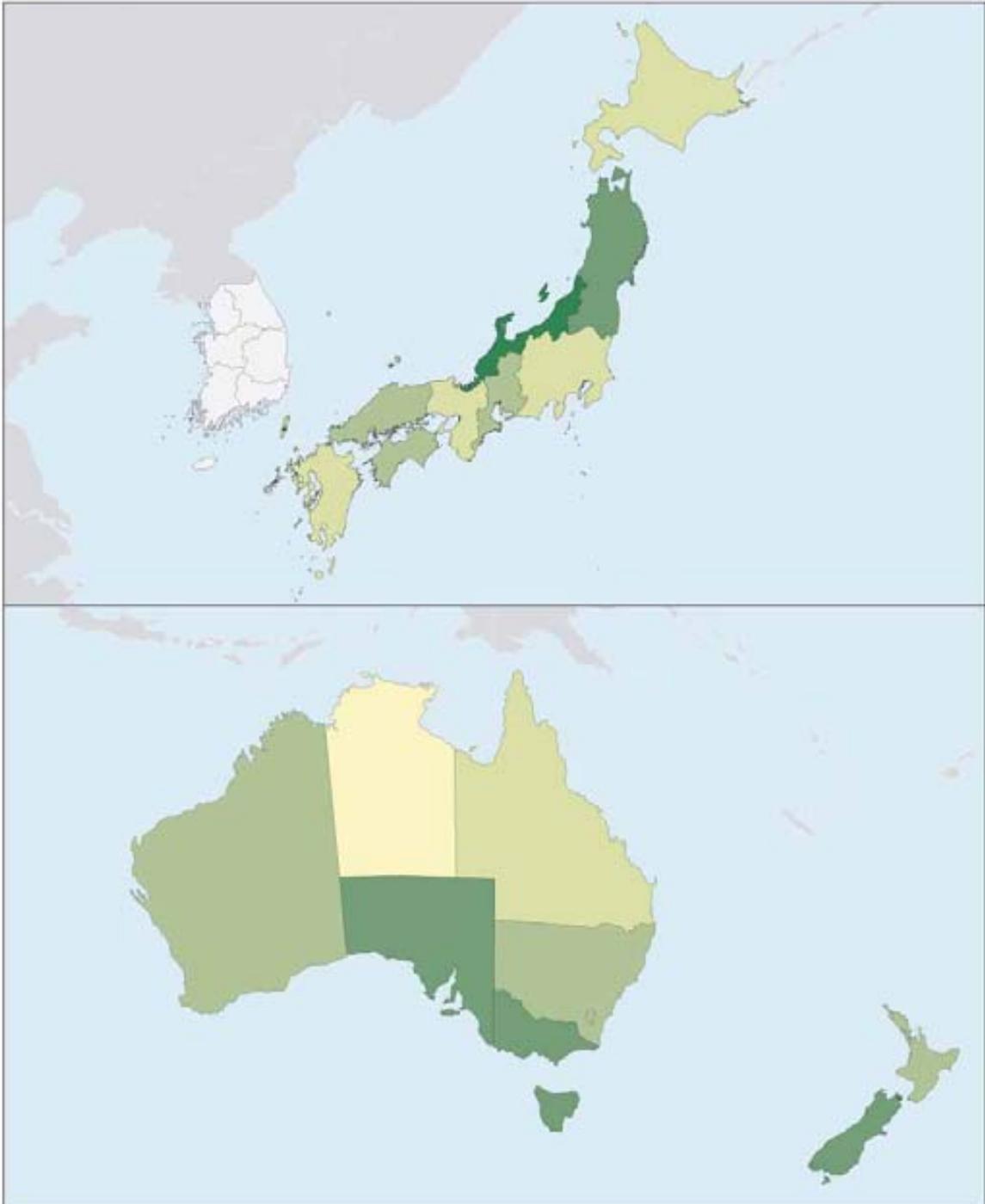
Définition

Le taux de propriété du logement est défini comme le nombre de logements occupés par leur propriétaire en pourcentage des tous les logements occupés.

25.3. Taux de propriété du logement : Asie et Océanie

2001

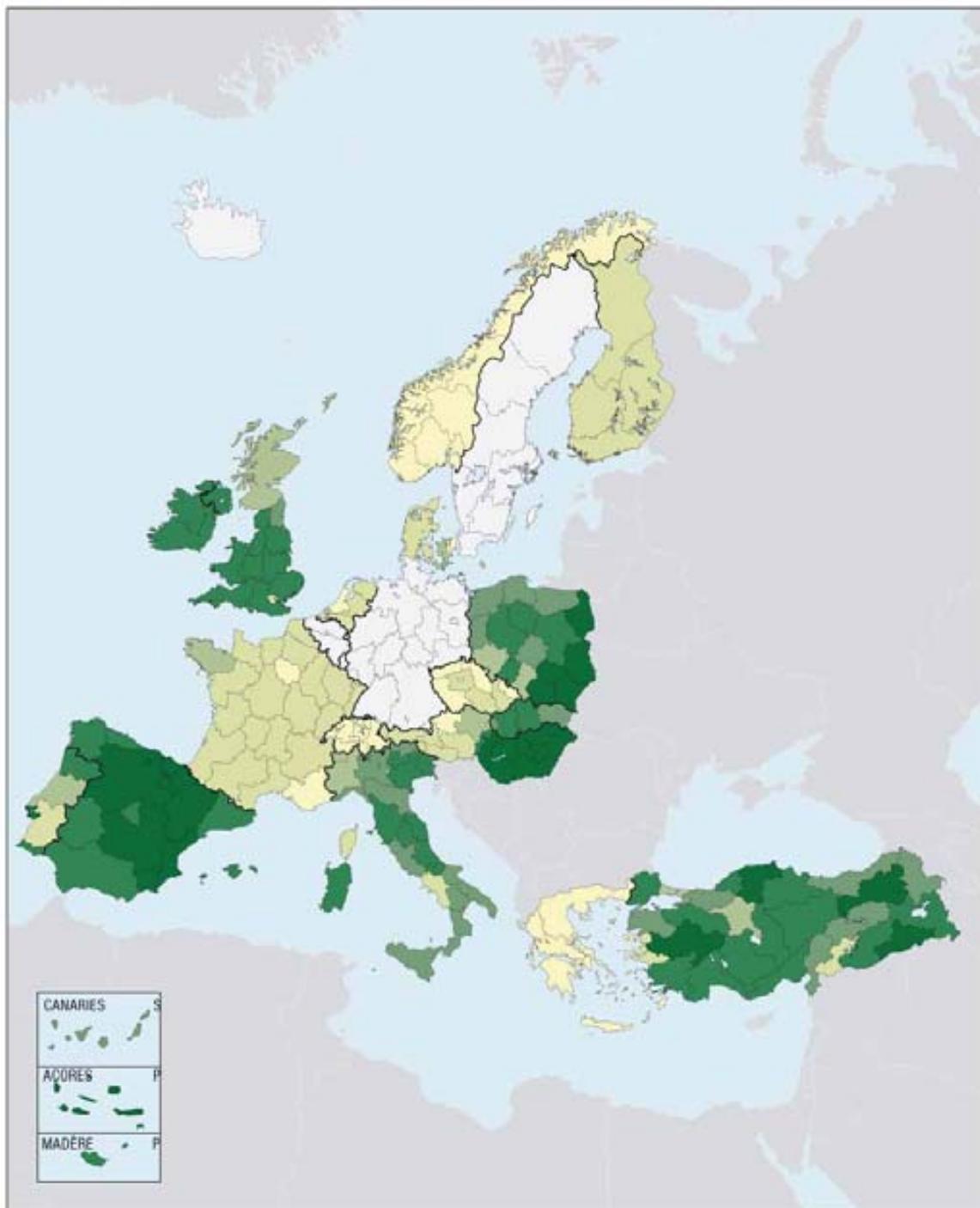
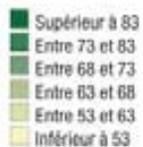
- Supérieur à 83
- Entre 73 et 83
- Entre 68 et 73
- Entre 63 et 68
- Entre 53 et 63
- Inférieur à 53



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147452272325>

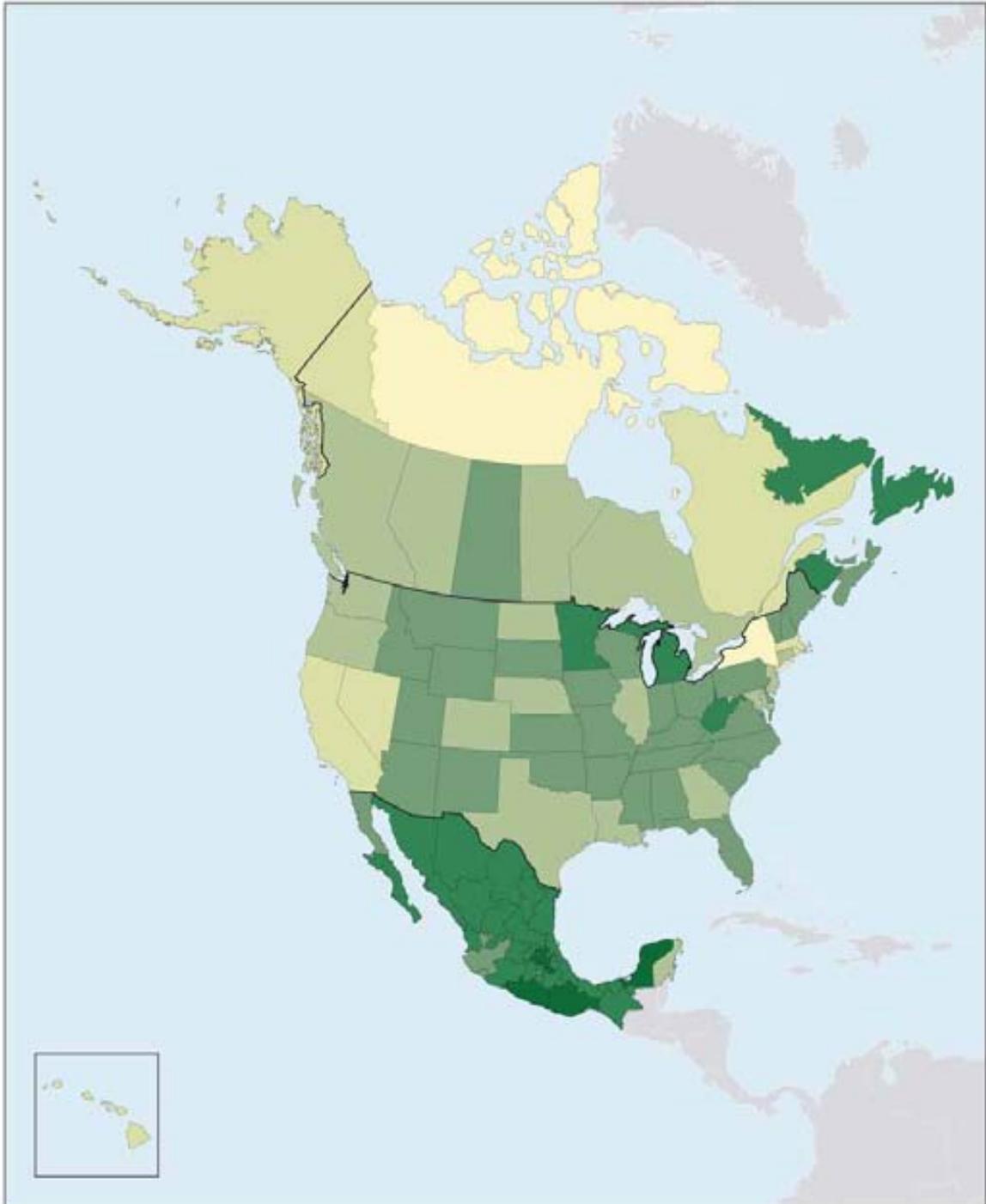
25.4. Taux de propriété du logement : Europe

2001



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147452272325>

25.5. Taux de propriété du logement : Amérique du Nord
2001



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147452272325>

Réduire la pollution due aux véhicules à moteur est un objectif politique

Les véhicules à moteur émettent constamment des millions de tonnes de polluants dans l'air. Dans de nombreuses zones urbaines, ils sont le plus gros contributeur à l'ozone troposphérique, composante majeure du smog. La réduction du trafic motorisé est par conséquent un objectif de l'action publique dans beaucoup de pays de l'OCDE. Le nombre de véhicules particuliers par habitant est l'indicateur le plus couramment utilisé pour définir des objectifs d'intégration des critères environnementaux dans les politiques de transport.

Le graphique 26.1 indique la variation autour de la moyenne nationale du nombre de véhicules particuliers pour 100 habitants. Les plus fortes variations régionales se rencontrent au Canada (de

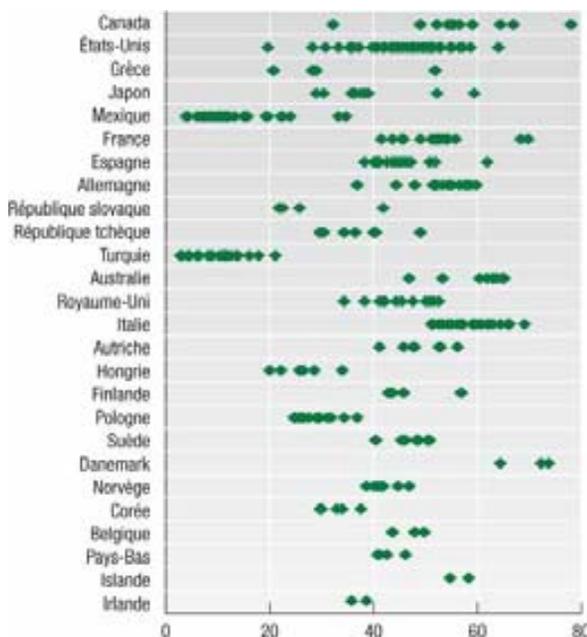
32 à 78 voitures pour 100 habitants), aux États-Unis (de 20 à 64), en Grèce (de 20 à 52), et au Japon (de 29 à 59). À l'autre bout de l'échelle, les plus faibles variations régionales du nombre de véhicules par habitant se rencontrent en Irlande, en Islande, aux Pays-Bas et en Belgique.

Le nombre de véhicules par habitant varie selon le type de région

La corrélation entre le nombre de véhicules particuliers par habitant et la part de la population selon le type de région (urbaine, intermédiaire et rurale) ne révèle pas de tendance claire dans les pays de l'OCDE (graphique 26.2). La corrélation est positive pour les régions urbaines dans 15 pays sur les 26 examinés, et elle est négative pour les régions rurales dans 14 pays.

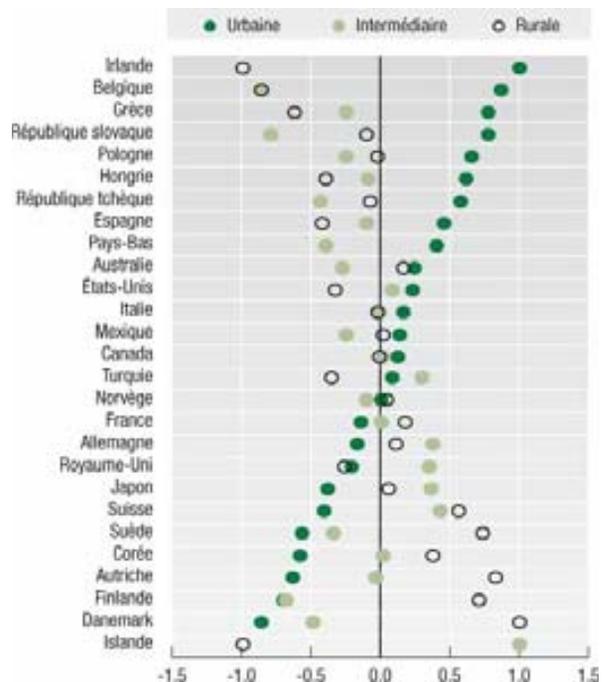
26.1. C'est le Canada qui affiche la plus forte variation régionale du nombre de véhicules particuliers par habitant

Fourchette de variation du nombre de voitures pour 100 habitants, 2003 (TL2)



26.2. Le nombre de véhicules particuliers varie selon le type de région

Coefficient de corrélation de Spearman entre le nombre de véhicules particuliers par 100 habitants et la part de la population selon le type de région, 2003 (TL2)

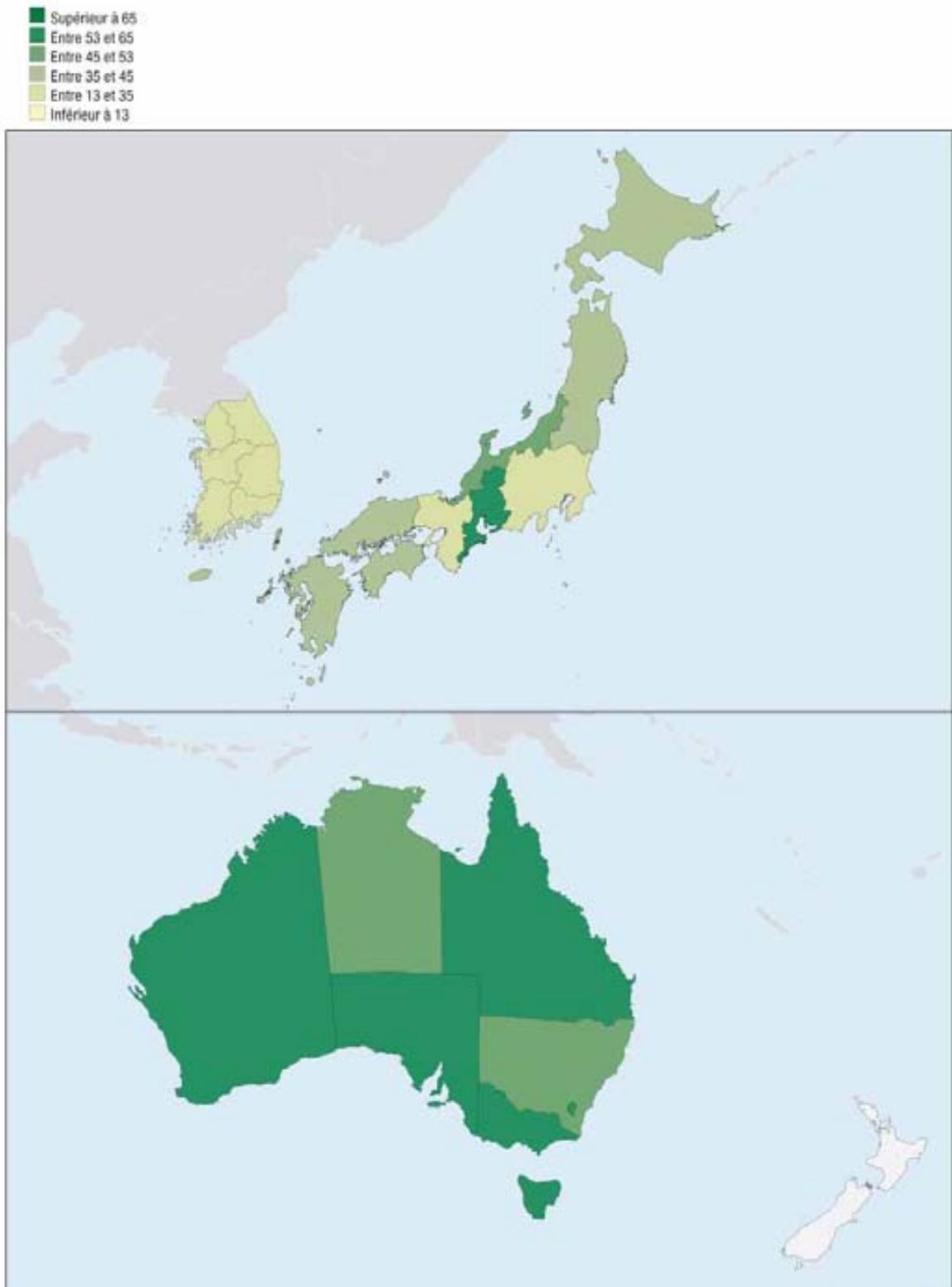


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146245472566>

Définition

Les véhicules particuliers sont les véhicules routiers motorisés autres que les deux-roues destinés à transporter des passagers au nombre maximum de 9 personnes, y compris le conducteur.

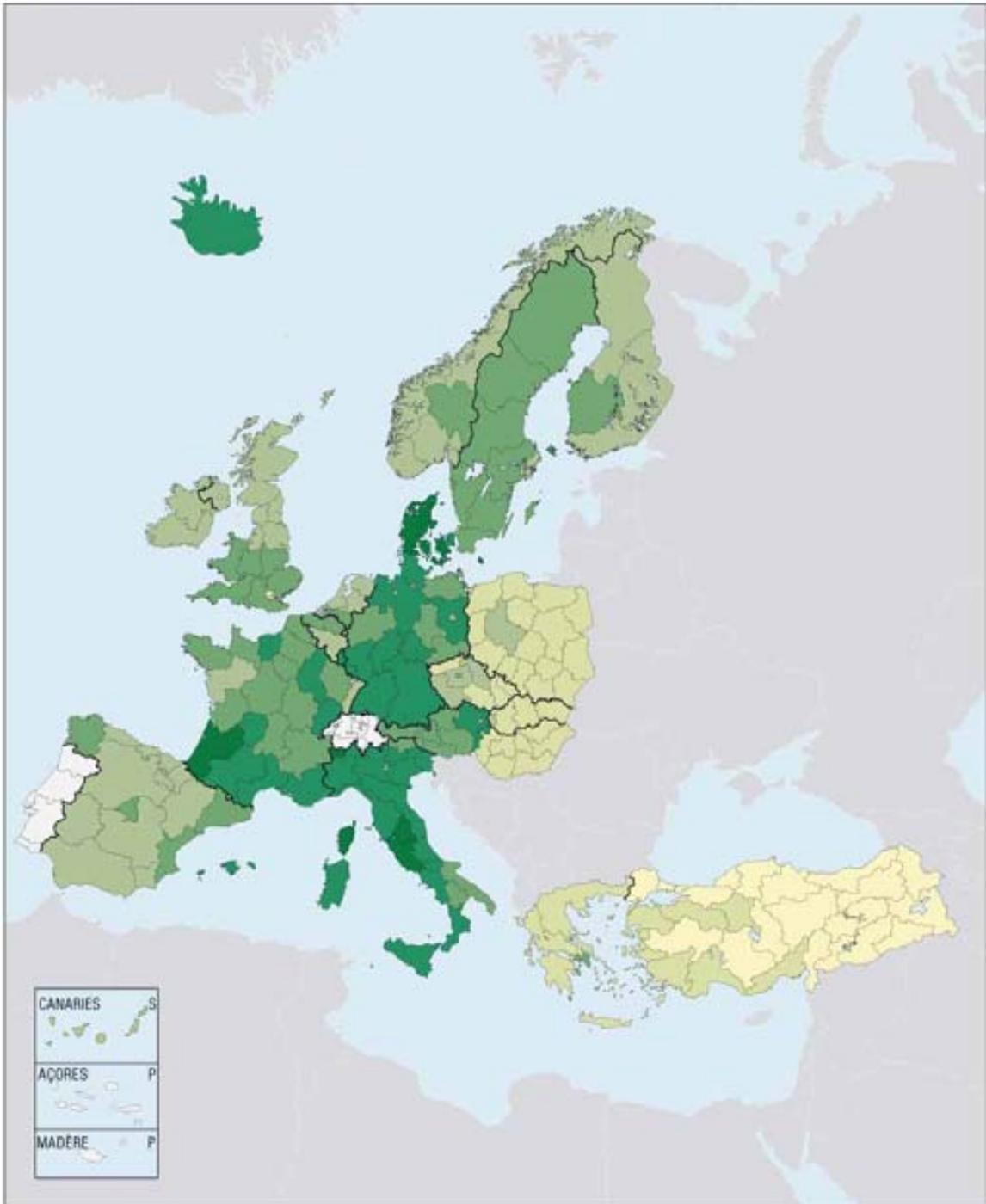
26.3. Nombre de véhicules particuliers pour 100 habitants : Asie et Océanie 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147468470671>

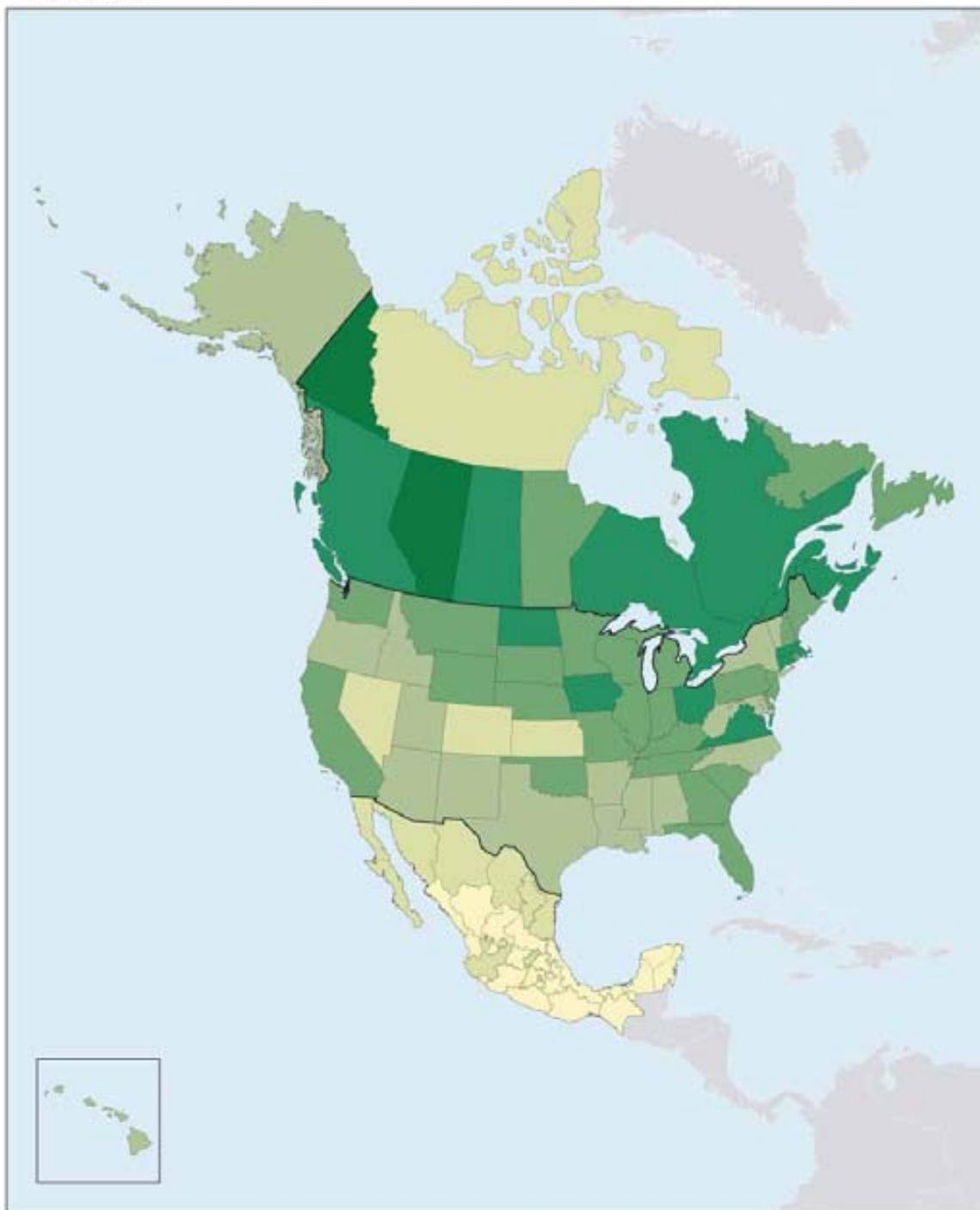
26.4. Nombre de véhicules particuliers pour 100 habitants : Europe

2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147468470671>

26.5. Nombre de véhicules particuliers pour 100 habitants : Amérique du Nord 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147468470671>

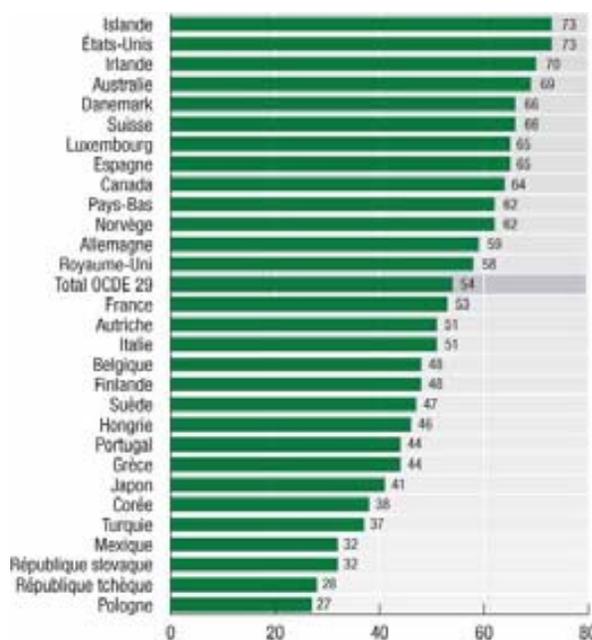
La production de déchets a un impact économique, parce que l'évacuation des déchets représente un coût important pour les services locaux. Elle a aussi un impact environnemental, parce que les déchets sont généralement enfouis ou incinérés, ce qui entraîne souvent une pollution des nappes phréatiques, une mauvaise qualité de l'air et d'autres dégradations de l'environnement. Les déchets ont aussi un impact social, s'agissant de l'implantation des installations d'élimination des déchets : problèmes d'odeurs, de circulation de poids lourds et de risques potentiels pour la santé. Certaines données montrent que les collectivités pauvres et minoritaires abritent plus que leur part d'installations d'élimination.

C'est l'Islande qui produit le plus de déchets par habitant

Le graphique 27.1 indique la quantité moyenne au niveau national de déchets municipaux pour 100 000 habitants. L'Islande est le pays qui en produit le plus (73 kilotonnes [Kt] par habitant), et la République tchèque et

27.1. L'Islande affiche le volume de déchets municipaux par habitant le plus élevé

Volume de déchets municipaux par 100 000 habitants (kilotonnes), 2002



la République slovaque sont ceux qui en produisent le moins (respectivement 28 et 32 Kt). La moyenne de l'OCDE se situe à 54 Kt.

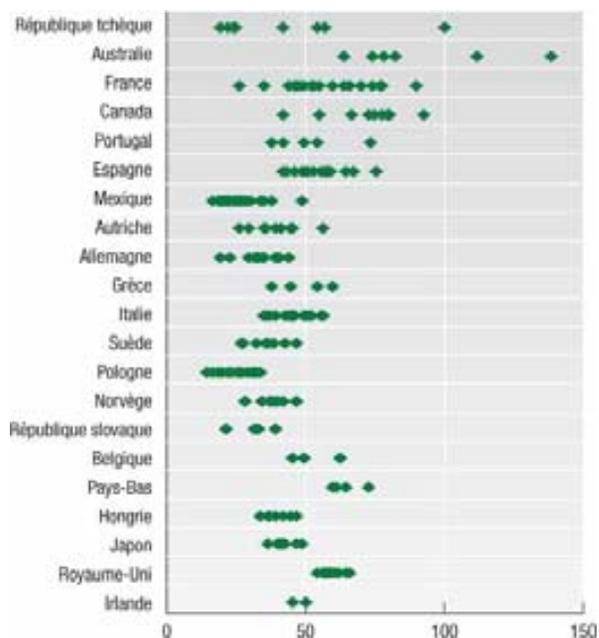
Les variations régionales sont substantielles

Le volume de déchets municipaux par habitant varie beaucoup selon les régions des différents pays (graphique 27.2). La région qui produit le plus faible volume de déchets par habitant en Australie (64) et aux Pays-Bas (59) produit plus de déchets que celle qui affiche le plus fort volume par habitant en Autriche (56), au Japon (48), en Hongrie et en Suède (46), en Allemagne (44), en République slovaque (39) et en Pologne (33).

Les différences régionales sont importantes aussi à l'intérieur d'un même pays. Celui qui présente le plus fort écart est la République tchèque (entre 19 et 100 Kt par 100 000 habitants) suivie de l'Australie (64 à 138) et la France (26 à 89). Au contraire, l'écart est très faible en Irlande, au Royaume-Uni et au Japon.

27.2. La République tchèque présente la plus forte disparité régionale des volumes de déchets municipaux par habitant

Fourchette de variation des déchets municipaux pour 100 000 habitants (kilotonnes), (TL2)



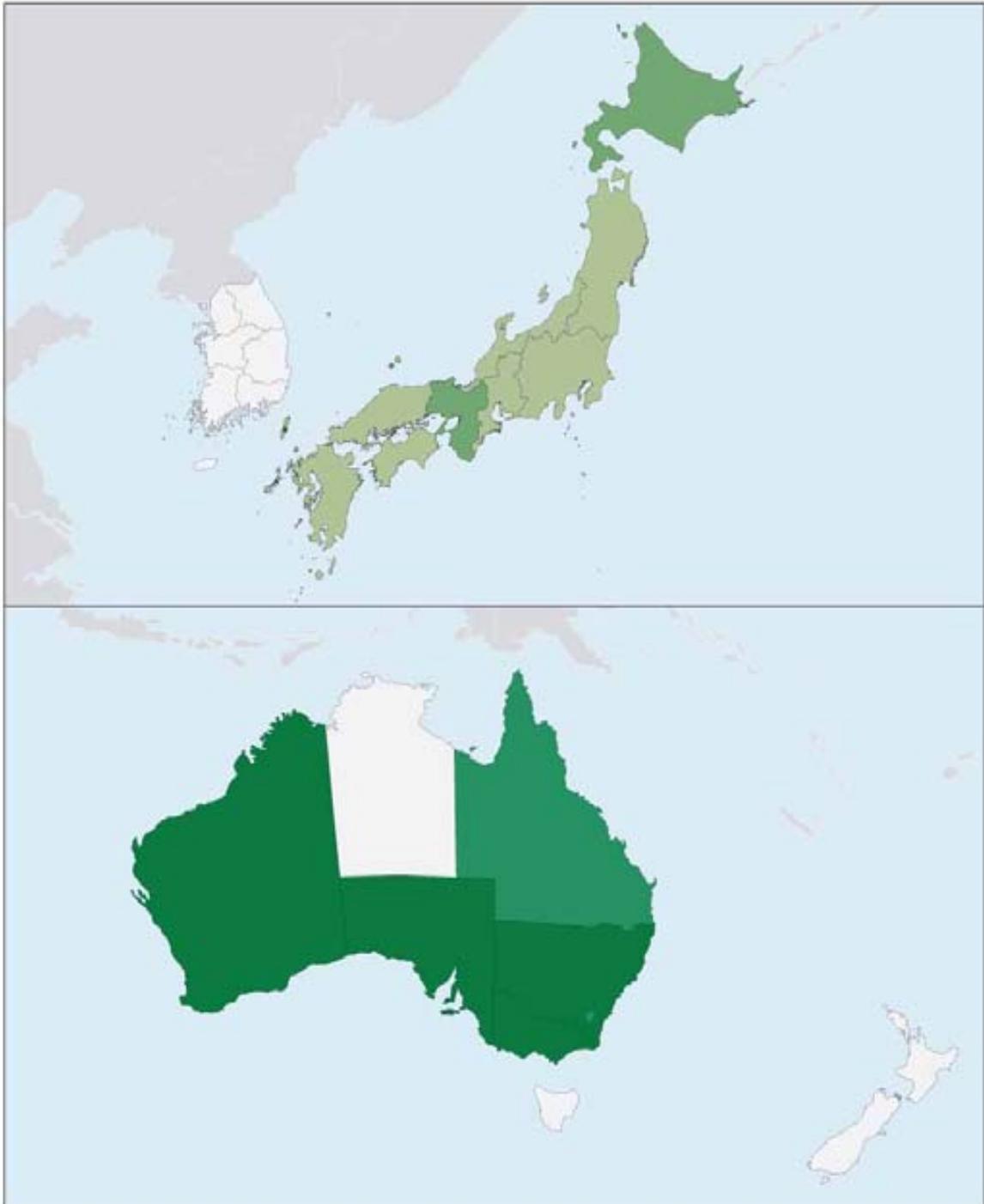
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146284382042>

Définition

Quantité totale de déchets collectés par les communes ou pour leur compte. Les déchets sont les matières qui ne sont pas des produits premiers (c'est-à-dire produits pour le marché), pour lesquelles celui qui les génère n'a plus d'utilité, que ce soit pour la production, la transformation ou la consommation et dont il se débarrasse ou dont il a l'intention ou l'obligation de se débarrasser.

27.3. Déchets municipaux pour 100 habitants : Asie et Océanie

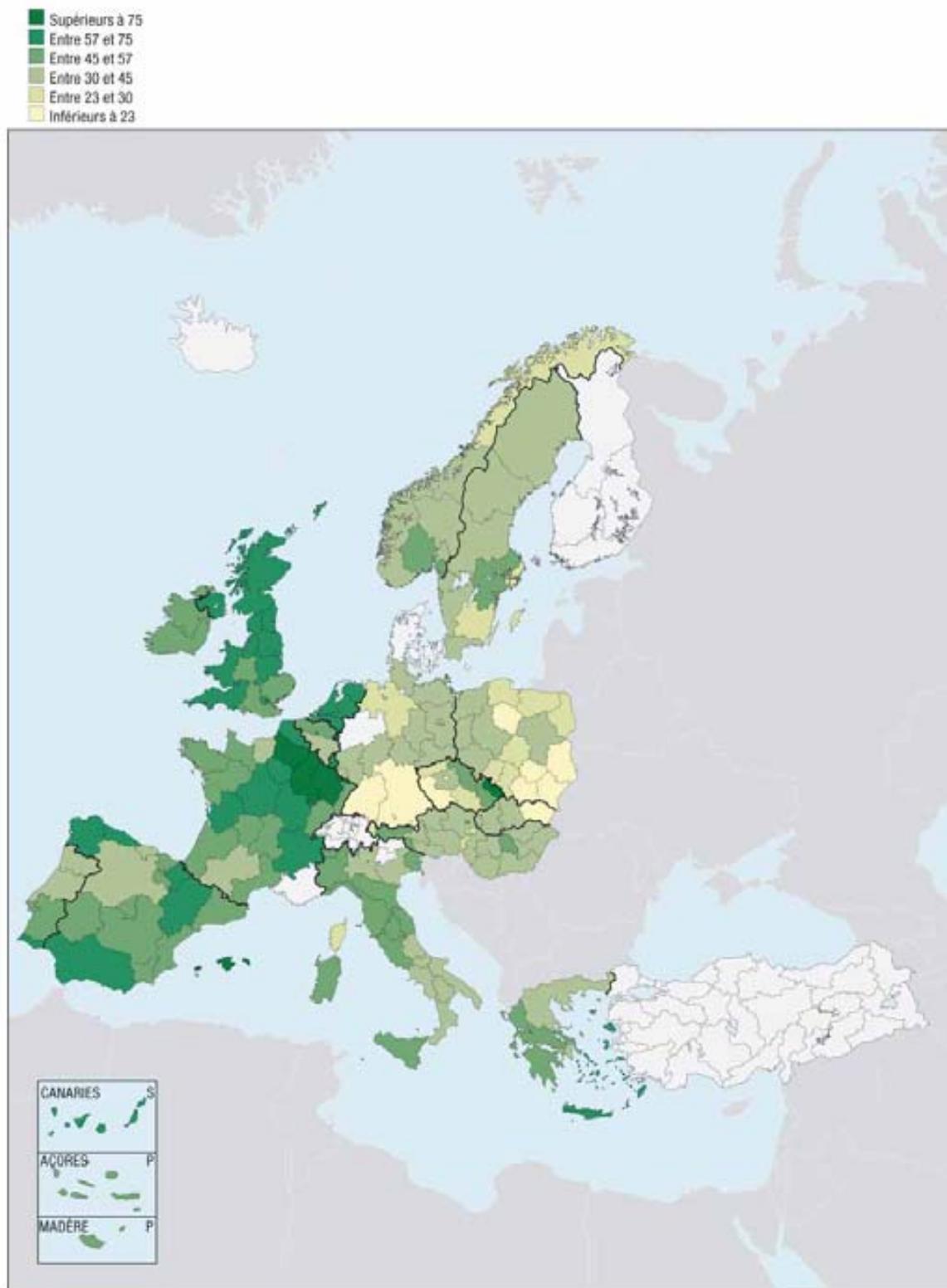
Kilotonnes, dernière année disponible



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147524336037>

27.4. Déchets municipaux pour 100 habitants : Europe

Kilotonnes, dernière année disponible

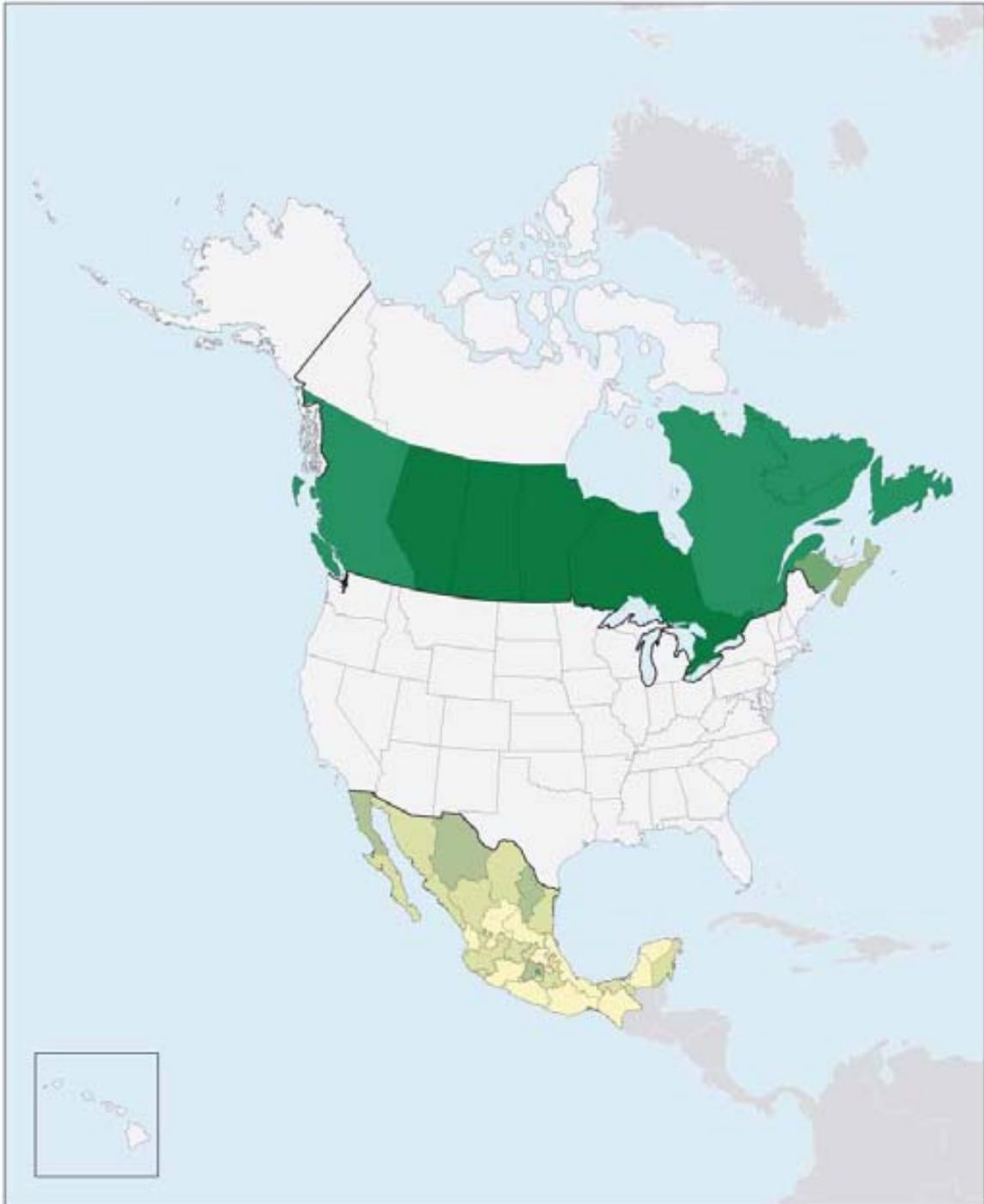


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147524336037>

27.5. Déchets municipaux pour 100 habitants : Amérique du Nord

Kilotonnes, dernière année disponible

- Supérieurs à 75
- Entre 57 et 75
- Entre 45 et 57
- Entre 30 et 45
- Entre 23 et 30
- Inférieurs à 23



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147524336037>



IV. COUP DE PROJECTEUR : LA SANTÉ DANS LES RÉGIONS

28. ÉTAT DE SANTÉ : TAUX DE MORTALITÉ AJUSTÉ SELON L'ÂGE
29. ÉTAT DE SANTÉ : MORTALITÉ PRÉMATURÉE
30. ÉTAT DE SANTÉ : INCIDENCE DU CANCER
31. RESSOURCES DE SANTÉ : NOMBRE DE MÉDECINS
32. RESSOURCES DE SANTÉ : NOMBRE D'INFIRMIERS
33. RESSOURCES DE SANTÉ : NOMBRE DE LITS HOSPITALIERS
34. RESSOURCES DE SANTÉ : TECHNOLOGIES MÉDICALES
35. DÉTERMINANTS NON MÉDICAUX DE LA SANTÉ : PRÉVALENCE DU TABAGISME
36. DÉTERMINANTS NON MÉDICAUX DE LA SANTÉ : PRÉVALENCE DE L'OBÉSITÉ

Le taux de mortalité ajusté selon l'âge est un indicateur de base de l'état de santé de la population. Au niveau national, c'est le taux de mortalité que l'on observerait dans un pays si le profil d'âge de sa population était identique à la moyenne de l'OCDE. Autrement dit, une valeur supérieure à la moyenne de l'OCDE indique que, compte tenu des différences d'âge, le taux de mortalité du pays est supérieur à la moyenne de l'OCDE.

Les taux de mortalité des hommes sont nettement plus élevés que ceux des femmes

Les taux de mortalité masculine et féminine ajustés selon l'âge varient beaucoup d'un pays à l'autre (graphique 28.1). En 2003, les taux de mortalité des hommes étaient en moyenne beaucoup plus élevés (847 pour 100 000 habitants) que ceux des femmes (516).

La différence entre le pays qui affiche le plus faible taux de mortalité ajusté selon l'âge (Japon) et celui qui affiche le taux le plus élevé (Hongrie) était beaucoup plus grande pour les hommes (684 décès) que pour les femmes (463 décès). C'est le Japon qui a enregistré le taux de mortalité féminine le plus bas et le Mexique le plus haut.

Les variations régionales sont fortes en Amérique du Nord, en Australie et au Portugal

Au niveau régional, le taux de mortalité ajusté selon l'âge est exprimé par le ratio entre le nombre de décès observé et le nombre de décès attendu, c'est-à-dire le nombre de décès qui se produiraient dans une région donnée si le profil d'âge de la

population de cette région était identique au profil d'âge national. Une valeur du taux de mortalité ajustée selon l'âge supérieure à 1 indique que, compte tenu des différences d'âge, le taux de mortalité de la région est supérieur à celui des autres régions du pays.

Les fortes variations internationales des taux de mortalité masquent des différences encore plus importantes entre les régions. En 2003, l'écart entre la région affichant le plus faible taux de mortalité masculine ajusté selon l'âge et celle affichant le taux le plus élevé était le plus marqué en Australie (75 points de pourcentage), au Canada (74), au Danemark (73) et au Portugal (53). Pour les femmes, c'est au Canada (108), au Danemark (76), en Australie (62) et aux États-Unis (49) que l'écart était le plus grand.

Au Canada et en Australie, cet écart était dû au taux de mortalité élevé d'une seule région : les Territoires du Nord-Ouest pour le premier et le Territoire du Nord pour le second. Au Portugal, l'importance de l'écart a été dû aux taux élevés de mortalité de deux régions : les Açores et Madère (graphique 28.2).

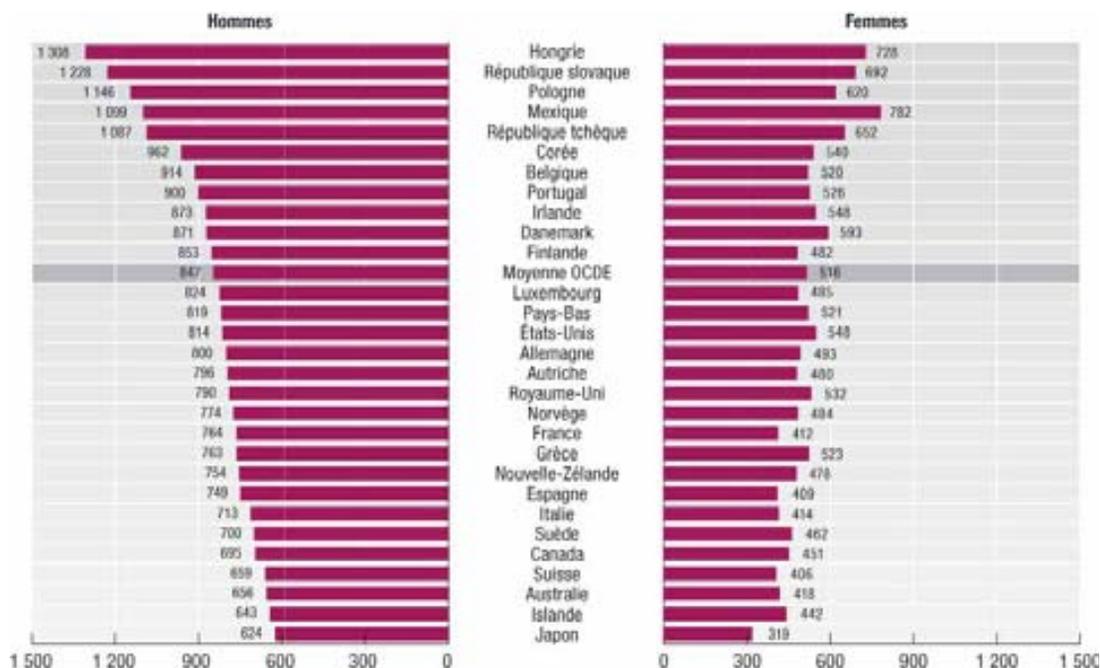
En revanche, pour les hommes, le profil régional des taux de mortalité ajustés selon l'âge était plus équilibré en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas, en Grèce, au Japon, en Suède et en Islande, et pour les femmes aux Pays-Bas, en Grèce, en Nouvelle-Zélande, en République slovaque, au Japon, en Suisse, en Islande, en Hongrie, en Finlande et en Suède, où l'écart entre la région à plus faible taux et la région à plus fort taux de mortalité ajusté selon l'âge ne dépassait pas 9 points de pourcentage.

Définition

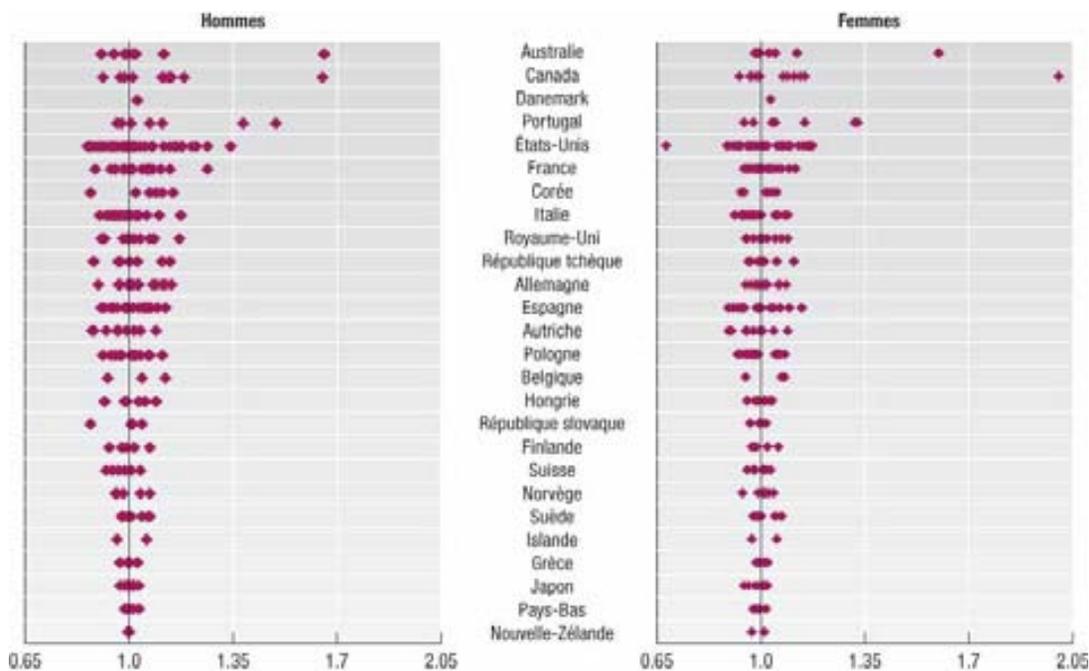
Les taux de mortalité bruts sont ajustés selon l'âge, facteur premier de mortalité. Une fois ajustés selon l'âge, les taux de mortalité éliminent les différences dues au profil d'âges d'une population et sont comparables entre pays et entre régions.

28. ÉTAT DE SANTÉ : TAUX DE MORTALITÉ AJUSTÉ SELON L'ÂGE

28.1. Taux de mortalité ajustés selon l'âge dans les pays de l'OCDE (pour 100 000 habitants), 2003



28.2. Disparités régionales des taux de mortalité ajustés selon l'âge

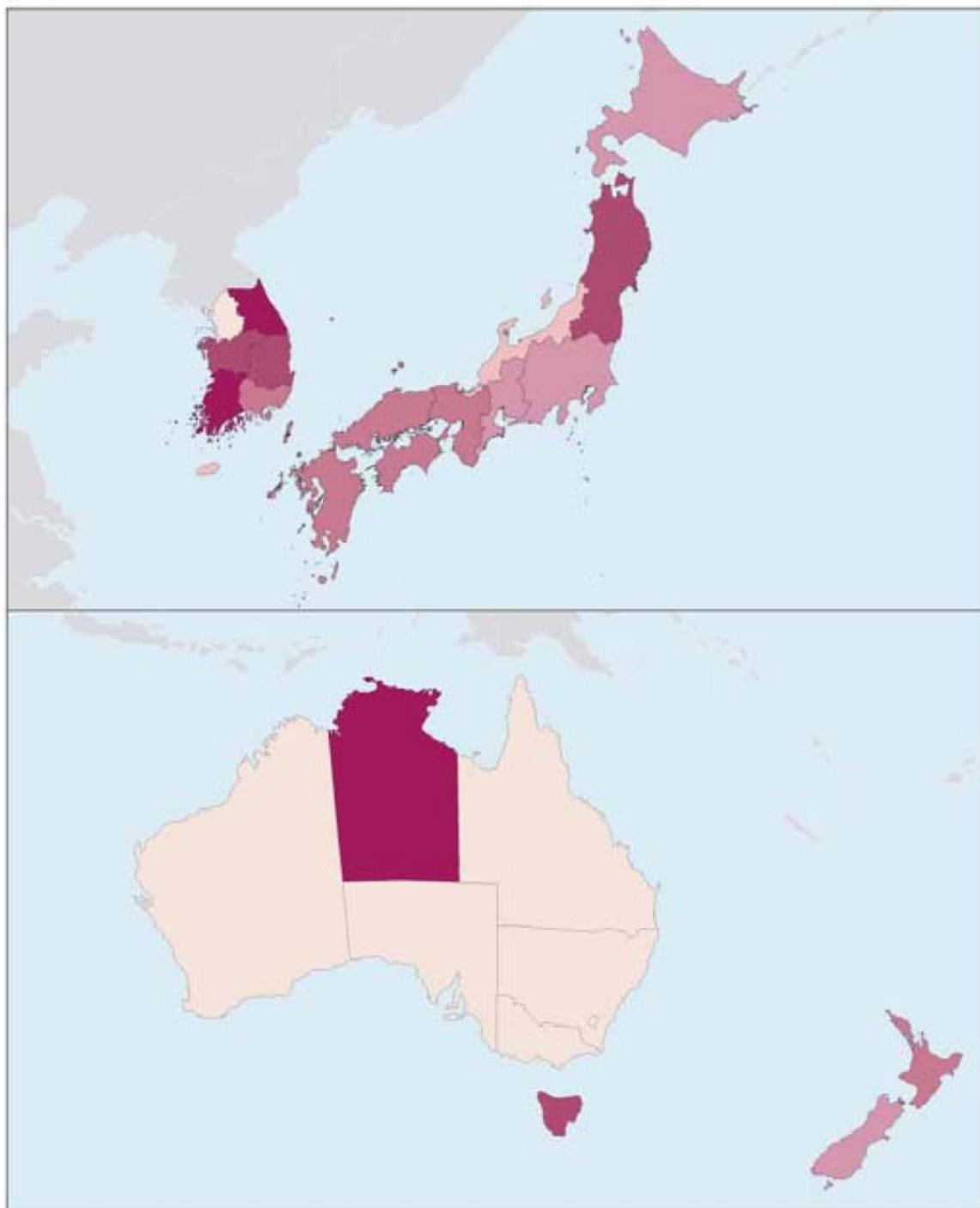


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146345512126>

28.3. Taux de mortalité ajustés selon l'âge pour les femmes : Asie et Océanie

Pourcentage de la moyenne nationale 2003

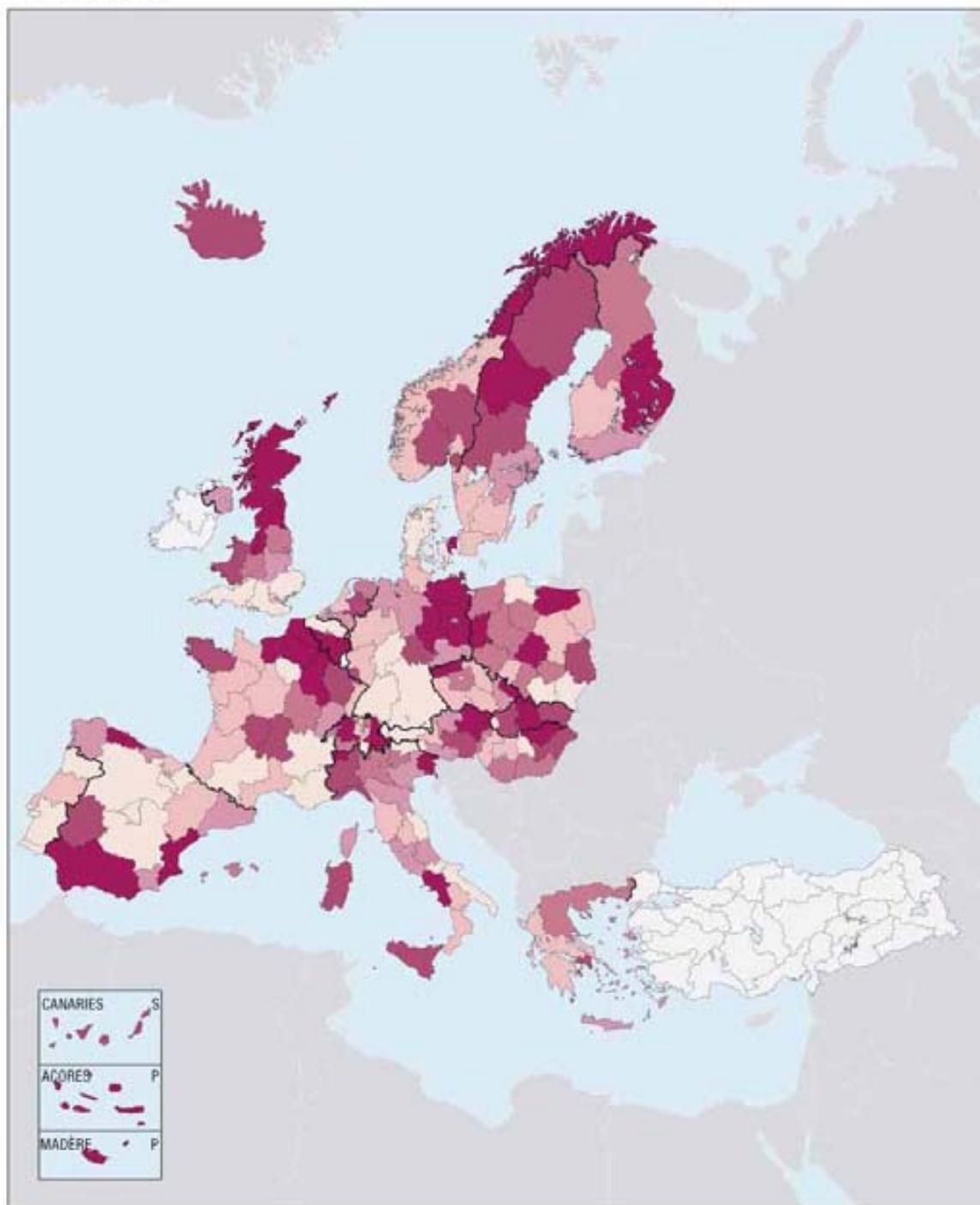
- Supérieurs à 105 %
- Entre 102 % et 105 %
- Entre 100 % et 102 %
- Entre 98 % et 100 %
- Entre 95 % et 98 %
- Inférieurs à 95 %



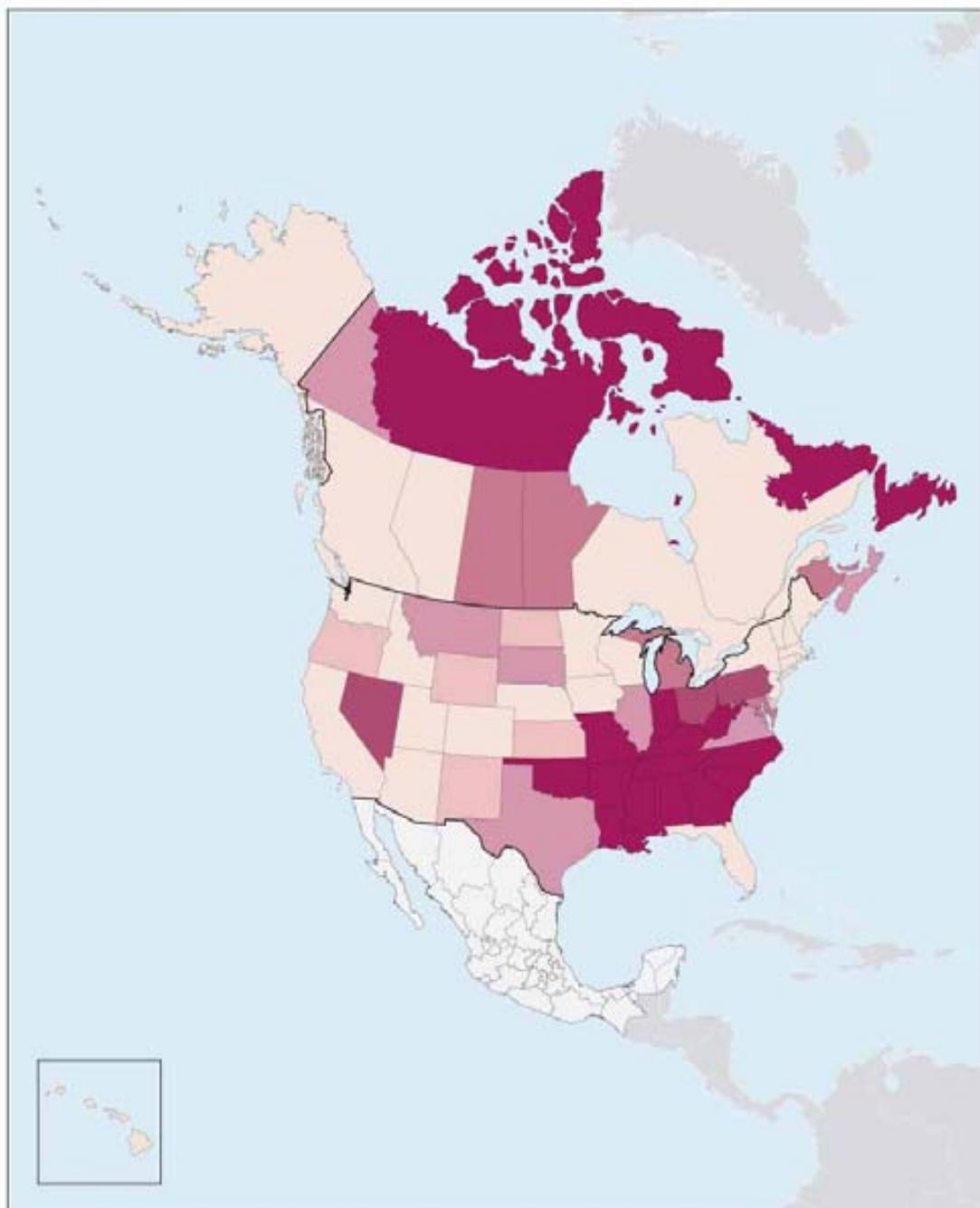
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147538781368>

28.4. Taux de mortalité ajustés selon l'âge pour les femmes : Europe

Pourcentage de la moyenne nationale 2003



28.5. Taux de mortalité ajustés selon l'âge pour les femmes : Amérique du Nord Pourcentage de la moyenne nationale 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147538781368>

Les taux de mortalité ajustés selon l'âge sont nettement plus élevés pour les hommes dans les régions rurales et pour les femmes dans les régions urbaines

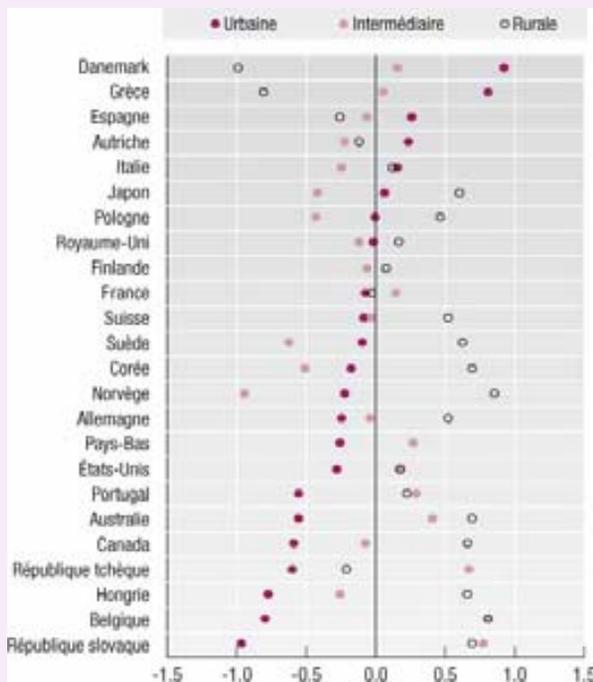
Dans 14 pays de l'OCDE sur 24, la corrélation entre les taux de mortalité ajustés selon l'âge et la part de la population par type de région (urbaine, intermédiaire et rurale) a été la plus forte pour les hommes en région rurale et pour les femmes en région urbaine dans 13 pays.

Pour les hommes, la corrélation positive entre les taux de mortalité et la part de la population vivant en région rurale a été particulièrement marquée en Norvège (0.84), en Belgique (0.80), en Corée et en Australie (0.69) et en République slovaque (0.68). Pour les régions intermédiaires, elle a été la plus marquée en Belgique (0.80), en République slovaque (0.76) et en République tchèque (0.67), et pour les régions urbaines au Danemark (0.91) et en Grèce (0.80) (graphique 28.6).

Pour les femmes, la plus forte corrélation positive entre les taux de mortalité et la part de la population en région urbaine a été observée au Danemark (0.92) et au Japon (0.79), tandis que dans les régions intermédiaires c'est en République slovaque qu'elle a été la plus forte (0.99) et dans les régions rurales c'est en Hongrie (0.84) et en Australie (0.58) qu'elle a été la plus marquée (graphique 28.7).

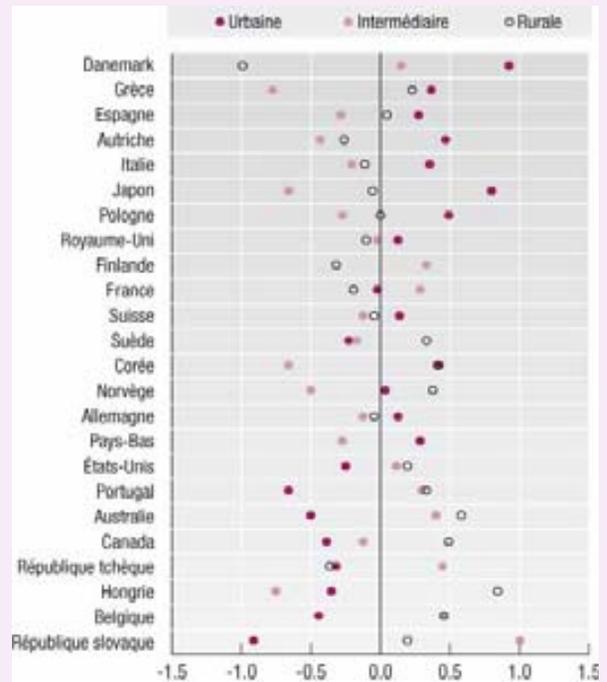
28.6. Les taux de mortalité les plus élevés pour les hommes ont été observés dans les régions rurales...

Corrélation entre les taux régionaux de mortalité ajustés selon l'âge pour les hommes et la part de la population par type de région, 2003 (TL2)



28.7. ... et pour les femmes dans les régions urbaines

Corrélation entre les taux régionaux de mortalité ajustés selon l'âge pour les femmes et la part de la population par type de région, 2003 (TL2)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146345512126>

La mortalité prématurée, mesurée en termes d'années potentielles de vie perdue (APVP) est souvent utilisée comme mesure des décès évitables. Elle met l'accent sur la mortalité parmi les groupes les plus jeunes de la population, en particulier sur la mortalité infantile et les décès dus aux maladies et accidents dont sont victimes les enfants et les jeunes adultes. Les avancées de la technologie médicale ainsi que la prévention et le contrôle peuvent réduire ces décès.

Les principales causes de décès prématurés dans les pays développés sont souvent externes ou liées à une prise individuelle de risques (accidents, tabagisme, alcool, consommation de drogues) mais aussi à certaines maladies comme le cancer.

La mortalité prématurée est élevée en Europe de l'Est

Partout dans l'OCDE, les hommes meurent plus fréquemment de façon prématurée que les femmes. Les pays de l'OCDE enregistrant de loin les plus forts taux de mortalité prématurée sont en Europe centrale et orientale; la Hongrie en particulier a un nombre d'années potentielles de vie perdues pour 100 000 habitants qui est près du double de la moyenne des pays de l'OCDE pour les hommes et 1.6 fois la moyenne de l'OCDE pour les femmes (graphique 29.1). Pour les hommes, cette mortalité élevée semble être la conséquence d'une mauvaise hygiène de vie liée à la consommation d'alcool et de tabac.

À l'autre extrémité se trouvent la Suisse et l'Italie pour les femmes, la Suède et l'Islande pour les hommes. Ces derniers pays sont à la fois ceux qui enregistrent le moins de mortalité prématurée et parmi ceux où les disparités régionales sont les plus faibles.

Au Canada, une seule région est responsable des disparités régionales...

Globalement, la mortalité prématurée au Canada est plus faible que la moyenne de l'OCDE. Toutefois, au Nunavut la mortalité prématurée atteint 2.5 fois la moyenne nationale. C'est pourquoi, parmi les 23 pays pour lesquels on a pu calculer cet indicateur, les disparités régionales au Canada sont considérablement plus importantes que dans les autres pays (graphique 29.2). En effet, la région du Nunavut et, dans une moindre mesure, les territoires du Nord-Ouest sont les deux régions où les décès prématurés sont les plus fréquents. La valeur des APVP au Nunavut est de 15 072 années pour 100 000 hommes et de 7 478 pour 100 000 femmes. Ces valeurs sont très supérieures aux chiffres nationaux de la Hongrie mais aussi à ceux de la région de la Hongrie où cet indicateur enregistre les plus fortes valeurs. De tels écarts de mortalité prématurée au Canada peuvent notamment s'expliquer par l'importance des décès prématurés dans les populations autochtones, pour beaucoup dues aux suicides et à des pratiques à risque liés aux difficultés sociales que rencontrent ces populations.

... tandis que les disparités entre régions sont plus fréquentes en Europe

Parmi les pays européens, quelques régions du Portugal, de France et d'Allemagne se caractérisent par un plus grand nombre de décès prématurés chez les hommes. En France, par exemple, la consommation excessive d'alcool, à l'origine de plusieurs pathologies (cancers, affections digestives et maladies cardiovasculaires, accidents de la route), a été avancée comme une explication à de tels écarts, par exemple dans le Nord-Pas-de-Calais.

Définition

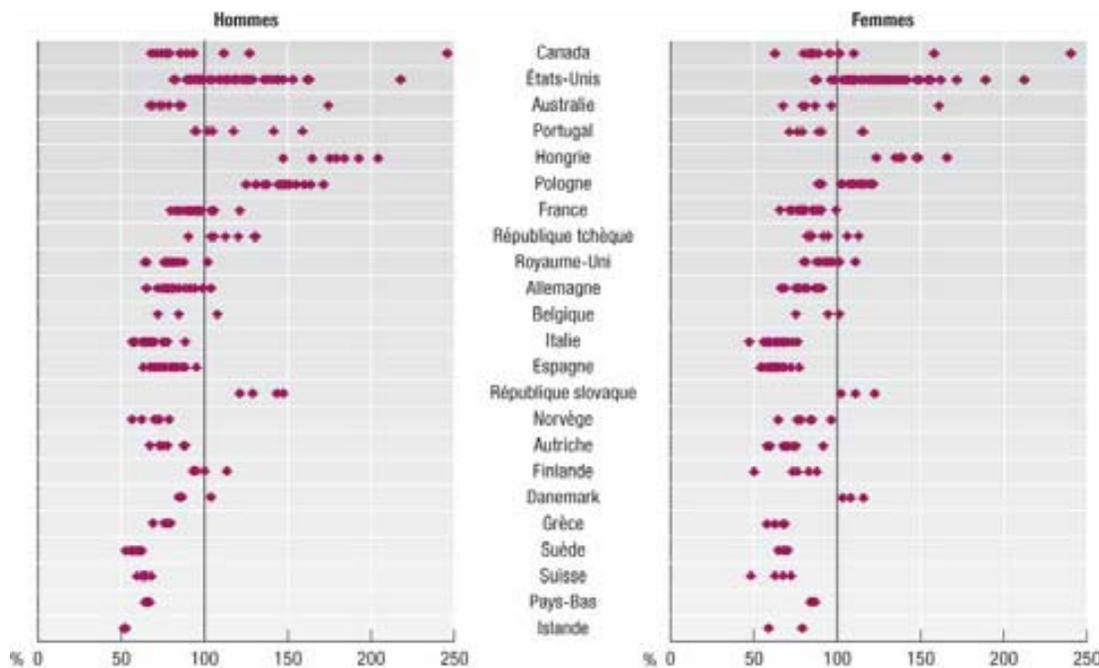
La mortalité prématurée se mesure en années potentielles de vie perdues (APVP). Le calcul des années potentielles de vie perdues (APVP) consiste à faire la somme des taux de décès par âge et à la multiplier par le nombre d'années restant à vivre jusqu'à un âge limite donné (70 ans).

29.1. Années potentielles de vie perdues (APVP) au niveau national, 2004



29.2. Variations régionales de mortalité prématurée, 2004

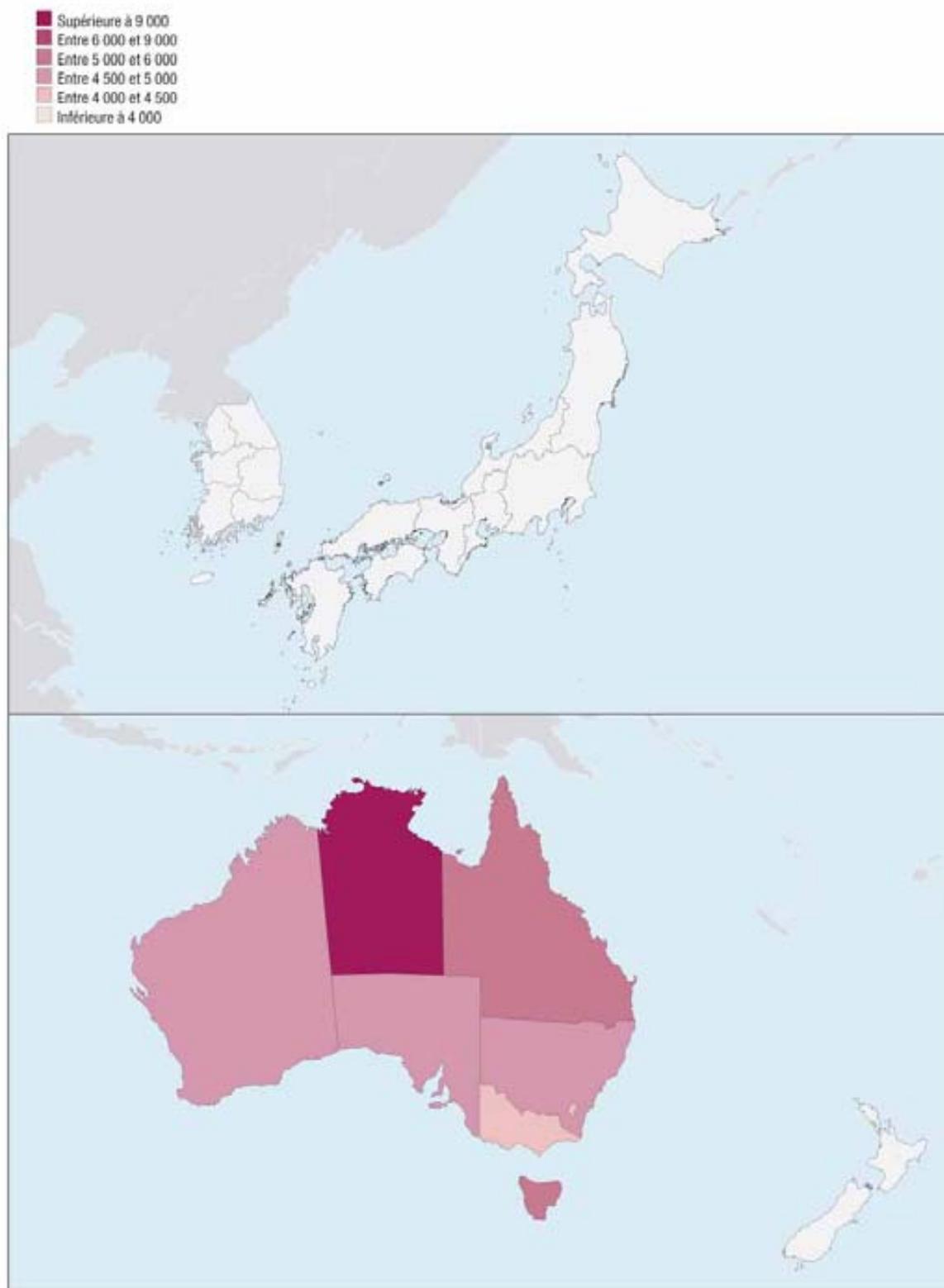
Variation régionale (TL2) pourcentage de la moyenne OCDE (23)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146360503252>

29.3. Mortalité prématurée chez les hommes : Asie et Océanie

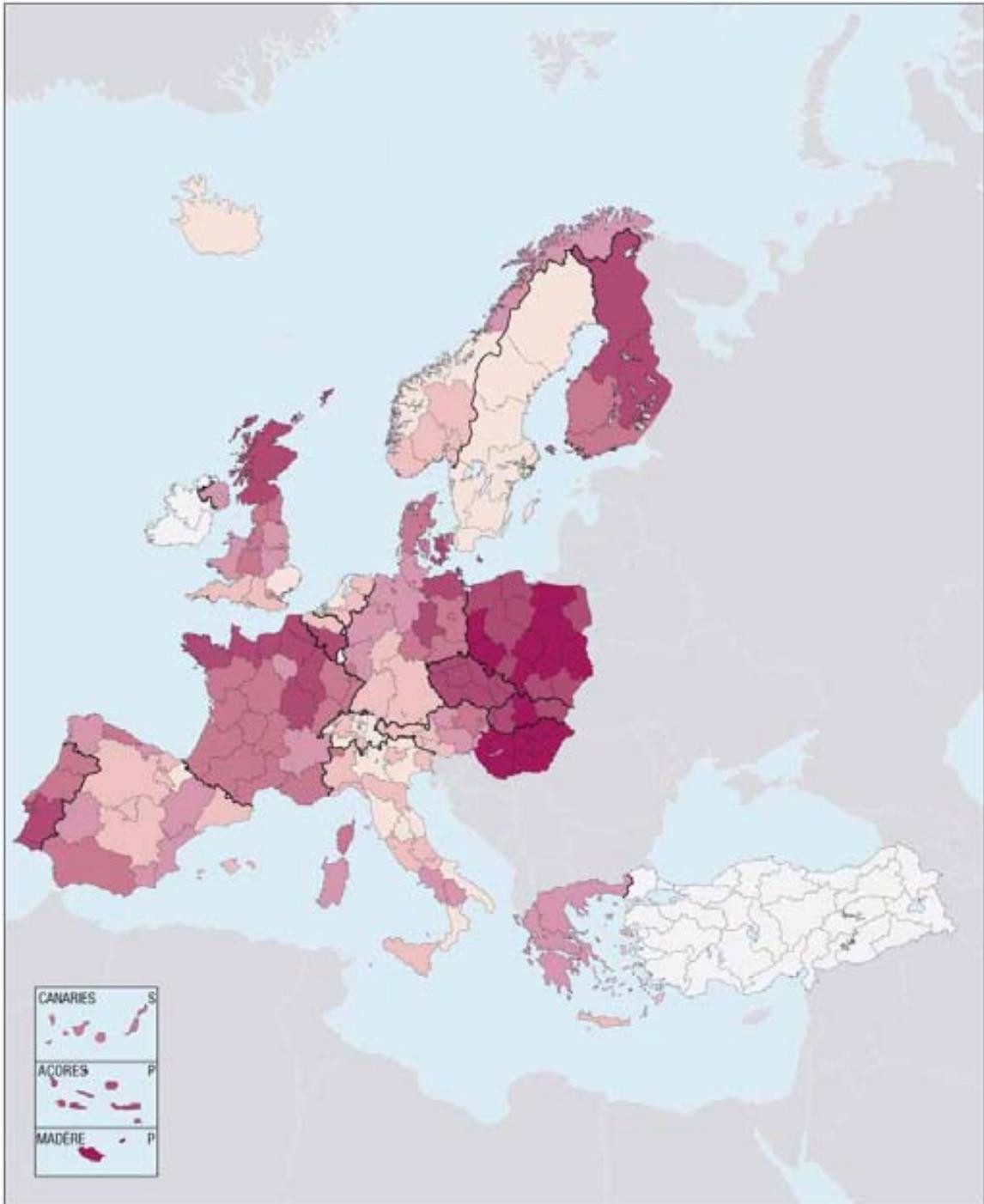
Années potentielles de vie perdues pour 100 000 habitants, 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147563623314>

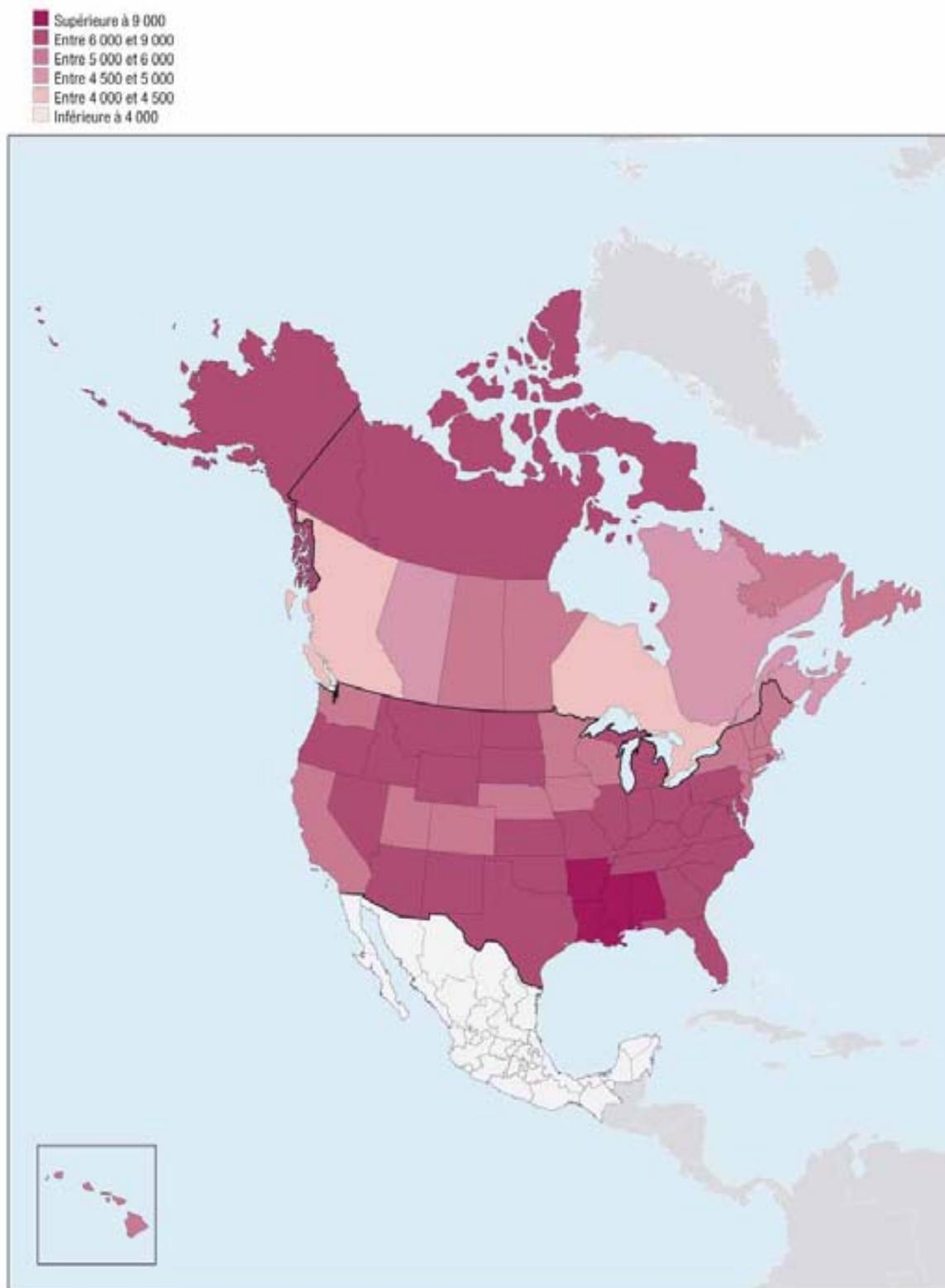
29.4. Mortalité prématurée chez les hommes : Europe

Années potentielles de vie perdues pour 100 000 habitants, 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147563623314>

29.5. Mortalité prématurée chez les hommes : Amérique du Nord Années potentielles de vie perdues pour 100 000 habitants, 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147563623314>

La mortalité prématurée ne touche pas les zones rurales et urbaines de la même façon selon le sexe

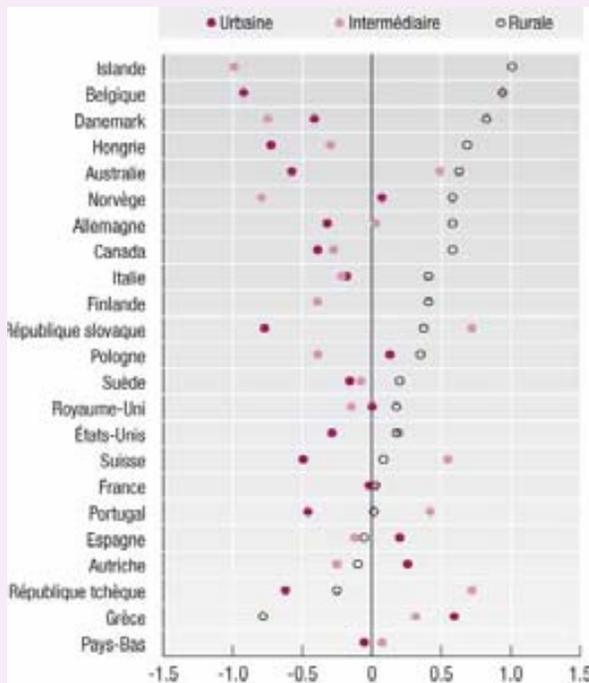
Chez les hommes, les décès prématurés sont plus courants dans les régions essentiellement rurales. En fait, dans 19 pays sur 23, le taux de mortalité prématurée des hommes en région rurale est positivement corrélé à la part de la population (graphique 29.6). En revanche, dans plusieurs pays c'est le contraire pour les femmes, dont les décès prématurés sont plus courants dans les régions intermédiaires ou essentiellement urbaines (graphique 29.7). Une explication possible de tels écarts peut se trouver dans la mortalité prématurée due aux accidents de la route qui touchent plus les hommes et sont plus fréquents dans les zones rurales.

L'Espagne, l'Autriche et la Grèce constituent les exceptions les plus notables à cette prépondérance des décès prématurés chez les hommes dans les zones rurales.

Les plus faibles disparités de mortalité prématurée selon les types de régions sont constatées en France et aux Pays-Bas pour les hommes et en Suède et au Royaume-Uni pour les femmes. Dans ces pays, en fait, on n'observe pas de corrélation entre la distribution de la population par type de région et la mortalité prématurée.

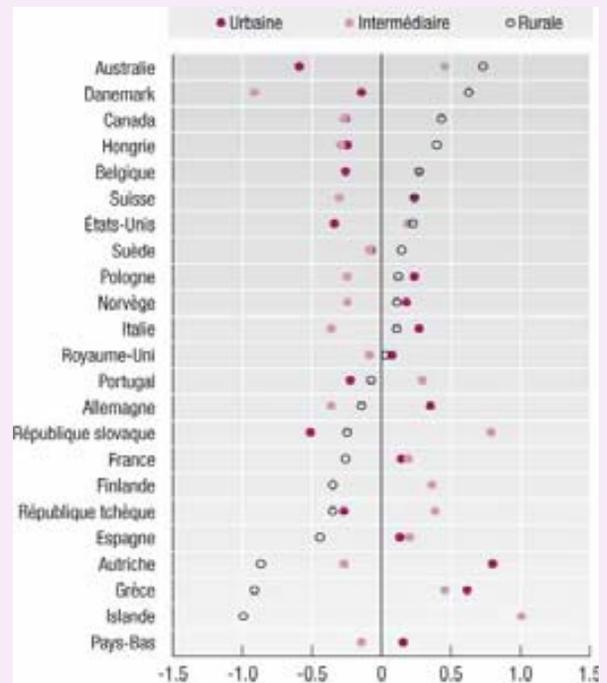
29.6. Corrélation entre mortalité prématurée des hommes et distribution de la population par type de région

Coefficient de corrélation de Spearman, 2004 (TL2)



29.7. Corrélation entre mortalité prématurée des femmes et distribution de la population par type de région

Coefficient de corrélation de Spearman, 2004 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146360503252>

Le cancer est la deuxième cause de mortalité

Le cancer est la deuxième cause de mortalité dans la plupart des pays de l'OCDE, après les pathologies cardio-vasculaires. Le taux d'incidence du cancer peut donc être utilisé comme mesure partielle des différences entre les régions en termes de besoins de soins.

La progression régulière de la proportion de personnes âgées s'accompagne d'un nombre croissant de cas nouveaux de cancer. Cette augmentation sera d'autant plus forte que persisteront les comportements individuels à risque, tels que la consommation de tabac, d'alcool ou une mauvaise alimentation.

Les statistiques doivent être interprétées avec prudence

L'hétérogénéité des formations et des pratiques médicales peut affecter la comparabilité internationale de l'incidence du cancer. Il faut aussi avoir présent à l'esprit qu'un meilleur dépistage, et surtout un diagnostic précoce, peuvent conduire à des statistiques d'incidence supérieures mais sont un moyen efficace de limiter la mortalité par cancer.

Les taux d'incidence du cancer les plus faibles sont ceux des pays asiatiques, des pays du sud de l'Europe et du Mexique. À l'autre extrémité, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande sont les pays qui

enregistrent le plus grand nombre de nouveaux cas (graphique 30.1).

Les taux d'incidence de l'Australie sont les plus élevés

Parmi les six pays pour lesquels des données régionales sont disponibles, l'Australie affiche des taux d'incidence élevés aussi bien pour les hommes que pour les femmes et les disparités entre régions sont plus importantes que dans les cinq autres pays.

Le niveau d'incidence du cancer et ses variations régionales diffèrent au sein d'un même pays selon le sexe (graphique 30.2). En République slovaque par exemple, les disparités régionales de l'incidence du cancer sont plus importantes pour les femmes que pour les hommes. De plus le taux d'incidence est supérieur à la moyenne des six pays pour lesquels des données sont disponibles pour les hommes, et il est inférieur à la moyenne pour les femmes.

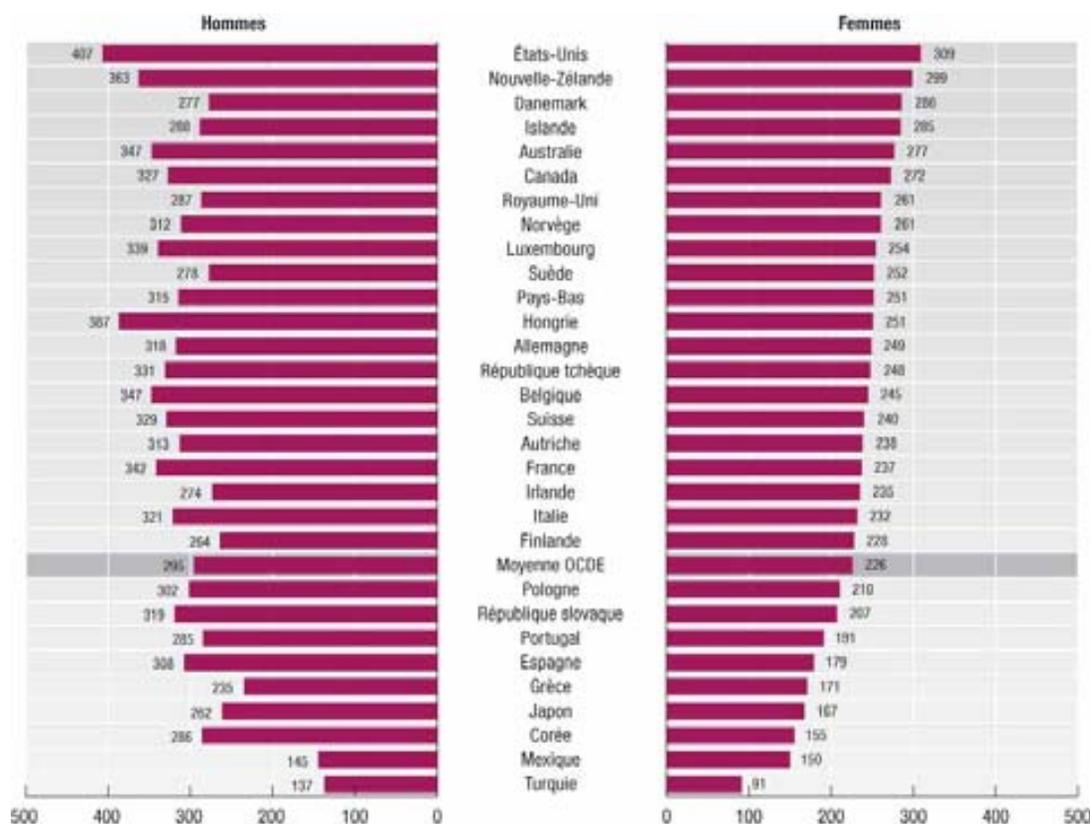
En France et au Canada, en revanche, les disparités pour les femmes sont moindres. Dans ces deux pays les taux d'incidence régionaux du cancer sont plus souvent inférieurs à la moyenne des six pays pour les hommes que pour les femmes.

En Islande, l'incidence du cancer chez les femmes est élevée en moyenne, mais beaucoup plus élevée dans la région de la capitale que dans le reste du pays.

Définition

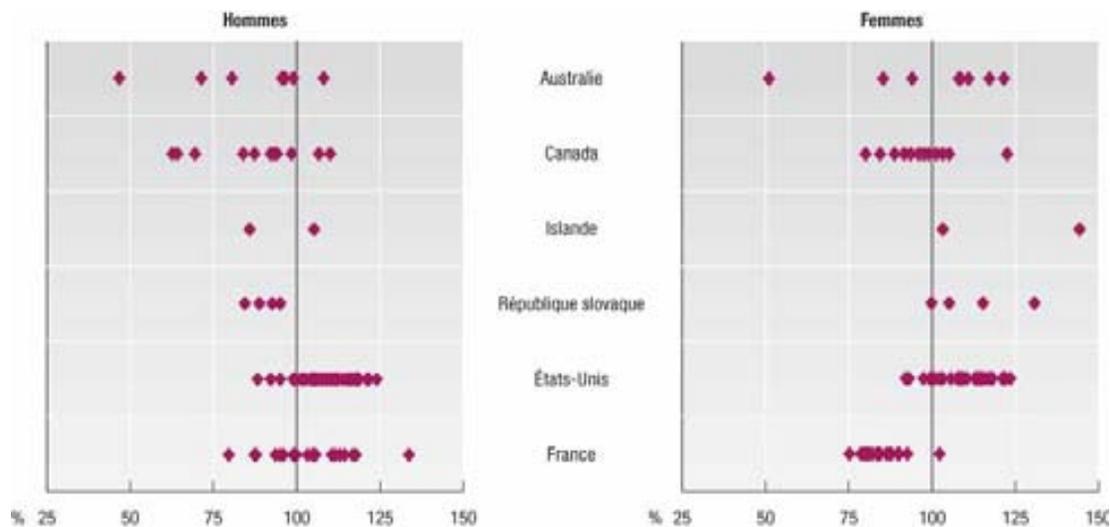
Nombre de nouveaux cas de cancers pour 100 000 habitants au cours de l'année. Les cancers pris en compte sont codés C00-C97 dans la classification CIM-10 et 140-208 dans la classification CIM-9.

30.1. Incidence du cancer au niveau national, 2002



30.2. Variations régionales de l'incidence du cancer

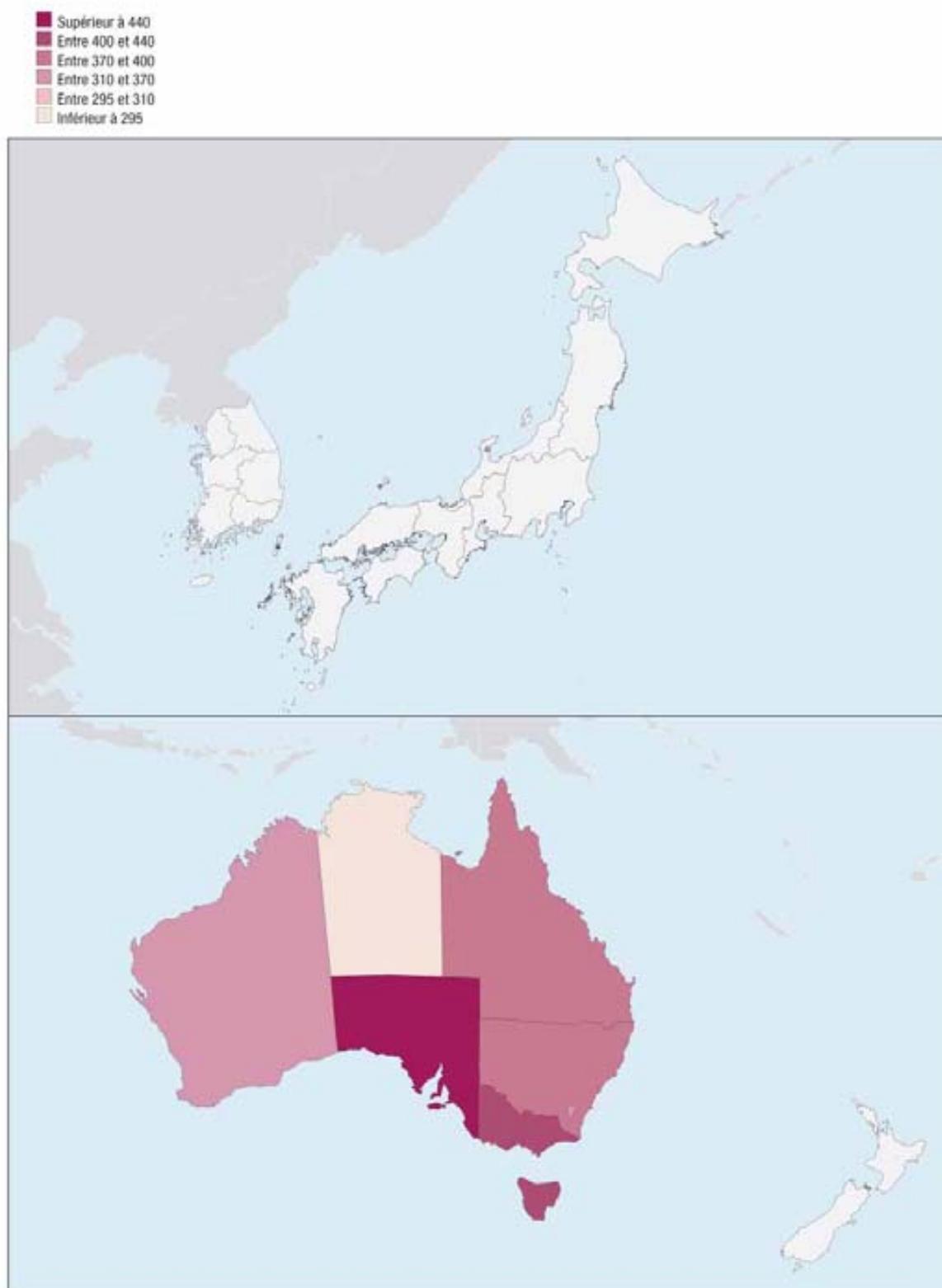
Pourcentage de la moyenne OCDE (6), 2003 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146366737165>

30.3. Taux d'incidence du cancer chez les femmes : Asie et Océanie

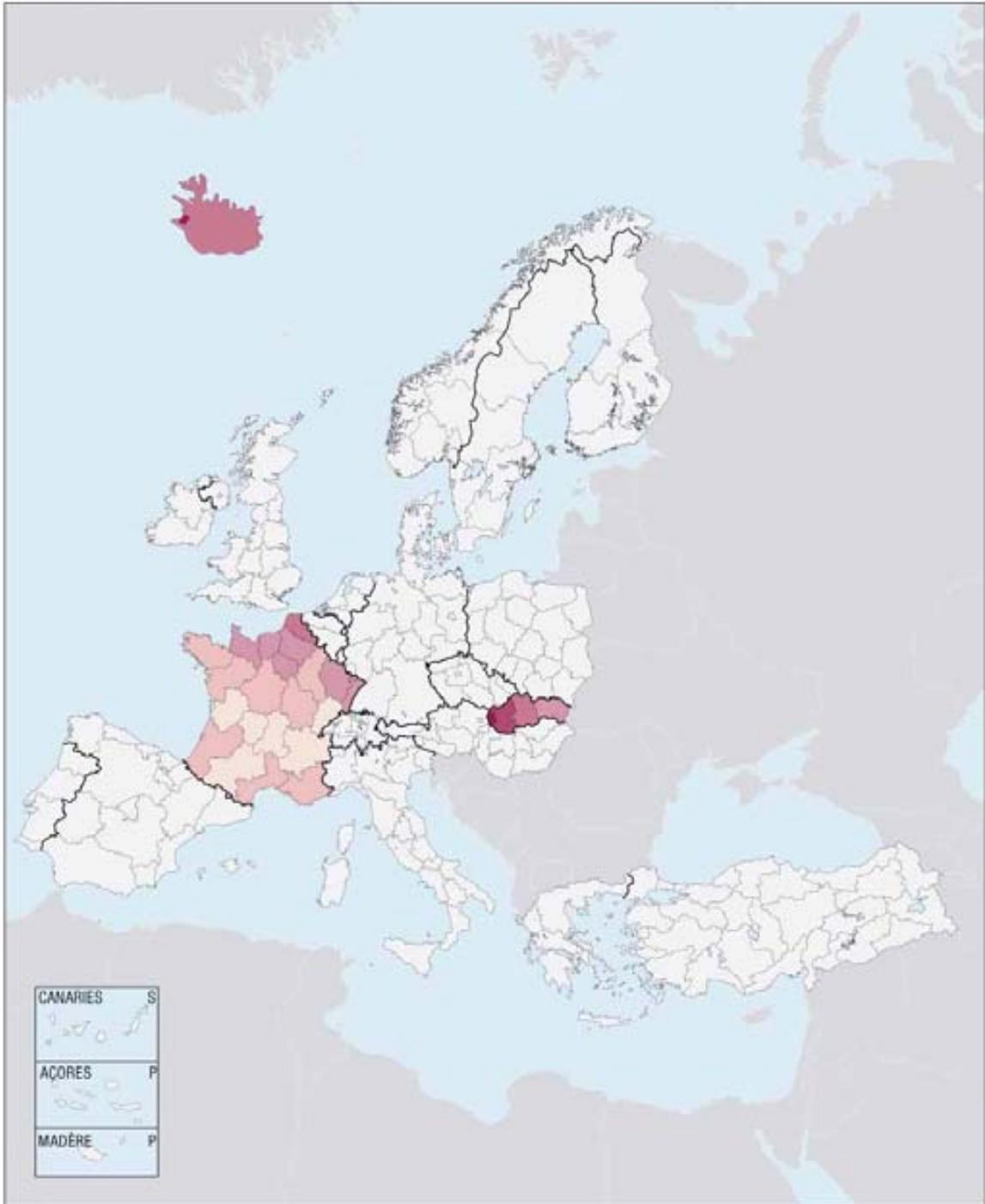
Nombre de nouveaux cas pour 100 000 habitants, 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147621734060>

30.4. Taux d'incidence du cancer chez les femmes : Europe

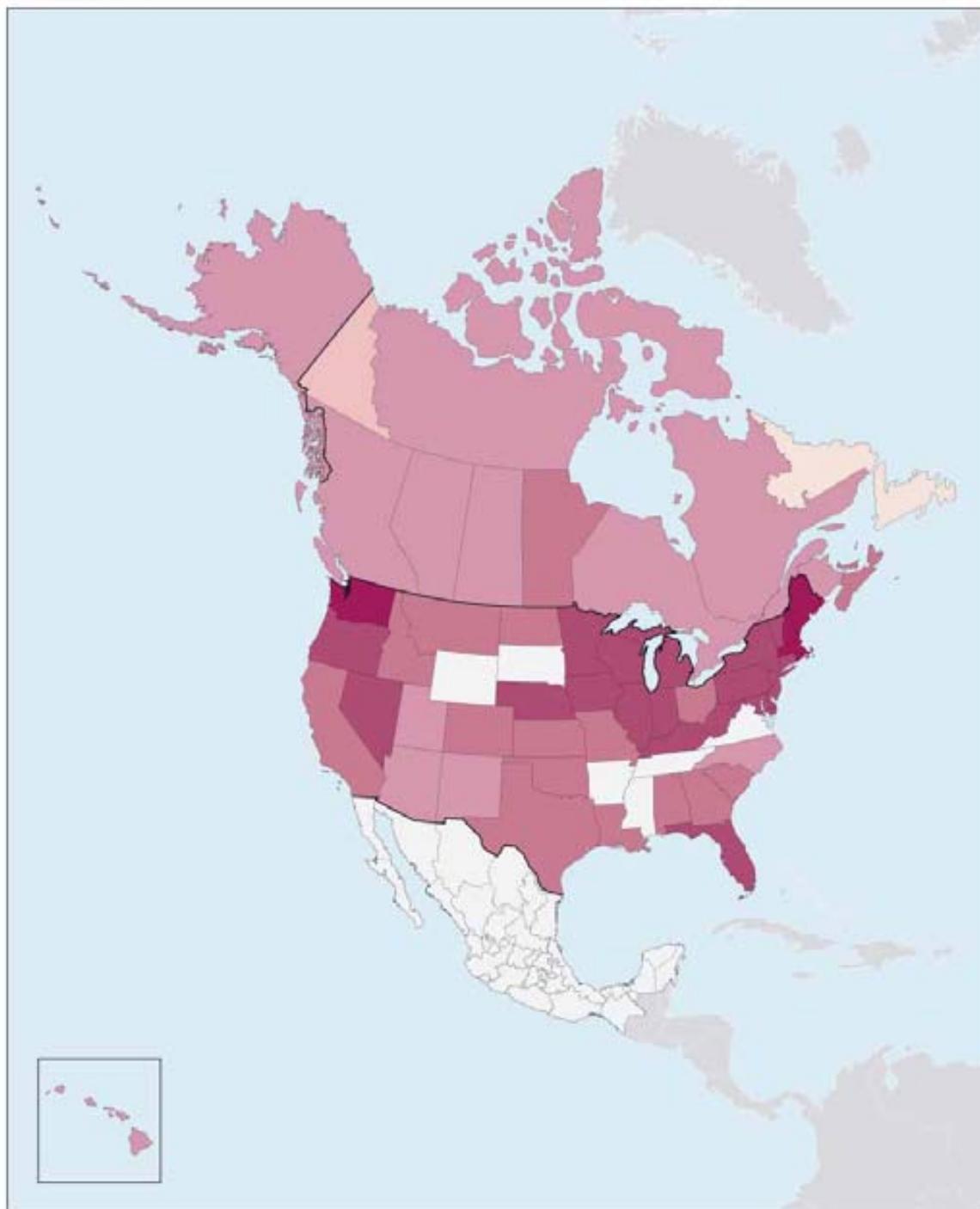
Nombre de nouveaux cas pour 100 000 habitants, 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147621734060>

30.5. Taux d'incidence du cancer chez les femmes : Amérique du Nord

Nombre de nouveaux cas pour 100 000 habitants, 2003



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147621734060>

Compte tenu de l'âge, l'incidence du cancer tend à être plus faible dans les régions rurales

Le vieillissement de la population, les comportements individuels à risque et les facteurs de risque liés à l'environnement ont souvent été invoqués comme déterminants de la progression du cancer. Les facteurs de risque individuels sont la consommation de tabac, la consommation d'alcool et une mauvaise alimentation. Les facteurs de risque liés à l'environnement comprennent la pollution de l'air et de l'eau ainsi que l'exposition aux produits chimiques et aux radiations. Le lien entre ces facteurs de risque et l'incidence du cancer ont été établis dans de nombreuses études au niveau individuel.

Bien que les données régionales sur les facteurs de risque ne soient pas disponibles, on considère en général que les régions rurales offrent un environnement plus sain de sorte que l'incidence du cancer tend à être plus faible dans les populations rurales. Pour vérifier cette hypothèse, on a estimé une régression entre l'incidence du cancer par régions et trois variables explicatives : la part de la population vivant dans des régions rurales, la proportion des personnes âgées de plus de 65 ans (pour tenir compte de l'âge); et des variables pays (pour tenir compte des différences de facteurs de risque entre les pays). Le graphique 30.6 compare l'incidence du cancer estimée et l'incidence observée chez les hommes dans les régions des six pays pour lesquels des données régionales sont disponibles (Australie, Canada, Islande, République slovaque, États-Unis et France). Le graphique 30.7 compare l'incidence du cancer estimée et l'incidence observée chez les femmes.

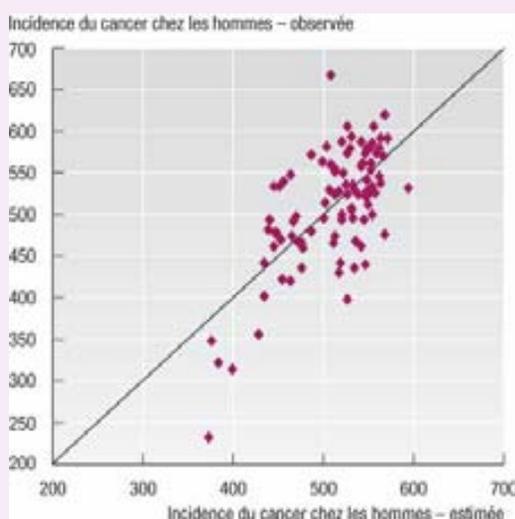
En général, les trois variables explicatives expliquent une proportion importante des différences régionales de l'incidence du cancer : 56 % pour les femmes, et 41 % pour les hommes (sur la base du R^2 ajusté). Les variables pays sont significatives pour les hommes comme pour les femmes au seuil de 5 %.

Le coefficient de régression de la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus est positif et significatif au seuil de 5 % pour les deux sexes. Comme prévu, les régions dont la population est vieillissante tendent à avoir une incidence du cancer plus élevée.

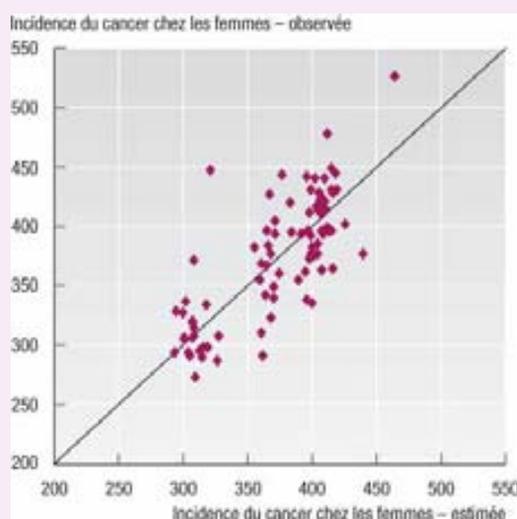
Le coefficient de régression de la part de la population vivant en région rurale est négatif et significatif au seuil de 5 % pour les hommes et de 10 % pour les femmes. Par conséquent, l'incidence du cancer est plus faible chez les populations des régions rurales.

L'absence de données ne permet pas de vérifier les effets des comportements à risque sur l'incidence du cancer dans les régions. Néanmoins, dans la mesure où les comportements à risque ne sont pas systématiquement plus répandus dans les régions rurales, cela ne devrait pas changer les résultats.

30.6. Estimation de l'incidence du cancer chez les hommes



30.7. Estimation de l'incidence du cancer chez les femmes



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/146366737165>

La densité de médecins est un indicateur fréquemment utilisé pour appréhender l'offre de soins. Un nombre adéquat de médecins en activité, qualifiés et répartis en fonction des besoins, permet d'assurer des services médicaux sûrs et de qualité.

Il est cependant difficile de déterminer quel serait le nombre minimum de médecins nécessaires pour garantir une offre suffisante. En effet, les effectifs de médecins en activité mais aussi leur temps de travail et la présence d'autres professionnels de santé substituables ou complémentaires (comme les infirmiers par exemple) déterminent le niveau réel de l'offre. Or, la densité de médecins est rarement exprimée en équivalents temps plein.

Par ailleurs, l'indicateur de densité ne rend pas compte de l'exercice réel des médecins ni des spécificités régionales. La part de l'activité en ville et à l'hôpital peut varier selon les régions, pouvant entraîner un risque de double comptage, selon le mode de collecte des données (par exemple par les syndicats professionnels). Cet indicateur ne tient pas non plus compte de l'existence d'offre de soins transfrontalière.

L'accès aux médecins est très variable selon les pays...

En 2004, le nombre moyen de médecins en activité était de 3 pour 1 000 habitants dans la zone de l'OCDE. Cette densité présentait de fortes variations selon les pays, allant de plus de 4 pour 1 000 habitants en Italie et en Grèce, soit 1.3 fois la moyenne de l'OCDE, à moins de 2 pour 1 000 en

Turquie, au Mexique et en Corée, soit 0.5 fois cette moyenne (graphique 31.1). Le nombre de médecins en exercice pour 1 000 habitants était relativement faible également au Japon, au Canada, au Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande.

... mais il l'est encore plus selon les régions

Pour les 26 pays de l'OCDE pour lesquels l'information est disponible au niveau régional, le nombre moyen de médecins pour 1 000 habitants est de 3.2. Les plus fortes disparités sont constatées aux États-Unis et en Turquie, où les régions les mieux dotées ont une densité de médecins pouvant atteindre respectivement 2.5 et 2.2 fois la moyenne nationale (graphique 31.2). Ailleurs, cette densité peut atteindre près du double de la moyenne nationale dans les régions les mieux dotées. En général, les régions les moins bien dotées ont une densité ne dépassant pas la moitié de la moyenne nationale. Les disparités régionales au sein d'un même pays sont donc plus importantes que celles constatées entre les pays.

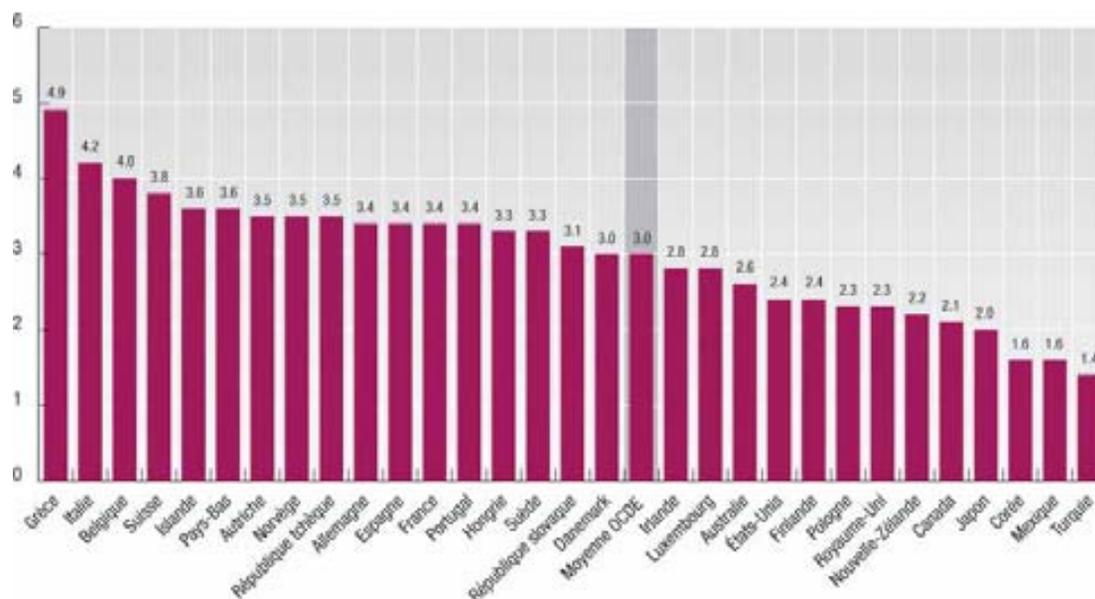
Les zones urbaines sont mieux loties

En général, la densité de médecins est plus élevée dans les régions où la population vit essentiellement en zone urbaine. Dans 17 pays, elle est positivement corrélée à la part de la population régionale qui vit dans les régions urbaines (graphique 31.3). Cette corrélation est particulièrement forte en République slovaque, en République tchèque, en Grèce, en Hongrie et au Portugal.

Définition

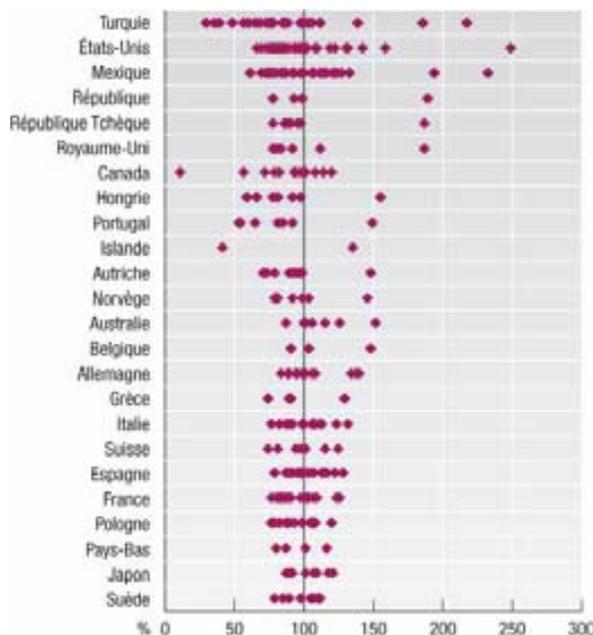
Nombre de médecins en activité, généralistes et spécialistes, recensés dans une région au cours de l'année, qu'ils exercent dans le secteur public ou privé.

31.1. Médecins en activité pour 1 000 habitants, 2004



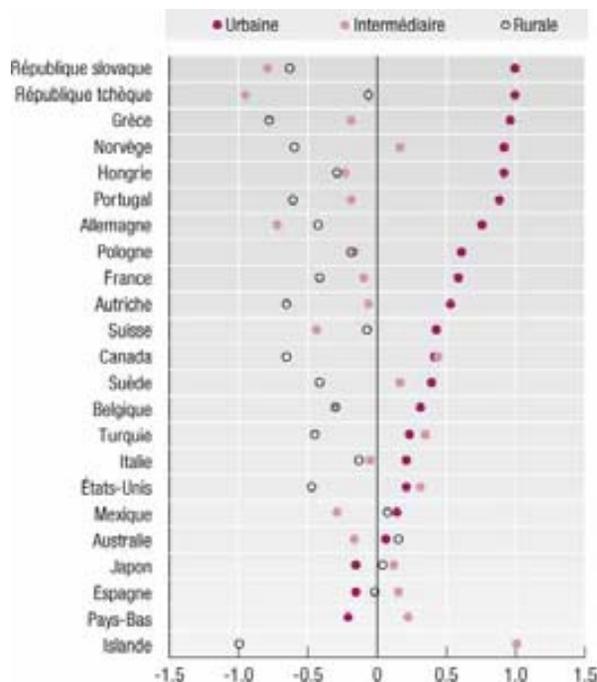
31.2. Variations de la densité de médecins selon les régions, 2004

Pourcentage de la moyenne nationale, 2004 (TL2)



31.3. Corrélation entre la densité de médecins et la distribution de la population par type de régions, 2004

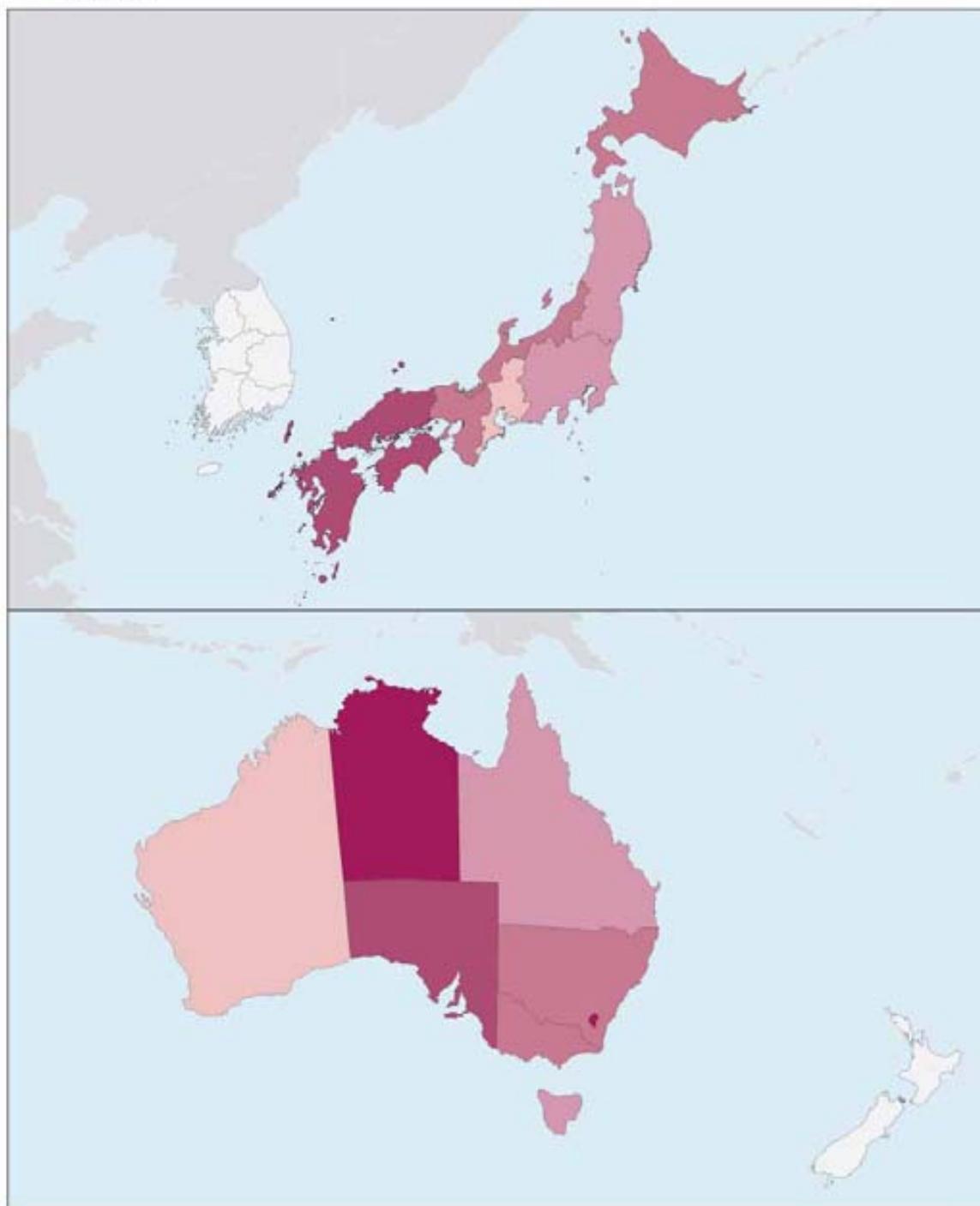
Coefficient de corrélation de Spearman, 2004 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146404381621>

31.4. Densité de médecins : Asie et Océanie

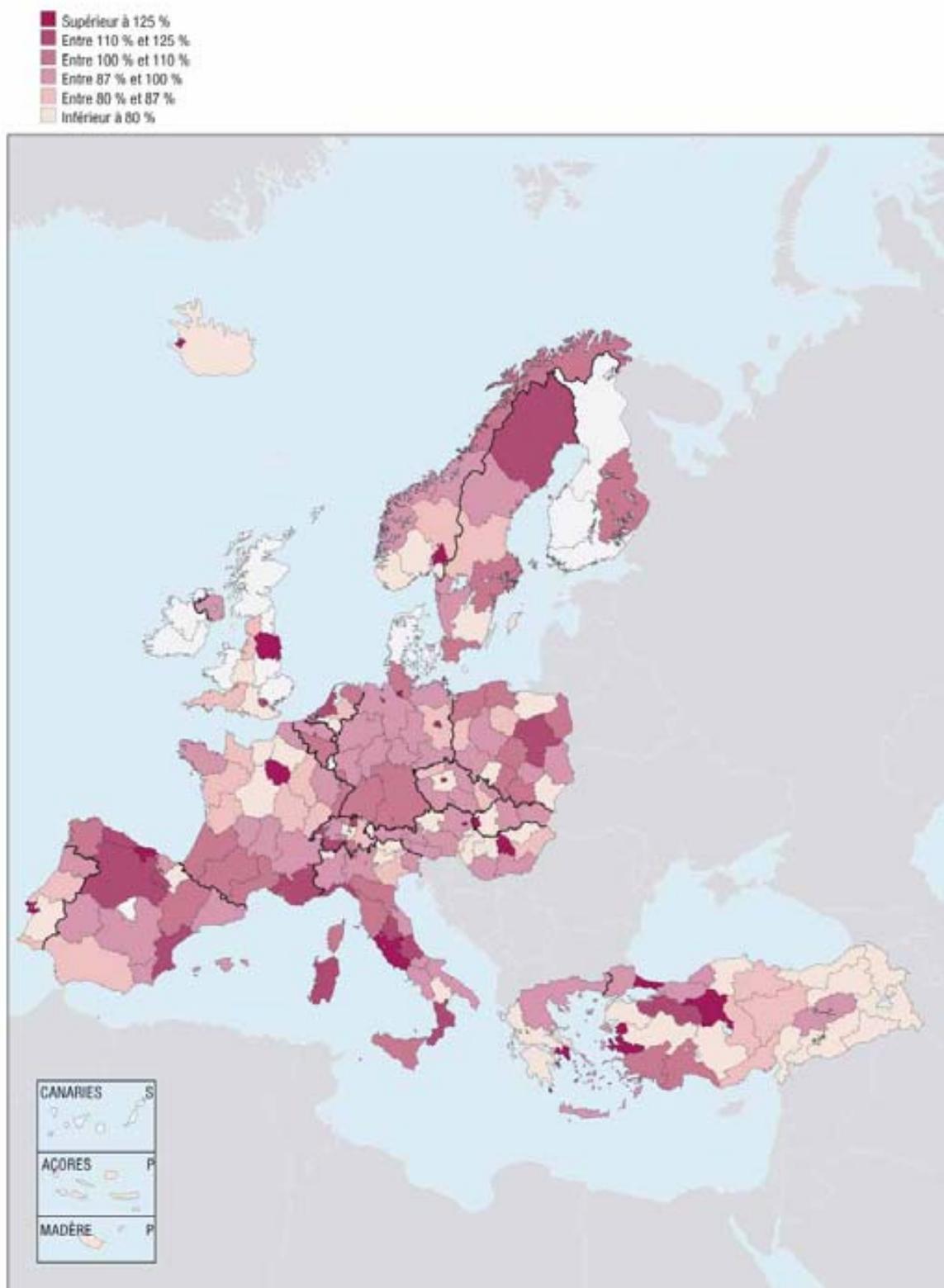
Pourcentage de la moyenne nationale, 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147632046474>

31.5. Densité de médecins : Europe

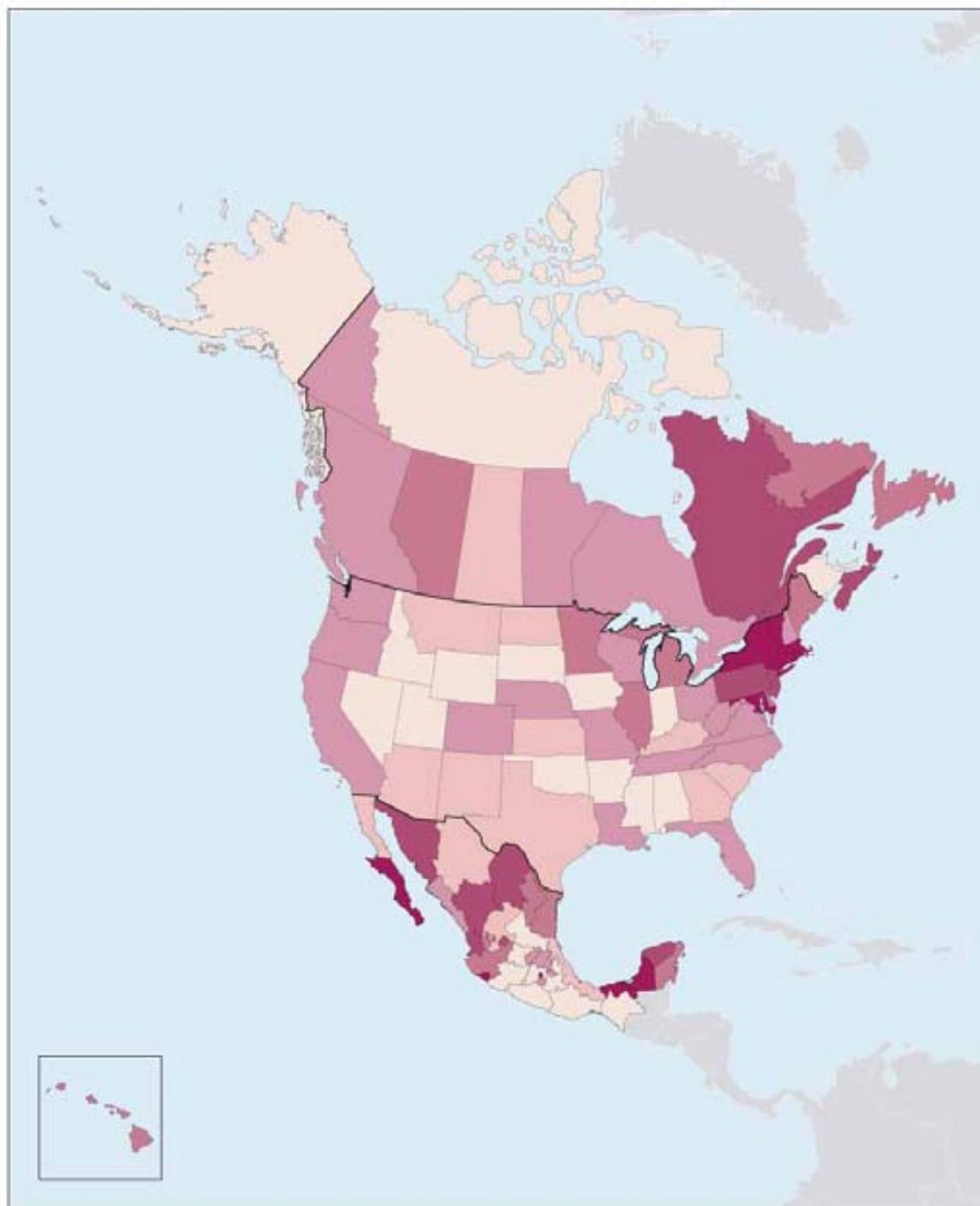
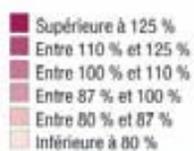
Pourcentage de la moyenne nationale, 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147632046474>

31.6. Densité de médecins : Amérique du Nord

Pourcentage de la moyenne nationale, 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147632046474>

Densité de médecins sur le territoire national : généralistes et spécialistes

Les effectifs de médecins comprennent à la fois les généralistes et les spécialistes. Les premiers assurent les soins de santé primaires, ou de premier recours, et constituent habituellement le premier point de contact du malade avec le système de santé lorsqu'il a besoin de soins ou de conseils. Ils servent à coordonner l'accès à d'autres services de santé et assurent des soins préventifs et curatifs de base y compris le diagnostic, les traitements simples et l'aiguillage des cas complexes vers les établissements spécialisés appropriés. Les spécialistes quant à eux assurent les soins secondaires et tertiaires. Les soins secondaires sont des soins spécialisés nécessitant un diagnostic et des traitements plus complexes que ceux fournis au niveau des soins primaires (par ex. : orthopédie, chirurgie) et les soins tertiaires sont hautement spécialisés et incluent des examens diagnostiques et des traitements tels que la dialyse rénale et l'imagerie par résonance magnétique (IRM). La distinction entre généralistes et spécialistes permet de mesurer en partie l'accès aux soins primaires d'une part et l'accès aux soins secondaires et tertiaires de l'autre.

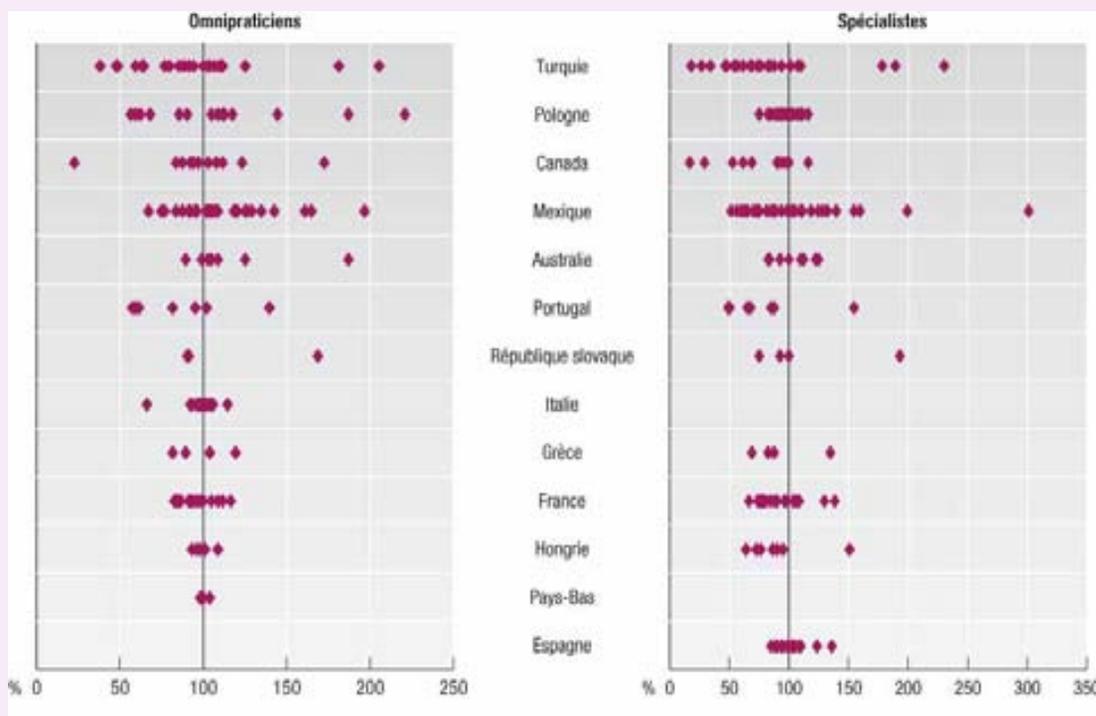
Il existe des disparités dans la densité de médecins, en particulier pour les spécialistes (graphique 31.7). C'est le cas au Mexique où une région (le *Distrito federal*) compte trois fois plus de spécialistes par habitant que la moyenne nationale alors que d'autres n'en ont qu'environ la moitié (Mexico, Oaxaca). Dans ce pays la répartition des généralistes sur le territoire est aussi très variable selon les régions. En Turquie, les disparités régionales sont importantes pour les deux catégories.

En général, une distribution inégale selon les régions des spécialistes par habitant s'accompagne aussi de disparités importantes en termes de nombre de généralistes par habitant. La Pologne est la seule exception, car dans ce pays la distribution géographique des spécialistes est très homogène tandis que les différences régionales sont très importantes pour les généralistes.

Aux Pays-Bas et en Hongrie, les écarts entre les régions sont très faibles en ce qui concerne la répartition des généralistes. En revanche, ils sont plus importants pour les spécialistes en Hongrie mais sans dépasser la moyenne de l'OCDE.

31.7. Variations régionales de la densité de médecins par catégorie de médecins

Pourcentage de la moyenne nationale, 2004 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146404381621>

32. RESSOURCES DE SANTÉ : NOMBRE D'INFIRMIERS

Les infirmiers interviennent à différents niveaux de l'offre de soins, dans les soins de premier recours comme dans les soins hospitaliers. Ils forment la catégorie la plus importante de fournisseurs de soins dans presque tous les pays de l'OCDE.

La distribution des infirmiers est un facteur important

Un nombre suffisant d'infirmiers est nécessaire pour garantir la qualité des soins hospitaliers. La répartition des fonctions entre médecins et infirmiers peut varier et des substitutions peuvent s'opérer pour certains soins. Il est donc important de tenir compte de deux indicateurs, de médecins et d'infirmiers pour 1 000 habitants, pour appréhender correctement l'offre de soins.

L'organisation du système de soins et la répartition de l'activité, des rôles et des compétences des professionnels de santé sont très variables d'un pays à l'autre. De plus, les catégories professionnelles incluses dans « infirmier » dans les statistiques disponibles peuvent varier. Les sages-femmes, par exemple, peuvent

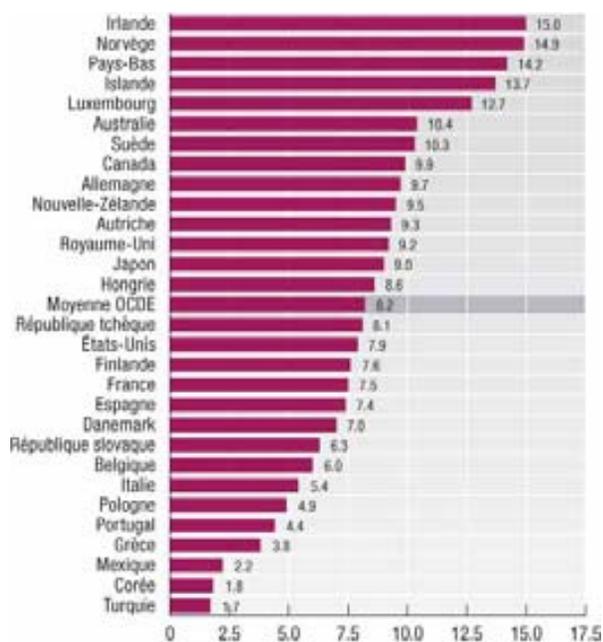
y figurer. Par ailleurs, la couverture peut être incomplète dans le cas de certains établissements de soins.

Le nombre moyen d'infirmiers par régions est de 8.2 pour 1 000 habitants en 2004. Mais ce nombre varie beaucoup d'un pays de l'OCDE à l'autre, en partie du fait de la comparabilité limitée des données (graphique 32.1).

Les disparités régionales sont importantes en Espagne et au Mexique

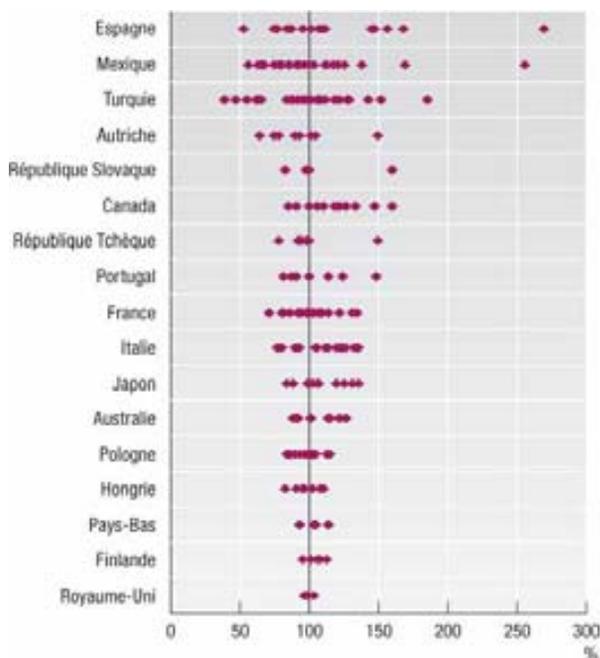
En Espagne, au Mexique et en Turquie, le nombre d'infirmiers pour 1 000 habitants varie considérablement d'une région à l'autre. Le nombre d'infirmiers d'une région peut dépasser 2.5 fois la moyenne nationale en Espagne et au Mexique (graphique 32.2). Dans certaines régions de Turquie le nombre d'infirmiers pour 1 000 habitants atteint seulement 40 % de la moyenne nationale. Dans les autres pays de l'OCDE, la répartition entre les régions est nettement plus équitable, en particulier au Royaume-Uni et en Finlande.

32.1. Infirmiers pour 1 000 habitants, 2004



32.2. Disparités régionales du nombre d'infirmiers pour 1 000 habitants

Pourcentage de la moyenne nationale, 2004 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146484246466>

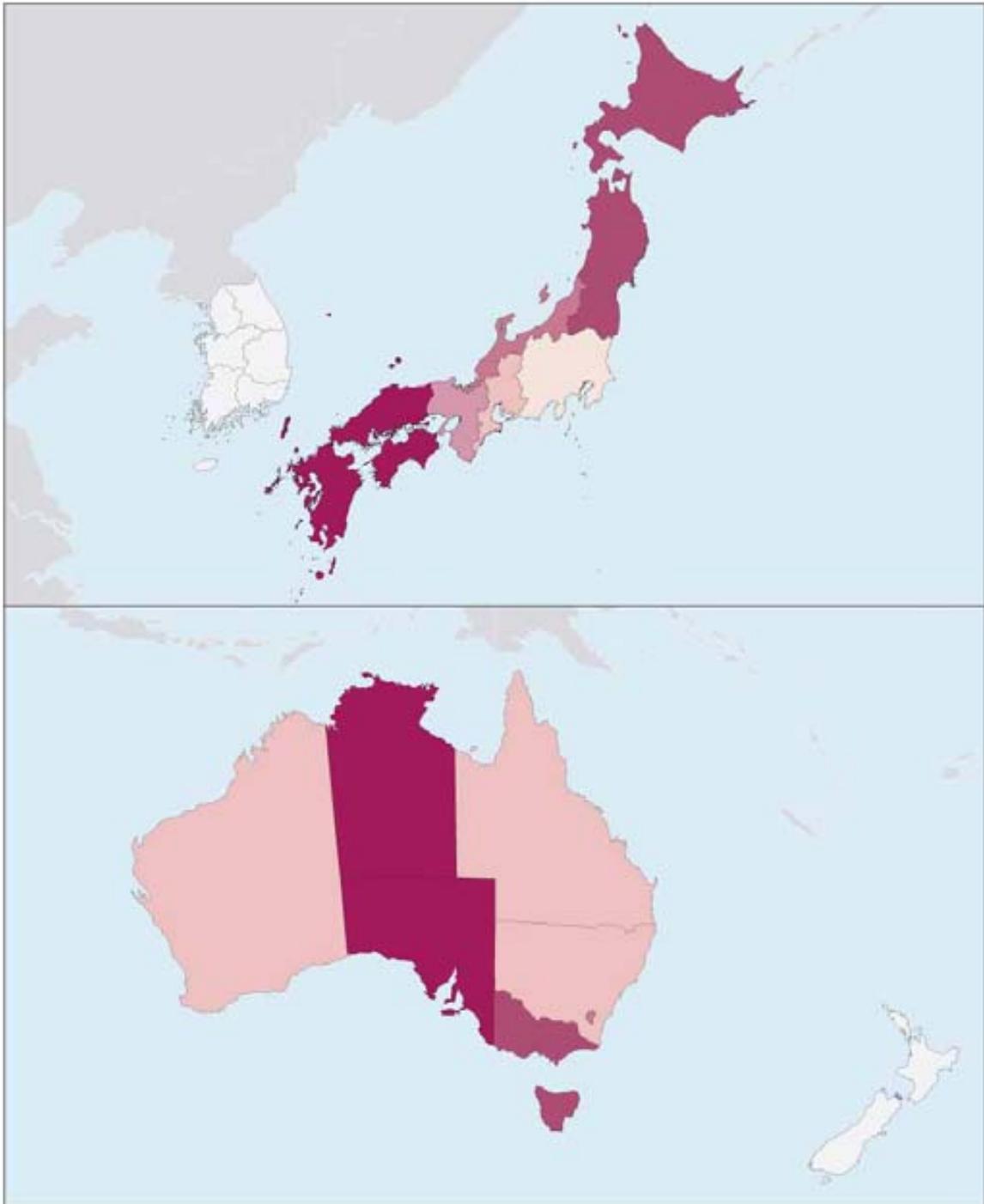
Définition

Nombre d'infirmiers en activité dans une région au cours de l'année de référence.

32.3. Densité d'infirmiers : Asie et Océanie

Pourcentage de la moyenne nationale, 2004

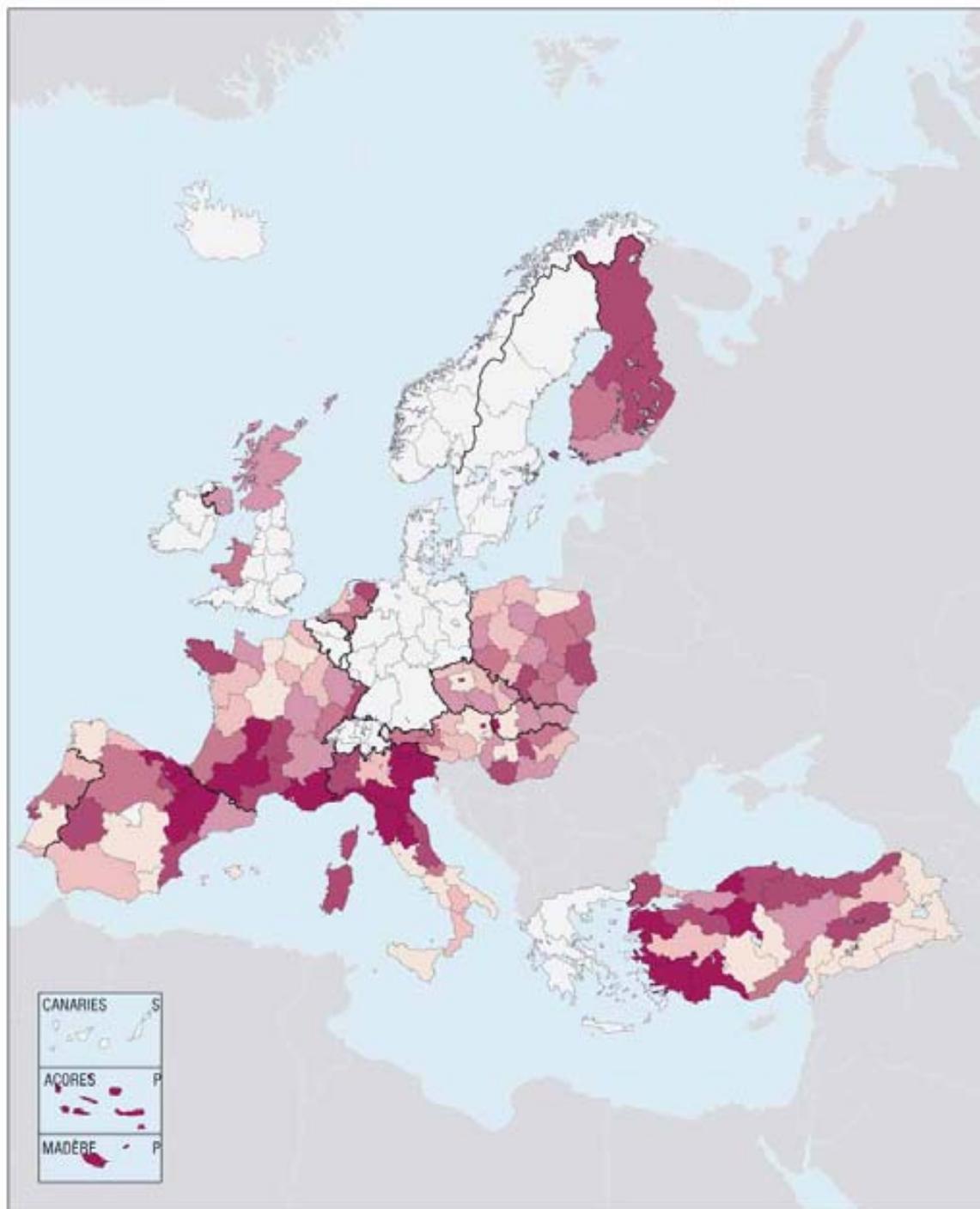
- Supérieure à 120 %
- Entre 105 % et 120 %
- Entre 100 % et 105 %
- Entre 95 % et 100 %
- Entre 85 % et 95 %
- Inférieure à 85 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147637740845>

32.4. Densité d'infirmiers : Europe Pourcentage de la moyenne nationale, 2004

- Supérieure à 120 %
- Entre 105 % et 120 %
- Entre 100 % et 105 %
- Entre 95 % et 100 %
- Entre 85 % et 95 %
- Inférieure à 85 %

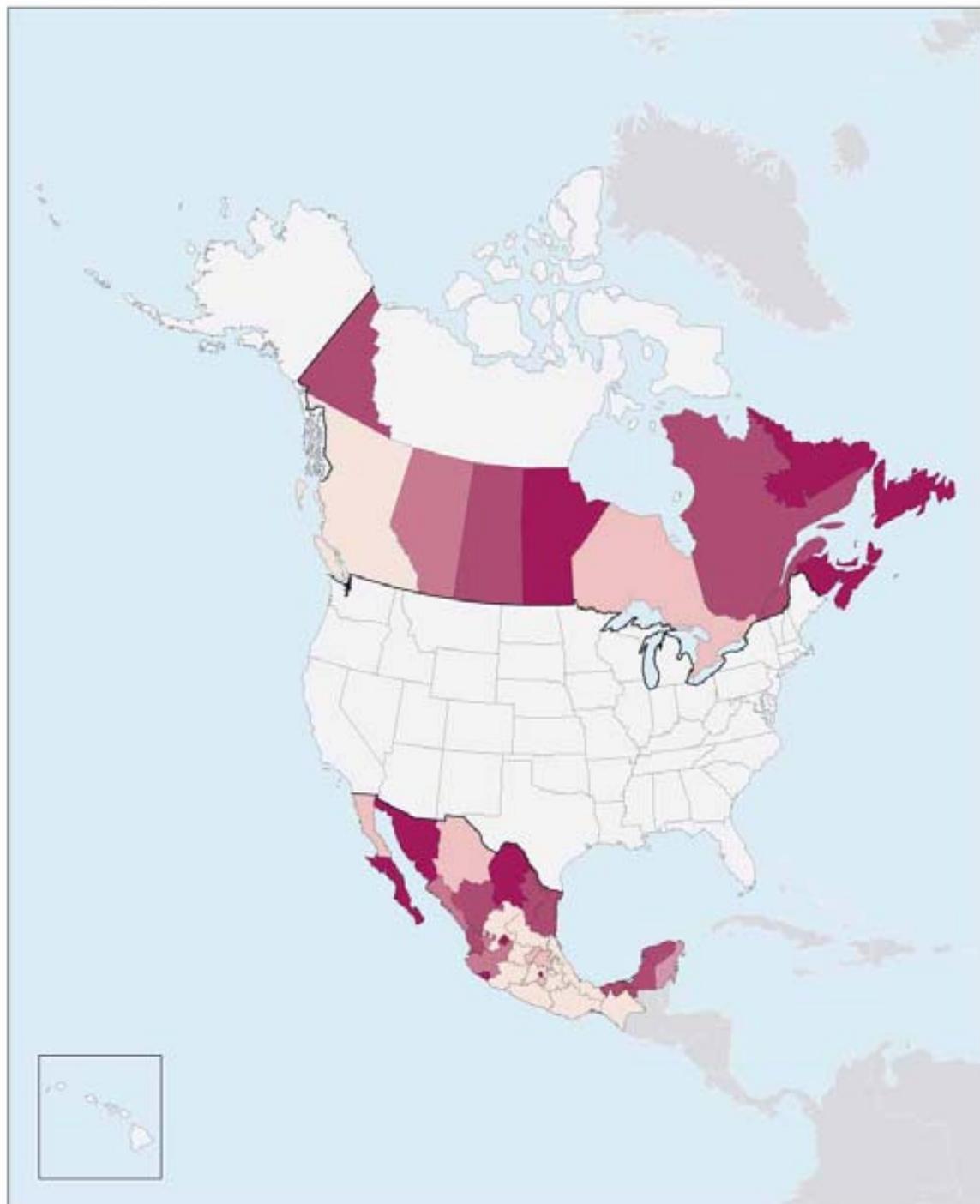


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147637740845>

32.5. Densité d'infirmiers : Amérique du Nord

Pourcentage de la moyenne nationale, 2004

- Supérieure à 120 %
- Entre 105 % et 120 %
- Entre 100 % et 105 %
- Entre 95 % et 100 %
- Entre 85 % et 95 %
- Inférieure à 85 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147637740845>

Le nombre de lits d'hôpital est généralement retenu comme une mesure des ressources disponibles pour les services de soins hospitaliers.

Cet indicateur n'est cependant pas une mesure de la capacité totale des hôpitaux puisqu'il ne tient pas compte de l'activité et des soins dispensés à des patients non hospitalisés (consultations externes, soins de jour, chirurgie ambulatoire).

Il n'est non plus une mesure de l'accessibilité physique aux soins dispensés dans les hôpitaux. En fait, même dans une région qui compte un grand nombre de lits d'hôpital l'accessibilité peut être faible si l'hôpital est situé loin de la population.

C'est le Japon qui compte le plus de lits par habitant

En 2004, il y avait en moyenne 5.6 lits d'hôpital pour 1 000 habitants dans les régions des 20 pays membres de l'OCDE pour lesquels ces données sont disponibles. Le Japon est le pays dans lequel le nombre de lits par habitant est le plus élevé. À l'autre extrémité on trouve le Mexique et la Turquie.

Des approches alternatives ont réduit le nombre de lits d'hôpital

Le développement d'alternatives à l'hospitalisation (hospitalisation et soins à domicile par exemple), plus ou moins important selon les pays, s'accompagne d'une réduction du nombre de lits à l'hôpital, en particulier de lits de long séjour. En fait, l'insuffisance de l'offre

hospitalière est souvent à l'origine du transfert vers les soins ambulatoires.

Certaines régions comptent le double de la moyenne nationale

Les disparités régionales sont particulièrement importantes au Mexique, au Portugal, en Turquie, au Canada et en France. Dans certaines régions de ces pays, le nombre moyen de lits par tête est entre 1.5 et 2 fois la moyenne du pays (graphique 33.2). Au Mexique, en particulier, les variations régionales peuvent être importantes bien que, en moyenne, le nombre de lits d'hôpital disponibles soit supérieur à la moyenne de l'OCDE. Dans les régions sous-dotées du Canada et de Turquie, le nombre de lits d'hôpital par habitant est inférieur à la moitié de la moyenne nationale. La variation relative du nombre de lits pour 1 000 habitants est particulièrement faible aux Pays-Bas et en Hongrie.

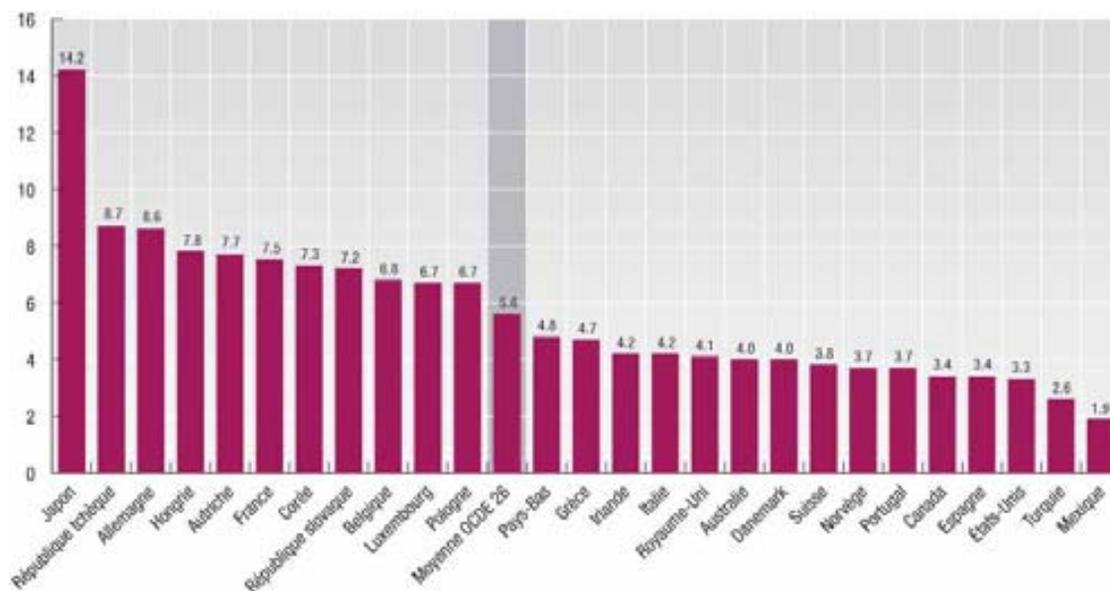
Il n'y a pas de tendances générales pour les régions rurales et urbaines

Il n'y a pas de règle commune pour la distribution des lits hospitaliers par type de région. Dans certains pays la concentration des lits d'hôpital est corrélée positivement à la part de la population vivant dans des régions urbaines. Cette corrélation est particulièrement forte en Hongrie et en République slovaque (graphique 33.3). Mais, en Suède et en Allemagne ce sont les régions regroupant la plus grande proportion de population en zones rurales qui sont les mieux dotées.

Définition

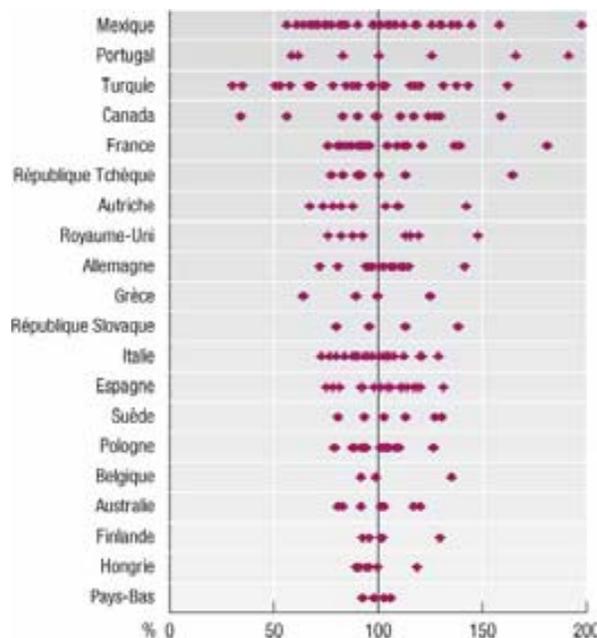
Nombre de lits d'hôpital (occupés ou non), immédiatement disponibles pour des patients hospitalisés dans tous types d'établissement ou de service (hôpitaux généraux, hôpitaux psychiatriques ou d'autres spécialités de tous secteurs (public et privé).

33.1. Nombre de lits d'hôpital pour 1 000 habitants, 2004



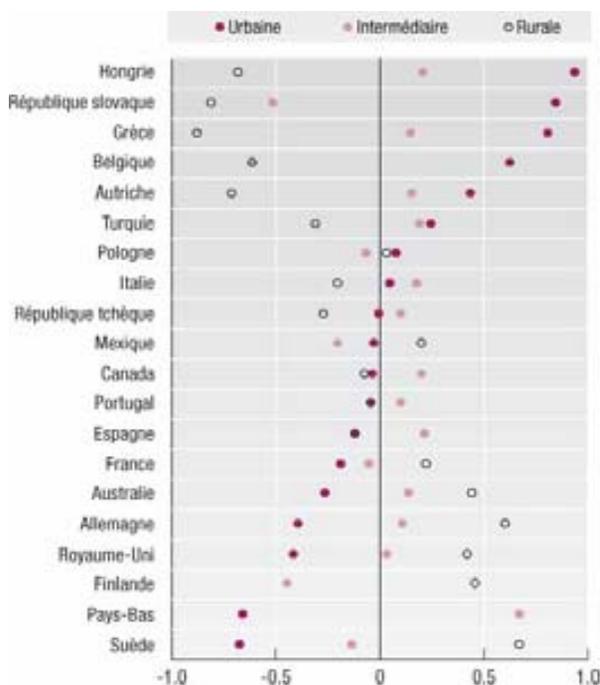
33.2. Variations du nombre de lits d'hôpital pour 1 000 habitants

Pourcentage de la moyenne nationale, 2004 (TL2)



33.3. Corrélation entre le nombre de lits par habitant et la part de la population par type de région

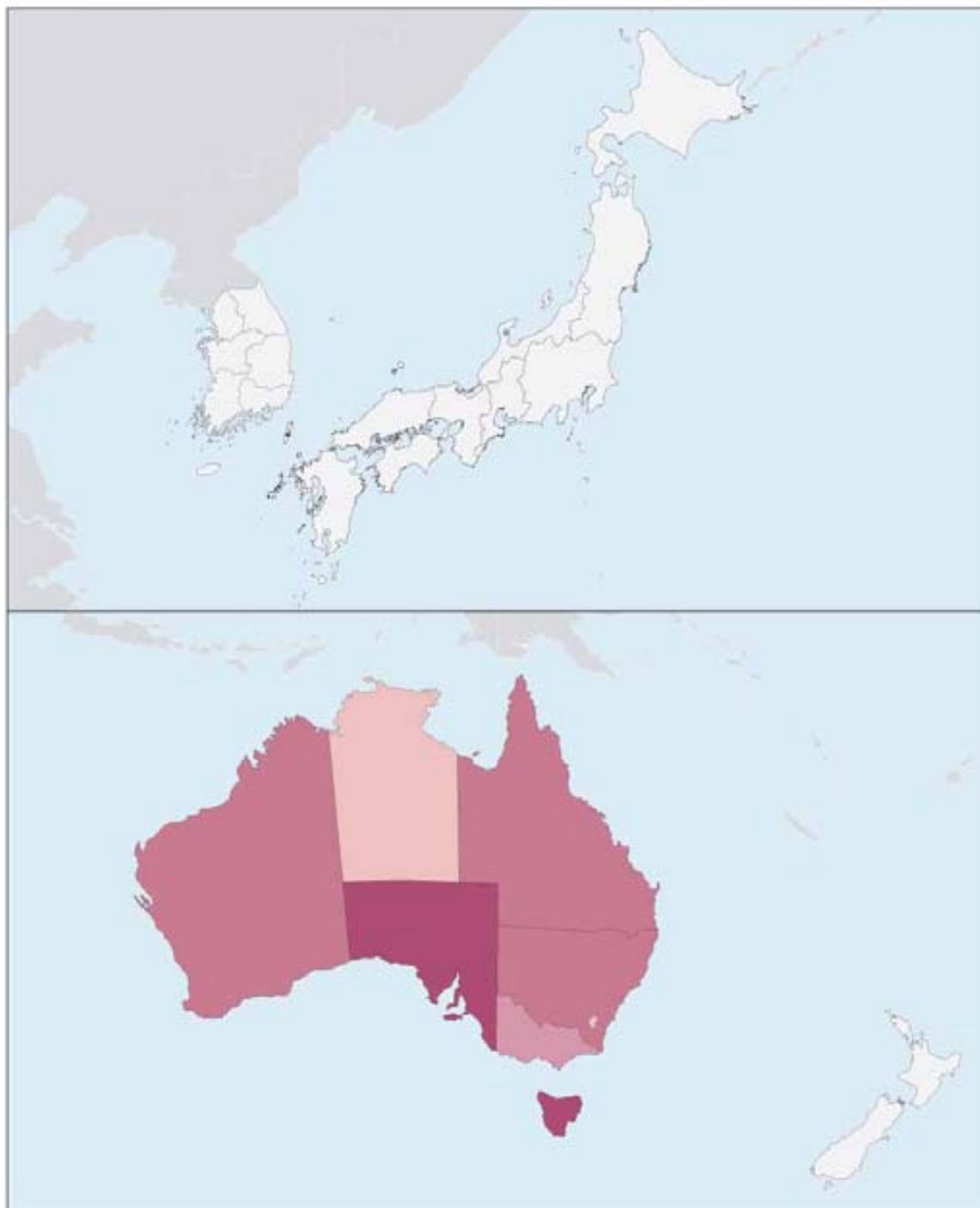
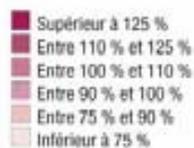
Coefficient de corrélation de Spearman, 2004 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146502850881>

33.4. Nombre de lits d'hôpital pour 100 000 habitants : Asie et Océanie

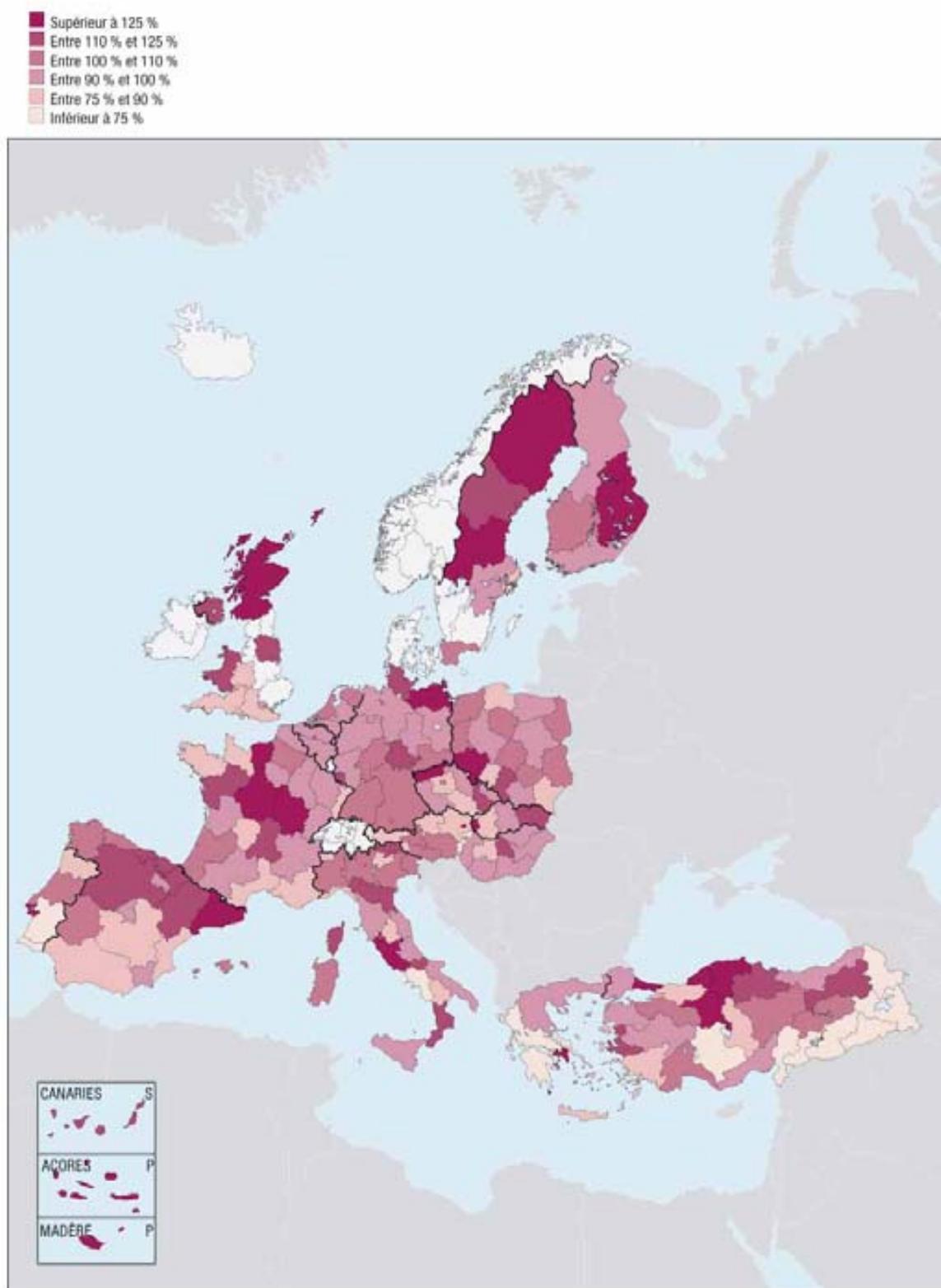
Pourcentage de la moyenne nationale, 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147738704752>

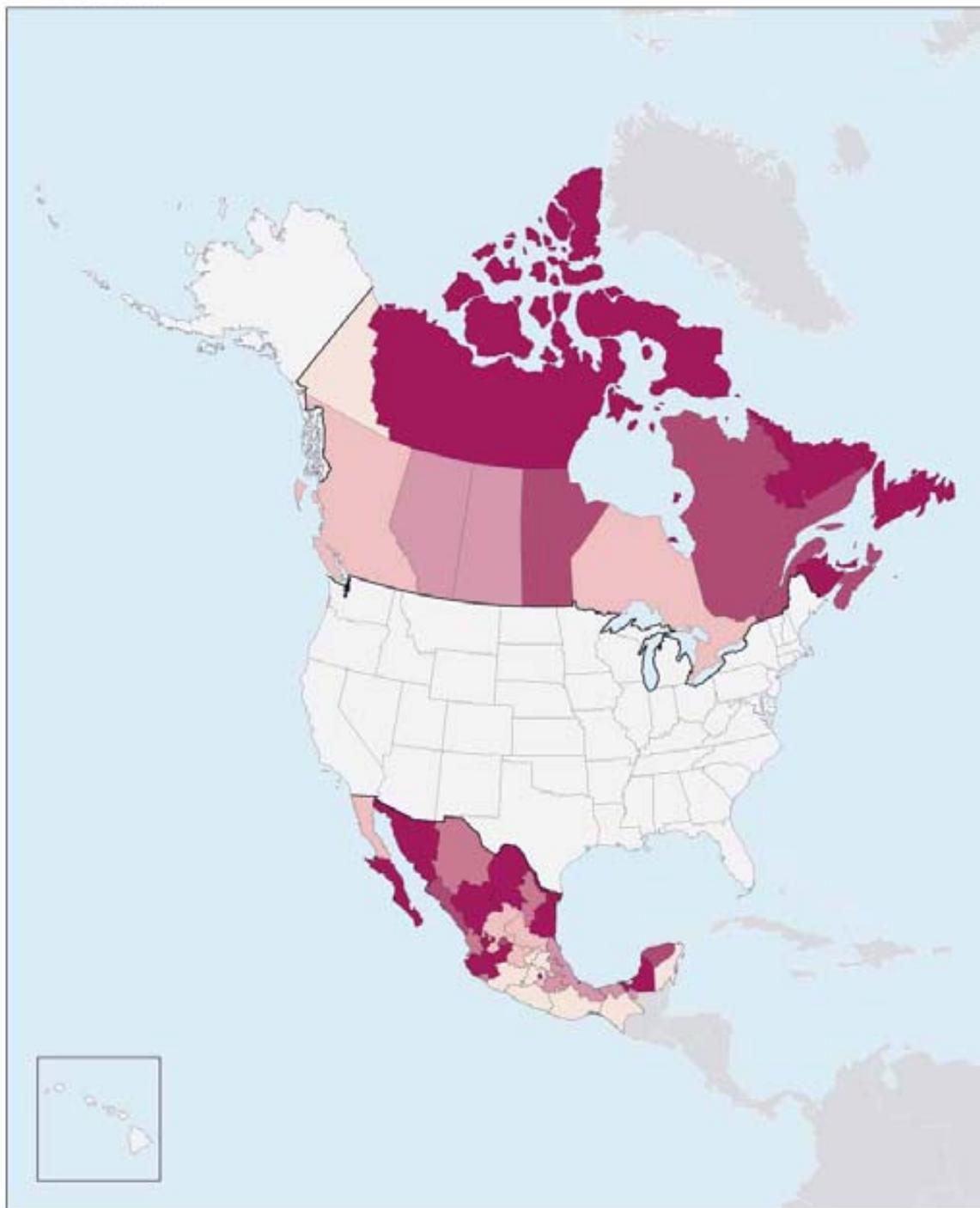
33.5. Nombre de lits d'hôpital pour 100 000 habitants : Europe

Pourcentage de la moyenne nationale, 2004



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/147738704752>

33.6. Nombre de lits d'hôpital pour 100 000 habitants : Amérique du Nord Pourcentage de la moyenne nationale, 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147738704752>

Répartition des lits pour soins de longue durée et pour soins aigus selon le type de région

Les lits de long séjour sont ceux destinés aux patients hospitalisés dont l'état nécessite une assistance continue en raison de pathologies chroniques et d'une certaine dépendance pour les activités quotidiennes. Ces lits peuvent être localisés dans des hôpitaux, des établissements gériatriques ou tout autre établissement médicalisé. Dans de nombreux pays de l'OCDE, la politique sanitaire a favorisé le transfert de l'offre de soins de longue durée des établissements médicalisés vers des soins de proximité. Le maintien à domicile, ou dans des logements adaptés aux besoins des personnes âgées dépendantes se traduit par une diminution du nombre de lits de long séjour. Selon les régions, le recours à des alternatives à l'hospitalisation pour ce type de patients peut varier.

Les lits de soins aigus sont ceux destinés à tous types de soins médicaux, à l'exclusion des soins de jour et des longs séjours.

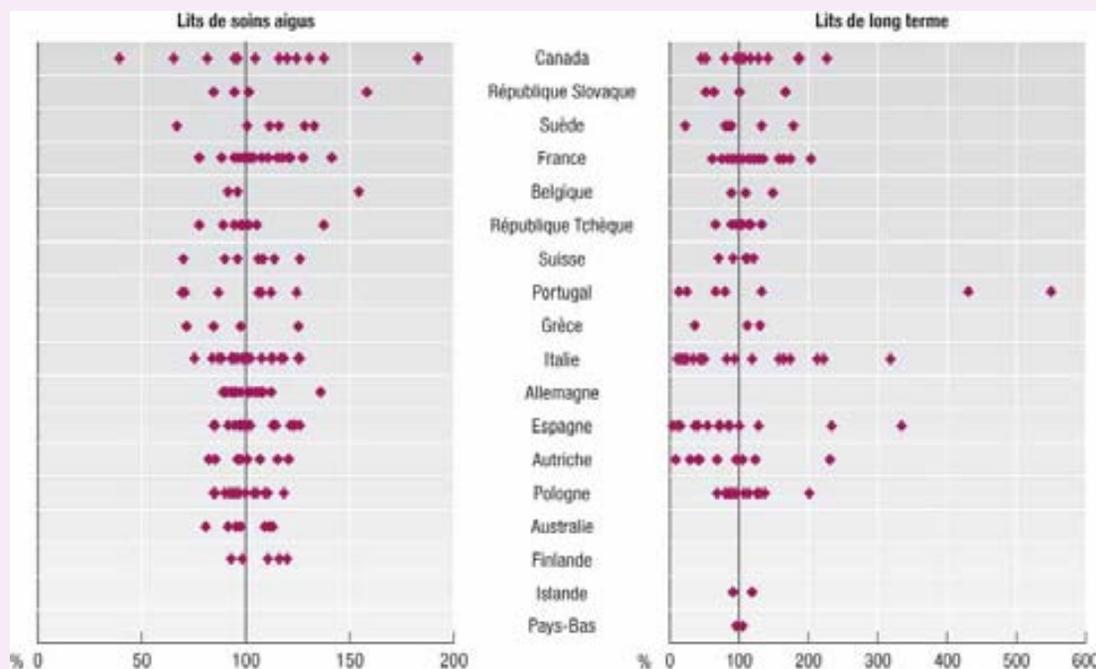
Les disparités constatées dans la répartition des lits d'hôpital sont dues à des disparités qui touchent les lits de soins aigus mais surtout les lits de long séjour. En effet, les plus importantes variations pour les lits de soins aigus dans les régions vont de 39 % à 182 % par rapport à la moyenne nationale (au Canada) tandis que la fourchette pour les lits de long séjour s'étend de 11 % à 548 % de la moyenne nationale (au Portugal).

Les disparités régionales touchant l'offre de lits de long séjour sont importantes dans les pays du sud de l'Europe. Dans ces pays la répartition sur le territoire des lits de soins aigus est nettement plus homogène.

Dans l'ensemble, l'offre de lits de soins aigus est homogène dans les régions. Seul le Canada se démarque par des disparités plus importantes.

33.7. Variation du nombre de lits de long séjour et de lits de soins aigus pour 1 000 habitants

Pourcentage de la moyenne nationale, 2004 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146502850881>

Le nombre de scanners ou tomodensitomètres (TDM) et le nombre d'unités d'imagerie par résonance magnétique (IRM) permettent de mesurer la diffusion des technologies médicales modernes et plus spécifiquement des technologies de diagnostic reposant sur l'imagerie médicale. Ces deux technologies sont utilisées pour diagnostiquer de nombreuses pathologies.

Les technologies permettent d'améliorer le diagnostic...

Les technologies modernes de diagnostic permettent un meilleur diagnostic, le choix de meilleurs traitements, et un gain de qualité de vie en évitant certaines opérations. La précision croissante des images révèle mieux qu'auparavant des lésions profondes ou de toute petite taille qu'un examen clinique seul ne peut déceler. Elle permet entre autres une détection précoce des cancers qui améliore grandement le pronostic. Le scanner, ou tomodensitomètre, permet de détecter des anomalies morphologiques. Il donne des images anatomiques des os et des organes. L'IRM donne des images anatomiques très fines de certains tissus qui sont moins bien analysés par le scanner. Il comporte, par ailleurs, l'avantage d'éviter l'exposition des patients à un rayonnement ionisant.

... mais leur coût élevé constitue un frein

Pour un meilleur suivi des patients, les radiologues combinent souvent les différentes techniques disponibles. Ces outils de diagnostic sont partiellement substituables et partiellement complémentaires. Ils sont tous deux coûteux, mais le coût d'un IRM (de l'ordre d'1.9 million d'USD) est cependant nettement supérieur à celui d'un TDM (de 600 000 à 1 million d'USD).

Des écarts importants dans leur diffusion

En 2004, d'importants écarts sont constatés dans la diffusion des technologies de diagnostic. Le Japon possède un nombre de tomodensitomètres et d'unités d'IRM par habitant nettement supérieur à celui des autres pays de l'OCDE (graphique 34.1). Les États-Unis, la Corée et la Belgique disposent aussi d'un nombre de TDM nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE, bien que très inférieur à celui constaté au Japon. Les États-Unis et plusieurs pays d'Europe (l'Islande, la Suisse, l'Autriche, la Finlande et l'Italie) disposent également d'un nombre relativement élevé d'unités d'IRM par habitant. En revanche, le Mexique et la Pologne possèdent peu de chacune de ces deux technologies. En République slovaque et en République tchèque le nombre d'unités d'IRM est aussi particulièrement bas. Le Royaume-Uni et la Hongrie possèdent très peu de TDM.

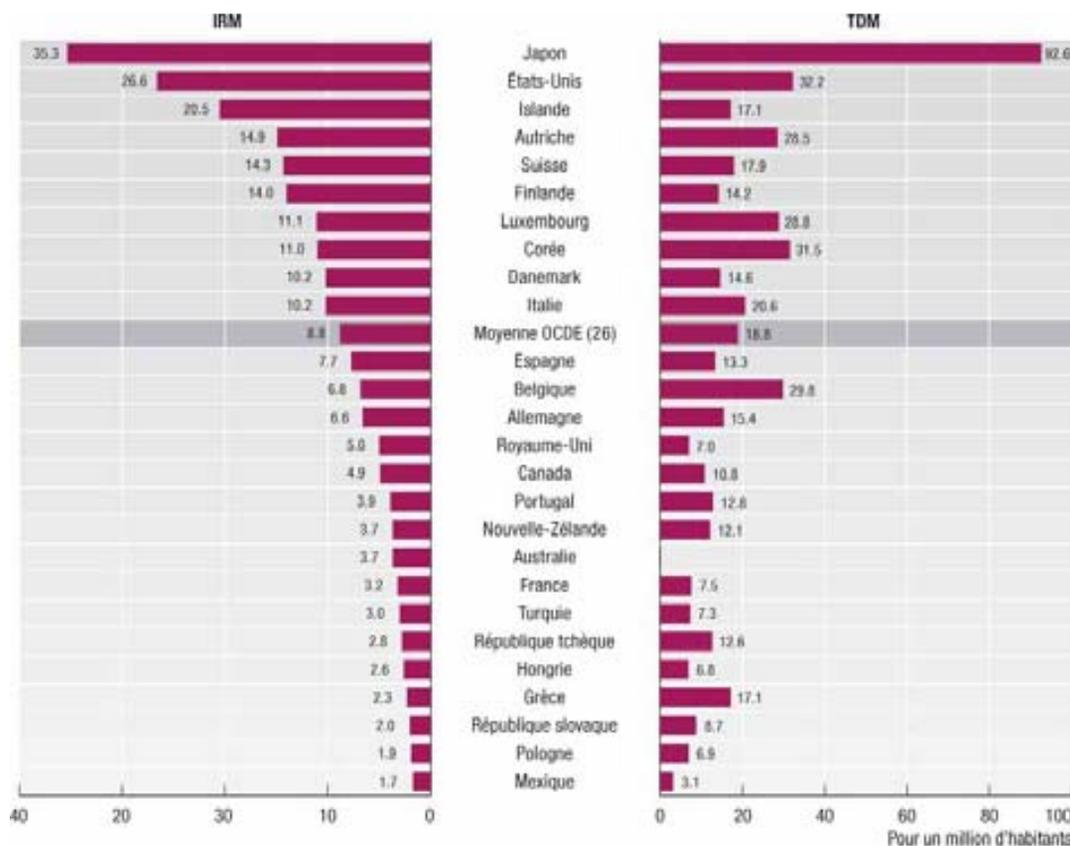
Des variations régionales significatives

La Turquie, pays situé en queue de peloton pour la diffusion de ces technologies de diagnostic, est de surcroît confrontée à une répartition très inégale de ces équipements sur son territoire (graphique 34.2). L'Italie aussi rencontre des difficultés pour rendre ces appareils accessibles de la même façon en tout lieu, bien que dans ce pays l'offre se situe au-dessus de la moyenne pour les deux types de technologies. Certaines régions du sud de l'Italie possèdent un nombre de TDM très supérieur à la moyenne nationale, trois fois pour la Campanie, qui par ailleurs possède moins d'IRM, et 1.5 fois plus pour la région du Molise qui a aussi plus d'IRM. À l'autre extrémité, la région de Trento ne possède aucun de ces deux types d'équipements. L'organisation régionalisée du système de santé peut expliquer de tels écarts, étant donné leur coût.

Définition

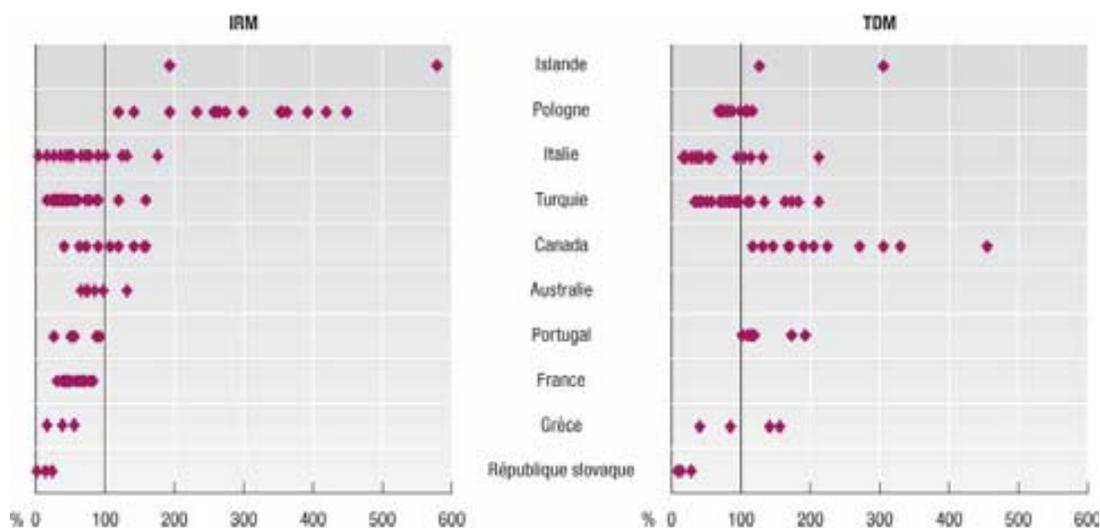
Nombre d'unités d'imagerie par résonance magnétique et de tomodensitomètres utilisés en radiologie pour « balayer » une région du corps ou le corps entier et en obtenir des coupes transversales, par traitement informatique des mesures de pénétration des rayons X dans les tissus.

34.1. Diffusion des technologies modernes de diagnostic au niveau national, en 2004



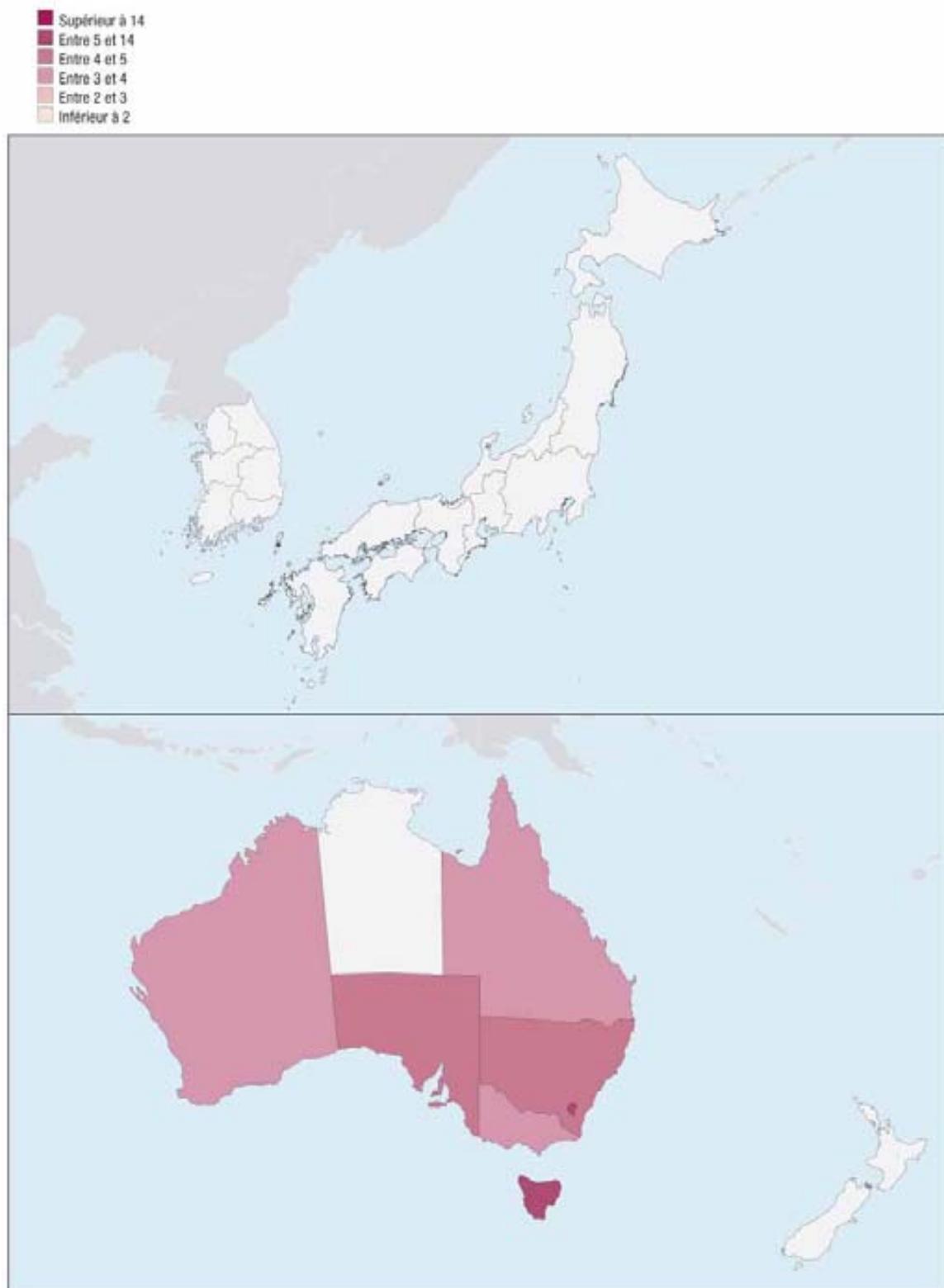
34.2. Variations régionales du nombre d'unités d'IRM et de TDM, en 2004

Pourcentage de la moyenne OCDE (10), 2004 TL2



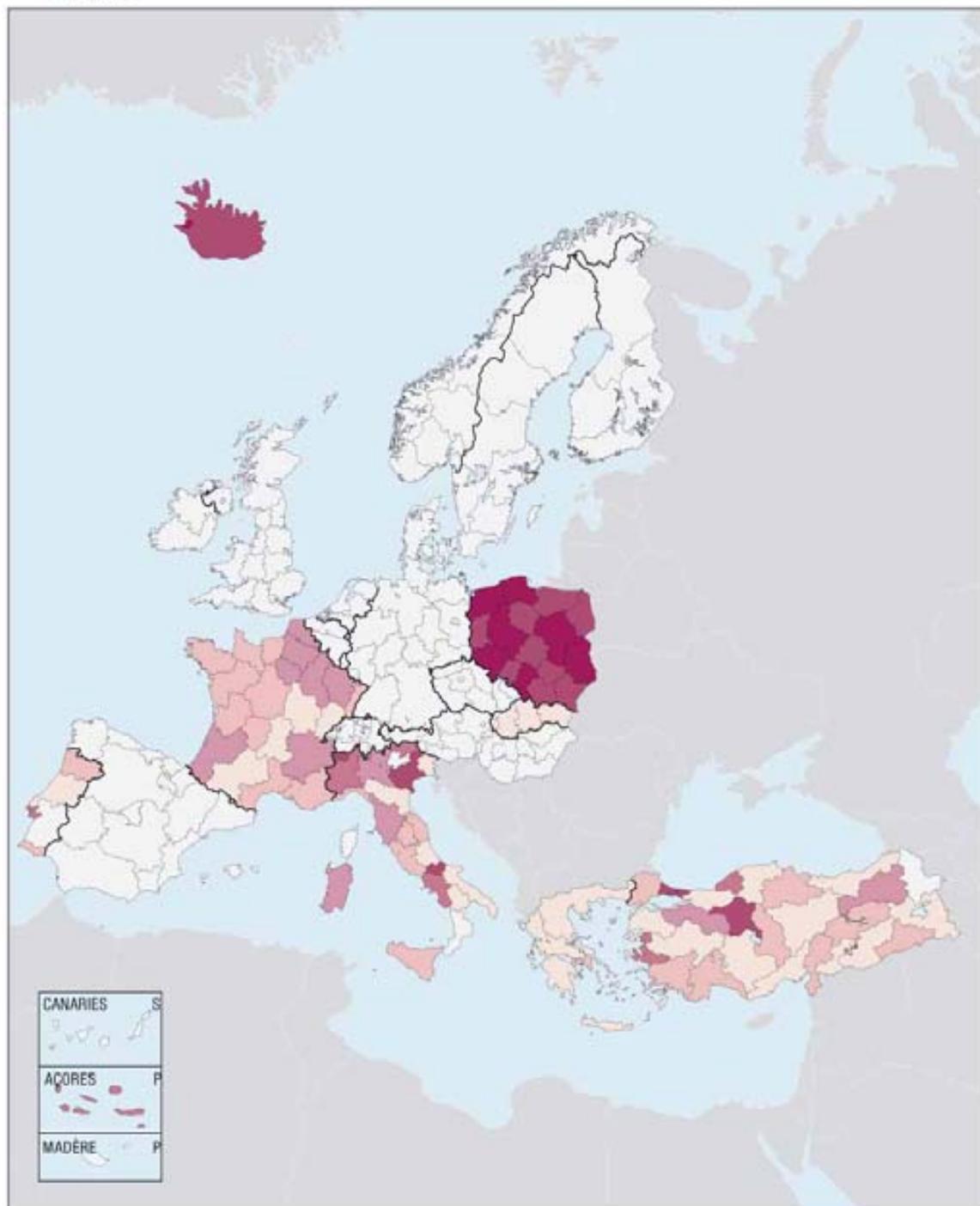
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146550352654>

34.3. Unité d'imagerie par résonance magnétique (IRM) pour 1 million d'habitants : Asie et Océanie 2004



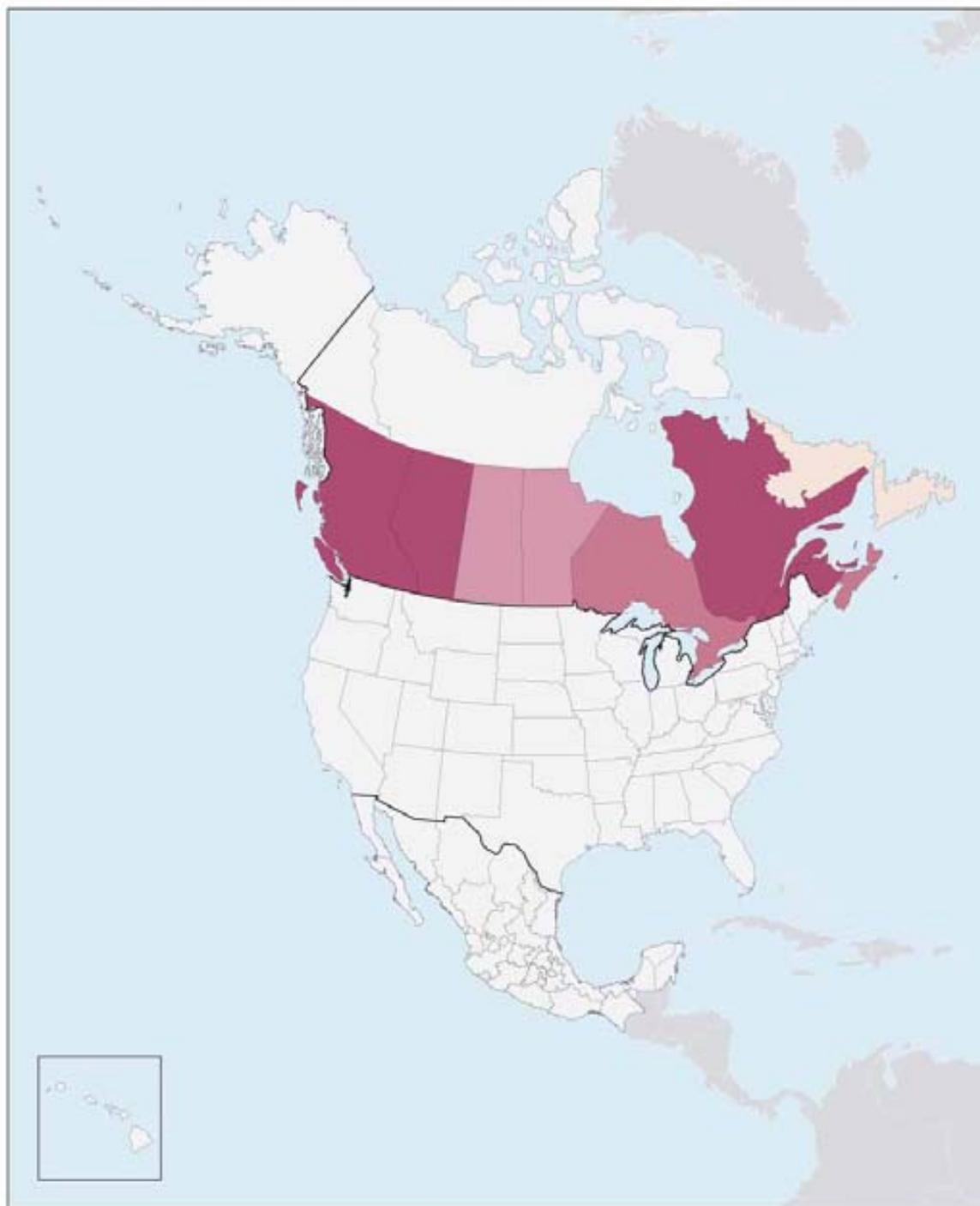
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147766784108>

34.4. Unité d'imagerie par résonance magnétique (IRM) pour 1 million d'habitants : Europe 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147766784108>

34.5. Unité d'imagerie par résonance magnétique (IRM) pour 1 million d'habitants : Amérique du Nord 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147766784108>

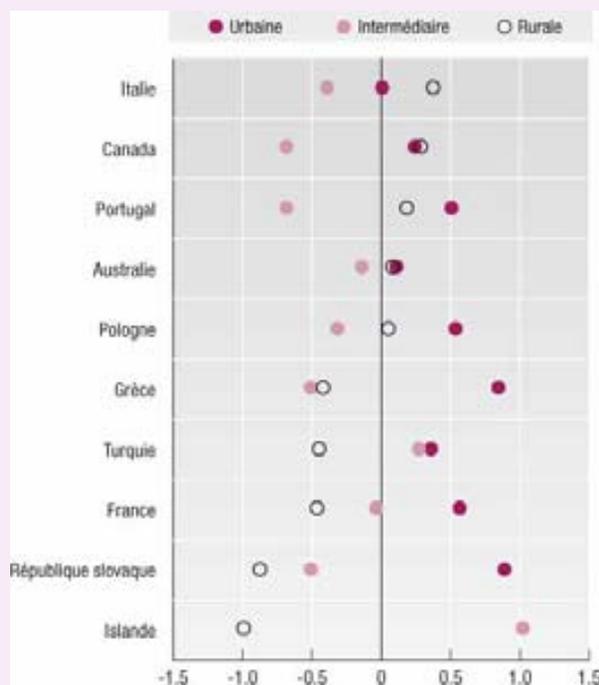
Répartition des technologies d'imagerie médicale sur le territoire national en fonction du type de région

Les régions les mieux dotées en appareils d'imagerie médicale sont généralement celles où la population vit essentiellement dans des zones urbaines. Dans la majorité des pays de l'OCDE pour lesquels ces informations sont disponibles, le nombre d'appareils d'imagerie médicale par tête est positivement corrélé à la part de la population régionale qui vit dans les régions urbaines (graphiques 34.6 et 34.7). En Italie et au Canada seulement, le nombre d'appareils d'imagerie médicale par tête est positivement corrélé à la part de la population régionale dans les régions rurales.

Quelle que soit la diffusion de ces équipements sur le territoire, elle ne permet pas de connaître l'accès réel des patients. En fait, le nombre de IRM et TDM par tête est une mesure des ressources disponibles dans une région mais leur accessibilité physique dépend de la distance géographique par rapport aux patients. Même dans une région avec un grand nombre de IRM et TDM par tête l'accessibilité peut être moindre si ces technologies sont situées loin de ses habitants. Des indicateurs complémentaires – tels que le nombre d'exams et le nombre d'heures d'utilisation – seraient nécessaires pour mesurer l'accessibilité réelle de ces technologies dans les régions.

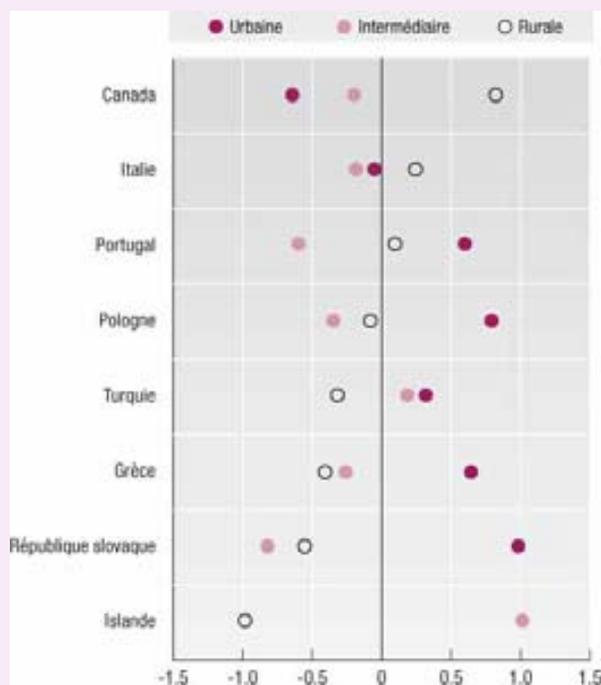
34.6. Corrélation entre le nombre d'IRM par habitant et la répartition de la population par type de région

Coefficient de corrélation de Spearman, 2004 (TL2)



34.7. Corrélation entre le nombre de TDM par habitant et la répartition de la population par type de région

Coefficient de corrélation de Spearman 2004 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146550352654>

35. DÉTERMINANTS NON MÉDICAUX DE LA SANTÉ : PRÉVALENCE DU TABAGISME

Le tabac est considéré comme la deuxième cause de décès dans le monde par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il est un facteur aggravant avéré pour les maladies du système circulatoire et plusieurs types de cancers, deux des principales causes de mortalité prématurée. Il contribue entre autres beaucoup à l'apparition de maladies respiratoires et demeure le plus gros risque pour la santé évitable dans les pays de l'OCDE.

La Grèce est le pays le plus touché par le tabagisme

En moyenne dans l'OCDE les personnes déclarant fumer du tabac quotidiennement représentent un quart de la population âgée de plus de 15 ans (graphique 35.1). La Grèce est le pays de l'OCDE qui compte la plus grande proportion de fumeurs (32 %). Le Canada se trouve à l'autre extrémité avec 15 % seulement de fumeurs

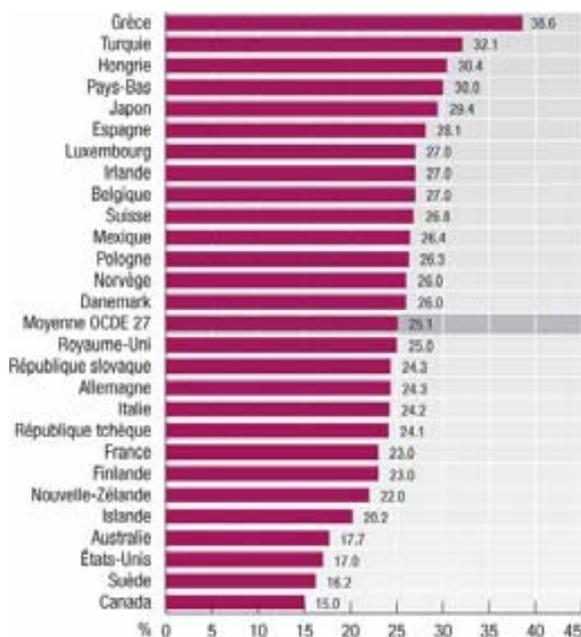
quotidiens au niveau national. La Hongrie compte la proportion de fumeurs quotidiens la plus élevée parmi les onze pays pour lesquels cette information est disponible au niveau régional. C'est aussi un des pays dans lesquels on constate le moins d'écart entre régions en termes de prévalence du tabagisme. L'Espagne et la Norvège sont, dans une moindre mesure, dans une situation assez similaire avec une prévalence du tabagisme supérieure à la moyenne de l'OCDE, mais relativement peu d'écart entre régions.

Des variations importantes au Canada, aux États-Unis et en Australie

Au Canada, en Australie et aux États-Unis, pays dans lesquels la prévalence du tabagisme est inférieure en moyenne à celle d'autres pays de l'OCDE, certaines régions sont plus concernées et c'est dans ces pays que les disparités régionales sont les plus importantes (graphique 35.2).

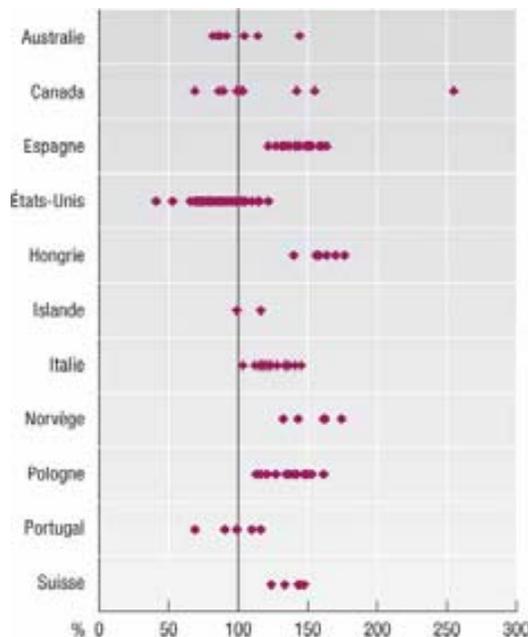
35.1. Proportion de fumeurs quotidiens autodéclarés

Pourcentage de la population âgée de plus de 15 ans, 2004



35.2. Variations régionales de la prévalence du tabagisme

Pourcentage de la moyenne OCDE (11), 2004 (TL2)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146565753431>

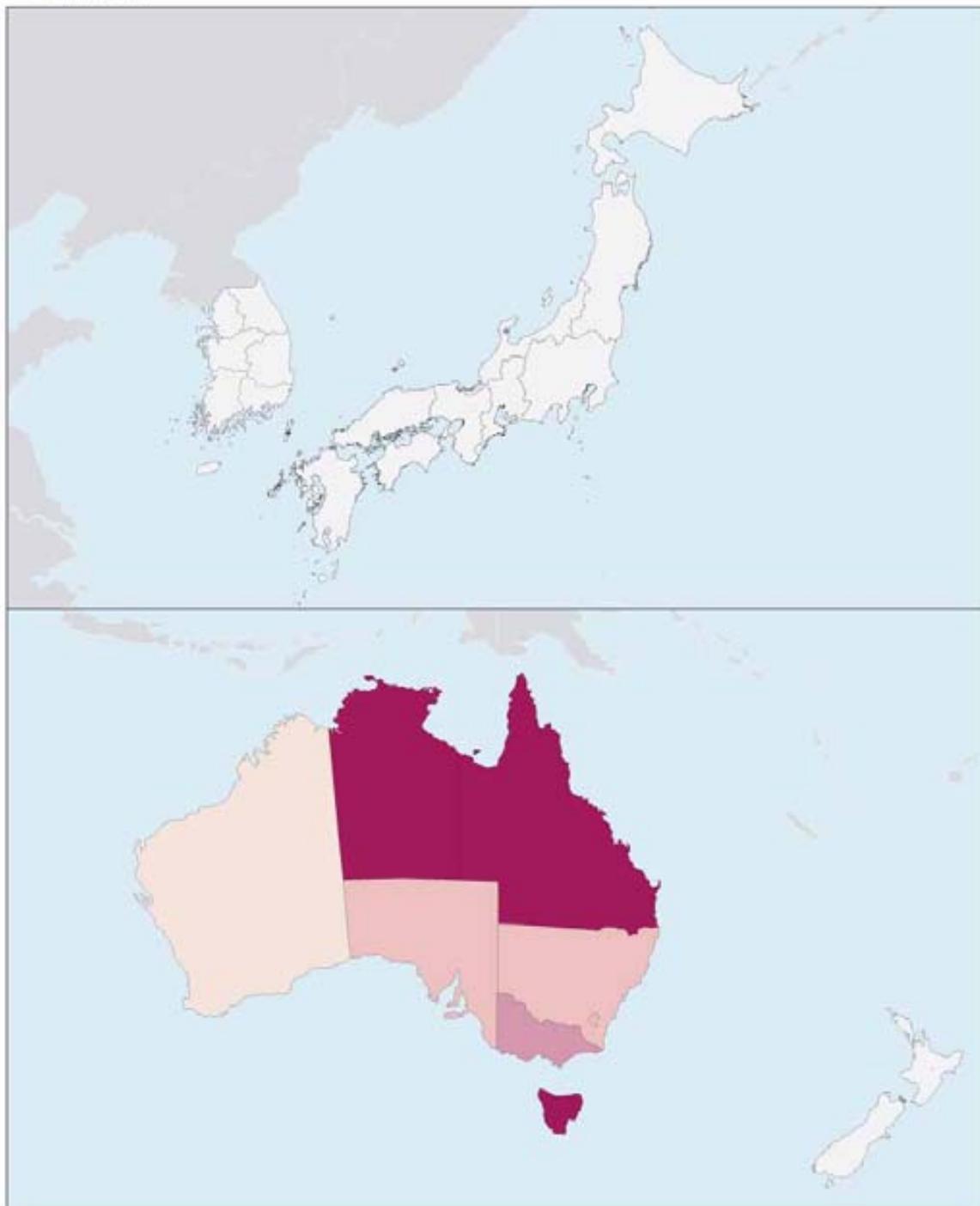
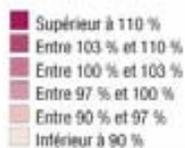
Définition

Proportion de personnes déclarant fumer quotidiennement chez les plus de 15 ans.

35. DÉTERMINANTS NON MÉDICAUX DE LA SANTÉ : PRÉVALENCE DU TABAGISME

35.3. Prévalence du tabagisme : Asie et Océanie

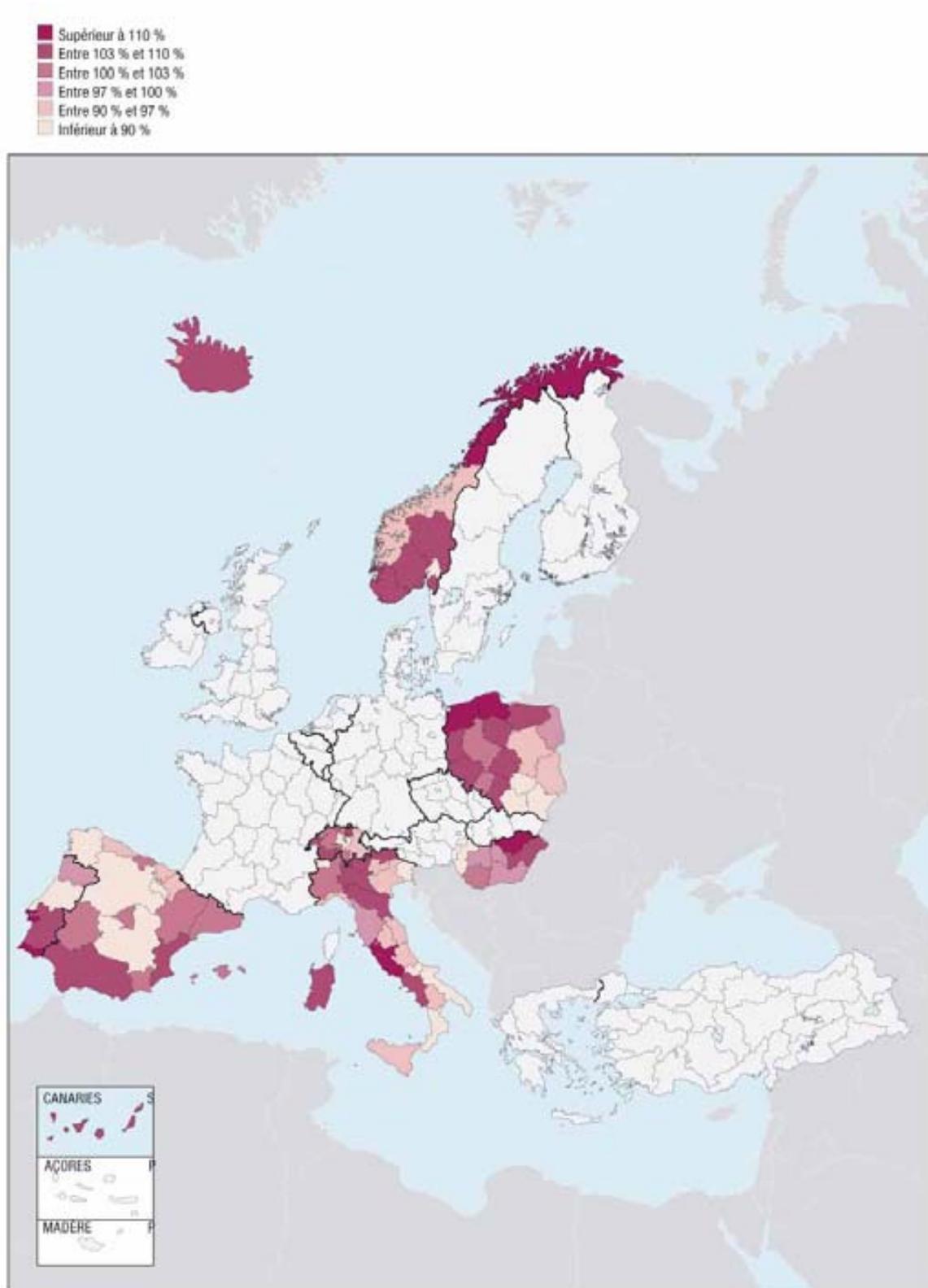
Pourcentage de la moyenne nationale 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147852550771>

35. DÉTERMINANTS NON MÉDICAUX DE LA SANTÉ : PRÉVALENCE DU TABAGISME

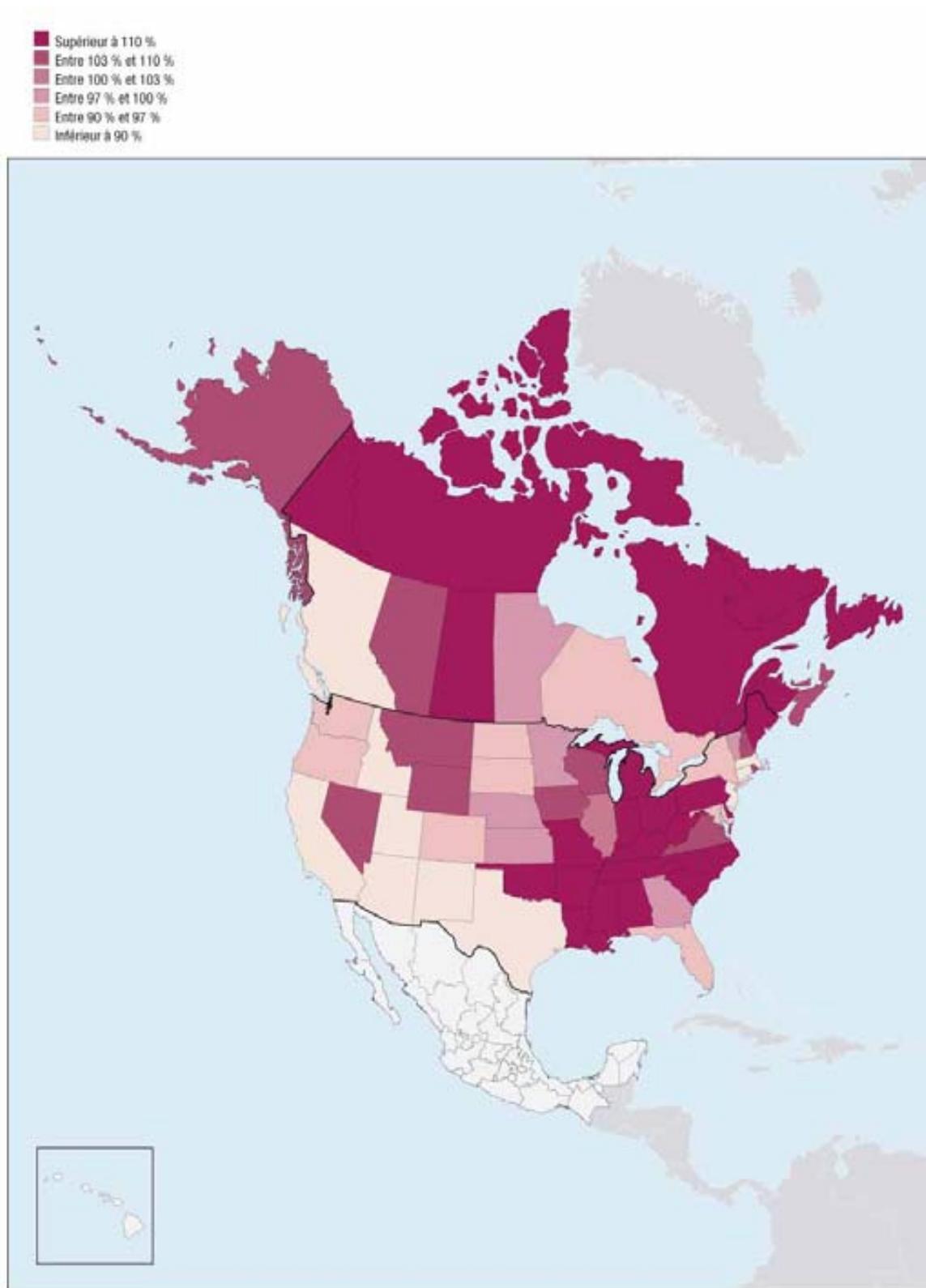
35.4. Prévalence du tabagisme : Europe Pourcentage de la moyenne nationale 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147852550771>

35. DÉTERMINANTS NON MÉDICAUX DE LA SANTÉ : PRÉVALENCE DU TABAGISME

35.5. Prévalence du tabagisme : Amérique du Nord Pourcentage de la moyenne nationale 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147852550771>

L'obésité est un facteur de risque connu pour plusieurs maladies telles que le diabète, l'hypertension, les maladies cardiovasculaires, les troubles respiratoires et les maladies musculo-squelettiques. Les problèmes d'obésité ont considérablement augmenté durant les deux dernières décennies et ont accru les dépenses de santé. Les personnes adultes dont l'indice de masse corporelle (IMC) dépasse 30 sont définies comme obèses. Toutefois, certains groupes ethniques peuvent avoir des niveaux de risque équivalents pour un IMC inférieur ou supérieur à ce seuil. La nature de la collecte de données diffère d'un pays à l'autre. Les résultats peuvent être assez éloignés selon que l'obésité est autodéclarée (ex : Australie, États-Unis) ou qu'elle est mesurée (voir Sources et Méthodologie).

Les taux d'obésité les plus élevés se rencontrent en Amérique du Nord et en Hongrie

Parmi les dix pays pour lesquels cette information est disponible au niveau régional, la prévalence de l'obésité est en moyenne plus élevée aux États-Unis, au Canada et en Hongrie (respectivement 22 %, 18 % et 18 % contre 15 % en

moyenne dans les neuf pays) (graphique 36.1). La prévalence régionale de l'obésité la plus basse dans chacun de ces trois pays est supérieure à la moyenne de l'OCDE. À l'autre extrémité, en Italie, mais surtout en Suisse, les cas d'obésité sont beaucoup moins nombreux (en moyenne respectivement 9 % et 7 %).

Les variations régionales sont faibles en Australie...

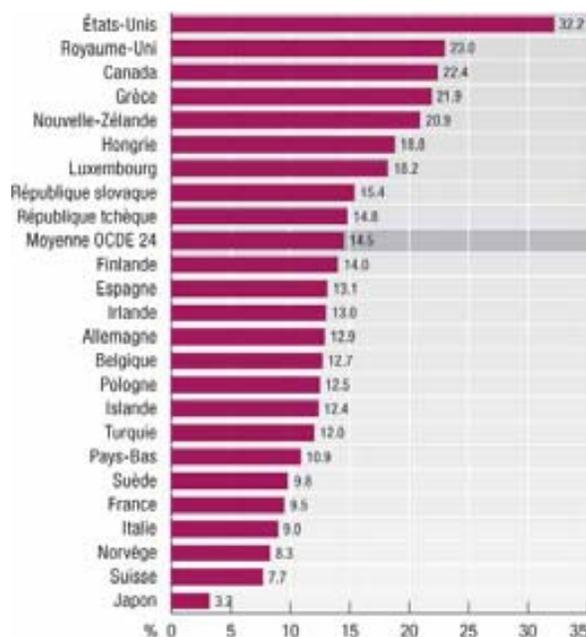
L'Australie est le pays où les disparités régionales sont les plus faibles, entre 15.6 % et 17.6 % (graphique 36.2). Au Canada, où en moyenne la situation est proche de celle de l'Australie, les disparités régionales sont très importantes avec une prévalence de l'obésité de 11.6 % à 21.9 % selon les provinces/territoires.

... mais grandes en Espagne

En Espagne, bien que l'obésité soit moins fréquente qu'en moyenne dans l'OCDE, les disparités régionales sont les plus importantes.

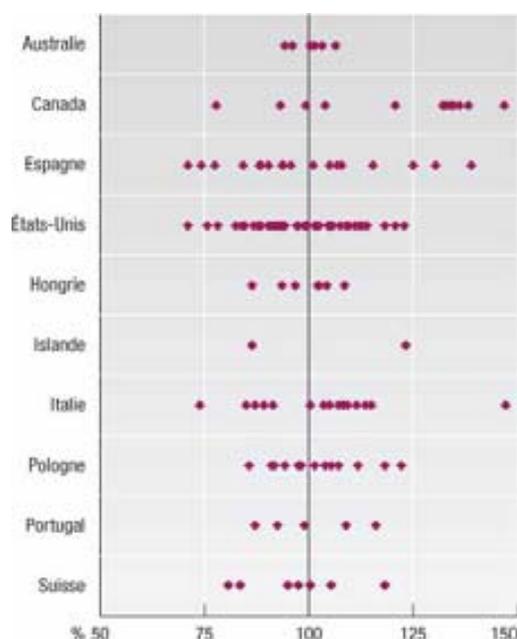
36.1. Prévalence de l'obésité

Pourcentage de la population âgée de plus de 15 ans, 2004



36.2. Variations régionales de la prévalence de l'obésité

Pourcentage de la moyenne nationale, 2004 (TL2)



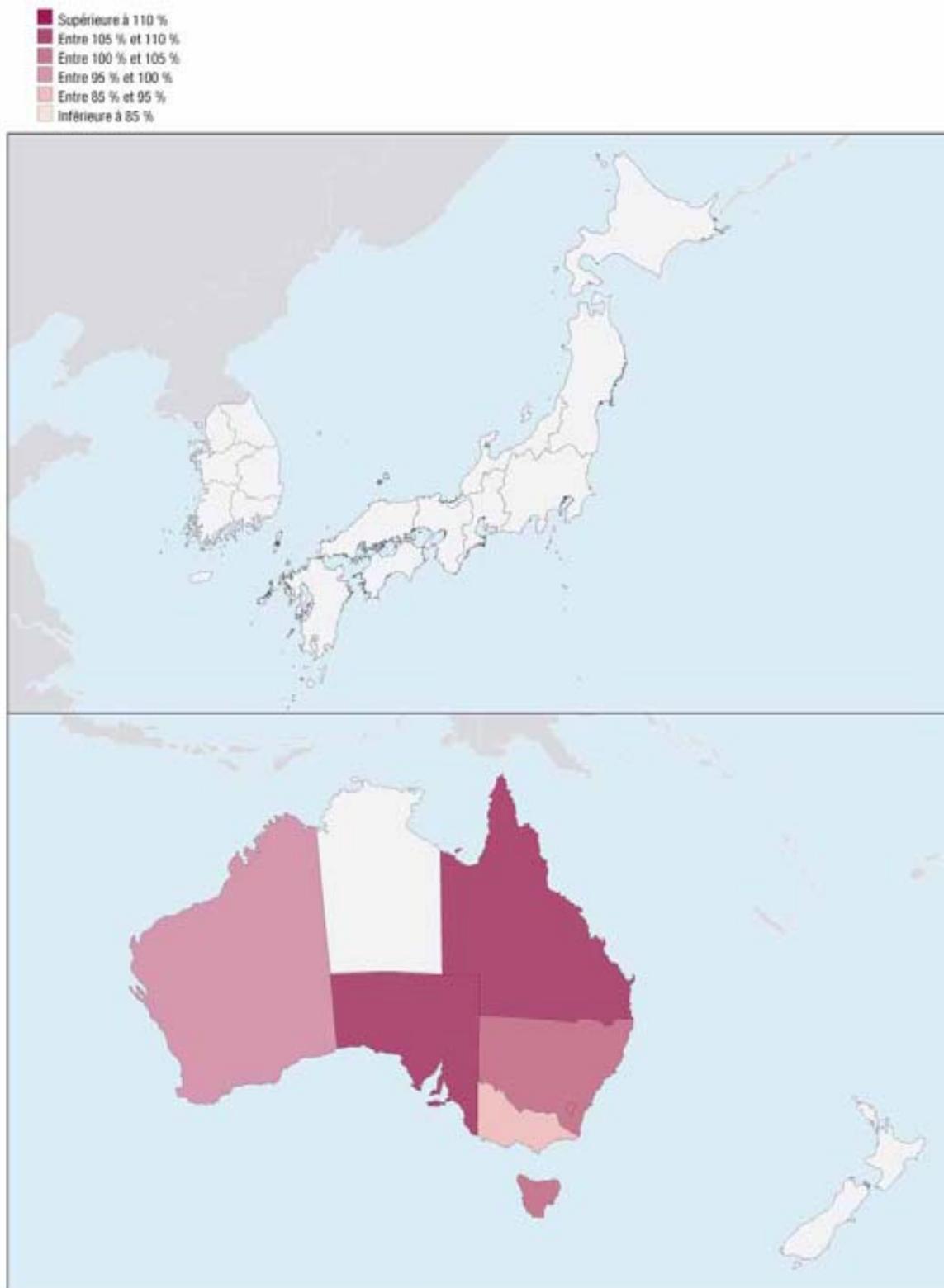
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/146638354643>

Définition

Nombre de personnes atteintes d'obésité dans la population. La proportion de personnes obèses est la part des personnes dont l'indice de masse corporelle (IMC) dépasse 30 dans la population des 15 ans et plus.

36.3. Prévalence de l'obésité : Asie et Océanie

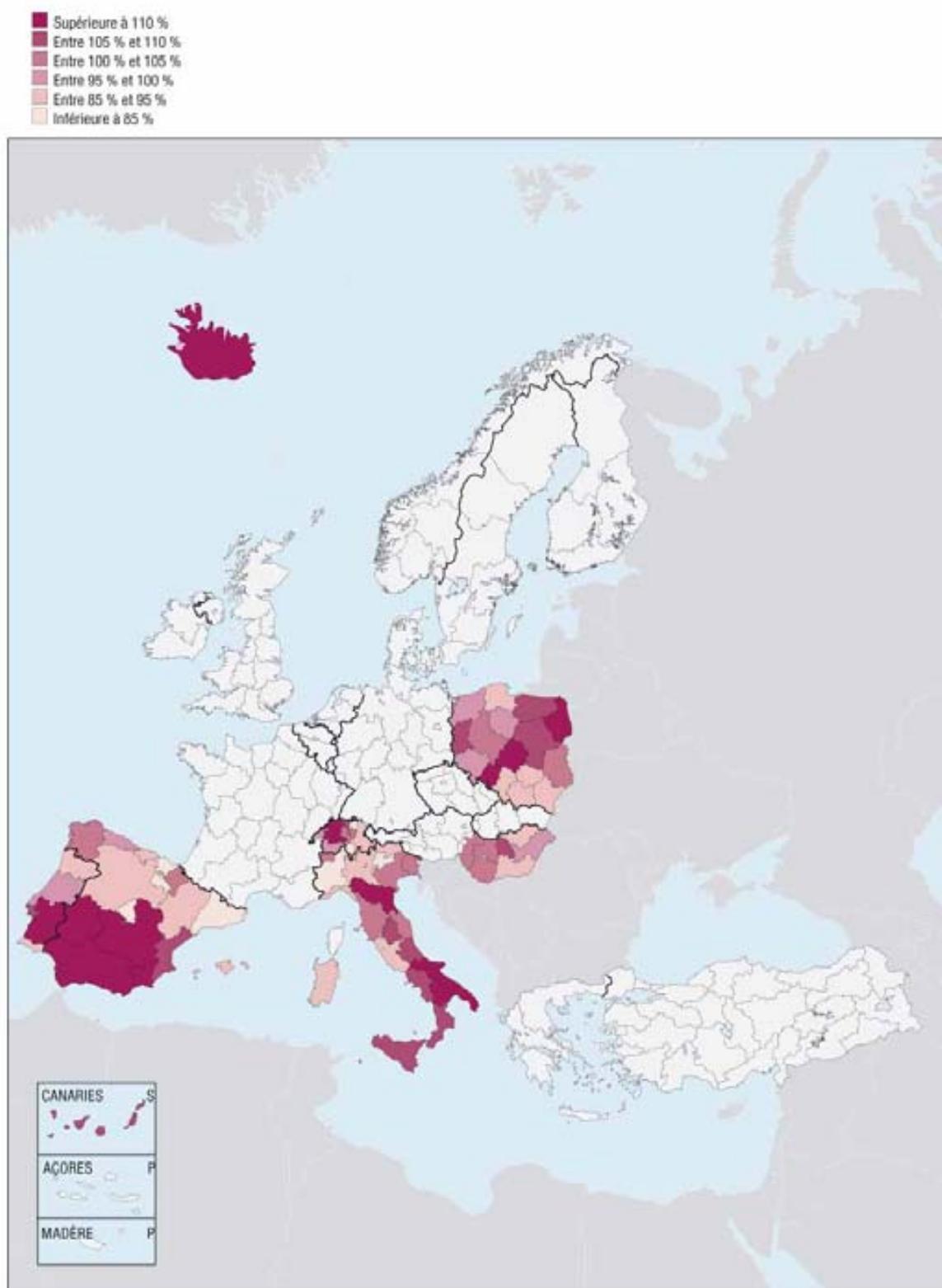
Pourcentage de la moyenne nationale, 2004



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147860578788>

36.4. Prévalence de l'obésité : Europe

Pourcentage de la moyenne nationale, 2004

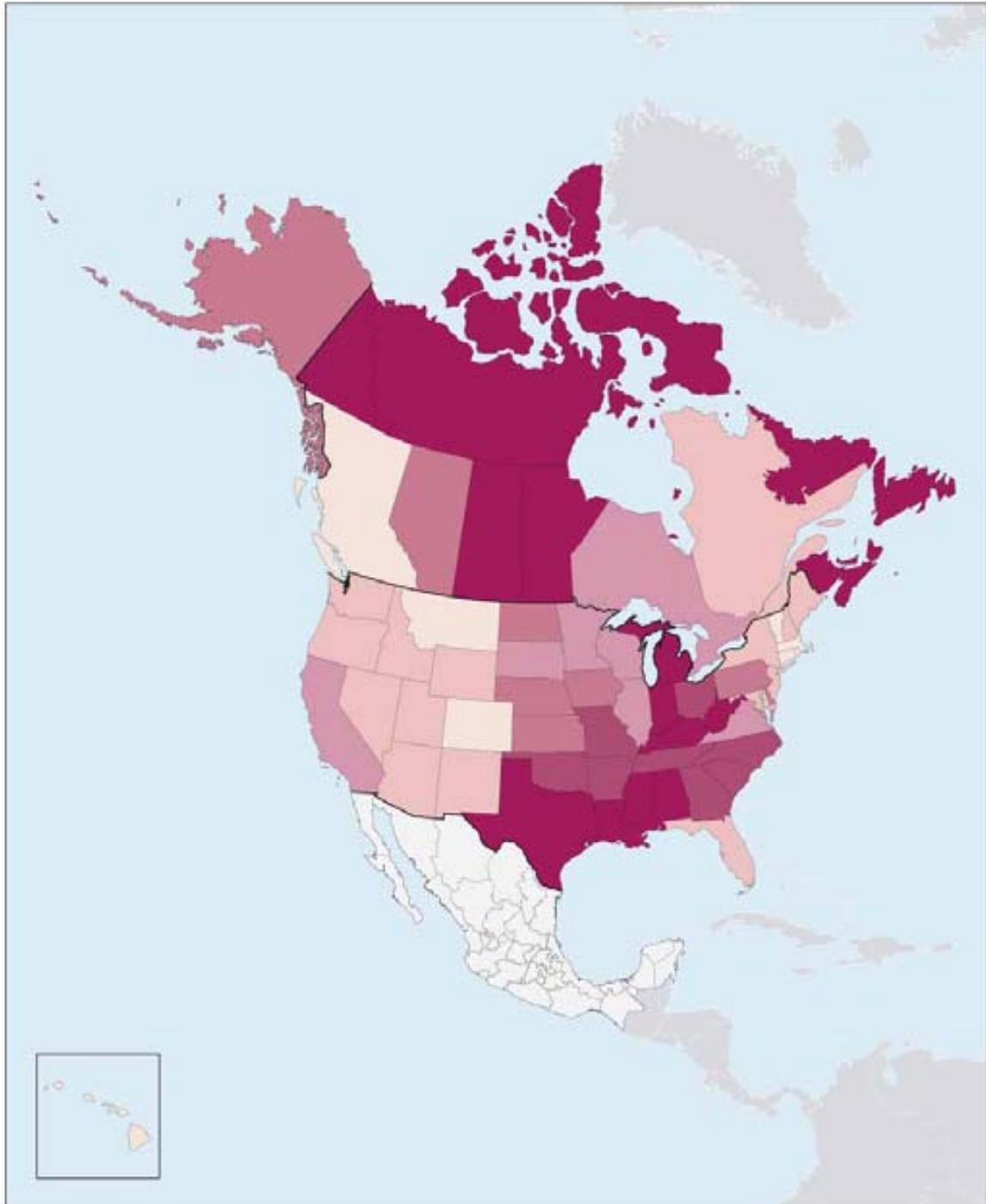


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147860578788>

36.5. Prévalence de l'obésité : Amérique du Nord

Pourcentage de la moyenne nationale, 2004

- Supérieure à 110 %
- Entre 105 % et 110 %
- Entre 100 % et 105 %
- Entre 95 % et 100 %
- Entre 85 % et 95 %
- Inférieure à 85 %



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/147860578788>

Sources et méthodologie

Grilles territoriales et typologie régionale

Grilles régionales

Dans toute analyse économique au niveau infranational, le choix de l'unité territoriale est primordial. Le terme « région » peut recouvrir des réalités très différentes dans un même pays et d'un pays à l'autre. À titre d'exemple, la plus petite région de l'OCDE (Melilla, Espagne) a une superficie inférieure à 15 kilomètres carrés, tandis que la plus vaste (Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, Canada) dépasse 3 millions de kilomètres carrés. De même, la population des régions de l'OCDE varie entre 400 habitants dans le Balance ACT (Australie) et plus de 47 millions dans le Kanto (Japon).

Afin de s'attaquer à ce problème, l'OCDE a établi une classification des régions dans chaque pays membre (tableau 1) en fonction de deux niveaux territoriaux (TL). Le niveau supérieur (niveau territorial 2) comprend 335 macrorégions, et le niveau inférieur (niveau territorial 3) compte plus de 1679 microrégions¹. Cette classification – qui, pour les pays européens recoupe largement celle d'Eurostat – permet une meilleure comparabilité entre régions de même niveau territorial. De fait, ces deux niveaux, officiellement établis et relativement stables dans tous les pays membres, sont utilisés par beaucoup d'entre eux comme cadre pour la mise en œuvre des politiques régionales.

Faute de données suffisantes, les indicateurs du marché du travail pour le Canada et l'Australie sont présentés pour des groupes de régions de niveau territorial 3. Ces groupes ne faisant pas partie des grilles territoriales officielles de l'OCDE, pour plus de simplicité, on les désignera ici par « grilles non officielles (GNO) » (tableau 1).

Typologie régionale

Un second problème important pour l'analyse des économies régionales réside dans la « géographie » spécifique de chaque région. Ainsi, au Royaume-Uni, on pourrait contester la pertinence d'une comparaison entre la région fortement urbanisée de Londres et la région rurale des îles Shetland, bien que l'une et l'autre appartiennent au même niveau territorial. Pour tenir compte de ces différences, l'OCDE a établi une typologie régionale qui distingue au niveau TL3 des régions essentiellement urbaines, essentiellement rurales et intermédiaires. Cette typologie, qui repose sur le pourcentage de la population régionale vivant dans les collectivités rurales ou urbaines, permet de faire des comparaisons pertinentes entre régions relevant d'une même catégorie (graphiques 1-4).

La typologie régionale de l'OCDE repose sur trois critères. Le premier détermine si une collectivité est rurale en fonction de sa densité de population. Une collectivité est rurale si

1. Le niveau 0 désigne le territoire du pays tout entier et le niveau 1 correspond à des groupes de macrorégions.

sa densité de population est inférieure à 150 habitants au kilomètre carré (500 habitants pour le Japon pour tenir compte du fait que sa densité de population au niveau national est supérieure à 300 habitants au kilomètre carré). Le deuxième critère classe les régions en fonction du pourcentage de leur population qui vit dans des collectivités rurales. Ainsi, une région de niveau TL3 est classée comme :

- *Essentiellement rurale* (dans le texte « rurale ») si plus de 50 % de sa population vit dans des collectivités rurales.
- *Essentiellement urbaine* (dans le texte « urbaine ») si moins de 15 % de sa population vit dans des collectivités rurales.
- *Intermédiaire* si la proportion de sa population qui vit dans des collectivités rurales se situe entre 15 et 50 %.

Le troisième critère est celui de la taille des centres urbains. En conséquence :

- Une région que la règle générale considérerait comme rurale est classée intermédiaire si elle possède un centre urbain de plus de 200 000 habitants (500 000 pour le Japon) représentant au moins 25 % de la population régionale.
- Une région que la règle générale considérerait comme intermédiaire est classée comme essentiellement urbaine si elle possède un centre urbain de plus de 500 000 habitants (1 million pour le Japon) représentant au moins 25 % de la population régionale.

Tableau 1. Grille territoriale des pays membres de l'OCDE

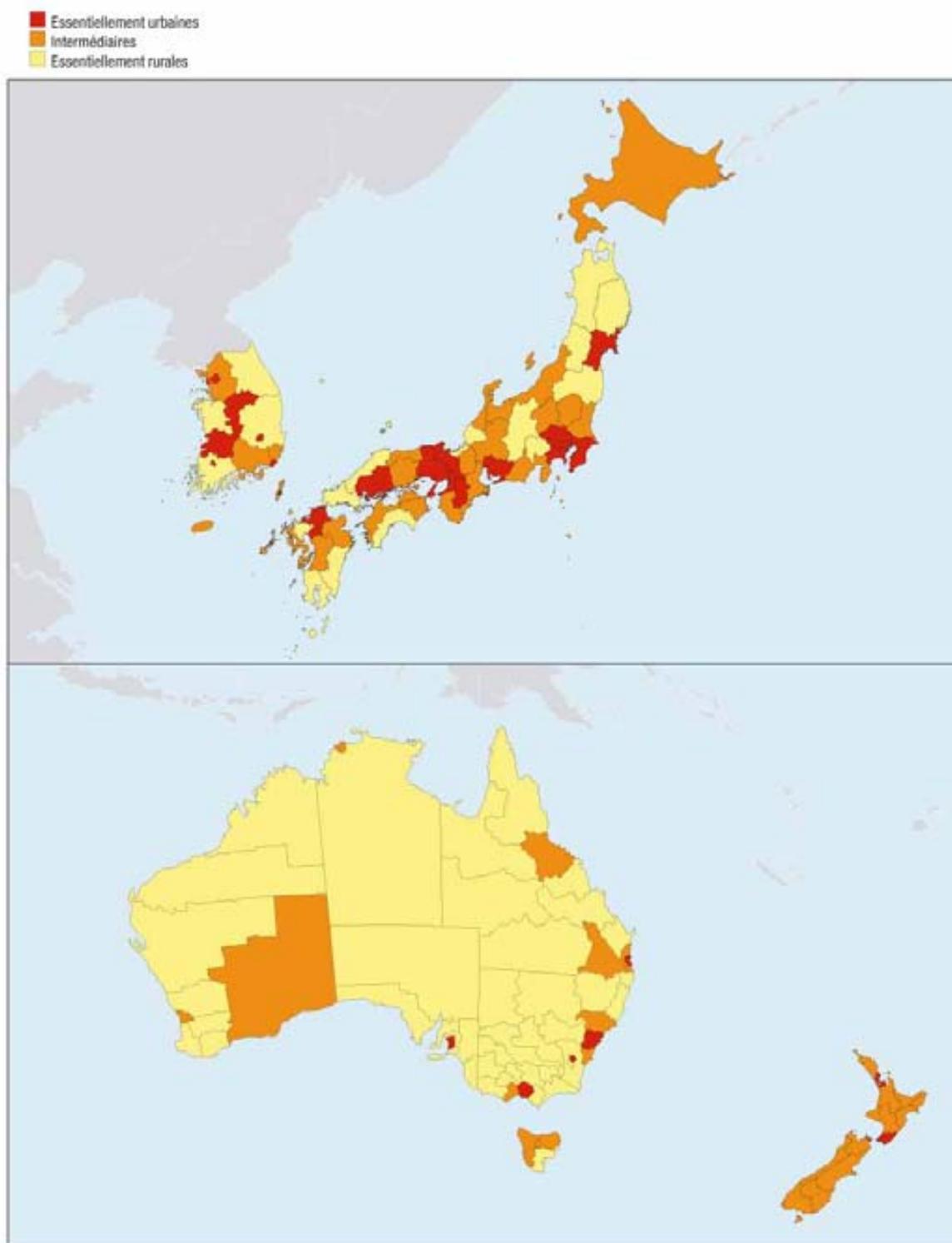
	Niveau territorial 2 (TL2)	Grilles non officielles (GNO)	Niveau territorial 3 (TL3)
Australie	États/Territoires (8)	Enquête de population active, Dissemination Regions (30)	Statistical Divisions (58)
Autriche	Bundesländer (9)	–	Gruppen von Politischen Bezirken (35)
Belgique	Régions (3)	–	Provinces (11)
Canada	Provinces/Territoires (12)	Enquête de population active, zones économiques (71)	Divisions de recensement (288)
République tchèque	Oblasti (8)	–	Kraje (14)
Danemark	Régions (3)	–	Amter (15)
Finlande	Suuralueet/Storområden (5)	–	Maakunnat/Landskap (20)
France	Régions (22)	–	Départements (96)
Allemagne	Länder (16)	–	Régions d'aménagement du territoire (groupes de Kreise) (97)
Grèce	Groupes de régions de développement (4)	–	Périphéries (13)
Hongrie	Tervezési-statisztikai régiók (7)	–	Megyék + Budapest (20)
Islande	Régions (2)	–	landsvæi (8)
Irlande	Régions (2)	–	Regional Authority Regions (8)
Italie	Régions (21)	–	Provinces (103)
Japon	Districts (10)	–	Préfectures (47)
Corée	Provinces (7)	–	Provinces + villes métropolitaines (16)
Luxembourg	État (1)	–	État (1)
Mexique	Estados (32)	–	Groupe de municipios (209)
Pays-Bas	Landsdelen (4)	–	Provincies (12)
Nouvelle-Zélande	Northern and southern Island (2)	–	Regional Councils (14)
Norvège	Landsdeler (7)	–	Fylker (19)
Pologne	Województwa (16)	–	Podregiony (45)
Portugal	Comissões de coordenação regional + Regiões autónomas (7)	–	Grupos de Concelhos (30)
République slovaque	Oblasti (4)	–	Kraje (8)
Espagne	Comunidades y ciudades autónomas (19)	–	Provincias + Ceuta y Melilla (52)
Suède	Riksområden (8)	–	Län (21)
Suisse	Grossregionen/Grandes Régions/Grandi Regioni (7)	–	Kantone/Cantons /Cantoni (26)
Turquie	Alt Bölgeler (26)	–	İller (81)
Royaume-Uni	Government Office Regions; Country (12)	–	Upper tier authorities or groups of lower tier authorities (unitary authorities or districts) (133)
États-Unis	States (51)	–	(BEA) Economic Areas (179)

Tableau 2. Pourcentage de la population nationale vivant dans des régions essentiellement urbaines (EU), intermédiaires (IN) et essentiellement rurales (ER) de niveau TL3 et nombre de régions classées comme telles dans chaque pays

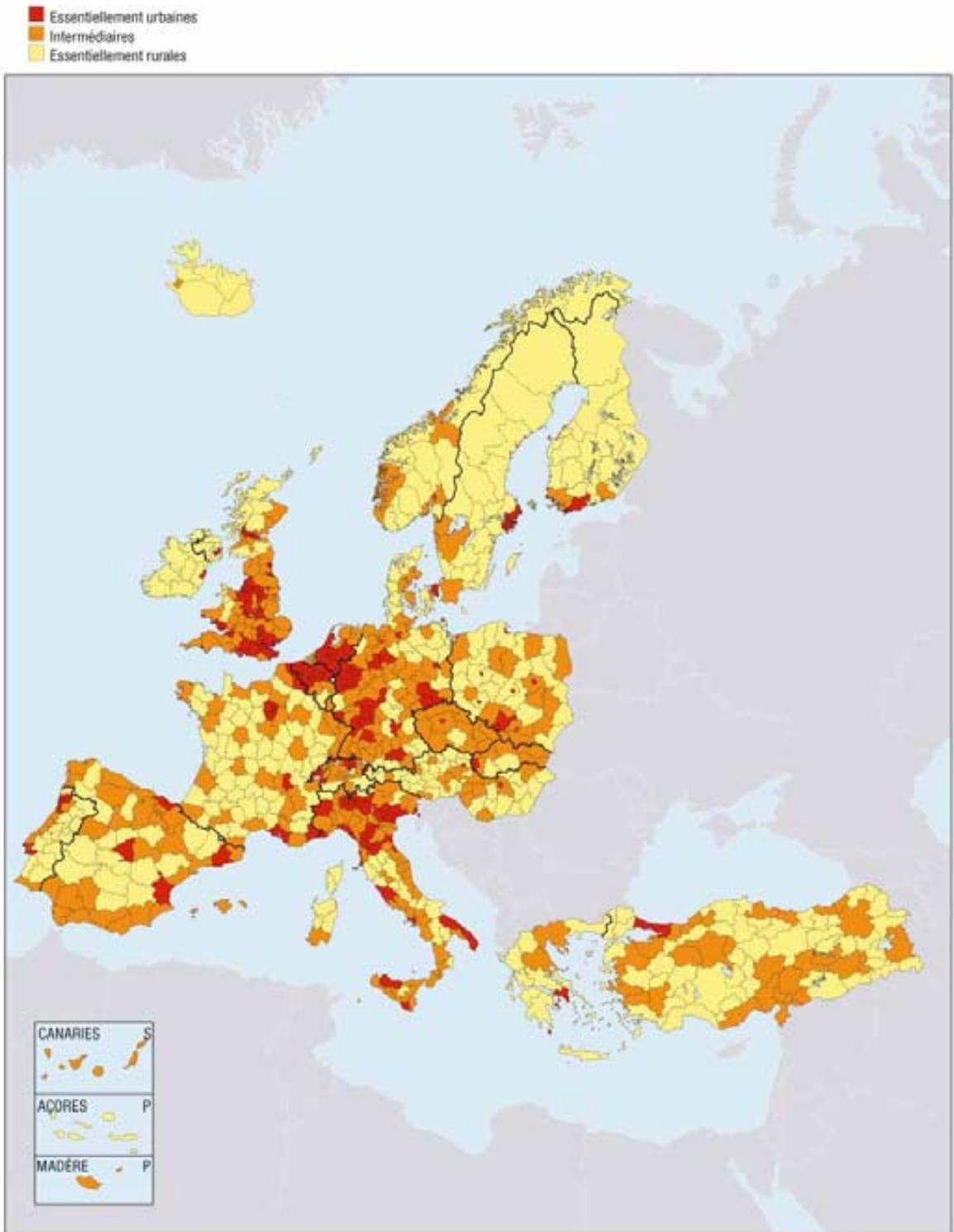
	Pourcentage de la population (2003*)			Nombre de régions (TL3)		
	Urbaine	Intermédiaire	Rurale	Urbaines	Intermédiaires	Rurales
Australie	55 %	22 %	23 %	5	11	42
Australie (GNO)	–	–	–	6	7	17
Autriche	23 %	31 %	46 %	2	8	25
Belgique	83 %	14 %	2 %	8	2	1
Canada	53 %	18 %	29 %	27	38	223
Canada (GNO)	38 %	36 %	26 %	6	18	47
République tchèque	11 %	84 %	5 %	1	12	1
Danemark	29 %	32 %	39 %	3	4	8
Finlande	26 %	12 %	62 %	1	2	17
France	29 %	40 %	31 %	11	30	55
Allemagne	49 %	39 %	12 %	27	48	22
Grèce	36 %	24 %	40 %	1	2	10
Hongrie	17 %	39 %	44 %	1	8	11
Islande	0 %	63 %	37 %	0	1	7
Irlande	28 %	0 %	72 %	1	0	7
Italie	54 %	37 %	10 %	34	49	20
Japon	55 %	31 %	14 %	12	21	14
Corée	52 %	31 %	17 %	8	5	4
Luxembourg	0 %	100 %	0 %	0	1	0
Mexique	42 %	21 %	38 %	30	33	146
Pays-Bas	85 %	15 %	0 %	7	5	0
Nouvelle-Zélande	43 %	57 %	0 %	2	12	0
Norvège	11 %	39 %	49 %	1	5	13
Pologne	23 %	38 %	40 %	8	15	22
Portugal	50 %	24 %	26 %	6	7	17
République slovaque	11 %	63 %	25 %	1	5	2
Espagne	35 %	52 %	13 %	7	28	17
Suède	21 %	30 %	50 %	1	2	18
Suisse	41 %	50 %	9 %	7	12	7
Turquie	17 %	48 %	35 %	2	31	48
Royaume-Uni	70 %	27 %	4 %	81	37	15
États-Unis	55 %	21 %	24 %	39	25	115

* Mexique 2000.

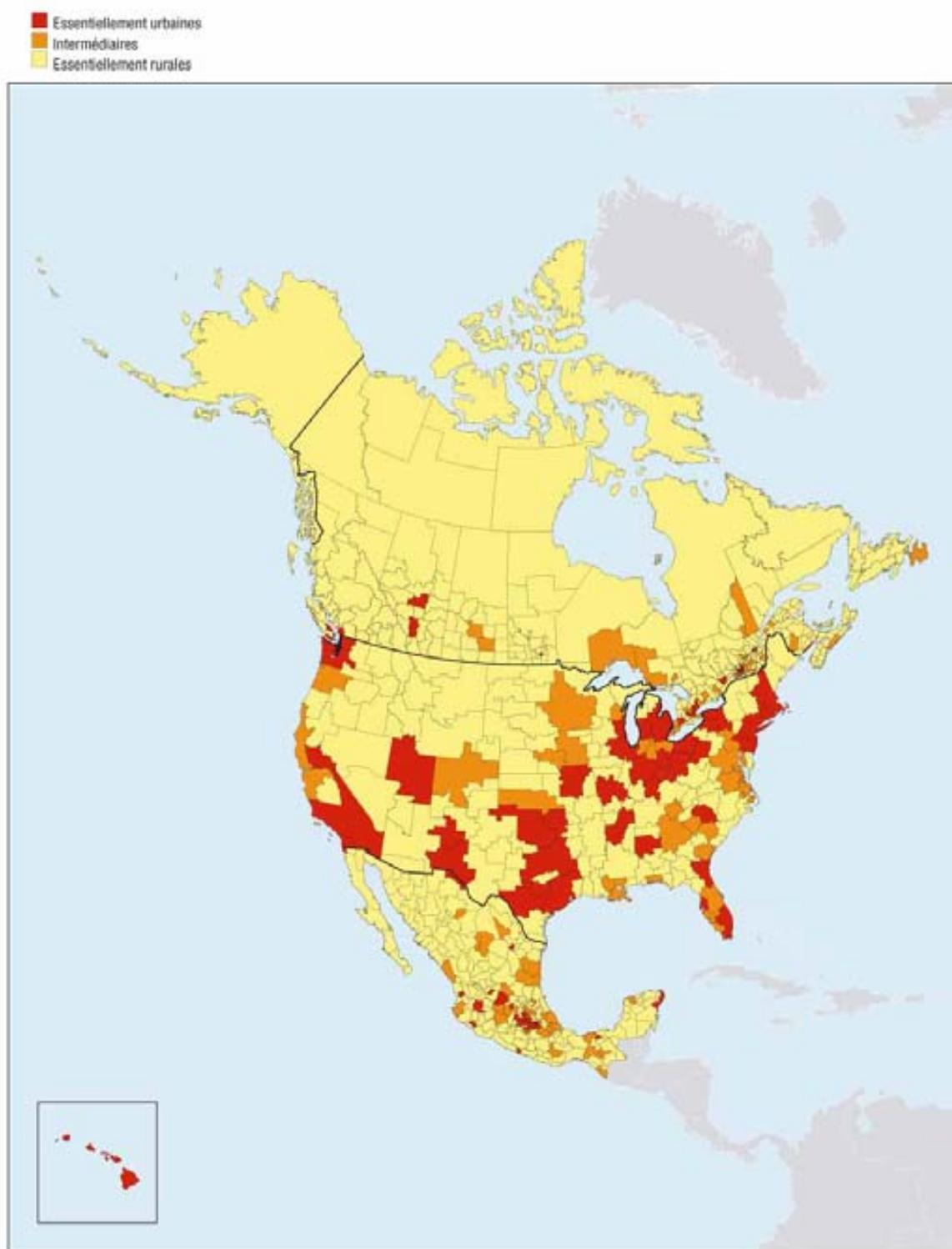
Graphique 1. Typologie régionale des pays de l'OCDE : Asie et Océanie (TL3)



Graphique 2. **Typologie régionale des pays de l'OCDE : Europe (TL3)**



Graphique 3. Typologie régionale des pays de l'OCDE : Amérique du Nord (TL3)



Graphique 4. **Typologie régionale : Canada et Australie (GNO)**

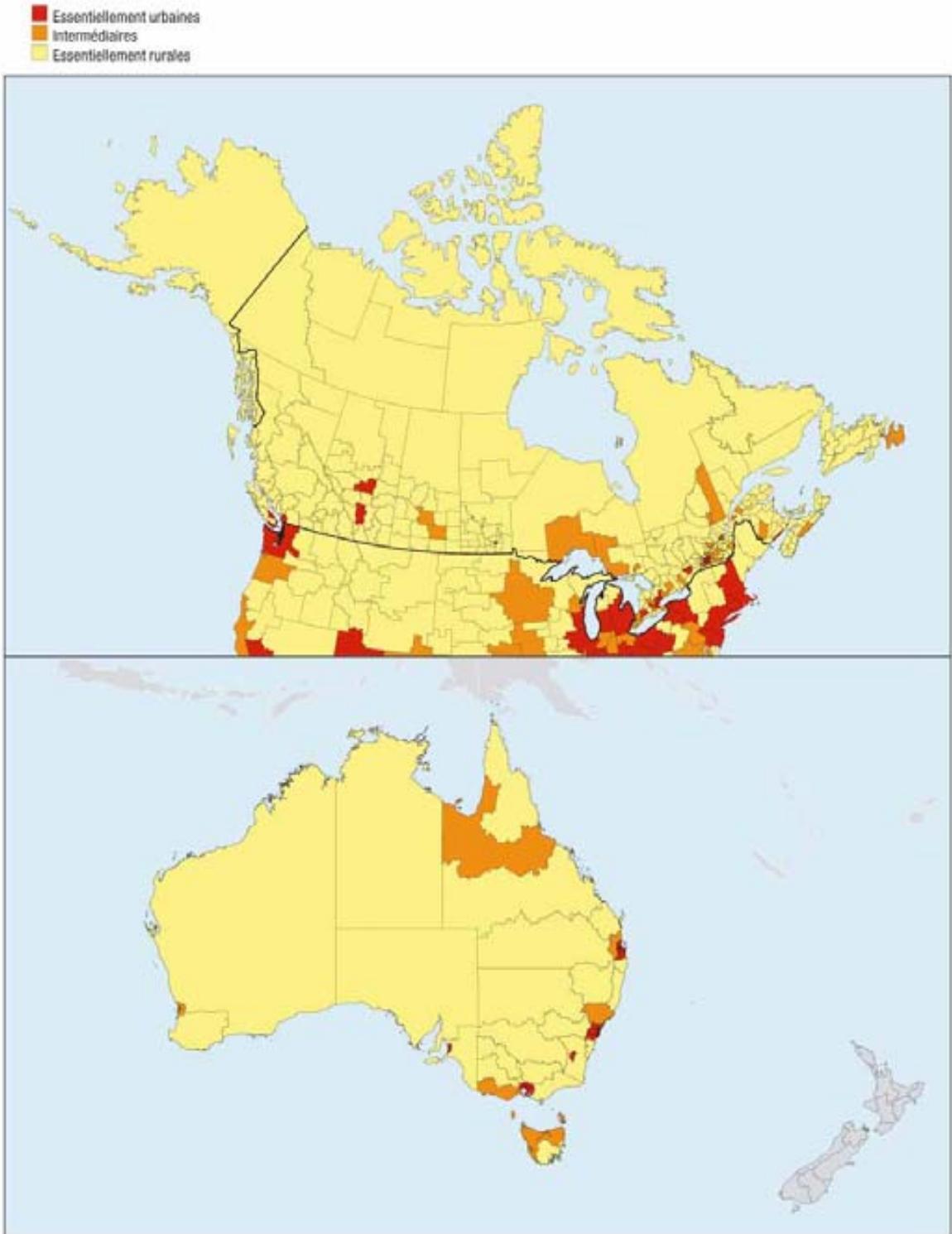


Tableau 3. **Guide de l'utilisateur : liste des indicateurs et des variables par chapitre**

Chapitre	Indicateur	Variables utilisées	Page
Chapitre 1	Concentration géographique de la population	Population totale	214
Chapitre 2	Concentration géographique de la population âgée	Population par l'âge et par sexe	215
Chapitre 3	Concentration géographique du PIB	Produit intérieur brut	217
		Population totale	214
Chapitre 4	Contribution régionale à la croissance du PIB national	Produit intérieur brut	217
Chapitre 5	Concentration géographique des branches d'activité	Emploi par branche d'activité	219
Chapitre 6	Contribution régionale à la variation de l'emploi	Emploi	220
Chapitre 7	Concentration géographique des brevets	Dépôt de brevets	223
Chapitre 8	Disparités régionales du PIB par habitant	Produit intérieur brut	217
		Population totale	214
Chapitre 9	Disparités régionales de productivité de la main-d'œuvre	Produit intérieur brut	217
		Emploi au lieu de travail	222
Chapitre 10	Disparités régionales de spécialisation	Emploi par branche d'activité	219
Chapitre 11	Disparités régionales de niveau d'études supérieures	Niveau d'instruction	224
		Population par l'âge et par sexe	215
Chapitre 12	Disparités régionales des taux de chômage	Population active	220
		Chômage	220
		Chômage de longue durée	220
Chapitre 13	Disparités régionales des taux d'activité	Population active	220
		Population par âge et par sexe	215
Chapitre 14	Facteurs de compétitivité régionale	Voir chapitres 15, 16, 17, 18, 19	
Chapitre 15	Croissance régionale dans la zone de l'OCDE	Produit intérieur brut	217
Chapitre 16	Facteurs nationaux et performances régionales	Produit intérieur brut	217
Chapitre 17	Facteurs régionaux : PIB par habitant et population	Produit intérieur brut	217
		Population	214
Chapitre 18	Facteurs régionaux : productivité et spécialisation	Produit intérieur brut	217
		Emploi	220
		Emploi par branche d'activité	219
Chapitre 19	Facteurs régionaux : emploi, taux d'activité et vieillissement	Produit intérieur brut	217
		Emploi	220
		Population active	220
		Emploi par branche d'activité	219
		Population par âge et par sexe	215
Chapitre 20	Accessibilité : temps de déplacement vers le centre urbain le plus proche	Temps de déplacement vers le centre urbain le plus proche	226
Chapitre 21	Éducation : inscriptions dans l'enseignement supérieur	Nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur	228
		Population totale	214
Chapitre 22	Taux de participation aux scrutins nationaux	Nombre de votants aux élections nationales	229
Chapitre 23	Sécurité : délits déclarés contre les biens	Délits déclaré contre les biens	230
		Population totale	214
Chapitre 24	Sécurité : meurtres déclarés	Meurtres déclarés	232
		Population totale	214
Chapitre 25	Propriété du logement	Nombre de logements occupés par le propriétaire	234
		Nombre total de logements occupés	234
Chapitre 26	Environnement : véhicules particulières par habitant	Nombre de véhicules particuliers	235
		Population totale	214
Chapitre 27	Environnement : déchets municipaux	Volume de déchets municipaux produits	236
		Population totale	214
Chapitre 28	Taux de mortalité ajustés selon l'âge	Nombre de décès par âge et par sexe	237
		Population par âge et par sexe	215
Chapitre 29	Mortalité prématurée	Nombre de décès par âge et par sexe	237
		Population par âge et par sexe	215
Chapitre 30	Incidence du cancer	Nombre de nouveaux cas de cancer	238
		Population totale	214
Chapitre 31	Densité de médecins	Nombre de médecins	240
		Population totale	214
Chapitre 32	Densité d'infirmières	Nombre d'infirmières	242
		Population totale	214
Chapitre 33	Lits d'hôpital	Nombre de lits d'hôpital	244
		Population totale	214
Chapitre 34	Technologies médicales	Nombre de scanners et d'IRM	246
		Population totale	214
Chapitre 35	Prévalence du tabagisme	Nombre de fumeurs de 15 ans et plus	247
		Population totale	214
Chapitre 36	Prévalence de l'obésité	Nombre de personnes obèses	248
		Population totale	214

Population – Chapitres 1, 8, 17, 21, 23, 24, 26, 27, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36**Sources et année de référence**

	Source	Années de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Bureau of Statistics, 3201.0	1998-2003	3
Autriche	Eurostat, New Cronos, population moyenne annuelle	1998-2003	3
Belgique	Eurostat, New Cronos, population moyenne annuelle	1998-2003	3
Canada	Statistique Canada, CANSIM tableau 051-0036, estimations de la population	1998-2002	3
République tchèque	Eurostat, New Cronos, population moyenne annuelle	1998-2003	3
Danemark	Eurostat, New Cronos, population moyenne annuelle	1998-2003	3
Finlande	Eurostat, New Cronos, population moyenne annuelle	1998-2003	3
France	Eurostat, New Cronos, population moyenne annuelle	1998-2003	3
Allemagne	Eurostat, New Cronos, population moyenne annuelle	1998-2003	3
Grèce	Eurostat, New Cronos, population moyenne annuelle	1998-2003	3
Hongrie	Eurostat, New Cronos, Population moyenne annuelle	1998-2003	3
Islande	Statistique Islande	1998-2003	3
Irlande	Eurostat, New Cronos, Population moyenne annuelle	1998-2003	3
Italie	Eurostat, New Cronos, Population moyenne annuelle	1998-2003	3
Japon	Office de la statistique, MIC	1998-2003	3
Corée	Office national de la statistique	1998-2003	3
Luxembourg	Eurostat, New Cronos, Population moyenne annuelle	1998-2003	3
Mexique	Estimations du Secrétariat d'après le recensement de la population (INEGI)	1998-2003	3
Pays-Bas	Eurostat, New Cronos, Population moyenne annuelle	1998-2003	3
Nouvelle-Zélande	Statistique Nouvelle-Zélande, Estimated Resident Population	1998-2003	3
Norvège	Statistique Norvège, StatBank,	1998-2003	3
Pologne	Eurostat, New Cronos, Population moyenne annuelle	1998-2003	3
Portugal	Eurostat, New Cronos, Population moyenne annuelle	1998-2003	3
République slovaque	Eurostat, New Cronos, Population moyenne annuelle	1998-2003	3
Espagne	Eurostat, New Cronos, Population moyenne annuelle	1998-2003	3
Suède	Eurostat, New Cronos, Population moyenne annuelle	1998-2003	3
Suisse	Office fédéral de la statistique, Statweb	1998-2003	3
Turquie	Institut statistique turc (TURKSTAT)	1998-2003	3
Royaume-Uni	Eurostat, New Cronos, Population moyenne annuelle	1998-2003	3
États-Unis	US Census Bureau, Intercensal estimates	1998-2003	3

Notes par pays

Canada : divisions de recensement conformes aux délimitations du recensement 2001.

Islande : population au 1^{er} décembre.

Mexique : les données pour 1998 et 2003 sont estimées au moyen de la fonction de croissance exponentielle sur la base des périodes 1995-2000 et 2000-05.

Japon : population au 1^{er} octobre.

Corée : les données pour 2001-04 sont basées sur des projections de la population.

Nouvelle-Zélande : population au 30 juin. Les estimations au 30 juin 1996-2000 sont basées sur les délimitations des conseils régionaux de 2001, tandis qu'à partir de 2001 elles sont basées sur les délimitations des conseils régionaux de 2005.

Suisse : population résidente permanente en fin d'année.

Turquie : estimations en milieu d'année.

États-Unis : estimations en milieu d'année.

Population par âge et par sexe – Chapitres 2, 11, 13, 19, 28

Sources et année de référence

	Source	Années de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Bureau of Statistics, 3201.0.	1998-2003	3
Autriche	Estimations du Secrétariat sur la base d'Eurostat, New Cronos	1998-2003	3
Belgique	Eurostat, New Cronos	1998-2003	3
Canada	Statistique Canada, CANSIM tableau 051-0036, estimations de la population	1998-2003	3
République tchèque	Office tchèque de la statistique	1998-2003	3
Danemark	Statistique Danemark, Statbank	1998-2003	3
Finlande	Statistique Finlande	1998-2003	3
France	INSEE, estimations de la population locale	1998-2003	3
Allemagne	Statistique régionale Allemagne, système de suivi de l'aménagement du territoire du BBR	1998-2003	3
Grèce	Eurostat, New Cronos	1998-2003	3
Hongrie	Office hongrois de la statistique, KSH	1998-2003	3
Islande	Statistique Islande	1998-2003	3
Irlande	Office central de la statistique, Irlande (recensement de la population).	2002	3
Italie	ISTAT, estimations intercensitaires de la population	1998-2003	3
Japon	Office de la statistique, MIC	1998-2003	3
Corée	Office national de la statistique	1998-2003	3
Luxembourg	Eurostat, New Cronos	1998-2003	3
Mexique	INEGI, (recensement de la population).	2000	3
Pays-Bas	Eurostat, New Cronos.	1998-2003	3
Nouvelle-Zélande	Statistique Nouvelle-Zélande (recensement de la population)	2001	3
Norvège	Statistique Norvège, Statbank	1998-2003	3
Pologne	Office central de la statistique, Pologne.	2000-2003	3
Portugal	Institut national de la statistique (INE).	1998-2003	3
République slovaque	Office statistique de la République slovaque	1998-2003	3
Espagne	Institut national de la statistique (INE)	1998-2002	3
Suède	Statistique Suède	1998-2003	3
Suisse	Office fédéral de la statistique, Statweb	1998-2003	3
Turquie	Institut turc de la statistique (TURKSTAT)	1998-2003	3
Royaume-Uni	Office national de la statistique, estimations de la population	1998-2003	3
États-Unis	US Census Bureau, Population Estimates Program	1998-2003	3

Notes par pays

Autriche : les données sont estimées en calculant la part de la population d'âge actif dans la population totale pour chaque région de niveau TL2, puis en l'appliquant à la population de niveau TL3.

Belgique, France, Grèce, Hongrie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège : population au 1^{er} janvier.

Canada : divisions de recensement conformes aux délimitations du recensement 2001.

République tchèque et République slovaque : population au 31 décembre.

Danemark : population au 1^{er} janvier. La source des statistiques est le registre de population de Statistique Danemark, alimenté en partie par un relevé annuel de la population totale et en partie par un relevé hebdomadaire qui comprend des informations sur des événements tels que déménagements, immigration et émigration, naissances et décès d'après le registre des personnes.

Italie : population résidente au 1^{er} janvier.

Japon : population au 1^{er} octobre.

Corée : les données pour 2001-04 sont basées sur des projections de la population.

Portugal : estimations provisoires de la population résidente au 31 décembre pour 2001, 2002, 2003 et 2004. Estimation définitive de la population résidente au 31 décembre pour 1991-2000.

Espagne : les données pour les années 1991-99 sont des estimations intercensitaires de la population. Les données pour les années 2000-04 sont des projections.

Suède : situation au 31 décembre de chaque année selon les subdivisions administratives du 1^{er} janvier de l'année suivante.

Suisse : population résidente permanente en fin d'année.

Turquie : estimations de la population en milieu d'année.

États-Unis : population au 1^{er} avril. Produit intérieur brut – Chapitres 3, 4, 8, 9, 15, 16, 17, 18, 19

Sources et année de référence

	Source	Années de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Bureau of Statistics, 5220.0	1998-2003	2
Autriche	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Belgique	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Canada	Statistique Canada, comptes économiques provinciaux	1998-2003	2
République tchèque	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Danemark	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Finlande	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
France	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Allemagne	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Grèce	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Hongrie	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Irlande	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Italie	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Japon	Institut de recherche économique et sociale, Bureau du Conseil des Ministres	1998-2003	3
Corée	Office national de la statistique	1998-2003	3
Luxembourg	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Mexique	INEGI, Système de comptabilité nationale du Mexique	1998-2003	2
Pays-Bas	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Norvège	Comptes régionaux norvégiens	1998-2002	3
Pologne	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Portugal	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
République slovaque	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Espagne	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Suède	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
Turquie	Institut national de la statistique	1998-2001	3
Royaume-Uni	Eurostat, New Cronos, Comptes économiques.	1998-2003	3
États-Unis	Bureau of Economic Analysis	1998-2003	2

Notes par pays

Australie : produit brut par État, prix courants en millions AUD.

Autriche, Belgique, République tchèque, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, Espagne, Suède et Royaume-Uni : les données du PIB ont été initialement obtenues en millions EUR aux prix courants. Le Secrétariat de l'OCDE les a recalculées en millions d'unités monétaires nationales (y compris les anciennes monnaies de la zone euro) aux prix courants en utilisant les taux de change moyens annuels entre l'euro et les devises nationales.

Canada : PIB en millions CAD aux prix courants (estimations basées sur les dépenses).

Japon : PIB réel en millions JPY aux prix courants. Les chiffres sont basés sur l'année fiscale (avril-mars).

Corée : PIB régional en millions KRW aux prix courants.

Mexique : PIB en milliers MXN aux prix courants.

Norvège : données sur la valeur ajoutée brute en millions NOK aux prix courants.

Turquie : PIB en millions TRY aux prix courants.

États-Unis : produit brut par État exprimé en millions USD courants.

Pour les comparaisons régionales entre comtés (total OCDE des graphiques 3.1, 3.3, 3.8, 3.9), le PIB est mesuré en USD aux PPA constantes de 2000.

Les données du PIB pour l'Australie, le Canada, le Mexique et les États-Unis ne sont disponibles qu'au niveau TL2, où les données par type de région présentent un biais important; c'est pourquoi le graphique 3.3 ne présente pas de données pour ces pays.

Emploi par branche d'activité – Chapitres 5, 10, 18

Sources et année de référence

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Bureau of Statistics, enquête de population active, Tableau : 6291.0.55.003	2003	2
Autriche	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Belgique	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
République tchèque	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Danemark	Statbank Danemark, statistiques de la population active basées sur le registre de population	2003	2
Finlande	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
France	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Allemagne	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Grèce	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Hongrie	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Islande	Statistique Islande	2003	2
Irlande	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Italie	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Japon	Office de la statistique, recensement des établissements et entreprises	2004	2
Corée	Recensement KNSO-KOSIS sur les caractéristiques fondamentales des établissements et entreprises	2003	2
Luxembourg	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Mexique	Recensement économique 1999 et 2004	2004	2
Pays-Bas	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Norvège	StatBank Norvège	2003	2
Pologne	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Portugal	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
République slovaque	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Espagne	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Suède	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2003	2
Suisse	Office fédéral de la statistique (OFS), recensement de la population, tableau : VZ0024KD	2000	2
Royaume-Uni	Eurostat, Comptes de branches, emploi	2001	2
États-Unis	Bureau of Economic Analysis	2003	2

Note : Pour les comparaisons régionales entre pays, les données ont été converties à la classification CITI, Rév. 3.1 à l'aide des tables de correspondances de la Division statistiques des Nations Unies.

Notes par pays

Pays de l'UE : données fournies par Eurostat selon la classification NACE.

Allemagne : Les catégories de classement g, h, m, n, o et p sont manquantes.

Canada : les données relatives aux régions CA60, Yukon et CA61, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut sont manquantes.

Corée : données fournies selon la classification industrielle coréenne.

États-Unis : données fournies selon le SCIAN (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord).

Japon : données fournies selon la classification des entreprises et du recensement 2004.

Islande : Les catégories de classement o et p sont manquantes.

Italie : les données relatives aux régions ITD1, Province autonome de Bolzano et ITD2, Province autonome de Trente sont manquantes.

Mexique : Les catégories de classement l, o et p sont manquantes.

Suisse : données fournies selon la classification suisse des activités économiques.

Population active¹, emploi, chômage et chômage de longue durée² Chapitres 6, 9, 12, 13, 18, 19

Sources et année de référence

	Source	Années de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Bureau of Statistics, enquête de population active, tableau : 6291.0.55.001	1998-2003	3*
Autriche	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Belgique	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Canada	Statistique Canada,	1998-2003	3*
République tchèque	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Danemark	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Finlande	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
France	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Allemagne	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Grèce	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1998-2003	3
Hongrie	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Islande	Statistique Islande	1998-2002	3
Irlande	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Italie	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Japon	Office de la statistique, MIC	1998-2003	3
Corée	Office national de la statistique	1998-2003	3
Luxembourg	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Mexique	INEGI, recensement de la population	2000	3
Pays-Bas	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Nouvelle-Zélande	Statistique Nouvelle-Zélande, Enquête sur les forces de travail.	1998-2003	3
Norvège	Statistique Norvège.	1998-2003	3
Pologne	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Portugal	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
République slovaque	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1998-2003	3
Espagne	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Suède	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
Suisse	Estimations du Secrétariat à partir des données de l'Office fédéral de statistiques	1998-2003	3
Turquie	TURKSTAT, Enquête sur les forces de travail	2000	3
Royaume-Uni	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail.	1999-2003	3
États-Unis	Bureau of Labor Statistics, données sur la population active par comté, moyennes annuelles	1998-2003	3

Notes par pays

Australie : les données sont basées sur les *Labour Force Dissemination Regions* telles que définies par l'Australian Bureau of Statistics.

Autriche : les données pour les régions AT125, AT222, AT226, AT321, AT333 et AT341 sont obtenues en multipliant la population active par le taux de chômage (données de l'enquête sur les forces de travail d'Eurostat).

1. Les données relatives à la population active féminine sont manquantes pour la France, l'Islande, la Corée, le Mexique, le Portugal, la Suisse et la Turquie. Pour l'Espagne, elles sont disponibles jusqu'en 2002, pour les États-Unis les données sont disponibles seulement au niveau TL2.
2. Les données sur le chômage de longue durée ne sont disponibles qu'au niveau TL2. Pour le Canada (CA60 et CA61 seulement), le Danemark, l'Islande, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse et les États-Unis, les données ne sont pas disponibles. Pour la Turquie, les données sont disponibles seulement pour 2004.

Canada : les données sont basées sur un regroupement de régions TL3 selon les régions économiques définies par Statistique Canada (2006), *Guide de l'Enquête sur la population active* (Ottawa: Statistique Canada, Catalogue n° 71-543). (www.statcan.ca/bsolc/english/bsolc?catno=71-543-G). Pour les taux d'activité des femmes, les observations pour les régions CA056 et CA057 sont manquantes.

Données de l'Enquête sur les forces de travail d'Eurostat : l'emploi est calculé en soustrayant le chômage de la population active.

Finlande : pour le chômage de l'Åland (FI200), l'emploi est soustrait de la population active (Eurostat : données de l'Enquête sur les forces de travail).

Allemagne : les données sur la population active et l'emploi sont disponibles à partir de 2000.

Islande : les données sur la population active sont calculées à partir des données disponibles sur le chômage et le taux de chômage.

Nouvelle-Zélande : les données sont fournies par Statistique Nouvelle-Zélande regroupées pour les régions nz015-nz016 et nz021-nz021. Les données pour ces régions regroupées ont été estimées sur la base des données de recensement, en supposant une croissance exponentielle entre les recensements (86-91-96-01).

Norvège : le chômage est obtenu en soustrayant l'emploi de la population active (les données sur l'emploi et sur la population active proviennent de l'enquête norvégienne de population active, Statbank tableau 05613).

Pologne : les données concernant les régions de PL121 à PL127 et de PL224 à PL227 pour les années 1998-2000 sont estimées à partir des données de niveau TL2 en prenant la part de chaque TL3 pour l'année 2000.

Suisse : les données au niveau TL3 sont estimées à partir du chômage au niveau TL2 en le pondérant par la part de la population active.

Royaume-Uni : les données sur la population d'âge actif et la population active pour les régions de UKM41 à UKM46 proviennent de la Local Area Labour Force Survey (enquête de population active), NOMIS, Official Labour Market Statistics. Pour les autres régions, partout où les données Eurostat sont manquantes, les estimations sont faites (lorsque c'est possible) à partir des données Local Area LFS comme suit : premièrement, en agrégeant les données Local Area LFS du niveau TL3 en niveau TL2. Au niveau TL2, les bases de données d'Eurostat et du Local Area LFS assurent toutes les deux une couverture complète. Ensuite, on prend le rapport entre les deux bases de données et on l'applique aux données du Local Area LFS pour estimer les valeurs Eurostat manquantes. Pour les taux d'activité féminine, les données sont manquantes pour les régions UK41, UK42, UK43, UK44, UK45 et UK46.

Emploi au lieu de travail – Chapitre 9

Sources et année de référence

	Source	Années de référence	Niveau territorial
Australie	ABS, census of Population & Housing	1998-2003	2
Autriche	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Belgique	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Canada	Statistique Canada	1998-2003	2
République tchèque	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Danemark	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Finlande	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
France	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Allemagne	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Grèce	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Hongrie	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Irlande	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2002	3
Italie	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Japon	Office de la statistique, MIC	1998-2003	3
Corée	Office national de la statistique	1998-2003	3
Luxembourg	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Mexique	INEGI, recensement de la population et du logement	1998-2001	2
Pays-Bas	Eurostat, New Cronos, c Comptes de branches, Emploi	2001-2003	3
Norvège	Databank of the Regional Model System PANDA, SINTEF Group	1998-2001	3
Pologne	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Portugal	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
République slovaque	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Espagne	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Suède	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2003	3
Turquie	TURKSTAT, recensement de la population et du logement	2000	3
Royaume-Uni	Eurostat, New Cronos, Comptes de branches, Emploi	1998-2001	3
États-Unis	US Census Bureau, recensement de la population	1998-2003	2

Notes par pays

Pays-Bas : les données pour 2003 sont provisoires.

Australie, Canada, États-Unis : les données ont été estimées pour les années 1998-2000, 2002, 2003 en calculant le rapport de l'emploi au lieu de travail à l'emploi global (voir indicateur 11) lorsque les deux variables sont disponibles pour une même année. Ce rapport a ensuite été appliqué aux données sur l'emploi là où les données sur l'emploi au lieu de travail étaient manquantes.

Japon : les données ont été estimées pour les années 1998, 1999, 2001-2003; la méthodologie est la même que pour l'Australie, le Canada et les États-Unis, voir plus haut.

Calcul de la productivité de la main-d'œuvre : les données du PIB se situent au niveau TL2 pour l'Australie, le Canada, le Mexique et les États-Unis. Pour ces pays, par conséquent, l'indicateur de productivité de la main-d'œuvre n'est calculé qu'à ce niveau. Pour l'Islande, la Nouvelle-Zélande et la Suisse, cet indicateur n'est pas calculé faute de données sur le PIB infranational.

Dépôts de brevets – Chapitre 7

Sources et année de référence

	Source	Années de référence	Niveau territorial
Australie	Intellectual Property Australia	1998-2003	2
Autriche	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Belgique	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Canada	Office de la propriété intellectuelle du Canada, rapport annuel	2001-2003	2
République tchèque	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Danemark	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	2001	2
Finlande	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
France	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Allemagne	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Grèce	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Hongrie	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Irlande	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	2001	2
Italie	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Japon	Office japonais des brevets	1998-2003	2
Corée	Office coréen de la propriété intellectuelle	1998-2003	2
Luxembourg	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Mexique	Institut mexicain de la propriété industrielle	2001-2003	2
Pays-Bas	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Norvège	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Pologne	Office des brevets de la République de Pologne	1998-2003	2
Portugal	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
République slovaque	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Espagne	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Suède	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
Turquie	Institut des brevets de Turquie	1998-2003	2
Royaume-Uni	Eurostat, Dépôts de brevets auprès de l'OEB	1998-2003	2
États-Unis	US Patent & Trademark Office	1998-2003	2

Notes par pays

Pays de l'UE : dépôts de brevets auprès de l'OEB par année de priorité.

Canada : demandes de brevet déposées pour les résidents seulement.

Mexique : demandes de brevet déposées pour les résidents seulement.

États-Unis : nombre de brevets accordés par année.

Niveau d'instruction – Chapitre 11

Sources et années de référence

	Source	Population de référence	Année de référence	Niveau territorial
Australie	ABS Census of population and housing	25-64*	2001	3
Autriche	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail	25-64	2001	2
Belgique	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail	25-64	2001	3
Canada	Statistique Canada, recensement de la population	25-64	2001	3
Rép. tchèque	Office tchèque de la statistique, recensement de la population	25-64*	2001	3
Danemark	Statistique Danemark, statistique de la population active basée sur le registre de la population	25-64	2001	3
Finlande	Statistique Finlande	25-64	2000	3
France	INSEE, recensement de la population et du logement	25-64*	1999	3
Allemagne	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail	25-64	2001	2
Grèce	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail	25-64	2001	3
Hongrie	KSH	25-64*	2001	3
Irlande	Office central de la statistique, recensement de la population	25-64	2002	3
Italie	ISTAT, recensement de la population et du logement	25-64*	2001	3
Japon	Office de la statistique, recensement de la population	25-64	2000	3
Corée	Office national de la statistique (NSO)	25-64	2000	3
Mexique	INEGI, recensement de la population	25-64*	2000	3
Pays-Bas	Eurostat, New Cronos, Enquête sur les forces de travail	25-64	2001	3
Nouvelle-Zélande	Statistique Nouvelle-Zélande, recensement de la population	25-64	2001	3
Norvège	Statistique Norvège, recensement de la population	25-66	2001	3
Pologne	Statistiques officielles polonaises, recensement de la population	25-64*	2002	3
Portugal	INE, recensement de la population	25-64*	2001	3
République slovaque	Office statistique de la République slovaque, recensement de la population	25-64	2001	3
Espagne	INE, Enquête sur la population économiquement active	25-64*	2001	3
Suède	Statistique Suède, Registre suédois de l'éducation	25-64	2001	3
Suisse	Office fédéral de la statistique, OFS	25-64	2004	2
Turquie	TURKSTAT, recensement de la population	25-64	2000	3
Royaume-Uni	NOMIS, Local area labour force survey	25-64*	2001	3
États-Unis	US Census Bureau, recensement de la population	25-64*	2001	3

* Estimations du Secrétariat de l'OCDE, voir ci-dessous les notes par pays.

Notes générales

Les niveaux d'études sont ceux de la Classification internationale type de l'éducation (CITE 97). L'enseignement supérieur comprend trois niveaux CITE : 5A, 5B et 6.

Les programmes de niveau CITE 5A sont essentiellement fondés sur la théorie et destinés à offrir des qualifications suffisantes pour être admis à intégrer les programmes de recherche de pointe ou à exercer une profession exigeant de hautes compétences.

Les programmes du niveau CITE 5B sont généralement davantage orientés vers la pratique et vers une profession déterminée que les programmes de niveau 5A.

Le niveau CITE 6 correspond au deuxième cycle de l'enseignement supérieur : il est réservé aux programmes d'enseignement supérieur qui conduisent à l'obtention d'un titre de chercheur de haut niveau. Ils sont consacrés à des études approfondies et à des travaux de recherche originaux.

Pour une description plus détaillée des programmes de la CITE 97 et leur cartographie pour chaque pays, voir le *Manuel OCDE pour des statistiques de l'éducation internationalement comparables*.

Notes par pays

Australie, République tchèque, France, Hongrie, Italie, Mexique, Pologne, Portugal, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis : les données régionales sur les niveaux d'études n'étaient pas disponibles pour la population de 25 à 64 ans. Une estimation a été faite sur la base des données nationales sur les niveaux d'études pour cette tranche d'âge.

Autriche, Allemagne, Suisse : les données ne sont disponibles qu'au niveau TL2.

Hongrie : les régions de Budapest et de Pest sont regroupées (HU101+HU102).

Temps de déplacement vers le centre urbain le plus proche – Chapitre 20

Méthodologie

Choix des villes et des agglomérations urbaines

Pour sélectionner les grands centres à partir desquels calculer le temps de déplacement vers des régions périphériques, le seuil de population a généralement été fixé au minimum à 300 000 pour les villes et 500 000 pour les agglomérations urbaines (le temps de déplacement pour une région comprenant un centre est par conséquent nul). Les seuils ont été calculés sur la base des données de l'*Annuaire démographique 1998 des Nations Unies* pour les villes de plus de 100 000 habitants.

Calcul du temps de déplacement

Pour calculer le temps de déplacement pour les pays européens, on a utilisé la matrice d'Eurostat (distance-temps pondérée rail/route). Le temps de parcours pour traverser un grand centre (c'est-à-dire aller de la limite de la ville à son centre) varie selon la taille du centre ou de l'agglomération (centres inférieurs à 1 million, 35 minutes; centres 1-2 millions, 40 minutes; centres 2-3 millions, 45 minutes; centres 3-4 millions, 50 minutes; centres 4-5 millions, 55 minutes; centres 5-6 millions, 60 minutes; centres 6-8 millions, 65 minutes; centres 8-10 millions, 70 minutes; centres > 10 millions, 75 minutes).

Pour l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, le Japon, la Corée, le Mexique et la Turquie, les temps de parcours ont été mesurés à l'aide de travaux cartographiques (logiciels GIS), les mesures de vitesse (en km/h) utilisées dépendant du moyen de transport : autoroutes (90 km/h), routes nationales (60 km/h), transports maritimes (35 km/h).

Par conséquent :

$(\text{km autoroute} \times 90) + (\text{km route nationale} \times 60) + (\text{km transport maritime} \times 35) = \text{temps/route}$.

Faute d'information, le temps/rail n'a pas été pris en compte pour les pays non européens (pour le Japon, il était possible d'établir une relation temporelle précise entre les villes avec l'aide des horaires du chemin de fer, mais il a été décidé de ne pas prendre le rail en compte).

Pour les États-Unis, les distances ont été calculées à l'aide du logiciel *Zip Code Distance Wizard*. Les distances linéaires ont été calculées à partir de chaque capitale de comté (hôtel de ville) jusqu'au grand centre le plus proche (hôtel de ville). Les temps de parcours ont alors été calculés en prenant comme vitesse moyenne pour les autoroutes et les routes nationales 75 km/h. Sur la carte, qui est présentée au niveau des zones économiques définies par le Bureau of Economic Analysis (BEA), la distance moyenne aux grands centres a été calculée pour les comtés appartenant à la même zone économique.

Les calculs de cette variable ont été effectués en 2001 (2004 pour les États-Unis), mais les données démographiques proviennent de l'*Annuaire démographique 1998 des Nations Unies*.

Notes par pays

Australie, Pologne : le seuil de population pour les villes est de 400 000 habitants.

France : le seuil de population pour les villes est de 250 000 habitants; pour les agglomérations urbaines, il est de 450 000 habitants.

Islande : le seuil de population pour les villes et les agglomérations urbaines est de 100 000 habitants.

Irlande : Belfast est incluse parmi les unités urbaines de plus de 300 000 habitants bien qu'elle n'en ait que 297 300.

Italie : le seuil de population pour les agglomérations urbaines est de 300 000 habitants; Venise est incluse parmi les agglomérations urbaines supérieures à 300 000 habitants, bien qu'elle n'en ait que 297 743.

Japon : le seuil de population pour les villes est de 800 000 habitants.

Corée : le seuil de population pour les villes est d'1 million d'habitants.

Luxembourg : le seuil de population pour les villes est de 100 000 habitants.

Mexique : le seuil de population pour les agglomérations urbaines est de 800 000 habitants.

Turquie, États-Unis : le seuil de population pour les villes est de 500 000 habitants, pour les agglomérations urbaines il est de 800 000 habitants.

Pologne : les données ne sont disponibles qu'au niveau TL2.

Allemagne, Suisse, Turquie, États-Unis : la grille TL3 diffère de celle utilisée dans le reste de cette publication.

Nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur – Chapitre 21

Sources et année de référence

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Bureau of Statistics, Survey of Education and Training (SET).	2005	2
Autriche	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Belgique	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2000	2
Canada	Statistique Canada	2003	2
République tchèque	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Danemark	Statistique Danemark	2003	2
Finlande	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
France	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Allemagne	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Grèce	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2004	2
Hongrie	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Islande	Statistique Islande	2003	2
Irlande	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Italie	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Japon	Ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, de la Science et de la Technologie	2003	2
Corée	Ministère de l'Éducation et du Développement des ressources humaines, Statistiques de l'éducation	2003	2
Luxembourg	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Mexique	www.sep.gob.mx/wb2/sep/sep_Estadistica_Historica_por_Estados	2002	2
Pays-Bas	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Norvège	Statistique Norvège – Statbank	2003	2
Pologne	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Portugal	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
République slovaque	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Espagne	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Suède	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
Turquie	Ministère de l'Éducation	2003	2
Royaume-Uni	Eurostat, New Cronos, Statistiques de l'éducation	2003	2
États-Unis	US Census Bureau	2003	2

Notes par pays

Canada : les données comprennent toutes les inscriptions dans les établissements publics, privés et fédéraux et les établissements pour malvoyants et malentendants, ainsi que les établissements de la défense à l'étranger.

Corée : les données sur les types d'établissements suivants ne sont pas disponibles au niveau régional : établissements divers, établissements dont le curriculum est analogue à celui des établissements officiels. (Les écoles de langue et les écoles de formation spéciale sont incluses dans les divers.)

Nombre de votants aux élections nationales – Chapitre 22

Sources et année de référence

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Electoral Commission	2004	2
Autriche	Ministère de l'Intérieur, sect. III/6	2002	2
Belgique	www.ibzdgip.fgov.be , site des résultats électoraux	2003	2
Canada	www.elections.ca Elections Canada	2006	2
Finlande		2003	2
France	Ministère de l'Intérieur	2002	2
Allemagne	Statistiques régionales allemandes, Système de suivi territorial du BBR	2002	2
Hongrie	Bureau national des élections	2006	2
Irlande		1997	2
Italie	Ministère de l'Intérieur	2001	2
Japon	Ministère des Affaires intérieures et de la Communication	2003	2
Mexique	Instituto Federal Electoral IFE.	2006	2
Pays-Bas		2003	2
Nouvelle-Zélande	http://2005.electionresults.govt.nz	2005	2
Norvège	Annuaire statistique	2005	2
Pologne	Commission électorale	2005	2
Portugal	Secrétariat pour le processus électoral (STAPE), ministère de l'Administration interne	2005	2
République slovaque	SOSR	2006	2
Espagne	www.congreso.es	2004	2
Suède	Autorité électorale	2006	2
Suisse	SFSO	2003	2
Turquie	TURKSTAT	2002	2
Royaume-Uni	www.electoralcommission.org.uk	2005	2
États-Unis	www.census.gov/compendia/statab/elections	2004	2

Notes par pays

Japon : élections législatives.

Allemagne : les résultats de l'élection de 2005 ne sont pas encore publiés.

Italie : les résultats de l'élection de 2006 ne sont pas encore publiés.

Turquie : dernière élection législative générale.

Délits déclarés contre les biens – Chapitre 23

Sources et année de référence

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	ABS – Reported Crime 4510.0	2003	2
Autriche	Ministère de l'Intérieur	2003	2
Belgique	Statistique Belgique, Criminalité enregistrée	2003	2
Canada	Statistique Canada, CANSIM, tableau 252-0013	2003	2
Danemark	Registre central des crimes et délits	2003	
Finlande	Statistique Finlande	2003	2
France	Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la police nationale	2002	2
Grèce	Statistique Grèce	2001	2
Hongrie	KSH-TSTAR	2003	2
Islande	Commissaire national de la police islandaise	2003	2
Irlande	Garda Síochána Annual Report	2003	2
Italie	Forze di Polizia	2003	2
Japon	Agence nationale de police	2003	2
Corée	Service du Procureur général	2002	2
Luxembourg		2003	2
Mexique	www.inegi.gob.mx/est/default.asp?c=5044	2003	2
Pays-Bas	CBS-STATLINE	2003	2
Nouvelle-Zélande	www.stats.govt.nz/products-et-services/table-builder/crime-tables/offences/offence-calendar.htm	2003	2
Norvège	Statistique Norvège, statistiques de la criminalité	2003	2
Pologne	Office central de la statistique, Annuaire statistique des régions	2003	2
Portugal	www.ine.pt/prod_serv/quadros/public.asp?Tema=C&subtema=09&ver=en	2003	2
République slovaque	Ministère de l'Intérieur	2003	2
Espagne	Estadística Penal Común. Audiencias Provinciales y Juzgado de lo Penal	2003	2
Suède	Conseil national pour la prévention des crimes	2001	2
Suisse	OFS/FFPF-choros	2000	2
Turquie	TURKSTAT	2003	2
Royaume-Uni	National Statistical office	2003	2
États-Unis	Federal Bureau of Investigation	2003	2

Notes par pays

Australie : les délits contre les biens comprennent : cambriolage; chantage/extorsion; violation de domicile; vol de voitures; autres vols.

Le Canada inclut : entrée par effraction, vol de voiture, vol de plus de 5 000 CAD, vol de 5 000 CAD ou moins, recel, escroquerie.

Le Danemark inclut : faux, incendie volontaire, cambriolage, escroquerie, vol, vol de véhicule immatriculé, vol de moto, de cyclomoteur, vol de vélo, dégradation volontaire de biens. Une infraction commise par plus d'une personne est enregistrée comme un seul délit; si l'infraction touche plus d'une victime, elle est aussi enregistrée comme un seul délit. Si plus d'une personne a porté plainte, plus d'un délit peut être enregistré dans des cas exceptionnels.

La Corée n'inclut que le nombre de délits enregistrés dans les grandes villes d'au moins 150 000 habitants.

Mexique : En Delitos contra la Propiedad se incluyen: Delitos Patrimoniales (Abigeato, Allanamiento de morada, Daño en las cosas, Fraude y Robo); Delitos contra la Seguridad de las Personas (Asalto); y, Delitos contra la Fe Pública (Falsificación de documentos, de

moneda, de certificaciones, de documentos de crédito de documentos administrativos, así como falsificación de sellos, marcas y otros objetos).

Pologne : délits contre les biens constatés à l'issue d'une procédure préliminaire.

Suisse : les statistiques sur les infractions commises sont disponibles au niveau de l'ensemble du pays. Au niveau des cantons, les données disponibles portent sur le nombre de condamnations pour chaque type de délit. Le nombre total d'infractions commises pour la Suisse est donc réparti proportionnellement par grandes régions.

Royaume-Uni : les données se rapportent à l'exercice financier. Les délits contre les biens comprennent : vol, cambriolage, vol de véhicules ou dans un véhicule. Les données concernant l'Irlande du Nord proviennent du Northern Ireland Police Service et les données pour l'Écosse sont tirées des Scottish Executive statistics.

Meurtres déclarés – Chapitre 24

Sources et année de référence

National : Neuvième Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale (2003-2004), Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Division de l'analyse des politiques et des affaires publiques, www.unodc.org/unodc/en/crime_survey_ninth.html. Les données portent sur le taux de meurtres pour 2003.

Les données pour l'Autriche, la Belgique, la Grèce, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis proviennent de la huitième Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale (2001-2002). Les données portent sur les taux d'homicides volontaires (Grèce, Japon et Espagne 2000).

Régional :

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	ABS – Reported Crime 4510.0	2003	2
Autriche	Ministère de l'Intérieur	2003	2
Belgique	Statistique Belgique, Criminalité enregistrée	2003	2
Canada	Statistique Canada, CANSIM, tableau 252-0013	2003	2
Finlande	Statistique Finlande	2000-2005	2
République tchèque	Office tchèque de la statistique, Annuaire régionaux	2003	2
Danemark	Registre central des délits	2003	2
France	Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la police nationale	2002	2
Irlande	Garda Síochána Annual Report	2003	2
Italie	Forze di Polizia	2003	2
Japon	Agence nationale de police	2003	2
Mexique	www.inegi.gob.mx/est/default.asp?c=5044	2003	2
Pays-Bas	CBS-STATLINE	2003	2
Nouvelle-Zélande	www.stats.govt.nz/products-and-services/table-builder/crime-tables/offences/offence-calendar.htm	2003	2
Norvège	Statistique Norvège, statistiques des crimes et délits	2003	2
Pologne	Office central de la statistique, Annuaire statistique des régions	2003	2
Portugal	www.ine.pt/prodserv/quadros/public.asp?		
République slovaque	Ministère de l'Intérieur	2003	2
Suède	Conseil national pour la criminalité	2001	2
Suisse	OFS/EFPF-choros	2000	2
Turquie	TURKSTAT	2003	2
Royaume-Uni	Coleman, K., Hird et D. Povey (2006), <i>Violent Crime Overview, Homicide and Gun Crime 2004/2005</i> , Home Office Statistical Bulletin 02/06. London: Home Office.	2003	2
États-Unis	Federal Bureau of Investigation	2003	2

Notes par pays (données régionales)

La somme des données régionales sur les homicides volontaires ne correspond pas toujours aux données nationales relevées par les Nations Unies.

Finlande : les données concernent la moyenne 2000-05.

Irlande : les homicides comprennent les homicides volontaires et involontaires, infanticides et avortements.

Japon : le nombre d'arrestations comprend les tentatives de meurtre.

Mexique : Se incluyen los siguientes tipos de intencionalidad en homicidios: Dolosa, Culposa y Preterintencional.

Pays-Bas : les données comprennent les homicides involontaires.

Nouvelle-Zélande : « Homicide » comprend les meurtres et tentatives de meurtre, homicides involontaires, infanticides, avortements et aide au suicide; à l'intérieur de cette catégorie, le terme « meurtres » englobe : complot en vue d'un meurtre, incitation, conseil, tentative. Ceci, à quoi s'ajoutent plusieurs autres limitations liées aux comparaisons internationales, signifie que tout résultat est à interpréter avec la plus grande prudence.

Pologne : homicides constatés à l'issue d'enquêtes préliminaires (y compris les homicides involontaires).

Turquie : les données comprennent les homicides involontaires.

Royaume-Uni : délits actuellement enregistrés en tant qu'homicides au 28 novembre 2005. Les chiffres sont sujets à révision à mesure que les dossiers sont traités par la police et les tribunaux, et que de nouvelles informations sont disponibles. Les données se rapportent à l'année budgétaire.

Nombre de logements occupés par leur propriétaire; nombre total de logements occupés – Chapitre 25

Sources et année de référence

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	ABS Census of Population & Housing	2001	2
Autriche	Statistique Autriche	2001	2
Canada	Recensement de la population	1996	2
République tchèque	Office tchèque de la statistique, recensement	2001	2
Danemark	Statistique Danemark	2003	2
Finlande	Statistique Finlande	2001	2
France	Recensement INSEE	1999	2
Grèce	Statistique Grèce, recensement	2001	2
Irlande	Statistique Irlande, recensement	2002	2
Italie	Recensement général de la population et des logements	2001	2
Japon	Enquête sur les logements et le foncier	1998	2
Mexique	INEGI recensement	2000	2
Pays-Bas	Statistique Pays-Bas, recensement	2001	2
Nouvelle-Zélande	Statistique Nouvelle-Zélande, recensement	2001	2
Norvège	Statistique Norvège	2001	2
Pologne	Office central de la statistique	2003	2
Portugal	Recensement INE, résultats définitifs	2001	2
République slovaque	Recensement de la population et des logements	2002	2
Espagne	INE	2001	2
Suisse	OFS	2000	2
Turquie	Recensement de la population, SIS	2003	2
Royaume-Uni	NSO, Census (Angleterre et pays de Galles)	2003	2
États-Unis	US Census Bureau	2001	2

Notes par pays

Pologne : les données sont estimées sur la base du recensement de la population et du logement de 2002, des soldes de stocks de logements et des notifications courantes.

Grèce, Pays-Bas, Japon et Turquie : le pourcentage de logements occupés est le rapport des logements occupés par leur propriétaire au nombre total de logements (et non au nombre total de logements occupés).

Nombre de véhicules particuliers – Chapitre 26

Sources et année de référence

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	BSD Motor Vehicle recensement	2003	2
Autriche	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Belgique	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Canada	Statistique Canada (immatriculation des véhicules automobiles – enquête annuelle)	2003	2
République tchèque	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Danemark	Statistique Danemark	2003	2
Finlande	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
France	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Allemagne	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Grèce	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Hongrie	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Islande	Statistique Islande	2003	2
Irlande	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Italie	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Japon	Ministère du Territoire, de l'Infrastructure et du Transport	2003	2
Corée	KNSO	2002	2
Luxembourg	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Mexique	INEGI	2003	2
Pays-Bas	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Norvège	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Pologne	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Portugal	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
République slovaque	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Espagne	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Suède	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2001	2
Turquie	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
Royaume-Uni	Eurostat, New Cronos, Statistiques transport et énergie	2003	2
États-Unis	US Census Bureau	2003	2

Notes par pays

Australie : L'ABSD Motor Vehicle Census comprend : berlines, familiales et voitures particulières à conduite avancée, camping-cars et véhicules utilitaires. Recensement des véhicules automobiles : 9309.0.

Volume de déchets municipaux produits – Chapitre 27

Sources et année de référence

National : OCDE, *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2004*. Les données relatives aux déchets municipaux portent sur l'année 2002.

Régional :

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	ABS 8698.0, Waste management survey.	2002-03	2
Autriche	Eurostat, New Cronos, Statistiques régionales des déchets	2004	2
Belgique	Eurostat, New Cronos, Statistiques régionales des déchets	1996	2
Canada	Statistique Canada	2002	2
République tchèque	Office tchèque de la statistique, Annuaire régionaux	2003	2
France	Observatoire des territoires	1996	2
Allemagne	Eurostat, New Cronos, Statistiques régionales des déchets	1996	2
Grèce	Eurostat, New Cronos, Statistiques régionales des déchets	1996	2
Hongrie	Eurostat, New Cronos, Statistiques régionales des déchets	1998	2
Irlande	Eurostat, New Cronos, Statistiques régionales des déchets	1998	2
Italie	Eurostat, New Cronos, Statistiques régionales des déchets	1998	2
Japon	Ministère de l'Environnement	2003	2
Luxembourg	Eurostat, New Cronos, Statistiques régionales des déchets	1999	2
Mexique	INEGI. Con base en SEDESOL. DGOT	2003	2
Pays-Bas	–	2003	2
Norvège	Eurostat, New Cronos, Statistiques régionales des déchets		2
Pologne	Office central de la statistique, Annuaire statistique des régions	2003	2
Portugal	INE, Statistiques de l'environnement	2001	2
République slovaque	Office statistique de la République slovaque	2003	2
Espagne	Eurostat, New Cronos, Statistiques régionales des déchets	2000	2
Suède	Eurostat, New Cronos, Statistiques régionales des déchets	1998	2
Royaume-Uni	Department for Environment, Food & Rural Affairs – Municipal Waste Management Survey, Scotland data – Scottish Environmental Protection Agency, Northern Ireland data – Environment and Heritage Service, Wales data – Welsh Assembly Government	2003	2

Notes par pays

La somme des données régionales recueillies sur les déchets ne correspond pas toujours aux données nationales de l'OCDE (*Données environnementales de l'OCDE : Compendium 2004*).

Australie : les données régionales portent sur l'exercice financier.

Canada : les données nationales portent sur l'année 1990.

Dans l'interprétation des résultats de cette analyse, il faut être conscient que les définitions et les méthodes d'enquête employées par les pays membres pour recueillir les données sur les déchets municipaux peuvent être très variables.

Nombre de décès par l'âge et par sexe – Chapitres 28, 29

Source et année de référence

National : Éco-Santé OCDE, 2006.

Régional :

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	ABS, Demographic Summary, Statistical areas	2001	2
Autriche	Eurostat, New Cronos	2003	2
Belgique	Eurostat, New Cronos	2003	2
Canada	Statistique Canada	2003	2
République tchèque	Eurostat, New Cronos	2003	2
Danemark	OMS, Eurostat, New Cronos	2001	2
Finlande	Eurostat, New Cronos	2003	2
France	Eurostat, New Cronos, INSEE	2003	2
Allemagne	Eurostat, New Cronos	2003	2
Grèce	Eurostat, New Cronos	2003	2
Hongrie	KSH	2003	2
Islande	Statistique Islande	2003	2
Irlande	CSO, OMS, Eurostat, New Cronos	2001	2
Italie	Eurostat, New Cronos	2002	2
Japon	OMS, Statistiques vitales du Japon	2001	2
Corée	ONS Corée, recensement de la population et du logement	2003	2
Luxembourg	Eurostat, New Cronos	2003	2
Mexique	OMS, INEGI, Estadísticas Vitales	2001	2
Pays-Bas	Eurostat, New Cronos	2003	2
Nouvelle-Zélande	OMS, Statistique Nouvelle-Zélande	2001	2
Norvège	Statistique Norvège, StatBank	2003	2
Pologne	Office central de la statistique	2003	2
Portugal	Institut national de la statistique, statistiques démographiques	2003	2
République slovaque	Office statistique de la République slovaque	2003	2
Espagne	Eurostat, New Cronos	2003	2
Suède	Eurostat, New Cronos	2003	2
Suisse	Eurostat, New Cronos	2003	2
Royaume-Uni	Eurostat, New Cronos	2003	2
États-Unis	Population Estimates Program, US Bureau of the Census, NBER Vital Statistics NCHS's Multiple Causes of Death Data, 1959-2003	2003	2

Notes par pays

Australie : les données présentées par l'ABS se rapportent aux décès enregistrés au cours de l'année. Les statistiques des décès sont présentées sur la base de l'État ou du Territoire de résidence habituelle du décédé, quel que soit le lieu du décès ou de son enregistrement. Les décès de résidents australiens intervenus à l'étranger ne sont pas inclus. Les décès en Australie de personnes habituellement résidentes à l'étranger sont inclus dans ces statistiques et sont classés par État ou Territoire où le décès a été enregistré.

Canada : la ventilation géographique des décès est basée sur le lieu habituel de résidence du décédé. Les données pour le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest (à l'exclusion du Nunavut) sont présentées séparément. Les seules données disponibles étant les décès par tranche d'âge de 5 ans entre les âges d'1 et 15 ans, l'indicateur est basé sur l'hypothèse que la ventilation des décès est uniforme dans chaque tranche d'âge.

Données régionales d'Eurostat : décès par âge et par sexe; âge atteint au cours de l'année.

Irlande : le nombre de décès régionaux par sexe est estimé sur la base de la part régionale en 2004 en supposant que les taux de mortalité régionale par sexe sont proportionnels aux taux de mortalité pour les deux sexes.

Corée : les décès à l'étranger et d'âge inconnu sont exclus.

Nouvelle-Zélande : les données des décès au niveau régional par sexe ont été estimées en supposant que les taux de mortalité régionale par sexe sont proportionnels aux taux de mortalité pour les deux sexes.

Norvège : Sujet : 02 Population, table, tables 05377; décès par sexe et par âge et 03026 : population, par sexe et par tranche d'âge de 10 ans au 1^{er} janvier. L'indicateur n'est pas basé sur l'âge comme dans les autres pays mais sur des tranches d'âge, en prenant l'âge moyen du décès pour chaque tranche d'âge.

Pologne : estimations à partir du recensement de 2002.

Portugal : le chiffre national comprend tous les décès de résidents portugais intervenus au Portugal (quel que soit leur pays de naissance ou leur nationalité). Les décès au Portugal de personnes résidant à l'étranger ne sont pas inclus. Les décès de personnes dont le lieu de résidence est inconnu sont inclus.

États-Unis : décès par sexe et par âge, données de mortalité selon la cause du décès pour tout décès intervenu aux États-Unis, d'après les certificats de décès de chaque État et du District de Columbia (données de mortalité à causes multiples tirées des statistiques vitales nationales du Centre national des statistiques de santé).

Nombre de nouveaux cas de cancers – Chapitre 30

Sources et année de référence

National : Éco-Santé OCDE, 2006.

Régional :

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Institute of Health and Welfare. Cancer in Australia. Canberra: AIHW.	2001	2
Canada	Statistique Canada – Registre canadien du cancer	2004	2
France	FNORS	2000	2
Islande	Registre islandais du cancer	2004	2
République slovaque	Centre d'information nationale de santé	2002	2
États-Unis	State Cancer Registry and the National Program of Cancer Registries Cancer Surveillance System (NPCR-CSS), CDC	2003	2

Notes par pays

Australie : incidence pour 100 000 habitants, ou moyenne sur cinq ans du nombre de nouveaux cas (par exemple 1993-97 = 1997).

Canada : les taux de cancer standardisés par âge pour 1976-2000 sont basés sur les données d'incidence du cancer de la base de données du Registre canadien du cancer (RCC) (fichier de novembre 2003), le Système de déclaration des cas de cancer et la division démographie (estimation de la population) de Statistique Canada. Les taux standardisés par âge pour 2001-04 sont des estimations produites par Santé Canada par extrapolation des données d'incidence du cancer du Système de déclaration des cas de cancer (1969-91) et du Registre canadien du cancer. Source : Statistique Canada, tableau 103-0104, dernière révision : 22/12/2005.

États-Unis : certaines données sont indisponibles pour des raisons de confidentialité et de fiabilité. Source : *State Cancer Registry and the National Program of Cancer Registries Cancer Surveillance System* (NPCR-CSS), CDC, présenté en janvier 2005, publié dans les *United States Cancer Statistics*, novembre 2005 (www.statecancerprofiles.cancer.gov).

France : le taux d'incidence standardisé par âge (nombre de nouveaux cas par 100 000 habitants) est le taux que l'on trouverait dans la région si elle présentait la même structure par âge que la population européenne. Les cancers comprennent tous les types de cancers à l'exception des cancers de la peau autres que le mélanome.

Islande : le taux d'incidence standardisé par âge (nombre de nouveaux cas pour 100 000 habitants) est le taux que l'on observerait dans la région si elle présentait la même structure par âge que la population mondiale standard Segi. Les cancers considérés sont les codes C00-C96 (et non C00-C97) dans IDC-10, à savoir tous les néoplasmes malins à l'exception des néoplasmes malins à sites multiples indépendants (primaires).

Nombre de médecins – Chapitre 31

Sources et année de référence

National : Éco-Santé OCDE, 2006.

Régional :

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Institute of Health and Welfare 2005. Medical labour force 2003. AIHW Cat n° HWL 32. Canberra: AIHW	2003	2
Autriche	Eurostat, New Cronos	2003	2
Belgique	Eurostat, New Cronos	2004	2
Canada	L'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) : base de données médicales Scott (anciennement base de données médicales Southam)	2004	2
République tchèque	Eurostat, New Cronos	2003	2
Finlande	Eurostat, New Cronos (données disponibles pour une seule région)	2002	2
France	Répertoire ADELI, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), ministère de la Santé	2004	2
Allemagne	Eurostat, New Cronos	2004	2
Grèce	Service national de la statistique de Grèce	2003	2
Hongrie	Központi Statisztikai Hivatal (KSH)	2004	2
Islande	Direction de la santé : registre des médecins	2002	2
Italie	Eurostat, New Cronos	2003	2
Japon	Département de la statistique et de l'information, secrétariat du ministre, ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales. Enquête sur les médecins, dentistes et pharmaciens, Rapport sur l'administration de la santé publique.	2002	2
Corée	Ministère de la Santé et des Affaires sociales, Division ressources en santé	2001	2
Mexique	INAFED, Instituto Nacional para el Federalismo y Desarrollo Municipal	2000	2
Pays-Bas	Nivel	2002	2
Nouvelle-Zélande	New Zealand Health Information Service	2002	2
Norvège			
Pologne	Ministère de la santé	2004	2
Portugal	Institut national de la statistique, statistiques de santé	2004	2
République slovaque	Centre national d'information sur la santé	2004	2
Espagne	Eurostat, New Cronos	2001	2
Suède	Eurostat, New Cronos	2000	2
Suisse	OFAS; OFS, Annuaire statistique 2002	2002	2
Turquie	Institut turc de la statistique (TURKSTAT)	2002	2
Royaume-Uni	Eurostat, New Cronos	2000	2
États-Unis	American Medical Association (AMA)	2003	2

Notes par pays

Australie : données tirées de l'enquête sur les médecins.

Canada : nombre de généralistes civils, médecins de famille et spécialistes en exercice au 31 décembre de l'année de référence.

France : France métropolitaine; les données portent à la fois sur les médecins salariés et les médecins libéraux, et comprennent les remplaçants mais non les praticiens hospitaliers à temps plein (PHTP) qui exercent en libéral à l'hôpital. Les chiffres se rapportent au nombre de professionnels enregistrés au 1^{er} janvier de l'année de référence.

Les données régionales d'Eurostat pour l'Espagne, la Finlande et l'Italie portent sur les médecins habilités à exercer (pour l'Italie, données de l'ENPAM), qu'ils soient ou non en activité. Pour l'Allemagne, la Belgique et le Royaume-Uni, les chiffres se rapportent aux médecins exerçant en cabinet et aux médecins travaillant dans l'industrie,

l'administration, la recherche, etc. Il n'existe pas de données pour les régions suivantes : Nord-est, East Midlands, Est, pays de Galles ou Écosse.

Mexique : les données municipales ont été agrégées au niveau TL2. Le nombre total de médecins correspond à la somme des généralistes, spécialistes et médecins classés comme « autres » (non définis).

Pologne : médecins exerçant dans les services de santé du ministère de la Santé, du ministère de la Défense nationale et du ministère de l'Intérieur et de l'Administration. Les données ne comprennent pas les médecins exerçant exclusivement en libéral. Les données sur les spécialistes et les généralistes concernent uniquement les praticiens des services de santé du ministère de la Santé.

Portugal : médecins habilités à exercer, qu'ils soient ou non en activité, selon le lieu de résidence, et non le lieu d'exercice.

Suisse : la densité de médecins ne couvre que la densité de médecins libéraux pour la période 1990-2002 (indicateur BADAC, données du tableau 14.2.2.2. de l'*Annuaire statistique* 2002).

Turquie : les données ne comprennent pas les médecins exerçant dans les administrations publiques et les universités. Les professionnels de santé travaillant pour le ministère de la Défense sont inclus dans les effectifs totaux pour la Turquie.

Nombre d'infirmières – Chapitre 32

Sources et année de référence

National : Éco-Santé de l'OCDE, 2006.

Régional :

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Institute of Health and Welfare 2005. Medical labour force 2003. AIHW Cat. n° HWL 32. Canberra: AIHW	2003	2
Autriche	Eurostat, New Cronos	2003	2
Belgique	Eurostat, New Cronos	2004	2
Canada	Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) : base de données sur le personnel infirmier autorisé	2004	2
Espagne	Eurostat, New Cronos	2003	2
Finlande	Eurostat, New Cronos	2003	2
France	Répertoire ADELI, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), ministère de la Santé	2004	2
Hongrie	Központi Statisztikai Hivatal (KSH)	2004	2
Italie	Ministère de la Santé	2002	2
Japon	Département de la statistique et de l'information, secrétariat du Ministre, ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales. Enquête sur les médecins, dentistes et pharmaciens, Rapport sur l'administration de la santé publique.	2002	2
Mexique	INAFED, Instituto Nacional para el Federalismo y Desarrollo Municipal	2000	2
Pays-Bas	Nivel	2001	2
Pologne	Eurostat, New Cronos	2003	2
Portugal	Institut national de la statistique, statistiques de santé	2004	2
République slovaque	Centre national d'information sur la santé	2004	2
République tchèque	Eurostat, New Cronos	2003	2
Royaume-Uni	Eurostat, New Cronos	2000	2
Turquie	Institut turc de la statistique (TURKSTAT)	2002	2

Notes par pays

Australie : Les données portent sur les infirmiers et infirmières cliniciens salariés et les cadres infirmiers cliniciens, sur la base d'une enquête sur le personnel infirmier réinscrit.

Belgique : comprend les sages-femmes.

Canada : comprend le personnel infirmier autorisé, le personnel infirmier auxiliaire autorisé et le personnel infirmier psychiatrique autorisé, mais exclut les sages-femmes à temps partiel. Pour les deux premières catégories, les données sur le Nunavut ne sont pas disponibles avant 2001 et en 2004 elles sont regroupées avec celles des Territoires du nord-ouest. Les chiffres indiquent l'effectif de personnel infirmier au 31 décembre de l'année de référence (http://secure.cihi.ca/cihiweb/products/Nurse_practitioners.pdf).

Espagne : pas de données sur la région de Madrid.

France : les données se rapportent à la France métropolitaine et couvrent à la fois le personnel infirmier libéral et salarié, ainsi que les remplaçants. Les chiffres sont ceux du 1^{er} janvier de l'année de référence, c'est-à-dire le nombre d'infirmiers/infirmières enregistrés à cette date et habilités à exercer au cours de l'année, et non les équivalents plein-temps.

Japon : nombre en fonction de la population estimée par OECD/GOV/SIU (moyenne de la population 2000-03). Les données TL2 sont basées sur des agrégats TL3.

Mexique : les données municipales ont été agrégées au niveau TL2. L'effectif total de personnel infirmier est la somme des personnels infirmiers généralistes, spécialistes et autres (non définis).

Portugal : données du Collège infirmier, personnel infirmier inscrit au Collège infirmier, qu'il soit ou non en activité, par lieu de travail, par rapport à la population résidente au 31 décembre estimée par l'Institut national de la statistique.

République slovaque : Nombre d'infirmiers et infirmières notifié par le Centre national d'information sur la santé par rapport à la population selon Eurostat. Depuis 1999, ce chiffre comprend les sages-femmes.

Royaume-Uni : le chiffre ne comprend pas les personnels infirmiers de second niveau (établissements médicalisés privés seulement). Il n'existe pas de données sur les régions suivantes : Nord-Est, Nord-Ouest (y compris Merseyside), Yorkshire et The Humber, East Midlands, West Midlands, Est, Londres, Sud-Est et Sud-Ouest.

Turquie : comprend les sages-femmes Le personnel de santé travaillant pour le ministère de la Défense est inclus dans le total.

Nombre de lits d'hôpital – Chapitre 33

Sources et année de référence (données nationales et régionales)

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Institute of Health and Welfare 2006. Australian Hospital Statistics 2004-05. Canberra: AIHW	2004	2
Autriche	Eurostat, New Cronos	2003	2
Belgique	Eurostat, New Cronos	2003	2
Canada	Institut canadien d'information sur la santé (ICIS), base de données canadiennes SIG (BDCS)	2003	2
République tchèque	Eurostat, New Cronos	2002	2
Finlande	Eurostat, New Cronos	2003	2
France	Fichier SAE, DREES, ministère de la Santé	2003	2
Allemagne	Eurostat, New Cronos	2003	2
Grèce	Service national de la statistique de Grèce pour le total des lits et Centre de planification et de recherche économique-KEPE pour les lits de soins aigus	2000	2
Hongrie	KSH	2004	2
Islande	Statistique Islande	2003	2
Italie	Eurostat, New Cronos pour le total, ISTAT : données du ministère de la Santé sur les soins de longue durée et aigus.	2003	2
Mexique	INEGI, Recursos materiales seleccionados en instituciones del Sistema Nacional de Salud por entidad federativa, 2003 y 2004	2004	2
Pays-Bas	Statistique Pays-Bas	2002	2
Pologne	Ministère de la Santé	2004	2
Portugal	Institut national de la statistique, Statistiques de la santé, données d'enquête sur les hôpitaux	2004	2
République slovaque	Centre national d'information sur la santé	2004	2
Espagne	Eurostat, New Cronos	2004	2
Suède	Eurostat, New Cronos	2000	2
Suisse	OFS, annuaire statistique 2002. indicateur BADAC : densité des lits et séjours hospitaliers	2004	2
Turquie	Institut turc de la statistique (TURKSTAT)	2003	2
Royaume-Uni	Eurostat, New Cronos	2000	2

Notes par pays

Allemagne, Autriche, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Mexique et Turquie : pas de données sur les lits de long séjour.

Union européenne, source Eurostat : les données pour l'Allemagne n'intègrent que les lits utilisés pour des patients hospitalisés et ne prennent pas en compte les centres de réadaptation. Ces données sont des moyennes annuelles. Pour la Suède, les lits du secteur privé sont exclus. Les lits des établissements de soins gériatriques dépendant des municipalités ne sont pas non plus comptabilisés. Les lits des services d'urgence, d'hémodialyse ambulatoire et ceux des nouveau-nés sont aussi exclus pour l'Espagne.

Italie : exclut les lits d'hôpitaux militaires, d'hôpitaux de jour et de maisons médicalisées (cf. Eurostat, *Statistiques régionales et urbaines – Guide de référence*, éd. 2005).

France : série collectée dans toute la France, dans les établissements publics et privés de santé. Elles sont données au 31 décembre de l'année (Définitions disponibles dans Eco-Santé Régional de l'IRDES, voir www.ecosante.fr/DEPAFRA/3025.html et www.ecosante.fr/DEPAFRA/2303.html).

Islande et Suisse : lits de long séjour seulement. Islande : pour cet indicateur, les données régionales disponibles ne correspondent pas exactement aux délimitations régionales de

l'OCDE. La région TL2 « IS01 : région capitale » couvre les régions TL3 « IS01 : région capitale » et « IS021 : Suornes », alors que l'OCDE inclut généralement cette dernière parmi les autres régions ISO2. Suisse : nombre moyen de lits d'hôpitaux et de lits « semi-hospitaliers » (de jour) sur l'année (tableau 14.2.3.1.2.).

Australie : les données concernent les lits disponibles ou autorisés des hôpitaux publics de soins aigus et psychiatriques, hôpitaux de jour privés indépendants et autres hôpitaux privés.

Canada : le nombre total de lits comprend le nombre de lits d'organismes qui ne soumettent pas leurs données à leur ministère provincial de la santé. Comprend les lits dotés en personnel et utilisés déclarés par les hôpitaux de tout type (hôpitaux généraux, spécialisés, psychiatriques de long séjour, de réadaptation et de soins de longue durée). Le nombre total de lits de soins de longue durée comprend les lits des hôpitaux de soins non aigus (y compris psychiatriques de long séjour, de réhabilitation et de soins de longue durée) en dehors du Québec, où les lits de soins psychiatriques sont inclus car la durée moyenne de séjour est d'environ 40 jours. Les lits de soins aigus comprennent les hôpitaux pédiatriques et psychiatriques de court séjour. Pour les lits de soins de longue durée et de soins aigus, certaines provinces déclarent les lits dotés en personnel tandis que d'autres déclarent les lits approuvés par les autorités provinciales de santé.

Mexique : les données comprennent les salles utilisées par les généralistes, spécialistes, odontologistes et urgentistes, à l'exclusion des données de « IMSS-Oportunidades ». Le total global ne correspond pas au total de l'entité fédérale. Source : SSA. *Boletín de Información Estadística. Recursos y Servicios*, 2003. vol. I, n^o 23. México, D.F., 2004, www.inegi.gob.mx, site consulté le 29 août 2006.

Suède : exclut les lits du secteur privé et les lits de maisons de soins gériatriques gérées par les municipalités.

Pays-Bas : les soins de longue durée sont maintenant assurés dans des maisons médicalisées et non plus en hôpital. Certains lits de soins aigus sont occupés par des patients qui devraient être en maison médicalisée, mais le pourcentage est inconnu.

Pologne : nombre de lits d'hôpital des services de santé du ministère de la Santé, à l'exclusion des services de santé du ministère de la Défense nationale et du ministère de l'Intérieur et de l'Administration.

Portugal : nombre de lits d'hôpital : tous hôpitaux; nombre de lits de long séjour : lits psychiatriques et de post-désintoxication alcool/drogue; nombre de lits de soins aigus : tous lits d'hôpital à l'exclusion des lits psychiatriques et des lits de post-désintoxication alcool/drogue.

Turquie : le total comprend les lits d'hôpital du ministère de la Défense.

Nombre de scanners et d'IRM – Chapitre 34

Sources et année de référence

National : Éco-Santé OCDE, 2006.

Régional :

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Department of Health and Ageing	2004	2
Canada	Rapport sur l'imagerie médicale au Canada, 2004	2004	2
France	Fichier SAE, DREES, ministère de la Santé, disponible sur le site FNORS – Score santé (IRM seulement)	2002	2
Grèce	Centre de planification et de recherche économique – KEPE	1999	2
Islande	Institut de protection contre les radiations	2004	2
Italie	ISTAT : données du ministère de la Santé	2003	2
Pologne	Ministère de la Santé	2004	2
Portugal	Institut national de la statistique, statistiques de santé, enquête sur les hôpitaux	2004	2
République slovaque	Centre national d'information sur la santé	2004	2
Turquie	Ministère de la Santé	2003	2

Notes par pays

Australie : les données ne concernent que les appareils éligibles à Medicare.

Canada : l'Enquête nationale 2005 sur divers équipements d'imagerie médicale a recueilli des données de tous les établissements de santé identifiables (publics et privés) de chaque province et territoire canadien possédant un ou plusieurs équipements de sept types spécifiques. Les types d'équipement d'imagerie médicale inclus dans l'enquête étaient les appareils d'imagerie à résonance magnétique, appareils de tomodensitométrie, tomographes à émission de positons, angiographes, laboratoires de cathétérisation et caméras nucléaires. Des données ont également été collectées sur un septième type d'équipement, les lithotripteurs. L'enquête a été effectuée entre le 9 mai et le 31 juillet 2005, avec prolongation jusqu'à la fin d'octobre 2005. Les participants étaient invités à identifier les technologies décrites ci-dessus qui étaient installées et en fonctionnement avant le 1^{er} janvier 2005 (voir le tableau 2, page 53 du rapport sur l'imagerie médicale au Canada, 2004, http://secure.cihi.ca/cihiweb/products/MedImag05_e.pdf).

France : nombre d'appareils d'imagerie à résonance magnétique (IRM) au 31 décembre dans les secteurs public et privé.

Pologne : Les données concernent les équipements médicaux des services de santé du ministère de la Santé, et excluent les services de santé du ministère de la Défense nationale et du ministère de l'Intérieur et de l'Administration.

Nombre de fumeurs âgés de 15 ans et plus – Chapitre 35

Sources et année de référence

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Institute of Health and Welfare. National Drug Strategy Household Survey: State and territory supplement	2004	2
Hongrie	OEK (Centre national d'épidémiologie)	2003	2
Islande	Institut islandais de santé publique	2004	2
Italie	ISTAT	2003	2
Norvège	Statistique Norvège (StatBank)	2004	2
Pologne	Office central de la statistique	2004	2
Portugal	Ministère de la Santé, Institut national de la santé (INSA)	1999	2
Espagne	Encuesta Nacional de Salud	2003	2
Suisse	OFS, enquêtes suisses de santé, 1997 et 2002	2002	2
États-Unis	Centers for Disease Control and Prevention (CDC)	2004	2

Notes par pays

Australie : les données concernent la population de 14 ans et plus (et non 15).

Espagne : l'enquête nationale de santé est effectuée tous les deux ans (1997, 2001 et 2003). Les régions de Ceuta et Melilla sont regroupées.

États-Unis : données notifiées par les *Centers for Disease Control and Prevention* (CDC), Behavioral Risk Factor Surveillance System Survey Data. Atlanta, Georgia: US Department of Health and Human Services, Centers for Disease Control and Prevention, 2004.

Islande : données d'une enquête sur trois ans effectuée chaque année sur le groupe d'âge 15-89 ans.

Norvège : tableau 04814 de Sujet 03 Santé, conditions sociales, services sociaux et criminalité, Statistique Norvège (<http://statbank.ssb.no>). Les données pour 2004 représentent la moyenne 2000-04.

Portugal : données de l'Enquête nationale de santé, 1998-99. Prévalence du tabagisme : pourcentage de la population de 15 ans et plus. Cet indicateur n'est disponible que pour 1998-99 et pour cinq administrations régionales de santé de la métropole (les Açores et Madère sont exclus), qui sont le niveau régional de mise en œuvre de la politique de santé (y compris la fourniture des services de santé) et ne correspondent pas aux unités TL2. Les administrations régionales de santé sont basées sur des agrégats de districts, tandis que les unités TL2 (correspondant aux régions NUTS II) sont basées seulement sur des agrégats de municipalités.

Nombre de personnes obèses – Chapitre 36

Sources et année de référence

	Source	Année de référence	Niveau territorial
Australie	Australian Bureau of Statistics National Health Survey; Summary of results. ABS Cat. n° 4364.0.	2004	2
Canada	Statistique Canada	2003	2
Hongrie	OEK	2003	2
Islande	Institut islandais de santé publique, Enquête nationale sur la nutrition 2002	2002	2
Italie	ISTAT	2003	2
Pologne	Office central de la statistique	2004	2
Portugal	Ministère de la Santé, Institut national de santé (INSA)	1999	2
Espagne	Encuesta Nacional de Salud	2003	2
Suisse	OFS, enquêtes suisses de santé, 1997 et 2002	2002	2
États-Unis	BRFSS	Moyenne 1997-2003	2

Notes par pays

Australie : les estimations de l'obésité correspondent à des auto-déclarations de personnes âgées de 18 ans et plus (et non pas 15).

Canada : les données excluent les personnes de moins de 18 ans, les femmes enceintes et les personnes dont la taille est inférieure à 0.914 mètre ou supérieure à 2.108 mètres. La définition de l'indice de masse corporelle (IMC) a été modifiée en 2004 pour respecter les dernières directives de Santé Canada. Tableau 105-4009, Statistique Canada; Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) (www.statcan.ca/english/sdds/, 3226: CCHS), Enquête nationale sur la santé de la population (3236 : ENSP, ménages), Enquête nationale sur la santé de la population (5004 : ENSP, composante nord).

Espagne : les données portent sur la part de la population âgée de 20 ans et plus dont l'IMC est supérieur à 30. L'enquête nationale de santé a lieu tous les deux ans (1997, 2001 et 2003). Les régions de Ceuta et Melilla sont regroupées.

États-Unis : obésité auto-déclarée des adultes âgés de 20 ans et plus par État : 1997-2003. Source : BRFSS, auteur : CDC/NCHS.

Islande : l'enquête porte sur le groupe d'âge 15-80 ans dont l'IMC est supérieur à 30.

Portugal : données de l'Enquête nationale de santé, 1998-99. Prévalence de l'obésité : pourcentage de la population dont l'IMC est supérieur à 30. Cet indicateur n'est disponible que pour 1998-99 et porte sur les cinq administrations de santé de métropole (les Açores et Madère sont exclus), qui sont le niveau régional de mise en œuvre de la politique de santé (y compris la fourniture des services de santé) et ne correspondent pas aux unités TL2. Les administrations régionales de santé sont basées sur des agrégats de districts tandis que les unités TL2 (correspondant aux régions NUTS II) sont basées seulement sur des agrégats de municipalités.

Suisse : l'enquête porte sur les personnes de plus de 18 ans dont l'IMC est supérieur à 30.

Indices et formules

Indice de concentration géographique

Définition : l'indice de concentration géographique pour la variable y (p. ex. : population, PIB, etc.) est défini par l'équation :

$$\left(\sum_{i=1}^N |y_i - a_i| / 2 \right) * 100$$

où y_i est la part de la région i dans le total national a_i est la superficie de la région i en pourcentage de la superficie du pays, N est le nombre de régions et $| |$ indique la valeur absolue.

L'indice se situe entre 0 (concentration nulle) et 100 (concentration maximum) dans tous les pays et convient aux comparaisons internationales de la concentration géographique.

Interprétation : la valeur de l'indice est influencée par la taille des régions. Par conséquent, les différences de concentration géographique entre deux pays peuvent être en partie dues à des différences de la taille moyenne des régions dans chaque pays.

Indice de Gini

Définition : les disparités régionales sont mesurées par un indice de Gini non pondéré, défini par l'équation :

$$GINI = \frac{2}{N-1} * \sum_{i=1}^{N-1} (F_i - Q_i)$$

où : N est le nombre de régions, $F_i = \frac{i}{N}$; $Q_i = \frac{\sum_{j=1}^i y_j}{\sum_{j=1}^N y_j}$, et y_i est la valeur de la variable y

(p. ex. PIB par habitant, taux de chômage, etc.) dans la région j classée de faible (y_1) à élevée (y_N) parmi l'ensemble des régions d'un pays.

L'indice s'échelonne entre 0 (égalité parfaite : y est identique dans toutes les régions) et 1 (inégalité parfaite : y est nul dans toutes les régions sauf une).

Interprétation : la valeur de l'indice est influencée par la taille des régions. C'est pourquoi les différences de degré des disparités régionales entre deux pays peuvent être en partie dues à des différences de la taille moyenne des régions de chaque pays.

Indice de spécialisation

Définition : la spécialisation est mesurée selon l'indice de Balassa-Hoover, qui mesure le rapport entre le poids d'une branche d'activité dans une région et le poids de la même branche d'activité dans le pays :

$$BH_i = \frac{Y_{ij}/Y_j}{Y_i/Y}$$

où Y_{ij} est l'emploi total de la branche d'activité i dans la région j , Y_j est l'emploi total dans la région j de toutes les branches d'activités, Y_i est l'emploi national dans la branche d'activité i , et Y est l'emploi national total pour toutes les branches d'activité. Une valeur de l'indice supérieure à 1 indique une spécialisation dans une branche d'activité et une valeur inférieure à 1 indique une absence de spécialisation.

Le degré moyenne de spécialisation dans la région j est mesuré en faisant la moyenne de la somme des écarts absolus par rapport à 1 des indices de Balassa-Hoover pour l'ensemble des branches d'activité :

$$\sum_{i=1}^N |BH_i - 1| / N$$

où : BH_i est l'indice de Balassa-Hoover de la branche d'activité i

Interprétation : la valeur de l'indice de spécialisation diminue avec le niveau d'agrégation des branches d'activité. C'est pourquoi l'indice de spécialisation basé sur une branche d'activité à un chiffre (p. ex., industrie manufacturière) sous-estimerait le degré de spécialisation dans toutes les branches d'activité à deux chiffres qui la composent (par exemple, textile, industrie chimique, etc.).

Années potentielles de vie perdues

Définition : le calcul des années potentielles de vie perdues (PYLL) s'établit en faisant la somme des décès intervenant à chaque âge et en la multipliant par le nombre d'années restant à vivre jusqu'à une limite d'âge donnée (70 ans).

$$PYLL_i = \sum_{a=0}^{l-1} (l-a) \times \left(\frac{d_{at}}{P_{at}} \right) \times \left(\frac{P_a}{P_n} \right) \times 100000$$

où :

- i : zone géographique (TL2 et TL3 : région, département, comité, etc.)
- a : âge
- l : limite d'âge supérieure (ici 70 ans),
- d_{at} : nombre de décès à l'âge a au temps t
- P_{at} : nombre de personnes d'âge a dans la région i au temps t
- P_a : nombre de personnes d'âge a dans la population de référence (nationale)
- P_n : nombre total de personnes dans la population de référence (nationale)

Taux de mortalité ajustés selon l'âge

Définition : les taux de mortalité régionale ajustés selon l'âge sont définis par le rapport du nombre de décès observés dans une région donnée au nombre de décès attendus :

$$MR_i = \frac{\sum_{i=1}^n d_{i,g}}{\sum_{i=1}^n M_{c,g} * pop_{i,g}}$$

où MR_i est le taux de mortalité ajusté selon l'âge dans la région i , $d_{i,g}$ est le nombre observé de décès dans la région i pour le groupe d'âge g , $M_{c,g}$ est le taux de mortalité spécifique de l'âge dans la population standard du pays c pour les personnes du groupe d'âge g , $pop_{i,g}$ est la population totale dans la région i du groupe d'âge g .

Les moteurs de la croissance régionale

Les facteurs de la compétitivité régionale

La part de la région i dans le PIB total de l'OCDE peut s'écrire de la façon suivante :

$$1. \frac{GDP_i}{GDP_{OCDE}} = \frac{GDP_j}{GDP_{OCDE}} * \frac{GDP_i}{GDP_j}$$

où j est le pays de la région i . La part du PIB de la région i dans le pays j est alors égale à :

$$2. \frac{GDP_i}{GDP_j} = \frac{GDP_i / E_i}{GDP_j / E_j} * \frac{E_i / LF_i}{E_j / LF_j} * \frac{LF_i / WA_i}{LF_j / WA_j} * \frac{WA_i / P_i}{WA_j / P_j} * \frac{P_i}{P_j}$$

où P , E , LF et WA représentent respectivement la population, l'emploi, la population active et la population d'âge actif (15-64 ans). Par conséquent, la part du PIB d'une région i dans le pays j est fonction de son PIB par travailleur (GDP_i/E_i), de son taux d'emploi (E_i/LF_i), de son taux d'activité (LF_i/WA_i), de son taux d'activité par âge (WA_i/P_i) et de sa population (P_i), par rapport respectivement au PIB par travailleur (GDP_j/E_j), au taux d'emploi (E_j/LF_j), au taux d'activité (LF_j/WA_j), au taux d'activité par âge (WA_j/P_j) et à la population (P_j) du pays.

En substituant l'équation 2 dans l'équation 1, en prenant le logarithme et en le différenciant, on obtient :

3.

$$(g_i - g_{ocde}) = (g_j - g_{ocde}) + (g_{pi,i} - g_{pi,j}) + (g_{ei} - g_{ej}) + (g_{lfi} - g_{lfj}) + (g_{wai} - g_{waj}) + (g_{pi} - g_{pj})$$

ou, en équivalence

Croissance de la part du PIB de la région i dans l'OCDE	=	Différence de croissance du PIB entre le pays j et l'OCDE	+	Différence de croissance du PIB par travailleur entre la région i et le pays j	+	Différence de croissance du taux d'emploi entre la région i et le pays j	+	Différence de croissance du taux d'activité entre la région i et le pays j	+	Différence de croissance du taux d'activité par âge entre la région i et le pays j	+	Différence de croissance de la population entre la région i et le pays j
---	---	---	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--

Productivité de la main-d'œuvre et spécialisation par branche d'activité

Le PIB moyen par travailleur dans la région i est égal à la moyenne pondérée du PIB sectoriel par travailleur :

$$4. \quad \frac{GDP_i}{E_i} = \sum_k \frac{E_{ik}}{E_i} * \frac{GDP_{ik}}{E_{ik}}$$

où k indique le secteur. Une équation analogue définit le PIB par travailleur dans le pays j :

$$5. \quad \frac{GDP_j}{E_j} = \sum_k \frac{E_{jk}}{E_j} * \frac{GDP_{jk}}{E_{jk}}$$

En prenant le logarithme de 4 et 5 et en le différenciant, on obtient :

6.

$$\begin{aligned} (g_{p,i} - g_{p,j}) = & \sum_k \frac{GDP_{jk} / E_{jk}}{GDP_j / E_j} * \left(\Delta \frac{E_{ik}}{E_i} - \Delta \frac{E_{jk}}{E_j} \right) + \sum_k \frac{\Delta(GDP_{jk} / E_{jk})}{GDP_j / E_j} * \left(\frac{E_{ik}}{E_i} - \frac{E_{jk}}{E_j} \right) + \\ & + \sum_k \Delta \frac{E_{ik}}{E_i} * \left(\frac{GDP_{ik} / E_{ik}}{GDP_i / E_i} - \frac{GDP_{jk} / E_{jk}}{GDP_j / E_j} \right) + \sum_k \frac{E_{ik}}{E_i} * \left(\frac{\Delta GDP_{ik} / E_{ik}}{GDP_i / E_i} - \frac{\Delta GDP_{jk} / E_{jk}}{GDP_j / E_j} \right) \end{aligned}$$

ou, en équivalence :

Différence de croissance de la productivité de la main-d'œuvre entre la région i et le pays j	=	Évolution de la spécialisation régionale vers les secteurs à haute productivité	+	Spécialisation régionale dans les secteurs à forte croissance de la productivité	+	Évolution de la spécialisation vers des secteurs où la région est moins productive que le pays	+	Spécialisation dans des branches d'activité où la croissance de la productivité de la région est plus faible que celle du pays
---	---	---	---	--	---	--	---	--

Les deux premières composantes de la partie droite de l'équation 6 mesurent la différence de croissance du PIB par travailleur due à la spécialisation régionale; les troisième et quatrième composantes mesurent les différences dues à la plus faible croissance du PIB régional par travailleur pour l'ensemble des secteurs.

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(04 2007 02 2 P) ISBN 978-92-64-01027-7 – n° 55504 2007

Panorama des régions de l'OCDE

Les régions figurent parmi les préoccupations prioritaires des pays de l'OCDE. On ne saurait s'en étonner. Entre 1998 et 2003, dans la plupart des pays, plus de la moitié des créations totales d'emplois se sont concentrées dans à peine 10 % des régions. Autrement dit, la croissance nationale tend à être stimulée par le dynamisme d'un petit nombre de régions. Les responsables politiques ont donc besoin d'informations statistiques fiables sur ce qui fait la compétitivité des régions. Mais ces informations ne sont pas toujours disponibles, les données infranationales sont limitées et les indicateurs régionaux sont difficiles à comparer d'un pays à l'autre. Le *Panorama des régions de l'OCDE* vise à combler cette lacune en analysant et en comparant les principaux profils territoriaux et les grandes tendances régionales que l'on peut observer dans les divers pays de l'OCDE. Cet ouvrage évalue l'impact des régions sur la croissance nationale. Il identifie les ressources inutilisées qui peuvent être mobilisées pour améliorer la compétitivité régionale. Il prend aussi en compte des facteurs plus intangibles qui peuvent faire la différence, et montre comment les régions rivalisent sur le plan du bien-être qu'elles peuvent offrir (accès à l'enseignement supérieur, services de santé, sécurité, etc.).

Enfin, le *Panorama des régions de l'OCDE* présente sous une forme claire et facile d'accès plus de 30 indicateurs, illustrés chacun par des graphiques et des cartes. Un lien dynamique (StatLink) dirige le lecteur, pour chaque tableau et chaque carte, vers une page Internet où les données correspondantes sont disponibles en format Excel®.

Le texte complet de cet ouvrage est disponible en ligne aux adresses suivantes :

www.sourceocde.org/gouvernance/9789264010277

www.sourceocde.org/developpementregional/9789264010277

Les utilisateurs ayant accès à tous les ouvrages en ligne de l'OCDE peuvent également y accéder via :

www.sourceocde.org/9789264010277

SourceOCDE est une bibliothèque en ligne qui a reçu plusieurs récompenses. Elle contient les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'OCDE. Pour plus d'informations sur ce service ou pour obtenir un accès temporaire gratuit, veuillez contacter votre bibliothécaire ou **SourceOECD@oecd.org**.

2007

éditions **OCDE**

www.oecd.org/editions

ISBN 978-92-64-01027-7

04 2007 02 2 P



9 789264 010277